JEAN GUISNEL
DAVID KORN-BRZOZA

AU SERVICE SECRET DE LA FRANCE

Éditions de La Martinière

JEAN GUISNEL
DAVID KORN-BRZOZA

AU SERVICE SECRET DE LA FRANCE

Éditions de La Martinière

DES MÊMES AUTEURS

Filmographie

Histoire des services secrets français, Program 33, 2011 ; quatre films de 52 mn : L'Heure des combats (1940-1961), Les Années chaudes de la guerre froide (1961-1981), Le Grand malentendu (1981-1989), Nouvelles guerres d'un monde nouveau (1990-2009).
Mitterrand et les espions, Program 33, 2011.

Ouvrages de Jean Guisnel

Services secrets. Les services de renseignement sous François Mitterrand (avec Bernard Violet), La Découverte, Paris, 1988.

Les Généraux. Enquête sur le pouvoir militaire en France, La Découverte, Paris, 1990.

Charles Hernu ou la République au cœur, Fayard, Paris, 1993.

Au cœur du secret. 1 500 jours aux commandes de la DGSE (avec Claude Silberzahn), Fayard, Paris, 1995.

Guerres dans le cyberespace. Services secrets et Internet, La Découverte, Paris, 1995.

Les Pires Amis du monde. Les relations franco-américaines à la fin du XX^e siècle, Stock, Paris, 1999.

Carnets secrets d'un nageur de combat (avec Alain Mafart), Albin Michel, Paris, 1999.

Libération, la biographie, La Découverte, Paris, 1999 (réédition en poche : La Découverte, 2003).

Être juste, justement (avec Marylise Lebranchu), Albin Michel, Paris, 2001.

La Citadelle endormie. Faillite de l'espionnage américain, Fayard, Paris, 2002.

L'Effroyable Mensonge. Thèse et foutaises sur les attentats du 11 septembre (avec Guillaume Dasquié), La Découverte, Paris, 2002.

Bush contre Saddam. L'Irak, les faucons et la guerre, La Découverte, Paris, 2003.

Délires à Washington. Les citations les plus terrifiantes des faucons et néoconservateurs américains, La Découverte, Paris, 2003.

Histoire secrète de la V^e République (avec Roger Faligot), La Découverte, Paris, 2006, Poche La Découverte, 2007.

Armes de corruption massive. Secrets et combines des marchands de canons, La Découverte, Paris, 2010.

Au cœur des services spéciaux. La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers (avec Alain Chouet), La Découverte, Paris, 2011.

Histoire politique des services secrets français, de la Seconde Guerre mondiale à nos jours (avec Roger Faligot et Rémi Kauffer), La Découverte, Paris, 2012, Poche La Découverte, 2013.

Pirates de Somalie (avec Viviane Mahler), Grasset, Paris, 2012.

Filmographie

M. Bob (coscénariste avec Philippe Denard et Michel Sibra), film de Thomas Vincent, Mascaret films, 2011.

Le Menhir et la rose, biographie politique de Louis le Pensec (en collaboration avec Brigitte Chevet), Pois Chiche, 2013.

Filmographie de David Korn-Brzoza

Échelon, le pouvoir secret, Kuiv Productions pour France 2, 2002.
French Connection, une histoire de famille, 13 Productions pour France 5, 2003.
L'Affaire Finaly, Program 33 pour France 3, 2007.
1919-1939, la drôle de paix, Kuiv Productions pour France 3, 2009.
2010, une armée sur terre, Bonne Pioche Productions pour France 2, 2011.
Dénoncer sous l'Occupation, Program 33 pour France 3, 2011.
L'Argent de la Résistance, Élephant-Doc pour France 2, 2012.
Churchill, un géant dans le siècle, Roche Productions pour France 3, 2013.
French Connection, Telfrance Production pour France 3, 2014.

ISBN : 978-2-7324-5946-2

© 2014, Éditions de La Martinière
Une marque de La Martinière Groupe, Paris, France

Connectez-vous sur :
www.editionsdelamartiniere.fr

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

TABLE DES MATIÈRES

Couverture

DES MÊMES AUTEURS

Ouvrages de Jean Guisnel

Filmographie de David Korn-Brzoza

Copyright

Principaux sigles

Introduction

I - AGENTS - Soldats secrets de la France libre

Stéphane HESSEL

Engagement au BCRA

Relations avec l'Intelligence Service

Le colonel Passy

BCRA et giraudistes

Réseau Gréco

Retour à la vie civile

Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC

Le colonel Rémy

Le BCRA dépendant des Anglais

Le BCRA contesté

Les giraudistes

Paul Paillole

Le BCRA, un pilier de la France libre sans cesse en difficulté

Efficacité exceptionnelle

L'après-guerre

Tereska TORRÈS-LEVIN

Rencontre avec de Gaulle

Le BCRA et les Anglais

Robert « Bob » MALOUBIER

La Force 136

La « Boîte » après la Libération

Une école d'espions

Nageurs de combat

Murder Incorporated

Les réseaux Foccart

II - NETTOYEURS - Services spéciaux et décolonisation

Paul AUSSARESSES

Premières missions

Création du 11e Choc

Mission en Indochine

Torture en Algérie

Raymond MUELLE

Service Action en Algérie

Missions Arma

Missions Homo

Cas « non conformes »

La Main rouge

Les armes secrètes

Assassinat d'Ould Aoudia

L'Algérie vers l'indépendance

Le putsch

Jacques VERGÈS

« C'est dangereux dans une démocratie »

Constantin MELNIK

Jacques Foccart

Mes rapports réels avec le SDECE

La non-réforme des services

Pompidou et le SDECE

La guerre froide

Les écoutes téléphoniques

La Main rouge

Négociations secrètes avec le FLN

Alain JUILLET

Entrée au service Action

Raison d'État

L'affaire Ben Barka

L'affaire Markovic

Doutes, soupçons et purges

Afrique et Françafrique

III - GUERRIERS - Bloc contre bloc, la guerre froide

Marcel CHALET

La menace soviétique

Les révélations de Golitsyne

L'affaire Georges Pâques

L'arrivée de François Mitterrand

La cellule antiterroriste de l'Élysée

L'affaire Farewell

Farewell et les États-Unis

Raymond NART

Deux agents soviétiques

L'affaire Farewell

Chute du Mur de Berlin

Rencontres avec les services de l'Est

L'affaire Charles Hernu

L'arrestation de Carlos

Pilotes de Serbie

L'association Équilibre

L'affaire Henri Plagnol

Terrorisme

Jacky DEBAIN

Expulsion des espions soviétiques

L'après-guerre froide

Yves BONNET

De l'espionnage au terrorisme

La cellule de l'Élysée

Relations avec la DGSE

L'affaire de l'ASALA

L'Algérie et le terrorisme

Le terrorisme ? Un épiphénomène

Les moines de Tibhirine

L'espionnage économique

Dominique FONVIELLE

L'arrivée de la gauche en 1981

Pierre Marion à la DGSE

L'amiral Pierre Lacoste

Départ pour Dakar

L'affaire Greenpeace

Interceptions

Pas de relations directes avec ces gens-là

Le contrôle parlementaire des services

Jacques FOURNET

Guerre des services

La création de la DCRI

L'énigmatique général Rondot

Protection du patrimoine

IV - CONSEILLERS - Renseignement et pouvoir

Jean FRANÇOIS-PONCET

Michel ROUSSIN

Keep the flag floating

La purge

« Vous aimez James Bond ? »

Safari Club

Présidents et services secrets

Le contrôle parlementaire, c'est non !

Christian PROUTEAU

L'affaire Plenel

Mazarine, « la petite Demoiselle »

François de Grossouvre

Pierre LACOSTE

L'affaire Farewell, vue du boulevard Mortier

Échec à Beyrouth

Rainbow Warrior, la stratégie du mensonge

Roland DUMAS

François de Grossouvre

L'affaire Farewell

Rainbow Warrior

Espions et diplomates

Gilles MÉNAGE

L'attentat du Drakkar

L'affaire Abdallah

Les oreilles de l'Élysée

Le mensonge en politique

François de Grossouvre

L'affaire Farewell vue de l'Élysée

L'affaire Greenpeace

Démilitariser la DGSE

Paul QUILÈS

« Couper les branches pourries »

Contrôle parlementaire des services de renseignement

V - BOUCLIERS - Face à l'hydre terroriste

Alain MARSAUD

Faire saigner la France

Les amis de Carlos

Association de terroristes

Relations police-justice

La crise avec l'Iran

L'affaire Gordji

Assassinat du général Audran

Jean-Louis BRUGUIÈRE

Les années de plomb

Lutter contre le terrorisme

Émergence du terrorisme « théologique »

L'excellence de la DST

11 Septembre et prolégomènes

L'affaire Zacarias Moussaoui

Le cas de Strasbourg

Alain CHOUET

Terrorisme d'État

Échec à Beyrouth

L'affaire Greenpeace

Les otages du Liban

Terrorisme islamiste international

Ben Laden

La DGSE et le 11 Septembre

Les soutes noires de la République

La France n'intervient pas en Irak

Postes de la DST à l'étranger

Les défis du renseignement français

Jean-Charles MARCHIANI

L'affaire Ben Barka

La base Paris

Le Printemps de Prague

Afghanistan, Irak, Iran

Les otages du Liban

Algérie, la décennie sanglante

L'affaire des pilotes

Louis CAPRIOLI

Le terrorisme moyen-oriental

L'escalade algérienne

Perpignan et les filières afghanes

Oussama Ben Laden

La leçon de Roubaix

11 Septembre

Collaboration avec les services algériens

Jean-Jacques PASCAL

Coopération avec les Algériens

Les attentats du 11 septembre 2001

L'attentat de Karachi

La protection du patrimoine

Création de la DCRI

Le renseignement, une passion

VI - FRANCS-TIREURS - Décoder un monde fracturé

Jean PICHOT-DUCLOS

Guerre froide en Tchécoslovaquie

« Ces cons du 2e Bureau »

Intelligence économique et renseignement

Xavier GUILHOU

Émergence de l'espionnage économique

Assembler le puzzle

Les nouveaux défis des services

Henri PLAGNOL

Rémy PAUTRAT

Opération Ardoise

Relations avec la DGSE

CILAT, pré-CILAT… et pré-pré-CILAT

Guerre froide et contre-ingérence

Réformer le renseignement

Idées à effet différé…

Le renseignement ouvert

VII - SENTINELLES - Aux échauguettes des guerres modernes

Jean HEINRICH

Après le Rainbow Warrior

Opérations réussies

Service Action et pouvoir politique

La réforme Silberzahn

Nouveau monde

Stay Behind, le coup de sang de Mitterrand

La guerre du Golfe

Création de la DRM

La DRM en Bosnie

Une manipulation américaine

Bernard NORLAIN

Chirac, Rocard et le renseignement

Guerre du Golfe et conséquences

Genèse de la coordination du renseignement

Création du poste de coordonnateur

Christian QUESNOT

À l'Élysée

Une réforme enterrée

Le plaisir du gourmet

Jacques LANXADE

La guerre du Golfe

Mitterrand et les photos américaines

Renseignement militaire

Explication de gravures avec la CIA

VIII - RÉFORMATEURS - Placer l'État en ordre de bataille

Michel ROCARD

« Si ça vous amuse ! »

Comité interministériel du renseignement

Résultats de la réforme

Visite à la DGSE

Réforme des écoutes téléphoniques

Espions japonais contre pêcheurs bretons

Claude SILBERZAHN

Nomination à la DGSE

Relations avec les politiques

La place de la DGSE dans les institutions

Le DC-10 d'UTA

La chute du Mur

Guerre du Golfe, un coup de tête contre un coup monté !

Divergences sur le FIS algérien

Ex-Yougoslavie

Clap de fin de la guerre froide

Dissolution de Stay Behind

Contre-terrorisme et liberté d'action

Forces spéciales

La DGSE et Édouard Balladur

Pierre JOXE

Rencontre avec Georges Pâques

François Mitterrand et le renseignement

L'affaire Farewell, une manipulation ?

L'affaire Greenpeace

Guerre du Golfe

Création de la DRM

Symbiose avec le politique

Terrorisme

Jean-Louis GERGORIN

Le Quai d'Orsay et le renseignement

Les leçons de l'affaire Farewell

La question économique

Préparer une réorganisation du renseignement

Bernard BAJOLET

Otages en Irak

Une relation nouvelle et assumée au renseignement

« Connaissance et anticipation », priorité stratégique

Coordonnateur du renseignement

Conclusion

Index des noms

Remerciements

Principaux sigles

2e Bureau : Appellation fréquente des services de renseignement français entre 1871 et 1940. Et, plus spécifiquement, le service de renseignement militaire d'état-major.

BCRA : Bureau central de renseignement et d'action. Le service de renseignement et d'actions clandestines de la France libre, aux ordres du général de Gaulle.

BND : *Bundesnachrichtendienst*. Le service de renseignement extérieur du gouvernement fédéral allemand, équivalent de la DGSE.

CFLN : Comité français de la libération nationale.

CIA : *Central Intelligence Service*. Fondée en 1947, équivalent américain de la DGSE.

CILAT : Comité interministériel de lutte antiterroriste.

CIR : Comitié interministériel du renseignement.

CND : Confrérie Notre-Dame. L'un des plus importants réseaux du BCRA.

CSPPA : Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes du Moyen-Orient.

DCRI : Direction centrale du renseignement intérieur. Née en 2008 de la fusion des RG et de la DST.

DGER : Direction générale des études et recherches. Créée le 26 octobre 1944, elle est l'ancêtre du SDECE et de la DGSE.

DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure. Créée le 2 avril 1982, elle succède au SDECE.

DGSI : Direction générale de la sécurité intérieure. Basée sur le modèle de la DGSE, elle a succédé à la DCRI, le 12 mai 2014.

DGSS : Direction générale des services spéciaux.

DIA : *Defense Intelligence Agency*. Agence de renseignement de la Défense. L'équivalent américain de la DRM.

DNAT : Division nationale antiterroriste, qui a succédé à la 6e Division centrale de police judiciaire.

DPSD : Direction de la protection et de la sécurité de la défense.

DRM : Direction du renseignement militaire.

DST : Direction de la surveillance du territoire. Service de contre-espionnage intérieur, elle a été créée en novembre 1944 par Roger Wybot. Aujourd'hui disparue, elle a été intégrée au sein de la DCRI.

FAFL : Forces aériennes françaises libres.

FFI : Forces françaises de l'intérieur.

FFL : Forces françaises libres.

FSB : *Federalnaïa sloujba bezopasnosti Rossiyskoï Federatsii*. Service de sécurité intérieure russe, qui a succédé en partie au KGB.

GRU : *Glavnoe Razvedyvatelnoe Upravlenie*. Direction générale des renseignements de l'état-major des forces armées en URSS, puis en Russie. Organisation rivale du KGB.

GCMA : Groupement de commandos mixtes aéroportés. Service Action spécifique, né le 7 avril 1951, et intégré aux services déjà existants du SDECE en Indochine.

GIGN : Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale.

KGB : *Komitet gossoudarstvennoï bezopasnosti*. Comité pour la sécurité de l'État. Service de renseignement de l'URSS, aux prérogatives très larges, intérieures et extérieures, il sera dissous fin 1991, au profit principalement du FSB.

MI5 : *Military Intelligence, section 5 of England*. Service de contre-espionnage britannique. Équivalent de la DST.

MI6 : *Military Intelligence, section 6 of England*. Baptisé également *Secret Intelligence Service* (SIS), c'est l'équivalent britannique de la DGSE.

NAP : Noyautage des administrations publiques.

OSS : *Office of Strategic Services*. Précurseur américain de la CIA.

PJ : Police judiciaire.

PP : Préfecture de police de Paris.

RAF : *Royal Air Force*. L'armée de l'air britannique.

RG : Renseignements généraux. Aujourd'hui disparus, ils ont été intégrés au sein de la DCRI.

RG-PP : Renseignements généraux de la préfecture de police de Paris.

SA : Service Action, unité clandestine de la DGSE.

SAC : Service d'action civique. Police parallèle, au service du général de Gaulle, créée en 1960, le SAC sera dissous en 1981.

SAARF : *Special Allied Airborne Reconnaissance Force.*

SDECE : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage. Créé le 4 janvier 1946 et confié au colonel Passy, il a pris la suite de la DGER. Ancêtre de la DGSE.

SGDN : Secrétariat général de la défense nationale.

SGDSN : Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, anciennement SGDN.

SIS : *Secret Intelligence Service*. Connu également sous la dénomination de MI6.

SOE : *Special Operations Executive*. Service Action britannique, issu du MI6, chargé par Winston Churchill d'« embraser l'Europe ».

TR : (Entreprise des) Travaux ruraux. Service de renseignement et de contre-espionnage semi-officiel aux ordres, en apparence, de Vichy et, en secret, de la Résistance contre l'Allemagne.

UCLAT : Unité de coordination de lutte antiterroriste.

Abîme ! qui donc fait
Cette lueur qu'a l'homme en entrant dans les ombres ?
Victor Hugo, *Les Contemplations*, 1856

Pour Marguerite, qui m'a appris la curiosité.
JG

Pour Julie, Benjamin et Eithan,
ce décryptage du monde ancien et de celui de demain…
DKB

Introduction

Cet ouvrage n'est pas comme les autres. Il a suivi un processus inverse à bien des livres qui, souvent, se trouvent à l'origine de projets audiovisuels, documentaires ou fictions. Dans le cas présent, l'initiative éditoriale a suivi celle du film *Histoire des services secrets français*, diffusé entre 2011 et 2014 en cinq volets successifs[1]. Nous avons conduit des entretiens avec une quarantaine d'acteurs de l'histoire des services français, de 1940 à la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Au moins autant d'autres personnalités avaient été contactées, qui n'ont pas souhaité s'exprimer devant la caméra. C'est dire si les hommes et la femme – Tereska Torrès-Levin – qui ont accepté de nous parler et, à travers nous, à un public très large, ne l'ont pas fait par hasard.

Très étonnés eux-mêmes, pour certains, d'avoir accepté de s'exprimer en public et « face caméra » sur des sujets difficiles, parfois encore jamais évoqués publiquement, ces témoins ont accompli ce que nous ne craignons pas d'appeler un « acte citoyen ». À savoir qu'en se découvrant, en expliquant leurs actes – pour certains, très contestables au regard des lois –, ils permettent à leurs contemporains de mieux comprendre leur histoire, connue mais néanmoins d'une complexité rare. Pour l'essentiel, ils ont agi durant leurs carrières dans le cadre des lois. Mais pas toujours ! Dans un

pays démocratique comme l'est la France, État de droit incontestable, administré par des agents d'institutions publiques, fruits de siècles d'histoire – dont les gouvernants sont issus d'élections démocratiques –, il se trouve des fonctionnaires appartenant aux services de renseignement et aux services secrets pour accomplir des gestes illégaux… Pas seulement à l'égard d'autres pays, auxquels la France est pourtant liée par des accords diplomatiques et des traités et avec lesquels elle est en paix… Car les violations répétées de ces règles du droit, s'appliquant comme il se doit à tout un chacun, se produisent également en France ! Évacuons aussitôt les cas non-conformes – initiatives individuelles et actes délictueux ou criminels variés – pour nous intéresser à ceux, l'immense majorité, que le pouvoir place délibérément dans l'illégalité en leur donnant des ordres explicites ou implicites. Comment le comprendre ? Là se trouvent précisément les questions que nous avons posées, car nous nous les posions nous-mêmes…

Nous ne sommes pas dupes. Nous n'avons jamais pensé que l'action des services français n'aurait pas été, ou ne serait pas, politique. Bien au contraire, il s'agit très précisément d'actes politiques, décidés et assumés en tant que tels ; et non des actes techniques, conduits par des experts désincarnés. Le renseignement est politique, expression incontestable d'une souveraineté nationale et – dans le cas français – d'une légitimité démocratique. Il exige deux partenaires : d'une part, le donneur d'ordre, d'autre part celui qui l'exécute. Entre ces deux acteurs se tisse une relation étroite, celle précisément qui nous a intéressés tout au long de ce projet.

Nous avons voulu au départ analyser les liens entre le pouvoir politique et les services. Mais l'ambition est plus vaste qu'il y paraît, car ce fil rouge permet d'associer, dans une continuité saisissante, des agents de renseignement qui n'avaient pas vingt ans en 1940, pour

devenir des anciens combattants en 1945 et les espions d'aujourd'hui. Ce qui les relie n'est pas seulement une certaine vision de la France. C'est surtout cette attache intime à l'autorité, ce rapport parfois stupéfiant à la discipline républicaine, cette capacité individuelle à l'exploit ou à l'initiative personnels et, parfois, aux sales besognes qui ne frappent pas la victime et le bourreau de manière symétrique, tout en laissant ce dernier en miettes…

Au travers de cet ouvrage, on verra se dérouler des affaires considérables, racontées par certains de leurs témoins. Toujours, le fil rouge politique est apparent : la relation tumultueuse entre les services français durant la Seconde Guerre mondiale – Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) et Travaux ruraux (TR) –, la période, à bien des égards, terrifiante de la décolonisation algérienne, l'affaire Farewell, qui voit la Direction de la surveillance du territoire (DST) conduire contre toutes les règles une opération d'espionnage en URSS sans prévenir le pouvoir politique, ou encore l'affaire Greenpeace, conduite par la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) sur ordre du politique qui refusera de l'assumer ! Et tant d'autres… Tout au long des témoignages des acteurs de cette histoire, dont bien des zones d'ombre restent encore à explorer, on retrouve cette relation intense, non dite, le plus souvent mal assumée, entre le pouvoir qui ordonne en le disant ou en laissant faire et les services qui agissent bien souvent dans le sens d'instructions implicites.

Notre film était articulé en quatre volets : *L'heure des combats* (1940-1961), *Les années chaudes de la guerre froide* (1961-1981), *Le grand malentendu* (1981-1989), *Nouvelles guerres d'un monde nouveau* (1990-2009). Un cinquième film traitait spécifiquement le cas particulier, tellement spécifique !, du quatrième président élu de la V^{e} République : *Mitterrand et les espions.* Pour un tel film historique,

l'organisation chronologique s'imposait : la succession des événements, comme le passage brutal de la Seconde Guerre mondiale à la décolonisation, s'est révélée d'autant plus cohérente que les hommes étaient souvent les mêmes. De jeunes gaullistes, guerriers audacieux et farouches face à l'occupant nazi, sont passés sans transition de la guerre secrète aux combats dans les rizières indochinoises, puis aux djebels algériens. De saisissants chevauchements ont conduit les mêmes, ou d'autres, à passer des coups de main africains aux actions clandestines derrière le Rideau de fer. Puis ce sont encore eux, ou d'autres, qui ont participé aux décodages complexes d'une autre guerre secrète, le terrorisme, d'abord téléguidé par des services secrets liés à Moscou, ou par de sinistres tireurs de ficelles moyen-orientaux.

Le renseignement et l'action secrète sont comme toutes les autres activités humaines : ils s'adaptent quand il le faut, mais n'aiment rien tant que les concepts simples : les bons contre les méchants. Nous face aux « autres ». Les Rouges contre les Bleus. Le monde « libre » contre les communistes. Sauf que lorsque le Mur de Berlin tombe et, avec lui, le monde prosoviétique, chacun perçoit alors que rien n'a changé au fond ! Les lignes de force ont évolué, les menaces « stratégiques » se sont atténuées, mais l'insécurité s'est accrue. Des acteurs nouveaux sont apparus, notamment tous ceux qui ont vite compris qu'un monde occidental prospère et ne faisant plus face à aucune menace vitale devenait particulièrement vulnérable à une guerre secrète sans armée ni moyen, mais capable d'infliger des dégâts insupportables : le terrorisme. Nous avons pu présenter ces évolutions, parfois ces mises en abyme, grâce aux films reposant sur deux piliers narratifs : les archives filmées et les témoignages.

La nature d'un livre est différente. Et celui-ci est né, non pas d'une frustration, mais d'un besoin : celui de permettre à nos témoins

d'aller plus loin, chacun sur sa voie. Nous avons repris l'essentiel des copieux témoignages qu'ils nous ont accordés, en les organisant thématiquement, en privilégiant les points de vue directs, en sélectionnant aussi pour éviter les redondances. Chaque texte, ainsi mis en forme, conservant espérons-nous sa singularité et sa spontanéité propre au langage parlé, est ainsi restitué à la première personne. Tout comme dans le film, les questions posées n'apparaissent pas car, le lecteur en conviendra, ce sont les réponses qui comptent !

Concrètement, après ce long travail de mise en forme et de transition de l'oral vers l'écrit, chaque texte a été relu, éventuellement précisé et développé par les témoins concernés. Ce livre va donc plus loin que le film, alors qu'il est constitué du même matériau de base[2]. Ici, nous avons volontairement choisi de ne procéder qu'à des mises en perspective minimales, qui apparaissent dans les introductions des grandes parties et les brèves biographies de présentation.

Le lecteur a donc entre les mains une collection unique de témoignages d'acteurs majeurs ayant agi durant près de soixante-dix ans, au service secret de la France. C'est notre fierté de les avoir rassemblés. C'est à l'honneur de ces personnes ayant joué des rôles très variés dans la hiérarchie, à la base, ou dans l'encadrement des services, d'avoir bien voulu accepter de parler à leurs contemporains de ces modes d'action si particuliers. Ils sont au cœur d'une autre part de notre République, celle de l'ombre. Nous savons bien qu'ils ont gardé quelques-unes de leurs activités pour eux-mêmes… C'est le jeu, c'est aussi leur droit et nous le respectons.

Jean Guisnel et David Korn-Brzoza, mars 2014

1. Produit par la société Program 33, en les personnes de Fabrice Coat et Christine Doublet.
2. David Korn-Brzoza est le réalisateur du film, Jean Guisnel a mis en forme les témoignages de l'oral à l'écrit.

I

AGENTS

Soldats secrets de la France libre

L'invasion de la France par l'armée allemande, en juin 1940, a conduit des milliers d'hommes et de femmes, trop jeunes alors pour être déjà entrés dans la vie active civile ou militaire, à se dresser contre l'occupant. De leurs rangs sont sortis des guerriers hors pair, combattant l'ennemi sous des formes jusqu'alors inconnues, notamment dans une guerre secrète conduite depuis Londres sous les ordres du général de Gaulle.

Nous avons rencontré plusieurs de ces jeunes gens passés les armes à la main du statut de néophytes à celui de combattants de l'ombre, qui avaient tout juste vingt ans – ou même pas encore ! – en 1940, qui ont survécu à cette guerre atroce, sans doute, mais demeurée l'un des événements essentiels de leur vie. **Stéphane Hessel**, né allemand, a fini la guerre dans un camp de concentration, et fit ensuite de sa vie une œuvre pour le dialogue entre les peuples. **Jean-Louis Crémieux-Brilhac**, tout comme Hessel rencontré au BCRA, est devenu le chantre prolifique de la France libre, en portant haut les valeurs du Conseil national de la Résistance (CNR). Dans cet univers de guerriers, **Tereska Torrès-Levin**, qui croyait voir Jeanne d'Arc en de Gaulle, apporte une candeur qui n'a d'égale que son obstination. Quant à **Bob Maloubier**, il n'a pas raccroché les armes après la guerre, qu'il a poursuivie sous d'autres cieux, contribuant à forger une armée secrète par temps troublés. Quand rien n'est vraiment noir, ni tout à fait blanc…

Stéphane HESSEL

« Nous étions patriotes, nous étions jeunes, nous pensions qu'il fallait se battre… »

On oublie souvent que le destin peu banal de Stéphane Hessel (1917-2013) l'a conduit très tôt au BCRA, auprès du colonel Passy. Sa guerre secrète glorieuse s'est terminée en déportation. Sa carrière de diplomate et de militant de la paix ne lui a jamais fait perdre de vue les idéaux de la Résistance.

« J'ai pu quitter la France à la fin de la première partie de la Seconde Guerre mondiale qui, pour moi, s'était terminée par une capture aux mains de l'armée allemande. J'ai pu me sauver d'un petit camp d'officiers où je ne suis resté que vingt-quatre heures, puis arriver à Toulouse pour rejoindre ma femme, avant de rallier le général de Gaulle. J'ai fait la connaissance sur la route, à Marseille, d'un Américain remarquable, Valerian Fly, qui a aidé beaucoup de gens importants à quitter le territoire pour rejoindre l'Amérique : André Breton, Marcel Duchamp et d'autres ; ainsi que [la philosophe allemande[1]] Hannah Arendt. Moi-même, grâce à lui, j'ai pu me rendre à Oran, à Casablanca puis, de là, à Lisbonne et à Bristol.

J’ai débarqué à Londres en mars 1941. Et j’ai tout de suite demandé à incorporer la France libre ; j’ignorais tout de ce qui se tramait en Angleterre, j’ai seulement voulu m’engager dans quelque chose d’actif. Jeunes et patriotes, on voulait combattre ces affreux Allemands qui nous avaient envahis. J’ai cette chance d’avoir deux cultures. Je n’ai passé que de brèves années comme petit garçon en Allemagne, d’où je suis parti à 7 ans. Mais, même à cet âge, on bénéficie déjà d’une imprégnation culturelle. On connaît la poésie ou les blagues allemandes. Arrivé en France, j’ai acquis une culture française, grâce d’ailleurs à une école que j’apprécie, l’École alsacienne, dont j’ai été élève de la 6e jusqu’au bac philo. Cette diversité, à laquelle s’ajoute l’anglais, que j’ai appris très jeune, ma mère étant une passionnée de poésie anglaise, m’a permis de me retrouver à Londres dans une situation assez privilégiée.

Engagement au BCRA

J’ai d’abord voulu entrer dans les Forces aériennes françaises libres (FAFL). J’ai été formé par la *Royal Air Force* (RAF), jusqu’au jour où, ayant acquis mon brevet de navigateur, l’aile unique qui permet de naviguer sur des bombardiers, j’ai été appelé par mon camarade Tony Mella à rejoindre le Bureau central de renseignement et d’action (BCRA). C’est ce privilège de bilinguisme qui a conduit les services secrets, qui s’organisaient, à me demander de les rejoindre. C’est donc ce que j’ai fait en mars 1942. J’y suis resté deux ans. Le BCRA venait de prendre ce titre lorsque je l’ai intégré. Invention assez périlleuse, il faisait partie de l’état-major du général de Gaulle. Parmi ceux qui l’avaient rallié, on ne comptait pas beaucoup de spécialistes des services secrets. Ceux-ci continuaient à exercer à Vichy, où

certains étaient tentés de nouer des relations avec l'Angleterre, c'est normal pour tous les services secrets de vouloir être multinationaux. Mais nous, auprès du général de Gaulle, nous voulions n'être que des Français libres, et donc des adversaires de ce qui se passait à Vichy autour du maréchal Pétain. Par une chance comme il en arrive dans l'Histoire, l'homme que le général de Gaulle a chargé de diriger ce service, André Dewavrin – qui a pris le nom de colonel Passy –, s'est révélé génial en matière de service de renseignement, au point que les Anglais avec lesquels il collaborait avaient une grande considération pour lui. Ils ont reconnu que le travail qu'il demandait à ses agents en France était véritablement utile pour les Alliés.

Auprès du patron, le colonel Passy, chef du BCRA, se trouvait un homme très remarquable, André Manuel. Le BCRA comptait un service chargé du renseignement, le service R, un autre chargé de l'action militaire, qui devait organiser des sabotages, des opérations contre l'ennemi, et un service d'action politique, plus particulièrement chargé de suivre l'évolution des mouvements de libération en France, qui, à partir de la date où j'y suis entré, étaient déjà nombreux et actifs. Ces organismes devaient aussi essayer d'obtenir des renseignements sur des personnes qui occupaient des postes importants dans l'Hexagone et que l'on pouvait essayer de rallier à la France libre. On a appelé ça le Noyautage des administrations publiques (NAP), et c'était un travail dont le BCRA était également chargé.

Relations avec l'*Intelligence Service*

Le BCRA tenait beaucoup à rester maître du jeu, ce qui créait quelquefois des tensions avec son partenaire anglais, la partie de

l'*Intelligence Service* qui s'occupait de l'action dans le monde, et notamment en France. Tout le travail du BCRA consistait à convaincre nos amis alliés de nous donner les moyens nécessaires. La France libre était pauvre, les Anglais finançant très largement notre action.

D'un côté, fort heureusement pour moi, les services de renseignement (SR) du BCRA ont très vite été reconnus et nous n'avons jamais vraiment manqué de l'appui britannique. Mais pour ce qui est de l'action, les Britanniques avaient mis au point un service qui s'appelait *Special Operations Executive* (SOE), naturellement désireux de bénéficier des agents les plus compétents.

Quand quelqu'un arrivait à Londres pour rejoindre la France combattante, les Anglais essayaient bien souvent de l'attirer d'abord dans ses propres services. Nous, nous étions gaullistes, et le général de Gaulle souhaitait naturellement que nos compatriotes rejoignent la France combattante, et non la Perfide Albion. Nous essayions de surmonter ces tensions, sauf lorsqu'il s'agissait de contre-espionnage. Là, au BCRA, nous étions très vigilants pour ne pas laisser entrer des Français – ni chez nous, ni chez les Britanniques – qui pouvaient être des espions. Et pour cela, un service spécial de contre-espionnage a été créé au sein du BCRA, à la tête duquel s'est retrouvé un homme qui a connu ensuite une très belle carrière à la Direction de la surveillance du territoire (DST) : Roger Wybot. Un merveilleux camarade, avec lequel nous jouions à toutes sortes de jeux, mais réputé pour exercer une pression très forte sur des agents qu'il s'agissait de recruter, ou dont il fallait démontrer qu'ils étaient infiltrés. Il a eu un peu de mal avec l'opinion publique britannique qui trouvait qu'on était trop violents…

Le colonel Passy

Mon patron, c'était le colonel Passy[2]. Je ne le connaissais pas, je l'ai trouvé très rigoureux, un peu renfermé, on savait qu'il menait une vie assez austère, on avait de l'admiration pour lui, et on constatait naturellement qu'il menait une action pour laquelle il n'avait jamais été formé. On l'a fait passer pour un ancien cagoulard [membre de la Cagoule, organisation d'extrême droite, très vivace dans les années 1930], ce qui est totalement inexact : il était plutôt très à gauche dans ses conceptions, il a toujours soutenu ensuite en France les partis de progrès. Mais il comptait auprès de lui des patriotes qui se sont comportés souvent très courageusement. Je pense à un homme comme Saint-Jacques qui, lui, avait effectivement été proche de la Cagoule avant la guerre. Un des problèmes que l'on trouve constamment dans l'évolution de la France libre et combattante, ce sont les soupçons des uns à l'égard des autres. J'insiste toujours sur un point : tous étaient des patriotes ; chacun avait sa conception du patriotisme, mais tous souhaitaient ardemment la victoire des Alliés et la fin du régime de Vichy en France.

Le colonel Passy a vraiment inventé le Renseignement et l'Action, dans un contexte très particulier, puisqu'il s'agissait de travailler en France, dans notre pays, et qu'en même temps, nous y étions considérés par le gouvernement en place comme des traîtres et des odieux. Cela demandait alors une grande dextérité, et Passy en a fait preuve au sein du BCRA.

Il a été très appuyé par Pierre Brossolette [journaliste et homme politique socialiste, il fut l'une des grandes figures de la Résistance avant de mourir le 22 mars 1944, à 40 ans], qui a exercé une grande influence intellectuelle et politique sur lui, de sorte que Passy a pris avec lui des positions, notamment dans la dernière année de la

guerre, qui n'étaient pas toujours exactement celles du Général qui, lui, avait plus confiance en Jean Moulin. Quand on lit le merveilleux livre de Daniel Cordier, *Alias Caracalla*[3], on retrouve ces difficultés qu'il y avait à faire travailler ensemble un homme très ambitieux comme Pierre Brossolette, avec son influence sur Passy, et un homme comme Jean Moulin, davantage dans la ligne tracée par le Général lui-même. Nous, qui étions au sein de cette organisation installée dans une petite maison du centre de Londres, au n° 10 dans Duke Street, ne sentions pas vraiment ces divergences : nous étions surtout centrés sur ce que nous arrivions à faire, au jour le jour, par nos opérations d'aviation, de parachutage, de dépôts et de reprise d'agents.

Nos moyens d'action se limitaient à l'envoi d'agents qui rejoignaient les réseaux qui s'étaient constitués en France. Le premier et le plus important était la Confrérie Notre-Dame (CND), que des agents ralliaient *via* des opérations du type Lysander. Ce petit avion a été une merveille, car il arrivait à atterrir en France, les nuits de lune, sur des terrains balisés et préparés par nos camarades. De tout cela, j'ai moi-même profité, puisqu'après avoir passé deux ans auprès d'André Manuel et de Tony Mella, j'ai demandé à partir moi-même en mission en mars 1944. Inventée très largement par le colonel Passy, la tactique utilisée par le BCRA se différenciait de celle utilisée par l'*Intelligence Service*, pour une raison évidente : nous pensions être chez nous en France ; nos agents n'étaient pas infiltrés par une puissance étrangère, ce qui était quand même le cas, il faut le reconnaître, des Britanniques. Nous en avions tiré la conclusion qu'il fallait courir le risque d'agir avec un plus grand nombre d'agents travaillant ensemble. C'était une nouvelle façon d'agir en période de guerre : faire se rencontrer et travailler ensemble des dizaines, des centaines de Français. C'était à la fois très dangereux, parce que la

police de Vichy et la police allemande pouvaient plus facilement infiltrer ces mouvements avec des agents à leur solde – c'est ce qui malheureusement est arrivé. On perdait du monde, mais Passy est devenu un spécialiste de la façon d'opérer en pays occupé ; il en a tiré des satisfactions personnelles et un attachement indéfectible au général de Gaulle.

BCRA et giraudistes

Parmi les grands objectifs du BCRA figuraient la préparation de la Libération et de ce que serait la France ensuite. Avec donc la nécessité de convaincre les Alliés que la vraie France était gaulliste et qu'il fallait que ce soient elle et le général de Gaulle lui-même qui prennent la tête du pays lorsque ce pays serait libéré. Or, à Londres et surtout à Washington, beaucoup pensaient que ce n'était pas de Gaulle qui devait devenir le chef de la France, mais plutôt le général Giraud, pourquoi pas, qui s'était évadé dans l'intervalle et qui avait rejoint Alger [Baroudeur des guerres coloniales et de 1914-1918, Henri Giraud (1879-1949) a été capturé en 1940 et emprisonné à la forteresse de Königstein (Saxe) avant de s'évader en mai 1942. Soutenu par les Anglo-Saxons et réfugié en Afrique du Nord, il devient le concurrent de de Gaulle, qui l'évincera rapidement]. Ou encore des mouvements, des partis, peut-être le parti socialiste, peut-être d'autres, surtout pas les communistes.

Giraud n'a jamais réussi à s'emparer véritablement de la direction de la France combattante. Malgré l'appui que lui apportait Roosevelt, sa rivalité avec de Gaulle s'est terminée par la victoire évidente de ce dernier. Mais cela a duré quelque temps, Giraud amenant avec lui des hommes qui avaient connu des services de renseignement avant

même Vichy et pouvaient se targuer d'être des professionnels plus avertis que ne l'était Passy. Lequel est venu rejoindre de Gaulle à Alger, parvenant à imposer le BCRA contre ceux qui auraient voulu que d'autres services de renseignement, peut-être plus professionnels mais moins gaullistes, s'emparent de certaines liaisons avec la France. C'est donc, là encore, un succès qu'il faut lui reconnaître. Passy et son ami et collaborateur André Pélabon ont poursuivi l'œuvre du BCRA au-delà de l'intervention éventuelle du général Giraud. Il fallait donc essayer d'unifier la Résistance, composée de divers mouvements, en leur préconisant l'allégeance au Général. C'est le rôle qui a été confié exceptionnellement à Jean Moulin par le général de Gaulle et, naturellement, par le colonel Passy. Jean Moulin a reçu la mission de créer un Conseil national de la Résistance (CNR) et nous le rencontrions sans savoir qui il était. Il était « Rex », mais nous ne faisions que lui serrer la main avec effusion, craignant pour sa vie lorsqu'il retournait en France. Nous avions malheureusement raison. Moulin réussit ce coup extrêmement périlleux, consistant à réunir mouvements de résistance et partis politiques, le 27 mai 1943, rue du Four à Paris, et à leur faire signer un télégramme destiné au général de Gaulle affirmant : « Nous soutenons de Gaulle comme celui qui rendra à la France son honneur et sa liberté. »

Réseau Gréco

J'ai donc exceptionnellement obtenu, comme nous le souhaitions tous, de ne pas rester simplement dans des bureaux pour voir nos agents se faire cravater par la Gestapo. Moi-même, j'ai construit une mission, sous la responsabilité du chef du BCRA et du chef de la section R (pour Renseignement) qui, à ce moment-là, était Jean

Fleury. Elle consistait à réorganiser le service radio, qui fonctionnait au bénéfice des réseaux de renseignement, mais qui risquait d'être amoché, si je puis dire, par les mouvements de troupes lorsqu'enfin viendrait le débarquement. Il fallait essayer d'établir, au bénéfice des différents réseaux, des agents radio dans les régions, d'où ils pourraient continuer d'assurer le service d'informations aux Alliés. On m'a confié la responsabilité du réseau Gréco et, dans la nuit du 30 au 31 mars 1944, un avion Lysander m'a déposé dans la région de Montluçon. J'ai rejoint très vite Paris.

Ce réseau Gréco était une petite opération en termes de nombre d'agents. Nous étions en réalité quatre avec, autour de nous, des femmes et des hommes qui acceptaient de nous aider. J'ai même fait cette folie de faire venir ma mère, alors en Savoie, et de lui demander de nous donner un coup de main ! Mais après avoir, avec l'aide des différents chefs de réseau que je connaissais de Londres, travaillé pendant plus de trois mois, un des radio qui faisait partie de ce regroupement radiophonique a été interpellé par la Gestapo. « Bambou » – c'était son pseudo –, ayant été torturé, m'a donné rendez-vous en m'appelant au secours : « J'ai été arrêté mais j'ai pu me sauver, j'ai perdu tous mes papiers, j'ai besoin de votre aide. » Je me suis donc rendu au coin des boulevards Raspail et Edgar-Quinet. Quand j'y suis arrivé, j'ai retrouvé cet agent que je connaissais de Londres ; la Gestapo est arrivée tout de suite après, m'a mis le revolver dans le dos, et m'a dit : « Vous êtes arrêté. *Schnell raus !* » Voilà. J'ai bien compris que ce garçon m'avait trahi. C'est comme cela que j'ai été stoppé et, qu'à partir de là, je n'ai malheureusement plus eu de rapports avec le BCRA, seulement avec les camps de concentration…

Je n'aime pas beaucoup parler de cela. Mon arrestation s'est traduite par un mois complet de torture et d'interrogatoires, puis par

un envoi à Buchenwald. Je n'ai su que j'étais condamné à mort que trois semaines après mon arrivée dans le camp, lorsque, sur les 36 camarades qui étions ensemble dans le train, 16 ont été envoyés à la pendaison. Nous en avons tiré la conclusion que nous étions menacés du même funeste destin : pourquoi eux et pas nous ?

Il a fallu qu'un Anglais remarquable, proche ami de Brossolette, Forest Yeo-Thomas, réussisse à trouver des partenaires dans le camp, qui ont monté une opération de substitution d'identité : la mienne a donc été attribuée à un jeune Français mort du typhus, envoyé au crématoire sous mon nom ; j'ai repris le sien, il s'appelait Michel Boitel. J'ai donc été envoyé dans un autre camp, dont j'ai essayé de m'évader. Mais nous avons été repris cinq heures plus tard, et envoyés dans un camp beaucoup plus dur encore, à Dora. J'ai pu m'évader encore une fois, et revenir à Paris le 8 mai 1945.

L'homme du BCRA a fait la carrière normale d'un espion : se livrer à des activités qui ne sont pas reconnues comme bénéfiques par la puissance occupante. Lorsqu'on met la main sur lui, on a tendance à le maltraiter, éventuellement à le fusiller ou à le pendre. Nous le savions ; nous étions patriotes, nous étions jeunes, nous pensions qu'il fallait se battre…

Retour à la vie civile

Mon retour en France a également coïncidé avec mon véritable manque de considération pour ce qu'on appelle les services spéciaux. J'y avais passé une partie de la guerre, j'en avais connu les grandeurs – il y en a – mais aussi les vicissitudes, je n'avais aucun désir de rester dans une telle organisation. Ma formation m'avait plutôt orienté vers l'enseignement de la philosophie, ce n'est pas forcément

incompatible, mais pas forcément très en phase avec les services secrets !

Je n'avais pas beaucoup de goût pour le secret, j'avais au contraire une attirance pour ce que représentait un homme qui incarnait, pour nous, les droits de l'homme : René Cassin. Il est celui qui, auprès du général de Gaulle, a vraiment renforcé son caractère républicain et démocratique. Par conséquent, ma première idée en rentrant, surtout encore après ce séjour prolongé en Allemagne, ce fut de retrouver une carrière. À mes yeux, c'était la carrière diplomatique ; je pensais qu'il fallait profiter de ma formation à l'École normale supérieure (ENS), mais aussi de mon rôle pendant la guerre, pour essayer de collaborer avec ceux qui construisaient la paix. J'ai tout de suite été enthousiaste à l'idée de pouvoir travailler pour l'Organisation des Nations unies (ONU). Je n'ai donc à aucun moment pensé pouvoir continuer avec mes camarades du BCRA. Beaucoup d'entre eux, également, avaient quitté les services secrets ; d'autres ont continué de travailler sous les ordres de Jacques Soustelle, devenu le principal responsable de cet ensemble [transformé en Direction générale des études et recherches (DGER), le futur Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE)]. J'avais du respect pour lui, et même par moments de l'amitié, mais non, je n'étais vraiment pas tenté. J'ai donc laissé derrière moi sans regret les services de renseignement, 2^{e} Bureau [appellation fréquente des services de renseignement français entre 1871 et 1940] et autre BCRA, avec une certaine satisfaction.

Jean-Louis Crémieux-Brilhac en 1940.
Archives des auteurs.

1. Toutes les précisions et les remarques figurant entre crochets sont des ajouts des auteurs.
2. Voir également, p. XXX.
3. Daniel Cordier, *Alias Caracalla,* Gallimard, 2009, Folio, 2011.

Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC

« Tout responsable des services secrets, à Londres, ne pouvait être qu'un improvisateur. »

Né durant la Première Guerre mondiale, en 1917, antifasciste précoce, Jean-Louis Crémieux-Brilhac fut au BCRA le chef du service de diffusion clandestine. Défenseur intransigeant de la France libre, il est devenu au fil des ans le mémorialiste prolifique des années londoniennes du général de Gaulle et un historien reconnu.

« Tous les Français qui arrivaient à Londres étaient d'abord internés provisoirement à la *Patriotic School*, où leur identité était vérifiée. Il fallait s'assurer qu'ils n'étaient pas des agents infiltrés par les Allemands. Et, si c'étaient des jeunes qui avaient le profil nécessaire, les Anglais essayaient de les séduire pour en faire des agents en France. Les Britanniques avaient un besoin aussi pressant que les Français libres de trouver des volontaires pour l'action clandestine ! Le groupe auquel j'appartenais, composé de prisonniers de guerre évadés *via* l'Union soviétique, offrait des cautions suffisantes pour que nous soyons exceptionnellement dispensés de transiter par la *Patriotic School*.

Après un séjour à Camberley, le camp français près de Londres, j'ai été affecté en 1942 par les Forces françaises libres (FFL) au Commissariat national à l'intérieur (CNI), que de Gaulle avait créé en septembre précédent pour piloter l'action civile et politique en France. Dans le cadre du CNI, j'ai été responsable du secrétariat du Comité exécutif de propagande de la France libre, puis d'un service de diffusion clandestine en France, créé à la demande de Jean Moulin pour envoyer aux mouvements de résistance un dossier mensuel sur l'activité de la France libre et les problèmes politiques du monde libre. Il m'est ainsi échu de rédiger les directives adressées par les représentants du Comité français de la libération nationale (CFLN) à la BBC pour les émissions du jour et les suivants.

Notre activité était étroitement liée à celle des services secrets français et britanniques. J'ai ainsi eu l'occasion d'approcher le colonel Dewavrin *alias* Passy, un des personnages sans qui la France libre n'aurait pas été ce qu'elle fut. Il a parfois été qualifié d'amateur, car rien ne préparait ce polytechnicien, officier du Génie, à diriger les services secrets de la France libre. Il a acquis sur le tas l'expérience et les qualités d'un professionnel. Mais il faut bien comprendre qu'aux prises avec une action clandestine telle qu'elle s'est développée de 1940 à 1944 – élargie progressivement au sabotage, au soutien à la guérilla, voire à la préparation d'une « insurrection nationale » en vue de la libération de tout un pays, c'est-à-dire dans des formes bien différentes des missions traditionnelles d'un service de renseignement et d'un 2^{e} Bureau, basées essentiellement sur l'espionnage –, tout responsable à Londres des services secrets ne pouvait être qu'un improvisateur. Passy et sa petite équipe ont dû apprendre, créer les techniques et les méthodes de leur action, réorganiser sans cesse. Leurs services sont partis de rien, avec, autour de Passy, deux ou trois de ses camarades officiers qui avaient participé comme lui à la

campagne de Norvège, et un militaire de circonstance très remarquable, qui fut son adjoint de 1940 à 1943, puis le chef de l'antenne de Londres du BCRA en 1943-1944 : André Manuel. Une des plus hautes figures des services secrets français pendant la Seconde Guerre mondiale, dont le rôle inappréciable demeure regrettablement méconnu.

Le colonel Rémy

Les services secrets de la France libre ont dû développer une conception nouvelle du renseignement, car il s'est agi progressivement de collecter toutes sortes d'informations sur les diverses formes d'activités françaises : politiques, économiques, administratives et, naturellement en premier lieu, militaires. Il importait – et Passy a été en cela particulièrement clairvoyant – que l'agent envoyé en France, tel son plus brillant sinon son tout premier chef de réseau des années 1941-1942, Gilbert Renault, dit « colonel Rémy », soit un organisateur capable de recruter un grand nombre d'informateurs dispersés mais efficaces, bien placés dans des services ou auprès d'administrations de la zone occupée, de les financer, de les piloter, de collecter leurs renseignements et de faire parvenir ceux-ci aux états-majors londoniens. Un tel chef de réseau était beaucoup plus un organisateur qu'un « espion ».

Rémy était doté d'une personnalité exceptionnelle que rien, sinon son courage et son entregent, ne prédisposait à sa nouvelle tâche. Il a créé la CND, le plus important des réseaux de renseignement du BCRA dans les années 1941-1942, en parallèle du réseau Alliance, qui avait été rattaché à l'*Intelligence Service* en raison des difficultés initiales de ses fondateurs avec le général de Gaulle et qui eut la

singularité d'être dirigé dans sa dernière phase par une femme, Marie-Madeleine Fourcade. Rémy avait mené avant la guerre une carrière heurtée de producteur de cinéma et d'homme d'affaires. Il était quelque peu aventurier, affable, beau parleur, chaleureux et même truculent, ne craignant pas parfois d'enjoliver la vérité, mais convaincant, entraînant, n'ayant peur de rien, finalement excellent organisateur… et n'en faisant qu'à sa tête. Il débuta tout seul sous une forme artisanale, en envoyant ses premiers courriers dans des tubes d'aspirine relayés par un ami secrètement rallié à la France libre et qui était en poste à l'ambassade de France à Madrid ! La Confrérie Notre-Dame fut démantelée en 1943. Sa chute fut compensée par la prolifération de multiples réseaux de renseignement liés au BCRA couvrant la totalité du territoire.

Le BCRA dépendant des Anglais

Un des grands problèmes du BCRA tenait à sa dépendance à l'égard des Anglais. Ceux-ci avaient tenu à garder l'exclusivité de la formation des agents, de la logistique, des transmissions radio et des communications avec la France, sauf au tout début, à l'été 1940 durant lequel 5 agents ont pu être envoyés sur des bateaux de pêche français, ainsi que lors de la toute dernière phase, où quelques autres ont pu être dépêchés d'Alger à travers les Pyrénées, ou transportés par des sous-marins français ou des avions américains. Mais pour l'immense majorité, les agents envoyés sur notre sol n'ont pu l'être que grâce aux Britanniques, qu'ils aient été parachutés, débarqués par mer ou déposés par des avions Lysander ou Hudson. Entre les agents anglais – ou travaillant pour les services anglais – et ceux, approximativement aussi nombreux, qui relevaient des services

français libres, on peut évaluer le nombre des personnels envoyés en France jusqu'au jour du débarquement en Normandie à quelque 1 200 hommes et femmes, dont environ 650 déposés par avion, tandis qu'environ 500 étaient ramassés (*picked up)* en France. C'est une performance extraordinaire. C'est dire aussi que l'apport britannique a été énorme et la coopération efficace, même si elle a été plus d'une fois conflictuelle, Passy devant fréquemment quémander auprès des Anglais et parfois batailler avec eux.

De Gaulle se méfiait des Britanniques. Il redoutait qu'ils ne recrutent en France que des personnalités hostiles à la France libre. Les services anglais, ayant pour règle l'efficacité, ne se sont pas privés de miser sur des « vichysto-résistants », c'est-à-dire des patriotes antiallemands, fidèles à Pétain, tel le général Giraud, ou même sur des formations antigaullistes. Ainsi ont-ils espéré rallier en 1942, à l'insu de De Gaulle, certains chefs de l'armée de l'armistice, tant en France qu'en Afrique du Nord. De Gaulle, faute de pouvoir exercer le monopole de l'action en France, n'eut de cesse, à partir de 1942, que d'être reconnu par toutes les formations résistantes autochtones, afin de renforcer son autorité dans le camp allié et affirmer sa légitimité. Pouvoir dire, comme ce fut le cas en 1943 grâce à la création du CNR : « Toute la Résistance est avec moi », c'était asséner à ses alliés la preuve que la France libre était la France, et que lui-même devait être reconnu comme le gérant et le garant incontesté de la souveraineté nationale.

Dans l'ensemble, l'*Intelligence Service* (SIS ou MI6) a toujours appuyé le BCRA. Les tensions les plus vives entre services secrets français et anglais ont surtout concerné l'action paramilitaire et militaire en France, voire l'action politique clandestine. Ce n'était pas l'*Intelligence Service*, mais une autre organisation créée par Churchill, le *Special Operations Executive* (*SOE*), qui en avait la responsabilité,

côté britannique. Le *SOE* s'est trouvé presque constamment en coopération conflictuelle avec le BCRA, tant en raison de divergences en matière de stratégie ou de tactique que de la volonté britannique de déployer en France une implantation de réseaux secrets paramilitaires ou militaires, indépendants de ceux de la France libre et souvent ignorés d'elle : ainsi le *SOE* ne comptait-il pas moins de 52 réseaux de sabotage ou de guérilla sous sa direction directe ou son contrôle en juin 1944 ; et la moitié des armes parachutées en France entre 1942 et septembre 1944 l'a été au profit des réseaux relevant directement ou indirectement du *SOE*.

La crise la plus grave entre services a été consécutive à la double arrestation du général Delestraint, puis de Jean Moulin et de son état-major en juin 1943 : les Anglais pensaient que cela privait la Résistance de 60 % de son potentiel militaire et envisageaient ainsi de prendre eux-mêmes la direction de la résistance militaire en France. Ils en ont été dispensés parce que l'on a su réagir, côté français, avec une extrême efficacité en rompant avec la centralisation extrême du commandement, sans que cessât toutefois la tutelle britannique.

Le BCRA contesté

Le BCRA a été en plusieurs occasions l'objet de critiques très vives de la part de minorités françaises de Londres, ainsi que de la part de certains milieux anglais. De premières divergences se sont fait jour en 1941 au sein du quartier général de la France libre quant au choix d'une stratégie. Elles venaient de quelques hommes de gauche, pour qui la quête de renseignements militaires ne suffisait pas : l'avenir de l'action résistante en France étant dans les milieux populaires et les

syndicats, la France libre devait s'appuyer sur le peuple pour encourager une résistance de masse qui serait une résistance active. L'inflexion fut adoptée par de Gaulle lors de la venue à Londres de Jean Moulin à l'automne 1941, le Service de renseignement (SR) [lointain ancêtre de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), créé dans les années 1920] initial fut rebaptisé, en janvier 1942, Bureau central de renseignement et d'action militaire (BCRAM), auquel incomba à partir d'août 1942 la responsabilité de la liaison avec les mouvements de résistance et la Délégation clandestine du Comité national français. Des divergences plus sérieuses éclatèrent entre avril et novembre 1943 : le BCRA, en la personne de Pierre Brossolette et de Passy, parut, à plusieurs reprises, outrepasser son rôle d'exécutant pour peser sur les choix politiques de l'exécutif ou même y contrevenir, notamment quant à la nature et à la composition du Conseil de la Résistance. Les décisions arrêtées au sommet par de Gaulle, son commissaire à l'Intérieur André Philip et Jean Moulin, n'en furent pas moins confirmées et imposées.

D'une tout autre nature furent à partir de 1942 les critiques antigaullistes, parfois virulentes, du BCRA. À mesure que se manifestait un gaullisme politique en conjonction avec les mouvements de résistance, les petits groupes français antigaullistes de Londres – principalement le clan d'opposition socialiste, le Groupe Jean Jaurès – accusèrent le BCRA de se soucier moins de renseignement et d'action militaire en France que de préparer la prise du pouvoir du général de Gaulle à la Libération. Dans la phase ultérieure, un petit nombre d'individus isolés, influents, accusèrent publiquement le BCRA de pratiquer la torture lors des interrogatoires, de séquestrer des hommes et même d'en faire disparaître. Cette campagne de diffamation trouva des échos auprès de l'ambassade des États-Unis et de deux groupes britanniques de presse, au point

d'aboutir en 1943-1944 à un scandale en grande partie fabriqué, l'affaire Dufour : personnage contestable, évadé de France grâce à l'aide anglaise et qui avait usurpé le titre d'officier et le port de la Légion d'honneur, Maurice Dufour prétendit avoir été séquestré et fait l'objet de violences de la part du BCRA. Il intenta une action en justice, financée par les Américains, contre de Gaulle, le colonel Passy et plusieurs de leurs collaborateurs. Le Général s'étant opposé à ce qu'aucun des siens ne réponde à une telle accusation, le procès fut évité par décision de Winston Churchill, qui fit indemniser le dénommé Dufour pour qu'il retire sa plainte[1].

Le général Giraud, commandant en chef civil et militaire en Afrique du Nord, avait cru pouvoir s'associer épisodiquement à ces accusations ; alors qu'il négociait, en juin 1943, avec de Gaulle la constitution du CFLN, il lui adressa une violente lettre, rédigée par un transfuge du gaullisme, André Labarthe, assimilant le BCRA à la Gestapo et sommant de Gaulle d'en désavouer les méthodes !

Les giraudistes

Il ne s'agissait en fait que d'un incident de parcours dans ce que l'on a appelé « la querelle des généraux », dont les services secrets furent un enjeu majeur.

Le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord en novembre 1942 et la rentrée de l'armée d'Afrique aux côtés des Alliés, sous l'autorité de l'amiral Darlan puis du général Giraud, avaient eu pour effet de dédoubler les services secrets français hors de France. En effet, les chefs des services de renseignement de la III^{e} République, puis du gouvernement de Vichy, le colonel Rivet et le général Ronin, s'étaient efforcés depuis l'armistice de poursuivre leur activité

antiallemande malgré la politique de collaboration. Le 5 novembre 1942, prévoyant l'occupation totale de la France par les Allemands, ils avaient gagné Alger où le général Giraud constitua sous leur autorité une direction générale des services spéciaux. Celle-ci put renouer avec des agents de renseignement en France occupée. Elle s'appliqua surtout à soutenir un nouveau mouvement de résistance qui tentait de mobiliser contre l'occupant les anciens cadres de l'armée de l'armistice dissoute, l'Organisation de résistance de l'armée (ORA).

Quand de Gaulle et Giraud eurent constitué en juin 1943 sous leur coprésidence le CFLN, leurs services secrets se trouvèrent en concurrence ouverte. Giraud considérait la maîtrise des services secrets comme une attribution traditionnelle et normale d'un commandant en chef. Il n'envisageait leur action que dans le cadre des forces armées, avec les lunettes d'un homme qui en était resté à l'avant-guerre, qui n'avait que vaguement conscience de la montée en puissance des mouvements de résistance et s'obstinait à voir dans le BCRA l'instrument grâce auquel de Gaulle préparait l'instauration de sa « dictature » en France libérée. Les tensions s'exaspérèrent.

Le général Ronin et ses collaborateurs multiplièrent les efforts pour imposer la création d'un service secret unique, dont la direction serait naturellement confiée aux vieux professionnels rescapés de Vichy. En fin de compte, de Gaulle, devenu en novembre 1943 seul président du CFLN, imposa la fusion des services secrets de Londres et d'Alger dans le cadre d'une Direction générale des services spéciaux (DGSS) relevant du CFLN et placée sous l'autorité de Jacques Soustelle, avec le colonel Passy comme directeur technique. L'intégration des services ne fut toutefois pleinement effective qu'en avril 1944, après l'éviction de Giraud de ses fonctions de commandant en chef.

Paul Paillole[2]

La croissance en personnel des besoins des services secrets à l'approche des combats de la Libération fut exponentielle. Ce changement d'échelle fit que la fusion porta à des postes de responsabilité des officiers, fidèles à Giraud, comme le commandant Lejeune, promu chef du service des opérations au sein de l'antenne londonienne, et surtout comme le commandant Paul Paillole, un revenant de Vichy, vedette professionnelle du contre-espionnage dont le parcours sortait de l'ordinaire.

Ce saint-cyrien de formation était entré en 1935 au 2e Bureau et s'était spécialisé dans le contre-espionnage qu'il avait contribué à réorganiser. Affecté après l'armistice de 1940 au Bureau des menées antinationales de Vichy, il avait en outre été chargé de créer un service occulte qui, camouflé sous l'étiquette d'une entreprise de génie rural rattachée au ministère de l'Agriculture, les Travaux ruraux (TR), était chargé de poursuivre la lutte contre l'Abwehr [service de renseignement de la *Wehrmacht*], l'OVRA [*Organizzazione di vigilanza e repressione dell'antifascismo*. Police politique fasciste qui agissait en Corse et en zone d'occupation italienne] et leurs agents et indicateurs en France et en Afrique du Nord. Les Bureaux des menées antinationales et les TR avaient, jusqu'à leur suppression par Laval en août 1942, réussi à faire traduire quelque 2 500 suspects devant les tribunaux, dont plusieurs agents allemands qui avaient été condamnés à mort.

Paillole se vanta, après la guerre, d'avoir été l'initiateur d'une forme pionnière de résistance. Ses services ne s'étaient pas privés de faire aussi la chasse aux communistes, aux collaborationnistes et n'avaient pas épargné certains agents gaullistes. De janvier 1941 à août 1942, ils avaient eu à leur actif 390 arrestations de gaullistes et

516 de communistes ; 173 condamnations de gaullistes et 443 de communistes avaient été prononcées, dont une dizaine à la peine de mort. Évadé de France *via* l'Espagne en décembre 1943, Paillole avait été rapidement nommé, dans le cadre de la Direction générale des services spéciaux (DGSS) de Giraud, au poste de directeur de la Sécurité militaire et responsable du contre-espionnage, tant en Afrique du Nord qu'en France. Sa compétence indiscutée lui valut, après la fusion, d'être promu aux mêmes responsabilités dans le cadre de la DGSS de Soustelle, avec la haute main sur le service de contre-espionnage du BCRA londonien. En mai 1944, il négocia directement avec les services alliés l'organisation de la Sécurité militaire dans les territoires libérés, étant spécifié que les suspects français arrêtés relèveraient de la justice française.

Il a tenu par la suite à faire valoir son action de vichysto-résistant dans plusieurs ouvrages[3] qui ont été exploités pour tenter d'exonérer le « premier » Vichy, ce qui lui a valu une espèce d'auréole dans les milieux naguère vichystes. On ne s'étonnera pas que l'animosité entre les deux familles, la gaulliste et la giraudiste, ait duré aussi longtemps que leurs survivants.

Le BCRA, un pilier de la France libre sans cesse en difficulté

Tel que je l'ai vu, le BCRA était une ruche, mais toujours à court de moyens, d'hommes et d'argent, condamné sans cesse à l'improvisation pour faire face à des besoins croissants, aux exigences d'une Résistance en expansion et aux impératifs d'une bataille à livrer pour la Libération. Jusqu'à 1943, il lui fut difficile de trouver des

volontaires pour aller en France, parce que les Forces françaises libres étaient peu nombreuses et qu'il en fallait beaucoup. La pénurie d'opérateurs radio fut longtemps dramatique, leur hécatombe paralysante, on dut en faire former en France même. Dans la phase 1943-1944, on prospecta l'armée d'Afrique : elle disposait d'effectifs considérables, mais ses officiers répugnaient à l'action clandestine. Leur rôle, tel qu'ils le concevaient, était de combattre l'Allemand face à face. Beaucoup de cadres recrutés pour étoffer les services londoniens se révélèrent inférieurs à leur tâche. Les volontaires les plus efficaces pour la clandestinité furent des jeunes qui s'étaient évadés de France après l'occupation totale du pays.

Le problème de l'argent devint aigu à partir du moment où le CFLN fut institué à Alger en juin 1943. Churchill décida que la Résistance sous contrôle français ne serait plus financée par la Grande-Bretagne et que de Gaulle et ses Français n'avaient qu'à se débrouiller. Il fallut, sur les ressources de l'Empire colonial et de la Corse libérée, trouver des billets de la Banque de France en quantité suffisante pour alimenter des besoins qui allaient grandissant, à mesure que les réseaux s'étendaient, que les mouvements prenaient de la consistance, développant eux-mêmes des services, et que les maquis se constituaient. Sans moyens, les maquisards dépendaient entièrement, pour leur ravitaillement, du bon vouloir des paysans des environs ; les faire vivre imposa l'envoi de fonds pour des effectifs qui ont pu atteindre jusqu'à 25 000 hommes. Malgré les à-coups, le CFLN parvint à faire face.

Efficacité exceptionnelle

Les services français de renseignement du BCRA ont connu une efficacité exceptionnelle. À partir de 1941, ils ont pu – et les Anglais l'ont apprécié – les renseigner sur ce qui était pour eux prioritaire : les mouvements des ports de guerre de l'Atlantique, et notamment de Brest, devenus les bases des navires et sous-marins allemands qui engageaient la bataille de l'Atlantique. Une opération exceptionnelle, organisée grâce au renseignement français, à Bruneval, au nord du Havre, le 22 février 1942, permit aux Britanniques de démonter, de saisir et de transporter en Angleterre les éléments essentiels du radar allemand le plus performant et d'appliquer les mesures appropriées de brouillage et de contre-détection.

À partir de 1943, le BCRA put livrer, outre des renseignements militaires majeurs – défenses du mur de l'Atlantique, emplacements des sites de V1 et V2 –, une abondance de renseignements civils fournis par la multitude d'agents que comptaient les réseaux ou les mouvements de résistance dans les administrations, auprès des pouvoirs publics et jusque dans les services secrets de Vichy. Nous avons reçu dans cette phase au Commissariat à l'intérieur des documents aussi importants que la synthèse des Renseignements généraux (RG) de Vichy, celle des rapports de préfets, des rapports de police ou les synthèses économiques de l'Institut de la statistique. Le pourcentage de renseignements militaires sur la France fournis aux Alliés par le BCRA aurait été d'au moins 70 % ! De Gaulle y a toujours vu un appoint énorme au crédit de la France. Une des raisons de sa confiance indéfectible en Passy et dans le BCRA.

Le BCRA londonien a également apporté une contribution majeure au développement de la lutte clandestine. Il fut chargé, à partir de décembre 1943, d'une mission nouvelle qui était une tâche

d'état-major. Il lui fut rattaché une section d'étude, dite Bloc Planning, chargée de définir les conditions d'emploi des Forces françaises de l'intérieur (FFI) au cours des opérations de libération et de mettre au point les plans de sabotage et de guérilla. Une profonde transformation de la base londonienne, entreprise dans cette même phase après la chute de Jean Moulin, allait lui permettre de contribuer efficacement aux opérations prévues. Après le drame de Caluire [l'arrestation de Jean Moulin par la Gestapo, le 21 juin 1943, qui aboutira à sa mort le 8 juillet 1943], le commandement de l'Armée secrète avait échappé à de Gaulle au bénéfice des mouvements de résistance.

À partir de septembre 1943, le BCRA entreprit, à l'initiative de Passy et de Manuel, de mettre en place dans chacune des douze régions militaires un délégué militaire, assisté dans la mesure du possible d'adjoints ou de délégués militaires départementaux, ainsi qu'un officier d'opérations, chargé de recevoir et dispatcher dans chaque région les armes parachutées. Ces équipes, disposant de la liaison radio avec Londres et parfois Alger, qualifiées pour obtenir des parachutages et dispensatrices d'argent, ont été des interfaces indispensables entre les commandements militaires locaux des FFI et les états-majors londoniens, qui fixaient la stratégie des opérations.

Ces équipes étaient en place au jour J du débarquement allié ; traquées par les Allemands, elles subirent de lourdes pertes. C'est dans une large mesure grâce à elles que l'action des FFI put être relativement coordonnée dans le cadre régional et relativement synchronisée avec les directives londoniennes. Au cours du premier semestre de 1944, le BCRA avait réussi à envoyer une moyenne de 33 agents par mois, en renfort, dans la clandestinité. Il disposait au 6 juin 1944 en France de 27 centres d'antennes, pourvus de quelque cent cinquante émetteurs clandestins. Il recevait en juillet 1944 de

France une moyenne de 180 télégrammes par jour. Il avait contribué à la destruction de 2 000 pylônes électriques alimentant les industries de guerre allemandes et de plusieurs centaines de locomotives par mois.

La structure des services secrets fut transformée dans les semaines du Débarquement : le commandement des opérations clandestines fut assumé par le général Koenig, nommé commandant en chef des FFI, assisté d'un état-major FFI trinational dans lequel furent incorporés les services d'action, de transmission et de contre-espionnage de la DGSS et du BCRA londoniens ainsi que du SOE britannique ; le BCRA fut alors cantonné dans le pilotage de ses réseaux de renseignement.

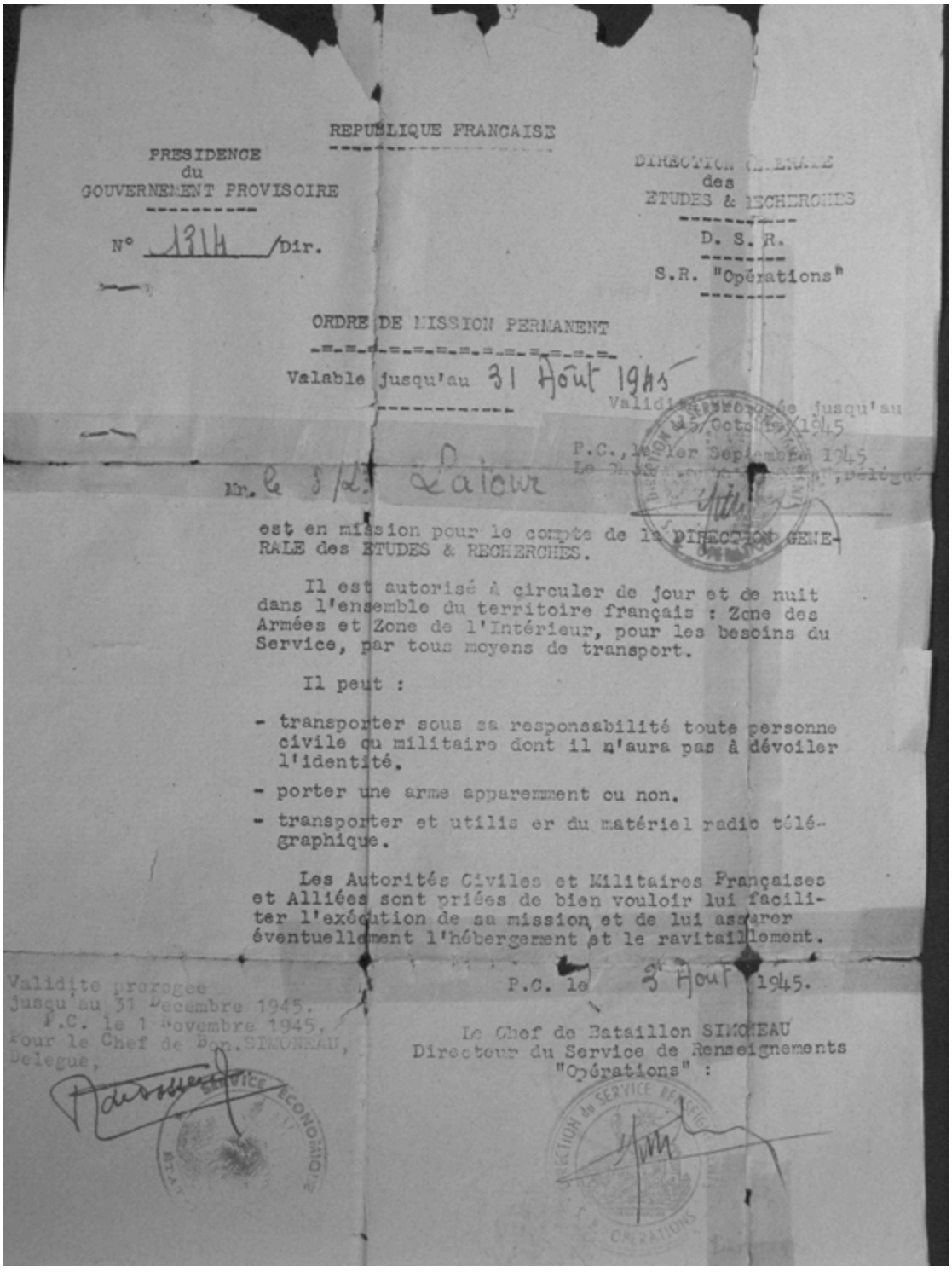
Dès le jour J, les formations résistantes passèrent à l'action avec une efficacité que les Anglais et les Américains n'avaient pas imaginée. À s'en tenir aux premières informations reçues, sur un millier de coupures de chemin de fer programmées, 900 auraient été réalisées dès la première semaine et entretenues. Outre ces opérations prévues par les plans, de nombreux maquis se sont révélés, des zones entières se sont proclamées libérées, notamment dans l'Ain, dans le Vercors, dans les pourtours du Massif central, ou dans le Limousin. Autant d'actions qui ont provoqué, comme nous l'avions craint, des représailles allemandes de terreur : Oradour-sur-Glane, les 99 pendus de Tulle, ensuite Saint-Marcel en Bretagne, puis le Vercors. La Résistance avait toutefois sensiblement ralenti la montée des renforts allemands vers le front de Normandie. Elle allait, à partir de la percée alliée, contribuer utilement à la libération de la Bretagne en août 1944, puis, après l'ordre de repli donné le 17 août aux forces allemandes du Midi, assurer la libération du Sud-Ouest et du Massif central sans intervention des forces alliées.

L'après-guerre

En décembre 1944, Passy fut nommé directeur général de la DGSS, reconstituée et rebaptisée Direction générale des études et des recherches (DGER). Son ambition était d'en faire une *Intelligence Service* à la française, non seulement un service de renseignements militaires, mais un organisme relevant du chef du gouvernement et apte à collecter toute espèce de renseignements, politiques, économiques, technologiques et scientifiques. Ce vaste projet, au service d'une France qui se voulait redevenue une grande puissance, au rang des nations victorieuses, fut cruellement déçu. En 1946, au lendemain de la démission du général de Gaulle, éclatait « l'Affaire Passy » : accusé d'avoir organisé la disparition d'importants fonds financiers appartenant aux services spéciaux, il fut mis aux arrêts de forteresse, tandis que la gauche lançait contre lui une campagne de presse qui visait indirectement le général de Gaulle, dont il était resté un proche. Passy expliqua par la suite avoir effectivement constitué un « trésor de guerre » au su du Général, dont les ressources furent mises à contribution pour des opérations secrètes et en prévision d'une éventuelle Troisième Guerre mondiale… Les accusations d'enrichissement personnel n'ont jamais été étayées.

Pour ma part, je regrette les conséquences de l'affaire Passy et son éviction de la direction de ce service. Les gouvernants qui ont succédé à de Gaulle se sont beaucoup moins intéressés aux services secrets pour lesquels ils éprouvaient une profonde méfiance. Médiocre gestionnaire, le successeur de Passy, Henri Ribière, n'avait ni sa classe ni sa lucidité. Vingt années de guerres coloniales ont profondément transformé les missions des services secrets. Finalement, de Gaulle décida, en 1966, au lendemain de l'enlèvement et de l'assassinat du leader marocain Ben Barka, de rattacher les services secrets français

au ministère de la Défense. La mesure répondait à ses yeux à une exigence de neutralité politique, mais elle limitait inévitablement les services secrets à une conception moins ambitieuse. Une conception qui, elle-même, a été par la suite révisée – mais c'est un autre sujet.



REPUBLIQUE FRANCAISE

PRESIDENCE
du
GOUVERNEMENT PROVISOIRE

N° 1314 /Dir.

DIRECTION GENERALE
des
ETUDES & RECHERCHES

D. S. R.

S.R. "Opérations"

ORDRE DE MISSION PERMANENT

Valable jusqu'au 31 Août 1945

Validité prorogée jusqu'au 31 Octobre 1945
P.C., le 1er Septembre 1945

Mr. le S/L. Latour

est en mission pour le compte de la DIRECTION GENERALE des ETUDES & RECHERCHES.

Il est autorisé à circuler de jour et de nuit dans l'ensemble du territoire français : Zone des Armées et Zone de l'Intérieur, pour les besoins du Service, par tous moyens de transport.

Il peut :

- transporter sous sa responsabilité toute personne civile ou militaire dont il n'aura pas à dévoiler l'identité.
- porter une arme apparemment ou non.
- transporter et utiliser du matériel radio télégraphique.

Les Autorités Civiles et Militaires Françaises et Alliées sont priées de bien vouloir lui faciliter l'exécution de sa mission et de lui assurer éventuellement l'hébergement et le ravitaillement.

P.C. le 2 Août 1945.

Le Chef de Bataillon SIMONEAU
Directeur du Service de Renseignements
"Opérations" :

Validité prorogée
jusqu'au 31 Décembre 1945.
P.C. le 1 Novembre 1945.
Pour le Chef de Bon. SIMONEAU,
Délégué,

La guerre est terminée depuis le 8 mai 1945 et la capitulation allemande.
Sur les décombres, la France bâtit les nouveaux services secrets de l'après-guerre.
Exemple d'un ordre de mission de la Direction générale des études et recherches

(DGER), qui précéda le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE).
Archives des auteurs.

Tereska Torrès-Levin à l'entraînement en 1944, à Camberley (au sud-ouest de Londres).
Archives Tereska Torrès-Levin.

---

1. Pour une vision détaillée de cette affaire : Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre. De l'appel du 18 Juin à la Libération*, Gallimard, édition revue et augmentée, 2014, p. 1055-1059.
2. Voir son portrait, pp. 397-399.
3. Voir notamment *Services spéciaux (1935-1945)*, Robert Laffont, 1975.

Tereska TORRÈS-LEVIN

« Comme si je regardais Jeanne d'Arc. »

Candide dans la guerre secrète, Tereska Szwarc (1920-2012), fille de deux intellectuels polonais en exil, n'avait pas vingt ans quand elle rejoignit le général de Gaulle à Londres. Elle décrivit son expérience dans un *best seller* américain, *Women's Barracks*[1], paru en 1950, et poursuivit ensuite une belle carrière de romancière.

« Je suis très fière de mon service dans les Forces françaises libres. Nous avions quitté Paris, ma mère, mes grands-parents et moi, pour nous réfugier à Saint-Jean-de-Luz. J'ai ainsi passé mon bac à Bayonne. Dans la rue, une amie de mes parents m'a arrêtée, cela devait être le lendemain du 18 juin, elle m'a prévenue : « Un général a appelé les Français de Londres, en disant qu'il fallait continuer la guerre. » Il n'y avait pas d'hésitation, je voulais poursuivre le combat, rejoindre ce général dont je ne connaissais strictement rien. Et, quand j'ai annoncé cela à ma famille, ils m'ont dit que j'étais complètement folle : « Qu'est-ce que j'allais faire à 18 ans ? », « Partir à Londres, où est-ce que j'allais trouver ce général ? » ; il faudrait que je marche dans les rues de Londres en l'appelant : « Est-ce qu'il y a un général qui veut continuer la guerre ? » On ne se rendait absolument pas

compte de la force du 18 juin, on ne savait pas qui était de Gaulle… Sauf les experts.

Je me suis engagée au sein du BCRA en 1940. J'étais une très petite secrétaire. J'ai au départ très mauvaise réputation à la caserne anglaise, car les femmes officiers considèrent que je ne suis pas sérieuse. La raison ? Mes cheveux touchent le col de mon uniforme et je ne salue pas tous les gradés… Avec le recul, je trouve savoureux de n'avoir pas été jugée assez sérieuse pour observer la discipline militaire classique à la caserne, mais suffisamment pour participer à la guerre secrète avec le BCRA.

Rencontre avec de Gaulle

Je travaillais à Duke Street, à la section qui envoyait et recevait le courrier de la Résistance. Mon bureau était petit, je ne faisais rien de très extraordinaire : on classait le courrier, on répondait à certains – c'étaient des lettres qui venaient de France, c'est-à-dire de la Résistance –, puis on apportait des dossiers dans d'autres bureaux. Et c'est tout. Je me souviens également de grandes cartes avec des endroits signalés par les résistants pour qu'on parachute du matériel et des agents, ou qu'on vienne les chercher.

J'adorais mon travail. D'après ce que je lis dans le *Journal de guerre*[2] que j'ai écrit à ce moment-là, c'est en 1943 que j'ai eu pour la première fois l'impression de faire vraiment œuvre utile. Auparavant, je n'avais pas un travail particulièrement glorieux : d'abord planton, puis téléphoniste, et ensuite collaboratrice aux Affaires étrangères de Carlton Gardens, qui était le quartier général du général de Gaulle. Mais, au BCRA, j'avais vraiment l'impression de pénétrer dans un endroit qui communiquait avec la Résistance, les Forces françaises

libres et les Forces françaises de l'intérieur, avec tous ceux qui faisaient l'Histoire.

La première fois que je l'ai vu, le général de Gaulle est venu à la caserne des volontaires françaises, à Hill Street, et nous a passées en revue. Chacune l'a salué en lui disant son nom. Pendant trois jours on nous a fait nettoyer cette caserne, comme si le Général allait lécher le parquet. Nous étions extrêmement émues de le voir, nous étions fières, c'était extraordinaire : c'était à cause de lui que nous étions là, c'était à cause de lui que la France continuait la guerre. Je crois que nous avions toutes un sentiment de honte terrible de la défaite. Et pourtant on était très jeunes, j'avais 18 ans, je venais d'une famille qui ne s'occupait absolument pas de politique. Mais j'avais un sens de l'Histoire ; pas de la politique, mais de l'Histoire.

Je n'ai jamais vraiment rencontré le général de Gaulle seul à seul. Mais je montais et descendais souvent les escaliers à Carlton Gardens, parfois aux mêmes heures que lui. Alors je me mettais au garde-à-vous et je le fixais comme si je regardais Jeanne d'Arc.

Le BCRA et les Anglais

Les FFL recevaient de l'argent de l'Angleterre, c'est mon impression. Pendant toute la durée de la guerre, personnellement j'avais la plus grande admiration pour l'Angleterre et les Anglais.

La population locale ne savait pas que nous travaillions au BCRA. On ne se promenait pas avec une étiquette : « Je suis dans les services secrets de la France libre » ! Je n'en ai jamais parlé à qui que ce soit d'autre que la personne qui travaillait avec moi. Je n'ai aucun souvenir d'être rentrée à la caserne et d'avoir avoué : « Je travaille au BCRA. » Mais on ne m'a jamais suggéré de tenir ma langue. Comme

je l'écris dans mon journal, à l'époque : « Je travaille maintenant au BCRA, qui est un endroit très "chut chut"[3]. » Je me rendais donc bien compte qu'il ne fallait pas en parler. Quoi que j'aurais pu dire d'ailleurs, je n'avais rien de très extraordinaire à dévoiler. Je n'espionnais pas. Je crois que si j'étais entrée au BCRA et qu'on m'avait demandé : « Vous voulez être parachutée en France pour devenir agent double ou agent secret ? », j'aurais accepté. Mais on m'a dit : « Classez les dossiers », alors je classais les dossiers. J'étais un très petit outil dans le grand mécanisme des FFL. Mais j'étais consciente que je faisais partie de l'Histoire, à mon modeste niveau.

---

1. Voir également son adaptation française : *Jeunes femmes en uniforme*, Phébus, 2011.
2. *Les Années anglaises : journal intime de guerre 1939-1945*, Le Seuil, 1981.
3. *Ibid.*

Robert « Bob » MALOUBIER

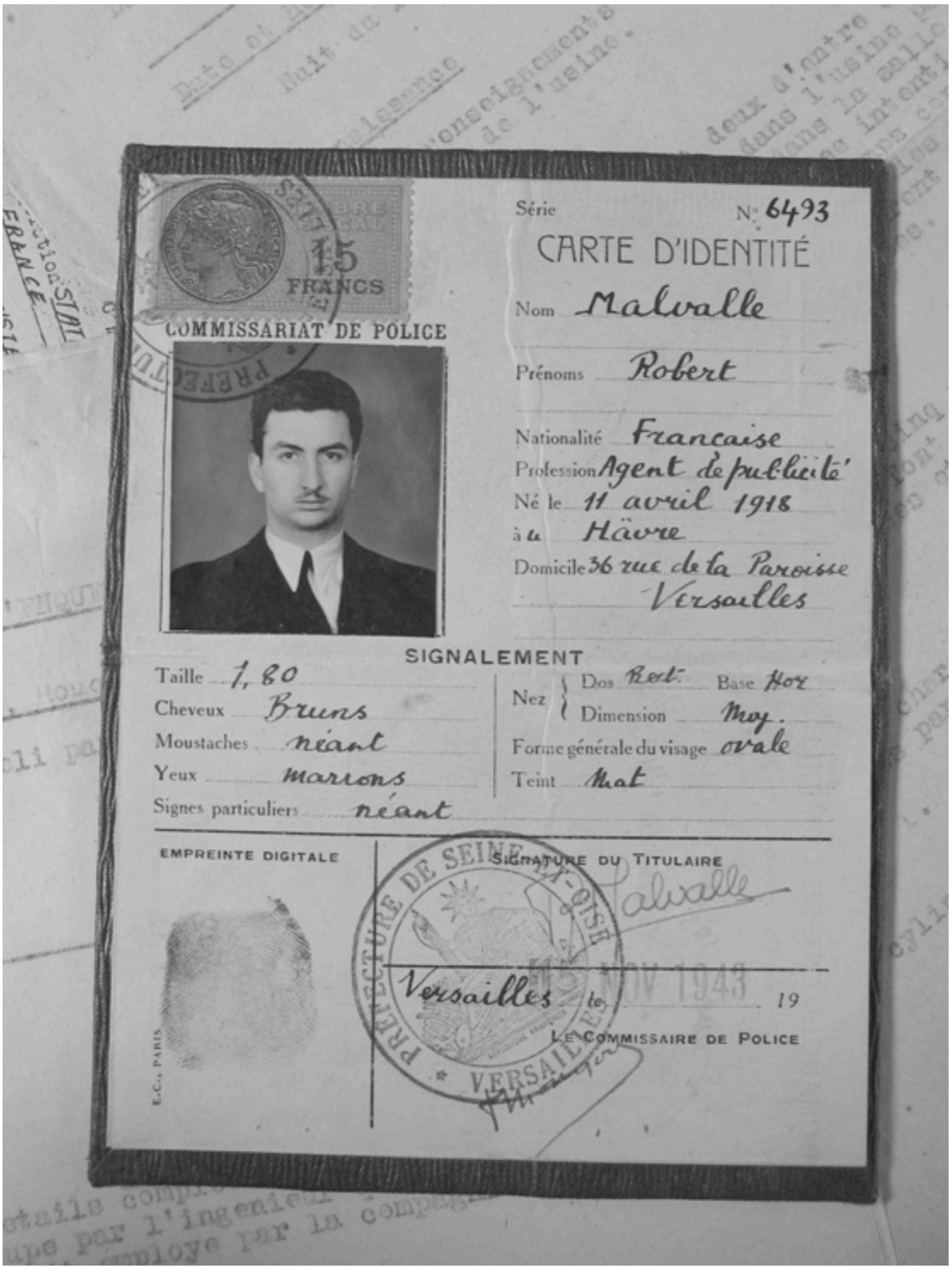
« Ce n’est pas toujours très sérieux les services secrets. Cela relève parfois du vaudeville. »

De sa glorieuse guerre dans le *Special Operations Executive* (SOE) britannique aux rizières d’Indochine, en passant par la création des nageurs de combat français et les guerres secrètes de la décolonisation, Bob Maloubier, né en 1923, a toujours promené avec nonchalance sa moustache et son humour *so british*. Ne vous y fiez pas !

« Le 24 décembre 1942, à Alger, j’étais témoin de l’exécution, par mon ami Fernand Bonnier de la Chapelle, de l’amiral Darlan, maître collaborateur. Le 26, Giraud le faisait fusiller. Fernand – 20 ans – avait ouvert la voie à de Gaulle.

D’août à février 1943, j’effectuais une mission clandestine derrière le Mur de l’Atlantique. Un avion de l’*Escadrille du Clair de Lune* m’a rapatrié, blessé, en Angleterre. J’ai assisté à la préparation du débarquement. Avant l’aube du 6 juin 1944, je survolais la Manche à bord d’un avion désarmé, en compagnie de ma partenaire, Violette Szabo, héroïne qui a combattu jusqu’à sa dernière cartouche les

Panzergrenadier de la *Das Reich*, lesquels allaient raser Oradour. Les SS la tueront d'une balle dans la tête, à Ravensbrück.



Faux papiers de Robert « Bob » Maloubier, au nom de Robert Malvalle, fabriqués en 1943.
Archives Bob Maloubier.

En 1944, en tant que membres du SOE, nous étions mal considérés, non par nos homologues français du BCRA – des camarades –, mais par les hauts gradés, de Gaulle au premier chef, parce que nous portions l'uniforme britannique. En 1940, Churchill et de Gaulle avaient convenu que tout Français mettant le pied en terre anglaise devait être incité à rejoindre la France libre. Or, nombre d'entre nous avaient été recrutés de par le monde et incités à rallier, sans être autrement informés, le SOE, le « bébé » de Winston Churchill, auquel il avait intimé : « Foutez le feu à l'Europe ! » Nous ne songions qu'à « bouter l'ennemi hors de France » dans les rangs alliés – France libre, Angleterre ou États-Unis, peu importe –, à la fortune de guerre. Ainsi, mon ami Michel de Bourbon-Parme [prince français, passé notamment par le service Action, devenu coureur automobile, puis homme d'affaires] a servi sous uniforme américain.

La Force 136

La France libérée, la section française du SOE, a fermé ses portes. Nous avons été « *honourably discharged* », démobilisés avec les honneurs, et invités à nous présenter à la porte du BCRA, le service secret français, 10 Duke Street, à Londres. Là, le gratte-papier de faction nous a lâché avec condescendance : « Vous bénéficiez d'une loi d'amnistie. C'est que vous avez porté un uniforme étranger, n'est-ce pas ? Ça ne fait rien, on vous reprend avec votre grade. Vous n'avez qu'à changer de tenue. »

Le SOE comportait une branche Extrême-Orient, luttant contre les Japonais. Une force interalliée formée d'officiers servant sous leur uniforme national, mais provenant de tous horizons : des Anglais, Néerlandais, Australiens, Sud-Africains, Français, Indonésiens,

Malais, Birmans… Parmi nous, nombre de Jedburgh ayant appartenu à ces équipes franco-anglo-américaines parachutées en France au jour J. [Ces commandos Jedburgh avaient pour objectif de coordonner l'action des maquis et d'équiper les résistants, en vue d'immobiliser les forces de l'Axe loin des côtes normandes au moment du débarquement.]

J'ai été parachuté au Laos. Un jour de septembre 1945 – les Japs venaient de mettre bas les armes –, j'ai rejoint Jean Deuve, un pionnier, infiltré dix mois auparavant. Il occupait Paksane, une capitale régionale située sur une boucle du Mékong. À l'époque, un litige portait sur les zones d'occupation attribuées aux « vainqueurs » : Pékin estimait avoir droit d'occuper le terrain jusqu'au 16e parallèle, coupant l'Indochine sud ; le général Leclerc, lui, soutenait *mordicus* qu'elle devait se limiter au 18e, à son extrémité nord. À nos yeux, Leclerc… un oracle, bien sûr !

Forte de son droit, s'annonce, descendant le Mékong, la division chinoise du général Li, un « seigneur de guerre ». Mao n'avait pas encore mis ces derniers au pas. Plus rusé qu'un mandarin, Jean Deuve entreprend de monter une farce à l'italienne. Nos forces : moins de 100 chasseurs laotiens, une dizaine d'Européens, quelques pétoires, cinquante mitraillettes, deux fusils mitrailleurs… Branle-bas de combat ! Uniformes, faits de bric et de broc, repassés, chaussures – pour ceux qui en avaient – cirées, peau rasée, cheveux taillés court. Lorsque la chaloupe à vapeur d'état-major touche à l'embarcadère, le général Li aperçoit des fusils mitrailleurs en batterie et, plus loin, ce qui ressemble à des mortiers 4 pouces – en fait des gros bambous camouflés ! –, le tout manié à la prussienne puis, sous une paillote, une table bien garnie servie par des *poussaoh*, des jeunes filles en fleurs.

Des pirogues montées par des hommes armés croisent sur le fleuve. Deuve fait donner la grosse caisse : des centaines de guerriers impeccables défilent menton haut, sans trêve, sur le quai… en fait, quelques dizaines qui, aussitôt hors de vue, contournent le village au pas de course et reprennent la queue, en contrebas du fleuve ! Partout, le drapeau français flotte au vent. Inlassablement, Deuve porte toast sur toast de *lao-dêt* – l'alcool de riz local – à l'indéfectible amitié franco-chinoise. La vue se brouille… Le général Li comprend que si les *Farang* disposent d'une telle garnison en ville, la campagne doit grouiller de troupes bien armées. Or, ses propres bandes ne sont équipées que de parapluies et de machettes… En homme averti, il commande à sa chaloupe de rentrer à la maison… loin au nord. C'est ainsi que nous avons épargné au Laos d'être occupé et d'être mis à sac, sans aucun doute, par la 93e Division chinoise du Kuang-Si.

La « Boîte » après la Libération

En 1946, de retour à Paris, j'intègre la Direction générale des études et recherches (DGER) qui, ayant succédé au BCRA, occupe au carrefour de l'avenue Henri-Martin et du boulevard Suchet près de La Muette, un bloc d'immeubles de grand luxe donnant sur le bois de Boulogne. Au cours de la guerre, la *Kriegsmarine* du Grand amiral Dönitz se l'était approprié. Cette DGER, qui était au départ un panier de crabes peuplé de 3 000 ou 4 000 résistants – vrais ou faux, en provenance de Londres, Vichy, Alger, ou de la France profonde, appâtés par sa cantine ouverte à l'armée des copains –, avait été épurée. N'y sévissait plus le capitaine Petiot, dont le plus haut fait de résistance avait constitué, dans son cabinet, rue Lesueur, à dépouiller de leur fortune les juifs qu'il assassinait et brûlait dans sa chaudière !

Ainsi vont les Libérations. Cette DGER répondait aux doux noms de « Boîte », « Boutique », « Binz », « Bordel » et pour les plus pudiques : « La Muette ».

De culture russe, marié à une Américaine, espion, trompe-la-mort invétéré, blessé lors des deux guerres, accessoirement Compagnon de la Libération et DSO [*Distinguished Service Order*, récompense militaire britannique en reconnaissance de services méritoires en temps de guerre], le colonel Fourcaud en est le directeur technique. Lui vient à l'esprit de créer une unité à l'image du Bataillon Brandenburg de l'Abwehr, le service secret de la Wehrmacht, constituée de guerriers bons à tout, aptes à opérer en tenue militaire, en civil, voire sous uniforme ennemi, dans le désert, la forêt tropicale, en Himalaya, sur, sous la mer et… en ville. Ainsi, une poignée d'entre nous a ébauché le 11e Bataillon parachutiste de Choc [le 11e Choc], dans la forteresse Vauban de Mont-Louis-en-Cerdagne [Pyrénées-Orientales], aux marches de l'Andorre.

À La Muette, simultanément, balbutie le service Action, bras armé de cette DGER qui, au cours des ans, va muter en SDECE, puis DGSE ; son chef est le légendaire commandant Morlane[1]. Son assistante, Nicole Follot, est une dame terriblement distinguée, et diablement efficace, qui a œuvré dans la Résistance. Elle a des attentions de marraine indulgente pour le filleul turbulent que je suis. Je prends parfois le thé chez elle, avenue Raphaël, à deux pas, en compagnie de ses filles. Autre particularité de Nicole, être grand-mère d'un chef d'entreprise de notre temps, Vincent Bolloré, dont deux des oncles, Marc Thubé et Gwenn-Aël Bolloré, mes amis de longue date, ont débarqué parmi les tout premiers commandos français sur la plage de Ouistreham, à l'aube du 6 juin 1944.

Une école d'espions

Toute l'année 1948, l'Autriche m'appelle. Ma mission de « documentation » m'attire parfois dans le secteur russe de Vienne. Je ne croise pas le « troisième homme » [en référence au film éponyme *The Third Man* de Carol Reed (1949), dont le scénariste est Graham Greene et Orson Wells l'acteur principal, tourné sur le champ de ruines qu'est Vienne à l'époque]. En 1950, j'ouvre dans un bel hôtel particulier de Saint-Germain, en lisière de forêt, rue de Tourville, une école de formation d'espions slaves, destinés à infiltrer en Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, etc. Au menu : sabotage, tir, parachute, radio, et principes de sécurité leur permettant – si Dieu le veut – de glisser entre les doigts du KGB. Ensuite, je les remets au Service 25 – Renseignement – qui gérait leurs missions chez les Rouges. La France ne disposant pas, alors, d'avions capables de les parachuter « là-bas », c'était à l'US Air Force de prendre le relais. Je crains, hélas, que peu d'entre eux aient survécu…

Nageurs de combat

En 1950, je découvre que la France est l'une des rares nations de l'OTAN dépourvues de nageurs de combat. « Fais-en part au gouvernement », suggère Morlane. Je m'esclaffe : « Le gratte-papier du ministère qui ouvrira ma lettre en fera une cocotte en papier ! » Réponse du ministère : « Nous manquons d'hommes-grenouilles ? Eh bien, faites-en ! » C'est ainsi que le corps des Royal Marines offre à l'ex-capitaine de l'armée britannique, que je suis, un cours de formation. Deux stages de six mois en Angleterre font de moi un *frogman* confirmé. Claude Riffaud, enseigne de vaisseau [grade

militaire dans la Marine], commando, ex-Français libre, déjà vétéran de la guerre d'Indochine et plongeur autonome, me rejoint ; suit Jacques Dupas, ancien méhariste, issu d'un bataillon de choc et évoluant sous l'eau comme un poisson. C'est ainsi que les nageurs de combat, qui seront 1 000 lors du 70e anniversaire du Débarquement, ont vu le jour.

Murder Incorporated

La Main rouge qui, au cours de la guerre d'Algérie, a signé nombre d'opérations armées pour le compte du service Action du SDECE, est une craque inventée par un chef de poste de la « Boîte » à Tunis. Censée être un gang privé constitué des plus « ultras » parmi les pieds-noirs, elle a exercé ses ravages dans la presse, uniquement. On m'a soupçonné de faire partie de cette redoutable Main rouge. Je n'ai ni confirmé, ni infirmé.

Pendant la guerre d'Algérie, on m'a chargé de créer une section « Exécution » ayant pour cibles, trafiquants d'armes et de devises au profit du FLN, allemands, italiens, suisses, espagnols. Cette section, je l'ai baptisée « *Murder Incorporated* ». Il m'était interdit à moi, officier d'active – *because* incident diplomatique ! – de jouer au tueur à gages. On m'a fourni des « opérateurs » : des demi-sels sortis de prison, appâtés par la liberté assortie d'une bourse en cas de succès. Échec sur toute la ligne. Aucun d'eux n'a osé faire feu, évoquant un cas de force majeure… tout en réclamant la prime !

Je me suis alors adressé à des « relations » de la Résistance, tel « Lucien de Marmande », ex-patron de maison close, décoré de la Légion d'honneur pour fait d'armes, qui lui avait valu de perdre un bras. En fait, Pierrot le Fou, l'un de ses comparses, avait laissé rouler

une grenade dans une boîte de nuit. Lucien l'avait ramassée et crié : « Couchez-vous ! » C'est ainsi qu'un chirurgien l'avait équipé d'une main en acier. D'où son surnom : « Lulu la Paluche ». Il m'a présenté Jo Attia, roi des malfrats de Paris et « prince du non-lieu » qui avait opté pour la Résistance. Déporté à Mauthausen, il avait suscité l'admiration de ses compagnons de misère en leur portant secours au mépris des SS. Le Général l'avait décoré de la Légion d'honneur. Le Grand Jo, je le crains, n'a exécuté personne…

[Ancien lieutenant du légendaire gangster Pierrot le Fou, qui avait opté pour la collaboration avec la Gestapo, Joseph Brahim Attia (1916-1972) a participé avec lui, après la guerre, au gang des Tractions et fut le propriétaire d'un sulfureux bar parisien, *Le Gavroche*. Son nom fut cité durant l'affaire Ben Barka.]

Lors d'une mission pour le SDECE, il s'est fait arrêter et embastiller au Maroc espagnol alors que, depuis longtemps, je n'étais plus son officier traitant. Néanmoins, sa « femme », la belle Carmen, qui tenait son bistrot de luxe, *Le Gavroche*, à Montmartre, a estimé que j'avais le pouvoir « d'arracher son homme aux Espingos », sous la menace : « S'il n'est pas vite à l'air, je le chante à la presse » ! Panique à « la Boîte » !

Par bonheur, le double crime, célèbre, de Montfort-l'Amaury, dont les auteurs demeuraient introuvables, défraye la chronique. Deux trafiquants d'armes bien en cour ont été découverts au coin d'un bois, criblés de balles, baignant dans leur sang. Un ponte du SDECE saisit l'occasion de faire ordonner une reconstitution du crime. Là, les magistrats tomberont sur une gourmette gravée, « À Jo pour la vie. De sa Carmen » – habilement dissimulée dans l'humus –, censée avoir été égarée par le meurtrier, le Grand Jo, bien sûr ! On exigera son extradition ! Évident, mon cher Watson !

La commission a recueilli des échantillons de terre, de feuilles mortes, de sang séché, de cheveux, de poils, et même un bouton mais… pas de gourmette, évaporée corps et biens ! Blême, l'expert qui avait manigancé ce coup de maître coûtant 10 000 francs à la « Boutique » ! On a rejoué la pièce en dissimulant, cette fois dans un pot à tabac trônant sur le comptoir du *Gavroche,* un pistolet qu'un policier mis au parfum a exhibé triomphalement. C'est ainsi que Jo fut sorti du Maroc pour répondre d'un crime… qu'il n'a pu commettre puisqu'à l'époque il était hors de France ! Non-lieu, une fois de plus ! Les services secrets ne sont pas toujours sérieux, cela relève parfois du vaudeville.

Entre-temps le SDECE m'avait, à tout hasard, invité à me mettre au vert. Par voie détournée, j'ai gagné le Gabon où je me suis terré. Je m'y suis trouvé si à l'aise que j'ai démissionné pour y faire ma vie, en me mêlant d'exploitation forestière, puis d'exploration pétrolière, lorsqu'un premier gisement d'hydrocarbures y fut découvert.

Les réseaux Foccart

En février 1964, me voici cadre de la société Shell, lorsque le président du Gabon, le vieux sage, Léon Mba, est renversé par un gang de jeunes officiers tout juste formés en France. Outré, fort d'un traité d'assistance liant la France au Gabon, de Gaulle expédie un plein avion de paras au secours du vieux chef. Mon ami Jacques Foccart, un frère d'armes, ancien du BCRA, devenu « Monsieur Afrique » du Général, me téléphone : « Je te place en qualité de conseiller hors cadre de la République auprès du Président que ce coup a traumatisé. Tu le réconfortes, tu le protèges, tu lui redonnes confiance, et tu assures la liaison entre lui et moi. »

[Figure mythique, Foccart (1913-1997) est un ancien du BCRA et réserviste du service Action, grand organisateur de coups tordus pour le compte du parti gaulliste. De Gaulle revenu au pouvoir crée pour lui en 1959 le Secrétariat général pour la Communauté qui deviendra le Secrétariat général à la présidence de la République pour les affaires africaines et malgaches. De ce poste, Foccart sera au centre de la politique africaine de la France, organisant la décolonisation du continent au mieux des intérêts de Paris, au confluent de la diplomatie secrète, des opérations clandestines et de sa relation personnelle avec les chefs d'État africains.]

J'ai occupé un bureau près de celui du président gabonais. J'ai veillé sur lui. J'ai constitué une garde que j'ai baptisée « républicaine », à l'aide d'une centaine d'hommes que j'ai recrutés dans la brousse. J'ai fait appel à des commandos du 11e Choc, à d'anciens nageurs de combat. Mon ami Raymond Sasia, commissaire principal, m'a également prêté plusieurs fonctionnaires de police, tireurs d'élite. En 1967, après presque trois ans de bons et loyaux services, j'ai tiré ma révérence. Engagé par ELF Aquitaine, j'ai veillé, de mon mieux, pendant vingt ans, à procurer du pétrole à la France, depuis le Nigeria, en pleine guerre du Biafra, du Liban, en guerre civile, ou du Golfe arabo-persique, en plein boum pétrolier[2].

---

1. Pseudonyme, voir p. 93.
2. Bob Maloubier a rédigé par la suite des ouvrages traitant de ses aventures clandestines et de celles d'amis proches. Le dernier né, *Les Secrets du Jour J*, paru en mai 2014 aux éditions de La Boétie, dissèque les incroyables manœuvres d'intoxication déployées par Churchill pour convaincre Hitler que le débarquement aurait lieu dans le Pas-de-Calais et non en Normandie.

II

NETTOYEURS

Services spéciaux et décolonisation

Les services spéciaux ont ceci d'exceptionnel que, pour eux, les temps de paix et de guerre se confondent. C'est particulièrement vrai pour ceux dont la France s'est dotée durant la Seconde Guerre mondiale pour poursuivre dès son terme une autre forme de combat. Parmi les ruptures de l'après-guerre figurent les conflits de la décolonisation. Nos témoins ont souvent raconté leur guerre d'Indochine, ou leurs opérations en Afrique, épisodes sanglants de l'histoire contemporaine. Mais jamais aucune guerre ne marqua autant ses combattants que celle d'Algérie. Contre les indépendantistes, les jeunes services français ont déployé – pas nécessairement pour le meilleur ! – tout leur savoir-faire acquis dans la clandestinité.

Paul Aussaresses évoque pour nous la continuité qu'il a perçue entre les opérations derrière les lignes allemandes et la guerre d'Algérie. De cet homme-là, il ne fallait pas attendre le silence ! Il a fait la guerre, sans dissimuler en avoir assumé les côtés atroces. Le bourreau sort-il indemne de la torture ? Et que dire de l'officier qui abat sur ordre un citoyen français ? **Raymond Muelle** a été mêlé à l'assassinat, commis par le service Action du SDECE, de l'avocat français d'origine algérienne Amokrane Ould Aoudia. Le suivant sur la liste n'était autre que l'avocat **Jacques Vergès**, qui n'a échappé à la mort que par miracle… Les deux hommes nous livrent leurs sentiments. À la même époque, chez le Premier ministre Michel Debré, **Constantin Melnik** coordonnait l'action secrète. Il nous dit la distance qu'il a prise avec ces services qui, à ses yeux, ne devraient être qu'une « arme de paix ». Entré dans les années 1960 au service Action, **Alain Juillet** s'interroge pour sa part sur une question essentielle, sulfureuse s'il en est : la raison d'État. Un terme intégrant

toutes les contradictions des services spéciaux, agissant au nom de la démocratie en violant les lois !

Paul AUSSARESSES

« Voilà comment je suis entré dans la France libre. »

Agent secret d'une audace folle, capable de se faire parachuter en uniforme allemand derrière les lignes ennemies, Paul Aussaresses (1918-2013) sera intimement lié dans l'après-guerre à la mise en place et aux premières opérations du 11e Choc, le bras armé du SDECE. Son nom restera pourtant mêlé à la pratique de la torture au sein de l'armée « régulière » durant la guerre d'Algérie, assumée sans satisfaction.

« Après un séjour de huit mois en Espagne, j'ai été conduit par avion en Angleterre, puis accueilli dans un aéroport d'Écosse. De là, on m'a emmené *via* un véhicule anglais militaire au 10 Duke Street à Londres qui s'appelait dans notre langage, le *spy corner*, le coin des espions. Là, je me suis retrouvé devant quatre personnages : deux officiers en uniforme et deux en costume trois pièces élégant. Celui qui a parlé le premier était le commandant Jacques Robert… Et l'autre s'appelait Maurice Duclos, pseudonyme Saint-Jacques. Quant aux deux civils, l'un était André Dewavrin, dit Passy. Et l'autre s'appelait André Manuel. Nous sommes le 27 novembre 1943 et, à cette date, je suis devenu un membre du BCRA, organisé à Londres dans le cadre de la France libre par le général de Gaulle.

Quatre copains, quatre destins. De gauche à droite :
Jean Sassi, ancien des Jedburghs, de la Force 136 et du 11e Choc ;
Paul Aussaresses ; Robert « Bob » Denard, mercenaire qui collabora avec le SDECE
après 1960 ; Robert « Bob » Maloubier.
Archives Paul Aussaresses.

Jacques Robert s'adresse alors à moi : « Vous avez passé des tests et vous avez réussi, vous avez été déclaré capable de servir dans les services spéciaux, dans l'une ou l'autre spécialisation. » Et il m'a désigné les deux messieurs en costume trois pièces issus des services secrets. « L'une des grandes branches des services [avec le renseignement] s'appelle l'Action, représentée par le commandant ici présent et moi-même. Quelle que soit celle que vous choisirez, vous

suivrez un entraînement rapide qui vous permettra de sauter en parachute quelque part en France et vous aurez à encadrer des civils appelés résistants. Vous ne pouvez pas les traiter comme des militaires, il ne sera pas question que vous les foutiez en taule s'ils ont fait des conneries. Vous devrez vous imposer par vos qualités, notamment d'instructeur en matière d'utilisation d'armes et d'explosifs. »

Alors je me suis tourné vers Dewavrin et Manuel : « Messieurs, permettez-moi de vous dire que je choisis la spécialisation… » Et je me suis orienté vers les deux commandants : « … de ces deux messieurs ». Ils ont rigolé, et c'était fait. J'ai ainsi été embringué dans le service Action. Nous étions bien prévenus que, dans l'un et l'autre cas, on appartenait à un service qui ne serait pas couvert par la Convention de Genève, parce que cette dernière impose que, pour être reconnu comme militaire combattant, il faut avoir un chef. Et que si on est fait prisonnier, il faut dire : « J'étais sous les ordres de Untel qui est mon chef. » Il faut être aussi revêtu d'un uniforme. Deux conditions impossibles à tenir pour moi.

Premières missions

Ma première mission en France a été de sauter dans un maquis tenu par les Espagnols. Oh ! cela a été toute une histoire ! Attention ! Là, j'ai fait ce que je pouvais dans ce fief de la Fédération anarchiste ibérique, et c'est là que j'ai connu une autre équipe, qui était certes issue du BCRA, mais pas de la formation Jedburgh à laquelle j'appartenais. Lorsque le commandement a jugé que ma mission touchait à sa fin, le message est arrivé : « Votre mission est terminée, présentez-vous dans la Vallée du Rhône, à l'unité américaine SFE4. »

Au colonel français qui était là, mon camarade anglais a fait le rapport d'opération de notre équipe et les Américains qui nous accueillaient ont dit : « Pour certains d'entre vous, les opérations en France touchent à leur fin. Donc considérez que vous ne serez plus parachutés en France. Mais certains d'entre vous, s'ils sont volontaires et capables, pourront être parachutés en Allemagne. Ceux qui ne le seront pas seront expédiés en Extrême-Orient. » Alors je suis sorti du rang avant de déclarer : « Je prétends parler allemand, est-ce que je peux faire acte de candidature ? »

Un colonel aviateur français s'est emparé de moi, puis m'a interpellé :

« Vous dites que vous parlez allemand ?

– Oui.

– Deuxième question : éventuellement, seriez-vous volontaire pour être parachuté en uniforme allemand ? Réfléchissez.

– Non.

– Ah, vous refusez ?

– Mais non, je vous dis non ! Puisque vous m'avez demandé de réfléchir, c'est tout réfléchi. Eh bien traduisez mon "non", mais il faut que vous le traduisiez par "oui". Je suis volontaire pour être parachuté en uniforme allemand. »

Un beau jour, je suis appelé à l'état-major.

« Vous vous appellerez, messieurs, la *Special Allied Airborne Reconnaissance Force* (SAARF), qui a pour chef un général de brigade anglais, nommé Nichols. »

Et le brigadier Nichols me dit :

« Vous êtes de ceux qui ont été volontaires pour sauter en Allemagne, vous avez suivi une quantité de stages… »

Moi j'avais suivi plusieurs stages avant qu'on soit regroupés, à Virginia Water, un village typiquement anglais de la région de

Londres.

Le brigadier Nichols ajoute : « À la suite du stage que vous avez suivi, il y a eu un classement. Dans ce classement, c'est vous qui êtes premier. Vous sauterez en Allemagne. On vous donnera des ordres par radio. La base de votre travail sera la prise en main des camps de prisonniers et de déportés pour, principalement dans un premier temps, les forcer à ne pas utiliser les routes et à marcher vers l'ouest quand les troupes américaines arriveront. »

Parmi nous, le plus élevé en grade était un lieutenant-colonel français, un certain Jacques Foccart. Et lorsqu'il a été question qu'on aille là-bas, Foccart, en roulant des épaules, est allé voir l'officier de liaison français auprès de Virginia Water, et a plastronné : « Je suis le plus ancien en grade parmi les stagiaires français. Je sors de l'école de parachutisme anglaise et revendique l'honneur d'être le premier à sauter en Allemagne ! »

Mais le brigadier Nichols lui a répondu : « Désolé, mon cher colonel, mais parmi vos camarades français, certains ont suivi plusieurs stages et, sans qu'ils s'en rendent compte, ils étaient classés. Celui qui sera le premier à sauter en Allemagne, qui se trouve être le premier si on accumule les notes de stage, c'est un autre. Et c'est pour le même prix. »

Nous avons sauté en Allemagne. Quand je suis revenu, le brigadier Nichols m'a dit en anglais, en me passant un peu de pommade : « *I think you have done very well* » (« Je pense que vous avez bien fait »). Moyennant quoi nous avons ensuite été au mieux avec Foccart, qui avait survécu aux opérations et s'est retrouvé au plus près du général de Gaulle.

Création du 11e Choc

En 1946, la création du 11e Choc est décidée par de Gaulle lui-même, avec comme conseiller Foccart. Ils nomment à sa tête l'un d'entre nous, le capitaine Mautaint, parachuté en France puis en Indochine, un homme très courageux. Le 11e Choc a été mis en place à Mont-Louis, dans les Pyrénées-Orientales. Cette citadelle, en mauvais état, avait été occupée par une vingtaine de corps différents depuis le début de la guerre. Une centaine de prisonniers allemands y ont été affectés pour la remettre en ordre. Il y avait une vingtaine de soldats français appelés non volontaires venus de l'infanterie coloniale à Perpignan, et quelques officiers, dont un seul avait le titre de capitaine, commandant provisoirement le 11e Choc, avec un second qui avait le même grade. Et moi j'étais affecté au service Action à Paris, où il n'y avait rien à faire. Lorsque Mautaint a accumulé les conneries, Morlane[1], chef du service Action, également appelé le service « 29 », m'a nommé à la tête du 11e Choc. En majorité, les officiers avaient été Jedburgh en Angleterre. Ils s'appelaient Obadia, dit Pioche – les saboteurs ayant des noms d'outils. Il y avait aussi les lieutenants Maloubier[2], Bichelot et Chaumien. Ces quatre m'étaient attribués au 11e Choc, mais seulement détachés tout en continuant d'appartenir directement au « 29 ». Et Maloubier est celui avec qui je n'ai jamais eu d'emmerdes.

Mission en Indochine

En Indochine, ma mission a été d'encadrer des maquis de population hostiles au Viêt-Minh. L'idée du GCMA [Groupement de

commandos mixtes aéroportés] était de soulever les minorités contre les Annamites liés au Viêt-Minh. Et j'ai fait partie des cinq premiers officiers du GCMA. Cela a très bien réussi.

Nous avons également mis en place un système de vente d'opium. L'idée consistait à acheter de l'opium dans la haute région, où il n'était pas cher, et à le revendre par l'intermédiaire de la régie, en partie sur la côte, notamment dans les grandes villes comme Saïgon. Nous l'avons fait pour avoir de l'argent liquide ! Car les services spéciaux ne disposaient pas de crédits suffisants pour la guerre d'Indochine !

Torture en Algérie

En 1955, je suis affecté à la 41e demi-brigade de parachutistes à Philippeville. J'étais un capitaine ancien, déjà, et je pouvais être officier de renseignement. De plus, je venais des services spéciaux, j'étais qualifié pour cela. L'officier de renseignement doit renseigner le chef sur l'ennemi et sur le terrain. Le terrain, pourquoi ? Tel terrain à tel endroit est traversé de pistes forestières envahies par la broussaille, on ne peut pas y déplacer une unité sur camions. J'ai demandé, en arrivant, les archives de mon poste. Il n'y en avait pas. La mission consistait d'abord à écouter parler les gens. Si on apprenait que tel individu voulait être le seul patron, on se débrouillait pour avoir un contact avec lui. Et c'était simple, il n'y avait qu'à le laisser parler. Autrement dit, il n'y avait même pas besoin de le tabasser ! Et la quasi-totalité des renseignements que j'ai eus m'est venue de dénonciations. Si les gars ne parlaient pas tout de suite, ah ! il fallait leur taper dessus…

La journaliste Florence Beaugé m'a demandé, en novembre 2000[3], si cela m'avait fait plaisir. Non ! Oui, c'est un sale

boulot ! Mais il fallait le faire. Je rendais compte moi-même tous les jours à mon colonel. Après, il y a eu la bataille d'Alger. Quand les parachutistes avaient été réorganisés en deux divisions, celle de Massu a été chargée de contrecarrer le travail du FLN dans l'Algérois. Massu me dit : « Il faut que vous me rendiez compte de ce que vous ferez pour avoir les renseignements » – voilà, le boulot, en somme – « …que vous me rendiez compte tous les jours de ce que vous aurez fait. Tous les jours, tous les matins ! »

La nuit, je la passais à galoper à la suite des terroristes. Et, le matin, je faisais une tournée des autorités : le secrétaire général de la police, Paul Teitgen, était prévenu à chaque fois de ce qu'on avait fait. Dans la minute qui suivait, il en rendait compte au préfet. De mon côté, j'allais voir Massu, je lui disais : « Voilà ce que j'ai fait. » Nous nous étions mis d'accord sur le fait que, dans la nuit, j'allais voir les régiments implantés sur Alger – je connaissais très bien les colonels commandant ces régiments et leurs officiers de renseignement –, puis je leur disais : « Voilà, vous m'avez dit ça, ça et ça… » Et j'écrivais sur un bloc Manifold dont chaque page comptait quatre feuilles – cela s'imprimait sur les trois suivantes. Je remettais une première page à Massu. La deuxième lui était également remise afin qu'il la transmette au général Salan, le commandant militaire d'Algérie. La troisième page était pour Robert Lacoste, gouverneur général de l'Algérie. La quatrième, c'était la mienne, pour mes archives.

Le jour même où Massu m'a désigné pour être auprès de lui, il venait de voir Robert Lacoste. Celui-ci lui avait ordonné : « Je veux être tenu au courant de ce que vous faites, et je vous confie, comme conseiller juridique et judiciaire, pour vous aider dans ce que vous ferez, le magistrat Jean Bérard. Il est très bien vu du ministre de l'Intérieur François Mitterrand. Ils sont très amis. Et je donne à Jean Bérard une ligne téléphonique spéciale, par laquelle tous les jours il

téléphonera à son ministre. » Ainsi je voyais quotidiennement Jean Bérard, qui me soufflait qu'il avait eu au téléphone Mitterrand et que le ministre lui avait glissé telle ou telle réflexion. Que pouvait-on faire de mieux ?

Après ce que j'ai réalisé à Philippeville, j'avais été appelé par le chef de la sécurité militaire de Constantine, un camarade qui m'avait dit : « La bataille de Philippeville, mon vieux, c'est toi qui l'as gagnée. Ne t'en vante pas. » Je lui ai répondu : « Mais je ne m'en vanterai jamais. Jamais. »

Le 8 janvier 1957, Massu me fait appeler : « Le gouverneur général me dit qu'il faut éradiquer – "éradiquer", c'est un terme un peu recherché pour dire "arracher" – le terrorisme d'Alger. Alors moi je vous dis : Aussaresses, à Philippeville vous avez réussi. Alors il faut que vous réussissiez à Alger.

– Mon général, permettez-moi de vous poser respectueusement une question : est-ce qu'il y a des ordres auxquels il est permis de désobéir ?

– Le premier ordre que je vous donne, c'est de noter que, le 28 janvier, il y a une réunion à l'ONU où l'Algérie envoie une délégation. Et pour lui donner du poids, il y aura une grève révolutionnaire, comme ils disent, à Alger, le 28 janvier. Je vous donne l'ordre de la briser. Voilà, mon vieux ! »

Je peux dire que tout le monde était au courant. Et, non, ça ne me faisait pas plaisir !

---

1. Pseudonyme, voir p. 93.
2. Voir son témoignage, pp. 59-69.
3. « Je me suis résolu à la torture… J'ai moi-même procédé à des exécutions sommaires… », interview de Paul Aussaresses par Florence Beaugé, *Le Monde*, 23 novembre 2000.

Raymond MUELLE

« Assassiner le général de Gaulle ? J'y ai pensé. »

La décolonisation fut une période fort active pour le service Action du SDECE, notamment chargé d'exécuter des indépendantistes algériens. Le commandant Muelle (1921-2013), avec d'autres, a suivi ces ordres, mais il demeure l'un des seuls à avoir reconnu sa participation. Sa sympathie pour le putsch des généraux entraîna la fin de sa carrière.

« Après deux séjours en Indochine, j'ai été affecté [en 1954] au 11e Choc, à Perpignan. Un poste qui m'a conduit ensuite au service Action à Paris, le 11e Choc et le service Action ayant toujours été liés d'une façon extrêmement étroite. Tout le monde mettait alors son grain de sel et participait plus ou moins aux aventures. Mais il restait entre les anciens du BCRA et ceux qui avaient été formés à Alger des frictions qui ont perduré assez longtemps. Le service Action, à l'époque, c'était une petite équipe à Paris, directement rattachée au SDECE, d'abord à la caserne Mortier, puis au fort de Noisy. Il avait une relation directe avec le camp de Cercottes [situé dans le département du Loiret, non loin d'Orléans, Cercottes demeure la base traditionnelle de l'une des composantes clandestines du service Action, le Centre parachutiste d'entraînement spécialisé (CPES)], où

on formait des agents et des spécialistes qu'on emploierait plus tard éventuellement, qui provenaient soit de l'extérieur – anciens de la Résistance ou des maquis –, soit directement du bataillon de Choc de Perpignan, où on sélectionnait les gens les plus intéressants au bout d'un certain temps de service. Quand je dis « intéressants », ça veut dire qu'ils étaient capables de former des saboteurs, des radios clandestins, ou des gens capables de faire poser des avions la nuit et de monter un maquis…

Ces réservistes étaient répartis dans toutes les classes sociales, aussi bien banquiers que plombiers zingueurs, ce qui fait qu'on avait sous la main un potentiel de résistance disponible, en cas d'invasion étrangère. Le 11e Choc avait été créé en 1946, avec en arrière-pensée cette crainte de l'invasion soviétique issue de la guerre froide. On avait pensé à l'époque que la Résistance de 1942-1944 avait coûté très cher et avait peu rapporté faute d'individus suffisamment prêts. En cas de nouvelle invasion, il fallait donc disposer, dans le pays, de personnes avec une formation technique concernant la sécurité, certaines actions de sabotage ou de renseignement, de façon à limiter les dégâts en cas d'invasion adverse.

Le 11e Choc est une unité d'appelés volontaires parachutistes, qui ont fait l'objet d'une enquête de sécurité militaire, de façon à ne pas risquer d'avoir, dans la mesure du possible, de taupes du parti communiste ou de l'extrême gauche à l'intérieur de la troupe. Cette troupe – d'à peu près 700 à 800 hommes – effectue un service militaire composé de classes normales, de parachutistes, avec beaucoup de tirs et de manœuvres. Après un séjour en Algérie, on sélectionne les meilleurs pour en faire des radios clandestins, des saboteurs ou des gens capables de servir dans la Résistance. Ensuite, ils rentrent chez eux et on les rappelle une fois par an pendant quinze jours, pour leur faire effectuer des stages. Et c'est parmi ces gens-là,

parmi les volontaires, qu'on va en cas de nécessité chercher des agents qui vont pouvoir intervenir dans les actions du service. Autrement dit, le 11e Choc est une unité para-commando, mais c'est aussi un réservoir pour le service Action.

Service Action en Algérie

À partir du déclenchement de la guerre d'Algérie, on s'est d'abord intéressé aux trafiquants d'armes, qui ont été des cibles absolument permanentes, puis progressivement à des personnages qui pouvaient intervenir auprès du FLN contre la politique française en Algérie. Ces actions ont toutes eu lieu à l'étranger : en Italie, en Suisse, en Espagne, la presse en a beaucoup parlé à l'époque sous l'appellation de la Main rouge[1]. Puis le général Salan décide, en 1958, après le putsch d'Alger du 13 mai [le vrai-faux coup d'État du 13 mai 1958, dite l'opération Résurrection, a été organisé pour mettre à bas la IVe République, en favorisant le retour au pouvoir du général de Gaulle, ce qui fut effectif le 1er juin suivant, lors de son investiture comme président du Conseil, après sa désignation la veille par le président René Coty] de créer un service Action en Algérie qui intervenait en territoire métropolitain, en contradiction avec les règles du service, mais enfin la guerre imposait certaines décisions… Et c'est ainsi que, pendant deux ans, j'ai opéré au sein du service Action en Algérie, jusqu'en 1960. On a mené un certain nombre d'actions en Tunisie, au Maroc et même en Algérie.

En Algérie, le général Challe, commandant en chef, décidait des cibles, avec l'accord de Paris, vraisemblablement. Encore que pour certaines cibles secondaires, j'allais dire médiocres, il pouvait très bien prendre la décision lui-même. Pour autant que je me souvienne,

on a mené à peu près 150 actions en deux ans : destruction de dépôts, pose de mines, assassinats, destruction de postes de radio adverses… Quand on n'avait pas d'objectif désigné par le général, on pouvait, nous-mêmes, en proposer. On avait une grande autonomie, et je peux dire que dans le service, l'imagination était au pouvoir ! C'était l'intérêt de ce service : on était utiles, on pouvait intervenir dans des conditions extrêmement précises, localisées, sans bavures à l'extérieur, et dans des affaires dont on était entièrement responsables.

Les cibles qu'on proposait concernaient par exemple la destruction de postes radio du FLN au Maroc, ou de dépôts d'armes et l'attaque de camps FLN en Tunisie. Ces renseignements-là nous parvenaient soit par des troupes locales, soit par des membres du groupement de marche du 11e Choc sur le terrain, en particulier dans les régions frontalières de la Tunisie ou du Maroc. L'armée, elle, ne pouvait pas faire ce travail car elle ne pouvait pas franchir les frontières. Le droit de suite [qui permettait de franchir la frontière] était une plaisanterie, qui n'a jamais été suivie d'effets. Nous avions, nous, l'ordre et la possibilité d'intervenir en territoire étranger, en évitant toute confrontation diplomatique. Mais nous devions passer par des agents, des Harkis, que nous recrutions sur le terrain. Encore que, quelque fois, nous ne nous sommes pas privés d'agir nous-mêmes…

Missions Arma

La mission Arma concerne simplement du matériel. Ça peut être l'objet d'une pose de bombe ou d'un explosif quelconque dans un dépôt. Un certain nombre de bateaux, en particulier des bateaux d'armes qui venaient des pays de l'Est, ont été coulés par les nageurs

de combat du 11e Choc, ou service Action. Ils ont fait sauter un certain nombre de navires, en évitant toute perte de vie humaine. Il n'y a jamais eu de morts dans ces accidents, mais les bateaux ont passablement souffert, ce qui nous a fait hurler dans l'affaire du *Rainbow Warrior*, dans d'autres circonstances. Nous avions une règle, à l'époque : nous ne faisons pas sauter un bateau dans un port. Parce que le bateau qui saute dans un port, on peut retrouver toutes les traces de l'attentat. Quand le navire est endommagé en mer, il n'y a plus de contrôle possible.

Missions Homo

La mission Homo, c'est la destruction d'un personnage, par exemple un trafiquant d'armes à Genève ou en Italie. Ou en Algérie, contre des chefs FLN importants. Ou des complices du FLN. L'opération est montée par un officier traitant qui dispose d'un ou deux agents d'exécution ; l'officier traitant, en général, n'exécute pas lui-même l'affaire, mais il est là en permanence sur le terrain, à proximité de son agent. Cela permet d'éviter toutes les bavures et de ne pas avoir de problèmes avec l'extérieur, la police en particulier. J'ai monté des missions Homo, que j'ai fait exécuter par des agents. Le problème consiste à ne pas laisser de signature. Il faut signer autrement.

Par exemple, nous avons eu un objectif à détruire en Algérie, dans un bled du Sud : un personnage très important qui d'ailleurs jouait sur les deux tableaux… Et nous avions décidé de le faire disparaître de la façon suivante : composés d'une petite équipe, dont deux officiers français, nous avons été parachutés la nuit, nous avons abattu l'individu chez lui, et nous avons signé « FLN », de façon à

faire croire à des relations qui auraient mal tourné entre un fournisseur du FLN et son client.

Cas « non conformes »

Ce n'est pas l'agent d'exécution lui-même qui repère les lieux, de façon à éviter toute identification par quelqu'un de l'extérieur ; on ne verra jamais deux personnes du même service sur le même palier. Quelqu'un inspecte les lieux, confirme les renseignements, et l'agent d'exécution reçoit sa mission en détail. Et si cela ne se présente pas comme prévu, c'est ce qu'on appelle un « cas non conforme », l'action n'a pas lieu. Il faut absolument éviter toute bavure. En fait, chaque officier traitant avait son credo. En principe, je dis bien en principe, on n'était pas au courant de ce que faisait le voisin. Mais, en réalité, compte tenu de la faiblesse de nos moyens, on était souvent obligé de donner un coup de main à l'autre pour une reconnaissance, pour un appui ou autre chose. Il y avait toujours des problèmes. On peut prendre, par exemple, l'histoire de cet agent qui, en Espagne, arrive chez le trafiquant d'armes, déguisé en télégraphiste pour apporter un télégramme. Il ouvre la porte et s'aperçoit que le trafiquant est en pleine réunion de famille, aux côtés de sa femme, ses enfants et sans doute d'autres personnes. Là, l'affaire n'a pas lieu. La cible sera exécutée par le même agent plus tard, mais seul, sans qu'il y ait de bavure extérieure.

En Italie, là c'est bien une bavure, un accident tout à fait involontaire, et contrairement à ce que raconte M. Melnik[2] dans son livre *La mort était leur mission*[3], cela n'a jamais posé d'états d'âme à l'officier traitant. L'histoire est la suivante : le trafiquant d'armes, Schlüter (*sic*), je crois [il s'agit plutôt de Tayeb Boulahrouf,

représentant du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) à Rome à partir de 1958], avait vu sa voiture piégée par une charge explosive, reliée par un fil de nylon pratiquement invisible et un hameçon accroché à la roue. Quand la roue se mettait en mouvement, le fil se tendait, et la charge fonctionnait. Et là il se trouve qu'un gamin qui jouait dans la rue a lancé son ballon sous la voiture. Le fil s'est tendu… Je pense que c'est la seule vraie bavure qu'on ait enregistrée.

Je me souviens également de l'histoire de Bad Godesberg, en Allemagne, où nos deux officiers traitants et l'agent attendaient la cible, un chef FLN relativement important [l'avocat Ait Ahcene, abattu le 5 novembre 1958] qui possédait de mauvaises habitudes. Il avait une amie dans un hôtel de la place, et il allait la retrouver tous les soirs à peu près à la même heure. Les renseignements ont été pris, et nos deux agents, dans le parc qui précédait l'hôtel, attendaient la voiture de leur cible, avec une mitraillette dissimulée dans un bouquet de fleurs. Et au bout d'un moment… l'homme était en retard. Et c'est là où l'agent a eu ce mot extraordinaire : « Pourvu qu'il ne lui soit rien arrivé » ! La voiture s'est présentée quelques minutes plus tard, et le type du FLN est mort deux jours après à l'hôpital. Une action cette fois sans bavure, personne n'a été touché. Après l'opération, l'ennemi n'était plus tellement le FLN, mais la police locale qui avait des faiblesses pour les terroristes. Le gouvernement allemand de l'époque tolérait sur son territoire des centres d'entraînement pour les rebelles algériens. Alors il valait mieux se prémunir contre les enquêtes de sa police…

La Main rouge[4]

La Main rouge est une histoire assez curieuse. Il existait une véritable Main rouge avant que le service Action ne se branche sur l'Algérie. Cette Main rouge était constituée par des pieds-noirs de Tunisie et du Maroc, des Européens qui avaient décidé de lutter contre le FLN – ou ce qu'on pensait devenir le FLN –, et même contre des Français qui étaient partisans de l'indépendance de ce pays. Cette première Main rouge avait effectivement participé à un certain nombre d'affaires, mais c'était une espèce de contre-terrorisme qui n'avait rien à voir avec le service. Elle avait une certaine notoriété, les journalistes en avaient parlé, et le service Action s'est servi de cette signature, de ce sigle, pour signer ses propres opérations. On a longtemps pensé que les actions menées par le service, c'était toujours cette ancienne Main rouge. En réalité, au bout d'un an, le FLN savait très bien de quoi il s'agissait. D'ailleurs, le service, à une certaine époque, avait fait éditer un livre en Suisse qui s'intitulait *La Main rouge*[5], où il reprenait, comme dans un mauvais roman, l'histoire dont je viens de vous parler, pour justifier certaines de nos actions. Après, s'est développée toute une littérature sur la Main rouge, qui ne vaut pas grand-chose.

La méthode, c'était toujours une action menée clandestinement. Il n'y avait jamais personne sur le terrain. On retrouvait un cadavre, c'est tout. Donc en fonction de la spécificité du cadavre, on faisait un rapprochement, et on disait : « C'est la Main rouge. » Les ordres émanaient directement du colonel commandant le service Action qui, lui-même, recevait ses ordres du Premier ministre, à l'époque Michel Debré. Entre le ministre et le colonel du service Action [« Jacques Morlane », pseudonyme de Henri Fille-Lambie, de 1948 à 1954, puis de Robert Roussillat de 1958 à 1962], existait ce qu'on appelle le

Comité des sages. C'étaient tous des anciens de la Résistance à Londres : parmi eux, se trouvaient André Jarrot, Paul Schmidt, des gens qui avaient exercé des responsabilités au sein du BCRA… et aussi Jacques Foccart.

J'ai toujours considéré que le vrai patron du service Action, c'était Foccart. Rien ne se faisait chez notre colonel – je pense surtout au colonel Roussillat – sans qu'il n'en réfère à Foccart. Et par la suite, mettons après le 13 mai 1958, quand on fait l'opération Résurrection, c'est devenu encore plus flagrant. Constantin Melnik[6] était le conseiller de Michel Debré pour les affaires particulières, les services spéciaux particuliers. Il était donc l'intermédiaire entre le colonel Roussillat et Debré. C'était un relais, à mon avis assez théorique. Melnik ne connaissait rien aux services spéciaux, mais il était très intéressé par ce qu'on faisait, et avait donc, en amont et en aval, quelquefois des renseignements sur nos affaires. Mais il n'était absolument pas décisionnaire. Au service, d'ailleurs, le colonel l'avait baptisé « Furax », qui était le nom du héros d'une bande dessinée de *France Soir*, à l'époque. Je pense que, comme Furax, M. Melnik se donnait beaucoup d'importance.

Patron du SDECE [de 1957 à 1962], le général Paul Grossin a été très apprécié par ses subordonnés. Il était doté d'un réel contact humain, ce qui n'est pas fréquent dans la corporation, et il avait à manipuler des personnes qui sont quand même relativement difficiles. Ces gens qui travaillent dans les services spéciaux ont souvent des caractères très affirmés et des personnalités un peu en marge. Donc il faut un chef suffisamment souple pour obéir au pouvoir politique et faire admettre à ses subordonnés les ordres du pouvoir politique. Et Grossin l'a très bien fait.

Les armes secrètes

La « pompe à vélo », cette fameuse arme dite secrète, avait l'allure d'une pompe à bicyclette, mais c'était un tube qui projetait une cartouche de 22LR, avec une pointe au curare. Cela faisait partie du matériel fabriqué spécialement à Cercottes, où on a aussi monté, par exemple, le poste radio de l'opération baptisée « Cantate ». L'histoire est la suivante : il y avait, dans les Aurès, un chef de wilaya [division administrative, équivalente au département] dont on voulait se débarrasser, Mostafa ben Boulaid. Mais en raison du terrain et de sa protection, il était impossible de l'approcher par des moyens militaires normaux. Il réclamait à cor et à cri un poste radio, pour être en liaison avec les autres wilayas et avec Tunis. On a décidé de lui parachuter un poste radio, à savoir qu'on a commis une « erreur » volontaire de parachutage : un poste radio est tombé dans une zone où il a pu le récupérer. Ce poste radio avait été réparé et trafiqué à Cercottes, et lorsque Boulaid a voulu le mettre en route, tout a explosé et l'état-major de la wilaya a disparu !

Assassinat d'Ould Aoudia

Nos ordres ne venaient que du pouvoir politique. On nous a dit : « On s'en prend au collectif des avocats. » Et c'est comme ça qu'on a assassiné Ould Aoudia. En fait, lorsque le colonel Roussillat nous a dit : « On s'occupe des avocats », j'ai proposé qu'on se charge de Me Jacques Vergès[7] et de Me Mourad Oussedik, qui me paraissaient les plus virulents. Il y en avait beaucoup d'autres, par exemple Robert Badinter, Roland Dumas, Gisèle Halimi, mais enfin ces deux-là étaient particulièrement actifs et nocifs de mon point de vue. Roussillat m'a

dit : « Non, l'ordre est formel, on s'occupera de Me Amokrane Ould Aoudia », que personne ne connaissait. Donc on s'est occupé de lui, il en est mort.

L'exécution d'Ould Aoudia était un ordre du gouvernement, contraire aux principes et aux règles du SDECE et du service Action. On a localisé son bureau et étudié ses habitudes. On a ainsi appris qu'à partir d'une certaine heure, il était seul, sans personne dans son immeuble, c'était dès lors d'une facilité enfantine. Normalement les actions en métropole sont réalisées par la DST, et non par le service Action. Or, non seulement on a opéré à Paris, mais aussi en Algérie, qui était encore territoire français. Autrement dit, les principes, quand il s'agit de les traiter à travers les hommes politiques, cela laisse quand même un certain flou. Nous avions remarqué que les missions Homo s'attaquaient très rarement aux personnages importants, aux grands chefs du FLN par exemple. On avait à traiter des trafiquants d'armes, ou les seconds couteaux du FLN. On a donc fini par penser qu'il y avait une ambiguïté dans cette affaire, que le gouvernement français gardait au frais certains personnages pour en faire des gens avec qui discuter.

Quant à Vergès et Oussedik, c'est vrai qu'on avait monté une action contre eux, on leur avait d'ailleurs envoyé la lettre préparatoire d'avertissement transmise par le secrétariat du service. Ils ont pu y lire : « Compte tenu de votre attitude dans le conflit actuel et de votre attitude antifrançaise, vous risquez l'application d'une mesure définitive. » Ce n'était pas signé. Et les avocats savaient très bien de qui il s'agissait. Concernant Vergès, l'affaire ne s'est pas faite pour des raisons techniques qui ont foiré : une panne de voiture. Il faut dire qu'on n'était pas très riche et qu'on n'avait pas un matériel performant. Si elle avait démarré, on risquait de perdre Mes Vergès et Oussedik.

J'étais un militaire qui avait un ordre à exécuter. On peut refuser un ordre si par exemple l'action est impossible, ou si elle risque d'apporter des désagréments très importants. On peut refuser si l'affaire met en danger la vie d'autres personnes qui ne sont pas concernées. Ce que ne peut pas faire un pilote de bombardier. À ma connaissance, cela ne s'est jamais produit dans ce genre d'affaire.

L'Algérie vers l'indépendance

Nous avons subi une dégradation dans l'attitude du général de Gaulle, qui avait fait des promesses que vous connaissez et qui progressivement a, comme on dit, viré sa cuti. Après le discours du 16 septembre 1959, on a pratiquement abouti à la préparation de l'indépendance de l'Algérie. Pourtant, les choses étaient claires en mai 1958 dès la prise de pouvoir du général de Gaulle.

Au moment où de Gaulle avait mis le marché en main à Coty (« C'est moi ou les parachutistes »), j'ai été chargé, par ma centrale de Paris, de contacter le général Marcel Descour à Lyon, et le général Roger Miquel à Toulouse pour les informer : « Et si vous avez besoin du service Action, nous avons des réservistes à votre disposition. » Donc on prévoyait une possibilité de guerre civile lors de laquelle le service Action pouvait intervenir. Lequel service Action, d'ailleurs, avait gardé la Boisserie [propriété du général de Gaulle, à Colombey-les-Deux-Églises (Haute-Marne)], bien avant le 13 mai.

L'évolution du général de Gaulle s'est d'abord traduite dans les missions qu'on nous donnait. Au moment où on préparait les accords d'Évian, on nous a demandé à nous, service Action, de monter en France à Paris, et à Alger, une troisième force algérienne qui serait capable de résister au FLN dans le cadre des accords d'Évian. Le

général de Gaulle souhaitait avoir un autre interlocuteur pour contrer la toute-puissance du FLN. En même temps, il avait demandé à M. Alain Peyrefitte [alors secrétaire à l'Information] de préparer l'opinion à la partition. Finalement, il a abandonné cette idée de partition.

Nous, nous avons monté ce Front algérien d'action démocratique avec des méthodes terroristes, parce qu'on nous a ordonné : « Vous faites comme le FLN. » Autrement dit, des assassinats ont été commis dans le milieu algérien, en France et à Alger. Un journal, *La Voix du travailleur algérien*, était distribué dans les banlieues où les Algériens étaient nombreux. L'affaire allait très loin, puisqu'on avait même préparé un gouvernement en exil qui se serait installé soit à Abidjan, soit à Brazzaville. Là encore, la personnalité de M. Foccart intervient… On a également parachuté des armes à ceux qui sévissaient en Algérie contre le FLN. Au bout de quelques mois, le général de Gaulle nous a ordonné d'arrêter l'affaire et on a carrément laissé tomber tous ceux que nous avions manipulés dans cette aventure. Cela a été abominable.

À l'époque, la police avait des ordres et, pour avoir de bons contacts avec le FLN, elle a dénoncé les Harkis agents du Front algérien d'action démocratique. À Alger, la plupart des agents ont été égorgés. À Paris, ils ont eu plus de chance : la plupart s'en sont sortis et sont rentrés dans le rang. La volonté du pouvoir de changer les choses variait progressivement. Après cette aventure de la troisième force algérienne, les accords d'Évian sont arrivés : il n'y avait plus d'autres interlocuteurs que le FLN. Puis ce fut le cessez-le-feu, la trêve générale en Algérie, qui nous a particulièrement ulcérés. On avait fait de nous des assassins, non pas parce qu'on avait détruit des gens du FLN, mais parce qu'on nous avait obligés à laisser tomber nos

partisans. Tous ceux qui nous avaient servis dans cette aventure ont été abandonnés !

Le putsch

Ces événements ont provoqué un très fort mécontentement de l'armée en Algérie, qui s'est manifesté d'abord avec les barricades d'Alger en janvier 1960, puis avec le putsch [en avril 1961]. Je parle de l'armée qui allait au charbon, car en Algérie il y en avait alors deux : une qui faisait la guerre, l'autre qui touchait sa solde. Cette armée qui allait au charbon ne comprenait plus pourquoi on faisait tuer des gens, alors qu'on savait que l'indépendance arrivait. Ce mécontentement de nos camarades d'Algérie, on l'a partagé. On était très près d'eux, on se connaissait tous, on avait déjà été en Indochine ensemble, on avait déjà suivi l'abandon de l'Indochine, et on s'était dit : « On ne fera plus jamais ça. » Et là, il nous arrivait un truc encore pire : on abandonnait des populations qui, là, étaient sur un territoire et dans un département français. Nous avons connu une rupture flagrante entre certains éléments de l'armée et le reste qui a obtempéré.

Moi, je fais partie de ceux qui n'ont pas obéi. Parce que c'était monstrueux de laisser les Algériens et les pieds-noirs se faire égorger par le FLN, ou de rapatrier tout ce beau monde en France – l'histoire de la valise et du cercueil. [Lors de l'indépendance de l'Algérie, les Européens « pieds-noirs » auraient eu à choisir entre l'exil ou la mort, entre « la valise ou le cercueil ».] C'était impensable dans un pays convenable. Et la France, à notre avis, cessait d'être un pays convenable. Trahison, forfaiture, c'est le moins qu'on puisse dire : on a eu vraiment l'impression d'être carrément désavoués. Comme en

Indochine, on s'était justement axé sur cette survivance de la grandeur française, et puis là on est tombé des nues, parce qu'on est arrivé à l'inverse. La France n'était plus la France, elle perdait son territoire, son pétrole, ses nationaux et l'armée avait été cassée, pour nous c'était une catastrophe dont on ne s'est jamais remis.

La meilleure définition de De Gaulle a été donnée par le général Weygand – il faut dire qu'ils ne s'aimaient pas beaucoup : « C'est un militaire, pas un soldat. C'est un catholique, pas un chrétien. Et vous verrez bientôt que c'est un illusionniste criminel. » Je partage ce point de vue.

Assassiner le général de Gaulle, j'y ai pensé ! C'est d'ailleurs ce qui m'a provoqué des ennuis, parce que certains ont imaginé que si je m'occupais de ce problème, compte tenu des techniques acquises au service Action et de nos moyens, le complot risquait de réussir… Alors on m'a mis à l'abri : j'ai passé trois mois à Fresnes et j'ai été viré de l'armée un an après.

---

1. Voir le témoignage de Bob Maloubier, p. 66-68.
2. Voir son témoignage, pp. 111-112.
3. Constantin Melnik, *La mort était leur mission,* Plon, 1995.
4. Voir également le témoignage de Bob Maloubier, pp. 66-68.
5. *Pierre Genève* (pseud.), *La Main rouge*, éditions N.S., 1960.
6. Voir son témoignage, pp. 105-114.
7. Voir son témoignage, pp. 101-104.

Jacques VERGÈS

« Mon confrère, Me Amokrane Ould Aoudia, a été tué par les services spéciaux français. »

Français libre et gaulliste, militant anticolonialiste et membre du collectif des avocats du FLN, Jacques Vergès (1925-2013) sera inscrit par la Main rouge – un paravent du service Action du SDECE – sur une liste d'hommes à abattre. Il ne devra la vie qu'à une panne de voiture !

« Nous étions une dizaine d'avocats, consacrant la plus grande partie de notre temps à la défense des prisonniers du FLN, nombreux en France et en Algérie. Une cinquantaine d'autres collègues gravitaient autour de nous. On recevait régulièrement des menaces. On plaidait non seulement en France, mais aussi en Algérie où l'atmosphère était extrêmement tendue. Dans l'Hexagone, nous avons eu un confrère tué par les services spéciaux, maître Amokrane Ould Aoudia.

Nous nous sommes réunis un soir pour un repas au cours duquel nous allions discuter de notre stratégie pour plaider, le lendemain,

devant le tribunal correctionnel pour l'Union générale des étudiants algériens. Ould Aoudia doit participer à cette réunion. Elle a lieu sans lui puisqu'il n'arrive pas et, le lendemain aux aurores, sa femme enceinte, morte d'inquiétude, descend téléphoner à un confrère, du bistrot qui vient d'ouvrir en bas. Elle lui demande : « Mais pourquoi Amokrane n'est-il pas rentré hier ? » Et Oussedik s'étonne : « Mais il n'est pas venu ? ! » Il prend un taxi, se rend au 10 rue Saint-Bar, à l'adresse du cabinet de Ould Aoudia et, là, il croise la voiture de police qui emporte le cadavre à la morgue.

Nous-mêmes, six ou sept membres du groupe, les plus connus, recevons le lendemain une lettre très brève, très éloquente : « Toi aussi. » Et un numéro. Il n'y a pas de numéro 1, le numéro 2 c'est moi, puis cela va jusqu'à 7 ! Le lendemain, on porte plainte, signalant la lettre à la police et aux bâtonniers. Et nous obtenons un port d'arme. Un livre est paru en Suisse, titré *La Main rouge*[1] où, au nom de cette prétendue organisation, on raconte comment on a tué Ould Aoudia.

Après sa parution, Jacques Foccart téléphone à un ami commun, lui affirmant : « Je suis bouleversé, indigné, fou de colère, toute cette histoire est inventée. Cela a été mijoté à Matignon et pour faire bien on met en cause le Général et moi qui ait mauvaise réputation. » Cet ami lui répond : « Plutôt que de me raconter ça, téléphonez tout de suite à Vergès. » Et je reçois un appel de Foccart qui me dit : « Nous n'avons pas les mêmes opinions sur beaucoup de problèmes, mais sachez que le Général n'aurait jamais donné l'ordre d'abattre un ancien de la France libre. Et vous le savez parfaitement vous-même, puisqu'après le procès des poseuses de bombes à Alger, il vous a écrit pour vous dire que votre éloquente sincérité ne peut laisser personne indifférent. Et, dans un post-scriptum, vous assurer de son fidèle souvenir. »

Le commandant Muelle[2] ne parle pas de Grossin, le patron du SDECE, ni de Foccart, uniquement de Michel Debré. Il affirme : « J'ai reçu l'ordre du Premier ministre. » Et il ne précise pas que Vergès était un cas à part. Un avocat algérien à Paris, c'est un avocat français. Sauf pour le SDECE, qui distinguait les Algériens de souche, comme on disait, des anciens de la France libre. Muelle, après Ould Aoudia, s'apprêtait à me régler mon compte. J'étais sur sa liste et un problème de voiture m'a sauvé ! On ne sait pas qui a assassiné Ould Aoudia. C'était peut-être l'œuvre des ultras. Naïvement, nous ne pouvions pas supposer que l'État français était engagé dans cette opération à Paris. Nous n'imaginions pas que Matignon, en tout cas une partie de ses membres, était prêt à assassiner.

« C'est dangereux dans une démocratie »

Puis quand nous apprenons que c'est le commandant Muelle, lui-même, qui s'en vante, nous déclarons : « Il y a des gens dont les crimes sont imprescriptibles, qui relèvent des tribunaux… » Mais on ne peut pas poursuivre M. Muelle pour ce qu'il a fait à l'époque, à cause de l'amnistie. Aujourd'hui, Muelle parle, il n'est pas question d'épargner Vergès, puisqu'il parle d'un attentat prévu contre moi qui a échoué.

C'est dangereux dans une démocratie. On donne des leçons à l'univers entier. Personne n'échappe, hors d'Europe et des États-Unis, à nos leçons. Or, la patrie des droits de l'homme, possède son service Action pour les opérations inavouables. Mais il faut voir l'affaire dans son ensemble. L'officier qui a torturé [Paul Aussaresses[3]], je ne le

défends pas, mais il a agi sous le contrôle d'un gouvernement de front républicain. Et quand je vois les amis de M. François Mitterrand traiter ces gens de tortionnaires, c'est le proxénète qui traite de pute la fille qu'il a mise sur le trottoir ! Robert Lacoste, ministre résident à Alger, est un ancien résistant. Un socialiste. Il couvre cela… Jacques Massu, général, est un ancien de la France libre. Il couvre cela… Et Monsieur Mitterrand, qui est socialiste, couvre cela aussi ! Et il ne faut que le commandant Muelle pour manger le morceau.

Les vendeurs d'armes au profit du FLN étaient souvent des Allemands. Ce n'est pas pour autant qu'on avait le droit de les flinguer plus que des Français. Quand on connaît un trafiquant d'armes, on peut le poursuivre. Et son procès est beaucoup plus pédagogique pour l'opinion que son assassinat clandestin. Là encore, la solution de facilité entraîne des résultats profondément négatifs.

---

1. *Pierre Genève* (pseud.), *La Main rouge*, éditions N.S., 1960.
2. Voir son témoignage, pp. 95-96.
3. Voir également son témoignage, pp. 81-84.

Constantin MELNIK

« J'étais inexpérimenté, les services se méfient des bavardages des hommes politiques… »

Chargé de la coordination des services de renseignement au cabinet du Premier ministre, Michel Debré, durant la guerre d'Algérie, ses origines russes lui valurent le sobriquet de « SDECE tartare ». Né en 1927, Constantin Melnik demeure un témoin unique des relations à cette époque entre le pouvoir politique et les services, dont il juge aujourd'hui sévèrement les actions.

« Nommé, en septembre 1957, directeur du SDECE par le gouvernement de Guy Mollet en pleine décomposition de la IV^{e} République et en pleine escalade de la guerre en Algérie, le général Paul Grossin était une personnalité d'exception. Républicain, socialiste et franc-maçon, il avait été le conseiller politique et le chef de la maison militaire du président Vincent Auriol pendant toute la guerre d'Indochine, puis chef du cabinet militaire du président du Conseil Guy Mollet durant l'expédition de Suez. Lorsqu'il arrive au pouvoir en juin 1958, le général de Gaulle le maintient à son poste. Il

le convoque et lui donne des directives générales assez vagues, qui visent à affaiblir la rébellion pour mieux négocier avec elle en position de force. Il lui demande de lutter contre le trafic d'armes pour priver les Algériens de l'armement qui leur parvenait de l'extérieur. Le général Grossin reçoit aussi comme instruction de suivre la lutte entre les deux blocs, l'URSS et les USA, et de s'intéresser particulièrement au tiers-monde. De Gaulle lui explique que sa politique est celle d'un non-alignement sur les deux blocs. Le général Grossin sort de là les mains vides, avec une tâche absolument gigantesque, mais sans les moyens pour la réaliser.

C'est lui qui, s'appuyant sur les directives générales du général de Gaulle, donnait les ordres à ses propres services. Il faisait sa tambouille tout seul. Si une opération aboutissait à des résultats et qu'il n'était pas désavoué par le général de Gaulle, il estimait qu'il était sur la bonne voie et continuait.

Devenu Premier ministre en janvier 1959, Michel Debré était un homme d'État d'une stature extraordinaire. Un réformateur tous azimuts. Mais il ne comprenait pas les services secrets et ne leur donnait pas de directives précises.

Quant à moi, s'il fallait définir mon rôle réel à Matignon, je dirais que je m'occupais moins du renseignement procuré par le SDECE que du maintien en métropole de l'ordre républicain face aux terrorismes de tous bords et à la sidérante panique d'un gouvernement gaulliste, terrifié à l'idée qu'on puisse venir lui demander des comptes, en raison de sa trahison du mythe nocif de « l'Algérie française ». Cette recherche de la défense de la légalité démocratique par les responsables radico-socialistes de la sécurité, héritée de la IV^{e} République, était plus proche de la politique de l'admirable garde des Sceaux, Edmond Michelet, que du culte de la violence entretenu

par le préfet de police de Paris, Maurice Papon, soutenu, lui, par l'Élysée et Michel Debré.

Jacques Foccart

Je n'ai pas beaucoup aimé Jacques Foccart, que j'ai rencontré pendant les complots du 13 mai 1958 autour du Général. L'homme m'apparaît un peu terne. Son expérience était de deux ordres : d'une part, il avait dirigé le service d'ordre du Rassemblement du peuple français (RPF) et il insistait beaucoup pour la création d'un Service d'action civique (SAC) pour défendre le Général, en réalité pour replacer tous ces bras cassés du gaullisme ! D'autre part, il s'intéressait essentiellement à l'Afrique, un continent que je ne connaissais absolument pas, mais que je voyais, sous son égide, s'enfoncer dans un néocolonialisme que je ne pouvais que déplorer eu égard à ma formation par Raymond Aron et par les plus grands instituts de recherche stratégique des États-Unis dans lesquels il m'avait introduit.

Foccart, lui, n'avait pas de connaissance spécifique de l'URSS, ni des USA. Malgré notre absence de sympathie mutuelle, une sorte de pacte s'était établi : je ne m'occuperai jamais de son Afrique. C'était en outre un réserviste du service Action. Il était ainsi très porté sur des choses qui ne me paraissent pas correspondre à la mission véritable d'un service de renseignement, qui doit notamment rester un outil de connaissance. Lors du 13 mai, il avait ainsi poussé des éléments du 11^{e} Choc à prendre position contre la République en Corse, ce qui, moi, vieux radical-socialiste, ne me plaisait pas du tout.

Mes rapports réels avec le SDECE

Je n'ai jamais fait partie des services secrets, ni encore moins participé à l'une de leurs opérations. Mon rôle était simplement de recevoir les documents émanant du renseignement. Toutes les quatre heures, un garde républicain se présentait à mon bureau pour m'apporter une liasse de documents venant du SDECE, de la DST – dont le Général avait curieusement épuré son compagnon Roger Wybot, l'ancien directeur du contre-espionnage du BCRA à Londres –, ou encore des Renseignements généraux (RG) dirigés par Jean-Émile Vié, que de Gaulle avait maintenu à son poste. Je sélectionnais les pièces les plus intéressantes que je remettais tous les soirs à Michel Debré.

Concernant le SDECE, mon rôle était de relayer les directives générales du général de Gaulle, qui m'étaient transmises par Michel Debré, et que je confirmais au général Grossin. Je recevais en retour les résultats obtenus, sous forme de fiches semestrielles disant : « X bateaux ont été arraisonnés, X fusils-mitrailleurs et tant de carabines saisis. » Ces fiches ne me donnaient aucune indication opérationnelle. On m'indiquait juste les résultats obtenus, sans évoquer les moyens par lesquels on y était parvenu. J'avais 35 ans, j'étais inexpérimenté, les services se méfient des bavardages des hommes politiques… Je n'ai véritablement appris comment fonctionnaient les services secrets qu'après Matignon.

La non-réforme des services

Là réside l'un des mystères du Général : il a réformé l'ensemble de la France, rétabli sa souveraineté, créé des bases de prospérité

économique et des institutions pérennes, son œuvre est gigantesque. Le seul domaine qu'il n'a pas réformé, Michel Debré non plus, ce sont les services secrets. Le général Grossin est envoyé à la retraite, remplacé par des généraux falots dont je ne veux pas citer les noms, puis le service tombe sous la coupe de Foccart et se tourne entièrement vers la néocolonisation de l'Afrique.

C'est ainsi que naît la Françafrique, où se mélangent hommes d'affaires comme Foccart, services secrets, chefs d'État plus ou moins corrompus, chefs d'État très sympathiques et très bien… De Gaulle, pour des raisons multiples – grand visionnaire, militaire un peu du XIXe siècle et contemporain de la poussée nazie en Europe –, a vu Hitler s'emparer de l'Autriche grâce à ses services et avait tendance à les considérer comme un moyen d'influence. Sur le terrain, en Afrique, Foccart était absolument unique, un expert fantastique mais objectivement néfaste. Il faut se référer aux Mémoires de Foccart[1] que je n'ai pas tellement lues parce qu'il y dit beaucoup de mal de moi…

Pompidou et le SDECE

Le 14 avril 1962, Michel Debré est remplacé par Georges Pompidou. Or, le nouveau Premier ministre affiche vis-à-vis des services secrets une attitude de mépris absolu. Quelques années avant la nomination de Pompidou, le général Grossin avait souhaité obtenir du Quai d'Orsay des postes suffisamment importants dans les ambassades pour y exercer le travail de renseignement, participer à des réceptions, avoir des contacts intelligents, recruter éventuellement des agents… Cela n'a pas été possible et le général Grossin a souhaité se tourner vers le milieu bancaire. Il se trouve que

Pompidou, avant de devenir le directeur de cabinet du général de Gaulle à Matignon, était directeur de la Banque Rothschild. Le général Grossin lui demande donc un rendez-vous et nous nous rendons ensemble à la Banque Rothschild. Pompidou écoute le général Grossin et lui réplique : « Mes banquiers n'ont rien à faire de votre bande d'adjudants alcooliques et d'intellectuels ratés ! » C'est resté gravé dans ma mémoire ! Mais Pompidou se trompait, il existe des gens tout à fait remarquables dans les services secrets.

La guerre froide

Il faut comprendre une chose qui va en choquer beaucoup ! Au-delà des opérations Georges Pâques et Farewell, étant donné les services défaillants que j'ai décrits, la France n'a pas « livré » la guerre froide. Il n'y avait pas de pression des services russes sur les Français ; pour des raisons évidentes, c'est que Paris était un paradis pour eux : les Soviétiques se servaient de la capitale comme d'un lieu de rencontre. Quand ils avaient un agent d'importance à Washington ou à New Delhi, ils le rencontraient dans notre capitale. La DST comptait 700 hommes quand j'étais à Matignon. À l'ambassade soviétique, ils étaient 100. Dans ces conditions, vous ne pouvez pas organiser une filature, techniquement vous ne pouvez rien faire.

Les écoutes téléphoniques

J'ai réorganisé les écoutes téléphoniques qui existaient depuis toujours. Du préfet de police au directeur des RG en passant par le

SDECE, tout le monde écoutait. L'absence de coordination était absolue, ils auraient pu s'écouter entre eux ! À la demande de Michel Debré, j'ai donc créé un centre unique, pour que tous les services qui écoutent soient rassemblés dans un même lieu. De plus, conformément à mon idée de la légalité républicaine, les ministres ont pris leurs responsabilités. Autrefois, les écoutes étaient sauvages, le préfet de police espionnait qui il voulait quand il voulait. Désormais, aucune écoute n'était plus possible sans la signature du ministre la demandant. Au nombre de 600 – contre 6 000 aujourd'hui ! –, les écoutes permirent, entre autres, d'étouffer dans l'œuf le « complot de Paris », destiné à soutenir en métropole le putsch des généraux d'Alger, en avril 1961.

La Main rouge[2]

À partir du 6 février 1956, après les tomates qu'a reçues le pauvre Guy Mollet qui voulait conduire une politique libérale en Algérie, l'ascension de la violence culmine avec la bataille d'Alger, en 1957. Le gouvernement de la IV^{e} République se tourne alors vers ses services secrets qui dormaient d'un sommeil profond, en leur demandant de « participer à la guerre ». Inventifs, les services répondent : « Effectivement, nous pouvons nous attaquer au ravitaillement en armes du FLN et, pour cela, inventer une organisation imaginaire qui s'appellerait la Main rouge en lui attribuant nos actions éventuelles. » L'intoxication a marché admirablement parce que la Main rouge reste un mythe vivace, auquel on attribue tous les meurtres durant la guerre d'Algérie.

Pendant la bataille d'Alger naît l'idée qu'on a le droit de tuer. Ça, c'est bon pour James Bond : le « permis de tuer » est la solution du

faible. La théorie, mise au point par la IVe République, voulait que le trafiquant d'armes soit tué parce qu'il vendait des armes. Or, il est beaucoup plus simple et humain d'essayer de recruter un agent dans l'entourage du trafiquant d'armes, de lui donner de l'argent, d'obtenir de lui le nom du fournisseur et du bateau, d'arraisonner le navire et de saisir les armes. On fait ainsi perdre de l'argent au trafiquant d'armes et au FLN.

Malgré la mythologie qui m'entoure et le détestable surnom raciste de « SDECE tartare », je suis resté extrêmement loin des opérations que le service Action appelait « Homo » et le grand public « Main rouge ». Je pense qu'il y a eu malheureusement un dérapage sous la Ve République. On est parti de l'idée que le trafiquant d'armes pouvait être éliminé et, de là, que l'on pouvait assassiner tout dirigeant politique ou soutien musulman de la « rébellion ». Mais à quel niveau s'est produit ce dérapage ? Pas au mien. L'hypothèse que je retiens, c'est qu'il est le plus souvent dû à des éléments non contrôlés.

J'ai l'impression, tout à fait personnelle, que le général Grossin, avec qui j'en ai parlé après la fin de la guerre, a voulu couvrir certains de ses éléments. Il avait besoin de ces parachutistes horriblement dangereux, qui auraient pu retourner leur science contre le général de Gaulle. Grossin a le grand mérite d'avoir maintenu la discipline au sein du SDECE qui, ainsi, n'a pas basculé du côté de l'Organisation armée secrète (OAS).

Négociations secrètes avec le FLN

Pour conclure, j'estime que, même en temps de guerre, les services secrets ont pour vocation d'être avant tout une arme de paix.

Ma seule et unique intervention auprès du SDECE date ainsi du 5 novembre 1960. La veille au soir, le général de Gaulle avait envisagé, dans l'une de ses superbes interventions télévisées, la possibilité d'une « République algérienne ». Dès le lendemain matin, je téléphonais au général Grossin. Connaissait-il un moyen d'établir le contact avec les dirigeants nationalistes algériens qui nous combattaient d'une inflexible ardeur ? À ma grande satisfaction, Grossin me répondit par l'affirmative.

Sans jamais en parler à personne, et surtout pas à Jacques Foccart, ni aux parachutistes exaltés de son propre service Action, il avait fait affecter à son cabinet personnel un résistant socialiste, issu de la mouvance de Pierre Brossolette : Jacques Locquin. Tout en s'occupant, à ses côtés, de mineures questions de presse, Locquin passait ses après-midi à l'extérieur de la Centrale. Sous une fausse identité de producteur de télévision d'État, il avait tissé des relations amicales avec deux journalistes de gauche comme lui, Albert-Paul Lentin du *Nouvel Observateur* et l'éminent reporter suisse Charles-Henri Favrod. Tous deux étaient très proches des plus hauts dirigeants du FLN. Toutefois, s'ils reconnaissaient la légitimité et la nécessité de l'indépendance de la souffrante Algérie, ils n'étaient animés par aucune dérive politique ou émotionnelle.

Dans ces conditions, Grossin se proposa d'autoriser Locquin à leur dévoiler son appartenance aux services secrets français. Muni d'une accréditation que je rédigeais, notre émissaire devait demander à ses amis journalistes s'ils acceptaient de porter une proposition aussi officielle que concrète à leurs contacts du FLN. Maintenant que le général de Gaulle avait publiquement évoqué une « République algérienne », était-il envisageable pour le FLN d'entamer des négociations avec lui ? La réponse de Lentin et Favrod fut aussi affirmative qu'enthousiaste. Et c'est leur démarche qui aboutit en fin

de compte, après une approbation, dès le mois de décembre, du principe de négociations par le Congrès du FLN à Tripoli (Libye), au cessez-le-feu et aux accords signés à Évian.

Bien entendu, le rôle du général Grossin et le mien se sont limités à ces préliminaires. Dès l'accord donné à Jacques Locquin par Lentin et Favrod, le dossier sur l'amorce de négociations fut transmis au général de Gaulle par un Michel Debré ainsi mis au pied du mur, malgré son attachement personnel à une Algérie aussi française que possible. Aidé par la diplomatie suisse, puis par son ancien directeur de cabinet, Georges Pompidou, et enfin par le ministre des Affaires algériennes, Louis Joxe, c'est le chef de la France libre en personne qui s'attellera désormais à la conclusion d'une paix conforme au sens de l'Histoire.

Une évidence s'impose néanmoins : la fin de cette guerre sanglante aurait été beaucoup plus rapide si le nouveau pouvoir de la V^{e} République avait, dès sa naissance, ordonné à ses services secrets de se mobiliser, d'une manière bien sûr totalement clandestine, afin de faire aboutir au plus vite une solution pacifique de l'autre côté de la Méditerranée. Tournant résolument le dos aux terrifiantes tortures et exécutions sommaires de la bataille d'Alger de 1957, la France rénovée du général de Gaulle aurait pu alors, après l'appel à la « paix des braves » en 1958, et la reconnaissance du droit à « l'autodétermination » l'année suivante, bâtir peut-être un édifice plus stable et honorable que la frêle et purement théorique construction juridique mise sur pied à Évian, le 14 mars 1962.

---

1. Voir notamment *Foccart parle*, Fayard-Jeune Afrique, 1995 et 1997.
2. Voir également le témoignage de Raymond Muelle, pp. 92-96.

Alain JUILLET

« On ne peut pas comprendre l'histoire des services français jusqu'à aujourd'hui, si on ne tient pas compte du combat quasi permanent entre socialistes et gaullistes. »

Officier du service Action du SDECE au début de sa carrière, passé ensuite par nombre d'entreprises privées tout en demeurant « honorable correspondant » des services secrets, avant de revenir à la DGSE en 2002 comme directeur du renseignement, Alain Juillet, né en 1942, est un expert de la raison d'État. Il connaît comme peu de monde l'intérêt du renseignement économique.

« J'ai connu le comte de Marenches [légendaire patron du SDECE entre 1970 et 1981] quand j'avais 7 ou 8 ans. Je me souviens avoir passé un week-end dans son Château des Rotoirs (Eure) avec mes parents et mon oncle Pierre Juillet, qui était son grand copain. Il avait été charmant, mais ce qui m'avait surtout marqué, c'était son majordome qui, avec sa veste à rayures, était habillé comme Nestor

dans *Tintin* ! J'étais fasciné ! Quand il a été nommé au SDECE et que j'ai eu l'honneur et le plaisir de travailler pour lui, il était toujours pareil. Il n'avait plus de majordome, mais il avait conservé son panache et ses armoiries. Quand il recevait dans son bureau, il amenait les gens devant une grande carte, et leur faisait un cours de géopolitique d'une demi-heure. Ensuite, il leur offrait le thé… dans un service à ses armes. Il était très organisé, avec l'intelligence de savoir déléguer, et connaissait le monde entier. Globalement, c'était un bon chef de service. On l'oublie toujours mais, en 1981, Mitterrand voulait le garder ! C'est Marenches qui a refusé, car il ne voulait pas entendre parler de ministres communistes au SDECE. C'était un anticommuniste forcené.

PIERRE MESSMER

Le 11 Juin 1970

Monsieur le Président de la République,
il ne m'a pas été possible, pendant le dîner auquel vous m'aviez fait l'honneur de m'inviter, de vous dire quelques mots au sujet du SDECE.
Je crois savoir qu'il est prévu d'en renouveler la direction : ce renouvellement est nécessaire.
Plusieurs expériences font penser qu'un général n'est pas, habituellement, un bon directeur d'une telle "maison". Il serait facile de montrer pourquoi. Pour d'autres raisons, je crains qu'un fonctionnaire civil ne réussisse pas mieux.
Un homme que vous connaissez et que je connais aussi me semble avoir les qualités souhaitables : c'est Alexandre de Marenches.

Lettre de Pierre Messmer au nouveau président de la République Georges Pompidou, datée du 11 juin 1970.

Le futur Premier ministre y propose la nomination d'Alexandre de Marenches au SDECE, définissant ainsi le profil idéal du prochain directeur des services secrets : « Soucieux seulement des affaires extérieures, loyal, indépendant de toute hiérarchie politique, militaire ou administrative. » Tout est dit…
Archives des auteurs.

Il est passionné de politique étrangère et il a, dans ce domaine, une clarté de vues que je ne connais à personne d'autre. Il est indifférent à la politique intérieure, ce qui est une rare vertu au S.D.E.C.E !

Il est enfin, pour son chef, d'une fidélité dont témoigne son attachement, jusqu'à la mort, au Maréchal Juin.

Si vous décidez de donner au SDECE un directeur soucieux seulement des affaires extérieures, loyal, indépendant de toute hiérarchie politique, militaire ou administrative, Alexandre de Marenches est le meilleur que vous puissiez nommer.

Voilà, Monsieur le Président de la République, ce que je voulais vous dire.

En m'excusant d'avoir trop longtemps retenu votre attention, je vous demande d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de mes sentiments respectueux.

P. Messmer

Entrée au service Action

Officier au 1er régiment des chasseurs parachutistes à Pau, j'ai demandé en 1964 à entrer au SDECE. J'ai été affecté au service Action et j'ai rejoint le camp de Cercottes, avec l'aide de mon oncle, fort bien placé au cœur de l'État, auprès de Georges Pompidou. [Pierre Juillet (1921-1999), résistant, rejoint le RPF en 1947 et sera gaulliste toute sa vie. Chef de cabinet d'André Malraux en 1958, il forme ensuite avec Marie-France Garaud un redoutable duo de conseillers de Georges Pompidou qui, au-delà de leur amitié, le considère selon ses propres termes comme sa « conscience politique ».]

À l'époque les services n'étaient pas très bien vus dans l'armée de terre : le 11e Choc avait été dissous, les nageurs de combat avaient connu des problèmes, séquelles de la division de l'armée autour de la guerre d'Algérie. Des officiers avaient basculé dans l'OAS, tandis que d'autres avaient été mêlés à des opérations anti-OAS, en France ou à l'étranger, en dépit de la politique définie par le chef du service, l'excellent général Grossin.

Quand je suis arrivé, un officier de la sécurité militaire se trouvait parmi nous, au service Action, pour écouter tout ce qu'on pouvait raconter, de jour comme de nuit. On était sous haute surveillance. On ne peut pas comprendre l'histoire des services français jusqu'à aujourd'hui, si on ne tient pas compte du combat quasi permanent entre socialistes et gaullistes – certains vous diront entre le Grand Orient et les autres obédiences, mais c'est une autre affaire… ; chaque clan ayant dominé l'autre selon les chefs et les époques. Les guerres internes ou les règlements de comptes ont été régulièrement inspirés par cette rivalité depuis l'époque du BCRA. Le retour du

Général en 1958 a entraîné celui des gaullistes, dont Alexandre de Marenches, indiscutable et indiscuté, était un pur produit.

Raison d'État

Le problème, c'est la raison d'État. En son nom, j'ai le droit de commettre un certain nombre d'actes. Est-ce que je peux le faire face à ma propre conscience et à ma propre morale ? C'est tout le problème. Vous pouvez être confronté à des situations où, dans beaucoup de cas de figure, vous vous trouvez complètement en dehors de la morale. Vous ne pouvez tenir dans la durée qu'à partir du moment où vous avez votre propre éthique, sur laquelle vous ne transigez pas. La règle morale essentielle, c'est la confiance absolue en celui qui vous commande. S'il vous donne un ordre, c'est parce que lui, qui en sait plus que vous, considère qu'il faut l'exécuter dans le cadre d'une mission donnée.

Je sais que ce que je suis en train de vous dire va très loin car, dans ce cadre, il n'y a qu'une limite, celle que vous vous fixez. Mais à partir du moment où vous êtes en train de vous battre contre des gens qui, sciemment, aident les ennemis de la France, ou font tuer des soldats français, je ne vois pas en quoi j'aurais le moindre scrupule. Si cela m'était arrivé, je ne vous le dirais pas. Si je n'ai jamais rien dévoilé à ma propre famille, ce n'est pas pour vous le dire aujourd'hui ! Mes enfants ont découvert dans la presse que j'avais travaillé au service, quand j'ai été nommé directeur du renseignement, en 2002. Ils se sont d'abord étranglés, puis quand ils m'ont interrogé, je leur ai simplement avoué : « Oui, c'est vrai… » Certains ont besoin de montrer à l'extérieur qu'ils font quelque chose,

de manière à exister. D'autres se satisfont largement de ce qu'ils ont fait eux-mêmes. Je fais partie de cette catégorie, je n'ai pas besoin de paraître !

L'affaire Ben Barka

L'affaire Ben Barka, en 1965, a été très mal vécue au SDECE, car elle a concerné au départ des informateurs du service 7, qui était connu pour être très efficace. Commandé par le colonel Marcel Leroy-Finville, ce département surveillait les échanges entre les étrangers et la France, par exemple quand une délégation étrangère arrivait sur le territoire… Il essayait d'obtenir des renseignements sur le sol national, dans un certain cadre, bien précis. Alors qu'on les voyait très souvent, personne ne parlait. N'oubliez pas que les services restent un univers très cloisonné, très difficile à comprendre pour ceux qui vivent dans un autre monde dans lequel on échange tout.

On s'est aperçu très vite que des gens de la préfecture de police (PP) étaient impliqués, puisque c'étaient deux officiers de police qui avaient embarqué Ben Barka… Personne ne savait, ni n'a su vraiment ce qui s'est passé. Cela a créé un vrai problème, non pas pour nous qui n'étions pas concernés, mais en raison de la mauvaise image qui avait été donnée du service. On commençait à peine à émerger de tous les problèmes liés à la guerre d'Algérie et, brutalement, on replongeait, alors que le renseignement, à l'exception du service 7, n'était pas dans le coup.

N'empêche que, comme les autres, on a payé les pots cassés. On a senti une reprise en main très nette de l'ensemble du service : le

directeur général a été limogé et les contrôles resserrés. Quant au service 7, il a été supprimé. Dans le renseignement, les changements ne vous sont jamais expliqués, et on ne vous demande pas votre avis. Si les chefs décident de supprimer tel service, on n'a pas à en connaître les raisons. Il ne faut jamais oublier que la règle du secret, c'est le « droit d'en savoir ». [Le « droit d'en savoir », plus connu sous la forme « besoin d'en connaître », est la notion de base de la gestion des affaires secrètes. L'habilitation à accéder à l'information classifiée – échelonnée de « Confidentiel » à « Très secret » – est délivrée par l'administration à telle ou telle personne, en fonction de son « besoin » pour exercer sa mission. C'est ainsi que les parlementaires, qui votent les lois et représentent le peuple, ne sont habilités, sauf exception, qu'au niveau « Confidentiel ».]

Je vais vous citer un exemple récent, avec Clearstream. [L'affaire dite « Clearstream », qui a éclaté en 2007, concerne des manipulations frauduleuses de fichiers bancaires visant une partie du personnel politique français, notamment à droite. Elle a fait long feu, mais a enraciné des haines durables au sein de la classe politique française, notamment entre Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin.] J'étais directeur du renseignement de la DGSE quand je me suis retrouvé pour la première réunion Clearstream dans un dîner avec Imad Lahoud, Philippe Rondot, Dominique Champtiaux [général, alors directeur des opérations de la DGSE]. Normalement mon équipe devait prendre le dossier en main. Le lendemain, le directeur général Pierre Brochand et son directeur de cabinet m'ont dit : « On prend le dossier, vous ne vous en occuperez plus. » Je n'ai plus posé aucune question jusqu'au jour où j'ai quitté la DGSE. Je n'avais pas à savoir. Et pourtant, ça m'intéressait ! L'officier traitant, qui a travaillé ensuite sur cette affaire, appartenait à mon service. Je ne lui ai jamais posé la moindre question… Le cloisonnement est une

nécessité dans ce métier pour se protéger. Moins vous en savez sur ce que font les autres et mieux vous vous portez. C'est une règle !

Pour qu'un service de renseignement marche bien, il faut que ses missions soient définies au cordeau. Si dans un service une dérive conduit à lancer quelque chose qui n'était ni prévu, ni autorisé, ni pensé, c'est qu'il y a dysfonctionnement. Il est donc tout à fait normal que, dans ce cas, les dirigeants et l'État interviennent… Un service de renseignement a pour vocation d'être le bras armé de la République, certes pas toujours très blanc. La contrepartie, c'est qu'il doit être absolument irréprochable. La femme de César doit être irréprochable. Si par idéologie, dogmatisme, folie, dérive, ou ce que vous voudrez, les gens se mettent à sortir de la mission définie, il faut être sans pitié.

L'affaire Markovic

Je n'ai pas connu l'affaire Markovic quand elle s'est produite en 1968, mais j'ai ensuite vu les dégâts qu'elle avait causés. Un jour, avec mon oncle, nous accompagnions le président Pompidou qui avait noté sur un petit carnet la liste des gens dont il disait « qu'ils lui avaient manqué »… Je ne l'ai pas vue, mais je sais qu'il y avait une dizaine de noms qu'il gardait sur lui tout le temps, prévenant : « Je ne veux pas oublier quand je les verrai. » Certains de ses amis politiques avaient tenté de le détruire, à travers sa femme, c'est clair et net. Pompidou, qui n'était pas encore président, en a énormément voulu au service. Il a considéré que c'était une manœuvre montée contre lui dans laquelle le service avait été mêlé par l'intermédiaire de la fameuse base Bison [également connue sous l'appellation « base Paris[1]], même

si ses responsables ont toujours dit que ce n'était pas vrai. Devenu président, il a d'abord exigé « de casser ce service ». Mais tous les pays du monde ont un service de renseignement ! Vous pouvez en changer les têtes ou modifier l'organisation, pas le supprimer. Cela n'est pas concevable. Ou alors il faudrait être une fleur bleue, d'une naïveté totale.

D'ailleurs, après avoir été élu, Pompidou n'a pas hésité à utiliser les services : formé par le général de Gaulle, il considérait le SDECE comme utile, indiscutablement, mais il s'en méfiait. Il a placé Marenches à la tête du service, parce qu'il en était absolument sûr et se disait qu'il avait le poids, la prestance et une réelle connaissance de nos alliés. Sa mission était d'imposer aux services de nouvelles règles du jeu qui soient claires, pour éviter toutes les dérives qu'on avait connues. Marenches rendait compte au Premier ministre et, au Palais de l'Élysée, à ceux qui étaient en charge de ce qu'on appelle les affaires réservées. Il voyait également Pompidou très régulièrement.

Doutes, soupçons et purges

[Si l'affaire Markovic a définitivement marqué la relation personnelle entre le SDECE et Georges Pompidou, que dire de l'affaire Ben Barka ? Ce cataclysme politique d'une ampleur que seule égalera celle de l'affaire Greenpeace, trente ans plus tard, conduira le général de Gaulle et son successeur Georges Pompidou à une ferme reprise en mains des services spéciaux. Alain Juillet évoque ici l'un des cadres dirigeants du SDECE apparus dans cette affaire, Marcel Leroy, dit Leroy-Finville, puis les conséquences de cette affaire sur le service.]

Marcel Leroy-Finville était un personnage flamboyant, un grand professionnel… Mais, dans un service, on ne peut pas douter de quelqu'un, ni prendre le moindre risque… S'il arrive une histoire, qui est peut-être un montage, automatiquement la personne doit partir même si c'est le meilleur. On ne doit pas chercher à comprendre. Quand vous connaissez les gens, que ce sont des amis, des gens que vous respectez, ça vous choque mais c'est la règle.

Dans cet environnement le soupçon est terrible. Contrairement à ce que les gens pensent, un officier de renseignement n'est pas un abruti total. C'est quelqu'un, en général, ayant un bon niveau intellectuel qui a fait des études supérieures, formé à réfléchir, analyser, trouver des solutions… S'il est retourné par l'ennemi, il est suffisamment intelligent pour ne pas se faire prendre. Dans ces conditions, il faut faire attention au moindre doute ! C'est la vie des gens qui est en jeu.

C'est exactement ce qui s'est passé en 1969 quand Marenches a pris la direction du SDECE. Pompidou voulait que le service redevienne un service aux ordres de l'État, qui ne sorte pas des instructions reçues. Le Président avait été très clair en ordonnant à Marenches : « Faites le ménage ! » Il s'est exécuté.

Il avait été convaincu par les accusations de Golitsyne[2] concernant des taupes françaises. Il a viré des officiers, des hauts responsables du service, en leur disant froidement : « Vous avez été soupçonnés dans le cadre de l'affaire Golitsyne… Vous quittez immédiatement le service. » Coupables ou pas, ils sont partis sans rien dire, car c'étaient des vieux de la vieille, ils connaissaient les règles. Ils n'ont d'ailleurs jamais raconté ce qui s'y est passé, puisque le silence est de rigueur pour votre vie entière.

La confiance n'est pas une option ! De Gaulle, à une époque, a voulu supprimer les nageurs de combat. Un certain nombre d'entre eux avait basculé. Je ne dis pas qu'ils étaient OAS, mais ils étaient pro-OAS. Ensuite, le Général a voulu supprimer le service Action, jugé pas assez dans l'esprit, ni dans la ligne gaulliste. C'est le colonel André Devigny, un héroïque compagnon de la Libération, nommé chef du service Action en 1965, qui a réussi à le convaincre, avec l'aide de toute l'équipe des gaullistes historiques, qu'il fallait maintenir le service, et qu'il s'en portait garant.

Devigny avait comme adjoint le plus grand officier de renseignement que j'aie connu, le commandant Alain de Marolles, de loin le meilleur d'entre nous. Tous ceux qui l'ont connu vous diront qu'aucun des officiers de renseignement français ne lui arrivait à la cheville, c'est toujours valable aujourd'hui ! Je crois que le général de Gaulle a toujours considéré les services comme absolument indispensables. J'ai tendance à croire que, pour lui, c'était un mal nécessaire. Il faut reconnaître que la guerre du renseignement n'est pas une guerre classique. Bien des officiers, parfaitement remarquables au sein de l'armée traditionnelle, vous diront que jamais ils ne pourraient faire ce métier-là !

Afrique et Françafrique

En Afrique, les réseaux du SDECE, ceux d'Elf-Aquitaine et de Jacques Foccart se croisaient dans tous les sens. Alors, évidemment, on avait un maillage africain qui était d'une grande efficacité. La Françafrique, c'étaient les affairistes qui vivaient essentiellement autour d'Elf. Le père Foccart – c'était un grand bonhomme – était propriétaire d'une belle affaire de représentation et d'import-export,

la Safiex. Il utilisait les bénéfices de cette entreprise pour inviter les chefs d'État africains et autres chez lui. Il ne demandait pas d'argent public. Vous en connaissez beaucoup qui font cela aujourd'hui ? Il n'a jamais fait fortune et il n'est pas mort riche, c'est le moins qu'on puisse dire. La vérité, c'est qu'auprès de certains chefs d'État, il fallait avoir des conseillers, des agents de renseignement.

Souvenez-vous du colonel Jean-Claude Mansion, officier de la DGSE, en Centrafrique ! Il a tenu le pays à bout de bras pendant longtemps… On a poussé des cris d'orfraie : « C'était un proconsul ! » Non, il permettait d'assurer la stabilité du pays, le temps que des élites se dégagent et puissent prendre le pouvoir dans une époque trouble. On sortait de la colonisation, les gens n'étaient pas préparés à la pure démocratie. Aujourd'hui encore, un certain nombre de pays africains éprouvent des difficultés pour y arriver. Ça vient, mais il faut du temps… et des amis qui les accompagnent.

---

1. Voir le témoignage de Jean-Charles Marchiani, pp. 357-358.
2. Voir le témoignage de Marcel Chalet, pp. 135-138.

III

GUERRIERS

Bloc contre bloc, la guerre froide

Les guerres ouvertes, leurs déchaînements de violence paroxystique, leurs montées aux extrêmes jusqu'à l'abjection, ne laissent aucune part au doute. Un soldat choisit son camp, s'y tient et souvent y meurt. Puis, généralement, un monde nouveau naît de ces sacrifices, une fois la paix revenue. Mais après la Seconde Guerre mondiale, les choses ne se sont pas passées de cette façon. Les vainqueurs se sont divisés. À l'est de ce que Winston Churchill appellera le Rideau de fer, l'URSS domine le monde communiste. À l'ouest, Washington se veut le chef de file du monde « libre ». Entre les deux va se dérouler une compétition inédite, une lutte idéologique pour la suprématie, chacun essayant de découvrir les intentions de l'autre. Les espions vont prospérer durant cette période que l'on appellera la guerre froide, qui ne se terminera qu'avec la chute du Mur de Berlin, en 1989, puis la disparition de l'URSS en 1991. Les combats se mènent avec la tête, c'est l'âge d'or du contre-espionnage.

Marcel Chalet nous raconte cette guerre psychologique à la recherche des « taupes » soviétiques, parfois imaginaires mais pas toujours ! De l'affaire Golitsyne à l'arrestation du Français Georges Pâques, il fut un chasseur d'espions de première classe. Mais le plus beau coup de la DST, inscrit en lettres d'or au frontispice des contre-espions, c'est l'affaire Farewell ! Un coup de maître que narrent avec gourmandise **Raymond Nart** et **Jacky Debain**, ses artisans français, as de la lutte contre les espions soviétiques. Le dossier Farewell s'est conclu à Paris par l'expulsion de 47 diplomates de l'ambassade russe : côté savoir-faire, la DST ne craignait personne ! Mais côté « faire savoir », c'est plus nuancé… Quelles qu'aient été les intentions du contre-espionnage, **Yves Bonnet** a provoqué le courroux du président de la République François Mitterrand en rendant public le dossier

Farewell en mars 1985. Alors directeur de la DST, il explique pourquoi il a agi ainsi. Nous sommes dans les années chaudes de la guerre froide. Pour la DGSE, les affaires se conduisent certes sur le Rideau de fer, mais aussi en Afrique, où **Dominique Fonvielle** assiste aux tâtonnements des premières interceptions électroniques massives… Mais les temps vont changer ! Sans que personne l'ait anticipé, le Mur de Berlin tombe et, avec lui, le monde en noir et blanc. À son tour nommé à la tête de la DST, **Jacques Fournet** y a vécu la période trouble de l'après-Mur, quand le monde s'ébrouait avant de trouver d'autres adversaires : le terrorisme et les nouveaux affrontements nord-sud. La guerre froide avait vécu et, avec elle, ses inconfortables certitudes !

Marcel CHALET

« Prévenir la nation contre des ingérences d'États étrangers, y compris dans leur forme la plus aiguë, l'espionnage. »

Huitième directeur de la DST, de 1975 à 1982, Marcel Chalet (1922-2011) restera dans l'Histoire comme l'organisateur de l'arrestation de l'espion prosoviétique Georges Pâques. En poste lors de l'emblématique affaire Farewell, il essuya les reproches de François Mitterrand, estimant que tout ne lui avait pas été dit sur les relations entre le contre-espionnage français et les services américains.

« Roger Wybot était un professionnel, dont les talents n'ont jamais été contestés. Un certain nombre de qualités le rendaient particulièrement apte à diriger un service tel que la DST. Il fallait de l'autorité, de l'audace et une personnalité qui sache s'imposer. Car, autour de nos affaires, il y avait toujours de multiples contradictions, en tout cas de multiples contradicteurs. Wybot était tout à fait capable de faire valoir ses vues avec le maximum de talent. Après la Libération, la DST se retrouve face à une tâche immense de détection et de poursuite de toutes les activités des agents ennemis – services

spéciaux de l'Allemagne, Abwehr et Gestapo – sur notre territoire pendant la guerre. Ainsi, d'après les chiffres de la DST, 9 886 agents de l'Axe ont été arrêtés, 1 102 condamnés à mort, dont 42 en zone libre en 1941 et 1942. C'est assez étonnant : des gens [agissant au profit de l'ennemi] ont été condamnés à mort par des tribunaux militaires, à Lyon par exemple, alors que la France était occupée dans le Nord. Je l'ai appris du colonel Paillole, le patron du 2e Bureau, il n'y a pas meilleure source en la matière. La liquidation des activités des services spéciaux de l'Axe mobilise une part considérable du personnel, cette situation perdurant environ jusqu'en 1947. Une année qui nous a vus nous tourner vers les services soviétiques.

La menace soviétique

Lorsque l'on est sorti de la période de liquidation des affaires de l'Occupation, la DST a été amenée à trouver sa voie. Nous avons cherché à définir, de façon aussi précise que possible, ce que serait notre domaine de travail. Nous devions prévenir la nation contre des ingérences d'États étrangers, y compris dans leur forme la plus aiguë, l'espionnage. Les fils conducteurs n'étaient pas très abondants, mais il s'en est présenté un certain nombre. L'intervention de la DST au camp de Beauregard, à la Celle-Saint-Cloud, devenu un centre de propagande soviétique, a été décidée en novembre 1947 sur instruction du gouvernement. Il s'agissait de frapper un grand coup pour faire comprendre aux autorités russes qu'on ne tolérerait pas davantage des intrusions devenues insupportables. Dans les heures qui ont suivi, le camp a été fermé, son personnel expulsé et la mission de rapatriement, elle-même, supprimée. Cette opération a été un signal très fort.

Une controverse a marqué ces années d'entrée dans la guerre froide : il s'agissait de savoir si, oui ou non, les communistes en tant que tels, à l'intérieur de leur parti, étaient des espions. Les points de vue étaient souvent diamétralement opposés. Et, en France particulièrement, nous étions peu disposés à penser que le Parti communiste (PC) en tant que tel était une organisation qui couvrait des activités d'espionnage. Alors que dans les pays qui disposaient d'un petit PC, le recours à des militants était effectivement très souvent observé.

Sur notre sol, les menaces étaient plus complexes. Elles concernaient des organisations en marge du PC, quelquefois avec une étiquette différente, ou qui rassemblaient des gens sur un plan plus large, engagées dans des activités menaçant effectivement la Défense nationale. On l'a vu à travers un certain nombre d'affaires, à partir des années 1950 en particulier, comme celle des « rabcors » [abréviation russe désignant les correspondants ouvriers de la presse communiste]. Nous faisons cette découverte étonnante d'une relance du programme de recrutement de correspondants ouvriers, qui pouvait mener à leur approche et à leur recrutement, au bénéfice des Soviétiques. Ces membres du PC étaient disposés à observer attentivement ce qui se passait autour d'eux pour être utiles au combat du Parti.

Les révélations de Golitsyne

L'affaire Golitsyne a commencé avec l'envoi d'une lettre par le président John Kennedy au général de Gaulle, lui faisant savoir qu'un transfuge du KGB – Anatoli Golitsyne, né en 1926 – était arrivé chez les Américains. Au milieu de multiples informations qu'il livrait sur

les activités du KGB en direction de l'Ouest, existait un chapitre qui concernait les pénétrations réalisées dans notre pays par le renseignement russe. Kennedy demandait qu'un représentant des services français se rende aux États-Unis. Le général de Gaulle a envoyé à Washington un de ses collaborateurs, le général de Rougemont.

Il a alors été décidé d'approfondir les choses, en expédiant aux États-Unis une mission conjointe SDECE-DST pour essayer d'y voir plus clair. J'ai fait partie de cette équipe, composée à l'époque par trois représentants de chacun des services. Et nous avons travaillé ensemble avec les gens de la CIA qui avaient accueilli Golitsyne et qui le débriefaient. Les discussions se faisaient en anglais. Le groupe DST de trois fonctionnaires était dirigé par le directeur adjoint du service, j'étais là en tant qu'assistant anglophone et le troisième membre de la mission était un spécialiste des affaires soviétiques relevant de notre section documentation. J'ai rapidement pris la conduite des opérations, du fait de ma connaissance du sujet et de mon aisance linguistique. Nous avons appelé cette affaire « Viru », utilisant souvent des codes qui dissimulaient la nature française de l'affaire. Et pour les initiés, à l'époque, ils auraient pu finir par savoir que la traduction la plus plausible de « Viru », c'était forcément *Very important Russian*. Qui aurait alors imaginé qu'une affaire à consonance anglo-saxonne était française ? C'était le même genre d'astuce que dans l'affaire Farewell.

Pratiquement aucune des affaires évoquées par Golitsyne ne permettait de connaître les noms des personnes incriminées. Alors que près de 60 ou 70 cas étaient répertoriés, il n'y avait, au départ, aucune chance apparente d'arriver à des résultats certains. Cela s'est toutefois produit, assez rapidement, grâce aux indications fournies par l'affaire Georges Pâques. Golitsyne insiste sur le fait qu'il existe

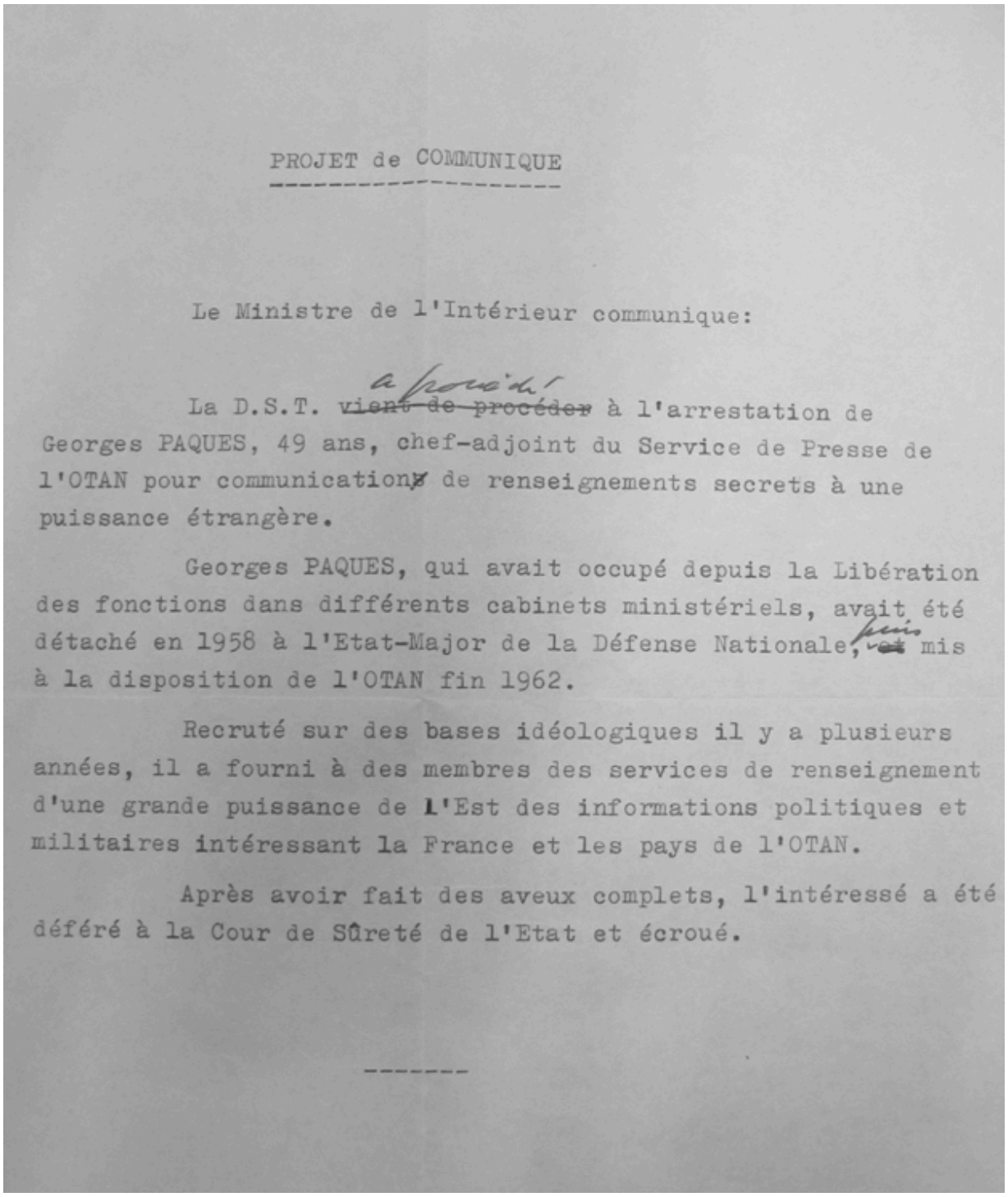
une pénétration des services spéciaux. Il indique en particulier qu'il existe un réseau qu'il appelle « Saphir ». Il évoque une pénétration globale des services français. On a commencé des recherches très larges pour essayer de voir ce qui pouvait bien se cacher derrière tout cela. Mais les déclarations de Golitsyne étaient toujours très imprécises, jamais il n'a dit : « Untel est un agent soviétique en France. » Jamais. Ce qui n'était pas le cas pour des personnes qui avaient exercé leurs talents dans des pays anglo-saxons.

La seule et unique photo du transfuge du KGB Anatoly Golitsyne, à l'époque de son débriefing par la DST à Paris, au début des années 1970. *Archives des auteurs*.

Il faut dire que Golitsyne n'avait pas appartenu à la section française du KGB et que, par conséquent, il était normal qu'il ne puisse pas donner d'indications rigoureuses. Ses informations provenaient d'ailleurs très souvent de souvenirs d'affaires, dont il avait entendu parler dans des centres de formation interne du KGB, ou de bruits de couloirs, de confidences d'amis, de collègues de

travail, de bavardages. Il n'y a pas eu de paranoïa, mais la découverte d'un travail de pénétration d'envergure en direction de l'Ouest. Et, pourquoi ne pas le dire, en direction de la France.

Peut-être y a-t-il eu un effet amplificateur, du fait du caractère nouveau de ce type de révélation. En général, les défecteurs [ceux qui abandonnent le bloc de l'Est pour l'Occident] savaient des choses précises sur deux ou trois cas, qu'ils avaient soit vécus personnellement, soit connus de manière certaine. Mais on ne voyait jamais un pareil tableau. C'était effectivement impressionnant, il fallait garder la tête froide, et je pense que nous l'avons gardée. Nous étions tenus à quelques égards pour ce personnage qui a permis l'arrestation d'un espion de la plus haute importance, Georges Pâques.



PROJET de COMMUNIQUE

Le Ministre de l'Intérieur communique:

La D.S.T. ~~vient de procéder~~ a procédé à l'arrestation de Georges PAQUES, 49 ans, chef-adjoint du Service de Presse de l'OTAN pour communications de renseignements secrets à une puissance étrangère.

Georges PAQUES, qui avait occupé depuis la Libération des fonctions dans différents cabinets ministériels, avait été détaché en 1958 à l'Etat-Major de la Défense Nationale, puis mis à la disposition de l'OTAN fin 1962.

Recruté sur des bases idéologiques il y a plusieurs années, il a fourni à des membres des services de renseignement d'une grande puissance de l'Est des informations politiques et militaires intéressant la France et les pays de l'OTAN.

Après avoir fait des aveux complets, l'intéressé a été déféré à la Cour de Sûreté de l'Etat et écroué.

Le communiqué de la DST annonçant l'arrestation du haut fonctionnaire français et espion soviétique, Georges Pâques, en août 1963. Les deux corrections manuscrites sont de la main même du président de la République, Charles de Gaulle.

Archives du ministère de l'Intérieur.

L'affaire Georges Pâques

L'affaire Georges Pâques est demeurée l'affaire la plus marquante de l'histoire de la DST, jusqu'à l'affaire Farewell. Je ne pense pas qu'il y ait eu avant lui un agent d'une telle envergure, qui ait effectivement accompli des actes extrêmement graves pour la sécurité nationale. Pâques avait connu une longue carrière de fonctionnaire, ayant servi en Algérie, puis dans divers postes en France. Au final, il s'était retrouvé au service d'information du secrétariat de la Défense nationale, puis responsable de l'information à l'OTAN, qui avait à l'époque son siège à Paris.

Tout au long de sa carrière d'agent qui a duré près de vingt ans, Pâques a livré des renseignements d'une extrême gravité : lorsqu'il était à l'OTAN, il a donné des indications très précises aux services soviétiques sur le potentiel militaire de l'OTAN, en même temps qu'il leur procurait des informations capitales sur les capacités du système que nous leur opposions, côté occidental. Il a également transmis des indications très précises sur notre capacité de résistance aux menaces et aux provocations soviétiques dans le cadre de la crise de Berlin. Jusqu'où les Soviétiques pouvaient-ils aller face à l'Ouest, sans tomber dans une provocation extrême ? Pâques a aussi fourni tous les rapports du comité politique de l'Alliance, qui pouvaient concerner l'URSS, sur les exercices des forces de l'OTAN en Allemagne, etc. Cela a constitué pour nous la découverte, sous sa forme la plus brutale, de ce que pouvait être l'importance d'un agent dans notre société.

Pour l'identifier, nous sommes partis de suspicions très lointaines, pouvant toucher plusieurs centaines de personnes, jusqu'à un nombre

qui s'est réduit petit à petit à quinze, puis à quatre, Pâques étant l'une des quatre personnes qui se trouvaient au point d'arrivée d'un document de l'OTAN, envoyé de Washington à Paris que nous avons effectivement retrouvé et identifié. À ce stade de l'enquête, nous avions reçu les indications de Golitsyne depuis quelques mois.

Un samedi matin, nous avons suivi Pâques jusque dans un village de la banlieue parisienne, à Feucherolles. Puis nous avons vu passer une voiture dans laquelle se trouvait un membre du KGB que nous connaissions bien. Or, au même moment, la police judiciaire (PJ) de Versailles faisait une descente dans le quartier, pour des raisons qui n'avaient aucun rapport avec notre propre enquête. Ce véhicule a alors filé rapidement, sans s'arrêter. Il ne s'est donc rien passé : Pâques n'a pas pu rencontrer les gens qui étaient dans la voiture en question. Nous avons eu l'impression d'un rendez-vous manqué.

Nous avons passé tout le week-end à délibérer : « Que fait-on ? N'est-il pas prématuré d'intervenir sur une base qui reste encore fragile ? » Finalement, on a décidé de l'interpeller à sa sortie du bureau, il travaillait à l'OTAN, porte Dauphine. Je l'ai interrogé moi-même, puisque j'avais une bonne connaissance du dossier. Je l'ai reçu dans la pièce d'interrogatoire et, après une brève conversation avec lui, je l'ai convaincu d'avouer son activité clandestine, que je lui ai présentée, naturellement, comme tout à fait certaine à nos yeux. Georges Pâques s'est aisément laissé convaincre de nous livrer des aveux complets. Car il avait bien compris – j'avais développé cet argument auprès de lui – qu'une confession sincère et totale pourrait ensuite l'aider à mieux faire comprendre ce qui lui était arrivé.

Par ailleurs, Pâques était un homme profondément croyant, souffrant de l'impossibilité d'accéder aux sacrements, du fait de sa trahison. Surpris, interloqué même, je me suis ainsi retrouvé à organiser sa rencontre avec un prêtre, qu'on était allé chercher à la

Madeleine, qui l'a confessé au milieu d'une cour intérieure du service, dans un endroit où il pouvait être sûr que personne n'entendrait ce qu'il disait. Libéré par cette confession, il a répondu à toutes nos questions, devançant même nos désirs. Il a indiqué, dès le départ, qu'il se considérait comme un homme de bonne volonté qui avait essayé, par des moyens tout à fait étranges et même illégaux, d'aider à une meilleure compréhension des problèmes que pouvaient rencontrer les deux Blocs, et de la manière dont on pourrait peut-être arriver à diminuer la tension.

Lors de son procès, pour moi qui étais l'un des témoins de l'accusation, s'est produit un moment particulièrement important et significatif : l'avocat général auprès du tribunal militaire a demandé la peine de mort. Le tribunal lui a, au final, infligé la peine de détention à perpétuité. Une peine ensuite réduite à quinze ans. En définitive, il est resté sept années en prison. J'ai eu l'occasion d'aller le voir et d'avoir des conversations quasi amicales avec lui, bien que j'aie été l'auteur de ses aveux, si je puis dire.

L'arrivée de François Mitterrand

Pour indiquer ce qui s'est passé en 1981, inquiétude est un mot inexact, mais on a bien senti que les choses allaient changer. La gauche pensait que la DST était une police politique. Elle en était arrivée à formuler l'idée de sa suppression, en même temps que celle de la Cour de sûreté de l'État. Notre sort était évidemment en balance, nous en étions bien conscients. Cependant, nous n'avions rien fait, au cours de la campagne électorale, pour accréditer le moins du monde l'hypothèse de notre manque de neutralité. Et nous n'avions rien à cacher, encore moins à détruire. J'ai eu l'occasion de

déclarer à l'époque au nouveau ministre de l'Intérieur [Gaston Defferre], devant tous les cadres supérieurs du service rassemblés, que si les cheminées du VIII[e] arrondissement avaient dégagé des fumées au point d'obscurcir le ciel, ce n'était en aucune façon l'incinération des archives de la DST qui pouvait l'expliquer… Pour parler plus sérieusement, nous étions perplexes, c'est vrai, sur ce qu'allait devenir la maison. Nous souhaitions nous-mêmes que toutes les questions qui pouvaient être présentes à l'esprit des nouveaux dirigeants soient abordées franchement, de telle sorte qu'on délimite les contours du contentieux, si contentieux et si doute il y avait, sur la réalité de notre dévouement et de notre fidélité aux intérêts nationaux.

J'ai eu très rapidement l'occasion de m'expliquer avec le ministre et de lui démontrer concrètement la loyauté du service. La première occasion m'a été donnée par une question que m'a posée très directement Gaston Defferre après son arrivée, touchant la fiche du président Mitterrand. Il m'a demandé : « Avez-vous une fiche sur le Président ? » Je lui ai rétorqué : « Mais, plusieurs, M. le Ministre. » Il m'a interrogé : « Mais pourquoi ? » Et je lui ai répondu : « Mais parce que nous avons un système de travail qui fait que toutes les personnes qui ont un titre quelconque, suspectes ou non de quoi que ce soit, retiennent notre attention et laissent une trace dans les fichiers ! » Lorsque je lui ai proposé de lui fournir la fiche du Président, il s'est montré très intéressé, d'une façon manifestement un peu ironique. J'ai pu lui apporter tout de suite l'ensemble des fiches où le Président était cité, non pas pour des activités qui lui étaient imputées, mais parce que son nom avait pu apparaître à travers un certain nombre de cas, de situations, d'articles de presse ou autres, ayant un rapport, même lointain, avec les activités du service.

Nous possédions un système, issu d'ailleurs de la période Wybot, par lequel nous avions l'habitude de ranger les personnes fichées dans cinq catégories différentes. Premièrement, il y avait les officiers de renseignement étrangers ; deuxièmement, les agents certains de ces officiers de renseignement – exemple : Pâques, catégorie 2 ; troisièmement, des personnes pour lesquelles des éléments de suspicion sérieux avaient été relevés, mais sans qu'on arrive à des certitudes ; quatrièmement, des personnes ayant des rapports lointains avec l'une des personnes des trois premières catégories ; et cinquièmement, des personnes citées à quelque titre que ce soit. C'était naturellement dans cette dernière rubrique, qui regroupait les noms de milliers de personnes totalement innocentes au regard des obligations patriotiques, que le futur président était enregistré.

La présence de quatre ministres communistes au gouvernement m'a paru mériter examen, compte tenu de nos relations avec des autorités extérieures, avec lesquelles il ne pouvait être question de couper les ponts. Par exemple, les services de l'OTAN travaillaient sur des bases acceptées par le gouvernement français, qui interdisaient l'accès à des renseignements secrets de militants connus du PC. J'ai pu constater que la question ne se posait pratiquement pas en ce qui concernait les ministres en question, puisqu'ils n'étaient pas nommés à des postes sensibles, au sens le plus grave du terme.

La cellule antiterroriste de l'Élysée

J'ai très mal pris la création de la cellule antiterroriste de l'Élysée. On nous plaçait dans une situation qui allait créer de nombreuses difficultés en remettant en question l'ensemble de nos méthodes et de

nos liaisons avec les services étrangers. On découvrait que, désormais, des contacts importants touchant des affaires graves seraient traités en dehors des services qui, jusqu'à maintenant, les avaient suivis. C'était une remise en cause tellement grave et mal reçue par nos partenaires que j'ai appris en l'espace de quelques heures que, par exemple, les services belges allaient cesser leurs relations avec nous. Il y en a eu d'autres. La création de la cellule remettait tout en question.

Nous avions un système de liaison très au point, avec des canaux ultra-protégés pour l'échange des informations, des codes spéciaux, etc. Tout cela fonctionnait très bien sur des bases claires et rigoureusement définies. La personnalité même des gens affectés à cette cellule élyséenne faisait qu'ils n'étaient pas du tout entraînés à travailler sur ce genre d'affaires et qu'il risquait donc d'y avoir à tout moment des querelles non seulement de doctrines, mais aussi dans la conduite, éventuellement conjointe, d'un certain nombre d'opérations avec des services amis. Il était clair que nous allions perdre rapidement, au détriment des intérêts nationaux, la confiance de nos partenaires qui nous ont fait savoir à quel point ils étaient inquiets. Il a d'ailleurs fallu que j'entame des démarches personnelles très précises auprès du secrétaire d'État à l'Intérieur, M. Joseph Franceschi. À ma demande, il a fait, à l'occasion d'une réunion du Club de Berne [qui regroupe les services de renseignement de l'Union européenne], des déclarations très précises qui donnaient à nos alliés l'assurance qu'on n'allait pas tout chambouler. J'étais heureux de constater que la raison commençait à prévaloir.

L’affaire Farewell

C’est moi qui ai choisi ce nom de Farewell, qui peut avoir deux sens. Ou bien, si on l’écrit en un seul mot, *farewell* c’est « Adieu » ; si on l’écrit en deux mots, *fare well*, « Portez-vous bien », « Bonne chance », etc. C’est exactement ce qui s’est passé quand nous avons recruté Vladimir Vetrov. Il fallait, bien sûr, lui donner un pseudonyme. La DST a poursuivi son travail jusqu’au moment où l’affaire prenait une telle ampleur qu’il fallait naturellement en dire un mot à l’échelon au-dessus. Et c’est comme cela que, petit à petit, l’affaire remonte jusqu’au directeur. [Lorsque l’affaire commence, le président Valéry Giscard d’Estaing est à l’Élysée.] J’ai tout de suite pensé qu’étant donné les perspectives qu’offrait cette affaire, qui s’engageait de manière particulièrement délicate, il fallait prendre les précautions les plus extrêmes pour éviter toute fuite. La possibilité existait qu’une nouvelle équipe arrive au pouvoir du fait de l’élection présidentielle, il était urgent de ne pas se presser et de voir comment les choses tourneraient.

Lorsqu’en 1981 l’élection de Mitterrand a eu lieu, l’affaire était bien engagée. Étant donné son importance et les questions qu’on pouvait se poser sur la manière dont, au sommet de l’État, on verrait la poursuite de l’affaire, il fallait informer le plus vite possible les échelons supérieurs. Tout est passé par mon ministre, à qui j’ai pu parler de cette affaire rapidement après son arrivée place Beauvau. J’avertis Gaston Defferre, je lui indique que nous avons une source importante au sein des services soviétiques, que cette dernière produit depuis peu de temps des renseignements d’une importance capitale. J’ai ajouté que cette affaire soulevait de nombreux problèmes, touchant en particulier l’information de certaines personnes. Et il m’a ordonné : « N’en parlez pas à Hernu. Il raconte

tout à sa femme ! » Il se posait des questions sur la capacité qu'avait le ministre de la Défense à taire cette affaire dans son milieu familial. Il n'y a aucune malice dans cette histoire[1].

J'ai souhaité le plus vite possible informer le président de la République. La question était de savoir s'il accepterait de me recevoir rapidement. Car, naturellement, il avait des activités multiples qui retenaient son attention. J'ai insisté auprès du ministre sur l'urgence, mais les semaines passaient sans que j'aie l'occasion d'être convoqué à l'Élysée. J'avoue que cela m'a inquiété. Finalement, le 14 juillet, à l'issue de la *garden party*, nous sommes entrés ensemble dans le bureau du Président avec Gaston Defferre, Maurice Grimault, son directeur de cabinet, et Pierre Bérégovoy [alors secrétaire général de l'Élysée]. Le Président a d'abord donné la parole à Gaston Defferre, qui a commencé à expliquer l'affaire, mais d'une manière qui m'a paru un peu confuse. Je n'ai donc pas hésité à le couper pour reprendre le fil de l'histoire d'une façon plus organisée. J'ai expliqué au Président ce qu'était cette affaire, comment elle était née, quelles perspectives elle allait offrir, quels problèmes elle soulevait dans l'immédiat. J'ai beaucoup insisté, dès le départ, sur un certain nombre de questions-clés, qui devaient être résolues dans la foulée. Premièrement : la DST était-elle habilitée à continuer de s'occuper de cette affaire ? Les mesures prises jusqu'à présent étaient-elles jugées acceptables ?

Le visage du Président, malgré sa capacité à contenir ses émotions, était tout à fait significatif de l'intérêt extraordinaire qu'il attachait à mes propos. Il m'a laissé parler à loisir, sans m'interrompre. Je l'ai averti que j'avais pris la décision de n'en parler à personne, ou du moins d'en limiter le nombre au strict minimum. Je lui ai précisé qui était au courant dans notre service, cela se limitait à quatre ou cinq noms. J'ai informé le Président de l'absence de tout

contact avec le SDECE dans cette affaire, en indiquant qu'à mon avis il importait de poursuivre sur les mêmes bases et que, même si c'était contraire aux attributions du service, et notamment à son territoire d'opération géographique, il ne fallait pas changer de monture, parce qu'on courait des risques considérables. Le Président m'a interrompu rapidement avec un grand rire, en disant : « Évidemment, il n'en est pas question ! » Je savais donc d'ores et déjà que j'avais les coudées franches pour mener ce dossier à notre manière et que, manifestement, le Président voyait ça d'un œil tout à fait favorable.

Rapidement, il nous fallait trancher si nous devions exploiter cette affaire de la façon la plus large, en fonction des priorités qui apparaissaient, ou méritaient d'être prises en considération. Ou bien si nous allions nous limiter à un cadre purement national, ce qui naturellement réduirait la production de Farewell à une utilisation tout à fait partielle. Nous avons évidemment opté pour la première option.

Farewell et les États-Unis

Les États-Unis étaient de loin la première cible. Un voyage là-bas était nécessaire et même urgent, puisque Farewell avait révélé l'extrême vulnérabilité de notre allié américain face à certaines opérations du KGB. Farewell nous avait notamment appris que le système de couverture radar commandant la protection des États-Unis contre une attaque nucléaire était connu des Russes. Tout comme le système de protection de la Maison-Blanche. J'ai proposé au Président un *modus operandi* reposant sur une démarche auprès du vice-président George Bush, un homme dont je connaissais la compétence professionnelle dans les affaires de renseignement,

puisqu'il avait été le directeur de la CIA et qu'à ce titre je l'avais déjà rencontré. J'ai également demandé que le président Ronald Reagan soit informé des grandes perspectives qu'offrait l'affaire et qu'elle soit présentée plus en détail auprès de son adjoint direct, le vice-président, par une démarche que je pourrais faire personnellement. Et cette idée m'a paru retenir l'assentiment du Président. Je savais bien qu'il faudrait tout de même s'entourer de quelques précautions et qu'il n'était pas du tout nécessaire de tout dire. Et je m'en suis bien abstenu, notamment en ce qui concerne l'identité de cette source miraculeuse.

Les Américains ont reçu cette révélation avec une extrême surprise et la réaction immédiate de Bush a été de me dire que c'était manifestement la percée la plus significative du Rideau de fer depuis la dernière Guerre mondiale : « *This is obviously the most significant break through the Iron Curtain*. » Voilà. La parole de George Bush. J'ai entendu cela avec beaucoup de plaisir. C'était dans mon esprit une opportunité, dans le cadre de nos liaisons bilatérales, de renvoyer un peu l'ascenseur. Je me suis référé clairement auprès de M. Mitterrand à la façon dont avait été traitée, au départ, l'affaire Golitsyne.

[Dans l'esprit du directeur de la DST, la réciprocité est donc explicite entre le geste américain qui avait offert l'occasion à notre contre-espionnage de « débriefer » le défecteur russe Golitsyne qui annonçait que la France était ciblée et le fait que les Français informent en premier lieu et, en exclusivité, la CIA de leur relation avec Vladimir Vetrov, les États-Unis étant à leur tour la cible des services russes.]

---

1. Voir les liens de Charles Hernu avec les services de l'Est, pp. 161-162.

Raymond NART

« L'officier de contre-espionnage ou de sécurité doit résister aux pressions, quelles qu'elles soient, et rester impartial. »

Entré en 1965 comme jeune commissaire à la DST, dont il est sorti en 1998 inspecteur général de la police nationale, Raymond Nart, né en 1937, a passé toute sa carrière à traquer les espions soviétiques en France. Le dossier Farewell, l'« affaire du siècle » pour le contre-espionnage français, a été conduit sous son autorité. Mais il a bien d'autres faits d'armes à son actif !

« J'ai travaillé trente ans au sein des structures de la DST, dédiées à la lutte contre l'action du KGB et du GRU [les services de renseignement russes]. Il y avait ainsi pendant la guerre froide un service à la DST, composé d'environ une cinquantaine de fonctionnaires spécialisés sur l'URSS, bénéficiant de l'appui de la division de surveillance, qui comptait deux à trois fois plus d'effectifs selon les périodes. Les unités techniques et toute une série de supports logistiques collaboraient avec les services spécialisés. Le gouvernement français a consacré, à la différence d'autres pays, des

moyens relativement limités à la lutte contre l'espionnage soviétique, très loin des « crédits illimités » de la CIA. Je me souviens de la réflexion d'un officier de la CIA, stupéfait par notre savoir-faire, et ironisant : « Avec vos gommes et vos crayons, vous êtes meilleurs que nous avec nos ordinateurs de dernière génération. »

En France, le pouvoir politique s'est généralement peu intéressé aux services de renseignement et de sécurité pendant la guerre froide, sauf en cas de bavure, ou pour les critiquer. Il a fallu l'émergence du terrorisme pour qu'il se mobilise sur le sujet, un peu trop parfois. Il n'y avait pas de directives particulières, pas de plan gouvernemental du renseignement. Les politiques, je m'en suis toujours personnellement éloigné et méfié. Quand j'ai gravi les échelons de la hiérarchie, je me suis retrouvé en contact avec des ministres, parfois plus politiques que ministres. Je tournais ma langue plusieurs fois dans ma bouche avant de leur parler. Je les considérais comme dangereux ! Il ne fallait pas tout leur dire afin de travailler en paix…

Avec le terrorisme, la situation a évolué, mais ils n'ont pas tout su des secrets du contre-espionnage… Il valait mieux. À leurs yeux, les gens des services de renseignement étaient catalogués en barbouzes infréquentables… Pas très honnêtes, spécialistes des « coups tordus ». Alors que ce sont des serviteurs de l'État comme d'autres. Durant la guerre froide, la France était une cible de choix. Il m'est d'ailleurs arrivé de poser la question à des transfuges soviétiques. Ils répondaient de manière systématique : « C'est parce que c'est plus facile qu'ailleurs, tout simplement. » Notre système institutionnel, notre façon de concevoir la démocratie facilitaient leurs activités d'infiltration. Le parti communiste soviétique, qui avait pour instrument ses « organes » (*sic*), et notamment le KGB, agissait au nom d'une idéologie, qu'il voulait répandre de par le monde. En

France, le PC fut extrêmement important pendant toute une période, cela leur paraissait donc peut-être un peu plus facile.

Si on fait un bilan global de la lutte contre le KGB et le GRU, je peux vous dire que, pour ma part, avec l'équipe de la DST, j'ai participé à l'expulsion d'une centaine d'officiers de renseignement. Petit à petit, sans parfois que la presse n'en soit informée, un certain nombre a pris prématurément l'avion pour Moscou. Une partie non négligeable des structures du KGB, la fameuse Direction T, scientifique et technique, a été démantelée. Quelque 400 militaires appartenant à cette structure, répartis dans le monde entier, ont été démasqués. La DST a ainsi participé de manière non négligeable à la dégradation du système soviétique et à son effondrement.

Deux agents soviétiques

Hugh Hambleton était professeur à l'Université Laval au Canada. Auparavant, il avait travaillé à l'OTAN, à Paris, jusqu'en 1967. Nous sommes allés l'interroger avec un de mes collaborateurs, Jacky Debain[1]. Il avait été confondu, comme agent du KGB, de manière incidente : à la suite d'une querelle avec son épouse italienne, la police canadienne était intervenue. Et la dame avait dévoilé toute une série de faits significatifs qui nous ont permis de faire le rapprochement avec une affaire racontée par le célèbre transfuge soviétique, Anatoli Golitsyne – appelé « Viru » par la DST –, et de découvrir qu'Hambleton fournissait depuis des années des renseignements de première grandeur aux Soviétiques. La législation canadienne ne permettant pas des poursuites à l'époque, nous l'avons interrogé sur place. Je garde un souvenir fantastique de cet interrogatoire qui a duré très longtemps : Hambleton était prolixe, il

rentrait chez lui le soir, puis les services canadiens s'occupaient de nous, on commentait ses déclarations avec nos collègues dans des boîtes de nuit de Québec, et je rentrais tous les matins à l'hôtel avec Jacky Debain, tandis que le soleil se levait sur le Saint-Laurent…

L'été suivant, Hambleton a effectué un malencontreux déplacement touristique en Angleterre, s'est fait arrêter et a été traduit devant la justice. J'ai été appelé devant le tribunal d'Old Bailey, où Hambleton plaidait non coupable. Au cours d'une suspension de séance, ses avocats lui ont appris qu'un représentant de la DST viendrait témoigner. À la reprise, quand il m'a vu dans la salle, l'avocat a pris peur : « Nous changeons notre stratégie, nous plaidons coupable. – Ah très bien ! a dit le président, vous plaidez coupable ? Dix ans ! »

François Saar, *alias* Demichel, a longtemps également suscité notre intérêt. C'était un Autrichien de naissance, ancien résistant et membre du BCRA et du SDECE, proche de Jacques Foccart, financier du journal de Michel Debré, *Le Courrier de la colère*. Homme d'affaires trouble, il était dans la ligne de mire de notre contre-espionnage depuis l'affaire Golitsyne, qui l'avait désigné comme une taupe soviétique. Devenu plus ou moins marchand d'armes, ici à Paris, il adressait des rapports au général de Gaulle sur la situation en Russie pour se rendre intéressant. C'était un personnage particulièrement important qui avait ainsi financé certaines campagnes électorales au moment du retour du Général au pouvoir…

C'était donc, pendant un certain temps, plus ou moins difficile de l'inquiéter de manière directe. Nous l'avons fait cependant. Votre serviteur s'est rendu un jour chez lui, toujours accompagné de Jacky Debain. Il habitait près du parc Monceau et, un soir, il nous a ouvert la porte très courtoisement. Je vois encore dans l'ombre le buste en bronze doré qui le représentait, il s'était fait statufier ! Il s'est écrié :

« Il y a vingt ans que je vous attends ! » Puis on a parlé très tranquillement, il nous a raconté ses aventures avec les hauts dirigeants du KGB…

L'affaire Farewell[2]

Dès le premier contact, en 1981, établi *via* le canal de la société Thomson, Vladimir Vetrov est arrivé avec un gros classeur constitué de documents provenant de la Direction T du KGB. L'affaire était ainsi enclenchée. La première question posée à Vetrov fut la suivante : « Vous appelez au secours, que voulez-vous faire ? – Je veux donner des renseignements à la DST. » Un soir, vers 19 heures, je me suis rendu, avec Jacky Debain, l'interprète, et un gros paquet de papiers, chez le directeur de la DST, Marcel Chalet[3]. Il nous a demandé s'il s'agissait d'une provocation. J'ai répondu : « Monsieur, c'est impossible. » L'éventualité de prévenir le SDECE n'a pas effleuré l'esprit de M. Chalet, ni le mien. Jamais de la vie. À ce stade, il n'en était pas question. Ce n'était pas un problème de confiance, plutôt une façon de se comporter loyalement avec des personnes sollicitées *ex abrupto*, qu'on allait peut-être mettre en difficulté. Après, on n'en a plus parlé, on n'y a plus pensé.

J'ai le souvenir d'une scène absolument fantastique avec un colonel de la SDECE, chargé du contre-espionnage, le colonel Moreau, qui venait me voir habituellement dans mon bureau. Un jour, comme ça, au détour d'une phrase, il m'a confié : « Vous savez, à Moscou, c'est impossible de traiter la moindre affaire. » À 1,50 m, dans mon coffre, il y avait 300 ou 400 documents liés à l'affaire Farewell !

La CIA a fourni un appareil miniaturisé, très simple, avec des pellicules ultra-perfectionnées utilisées dans les satellites. Il fallait une distance focale tout à fait particulière, matérialisée par un fil et une aiguille. Vetrov se mettait sur son bureau, coinçait les pages des documents avec ses coudes et les photographiait. Chaque cassette comportait 100 prises de vues et on lui a fourni des paquets de cassettes. Avertissement des Américains : « Surtout, il faut faire très attention aux pellicules, elles sont très spéciales, vous n'êtes pas capables de les développer vous-mêmes ! Il faudra les acheminer de Moscou à Paris et, quand elles seront à Paris, vous nous appelez, on enverra un missionnaire qui les convoiera au laboratoire spécialisé pour les développer à la CIA. »

Cette solution ne nous plaisait que très moyennement. De sorte que nous nous sommes mis en quête de faire des tests avec le concours de Kodak, qui a mis à la disposition de la DST des produits un peu particuliers, et finalement les microfilms ont été développés dans un laboratoire maison ! Nous n'étions pas du tout à la solde des Américains, en aucune manière. Naturellement, ils en ont été très étonnés. Nous leur avons seulement donné ce qu'il convenait, pas plus, et nous avons conservé ce qui concernait la France et d'autres pays…

Un soir, où il était de permanence, Vetrov a recopié sur un cahier d'écolier tous les noms et prénoms, pays par pays, des représentants de la Direction T du KGB, c'est-à-dire tout le système soviétique de collecte du renseignement scientifique et technique ! À partir du nom des destinataires et de la signature apposés sur les documents, il a été possible de dresser un organigramme complet de l'organisation, c'était absolument fantastique ! Personne ne pouvait supposer une manipulation orchestrée par les services russes : il aurait fallu que le

KGB constitue, pour les besoins de la cause, une organisation parallèle à celle existant déjà.

Parmi les documents, l'un était essentiel : il s'agissait d'un annuaire, avec une cote informatique – déjà, il y avait de l'informatique. La deuxième colonne indiquait le matériel recherché, l'endroit où il était susceptible d'être trouvé, puis une troisième colonne montrait son utilisation possible et l'organisme soviétique qui était demandeur. C'était d'une épaisseur incroyable, un bottin complet. Donc on savait tout ce que les Soviétiques recherchaient et à quelles fins. Ceci a permis aux Américains d'avoir une vision précise du système militaro-industriel russe, à Reagan de déclencher la Guerre des étoiles et aux Soviétiques d'être en incapacité de suivre la course aux armements. L'URSS avait monté un système militaro-industriel fonctionnant en pure perte ; ils comptaient faire l'impasse sur la recherche et le développement. Mais, en réalité, comme les copieurs à l'école, ils étaient toujours à la remorque du monde occidental. De plus, les savants soviétiques étaient frustrés parce qu'on leur imposait des techniques et des savoir-faire qui n'étaient pas dans leur ligne.

En France, la DST a informé les autorités politiques, certains dirigeants du monde industriel, des ingénieurs de l'armement et, de manière systématique, nos entreprises concernées par les investigations russes. Je me souviens d'une réunion à l'Élysée, en présence de François Mitterrand, du Premier ministre Pierre Mauroy, du ministre des Affaires étrangères Claude Cheysson et du ministre de l'Industrie et de la Recherche Laurent Fabius, auxquels on a présenté l'affaire. Je me rappelle d'un tableau sur lequel figuraient de façon très lisible les sources ou les agents exerçant toujours en France. Question du Président : « Qu'allez-vous faire ? » Réponse : « Il faudrait procéder à des arrestations. » Et François Mitterrand avait

prévenu : « Écoutez, ne me mettez pas la France à feu et à sang. » Alors naturellement on a traité cela de manière un peu plus *soft*. Quant aux Américains, qui avaient été avertis par le directeur de la DST, ils ont également été informés au plus haut niveau. Lors d'un tête-à-tête avec le président Ronald Reagan, François Mitterrand a essayé d'aborder l'affaire Farewell. Je n'étais pas présent, mais j'ai eu le retour de cette rencontre par la CIA. Et il paraît que François Mitterrand a dit : « Farewell », ce qui veut dire : « Portez-vous bien », et Ronald Reagan n'a pas du tout compris…

Chute du Mur de Berlin

Par le plus grand des hasards, j'ai été un témoin direct de la chute du Mur de Berlin. Je m'y trouvais avec plusieurs collaborateurs. Nous avions passé plusieurs jours à interroger un pauvre bougre du gouvernement militaire français de Berlin. Il restait une petite affaire à régler, une suspicion que nous n'avons, en définitive, pas poursuivie, vu les événements…

Le soir du 9 novembre 1989, nous étions invités par l'antenne de la DGSE, et le chef de poste a été appelé de nombreuses fois au téléphone au cours du repas. Il a fini par lâcher : « Il se passe des choses extraordinaires, on va se dépêcher de dîner… » On a donc circulé dans Berlin pour voir les premiers arrivants de l'Est qui franchissaient les différents passages : *Checkpoint* Charlie, le pont de Glienicke où on faisait les échanges d'espions… Et les Allemands de l'Ouest qui allaient à leur rencontre avec des bouteilles de vin et des verres à la main, ils buvaient, ils leur donnaient de l'argent, des pièces pour les communications téléphoniques avec leurs proches restés à l'Est. C'était un moment tout à fait incroyable, dans la vapeur

d'une brume berlinoise extraordinaire, c'était vraiment merveilleux. On ne s'est pas dit : « C'est la fin » ; mais : « Il va se passer des choses. » Les *Grenzos* [la police des frontières] étaient complètement pantois, les armes à la main…

Nous aussi, DGSE et DST bras dessus, bras dessous, sommes passés de l'autre côté. C'était complètement extravagant. Par la suite, j'ai récupéré un bon morceau du Mur qui figure en bonne place au musée de la DST [devenue la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI)]. Mais le plus extraordinaire, c'est que quelque temps après la chute du Mur, on a reproché au contre-espionnage de ne pas l'avoir prévue ! Imaginez-vous que le directeur de l'époque, M. Bernard Gérard, m'a fait ce reproche en présence du directeur du BND [le service de renseignement extérieur allemand, équivalent de la DGSE], M. Hans-Georg Wieck. Lequel est venu à ma rescousse pour répliquer : « Personne n'a prévu, même pas ceux qui étaient derrière le Mur, même pas M. Gorbatchev ! »

Rencontres avec les services de l'Est

J'ai eu l'occasion, en 1991, de rencontrer Ievgueni Primakov, un ancien dirigeant du KGB devenu ministre des Affaires étrangères de Russie, et d'avoir des discussions très ouvertes avec lui et les services soviétiques devenus russes. Les rencontres ont eu lieu à Moscou, dans le district d'Iassenevo sur le grand boulevard périphérique, la base importante du KGB. C'était fini, le Mur. On avait compris qu'une ère nouvelle s'ouvrait. Le chef du KGB nous parlait des problèmes atomiques, de l'arsenal nucléaire soviétique dont ils étaient, disait-il, embarrassés.

Après la guerre, vient la paix. Les services deviennent des instruments d'information gouvernementale dans une ère pacifiée. On n'est plus franchement voués à se faire la guerre, en tout cas pas de la même manière, telle était l'atmosphère. Mais les Russes ont un peu tempéré nos ardeurs… démocratiques. Ils nous ont prévenus : « Quand on a appris à faire du renseignement, c'est comme quand on a appris à nager. C'est pour toute la vie, ne vous faites pas trop d'illusions. » On était un peu naïfs, peut-être, mais il faut se souvenir que pendant cette période, tout le monde parlait des dividendes de la paix : démilitariser, dénucléariser, cela créera des ressources pour des choses un peu plus intelligentes.

C'est dans cet esprit-là que nous avons pris contact avec les services d'Europe de l'Est. Avec les services militaires polonais, on s'est retrouvé de manière fraternelle : ils avaient joué un rôle extrêmement important contre l'Allemagne nazie avec la fameuse machine Enigma [Machine de cryptographie, dont les codes seront « cassés » grâce notamment aux efforts du cryptanalyste polonais Marian Rejewski et de l'équipe française du général Bertrand]… On a immédiatement trouvé un terrain d'entente avec eux, en évoquant ces épisodes, puis ensuite, on leur a remis une liste de leurs agents en France. Elle comptait une quinzaine de noms et nous en avions ajouté deux, par jeu, pour tester leur franchise. Lors de ce premier voyage à Varsovie, ils nous certifiaient une réponse loyale : « Avant que vous ne partiez, on vous répondra. » Au moment du départ, ils m'ont pris à part avec un de mes collaborateurs, et ils m'ont confié : « La liste était exacte, mais, désolé, il y a deux noms qu'on ne trouve pas. » J'ai répondu : « Bien. Très bien, messieurs. »

Je me souviens également d'une visite dans les services de renseignement roumains, parmi un ensemble d'immeubles au milieu des bois, dans la banlieue de Bucarest, où Virgile Magureanu, leur

chef, tel un notaire de province, était tout tremblant d'affronter une délégation de Français. Il avait reçu l'ordre de nous accueillir et n'avait pas l'habitude de voir des étrangers issus des services ! Par la suite, il a été invité chez nous, mais les châteaux de la Loire ne l'intéressaient que très moyennement, et l'essentiel de ses préoccupations consistait à s'acheter un chapeau de feutre noir. J'ai dû courir… pour lui en trouver un dans une période où c'était passé de mode. Cela a été assez compliqué.

L'affaire Charles Hernu

Après la chute du Mur de Berlin, la DST a pris attache avec un personnage important, Mihaïl Caraman, qui était plus ou moins sur les rangs pour prendre la direction des nouveaux services roumains (SRI). Il avait été chef de poste de la *Securitate* [police secrète roumaine sous l'ère communiste] en France et expulsé en 1967, à la suite de la défection d'un de ses collaborateurs qui avait choisi la liberté vers les États-Unis. Après l'effondrement du bloc soviétique, un contact a été établi à Bucarest avec Caraman, et on lui a demandé de venir chez nous, son voyage à nos frais. Accueilli à l'aéroport, il a remis aussitôt un paquet de documents assez important. Attirant l'attention sur le premier d'entre eux, il a dit : « Voilà, Charles Hernu est un agent coopté. Tenez, c'est marqué. Les services roumains ont reçu instruction de passer le dossier Hernu au KGB… C'est écrit. »

Le document, avec la mention manuscrite indiquée ci-dessus, a immédiatement été transmis au directeur de la DST, Jacques Fournet[4]. Dans la journée, ce dernier a vu le président Mitterrand. Le soir, il devait faire un compte-rendu très bref de sa conversation avec le Président : « Mettez ça de côté, n'en parlons plus. » Comme

d'habitude, des enquêtes ont été lancées et les documents mis au coffre et, miracle en République française, le tout est resté secret quatre ans ! Un jour, *L'Express* a tout déballé. Il ne faut pas s'interroger sur la manière dont c'est sorti dans la presse…

Hernu a été agent des Bulgares, des Roumains, des Soviétiques et même des Israéliens… Pour employer une expression triviale, c'est un personnage, selon les dires de ceux qui l'ont connu, qui « mangeait à tous les râteliers ». Il avait une propension particulière à vivre aux dépens de certaines personnes de la gent féminine. Il a été impécunieux pendant toute une période de sa vie, et donc rien d'étonnant à ce qu'il ait été financé de manière très modeste, par tel ou tel diplomate, agent des services de son pays. En revanche, quand il est devenu ministre [de la Défense], il a refoulé son passé encombrant, affichant des attitudes extrêmement antisoviétiques. Un vrai cas psychanalytique !

L'arrestation de Carlos

Le rôle de la DST n'est pas de faire de la diplomatie, mais de savoir et surtout de prévoir. Jean-François Clair, l'un des directeurs adjoints qui a développé cette politique d'anticipation, avait pris contact avec les services soudanais en 1994. Il avait su par les Américains que le terroriste Carlos [Ilitch Ramirez Sanchez, né en 1947] était au Soudan. C'était très simple de demander aux services soudanais si Carlos était chez eux. Ils ont commencé par nier : « Non, on ne le connaît pas, etc. » Puis, en insistant, ils ont accepté d'en discuter. L'occasion s'est présentée de le ramener en France quand Carlos s'est fait hospitaliser. Après anesthésie, il s'est retrouvé dans un avion avec de la musique hébraïque dans ses oreilles, croyant qu'il

allait tomber chez les Israéliens… Vous imaginez son soulagement quand il a cru reconnaître Paris. Capturer Carlos était une priorité du service depuis qu'il avait assassiné deux policiers de la DST, l'inspecteur principal Raymond Dous et l'inspecteur Jean Donatini, et blessé le commissaire principal Jean Herranz.

Pilotes de Serbie

Quand deux pilotes d'un Mirage 2000, le capitaine Frédéric Chiffot et le lieutenant José Souvignet, ont été abattus en Republika Srpska en 1995, la DST n'était au départ pas du tout concernée par cette affaire, située à l'extérieur du territoire. Il s'est cependant trouvé qu'elle avait un agent recruté en France, qui faisait des allers-retours entre Paris et Sarajevo. Il avait joué un rôle important lors du voyage de François Mitterrand, précisément à Sarajevo en 1992. Devenu l'un des gardes du corps d'un responsable des Serbes de Bosnie, il a fait savoir un jour que les pilotes étaient vivants. Cette information a été transmise aux autorités françaises, qui ont répondu : « Mais ce n'est pas du tout le point de vue de la DGSE, qui prétend qu'ils sont morts. Il y a une contradiction, essayez d'en savoir davantage. »

Il s'agissait de localiser les pilotes et de prouver qu'ils étaient vivants : d'abord, cet agent a remis la plaque d'identification du moteur, décollée par ses amis. Ensuite, il a fait passer le fume-cigarette de l'un des deux pilotes. Il s'est trouvé que la DST avait noué depuis longtemps des relations avec les services yougoslaves et, ayant reçu à Paris le directeur adjoint du service intérieur serbe, il a inévitablement été question des pilotes. C'est moi qui l'ai traité et, un soir, près de l'École militaire, dans un restaurant entre quatre yeux, je

lui ai demandé si les pilotes étaient vivants. Il ne m'a pas répondu. Mais, par le regard, il me l'a fait comprendre.

J'ai aussitôt pris des engagements avec le général Pierre-Marie Gallois, connu comme pro-serbe, et je l'ai envoyé voir le général Ratko Mladić, qu'il avait connu au cours de sa carrière. Il en est revenu avec un plan pour la libération des pilotes. Le problème, c'est qu'il ne me l'a pas remis directement, mais l'a donné à mon ancien directeur à la DST Yves Bonnet[5], lequel l'a transmis au président de la République Jacques Chirac. On m'a alors demandé d'arrêter là mon action. Ce que j'ai fait, naturellement. Le plan avait un aspect politique : il fallait que le chef d'état-major des armées, le général Douin, se rende à Belgrade, qu'il y ait une prise d'armes à l'extérieur de Belgrade, que les bombardements cessent, toute une série de conditions que je n'ai connues qu'*a posteriori*.

À ce moment-là, j'ai reçu la visite d'Arcadi Gaydamak, qui m'a dit être mandaté par Jean-Charles Marchiani[6] pour essayer de faire libérer les pilotes. [Ancien interprète, « traité » très tôt par la DST, Gaydamak a rapidement fait fortune après la chute de l'URSS, dans une multitude d'affaires s'étendant de l'agro-alimentaire aux armes, en passant par les diamants et les hydrocarbures ; qu'il traite, pour l'essentiel, en Afrique, en Asie centrale, en Russie et en Europe. Titulaire de passeports français, russe et israélien, il a fait face à de multiples affaires judiciaires. Il a longtemps entretenu des liens étroits avec des politiques français, notamment Charles Pasqua.] Malgré le court-circuit Gallois/Bonnet, je l'ai néanmoins incité à poursuivre. Arcadi Gaydamak savait qu'ils étaient vivants et c'est alors qu'est intervenu également le général russe Viktor Zorine qui, de Moscou, a envoyé un officier pour les préparatifs de la libération.

L’association Équilibre

La dernière affaire que j’ai traitée à la DST, en 1996, concerne des humanitaires de l’association lyonnaise Équilibre, faits prisonniers au Daghestan. Par l’intermédiaire de Gaydamak, avec qui la DST était de nouveau en rapport, nous avons reçu des enregistrements audio du chef du groupe des kidnappés, lesquels criaient au secours et demandaient de l’aide. La DGSE était chargée de cette question, mais les négociations traînaient, et le préfet Jean-Jacques Pascal, directeur de la DST, m’a demandé d’aller à Moscou, afin de voir dans quelles conditions on pouvait les faire libérer. J’ai fait préparer le terrain par Arcadi Gaydamak et un cadre du FSB [le service de sécurité intérieure russe], le général Viktor Zorine. Nous avons été reçus à Moscou par l’ambassadeur, M. Colin de Verdière. Avec lui, nous nous sommes rendus au FSB, avec une délégation comptant plusieurs personnes de la DGSE.

Nous avons débarqué dans les locaux de la Loubianka, derrière la fameuse façade, pour rencontrer le général Kovaliov, le président du FSB. Il m’indique : « On va vous aider, je vais charger le général Zorine de cette mission. » Ce dernier prend alors la parole : « M. le Président, vous me demandez de travailler à contre-emploi : je suis responsable du contre-espionnage, et vous me demandez de libérer des agents de la DGSE. » Surprise de ma part, car je n’étais absolument pas au courant ! « Puisque vous le demandez, je vais le faire, poursuit Zorine. Mais je souhaite le faire avec M. Nart, et exclusivement avec lui. Tous les autres vous sortez, on commence dès maintenant. »

Avec la délégation de la DST, on s’est efforcé de mettre en œuvre cette mission, consistant à nous rendre au Daghestan, à Marachkala, sous couvert d’une remise de décoration par le général Zorine à l’un

de ses officiers. Parallèlement à cette manifestation, il y avait bien sûr des discussions, auxquelles on a plus ou moins assisté, mais pas toujours avec les intermédiaires susceptibles de faire libérer les otages français. Au bout de quelques jours, les membres d'Équilibre ont été rapatriés par un vol spécial, je ne les ai jamais vus. Par la suite, Zorine nous a communiqué deux passeports de Français qui avaient été délivrés dans des ambassades africaines à Bruxelles et correspondant, selon lui, aux passeports des officiers de la DGSE, figurant parmi les membres d'Équilibre… À un moment donné, il faut choisir, il faut être efficace. Des compatriotes étaient concernés. Il faut aussi savoir que, quelque temps auparavant, pour n'avoir pas voulu négocier, les Britanniques ont appris la mort de leurs concitoyens, un couple exécuté dans des conditions horribles. Alors que vaut-il mieux ? En ce qui me concerne, je n'ai pas d'états d'âme, il n'y a pas de « cité interdite » !

L'affaire Henri Plagnol[7]

Il n'y a pas d'« affaire Plagnol », mais une affaire américaine à Paris. Nous avions constaté que Mary-Ann Baumgartner était très active dans différents milieux de la capitale et qu'elle rencontrait beaucoup de gens. La DST s'est donc intéressée à elle durant plusieurs mois, sinon plusieurs années ; contact a été pris avec ses relations nouées à Paris. Et, à sa grande surprise, la DST s'est aperçue que des demandes de renseignement diverses avaient été formulées ; en creusant davantage, il a été constaté que des anciens de la CIA, en poste à Paris, venaient spécialement pour traiter quelques personnes issues du cercle de connaissances de Mme Baumgartner, notamment un maître des requêtes au Conseil d'État, Henri Plagnol !

Convoqué au service, il a confié que les Américains lui avaient demandé quelques études particulières. Parfaitement loyal et coopératif, il a continué quelque temps à aider la DST et à affiner les sujets proposés par les Américains et qui concernaient les positions de la France et de la communauté européenne lors de négociations importantes. Puis Plagnol a été candidat à un poste au cabinet du Premier ministre Édouard Balladur. L'affaire prenait une tournure qui risquait d'être difficile à maîtriser. Le gouvernement français a décidé, avec Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, de faire procéder à une expulsion de quatre à cinq personnes de l'ambassade des États-Unis, impliqués dans cette opération. Les Américains ne sont pas indifférents à la recherche de renseignements sur la politique française. Derrière la façade d'une fondation, c'était la CIA. Un ancien officier de la CIA, en poste à Paris et reconnu comme tel, est revenu quelques années après pour traiter ces cas, ce n'était pas spécialement très habile !

Terrorisme

Après, entre autres, les attentats de la rue Marbeuf, de la rue Copernic ou de la rue des Rosiers, entre 1980 et 1982, le gouvernement a demandé que les recherches sur le terrorisme soient mieux organisées. Le petit groupe qui en était chargé à la DST a évolué, est devenu une sous-direction et a pris beaucoup plus d'importance. Au sein de l'Unité de coordination de lutte antiterroriste (UCLAT), une concertation sur le problème terroriste a été mise en place à l'échelon du directeur général de la police. Dans la pratique, au début, la structure n'était pas efficace. La rétention de renseignement était courante. Les services ne sont pas partageux.

D'autre part, il était très difficile de mettre sur la table des renseignements fragmentaires, ce qu'on nous obligeait à faire ! Tout le monde s'occupait un peu de tout. Je crois qu'après quelques années de rodage, cela n'a pas trop mal fonctionné par la suite. Il faut dire qu'en France tous les attentats ont été élucidés. Tous. On ne peut pas lutter contre le terrorisme chacun dans son coin, de manière indépendante, il faut une centralisation et surtout du secret.

La complication, c'était en effet le secret. Il est très difficile de recruter des sources dans ces milieux terroristes. Il faut des années ! On n'est donc pas enclin, dès les prémices d'une affaire, à trop en dévoiler. Je sais qu'on a reproché à la DST de ne pas être intervenue parfois suffisamment tôt, mais c'est toujours le même problème. Il y avait un flot de renseignements. C'est le sujet auquel ont été confrontés les Américains à propos des attentats du 11 Septembre contre le World Trade Center : des masses de renseignements ont occulté le véritable indice qui n'était pas sélectionné au bon moment et qualifié suffisamment à temps pour empêcher l'opération… Empêcher des attentats, c'est vraiment très difficile, il faut être très au fait, sinon entrer dans les centres de décision des terroristes, du moins être à la périphérie, en restant à portée des exécutants, qui vont peut-être commettre des erreurs en parlant trop au téléphone ou sur Internet – c'était le cas mais bon…

Il est certain que les autorités françaises, au début des années 1979-1980, n'avaient pas mesuré l'ampleur du phénomène terroriste, et qu'elles s'énervaient un peu sur ce sujet. Mais, lorsque François Mitterrand a créé en 1982 la cellule antiterroriste de l'Élysée, la DST, en particulier moi-même, avons été très mécontents pour des raisons plus de forme que de fond, car cette organisation a pris chez nous quelques éléments de valeur. Cette cellule est une erreur stratégique, une erreur totale, qui a mal fini[8]. Le pouvoir politique doit rester

politique. Il ne faut pas qu'il se mêle des affaires techniques. Il doit coordonner, donner des directives, gérer au besoin certaines crises. Mais à chacun son métier. Ces gens sont dangereux ! Il ne faut pas mélanger les genres. Une maladie française qui se poursuit ?

---

1. Voir son témoignage, pp. 171-175.
2. Lire à ce sujet *L'Affaire Farewell vue de l'intérieur*, Raymond Nart et Jacky Debain, Nouveau monde éditions, 2013.
3. Voir son témoignage, pp. 146-150.
4. Voir son témoignage, pp. 215-222.
5. Voir son témoignage, pp. 177-194.
6. Voir son témoignage, pp. 366-368.
7. Voir son témoignage, pp. 417-421.
8. Voir le témoignage de Christian Prouteau, pp. 245-253.

Jacky DEBAIN

« Après la chute du Mur, je n'ai jamais pensé que nous allions être au chômage. »

Entré en 1973 à la DST, Jacky Debain, né en 1943, est l'un de ceux qui a donné le plus de fil à retordre aux espions de l'Est en France. Il était aux manettes dans le suivi de Vladimir Vetrov, *alias* Farewell, à tel point qu'après la chute du Mur de Berlin et de l'URSS, à l'heure de la réconciliation, les Russes ont eu un peu de mal à passer l'éponge.

« 74 % des technologies pillées à l'Ouest étaient américaines. Toutes n'avaient pas été volées aux États-Unis, certaines l'avaient été en Europe, d'autres en Inde, par exemple. Mais les Américains étaient les premiers concernés par l'affaire Farewell et l'ont exploitée au maximum. Une attitude qui, probablement, a provoqué l'irritation du président Mitterrand, croyant que cette affaire semblait échapper à la France, ce qui n'était pas du tout le cas. Nous avons pensé, au vu du matériel et des preuves dont nous disposions, que le moment était venu de procéder à des expulsions. Des opérations qui se produisaient quand même assez souvent, mais rarement de façon aussi massive… Ce qui était nouveau, quand la France a renvoyé 47

Soviétiques, le 5 avril 1983, c'était l'ampleur du coup de filet. Cette fois-ci nous avions l'occasion de porter un coup majeur au dispositif de renseignement soviétique en France.

Expulsion des espions soviétiques

Nous avons établi une liste des espions à partir de nos informations. Nous n'avons privilégié aucune ligne spécifique du KGB. Nous avons, au contraire, choisi des officiers de renseignement qui opéraient à la fois dans le domaine politique, scientifique et technique, ou encore dans le domaine de l'influence. C'était en quelque sorte un message que nous envoyions à l'Union soviétique et au KGB, leur signifiant : « Vous voyez, nous connaissons bien vos hommes à Paris. » Quelques noms constituaient autant de signes pour les Soviétiques, particulièrement celui du fils du dirigeant du KGB Vladimir Krioutchkov, qui occupait une sinécure à l'UNESCO, à Paris. Il avait très mauvaise réputation parmi ses compatriotes et c'est un petit plaisir qu'on leur a fait…

J'ai eu l'occasion d'évoquer à Moscou la constitution de cette liste avec ceux qu'il fallait bien appeler à cette époque nos « collègues du KGB ». Ils avaient d'ailleurs pris l'initiative de cette rencontre, sans aucune acrimonie, en me reprochant d'avoir constitué une liste qui était certes solide, mais dans laquelle trois personnes n'appartenaient pas aux services. Effectivement, il y avait parmi les expulsés deux journalistes qui étaient des « cooptés ». À savoir des gens qui, en permanence, offraient leurs services à leurs camarades du KGB à l'ambassade. Il y avait également le fils du résident à Washington, c'est-à-dire le patron du poste d'espionnage du KGB aux États-Unis. Cette expulsion a fait mal au KGB ; je pense qu'elle a également

déstabilisé Iouri Andropov [qui avait quitté la tête du KGB l'année précédente pour prendre la présidence du Soviet suprême]. Il se trouvait, à l'époque, dans une position assez fragile.

Afin de réaliser une sensibilisation beaucoup plus large, nous avons par la suite, en 1985, utilisé les médias. Un clash s'est alors produit avec Mme Édith Cresson [alors ministre du Commerce extérieur], car au moment où sont parus ces articles dans *Le Monde*, le 29 mars 1985, par ailleurs fort bien faits, la grande commission franco-soviétique s'est réunie ; on a donc accusé la DST de vouloir saboter notre coopération avec les Russes dans le domaine économique. C'était simplement un coup du sort : parfois on a de la chance, parfois moins… Deux jours auparavant, Raymond Nart[1] – j'étais à l'écouteur, donc je sais très bien ce qui s'est dit – a téléphoné au Quai d'Orsay pour demander si la grande commission allait se réunir. On lui a répondu : « Oui, effectivement, elle devait se réunir, mais tout a été annulé. » Et l'opération est partie. Deux jours après, Soviétiques et Français avaient changé d'avis, et la grande commission se réunissait à nouveau. Voilà toute l'histoire ! Le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Louis Bianco, était absolument furieux, mais cette opération n'a pas été décidée et réalisée du jour au lendemain. Depuis deux mois les journalistes travaillaient sur cette affaire, et notre directeur Yves Bonnet avait passé le message, il avait fait savoir ce qui se tramait. Peut-être les messages n'ont-ils pas été passés au bon endroit, ou n'ont-ils pas été relayés ?

L'après-guerre froide

Après la chute du Mur, je n'ai jamais pensé que nous allions être au chômage. Les officiers de renseignement soviétiques n'ont pas

cessé leurs opérations en France. Il nous a fallu accompagner ces événements et essayer de les comprendre, d'autant que les Soviétiques n'étaient pas les seuls à déployer des activités d'espionnage en France. De plus, d'autres menaces commençaient à poindre. Nous avons notamment subi l'explosion des nationalismes dans les Balkans, qui nous a beaucoup mobilisés à la DST. Avec également des otages dans le Caucase. C'est presque comme un écran de télévision d'époque : quand on l'éteint, une luminosité demeure…

Nous avons assez rapidement établi des contacts officiels avec les responsables du KGB et, un peu plus tard, du GRU, le service de renseignement militaire. De la manière la plus simple, en recevant le responsable du poste d'espionnage soviétique à Paris, « le résident », nous sommes entrés dans un processus de rencontres, soit dans la capitale, soit à Moscou, avec M. Ievgueni Primakov, qui deviendra plus tard Premier ministre, ensuite avec M. Sergueï Stepachine, qui occupera aussi ce poste, et nous avons commencé à parler. Primakov ne faisait pas la une des journaux, on ne le reconnaissait pas dans les couloirs. Simplement, tous ces gens du KGB avaient vécu très longtemps à l'extérieur de l'Union soviétique, étaient extrêmement à l'aise dans la société occidentale. Primakov avait été en poste au Caire, en compagnie du résident du KGB de l'époque à Paris, qui parlait un excellent français qu'il avait dû apprendre au Liban. Pourquoi ces contacts ? Nous avions envie d'aller voir de l'autre côté de la vitre, ce qui se passait réellement dans ce pays. Nous n'avons pas été véritablement surpris par ce que nous avons découvert ; nous avions travaillé pendant de longues années sur les activités des services de renseignement soviétiques et nous avons constaté que nous les connaissions bien. Alors que je pressais les Russes d'être un peu plus précis et explicites sur ce qu'ils me disaient d'un certain nombre d'opérations, l'un d'entre eux m'a répondu un jour :

« Écoutez, pas aujourd'hui, attendons un peu ; vous savez, nous venons de très, très loin. »

La nature des relations, évidemment, dépendait des personnes que nous avions en face de nous, mais également des pays. Je me souviens très bien d'un contact avec le chef du GRU, auquel nous avions demandé de cesser ses activités de renseignement sur le territoire français. Nous lui avons dit que nous avions identifié ses officiers, que bien entendu nous exercions une surveillance sur eux de peur qu'il leur arrive quelque chose, mais que ce serait quand même bien de ne plus perdre de temps dans ces activités absurdes après la chute du Mur et qu'il ferait mieux de les rappeler. Alors il a souri, nous a répondu qu'il nous remerciait de prendre soin de ses hommes, mais que ceux-ci étaient payés par les contribuables de son pays, qu'ils avaient une mission à remplir et qu'ils la rempliraient. C'était une fin de non-recevoir et que le meilleur gagne. Mais c'était quand même une attitude assez rare.

Y avait-il beaucoup de taupes ? Nous en avons arrêté quelques-unes. Ensuite, nous avons tenté de vérifier nos renseignements auprès des services d'Europe centrale, et même d'Union soviétique. Nous leur avons proposé d'apurer ces dossiers, ce qui était de nature évidemment à nous donner une idée beaucoup plus globale de ce qui s'était produit en France. Nous n'avons pas connu de grandes surprises. Certains pays qui avaient, en matière de renseignement, une tradition très « stalinienne » ont refusé de parler. Ce n'étaient pas les plus actifs en France. D'autres ont accepté, à condition bien entendu qu'aucune action judiciaire ne soit menée contre leurs anciens agents. Ont-ils ouvert tous leurs dossiers ? Je ne le garantis pas !

1. Voir son témoignage, pp. 151-169.

Yves BONNET

« Comment faites-vous quand vous avez besoin de renseignements à l'étranger ? – Je m'adresse aux Anglais ! »

Successeur de Marcel Chalet à la DST, Yves Bonnet, né en 1935, a fort bien compris que le savoir-faire du service exigeait un peu de communication. En 1985, il décide de révéler les raisons de l'expulsion de 47 espions soviétiques, deux ans plus tôt. Et déclenche aussitôt le courroux de l'Élysée. Cela méritait quelques explications !

« L'affaire Farewell ne nous apprend rien, strictement rien. Mais elle nous permet de mesurer très exactement ce que les Soviétiques ont volé à l'Occident. Les 2 997 documents différents – de la simple feuille à un rapport de synthèse – que nous transmet Farewell ont été, sans aucune exception, volés à l'Ouest. Beaucoup sont en anglais, et seules les synthèses sont en russe. Nous avons eu à les traduire et à les étudier. Mais, lorsque j'arrive à la tête de la DST, en décembre 1982, et que ce dossier m'est confié, j'apprends du même coup que la CIA en est déjà très largement informée. Et qu'elle a été

associée, dès le départ, aux investigations menées à partir des révélations de Farewell.

La DGSE, elle, n'est pas au parfum, la CIA étant véritablement le seul service qui travaille, à cette époque-là, avec la DST. Assez rapidement, nous allons nous ouvrir à d'autres services. Le premier mis au courant sera le service britannique, et même plus précisément son gouvernement. Puis ce sera celui de l'Allemagne, mais la DGSE ne l'apprendra que par la suite. Cela n'a pas été particulièrement apprécié par nos camarades. Nous procédons ainsi, car il ne règne pas un climat de très grande confiance entre nos deux services. Mon prédécesseur, Marcel Chalet[1], a estimé, pour des raisons de sécurité, qu'il était important qu'aucun service, autre que celui qui pouvait nous apporter une assistance, ne soit mis dans la confidence. Or, il avait une très grande confiance dans les services britanniques, cela ne l'aurait pas du tout gêné de prévenir les Anglais. Mais, de son temps, il ne leur a rien dit, parce qu'ils n'étaient pas susceptibles de nous rendre de grands services, alors que nous attendions des Américains une assistance technique.

Après quelques mois au service, je demande audience au président de la République, François Mitterrand, pour lui présenter une synthèse de l'affaire Farewell. Il me reçoit seul, et je lui apporte un dossier. Je lui expose très longuement, durant à peu près une heure, et le Président ne m'interrompt pas une seule fois. Je lui présente ce qu'est l'espionnage soviétique et ce que l'affaire Farewell nous a apporté. À la fin de mon exposé, Mitterrand me demande : « Que me proposez-vous ? – M. le Président, je vous propose l'expulsion d'une quarantaine d'officiers de renseignement de l'ambassade d'Union soviétique à Paris. » Sans la moindre hésitation, François Mitterrand me répond : « Allez-y ! » Il est si rapide que j'ai un petit trouble. Mais supposez qu'on se mette à expulser une

quarantaine de diplomates soviétiques, alors que le Président n'avait pas très bien compris ! Quitte à paraître un peu insolent, je réitère donc ma question. Et il me répète : « Allez-y ! »

Je quitte l'Élysée, j'informe au passage Gilles Ménage[2] [alors directeur de cabinet adjoint de la présidence de la République] que j'ai vu Mitterrand. Je lui explique que nous allons procéder à une expulsion et que le Président m'a donné son accord. Il ne me reste plus qu'à prévenir mon ministre qui, aux anges, me lance : « Ah ! vous voyez bien qu'on a un grand président ! » François Mitterrand veut faire prévenir un certain nombre de ses partenaires occidentaux. Il me fait donc rédiger une lettre à destination de Margaret Thatcher et d'Helmut Kohl et il charge Gilles Ménage d'aller la porter. Il souhaite qu'en France une sensibilisation soit faite. Il veut que les ministres du gouvernement, en charge d'affaires touchant au domaine de Farewell, soient informés. Je leur présente les réalités de l'affaire, avant de sensibiliser un grand nombre d'acteurs économiques français ou institutionnels. Je vais étendre cette pédagogie, en particulier à tous nos partenaires du Club de Berne et à tous les pays pour lesquels nous avons trouvé des renseignements les concernant, jusqu'à la Finlande.

L'expulsion avait été décidée par le président de la République, elle est instrumentalisée par la DST, mais elle est exécutée par le Quai d'Orsay. C'est le ministère des Affaires étrangères, en la personne de son secrétaire général, Francis Gutmann, qui convoque l'ambassadeur de l'Union soviétique et lui signifie l'expulsion. Nous avons eu une réunion préparatoire un peu tendue d'ailleurs, je dois dire, au Quai, à laquelle Gaston Defferre [ministre de l'Intérieur] s'est rendu personnellement. Moi, j'accompagnais mon ministre. Et Gutmann, qui manifestement n'approuvait pas la mesure, nous a signifié qu'il fallait que cela reste discret. Mais vous ne frappez pas un grand coup dans

le silence du cabinet, vous le faites sur la place publique ! Les diplomates seront expulsés le 5 avril 1983.

Plus tard, dans le cadre de nos rencontres régulières avec la CIA, je me suis rendu à Langley [siège historique de la CIA, en Virginie, dans la périphérie de Washington], où j'ai reçu un accueil somptueux, inoubliable : pour les Américains, je suis l'homme qui a expulsé 47 Soviétiques ! Quelques mois après cet épisode, je rencontre François Mitterrand dans le cadre des audiences qu'il m'accordait. Puis il me confie, pince-sans-rire : « Ah, vous m'en avez fait faire une bonne. Figurez-vous que l'autre jour, j'ai demandé un de mes correspondants habituels à l'ambassade soviétique, M. Tchetverikov, et on m'a répondu : "Mais comment, M. le Président ? Vous l'avez expulsé." » Et il ajoute : « Vous vous rendez compte ? Vous m'avez fait expulser un de mes meilleurs amis, si ce n'est mon meilleur contact au sein de l'ambassade de l'Union soviétique ! » Or, Nicolaï Tchetverikov était le « résident » du KGB et, visiblement, le Président l'ignorait !

Je souhaite insister sur un point sous-estimé. En expulsant les Soviétiques, François Mitterrand a également fait la preuve de sa détermination, ce qui n'est pas sans intérêt pour le concept et la gestion de la dissuasion nucléaire. Vous le savez, celle-ci repose sur deux éléments. Le premier est la disposition matérielle de l'instrument : la bombe atomique et son vecteur doivent être en état de marche. Mais le second élément, dont on ne parle jamais, n'est autre que la capacité d'une autorité politique à appuyer sur le bouton rouge. L'affaire Farewell a démontré que la résolution du Président ne faisait pas défaut.

De l’espionnage au terrorisme

Toute l’affaire demeurait largement confidentielle. Le public avait été informé des expulsions, mais ne savait pas pourquoi elle s’était produite. J’ai vu un avantage à prolonger notre action de sensibilisation et de propagande à travers un journal comme *Le Monde*. Je reçois le journaliste Edwy Plenel[3]. On parle de la DST, je lui remets une copie de deux documents qui, depuis presque deux ans, étaient présentés très régulièrement à tous nos interlocuteurs et avaient donc été lus par des centaines, si ce n’est des milliers de personnes. Quand le papier sort dans *Le Monde*, le 29 mars 1985 dans l’après-midi, pour expliquer les raisons de l’expulsion des espions soviétiques, il fait l’effet d’un coup de tonnerre.

J’ai été sauvé, provisoirement, d’un débarquement, parce que, dès le lendemain, je devais partir à Alger pour aller négocier la libération de Gilles Sydney Peyroles [directeur du centre culturel de Tripoli (Nord Liban), enlevé le 23 mars 1985] et que, contre toute attente, cette libération a eu lieu. Dans la mesure où le directeur de la DST avait réussi à faire libérer un otage, c’était assez difficile, le mercredi suivant, de mettre son limogeage à l’ordre du jour du Conseil des ministres et de le faire disparaître de la scène… On a donc dû attendre cinq mois pour me congédier et me nommer préfet du Finistère.

Deux ans plus tard, je suis préfet de la Guadeloupe. François Mitterrand y fait escale et on se retrouve, côte à côte sous la pluie, en train d’escalader la passerelle du Concorde. Et le Président m’a dit exactement ces trois phrases : « Vous savez, j’ai beaucoup apprécié ce que vous avez fait à la DST. » Je ne réponds pas. Un temps d’arrêt. Il continue, on remonte quelques marches, il ajoute : « Et j’ai beaucoup regretté votre départ. » Ce qui ne manque pas de saveur. Et puis à

nouveau quelques marches… « Mais vous devez comprendre que je ne pouvais pas faire autrement. » Des phrases parfaitement ciselées, équilibrées, qui m'ont suffi, je n'avais pas besoin d'autre récompense. J'ai eu, à cet instant, la certitude que j'avais bien fait mon métier.

La cellule de l'Élysée

Curieusement, cela paraît à peine croyable, je ne sais pas grand-chose de la cellule de l'Élysée, structure éminemment secrète. Tout ce que j'en connais, c'est par son chef, le commandant Prouteau[4], et le commissaire Pierre-Yves Gilleron qui y représente la DST. La conception de la cellule sort tout droit de l'imagination du commandant Prouteau. C'est lui qui a rencontré François Mitterrand, qui le persuade, à tort ou à raison, que ses services de sécurité ne fonctionnent pas. Prouteau lui livre un paquet-cadeau, tout ficelé. Seulement, il n'a jamais exercé de responsabilités à ce niveau-là et peut difficilement prétendre donner des ordres à un ministre. Encore qu'il traite d'égal à égal lorsqu'il en rencontre un, car il se sent investi d'une part de l'autorité du Président.

Personne ne prend la peine à l'Élysée, ni Christian Prouteau, ni Gilles Ménage[5], de m'expliquer exactement en quoi consiste cette cellule, ses missions, encore moins ses moyens. Et nous naviguons dans le brouillard. Et tous mes camarades des directions de police, en particulier le directeur des RG, sont dans le même cas, alors que cet organisme est censé coordonner l'action de tous les services français de sécurité et de renseignement ! Charité chrétienne et policière oblige, à chaque faux pas de cette structure, qui se plante avec une régularité d'horloge, les services de police se marrent… Elle perd très rapidement toute crédibilité.

Je suis le premier directeur de la DST nommé par François Mitterrand et, de ce fait, on me considère comme un rouge, un socialiste, ce que je ne suis pas ! Mitterrand ne m'a jamais rien demandé qui sorte des sentiers battus. En revanche, Gilles Ménage me propose des missions un peu extraordinaires, comme quand il a souhaité que la DST fasse le tour des maisons d'édition pour empêcher la parution d'un livre de Jean-Edern Hallier. Je ne vois pas très bien ce que la sécurité et les ingérences étrangères avaient à voir là-dedans. C'était malvenu.

[Cofondateur, en 1960, de la revue *Tel Quel*, l'écrivain et polémiste Jean-Edern Hallier (1936-1997) avait espéré être nommé ministre de la Culture par François Mitterrand. La déception de ce polémiste dépourvu de scrupules, pas de talents, qui s'en était déjà pris à Valéry Giscard d'Estaing[6], le conduisit à exercer un chantage sur le Président. En 1983, il fait savoir qu'à défaut d'obtenir satisfaction, il publiera un livre, *L'Honneur perdu de François Mitterrand*[7], qui révélera l'existence de sa fille Mazarine Pingeot, née hors mariage en 1974.]

Relations avec la DGSE

Parmi les recommandations que m'adresse François Mitterrand lorsque j'arrive à la DST, figure celle-ci, très précise et très forte : « Il faut vous entendre avec la DGSE, dont je viens de changer le directeur : Pierre Marion s'en va, Pierre Lacoste lui succède. Je veux donc que vous vous entendiez avec la DGSE. » Et, loyalement, je cherche à le faire, sous le regard ironique et sceptique de mes collaborateurs qui, pour les plus hardis d'entre eux, me confient : « Patron, vous perdez votre temps, il n'y a rien à faire avec ces gars-

là. » J'essaye malgré tout de collaborer avec la DGSE et propose à l'amiral Lacoste un certain nombre de mesures concrètes : que nous ayons chacun un officier de liaison au cabinet de l'autre. J'émets aussi l'idée de réunions régulières d'état-major, d'opérations communes et, en gage de ma bonne volonté, je donne trois dossiers à traiter à la DGSE, dont l'un au Brésil. Je lui demande les investigations dont nous avons besoin dans le prolongement de notre enquête. Aucune n'est revenue. Pas une ligne, pas un mot ! L'échange d'officiers n'a pas eu lieu. Les réunions d'état-major, il y en a eu deux. À la seconde, un des collaborateurs de l'Amiral a lancé : « Bon, écoutez les gars, maintenant ça va, nos patrons font ce qu'ils veulent et font mumuse, nous, on sait bien à quoi on doit s'en tenir. »

Et puis, très vite, explose l'affaire Aulas. Michel Aulas est à cette époque mon adjoint. Ce policier représente, aux côtés du directeur de la DST, ses collègues et assure la continuité quand son patron n'est pas là. Un jour, nous apprenons, par un officier du service britannique – qui finira d'ailleurs sa carrière comme patron du MI6 –, que les gens de la DGSE lui ont confié – à lui, Britannique… –, que mon adjoint était un agent soviétique ! L'homme qui a fait ces révélations est le colonel Moreau [chef du service de contre-espionnage de la DGSE]. C'est une accusation extrêmement grave. Même si nous sommes très amis avec nos homologues britanniques, ils travaillent tout de même dans un service étranger.

Je me précipite chez l'amiral Lacoste pour lui faire part de mon indignation. Parce que les faits étaient faux et parce que, eussent-ils été vrais, j'aurais dû être le premier informé. L'amiral proteste de sa bonne foi, mais j'en réfère au secrétaire d'État à la sécurité, Joseph Franceschi, qui se saisit du dossier, réunit tout le monde, avant que l'affaire ne se termine en quenouille et plombe définitivement toute opportunité de bonnes relations avec la DGSE. J'ai, par la suite, été

convoqué devant une commission d'enquête sénatoriale, dont le rapporteur était le préfet Paul Masson, qui planchait sur la coordination des services de sécurité. Il m'a demandé si nous collaborions avec la DGSE. Je lui ai dit la vérité. Il s'est alors inquiété : « Mais dans ce cas-là, comment faites-vous quand vous avez besoin de renseignements à l'étranger ? » Je lui ai fait cette réponse qui l'a horrifié : « Je m'adresse aux Anglais. » Ce qui était exact ! Devant une commission parlementaire, vous jurez de dire la vérité, vous la dites.

Il faut aussi se rappeler que notre ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, n'était pas du tout acharné, ni impliqué à défendre la DGSE. Pour parler simplement, elle le faisait rigoler. Mais Joseph Franceschi avait imaginé de nous rapprocher avec l'amiral Lacoste et il s'était mis d'accord avec François Durand, dit de Grossouvre, autre personnage singulier, pour que, une ou deux fois par mois, nous nous rassemblions.

[Présenté à François Mitterrand par Pierre Mendès France après l'affaire de l'Observatoire, en 1959, François de Grossouvre (1918-1994) est un médecin devenu industriel, résistant passé par l'Organisation de résistance de l'armée (ORA), puis par le sinistre Service d'ordre légionnaire (SOL) de Joseph Darnand, avant de rejoindre le maquis du Vercors en 1943. Après-guerre, il devient un honorable correspondant du SDECE, participant notamment au réseau dormant Stay Behind. Personnalité controversée, de Grossouvre se verra confier le suivi des services de renseignement dès l'arrivée de François Mitterrand à l'Élysée, de même que l'organisation de la sécurité de la « seconde famille » du Président. Finalement tombé en disgrâce, notamment en raison de son indiscrétion, François de Grossouvre s'est suicidé dans son bureau de l'Élysée, le 7 avril 1994.]

On se réunissait autour d'une bonne table, comme on fait toujours en France. Tout le monde invitait, sauf moi, qui n'avais pas les moyens de payer la note ! On parlait de tout – de la Corée, du Liban, etc. –, mais absolument pas de coordination. Les deux personnages censés arbitrer entre la DGSE et la DST, Franceschi et de Grossouvre, n'avaient ni l'un ni l'autre la carrure et les connaissances pour ce faire. Ni l'un ni l'autre, j'insiste ! Le président de la République ne m'avait jamais parlé de Monsieur de Grossouvre, seulement de Gilles Ménage qui avait sa confiance. Mais de Grossouvre s'était imposé par la force des choses dans l'entourage de François Mitterrand, qui le supportait pour ne pas lui faire de peine. Le Président était trop subtil pour passer par ses jeux d'intrigue.

L'affaire de l'ASALA

C'est une accusation qui a été portée contre la DST et contre votre serviteur : dans l'affaire de l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA), nous avons été soupçonnés d'avoir su par avance que l'attentat du 15 juillet 1983, à Orly, qui a provoqué la mort de 8 personnes, allait être commis et de n'avoir rien fait. Que s'est-il passé exactement ? Il est vrai qu'un certain nombre d'Arméniens étaient sur écoutes, que la totalité du réseau était suivie et surveillée par la DST. Ces gens-là s'expriment soit en arménien, soit en arabe, soit en turc. Et leurs écoutes étaient transcrites aux Invalides, au Groupement interministériel de contrôle (GIC). Mais quand des gens s'expriment dans une langue rare, on les enregistre sur bande, trois interprètes viennent une ou deux fois par jour et transcrivent, bien évidemment, après que la conversation se soit déroulée.

Le 13 juillet, nous enregistrons une conversation entre deux des terroristes, qui porte sur la commission de l'attentat. Le 14 juillet, personne ne travaille en France. Les bandes ne sont reprises que le 15 juillet, alors que l'attentat a déjà été commis. Il est évidemment trop tard, mais nous avions difficilement les moyens de faire autrement. Il était impossible de jouer les Madame Soleil pour prévoir un attentat, à travers des conversations extrêmement floues et avec des délais que nous ne maîtrisions pas. Après les faits, on a fait les rapprochements, on a écouté les bandes, on a trouvé cet entretien et les individus à interpeller. Je rappelle que peu de services – je crois qu'il n'y en a pas – ont réussi à mettre la main dans des délais pareils sur un réseau venant de commettre un attentat terroriste. Nous avons clairement fait notre métier et mes garçons ont été capables, en trois jours, d'arrêter la totalité des membres du réseau.

L'Algérie et le terrorisme

Lorsque j'arrive à la DST, elle a une histoire, une tradition et une attitude plutôt germanophobes et arabophobes. Or, il se trouve que je suis germanophile et arabophile. Je commence donc par supprimer les écoutes sur l'ambassade d'Allemagne, puis j'imagine me rapprocher des services arabes, avec lesquels nous n'entretenions jusque-là aucune relation. Et le premier pays, qui me paraît prioritaire, c'est l'Algérie. Je rencontre ainsi mes homologues, le colonel Lakehal Ayat et le commandant Smaïn Lamari, qui se déplacent en binôme. On sympathise et on engage cette collaboration qui dépasse les clivages du passé : j'ai été officier en Algérie, ils ont

fait la guerre contre la France, mais on oublie tout. Entre anciens combattants, c'est toujours plus facile de réussir à s'entendre.

Dès le départ, les Algériens se montrent d'excellents professionnels – largement formés par nos amis soviétiques, une très bonne référence –, loyaux et même amicaux. Comme toujours avec des services orientaux, la relation personnelle finit par prendre le pas sur le reste. J'ai conservé jusqu'à leurs morts des liens très amicaux avec Lakehal Ayat [† 14 juin 2006] et surtout avec Smaïn Lamari [† 27 août 2007]. Si la France a marqué des points dans la lutte contre le terrorisme messianique, en particulier par rapport aux Américains, c'est précisément en raison de ces relations privilégiées avec l'Algérie. Ce pays, ainsi que la Syrie, la Libye, ou l'Irak d'avant 2003, sont des États « laïcs » qui ne font pas la part belle au fait religieux. Un mode de pensée qui déplaît profondément aux États-Unis car, pour eux, un « régime arabe laïc » renvoie forcément à un « régime communisant », ou « cryptocommuniste » comme on disait autrefois. C'est une erreur colossale !

Le 30 mars 1985, je pars pour Alger, afin de négocier la libération de Sydney Peyroles, enlevé au Liban la semaine précédente. La veille, *Le Monde* et France 2 avaient révélé les raisons de l'expulsion des espions soviétiques, deux ans plus tôt. Soyons honnêtes, je ne suis pas au meilleur de ma forme, très déstabilisé par cette affaire. Je demande donc au ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe [qui a succédé, le 19 juillet 1984, à Gaston Defferre] si je dois réellement y aller. Il me répond, plus résigné qu'enthousiaste : « Oui, allez-y. » Je n'ai aucun mandat particulier, ni marge de manœuvre. Le colonel Lakehal Ayat et le commandant Smaïn Lamari m'informent, dès que je touche le sol algérien, que les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) veulent échanger Peyroles contre Georges Ibrahim Abdallah, leur chef arrêté en France. Je rétorque : « Vous n'y pensez pas !

Peyroles a été emmené de vive force, et Abdallah a été interpellé dans le cadre d'une procédure judiciaire légale. » Ils me répondent que « le sujet, c'est l'échange ». Tous mes efforts et ceux de nos amis algériens vont donc consister à faire comprendre aux gens des FARL qu'ils doivent libérer Peyroles, et qu'en compensation ils obtiendront la libération d'Abdallah qui repose uniquement sur notre bonne foi. Or, ma parole ne vaut rien pour eux, seule compte celle du commandant de la sécurité militaire algérienne, le colonel Lakehal Ayat. Qui leur donne.

Je me suis escrimé à obtenir que mon ami Lakehal Ayat soit couvert par les autorités françaises. Et mon directeur de cabinet à la DST, Jacky Debain[8], fait le siège de Pierre Joxe et de Roland Dumas, le ministre des Affaires étrangères, pour obtenir leur parole. Aucun ne va la donner. Et, quand je reprends l'avion pour Paris, la mission est terminée et réussie, puisqu'on nous annonce la libération de Peyroles, qui intervient effectivement dès le lendemain, grâce en particulier à l'intervention de Georges Habache [le leader du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)].

Je rentre sans jamais avoir reçu le soutien ni l'aval de qui que ce soit. En revanche, lorsqu'il a fallu se féliciter de la libération de Peyroles, il y eut un peu plus d'amateurs… [L'affaire n'est pas terminée pour autant : Georges Ibrahim Abdallah n'a pas été libéré, contrairement aux engagements pris par les Algériens]. Quelques heures après cette libération, nous recevons de Suisse une information sur une adresse qui se situe rue de la Croix, à Paris. On y trouve une malle contenant des armes, en particulier un revolver, de la documentation, des papiers au nom d'Abdallah. L'arme se trouve être celle qui a tué l'attaché militaire adjoint des États-Unis, le colonel Charles Ray, assassiné le 18 janvier 1982 à Paris, et le diplomate

israélien Yacov Barsimentov, le 3 avril de la même année. Et, sur l'arme, se trouvent les empreintes d'Abdallah.

Sur le coup, cette affaire m'a placé dans une position extrêmement inconfortable vis-à-vis des Algériens. Le seul qui m'épaule est François Scheer, alors ambassadeur de France à Alger. Il va s'efforcer de leur expliquer que nous n'y sommes pour rien et que c'est le produit d'un malheureux concours de circonstances. Quelque temps plus tard, d'autres prises d'otages interviennent au Liban – Michel Seurat, Marcel Fontaine et Marcel Carton [enlevés le 22 mars 1985], Jean-Paul Kauffmann [22 mai 1985][9] et les journalistes d'Antenne 2[10] –, alors que la parole de la France a été totalement déconsidérée par cette affaire. Qu'on le veuille ou non, toutes les négociations qui s'engagent ensuite vont être obérées, influencées par cette absence, cet oubli de la parole donnée.

En 1992, la France a accepté que Georges Habache reçoive des soins médicaux dans un hôpital parisien. Je n'en ai pas été choqué, car il n'a jamais mené d'actions contre la France et n'a donc jamais été considéré comme un ennemi. La polémique a été très politique. Il s'agissait d'accuser le pouvoir socialiste de faiblesse. Mais, entre nous, si les gens de droite avaient été aux affaires, j'espère pour eux qu'ils auraient fait la même chose.

Le terrorisme ? Un épiphénomène

Le terrorisme est un épiphénomène. C'est une maladie, mais pas mortelle. Aucun régime n'a été renversé, aucun État n'a été déstabilisé, même provisoirement, par lui. Après le 11 Septembre 2001, les États-Unis n'ont pas changé. La démocratie américaine n'a pas été mise en danger du point de vue de l'État. Le vol d'une

technologie particulièrement pointue est aussi grave qu'un attentat provoquant la mort d'hommes. Le problème, c'est que l'un éclate au grand jour, et que l'autre, la plupart du temps, reste strictement confidentiel. Est-il plus périlleux d'avoir 500 morts à la Gare Saint-Charles [à Marseille], ou de se faire voler la technologie des têtes multiples qui sont contenues dans une ogive nucléaire ? Le terrorisme, ce n'est rien d'autre qu'une violence qui s'en prend à des innocents, ou qui oublie la notion de territorialité. Nous avons connu, pendant un certain nombre d'années, un terrorisme identitaire : irlandais, espagnol, corse dans une certaine mesure, palestinien. À ce dernier va succéder, au début des années 1990, un terrorisme d'une tout autre nature qui ne revendique pas une liberté ou la disposition d'un territoire, mais l'expansion d'une forme de pensée, en l'occurrence d'une religion : c'est un terrorisme messianique, forme moderne de terrorisme beaucoup plus inquiétante que la forme identitaire, parce qu'elle est universelle.

Les moines de Tibhirine

Je n'ai joué aucun rôle dans l'affaire des moines de Tibhirine, assassinés en 1996, mais j'en ai été un témoin indirect. De 1993 à 1997, je suis député de la Manche et président du groupe d'amitié France-Algérie de l'Assemblée nationale. Je me rends souvent en Algérie au cours de cette période. Je suis le seul homme politique français dans ce cas et mes hôtes apprécient mes visites. J'ai couramment accès à la radio et aux télévisions algériennes, je suis reçu par le président de la République Liamine Zéroual. Un traitement qui, d'habitude, n'est pas réservé à un parlementaire.

La stratégie du Groupe islamique armé (GIA) et du Front islamique du salut (FIS) vise alors à couper l'Algérie de toute relation avec l'extérieur, singulièrement avec la France. Tout Français qui part là-bas brise cet interdit. Lorsqu'arrive l'affaire des moines de Tibhirine j'effectue coup sur coup deux voyages en Algérie et, les deux fois, je rencontre Smaïn Lamari, patron de la Sécurité militaire. Il me fait part de son regret de toute absence de collaboration de la part des Français. Non pas de la DST, qui dispose d'un officier de liaison à l'ambassade, mais de la DGSE et des services de l'ambassade de France. Il vient deux fois à l'hôtel m'expliquer ce qu'il a entrepris pour retrouver ces moines.

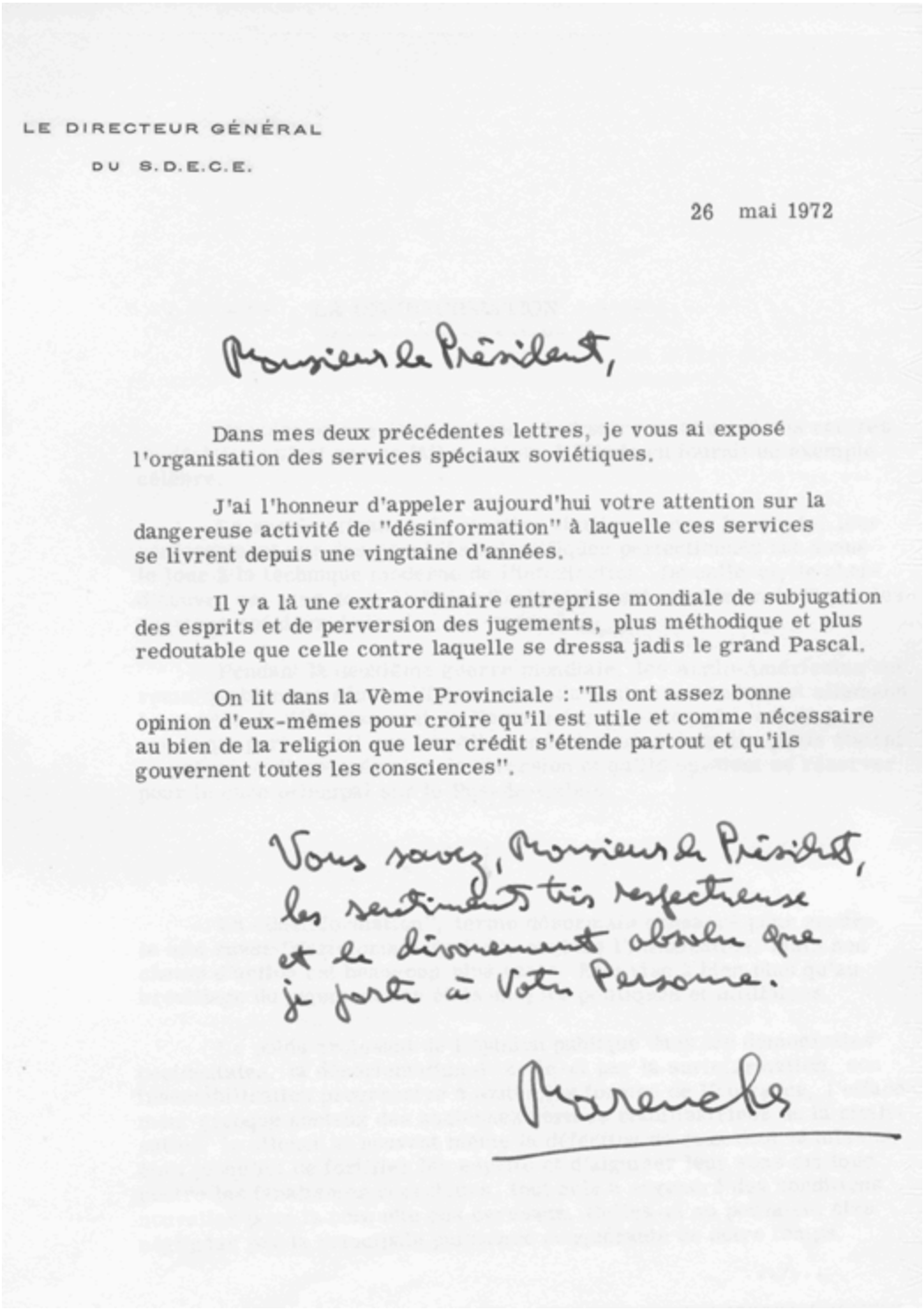
Quelques années plus tard, René Guitton veut écrire un livre sur les moines de Tibhirine[11]. Il vient m'interroger, me faisant part d'une théorie exprimée par un certain Jean-Charles Marchiani[12], qui prétend avoir été sur le point de faire libérer les moines de Tibhirine et qu'il était en pourparlers avec les ravisseurs. Selon lui, le Premier ministre Alain Juppé aurait saboté la négociation. C'est une gigantesque fumisterie – fumisterie est un mot aimable – car, pour qui se rend sur les lieux comme je l'ai fait, il est strictement impossible d'entrer en contact avec les ravisseurs. Il faudrait que M. Marchiani explique comment il a procédé, d'autant plus que Smaïn Lamari est catégorique : « Je n'ai jamais vu Marchiani. » Il affirme qu'il était en discussion avec un général, opportunément mort. Or, s'il était venu en Algérie, il aurait été obligé d'être signalé, si je puis dire, au patron de la direction de la Sécurité militaire. Je propose alors à René Guitton de me rendre en Algérie avec lui. Là-bas, Smaïn Lamari met à notre disposition un officier qui nous accompagne à Blida et à Médéa. Nous allons à Tibhirine, nous rencontrons des moines qui s'y trouvent, dont un rescapé. On nous met entre les mains tout le dossier de l'affaire et nous voyons tout, y compris des photos peu agréables… J'ai donc pu,

comme René Guitton, prendre connaissance de l'intégralité du dossier.

L'espionnage économique

Les services de sécurité doivent sensibiliser les entreprises aux agressions dont elles peuvent être l'objet ; tandis que la DGSE doit aider les entreprises à obtenir les informations dont elles ont besoin pour la conquête de marchés extérieurs. Les deux se complètent, et je pense qu'il est indispensable qu'aussi bien la DGSI – qui a succédé à la DST, puis à la DCRI – que la DGSE, se mettent au service des entreprises. Sur ce plan, la DGSE obtient, à ma connaissance, de très bons résultats. C'est un des mérites de l'amiral Lacoste. Le nouveau défi des services de renseignement et de sécurité, c'est de construire un service européen. C'est difficile, mais c'est un challenge extrêmement ambitieux, parce qu'un service européen rééquilibrerait totalement la structure générale des services de renseignement et de sécurité dans le monde. Et, face à ce que représente la CIA, ainsi que les services chinois, indiens ou russes – ils sont encore bons –, il est indispensable de disposer d'une telle structure. Évidemment, je pose une question hautement politique. Comme le projet d'une défense européenne, c'est le grand défi.

Il n'y a pas de métier ingrat. Je pense que la fonction que j'ai occupée à la DST est tout à fait exaltante. Je l'ai abordée en amateur, puisque quand je suis arrivé en 1982, je ne connaissais strictement rien aux affaires de sécurité et d'espionnage. J'espère les avoir quittées en professionnel. Trois ans, ce n'est pas si mal, mais pour un tel métier, c'est quand même de la formation accélérée !



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

DU S.D.E.C.E.

26 mai 1972

Monsieur le Président,

Dans mes deux précédentes lettres, je vous ai exposé l'organisation des services spéciaux soviétiques.

J'ai l'honneur d'appeler aujourd'hui votre attention sur la dangereuse activité de "désinformation" à laquelle ces services se livrent depuis une vingtaine d'années.

Il y a là une extraordinaire entreprise mondiale de subjugation des esprits et de perversion des jugements, plus méthodique et plus redoutable que celle contre laquelle se dressa jadis le grand Pascal.

On lit dans la Vème Provinciale : "Ils ont assez bonne opinion d'eux-mêmes pour croire qu'il est utile et comme nécessaire au bien de la religion que leur crédit s'étende partout et qu'ils gouvernent toutes les consciences".

Vous savez, Monsieur le Président, les sentiments très respectueux et le dévouement absolu que je porte à Votre Personne.

Marenches

Lettre d'Alexandre de Marenches au président de la République Georges Pompidou, sur la « désinformation » organisée par les services secrets soviétiques.
Archives des auteurs.

1. Voir son témoignage, pp. 146-150.
2. Voir son témoignage, pp. 285-289.
3. Voir également le témoignage de Christian Prouteau, pp. 245-253.
4. *Ibid.*
5. Voir son témoignage, pp. 275-278 ; 282-284.
6. Jean-Edern Hallier, *Lettre ouverte à un colin froid*, Albin Michel, 1979.
7. Qui sera finalement copublié en 1996 par les éditions du Rocher et les Belles Lettres.
8. Voir son témoignage, p. 171-175.
9. Ils seront libérés le 5 mai 1988, voir les témoignages de Gilles Ménage, pp. 279-282, et Jean-Charles Marchiani, pp. 361-364.
10. Enlevés en mars 1986, Aurel Cornéa, Georges Hansen et Philippe Rochot seront libérés en décembre 1986 et le quatrième, Jean-Louis Normandin, le 27 novembre 1987, avec le journaliste Roger Auque qui avait été pris en otage en janvier 1987.
11. René Guitton, *En quête de vérité. Le martyre des moines de Tibhirine*, Calmann-Lévy, 2011.
12. Voir son témoignage, pp. 364-366.

Dominique FONVIELLE

« Les relations DGSE-DST, c'est comme des relations extraconjugales interdites. C'est sévèrement contrôlé. »

Saint-cyrien et officier de cavalerie, Dominique Fonvielle, né en 1946, est entré au SDECE aux temps glorieux de la guerre froide. Dans les services secrets, il a occupé de nombreuses fonctions, d'analyste à chef de poste en Afrique de l'Ouest, avant de terminer sa carrière en formant les nouvelles recrues du service, puis de se reconvertir dans l'intelligence économique. Sans jamais se priver d'un regard affûté !

« En 1978, c'est le comte Alexandre de Marenches, qui a nourri aussi bien les enthousiasmes que les fantasmes de nombreux observateurs, qui assure – depuis 1970 – la direction du SDECE. Je l'ai rencontré à plusieurs reprises, d'abord dans le cadre de ma formation, car il tenait à accueillir personnellement les stagiaires. Ce personnage haut en couleur, de grande taille, d'une forte stature, était surnommé Porthos. Alors que le monde est en pleine guerre froide, il voulait absolument que ses cadres, ses officiers traitants, ses analystes et ses rédacteurs prennent parfaitement conscience de la réalité du

combat que conduisait l'Occident, et à quel point l'Union soviétique était paranoïaque. L'idée lui est donc venue de nous emmener « voir la bête » – je cite M. de Marenches –, et le meilleur endroit pour cela, c'est incontestablement Berlin. Toute ma promotion est ainsi partie visiter le Mur, sous tous ses angles, monter dans les miradors, voir la Porte de Brandebourg. Mais on a pu voir aussi les champs de mines, les chiens, les barbelés… On était dans une ambiance digne de *L'Espion qui venait du froid*[1], à ceci près qu'il ne s'agissait pas d'un roman.

En 1979, j'ai été chargé du suivi d'un certain nombre de pays, en particulier le Sénégal et la Mauritanie, ainsi que du Front Polisario [mouvement politique et armé pour l'indépendance du Sahara occidental, soutenu par l'Algérie, contre le Maroc] et donc des relations avec le Maroc et l'Algérie. Or, Alexandre de Marenches aimait avoir l'information à la source et disait : « Quand on me passe un papier, il a été relu par trente personnes, je ne suis absolument pas certain que ce soit l'opinion de son premier rédacteur. » Il a donc demandé à me voir à plusieurs reprises. Il voulait directement entendre de la bouche de l'analyste où on en était. Et la conversation pouvait se prolonger !

Je me souviens qu'au moins à une occasion, il m'a gardé et m'a avoué : « Écoutez, mon capitaine, pour une fois que je peux prendre quelqu'un en otage, lui raconter mes affaires, mes histoires et mes campagnes sans qu'il me traite de vieux gâteux ou de vieux schnock, pardonnez-moi, mais j'en profite ! » Il faisait tout un cinéma, passait du français à l'anglais, variait les accents, en ayant coutume de dire : « Parler l'anglais, c'est être capable de réserver une chambre d'hôtel au Caire et d'être sûr d'avoir un lit. » Son bureau était une véritable scène de théâtre avec notamment un très grand fauteuil, dans lequel il aimait à se renverser. Il avait des amitiés personnelles de grande

qualité : le Shah d'Iran, le Roi du Maroc, ou encore Vernon Walters [officier et diplomate américain, parlant couramment le français, qui fut directeur adjoint de la CIA entre 1972 et 1976] qui assurait son lien direct avec les services américains.

Il entretenait lui-même ce réseau, ce qui ne l'a pas empêché de commettre des erreurs, qu'il a reconnues, en particulier sur l'Iran. Du fait de son amitié avec le Shah, il ne voulait pas admettre la justesse des analyses alertant sur la montée de l'islamisme, sur les risques induits par le développement moderniste à tous crins de l'Iran et les débuts d'une révolution culturelle que l'Ayatollah Khomeini était de nature à exploiter. Dieu sait si le chef de poste à l'époque à Téhéran, qui lançait avertissement sur avertissement, en a eu gros sur le cœur ! Mais l'opinion d'Alexandre de Marenches différait : « C'est impossible, le Shah ne peut pas, avec le soutien de la France et des États-Unis, être balayé par la population, la populace, le vulgaire ! Il ne peut pas y avoir de révolution parce que les forces armées et la SAVAK [les redoutés services de sécurité et de renseignement] sont fidèles au Shah ; il ne peut pas partir. » On est dans un phénomène d'aveuglement et d'obstination qui minimisait également en France l'influence du trafic de cassettes audio enregistrées à Neauphle-le-Château par l'Ayatollah Khomeini et qui a été le support de cette révolution.

Au mur de son bureau, Marenches avait fait installer une grande carte du monde, sur laquelle étaient reportés les points chauds, le tout dans une atmosphère feutrée, sur laquelle il régnait d'une façon un peu Ancien Régime. Son style et sa façon de penser le rapprochaient de cette époque, et on le lui a beaucoup reproché. Mais il avait la confiance des chefs d'État, de Georges Pompidou à Valéry Giscard d'Estaing, et c'était essentiel. Pour ce dernier, le SDECE n'était d'ailleurs pas un inconnu ! Si mes souvenirs sont bons, du temps où il

était ministre des Finances, le futur président était entré dans une négociation difficile dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC). Or, il avait bénéficié d'un renseignement de première valeur, sous la forme d'un document récupéré par des voies opérationnelles, donc momentanément soustrait à l'attention de ses détenteurs légitimes. C'est très exactement notre travail…

L'arrivée de la gauche en 1981

Conformément au programme commun de la gauche, les services de renseignement étaient appelés à disparaître. Dans les 110 propositions de François Mitterrand, figurait la suppression du SDECE. Cela n'a pas été fait, mais il fallait obligatoirement le neutraliser, donner des gages à un certain nombre de partenaires, voire aux électeurs, respecter les promesses de campagne. Pour le président nouvellement élu, c'est un impératif absolu. Il fallait donc prouver que les renseignements pouvaient être autre chose que des sources d'ennui. Absent quelque temps du boulevard Mortier, je vais revenir à la DGSE quelques mois après mai 1981 pour y retrouver une ambiance totalement détériorée. Dans mon métier d'officier traitant, on vit en partie dans la clandestinité, en partie dans la vie civile, on vit dans trois « cercles »… Dans l'un au moins, le cercle professionnel, à l'intérieur de la caserne Mortier, on doit pouvoir s'exprimer sans crainte. Or, j'ai alors l'impression que tout le monde est en train d'écouter son voisin, de juger ce que dit chacun, qu'une politisation s'est installée, qui n'existait pas auparavant, ou que je ressentais beaucoup moins.

Là, je « râloche » parce que ce n'est pas une façon de vivre ! S'il faut peser en permanence son discours, ses mots, sa façon de rédiger

une note en fonction des opinions politiques de ceux qui vont la lire, ou en fonction de la carrière d'un chef… cela devient impossible, on ne peut plus travailler. Le renseignement, ce sont des faits, des mises en contexte, des choses réelles, avérées, des sources clandestines, avec tout un travail sur l'information, sans vraiment de place pour l'avis des uns et des autres. D'un seul coup, je me suis dit : « C'est quand même curieux, il faut maintenant peser ce qu'on écrit en fonction du lecteur. » J'ai trouvé ça extrêmement désagréable.

La gauche est arrivée au pouvoir avec des ministres communistes, provoquant un débat de fond sur les risques qu'ils représentaient pour la sécurité du service. Boulevard Mortier, pour la plupart d'entre nous, nous étions là pour servir la République : « On n'a pas d'idées politiques, on est supposé ne pas en avoir. » Les militaires ont montré qu'ils sont suffisamment souples pour s'adapter à ce genre de situation. En revanche, nos honorables correspondants ont été beaucoup moins compréhensifs, avec des opinions à la limite du sommaire, disant en substance : « Avec des ministres communistes au gouvernement, ce que je vous dis, moi honorable correspondant, va être transmis à Moscou ! » Certes, ils n'étaient pas sélectionnés – ou volontaires – en raison de leur militantisme dans des partis révolutionnaires d'extrême gauche. On les recrute alors plutôt dans la bourgeoisie de province, vaguement catho, vaguement réactionnaire. C'étaient souvent des chefs d'entreprise ou des hommes d'affaires vivant à l'étranger dans une tradition franchouillarde, ceci dit sans leur vouloir du mal… Les choses ne se déroulaient pas du tout conformément à leurs opinions. Nous avons alors connu une importante hémorragie d'honorables correspondants.

Pierre Marion à la DGSE

Pour réorganiser les services, le président Mitterrand place la bonne personne au bon endroit. Il choisit Pierre Marion, lui faisant un certain nombre de promesses qu'il n'a pas tenues, comme l'intéressé l'a expliqué dans son livre *La Mission impossible*[2]. C'est un industriel, un homme d'affaires habitué de l'international, un organisateur avec une vision stratégique, une personnalité avec des relations. Pierre Marion veut étendre l'action de la DGSE en la dotant de deux organismes nouveaux : une cellule de prospective qui deviendra, bien plus tard, la Direction de la stratégie, et l'embryon d'une cellule économique. Il a bien conscience qu'en 1981, en plus de la guerre froide et de la confrontation est-ouest, un véritable challenge économique s'ouvre pour la France. Il veut que la DGSE ait un rôle à y jouer.

Marion a buté sur une opposition interne. Cela renâclait de partout. Les 3 000 fonctionnaires de la maison, dont deux tiers de militaires, étaient gérés selon 150 ou 160 statuts différents : des gens venaient du BCRA, d'autres avaient fait l'Indochine, d'autres encore étaient issus de tous les horizons imaginables. C'était impossible à gérer. Mais le nouveau patron du SDECE n'a pas purgé : des gens sont partis de leur propre gré, d'autres ont fait valoir leurs droits à la retraite.

Marion avait la réputation d'être un homme violent, emporté, capable de grandes colères, de proférer des menaces… On raconte qu'un chef de secteur, pour je ne sais plus quelle raison, a failli prendre dans la figure un gros cendrier de cristal posé sur le bureau du DG ! C'était un homme de caractère ; un mauvais caractère, sans doute. Sur la fin, tellement déçu par l'absence de parole du président

Mitterrand, le manque de soutien du gouvernement et le mépris dans lequel il était tenu, il est peut-être devenu un brin paranoïaque…

L'amiral Pierre Lacoste[3]

Après Pierre Marion, on revient à la tradition du commandement des services de renseignement extérieur par un militaire. En l'occurrence, il s'agit de l'amiral Pierre Lacoste, qui ne s'est pas précipité sur le poste. On voit arriver un homme fin, cultivé, de traditions, qui tranche nettement avec Pierre Marion. À ceci près que l'amiral Lacoste n'a manifestement aucune connaissance du service et que, visiblement, il se passe des tas de choses dans son dos. Je le rencontre, car je suis désigné pour partir en poste au Sénégal. Je découvre un homme charmant, à l'écoute, qui cherche à savoir, mais qui ne me semble pas vraiment être dans la peau d'un directeur général. Les problèmes africains ne sont pas sa principale préoccupation.

Départ pour Dakar

À la direction de la recherche, le directeur m'informe très exactement : « Je n'ai pas de mission spécifique à vous donner. Faites pour le mieux. » On m'a également dit : « On va reprendre le travail sur le Mali et, là, prenez tous les risques. » Mais, en 1985, c'est encore la guerre froide, les Soviétiques sont en Afrique et très présents au Mali. Y « prendre tous les risques », cela ressemblait à une plaisanterie de garçon de bain ! J'étais analyste Afrique de l'Ouest, j'avais manipulé des sources africaines, j'en avais recruté quelques-unes, j'étais dans mon rôle. Je savais quels étaient les axes de travail : la montée de l'islamisme wahhabite, l'arrivée de Palestiniens, le rôle des confréries musulmanes, en particulier des Mourides au Sénégal, la suite de la succession du président Senghor, donc l'installation d'Abdou Diouf au pouvoir.

Les meilleures instructions me sont venues du Quai d'Orsay : j'ai été reçu par Jean-David Levitte, à l'époque directeur du département Afrique [conseiller diplomatique et sherpa du président Jacques Chirac (1995-2000) avant de devenir ambassadeur à Washington, puis de nouveau conseiller diplomatique et sherpa, cette fois pour le président Nicolas Sarkozy de 2007 à 2012], et on a très longuement discuté. C'est le ministère des Affaires étrangères qui m'a le mieux orienté. J'ai bien aimé mais, au service, cela n'a pas forcément été très apprécié.

L'affaire Greenpeace

J'arrive à Dakar en juillet 1985. Je m'installe, comme on dit… L'ambassadeur Claude Harel me soumet à un « examen de

passage »… Je donne des gages sur ma façon de me tenir dans un salon, ou à table… Et survient un télégramme de la direction générale, « Réservé DG, lecture chef de poste seulement », qui m'annonce : « En Nouvelle-Zélande, un incident grave s'est produit, avec des répercussions diplomatiques. » La teneur en était : « Promis juré, ce n'est pas nous, vous préviendrez vos interlocuteurs habituels que la DGSE n'est pour rien dans l'affaire. » Mes interlocuteurs habituels, ce sont l'ambassadeur, l'attaché de défense, le conseiller commercial, les gens qui tournent autour de nous… Quelque temps après, paraît dans *Le Monde* le fameux article [d'Edwy Plenel[4]] dans lequel tout est déballé et, là, je suis convoqué par l'ambassadeur, qui me présente le journal et me dit : « Et alors ? Ça veut dire quoi ? » Je lui réponds que je suis désolé, que j'ai reçu des ordres que je lui explique en détail… Je me tiens ensuite en retrait. On m'a fait dire – à moi et aux autres chefs de poste – un gros mensonge, on nous a pris pour des gamins. La direction générale se permettait de raconter n'importe quoi à ses chefs de poste et cela posait un vrai problème !

Interceptions

Quoi de plus simple que de dupliquer une station relais satellite de France Télécom, civile ou commerciale et de l'implanter sur un terrain militaire gardé, au profit des services de renseignement ? C'est ce qui va se produire avec la DGSE. Dans les années 1980, on assiste à un déploiement très rapide de centres d'écoutes et d'interceptions satellitaires. Le système est très simple : on place des paraboles sous les « lobes » des satellites et on attrape tout ce qui passe. Comme la France a une implantation mondiale, et avec les DOM-TOM, circumterrestre, on est assez bien placé pour avoir

pratiquement tout ce qu'on veut. Le seul problème, c'est le volume d'information !

On reçoit des orientations des services techniques, nous annonçant que nous avons la possibilité de disposer d'interceptions dans tel domaine, ou dans telle région, et nous demandant des mots-clés. Voici un exemple : sur la côte atlantique en Afrique de l'Ouest, les coups d'État ont parfois été précédés d'un débarquement. On avait donc ajouté dans les mots-clés le mot « débarquement ». Une tonne de documents nous est aussitôt parvenue le lendemain. On s'est aperçu que nous avions intercepté tous les connaissements [contrats] de transports maritimes et aériens, évoquant des débarquements de marchandises ; et dans toutes les langues ! Nous en avons conclu que le terme « débarquement » n'était pas pertinent… Re-dialogue avec les services techniques, et on parvient progressivement à ajuster des mots-clés qui permettent d'avoir un niveau d'information satisfaisant. Grâce à des chercheurs travaillant dans le domaine de la sémantique, on va faire ressortir des choses beaucoup plus précises et intéressantes. C'est à l'origine de ce que font aujourd'hui les moteurs de recherche, en particulier dans la veille d'opinion sur le Web. J'y ai d'ailleurs retrouvé certains des chercheurs que j'avais précédemment connus boulevard Mortier. Amusant, non ?

Pas de relations directes avec ces gens-là

Les relations entre nous et les fonctionnaires des autres services sont régies, aussi bien du temps du SDECE que du temps de la DGSE, par une règle absolue : on ne se fréquente pas ! Pas de relations

directes avec ces gens-là. S'il doit y avoir des relations, c'est avec l'autorisation de la Direction générale et des précautions de loup. Les relations DGSE-DST, c'est comme des relations extraconjugales interdites. C'est sévèrement contrôlé. Même chose avec les journalistes et les politiques.

À la fin des années 1980, rentrant de poste extérieur, je suis affecté au service formation, section visiteurs, chargé de la sensibilisation des chefs d'entreprise, des diplomates, d'un certain nombre d'acteurs qui sont invités à passer une journée boulevard Mortier, où on leur explique quels sont les moyens et les méthodes des services de renseignement, ainsi que les risques qu'ils prennent quand ils vont à l'étranger. Une opération initiée par le Premier ministre Michel Rocard[5] et poussée par le préfet Rémy Pautrat[6] consiste à sensibiliser les directeurs de cabinet des ministères aux risques que provoquent, y compris en France, les services étrangers. Un service de renseignement est une émanation du pouvoir politique. Le premier est celui qui permet au second de tricher au bridge. Ce sont ses prérogatives ; le service a une mission, celle d'utiliser des moyens illégaux pour rapporter des informations, tout en sachant que l'existence des services de renseignement est légale. Les agents de la DGSE travaillent dans une administration créée par un décret de la République française, ce ne sont pas des mafieux mais des fonctionnaires d'État, avec pour mission de livrer des renseignements secrets pour que le pouvoir politique puisse prendre sa décision.

Il se trouve que, dans toute cette période que j'ai connue – et je voudrais être certain qu'aujourd'hui cela a vraiment changé… –, le pouvoir politique ne considère pas le renseignement comme un interlocuteur valable et comme un apporteur d'informations crédibles. Les services extérieurs – le SDECE quand il était en fin de vie, la DGSE parce qu'elle n'a jamais réussi à l'obtenir – n'ont pas

alors la confiance et la crédibilité nécessaires pour s'imposer auprès du chef de l'État. Si le directeur général est toutes les semaines à l'Élysée et à Matignon pour faire des synthèses de situation, pour présenter les points chauds, si tous les jours est publié un bulletin – Pierre Marion avait lancé ce qu'on appelait le BQ, le bulletin quotidien –, la situation est satisfaisante. Mais si un des directeurs du service n'est pas dans le bureau du Premier ministre ou auprès du secrétaire général de l'Élysée, au cœur du pouvoir, pour présenter régulièrement le point sur les événements essentiels de la planète qui intéressent la politique de la France, le service de renseignement ne sert à rien. Il n'est pas dans son rôle. Or, le service que j'ai connu n'avait pas la confiance de la présidence, encore moins du Premier ministre, sans compter que les diverses cohabitations ont provoqué des dégâts monstrueux !

Le contrôle parlementaire des services

Pour toutes ces raisons et quelques autres, je suis partisan du contrôle parlementaire des services de renseignement. À ma connaissance, seules les dictatures et la France ne le pratiquent pas. Il existe en Belgique, au Canada, en Grande-Bretagne et en Allemagne. Jusqu'à ce jour, la France refuse. Je me souviens d'un article du *Monde* qui posait le problème il y a quelques années, et d'une réponse incendiaire de Michel Roussin[7] [ancien directeur de cabinet du SDECE et ministre de la Coopération[8]] déclarant que c'était impossible, immoral, qu'il ne fallait pas le faire, etc.

Pourtant si on admet que, dans une démocratie, les services de renseignement ont une utilité et doivent exister, à ce moment-là ils doivent être orientés et contrôlés par le pouvoir politique. Le contrôle

parlementaire tel que je le souhaiterais concernerait l'utilisation des fonds et la bonne réalisation des missions confiées aux services. Il ne s'agit pas de révéler aux parlementaires chargés de ce contrôle le nom des sources, la nature exacte des missions, les moyens exacts qui ont été utilisés, qui sont de la responsabilité du renseignement. Les politiques doivent accepter l'existence de fonds secrets, du secret-défense, des officiers traitants, des agents, etc. On ne trahit pas les services de renseignement, on ne les met pas en danger, ni leurs sources ni leurs agents, en demandant à la DGSE, à la DCRI, ou maintenant aux douanes, de rendre des comptes à nos élus. C'est aux parlementaires concernés de savoir que ce domaine relève du secret-défense, et qu'ils n'ont donc pas à balancer n'importe quoi à n'importe qui pour « faire les malins » !

Si, par malheur, se produisait de nouveau une bavure, une nouvelle affaire Dreyfus ou *Rainbow Warrior*, la mission de contrôle parlementaire pourrait être saisie et devenir un auxiliaire de justice pour comprendre ce qui s'est passé. Son rôle serait alors de vérifier si le service a agi dans le cadre de ses attributions, ou au profit d'une action criminelle, mafieuse, tordue, voire de rétro-commissions ! Navré, mais dans l'affaire du *Rainbow Warrior*, l'opération a été mal ficelée, mal contrôlée, un tas de choses ont foiré ; l'idée et l'orientation étaient peut-être bonnes, ce n'est pas à moi d'en juger, mais l'opération a été gérée n'importe comment. Une mission parlementaire, au lieu de tout balancer à la presse, aurait permis de garder une vision claire, précise et dépassionnée d'une affaire qui a mal tourné. Le contrôle parlementaire, j'y tiens beaucoup !

---

1. Célèbre roman de John Le Carré, paru en France en 1964, « Folio policier », 2010.
2. Pierre Marion, *La Mission impossible,* Calmann-Lévy, 1991.

3. Voir son témoignage, pp. 257-266.
4. Voir notamment pp. 173 ; 181 ; 207 ; 248.
5. Voir son témoignage, pp. 491-500.
6. Voir son témoignage, pp. 423-440.
7. « Le Parlement et les services secrets », *Le Monde*, 29 décembre 1999.
8. Voir son témoignage, pp. 241-242.

Jacques FOURNET

« On commence par l'épuration, puis on amnistie : il faut bien que la vie reprenne. »

Nommé à la tête de la DST dans les mois suivant la chute du Mur de Berlin, le préfet Jacques Fournet, né en 1946, a vécu cette heure historique que personne n'avait vu venir : la disparition de l'adversaire soviétique ! Le terrorisme demeurait bien sûr une préoccupation centrale du contre-espionnage, mais la priorité du demi-siècle précédent s'était bel et bien évanouie. Jusqu'à quand ?

« Quand j'arrive à la DST en 1990, le Mur de Berlin est tombé depuis six mois, c'est une phase d'observation. Dans un service comme celui-ci, des gens qui avaient fait toute leur carrière dans la division A, celle du contre-espionnage, vivaient depuis quinze ou vingt-cinq ans avec un adversaire qu'il fallait combattre… On les connaissait intimement ! Je me souviens d'un fonctionnaire arrivant un matin en disant : « Ça ne va pas très fort aujourd'hui ! Le petit du premier secrétaire de l'ambassade soviétique est malade et ils attendent le médecin. » Un monde s'effondre. Nos services homologues changent de tête assez souvent. On ne sait pas qui va prendre le pouvoir durablement dans les pays de l'Est.

La première préoccupation de la DST, à l'époque, consiste à purger le passé afin de savoir si des hommes et des actions non-détectées nous avaient échappé. La deuxième phase est celle de la reconstruction, de la mise en place de relations nouvelles avec des équipes politiques chamboulées dans des pays inconnus de nos services. Je reçois alors une consigne de François Mitterrand : « Faites en sorte que des relations soient renouées avec les services des pays de l'Est, puisque le monde a changé. Et qu'elles favorisent la démocratie, pas le nationalisme de ces pays. » On a donc pris contact avec eux.

Une chose m'a beaucoup frappé : les relations avec l'Allemagne. De tout temps, des relations de confiance existaient avec la République fédérale (RFA). On voulait savoir ce qu'avait pu faire la Stasi en France. Dans un premier temps, les Allemands réunifiés nous ont dit : « On va vous dire ce qui s'est passé. » Puis : « On a trouvé des archives, laissez-nous un peu de temps pour les exploiter… » Ensuite : « On a exploité les archives, mais une nouvelle réglementation est sortie, on ne peut plus vous donner tout ce que vous souhaitez. » Enfin, au bout de deux ans, la conclusion a été : « Le passé doit être soldé, on vous donne deux ou trois choses et on n'en parle plus… »

C'est ce que l'on avait connu en France, dans les années 1945-1947 : on commence par l'épuration et, deux ou trois ans plus tard, on amnistie car il faut bien que la vie reprenne…

À l'époque, une petite compétition s'est produite entre les services anglais, allemands et français pour essayer d'avoir les meilleures relations bilatérales possibles avec nos anciens adversaires. Pour les Allemands et les Anglais – mais pas à la DST, car nous n'en avions pas les moyens –, cela se traduisait par le don d'une ou deux voitures aux responsables des services ! Nous, on se contentait de bien les recevoir.

Il fallait créer des liens avec des gens qui n'étaient plus des ennemis et qui, dans le contexte de l'époque, étaient devenus des collègues avec lesquels nous étions censés partager des intérêts communs…

Nous sommes allés à Moscou avec Raymond Nart[1] et Jacky Debain[2], son adjoint, pour y rencontrer Ievgueni Primakov qui venait de prendre les rênes du KGB… Nous lui avons fait comprendre l'essentiel : il n'était plus tolérable que les agissements du passé se poursuivent sur le territoire français, mais il fallait maintenant repartir sur de bonnes bases. Nous avons évoqué l'éradication des réseaux qui avaient pu être montés par les Russes en France, la prolifération nucléaire et l'espionnage économique. Des promesses de dupes ? Il ne fallait pas être naïf : autant l'espionnage politique de l'ex-URSS a pu, au début du moins, être réorienté – 10 à 20 personnes de la nébuleuse de l'ambassade soviétique à Paris sont reparties à Moscou ; et on a constaté que les émissions radios, par lesquelles pouvaient transiter des messages à destination d'agents implantés en France, avaient diminué –, autant d'autres activités, en particulier dans le domaine économique, présentaient toujours un intérêt pour tout le monde… De ce point de vue-là, j'ai veillé à ce que, quel que soit le pays, allié ou ancien adversaire, une vigilance sérieuse soit maintenue, car c'est un domaine où il n'y a pas d'amis ou d'ennemis, seulement des intérêts.

Guerre des services

Dans les années 1990, plusieurs milliers de jeunes des banlieues sont partis effectuer leur service militaire en Algérie. La DST se préoccupait de savoir ce qu'ils y faisaient et ce qu'ils envisageaient ensuite quand ils revenaient sur notre sol. Je ne pense pas que cela

relève davantage du travail de la DGSE que de la DST. Ceci étant, nos relations étaient suffisamment étroites avec Claude Silberzahn[3], directeur de la DGSE, pour qu'on échange nos informations dans un seul et unique objectif : la sécurité du pays. La formule « guerre des services » n'est pas la bonne. La DGSE doit agir principalement à l'extérieur et la DST à l'intérieur contre les menaces étrangères. Une coupure totale entre les deux est impossible. Quand la DGSE découvre qu'il se trame quelque chose du côté d'Alger, il n'est pas illégitime qu'elle regarde quels peuvent être les relais en France, pour mieux les connaître, et vice-versa. C'est à la DGSE et la DST d'être suffisamment proches, et leurs patrons suffisamment intelligents, pour ne rien se cacher et faire en sorte que la sécurité du pays soit assurée… Autrement, ça n'a pas de sens. Tous les quinze jours à peu près, trois ou quatre personnes de la DST et autant de la DGSE se rencontraient de manière tout à fait officielle et formelle pour échanger un certain nombre d'informations. Parfois sur des opérations, y compris communes, parfois sur le contexte d'une affaire ou pour analyser une situation et essayer de réfléchir à la meilleure façon de comprendre les événements.

La création de la DCRI

Sans me vanter, je pense que j'ai été un de ceux qui a le plus milité pour le rapprochement des services du ministère de l'Intérieur [RG et DST], qui a débouché en 2008, quinze ans après mon départ de la DST, sur la création de la DCRI. Je parlais de rapprochement à l'époque, parce qu'il ne fallait surtout pas parler de fusion, c'était un mot interdit. En 1994, Charles Pasqua m'a demandé un rapport dans lequel j'ai préconisé le rapprochement de 80 % des activités des deux

services, ainsi qu'un meilleur contrôle parlementaire. C'était, à mes yeux, absolument indispensable. Par exemple, il était absurde que les RG s'occupent d'une partie du terrorisme irlandais, alors que la DST s'occupait de l'autre versant. Cela n'avait pas de sens. Aujourd'hui, je pense que la DCRI a les moyens et l'organisation pour véritablement coller aux nouveaux défis du monde du renseignement. On ne peut plus imaginer une DST strictement limitée au territoire national, il faut une ouverture sur le monde.

Les nouvelles technologies envahissent notre quotidien : voici dix ans, on pouvait encore travailler sur le financement des mouvements terroristes avec quelques contacts dans des banques et en suivant des mouvements matérialisés – exemple : la Libye avec certains mouvements indépendantistes de nos DOM-TOM. Désormais, le financement du terrorisme est complètement dématérialisé, il faut être capable de le tracer. Le monde n'est plus bipolaire mais multipolaire, c'est une banalité de le dire, mais cela exige un investissement intellectuel et financier tout à fait considérable.

L'énigmatique général Rondot

J'ai beaucoup d'estime et de respect pour le général Philippe Rondot, grand serviteur de la République, qui a travaillé toute sa vie dans les services spéciaux et à la DST comme conseiller pour les affaires du Moyen-Orient. Sa façon de travailler était très personnelle, assez autonome, très loyale, et Pierre Joxe[4] l'a d'ailleurs repris quand il est parti au ministère de la Défense. Il avait notamment une excellente connaissance de la Syrie et du Liban. Je ne peux pas tout dire… mais il a fait des choses tout à fait exceptionnelles. Et, là

encore, son seul tort, c'est d'avoir trop écrit, uniquement pour lui et de ne pas l'avoir mis hors de portée…

[Scribe méticuleux de l'ensemble de ses activités de renseignement, durant des décennies, Philippe Rondot avait prévu de transmettre ses archives manuscrites personnelles au Service historique de la défense (SHD), à l'issue de sa mission de CROS (Conseiller renseignement et opérations spéciales) au cabinet du ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie. Mais dans le cadre de l'enquête sur l'affaire Clearstream, celles-ci ont été saisies par la justice avant leur transmission et aussitôt publiées dans la presse.]

Sa façon de faire est très difficile à retrouver aujourd'hui : il avait un réseau de connaissance extrêmement large, avec un petit côté « profession libérale du renseignement » qui n'a plus sa place dans un monde où le regard sur les services a changé, où les formalités et les procédures ont tendance à l'emporter sur l'initiative, fut-elle chevaleresque…

Le général Rondot a beaucoup fait pour libérer des otages, avec le courage physique qui permet d'aller au-delà des risques normaux, tolérés aujourd'hui. Surtout quand on est un institutionnel comme il l'était.

Protection du patrimoine

La protection du patrimoine a été largement explorée par Bernard Gérard mon prédécesseur, et j'ai contribué à la développer de manière à ce que la DST améliore sa connaissance des entreprises et des mécanismes économiques. Des fonctionnaires visitaient déjà les chefs d'entreprise, en particulier ceux liés à la défense, pour leur dire : « Protégez-vous. » On a essayé de passer à un stade supérieur, à

l'analyse stratégique permettant de définir ce qu'il faut protéger. Vous pouviez avoir des passerelles entre la prolifération et la protection du patrimoine.

Un exemple, le général Jean Guyaux, notre conseiller scientifique, a regardé tout ce qu'il fallait posséder et maîtriser pour passer du minerai d'uranium à l'arme nucléaire. Le Pakistan, à l'époque, nous posait problème… On a réalisé un travail de fond sur les connaissances scientifiques du pays, sur l'identification des stagiaires ou des étudiants dans les universités européennes et américaines. C'est ainsi qu'on a appris que deux Pakistanais cherchaient de l'acier maraging à travers l'Europe. Or, ce matériau était nécessaire pour fabriquer les centrifugeuses… Nous avons identifié les groupes industriels capables de le fabriquer, avec la collaboration de collègues étrangers. Vous essayez de savoir s'il y a eu des demandes atypiques, puis vous finissez par tomber sur ce que vous voulez. C'est à la fois de la protection du patrimoine – car il ne fallait pas qu'une société française soit mêlée à ce genre de choses – et de l'action anti-proliférante.

Dans un tout autre domaine, nous avons aussi découvert qu'un ingénieur japonais s'intéressait de beaucoup trop près à la machine, en cours d'élaboration chez Michelin [basé à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)], pour fabriquer des pneus. J'ai personnellement prévenu François Michelin… Deuxième anecdote auvergnate : sans avoir aucune raison d'y être, nous identifions deux personnes, à Ambert (Puy-de-Dôme), qui regardent ce qui se tramait dans une usine de sandows [liens élastiques] de bicyclette. Ce n'est rien, me direz-vous ! Mais quand un milliard de Chinois roulent à vélo, avec chacun deux sandows, cela en fait deux milliards qui doivent être renouvelés… Et cette entreprise qui existe toujours en Auvergne avait un savoir-faire qui intéressait des individus, dont c'était le métier d'essayer de piquer

des idées ! La CIA n'agit pas autrement, mais ce sont d'autres histoires…

---

1. Voir son témoignage, pp. 151-169.
2. Voir son témoignage, pp. 171-175.
3. Voir son témoignage, pp. 503-519.
4. Voir son témoignage, pp. 521-535.

IV

CONSEILLERS

Renseignement et pouvoir

Dans la famille des couples infernaux, les services de renseignement et le pouvoir politique sont ensemble sur le podium, pour toujours ! Mille raisons le prouvent, dont celle qu'explique fort bien le lapidaire – voire caricatural – **Jean François-Poncet** : quand il s'agit de s'informer, un dirigeant politique ne fait d'abord confiance qu'à lui-même, à ses réseaux et à son intelligence des situations. À entendre ces hommes du sérail, les services seraient au mieux inutiles, au pire nuisibles. C'est donc une conjonction astrale particulière qui a fait qu'onze années durant, record inégalé à ce jour, le SDECE a été dirigé par un homme, devenu l'archétype des espions à la mode ancienne : Alexandre de Marenches.

Son directeur de cabinet **Michel Roussin**, qui a traversé les années chaudes, d'abord en uniforme, puis en civil, enfin en membre du gouvernement, porte sur cette période et sur les hommes qu'il a connus un regard aussi passionné qu'amusé ! Avec lui, **Christian Prouteau** n'a partagé que l'uniforme de gendarme. Pour le reste, le créateur du GIGN demeure celui qui a mis sur pied le service le plus minuscule et le plus contesté de la V^{e} République : la néfaste cellule antiterroriste de l'Élysée. Son chef aura gravi les échelons de la Mitterrandie en commençant par protéger la famille secrète du Président, puis en organisant au nom de cette mission des interceptions téléphoniques condamnables qui firent vaciller le régime. Quand il regarde derrière lui, il ne manque pourtant pas de lucidité. **Pierre Lacoste** non plus, d'ailleurs. L'amiral commandait la DGSE lors du fiasco du *Rainbow Warrior*, en 2005. Il avait reçu du politique l'ordre de le couler, puis se fit imposer par les mêmes dirigeants la stratégie du mensonge, alors même qu'il était prêt à négocier avec son homologue néo-zélandais. Il refusa de dévoiler

l'identité de certains agents de la DGSE au Premier ministre Laurent Fabius, puis démissionna, pavillon haut.

S'il est un de nos témoins qui a fréquenté tous les échelons du pouvoir, durant toute la période de l'après-guerre, c'est bien **Roland Dumas**. De la IV^e^ et de la V^e^ République, il sait tout ou presque, et demeure un expert indispensable à la compréhension de l'ère Mitterrand. Seconde Guerre mondiale, décolonisation, guerre froide, terrorisme… il a passé des décennies dans les plus hautes sphères de l'État dont il décrypte les arcanes. Exemple emblématique de conseiller du Prince, **Gilles Ménage**, lui, a agi auprès de François Mitterrand comme un bouclier autant que comme une arme, en organisant une protection « offensive », passant notamment par des écoutes que la justice a considérées comme illégitimes. Il n'est pas de cet avis, il explique pourquoi. Quand l'incendie a fait son œuvre, quand il faut reconstruire sur les cendres, on appelle un sauveteur qui assurera la continuité de l'État. C'est le rôle qu'a joué **Paul Quilès** en succédant à Charles Hernu après le désastre du *Rainbow Warrior*. Il en tire un bilan… contrasté ! En confirmant que le renseignement nourrit avec le pouvoir une relation que la sérénité n'accompagne jamais.

Jean FRANÇOIS-PONCET

« Le SDECE ? Pas d'information précieuse. »

Dans le couple mal assorti que forment le renseignement et le pouvoir, ce dernier s'exprime peu sur les doutes qui l'assaillent fréquemment… Jean François-Poncet (1928-2012) est un acteur essentiel de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, puisqu'il fut secrétaire général de l'Élysée (1976-1978), puis ministre des Affaires étrangères de novembre 1978 jusqu'à la fin du septennat en mai 1981. Lorsqu'il nous reçoit, il est sénateur et n'a rien changé à son attitude hautaine, entre condescendance et dédain : il considère les services de renseignement comme, au mieux, inutiles. Ce point de vue laconique, donc injuste, n'est rare ni dans l'administration française en général, ni dans la diplomatie en particulier. Mais il n'est pas souvent exprimé sous une forme aussi brutale. Il ne nous en paraît que plus intéressant.

« La production de ces services se traduit par des fiches de renseignement qui nous arrivaient tous les jours, avec une numérotation pour indiquer quelle était la valeur des informations. Cette livraison arrivait sur la table du secrétaire général de l'Élysée, qui faisait une sélection et en apportait le résultat tous les soirs, avec les télégrammes du Quai d'Orsay, au président de la République qui lisait le dossier – aussi mince que possible, selon mes instructions. Ma sélection était donc rigoureuse. Je n'ai jamais vu de notes des services

secrets comportant des indications de la part du président de la République. Je compare leur valeur respective à celle de l'ensemble des documents que je remettais au Président.

J'espère que mon origine du Quai d'Orsay ne pollue pas mon jugement mais je considère que les télégrammes des ambassadeurs étaient remarquables. Très franchement, les notes du SDECE, elles, ne furent jamais aussi intéressantes…

Marenches était un personnage impressionnant. Grand gaillard, très sûr de lui, qui allait souvent visiter les chefs d'État étrangers, il avait de la prestance, c'est incontestable. Mais nous parlons de la production quotidienne. Et là je dis qu'elle n'apportait pas beaucoup d'informations précieuses, nouvelles, qui complétaient notre compréhension de la situation.

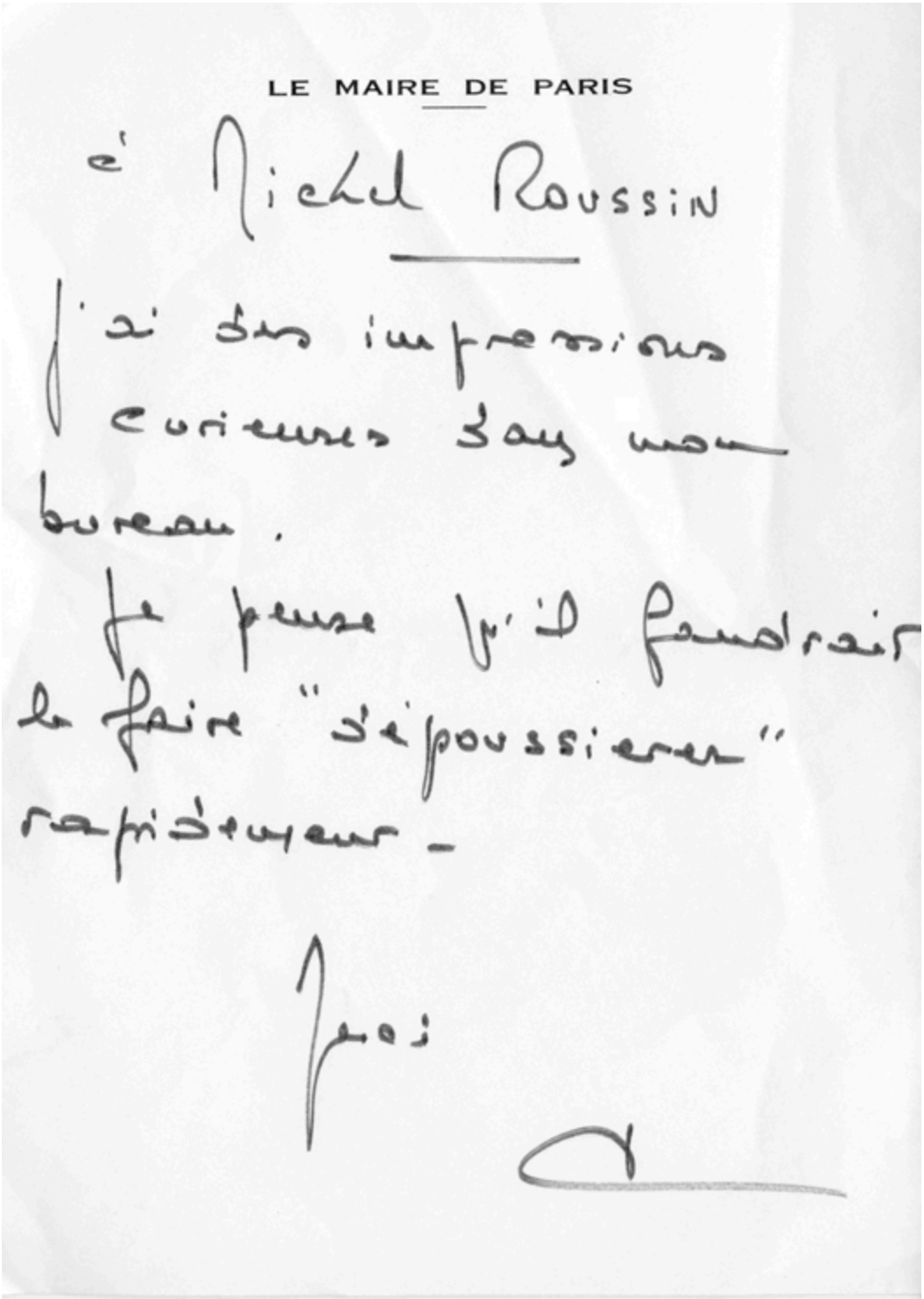
Michel ROUSSIN

« Le service, c'est pas du cinéma. »

Peut-on avoir été officier, puis directeur du cabinet d'Alexandre de Marenches au SDECE et sortir indemne de cette histoire ? Indiscutablement oui, à la condition de conserver de la distance et de l'humour. C'est le cas pour Michel Roussin, né en 1939, que sa carrière politique postérieure n'a pas empêché de demeurer l'un des meilleurs experts français des affaires de renseignement.

« Quand je rejoins le SDECE dans les années 1970, il ne m'est pas inconnu. Officier en Algérie, j'avais appartenu à une unité rattachée aux services extérieurs, le Centre de coordination interarmées (CCI). Ainsi initié et formé, j'ai exercé une activité d'officier traitant pendant cette période. J'ai rejoint l'École des officiers de la gendarmerie, en 1963. Par la suite, j'ai occupé des postes de responsabilités dans trois cabinets de Premiers ministres. J'étais chargé de réceptionner la production des services de renseignement civils ou militaires et de préparer un courrier quotidien pour le directeur de cabinet, d'abord de Jacques Chaban-Delmas, puis de Pierre Messmer, enfin de Jacques Chirac.

J’ai appris à connaître Alexandre de Marenches pendant mes années Matignon. Puis un jour, alors que je suis devenu sous-préfet, il m’envoie un mot : « Vous vous êtes toujours intéressé aux services, vous ne vous ennuierez pas. Acceptez de nous rejoindre, à très bientôt. » C’est comme ça que j’en suis venu à travailler à ses côtés.



LE MAIRE DE PARIS

à Michel Roussin

J'ai des impressions curieuses dans mon bureau.

Je pense qu'il faudrait le faire "dépoussiérer" rapidement.

Jacques

Dans les années 1980, Jacques Chirac, alors maire de Paris, s'inquiète d'éventuelles écoutes sauvages dans son bureau et demande à son chef de cabinet Michel Roussin de le « dépoussiérer »…

Archives des auteurs.

Dans mon déroulement de carrière, je suis le fil ténu du renseignement… Plusieurs comités aident alors à la décision du pouvoir exécutif : le comité interministériel du renseignement (CIR), le comité permanent du renseignement et le comité permanent d'échange d'agents. À l'époque, on est en pleine guerre froide, des agents français se sont fait piquer de l'autre côté du Rideau de fer, tandis que des agents étrangers sont coincés chez nous. Tout cela se traite comme dans les films.

J'ai assuré le secrétariat de ces trois comités. La coordination me paraît compliquée. Trop de personnalités participent, on reste dans la langue de bois, et il ne se passe pas grand-chose. Le plus important d'entre eux était le CIR, une structure très lourde. Le comité permanent est un peu plus léger, avec les directeurs de cabinet des ministres compétents : la Défense, l'Industrie, les Finances, etc. Mais un homme va changer ce dispositif, alléger le CIR, et créer un club *ad hoc*, c'est Jérôme Monod, directeur de cabinet du Premier ministre Jacques Chirac (1975-1976). Il organise deux heures d'échanges mensuels avec les hommes du renseignement. Présent, il prend des notes, oriente, croit au renseignement, pense que c'est un outil nécessaire pour préserver notre démocratie et les intérêts de la France. Souvent, le problème c'est qu'on ne se sert pas des services, alors que ce sont des outils formidables. Il suffit d'avoir le courage politique de les orienter et de leur donner des missions. C'est ainsi qu'on évite les débordements, les initiatives latérales et les prises de position sans aval du pouvoir exécutif.

Keep the flag floating

Je reste très attaché à Alexandre de Marenches, une personnalité à part qui va marquer tous ses interlocuteurs politiques. C'est un homme de très grande taille, 1,92 m, forte corpulence, superbe moustache, un français châtié et des manières de grand seigneur. Contrairement à ce que l'on va souvent dire, ce n'est pas un dilettante, il suit pas à pas les affaires de la responsabilité du service. Le patron donne une impulsion, contrôle sa maison, bénéficie d'appuis politiques, puisqu'il a été nommément choisi par le président Pompidou, appuyé par Pierre Messmer[1]. Il n'arrive pas de l'administration, c'est bien le choix politique d'un homme venant de la société civile avec un *background* et une culture du renseignement.

Quand j'arrive, il me parle en anglais, j'ouvre des yeux ronds, j'essaie de balbutier le peu d'anglais qui me reste, et puis il continue… Il doit voir que je commence légèrement à transpirer, à avoir les oreilles rouges… Je lui avoue : « C'est très difficile pour moi… » Il me répond : « Je le vois très bien, donc vous allez me faire un petit stage en Grande-Bretagne. » Et il m'a envoyé dans une boîte en Angleterre où, de temps en temps, le chef de poste qui était à Londres venait contrôler l'anglais du futur directeur de cabinet du SDECE…

Le jour où on va se quitter en 1981, il me prend dans ses bras et me dit : « *Michael, be very careful. Keep the flag floating* » (« Michel, soyez très prudent. Continuez à faire flotter le drapeau »). Et il me laisse en rase campagne, debout dans le grand salon et, lui, rejoint le Conseil d'État. Je ne vais pas faire long feu, puisqu'un monsieur Marion va prendre la responsabilité du service. Je vais rejoindre mon ministère d'origine, Place Beauvau. Voilà pour l'anglais. Mais quand je prononce aujourd'hui « *Keep the flag floating* », j'ai progressé !

La purge

Après avoir été désigné par le président Pompidou, en 1970, Alexandre de Marenches arrive dans un contexte très compliqué qui fait suite à l'affaire Ben Barka. L'image de ce service est déplorable, il va devoir le réorganiser. Grâce aux soutiens du Président et du premier cercle du pouvoir, il a les coudées franches. Il organise ainsi une purge et vire un certain nombre de personnes. Il a des informations et fait le vide.

Sans doute les réseaux de Jacques Foccart sont-ils très puissants en Afrique, mais Alexandre de Marenches n'a jamais eu la moindre affinité avec lui. Au SDECE, les hommes de Foccart étaient bien identifiés et sont partis dans la foulée de l'arrivée de Marenches ; pour les militaires, vers d'autres affectations et, pour les fonctionnaires civils, ailleurs. Par la suite, nous avons éprouvé des difficultés avec les réseaux Foccart, qu'on considérait comme parallèles. Malgré un climat ambigu – car Foccart était proche du président Pompidou –, nos opérations en Afrique ont toujours été lancées indépendamment des actions et de l'influence qu'il pouvait exercer.

Alexandre de Marenches coopte un certain nombre de personnes en lesquelles il a entière confiance, essayant de recréer un esprit « de corps » et de remotiver les différents services. C'est compliqué ! Car le SDECE est une véritable tranche napolitaine avec des anciens de la Résistance, du BCRA, des gens embarqués dans toutes les opérations en Indochine, des tenants de l'Algérie française ou, inversement, de l'indépendance, des pro-israéliens, des pro-arabes, etc. De plus, les gens ne communiquent pas. Par ailleurs, il faut faire en sorte que cette maison ait une image crédible, à l'extérieur, au niveau du pouvoir politique. Et elle ne peut l'être que si sa production

correspond aux préoccupations du gouvernement. La remise en route prendra du temps, et une initiative intéressante va lui permettre de poursuivre sa réorganisation. Marenches récupère une structure très importante pour le renseignement, le Groupe de contrôle radioélectrique (GCR), qui intercepte les communications des ambassades. Jusque-là, ce service était rattaché au Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), indépendamment du SDECE. Marenches obtient donc de la présidence de la République d'absorber cet outil essentiel.

« Vous aimez James Bond ? »

Un jour, de Marenches me demande :

« – Vous aimez James Bond ?

Je lui réponds :

– M. le directeur général, c'est formidable, oui.

Il me dit :

– Mais comment pouvez-vous imaginer que j'aille – moi, j'adore ça – sur les Champs-Élysées, faire la queue. Même si vous m'accompagnez, je suis trop visible, ce n'est pas possible. Le patron des services ne peut pas aller au cinéma sur les Champs-Élysées. Vous êtes libre, là, demain soir ?

– Oui, M. le directeur général.

– Donc on va aller voir Sir Dickie Franks [son homologue du MI6] à Londres, où le film passe, et après on ira dans un club, ils font un gigot d'agneau, vous verrez… Vous aimez l'agneau ?

– Oui, M. le directeur général. Vous me gâtez ! James Bond, Sir Dickie Franks et le gigot d'agneau… Mais je dois m'occuper du déplacement ?

– Non, on va prendre l'avion du service. »

À l'époque, on possédait à Toussus-le-Noble un bi-turbo propulseur, et nous voilà partis au cinéma… Alors que je suis en train de voir ce James Bond, assis à côté de mon directeur général qui déborde un peu sur mon fauteuil – je suis un peu décalé sur la droite… Je suis là, et je trouve ça formidable. Je me dis : « Quel décalage extraordinaire ! » Nous, on est des bricoleurs. Et là, quel talent ! Si on pouvait arriver à ça ! » Mais en fait je sais que c'est du cinéma, et le service ce n'est pas du cinéma !

Safari Club

À l'époque, les choses sont assez simples : vous avez le Mur de Berlin et, à l'École de guerre, on joue les bleus contre les rouges. On peut se réunir à plusieurs pour lutter contre un adversaire commun. Alexandre de Marenches crée alors le Safari Club, un club de chefs de services, qui ont les mêmes objectifs, pour partager des informations sur le bloc de l'Est. La République française possède un service qui se défend, obtient de bons résultats, mais nous sommes faibles dans certains domaines. Dans le camp des « alliés » de l'époque, les échanges d'informations sont très importants. Avec les Allemands, on a beaucoup travaillé sur l'Europe de l'Est. Nous avons beaucoup travaillé aussi avec les services anglais, et on a pu obtenir de bons résultats. Quand vous ajoutez ce type d'informations venues de l'extérieur à celles que vous avez pu récolter, validées par d'autres moyens, vous donnez plus de crédibilité aux renseignements que vous allez diffuser à la présidence de la République, au cabinet du Premier ministre et aux ministres intéressés.

Grâce à Safari, nous avons ainsi découvert les plans du missile sol-air soviétique SAM-7. Le problème a d'abord été de récupérer ce missile sur le terrain et, ensuite, de pouvoir le désosser entièrement. À l'époque, nous étions engagés au-dessus de la Mauritanie contre le Front Polisario – sujet très complexe, dans lequel le service sera impliqué – et les avions de chasse français avaient des difficultés à se prémunir contre ce type de missile. Ce sont les Omanais qui nous ont livré le SAM-7, *via* un circuit assez compliqué. C'est le pouvoir de conviction d'Alexandre de Marenches et son influence sur ses interlocuteurs qui rendent la récupération possible. Cela reste l'un des grands succès du Safari Club.

Marenches n'est pas un visionnaire, mais c'est un homme qui voyage beaucoup, qui a d'énormes contacts un peu partout. Au Pakistan, il est très lié avec le chef des services locaux. Il a également noué une relation privilégiée avec les Anglais, que ce soit le MI6 ou le MI5. Il pressent très vite que la volonté des Soviétiques est d'attaquer en Afghanistan pour pouvoir – leur vieux rêve ! – décrocher un accès vers le sud. Marenches prend alors son bâton de pèlerin et explique qu'il faut soutenir la résistance à l'invasion. Son message sera suivi : à la fin du règne d'Alexandre de Marenches, le SDECE sera engagé dans ces opérations de soutien et des personnels de la maison seront très tôt engagés dans des filières d'approvisionnement en matériel et dans des actions de formation. Le service a été très en pointe, grâce non pas à un encouragement du pouvoir politique, mais à une neutralité bien comprise… Alexandre de Marenches s'est ainsi employé à ne pas se lancer sans « biscuit » : des comptes rendus permanents étaient adressés à la présidence de la République, histoire de s'assurer de son soutien. Ensuite, grâce à sa relation privilégiée avec le Pakistan, il a fait acheminer des agents vers les

zones difficiles. Autour de Massoud se trouvaient des officiers et des sous-officiers du service[2].

Présidents et services secrets

Les hommes politiques n'aiment pas les services de renseignement, qu'ils considèrent comme des *dirty tricks*, des choses compliquées qui peuvent leur jouer des tours. Un mal nécessaire qui fait partie de la panoplie d'une République, mais dont il ne faut pas abuser. Alors que si vous éprouvez de la curiosité pour ce que font les services, vous pouvez obtenir des résultats satisfaisants. Encore faut-il s'intéresser aux hommes et utiliser l'outil. Sinon, il périclite.

Georges Pompidou était assez prudent à l'égard des services, qu'il laissait traiter par l'état-major particulier de la présidence de la République. Il avait confiance en Alexandre de Marenches, en contact direct avec lui, mais ce n'était pas un passionné du renseignement.

Le président Valéry Giscard d'Estaing et son secrétaire général, Jean François-Poncet[3], eux, y étaient attentifs. J'ai souvent remis à ce dernier la production du service, à charge pour lui de donner au chef de l'État les informations qui lui paraissaient de son niveau. Nous avons eu des orientations, un contrôle. De temps en temps, j'avais droit à un satisfecit de M. François-Poncet, destiné à la maison, et parfois je restais debout devant lui qui tapotait sur son bureau.

Un jour, je m'en souviens encore, j'ai eu droit à : « Mais dites-moi, M. Roussin, mais ça, ça ne vaut pas une copie de deuxième année de Sciences Po ! » C'était un homme de caractère très affirmé, et comme tous les secrétaires généraux de la présidence de la République, souvent très sollicités, donc… Une autre fois, je me suis permis d'être irrespectueux et je lui ai rétorqué : « Mais si vous voulez faire cette

remarque à M. de Marenches, c'est le 249 sur l'interministériel. » Et, là, il a dû trouver que je dépassais les bornes. Un conflit ponctuel, car je vais le retrouver plus tard, ministre des Affaires étrangères, et là encore il continuera à s'intéresser au renseignement.

Monsieur Giscard d'Estaing saura, lui, utiliser les services lors de notre intervention au Zaïre pour délivrer nos compatriotes et les Belges. C'est le service Action et le SDECE qui vont être maîtres d'œuvre de tout ce dispositif, par la seule volonté du chef de l'État qui prend un risque politique.

L'opération Barracuda, en septembre 1979, visait à mettre un terme à une dictature en République centrafricaine. Il s'agissait de renverser Bokassa, chef de l'État à l'époque. On a profité d'un déplacement à l'étranger pour ramener au pouvoir un ancien président de la République, David Dacko, un homme paisible qui avait été un chef d'État tout à fait apprécié par les différentes ethnies du pays. Cela ne pourrait plus se faire aujourd'hui, on parle de temps anciens… C'est une opération conduite avec l'aval de la présidence de la République, à Paris, par le service Action de la maison, sans drame particulier et sans combat. La garde présidentielle se rend, on accompagne le président Dacko jusqu'à la radiodiffusion nationale, il fait sa déclaration et les affaires politiques se mettent en place, tandis que le président Bokassa, lui, est destitué. La France, bonne fille, acceptera de l'accueillir quelque temps pour plus tard le laisser être traduit en justice dans son pays.

Par la suite, toute une campagne de presse s'est développée autour de cette histoire : pourquoi va-t-on destituer le président Bokassa ? Tout cela n'est-il pas lié aux relations du président français avec Bokassa et leurs campagnes de chasse au gros gibier en République centrafricaine ? En tout cas, l'opération intervient à un moment où les actions de Bokassa deviennent insupportables. Un

certain nombre d'acteurs et de responsables politiques africains sont informés de cette opération, puisqu'on va survoler le Tchad. Tous nos partenaires voient avec soulagement la fin de ce règne invraisemblable ! Personne aujourd'hui ne se souvient du sacre de Bokassa, devenu empereur. Un capitaine de troupes de marine qui devient empereur ! Il est vrai qu'on a déjà vu chez nous un capitaine d'artillerie devenir empereur, mais c'était autre chose…

Du président Mitterrand, je me souviens de ses mots à la fin d'un entretien, du temps où j'étais ministre de la Coopération : « Je me méfiais de vous parce que je vous prenais pour une barbouze. Je vous prenais pour une barbouze ! Je me suis trompé, vous aimez les Africains. » Ayant eu la possibilité d'assister au conseil restreint qui suivait le Conseil des ministres, où étaient évoqués les problèmes les plus chauds du moment dans le domaine international et des interventions françaises, je me suis aperçu que le président Mitterrand s'intéressait au renseignement et avait lu des papiers. En tant que ministre, je recevais de la DGSE des informations que je lisais, je savais que le double allait à Matignon… et à l'Élysée.

Quant au président Chirac, je crois qu'il a gardé – depuis sa visite chez Alexandre de Marenches, boulevard Mortier, il y a de nombreuses années – un certain recul par rapport à ces activités. Cela n'a jamais été son truc. Je me souviens d'une affaire qu'on a suivie lorsque nous étions à l'Hôtel de Ville [Chirac était alors maire de Paris et Michel Roussin son chef de cabinet], avec Robert Pandraud, qui était son directeur de cabinet, et Daniel Naftalski, un ancien des services, qui était aussi son directeur adjoint. Au moment de l'affaire du *Rainbow Warrior*, on avait trouvé que c'était intéressant pour l'opposition de pouvoir regarder ce qui se tramait, mais cela n'intéressait toujours pas Jacques Chirac… C'était un peu triste pour nous, anciens de la maison, de constater qu'un problème dramatique

mettait en cause la République française, alors que la règle d'or dans les services est de ne jamais impliquer l'État. Plus tard, Jacques Chirac, redevenu Premier ministre, m'a laissé les rênes longues, comme on dit dans la cavalerie, pour suivre le sort des deux agents français prisonniers en Nouvelle-Zélande, Alain Mafart et Dominique Prieur. Avec André Giraud, le ministre de la Défense, nous l'avions convaincu qu'il fallait faire un effort en direction des Néo-Zélandais pour obtenir la libération des faux époux Turenge. Ce que nous avons fait…

Le contrôle parlementaire, c'est non !

Le contrôle des services par les parlementaires est une vraie question. J'y ai toujours été opposé. Il existe déjà des possibilités de contrôle : des commissions parlementaires mixtes, composées de députés et de sénateurs, peuvent s'intéresser aux affaires ; les rapporteurs des commissions de la Défense nationale également, puisque le service est rattaché au ministère de la Défense. Toutes ces structures de contrôle sont en place. Il existe aussi le contrôle du budget par la Cour des comptes. Le secrétariat général du gouvernement surveille l'utilisation des fonds spéciaux.

Tous les ans, une commission mixte vient à la rencontre des responsables de services pour les interroger sur un certain nombre de sujets. Un parlementaire peut parfaitement convoquer le patron des services spéciaux dans le cadre d'une commission – comme vous pouvez le faire auprès du chef d'une administration quelconque –, l'interroger à huis clos sur le sujet qui intéresse les parlementaires. Mais il ne s'agit pas de mettre tous les objectifs des services sur la

table. Pas de déballage, pas de publicité excessive. Le service, ce n'est pas un supermarché.

---

1. Voir le document p. 116.
2. Voir le témoignage de Jean Heinrich, pp. 445-460.
3. Voir son témoignage, p. 229.

Christian PROUTEAU

« Il faut que je branche Plenel. »

Comment le créateur du GIGN, transformé en baby-sitter polymusclé de la fille cachée de François Mitterrand, puis en super-coordonnateur de la lutte antiterroriste, investi de pouvoirs exceptionnels et de moyens d'enquête hors contrôle, pouvait-il en sortir indemne ? La position de Christian Prouteau, né en 1944, était intenable et n'a logiquement pas tenu, provoquant une succession de retentissants scandales. Il présente ici ses arguments.

« Quand la gauche arrive en 1981, elle croit l'unité que je commande, le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), capable, le cas échéant, de réaliser un coup d'État ! Je me débats pour obtenir une entrevue avec Charles Hernu, ministre de la Défense et fils de gendarme, afin de sauver le GIGN. Il accepte de rencontrer le groupe avec la commission parlementaire de défense. À l'issue de notre démonstration, un de ses conseillers, François Heisbourg, évoque l'attentat contre le président Anouar El-Sadate en Égypte, le 6 octobre 1981. Il me pose cette question : « Si vous aviez été chargé de la protection du président Sadate, est-ce que vous auriez évité qu'il soit assassiné ? » Je réponds que j'aurais empêché que le tireur franchisse la première marche de l'escalier du gradin, alors qu'il était pratiquement arrivé au contact du leader arabe.

Quelques jours plus tard, mon directeur m'a demandé d'aller voir quelqu'un dont je ne connaissais même pas le nom, François de Grossouvre, qui m'a remis un rapport de la DGSE, titré « Étude de vulnérabilité du chef de l'État ». Un rapport incroyable : jamais je n'aurais imaginé que le Président puisse à ce point être non protégé ! Les gens chargés de cette mission avaient pu rentrer dans l'aérodrome militaire de Villacoublay sans papiers spéciaux, se retrouver auprès du président de la République, la main sur le *holster*[1], photos à l'appui. Cela faisait un peu désordre… C'est ainsi que l'on m'a confié la mise en place d'une unité chargée de la sécurité du président de la République.

À l'été 1982, j'ai été très choqué par l'attentat de la rue des Rosiers. À cette époque sévissaient les mouvements les plus durs : en Allemagne, la bande à Baader [*Rote Armee Fraktion*], en Italie, les Brigades Rouges et, bizarrement, l'implication de nos services de renseignement était peu importante au regard du danger potentiel de ces groupuscules. J'ai rédigé une fiche précisant qu'il ne s'agissait pas d'une succession de petites organisations, mais bien d'un terrorisme international, qu'on devait gérer dans son ensemble et de manière coordonnée. À la suite de cette note communiquée à Michel Charasse [alors simultanément sénateur et conseiller à l'Élysée] et au président de la République, la décision a été prise de créer une unité interservices – RG, DST, DGSE et surtout Justice, le détail n'est pas anodin. J'ai donc reçu pour mission, en plus de celle de sécurité auprès du président de la République, de mettre en place un service de coordination et d'action de lutte antiterroriste.

C'était, sur le fond, une bonne idée. Mais tout un tas de problèmes d'ego, de querelles interservices, se sont greffés là-dessus et, surtout, je n'ai pas pu obtenir l'implication du ministère de la Justice. En réunion interministérielle, Pierre Arpaillange, procureur

général près la Cour de cassation [il deviendra garde des Sceaux de 1988 à 1990], a eu cette réaction inouïe : « En matière de terrorisme, le gouvernement n'a qu'à prendre ses responsabilités. » En l'absence de réaction des autres participants, je lui ai répondu : « En somme, à nous de les descendre et surtout de ne pas se faire prendre… » Pour impliquer la justice, j'ai directement posé la question de la qualification du mot « terroriste » à François Mitterrand qui me rétorque : « Mais, mon commandant, vous vous souvenez comment les résistants étaient appelés pendant la Seconde Guerre mondiale ? » La messe était dite…

L'attentat de la rue des Rosiers s'est produit le 9 août 1982, et nous avons été opérationnels à la fin du mois de novembre, quand a été réunie la dizaine d'hommes que j'avais demandée, sans malheureusement un seul représentant de la justice. J'ai eu la naïveté de penser que cela ne générerait que de l'enthousiasme. C'est le contraire qui s'est produit. Tout le monde s'est refermé sur lui-même comme une huître, et l'on a été obligé de créer l'UCLAT, un « machin » supplémentaire qui faisait la coordination de la coordination. Dans les réunions, c'était le poker menteur ! Tout le monde essayait de connaître le jeu de l'autre, avant de libérer une carte. On était encore dans les schémas de la guerre froide et l'ennemi restait l'Est pour la DST et la DGSE : plutôt que de penser qu'un résultat global pouvait profiter à tout le monde, les chefs de service imaginaient systématiquement que seul Prouteau profiterait des résultats objectifs de l'action interservices. Je suis à même d'affirmer que François Mitterrand n'avait pas confiance dans les services de renseignement. Je m'en suis rendu compte trop tardivement et je ne m'en suis pas assez méfié. J'ai joué le jeu, cela me paraissait normal de renseigner le Président… cela m'a coûté cher !

L’affaire Plenel

Lorsque l’affaire Farewell est révélée dans *Le Monde*, le 29 mars 1985, le Président me demande : « Je veux savoir comment cette information est sortie de ce bureau. Nous n’étions que quatre au courant… » Je réponds : « M. le président, il n’y a pas trente-six moyens : il faut que je branche Plenel. » Il me dit : « C’est votre problème, débrouillez-vous, faites ce que vous voulez, je veux savoir ! »

Je n’avais pas tellement le choix : il me donnait l’ordre de chercher qui était à l’origine des informations détenues par Edwy Plenel. Donc je branche. Voilà. Je n’ai pas compris tout de suite pourquoi Mitterrand était en colère mais, à ce moment-là, il essayait de rééquilibrer le rapport des forces entre les USA et l’URSS, et tentait de se rapprocher de Gorbatchev, sur lequel il misait beaucoup. Au tribunal, j’ai déclaré que rien dans les écoutes ne permettait de penser que Plenel ait pu, à un moment ou à un autre, faire cela sciemment, dans le but de déstabiliser les relations que François Mitterrand mettait en place. Mais que Yves Bonnet et lui aient été instrumentalisés par la CIA, c’était plus qu’évident.

J’ai l’habitude de dire que le renseignement, c’est cochon, et tous les gens qui se retrouvent à ma place vous diront à peu près la même chose. S’il fallait trouver des informations d’une manière simple et complètement conforme aux lois, cela se saurait ! Or, il est impossible de gouverner sans savoir… Je disposais, dans le cadre de ma mission, d’un contingent de 20 autorisations d’interceptions que je vais conserver pendant pratiquement deux ans, ce qui va me conduire à écouter 125 personnes, en direct !

Cette mission recouvrait essentiellement la partie terrorisme. Le reste concernait des « levées de doute » sur l’environnement de la

sécurité présidentielle. Ces écoutes passaient par un service complètement officiel qui branche et retranscrit ce qui concerne l'objet de l'interception : le GIC. Aucune n'a été faite sans que le cabinet du Premier ministre, ni le ministre de la Défense n'en soient informés à travers une procédure d'autorisation et de contrôle rigoureuse. Ce qui a provoqué la polémique autour de mon nom, c'est qu'une partie de ces informations revenait directement à la présidence de la République, et non à un service spécifique. Quand vous faites des écoutes, vous branchez pour des raisons bien précises : il faut vraiment nous prendre pour des malades du renseignement pour imaginer qu'on écoute simplement pour se faire plaisir et aller voir ce qui se passe dans les alcôves…

Mazarine, « la petite Demoiselle »

Un des événements les plus importants de ma vie est d'avoir croisé François Mitterrand. J'avais un rapport particulier avec lui et ce privilège venait de cette complicité indicible, puisqu'entre nous nous ne parlions jamais de Mazarine de manière claire. Je l'appelais « la petite Demoiselle ». Je savais qu'il savait que je savais et cela suffisait. Il m'a toujours appelé « mon commandant », et les seules fois où il me grondait, c'est quand il m'appelait « Monsieur le Préfet ». Je l'avais prévenu : « Pour assurer votre sécurité, il faudra que ça soit 365 jours par an, nuit et jour. Votre mise sous surveillance ne peut pas s'interrompre. » Et il m'avait répondu : « Oh, c'est lourd, ce que vous me demandez là ! » Et je crois intelligent de répliquer : « Mais vous pouvez me faire confiance. » Il me rétorque : « Je n'en attends pas moins de vous. » Tout d'un coup, quelqu'un vous donne sa vie, comme ça ! Il ne vous demande rien, il vous dit juste : « Voilà, je vous

confie ce que j'ai de plus cher, à vous d'en faire ce que vous voulez. » Il a vu comment je fonctionnais, comment fonctionnaient les hommes que j'avais placés auprès de lui, tenus par la confiance totale qu'il nous accordait… Jamais il ne m'a fait un compliment. Jamais. Mais quand j'ai été inculpé, il m'a personnellement appelé au téléphone : « Je suis à vos côtés, je veux que vous sachiez que je suis là. »

Mitterrand était vraiment un homme de secrets. En raison de la clandestinité et de l'époque qu'il avait vécues, de sa carrière dans l'opposition, du fait de s'être senti en permanence observé, espionné pendant des années – à tort ou à raison, je ne peux pas en juger –, il se méfiait de tout et de tout le monde. C'est quelque chose qui lui tenait à cœur, il aimait savoir ce que les autres ne savaient pas, pour anticiper. Et quand il nous posait des questions, il avait déjà une idée de la réponse. Donc il avait déjà fait faire le boulot par d'autres ! Il aimait bien aussi ce côté « potin » de la présidence de la République ; lui-même était au courant de plein de choses. J'ai la faiblesse de penser que le seul dont il ne se méfiait pas, c'était moi.

Le problème du pouvoir, c'est qu'on ne peut pas gouverner si on ne sait pas. On peut trouver cela détestable, mais c'est une nécessité. J'ai dévolu une partie des moyens qui m'avaient été attribués à la protection du Président. Volontairement, parce qu'il entrait dans ma mission d'assurer la sécurité de sa vie « privée-privée », puisque c'est comme ça que nous l'appelions nous-mêmes. Je l'ai fait car je considérais que la vulnérabilité du chef de l'État serait importante s'il arrivait quelque chose à sa fille, dont personne ne connaissait l'existence. La protection du secret était pour moi un argument majeur pour faire en sorte qu'elle soit encore plus protégée que si elle avait été connue du grand public.

J'ai construit autour d'elle une sécurité qui, par moments mais pas souvent, a reposé sur des écoutes. Je ne suis pas allé plus loin que

cette mission l'imposait, et j'en ai informé le président de la République, qui a pris sa décision en conséquence. Je ne me suis jamais caché derrière lui. Le Président m'avait confié certaines missions. Je suis un grand garçon, je l'ai accepté. Les questions, c'est avant qu'il faut se les poser ! Ce qui est intéressant, c'est de découvrir qu'une personnalité aussi particulière qu'Edern Hallier puisse avoir un intérêt. Ce journaliste et écrivain iconoclaste considérait qu'avec son pamphlet *Lettre ouverte au colin froid*[2] qu'il avait écrit contre Giscard, Mitterrand lui devait son élection et qu'il aurait dû décrocher un poste qu'il n'a pas obtenu : le ministère de la Culture. Il a été donné à Jack Lang, qui était, je pense, la personne qu'Edern Hallier détestait le plus.

Ce trublion méritait notre attention par rapport à la protection nécessaire de Mazarine. Il était indispensable pour sa sécurité qu'elle soit le moins connue possible. De plus, elle n'était pas responsable de sa situation, il était juste qu'elle puisse grandir tranquille. La chose dont je suis le plus fier, dans la mission qui a été la mienne auprès du président de la République pendant ces treize années, est de le lui avoir permis. Edern Hallier faisait une fixation sur elle et s'était fait remarquer par des actions pouvant laisser penser qu'il était capable de tout, et surtout de n'importe quoi. Ce provocateur aurait très bien pu aller à l'école en prévenant des photographes ; il avait également menacé de l'enlever, sans parler de son pamphlet, *L'Honneur perdu de François Mitterrand,* qu'il a essayé de nous vendre[3]. Après avoir exigé la villa Médicis, une chaîne de télévision, une émission de TV – c'est Mitterrand, par sollicitude, qui lui a fait rétablir le courant qu'il ne payait plus depuis un an ! –, il fallait éviter de se retrouver avec Edern Hallier devant l'école de Mazarine. J'ai déjeuné deux fois avec lui dans son fief, la Closerie des Lilas. Il fallait anticiper, je l'ai fait. J'ai été condamné pour ça. Donc j'ai assumé.

[Le 9 novembre 2005, le procès des écoutes de l'Élysée se conclut par la condamnation de Christian Prouteau et de six autres prévenus à des peines de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende. Le 13 mars 2007, la Cour d'appel confirmera pour l'essentiel ces condamnations. Le 30 septembre 2008, la Chambre criminelle de la Cour de cassation avait rejeté les pourvois des prévenus, dont les condamnations sont alors devenues définitives mais amnistiées, vingt-six ans après les premiers « branchements ».]

François de Grossouvre

J'aimais beaucoup François de Grossouvre. Mais des contacts imprudents le plaçaient en situation de vulnérabilité. Il était devenu un peu parano vers la fin de sa vie, il avait l'impression que tous les gens autour de François Mitterrand étaient des traîtres, il n'aimait plus personne. Son suicide, le 7 avril 1994, m'a personnellement touché car j'étais chargé de sa sécurité. Mes hommes étaient auprès de lui quand il s'est tué avec le revolver que je lui avais offert, vous imaginez que cela ne fait pas plaisir ! Je ne le voyais pas assez souvent pour me rendre compte à quel point il était déstabilisé par ses problèmes de santé : il avait une écriture qui était devenue illisible et des pertes de mémoire. Je suis quand même perplexe devant ceux qui ont pu réduire ce suicide – une chose terrible, une énigme – à un simple problème de désaffection du Président. Chaque soir, François de Grossouvre l'accompagnait en voiture pour retourner à l'Alma, mais le Président, lui-même, n'allait pas très bien non plus à cette époque et, sans doute, n'a-t-il pas mesuré l'état réel de son ami. En 1994, le président Mitterrand n'est alors plus très loin de la fin de sa vie [le 8 janvier 1996].

ORDRE DU JOUR

Nommé Conseiller d'Etat ce jour, je suis amené à quitter les fonctions de Directeur Général du S.D.E.C.E. qui m'avaient été confiées le 10 novembre 1970.

Pendant 10 ans et demi, de ce poste d'observation essentiel pour la Sécurité extérieure de l'Etat, j'ai vu monter la complexité du jeu secret des puissances, la polymorphie des ingérences, la désinformation et le terrorisme international.

C'est face à ces menaces dont les ressorts et les structures sont à peu près inimaginables pour l'opinion que le Service a accompli son devoir. Il l'a fait dans des conditions qui devenaient d'autant plus dangereuses que son action croissait en efficacité.

Je rends hommage au dévouement de tous ceux, civils et militaires, qui ont accompli avec moi cette longue étape. Je leur adresse mes remerciements et je forme des voeux pour que leur valeur professionnelle continue à recevoir, dans la suite de leur carrière, sa juste récompense.

Je suis sûr que le Service, vigie d'une nation guettée par tant d'orages, continuera à servir l'Etat avec honneur, fidélité et, ce qui n'est pas toujours aussi facile qu'on le croit, avec la plus ardente objectivité. En effet, hors de l'intelligence claire et précise des réalités mondiales, et tout particulièrement de celles qui évoluent sous les camouflages les plus divers, il n'est de salut ni pour le pays, ni pour l'Etat, ni pour nos libertés.

PARIS, le 18 mai 1981

A. de Marenches

L'ordre du jour adressé aux personnels du SDECE par Alexandre de Marenches à l'occasion de son départ du service, le 18 mai 1981.
Archives des auteurs.

1. Étui contenant l'arme individuelle.
2. Jean-Edern Hallier, *Lettre ouverte au colin froid*, Albin Michel, 1979.
3. Jean-Edern Hallier, *L'Honneur perdu de François Mitterrand,* copublié en 1996 par les éditions du Rocher et les Belles Lettres.

Pierre LACOSTE

« L'affaire du *Rainbow Warrior* n'est pas due à une initiative imbécile de la DGSE, mais à un ordre du pouvoir politique. »

L'amiral Pierre Lacoste, né en 1924, est ce qu'on appelle un « officier de tradition ». S'il s'est embarqué sur la galère de la DGSE pour sombrer après la destruction du *Rainbow Warrior*, ce n'était pas pour exécuter des coups tordus, mais pour suivre les ordres reçus. Il a assumé le désastre, ce qui lui avait néanmoins laissé le temps d'amener les services secrets sur de nouvelles voies, notamment en matière économique.

« Quand François Mitterrand, à l'été de 1982, a décidé de me nommer à la tête de la DGSE pour remplacer Pierre Marion, François de Grossouvre, son ami et conseiller personnel, a été le premier à m'informer de cette décision. Quelques jours plus tard, lorsque le Président m'a reçu, l'interrogeant sur les raisons de son choix, il m'a dit que depuis son élection il n'avait pas eu de reproches à faire aux militaires. Et je lui ai rappelé que je n'avais jamais eu l'occasion, au cours de ma carrière, d'avoir des contacts directs avec le SDECE. Bien

que, pendant la guerre d'Algérie quand, avec nos escorteurs, nous allions intercepter, quelquefois aussi loin que le Portugal, des navires marchands qui transportaient des armes pour le FLN, nous savions que c'était grâce à l'excellence des renseignements du SDECE qui connaissait les heures d'appareillage et les itinéraires de ces bateaux. J'avais rencontré plusieurs camarades de l'état-major de la marine, dont le 2e Bureau n'a jamais été aussi opérationnel que dans ces années-là. La boucle renseignement/action a très bien fonctionné à l'époque.

Dans les années 1970, quand j'ai dirigé le cabinet militaire du Premier ministre Raymond Barre à Matignon, j'ai eu l'occasion de rencontrer périodiquement les principales figures de proue des administrations françaises concernées par le renseignement, parmi lesquelles Alexandre de Marenches. C'était un personnage haut en couleur. J'ai connu avec lui des relations cordiales, sans pour autant partager son hostilité viscérale envers le communisme et l'Union soviétique. Tout en étant persuadé, dans ces années de guerre froide, que la confrontation entre les démocraties occidentales et l'URSS, sur fond de réelles menaces de guerre, comptait parmi les plus grands enjeux du moment.

J'ai présenté au Président les principales orientations que j'envisageais pour cette fonction et il a bien voulu les approuver. Je suis certain qu'il se méfiait de la DGSE. Homme politique hautement expérimenté, il avait connu les parcours et les difficultés de l'ancien SDECE – il était ministre de l'Intérieur au moment de la guerre en Algérie… Contrairement à la plupart des autres gouvernants et politiciens, il n'éprouvait pas de réticence ou de méfiance systématique à l'encontre des services secrets ; je connaissais personnellement sa secrétaire dans la Résistance et son principal adjoint sous l'occupation allemande. François Mitterrand savait que

certains agents peuvent être capables d'impliquer leurs services dans des situations extrêmement difficiles, voire des affaires « tordues »… Il avait besoin de compter sur la loyauté de celui à qui il confiait la DGSE. Il avait été très clair à mon égard : il m'accordait sa confiance.

L'affaire Farewell, vue du boulevard Mortier

Le Président et la DST ne m'ont pas mis au courant de l'affaire Farewell. Avant de prendre mes fonctions, j'avais pourtant des relations cordiales avec Marcel Chalet[1], mais c'est hélas à ce moment-là qu'il est parti en retraite. En arrivant à la DGSE en novembre 1982, je n'avais qu'une vague impression d'une affaire sensible concernant le directeur général de Thomson CSF, une ancienne connaissance par des amis communs. Mais j'avais bien d'autres sujets en tête au moment où il me fallait, tâche prioritaire, découvrir l'intérieur d'un service qui m'était pratiquement inconnu. J'ai vu très vite à quel point le contre-espionnage de la DGSE avait entretenu de mauvaises relations avec la DST, notamment du temps de mon prédécesseur. Je n'ai pas voulu endosser cette querelle, refusant d'assumer un climat d'hostilité dommageable à nos deux services et donc aux intérêts supérieurs du pays.

Le préfet Yves Bonnet[2] venait lui aussi de prendre ses fonctions en remplacement de Marcel Chalet. Je lui ai rendu visite comme à tous les autres responsables des services de police et des grands commandements militaires, ainsi qu'à Claude Cheysson, le ministre des Affaires étrangères, afin de mettre en place la franche collaboration dont j'avais parlé au président de la République. Il

fallait en finir avec des décennies de méfiance réciproque entre la diplomatie et le service de renseignement extérieur.

Avec la DST, le courant n'est pas bien passé, en dépit de mes efforts, par exemple pour organiser des stages au profit des policiers au service Action. Je n'en ai vraiment compris les raisons profondes qu'après la révélation de l'affaire Farewell en 1983. J'aurais pu être profondément vexé d'avoir été tenu à l'écart de l'un des plus remarquables succès français contre les réseaux d'espionnage techniques soviétiques. En fait, quand j'ai connu les détails de l'affaire, j'ai approuvé la décision du Président. Il avait gardé un si mauvais souvenir des foucades de mon prédécesseur qu'il craignait qu'un secret d'État d'une telle importance ne soit dévoilé s'il était porté à la connaissance de la DGSE.

Bien que l'affaire entrât, selon les textes, dans le champ des responsabilités du renseignement extérieur et pas du tout de la DST, c'est précisément parce qu'elle a emprunté des voies anormales que Farewell a réussi. Si le colonel du KGB, qui nous a fourni des renseignements d'une si grande valeur, s'était adressé à un agent de la DGSE en poste à Moscou, les Soviétiques n'auraient pas manqué de l'intercepter. Au contraire, la DST a fait appel à un agent occasionnel, l'adjoint de l'attaché militaire français à Moscou, qui n'entretenait pas de rapports avec nos services secrets… De ce fait, il ne prenait aucune des mesures de protection et de contre-filature que tout agent professionnel pratique pour échapper à la vigilance du contre-espionnage du pays concerné. En le voyant partir au marché avec sa femme, ses enfants et le sac de provisions, les Russes n'ont conçu aucun soupçon. Je l'ai appris quelques années plus tard, après la chute de l'URSS, quand les Soviétiques eux-mêmes m'en ont parlé à Moscou. Dans cette affaire, François Mitterrand a démontré qu'il n'avait pas oublié les leçons de sécurité qu'il avait appliquées pendant

la Résistance. Parfaitement conscient de l'atout exceptionnel de Farewell, il l'a partagé avec les leaders américains, G.W. Bush père et Ronald Reagan, pour le plus grand profit des relations entre nos deux pays.

Yves Bonnet avait personnellement contribué à entretenir l'image de son service comme étant le plus performant. Il est indéniable que ses collaborateurs, éminents spécialistes des services de l'Est depuis plusieurs décennies, ont su tirer un grand profit des révélations de Farewell. Mais il n'aurait pas dû commettre l'erreur de publier trop tôt un article dans la revue *Défense nationale*, signé sous pseudonyme[3]. Cette erreur, ou plutôt cette faute, aurait provoqué la colère du président de la République qui, effectivement, n'a pas tardé à lui trouver un successeur.

La DGSE n'avait pas réussi à implanter un réseau d'espionnage efficace en Union soviétique, contrairement aux Britanniques ou aux Chinois. Le régime policier russe était expert en démantèlement des réseaux clandestins. En revanche, il nous est arrivé d'être les meilleurs sur quelques théâtres extérieurs au sol russe. Par exemple, en Afghanistan, où nous avions noué, notamment chez Massoud, des relations de grande qualité[4].

Échec à Beyrouth

[Le 8 octobre 1983, la France livre des avions Super-Étendard armés de missiles air-mer Exocet AM-39 à l'Irak de Saddam Hussein, qui les utilise immédiatement dans sa guerre contre l'Iran. Le 23 octobre, quelques minutes après une action similaire contre un casernement des Marines américains qui fera 241 morts, un camion bourré d'explosifs fait sauter l'immeuble Drakkar qui abrite une partie

du contingent français déployé à Beyrouth. L'explosion provoque la mort de 58 soldats, appartenant surtout au 1er régiment de chasseurs parachutistes.]

Les deux attentats de Beyrouth contre la caserne des Marines américains et, le surlendemain, contre la caserne française du Drakkar, ont été épouvantablement meurtriers. Nous avons perdu cinquante-huit parachutistes. Le président Reagan a décidé le retrait de ses troupes. Le président Mitterrand a souhaité qu'on marque le coup vis-à-vis des initiateurs de cette affaire. À la DGSE, nous étions persuadés que les véritables responsables étaient les Iraniens. Les militaires français, installés à Beyrouth à la Résidence des Pins, n'avaient pas ce sentiment. Nous avons alors tenté une opération punitive secrète contre l'ambassade d'Iran, refuge des terroristes. Déclenchée dans les plus brefs délais, remarquablement conçue et mise en place, elle avait toutes les chances de réussir. Mais un impondérable, totalement imprévisible, a fait échouer le déclenchement de l'explosion. Puis une tentative de rattrapage, un projectile de bazooka contre une jeep pleine d'explosifs, a échoué, elle aussi, contre toute logique. Cela fait partie, hélas, des incidents dont les meilleurs des services secrets ne sont pas exempts[5].

Le président de la République n'a pas voulu me sanctionner. Sans doute parce que nous avions enregistré auparavant quelques succès. Parmi eux figurait l'arrestation de Klaus Barbie en Bolivie en février 1983. Remis dans les mains de la justice française en vue de son procès, il n'était pas arrivé en France « par l'opération du Saint-Esprit », mais par une opération bien menée, analogue à celle du Mossad israélien quand il avait enlevé Adolf Eichmann en Amérique du Sud. Contrairement au tapage médiatique autour de l'exploit du Mossad, la DGSE a préféré la discrétion. Cela fait partie de la déontologie des services secrets, de leurs fondements. On ne parle

pas des succès et on fait le dos rond quand des erreurs viennent à être rendues publiques.

L'échec de Beyrouth a été très mal ressenti dans certains milieux militaires. Nos troupes, implantées sur place, n'avaient pas été mises dans la confidence. On nous en a beaucoup voulu au ministère de la Défense, qui m'a finalement obligé à remplacer des professionnels hautement compétents, victimes de la malchance.

Rainbow Warrior, la stratégie du mensonge

L'affaire du *Rainbow Warrior* a déclenché un scandale national et international qui a précipité mon départ de la DGSE. Le grain de sable fut le retour à bord et le décès d'un membre de Greenpeace lors de la seconde explosion ; la première, de faible puissance, ayant joué le rôle prévu pour provoquer l'évacuation du navire, avant que le malheureux photographe ne cherche à récupérer ses appareils dans sa cabine. Un autre grain de sable a été la présence inattendue de vigiles dans le port d'Auckland pour cause de récents cambriolages. Cependant, j'ai souligné que ce funeste échec et ses conséquences ont prouvé que le scénario que j'avais approuvé pour cette opération clandestine n'était pas défendable. Et, je le répète ici, j'assume pleinement ma part de responsabilité à cet égard. Comme c'est la règle pour les professionnels des actions clandestines, nous avions prévu des sécurités en cas de pépin. Mais elles ont presque été toutes désarmées les unes après les autres, surtout quand la police française a dû répondre au mandat international, émis par la police judiciaire de la Nouvelle-Zélande…

J'ai appelé « stratégie du mensonge », celle qui m'a été imposée *de facto* par le ministre de la Défense, l'autorité politique directement responsable de la DGSE depuis l'affaire Ben Barka. Personnellement, Charles Hernu s'est enfermé, en ma présence, dans le déni, tant vis-à-vis du gouvernement néo-zélandais, que de ses collègues du gouvernement français. J'ai donc appliqué la règle déontologique impérative qui exige des hauts fonctionnaires, et plus encore des militaires, de respecter les décisions du pouvoir exécutif légitime. Dans l'affaire du *Rainbow Warrior*, j'avais obéi aux ordres de mon ministre, non sans avoir signalé sa requête au Président en personne, comme les archives de l'Élysée en ont conservé la trace.

Dans les premiers jours qui ont suivi le drame d'Auckland, il existait encore une solution possible, celle qui a été souvent mise en œuvre dans les rapports entre services secrets ennemis de la guerre froide : contacter la partie adverse au plus haut niveau, lui avouer que la faute est imputable à l'un de nos services et convenir des réparations qui s'imposent… Mais Charles Hernu a délibérément refusé cette solution. Il avait prévu de m'emmener avec lui à Latché [résidence de villégiature de François Mitterrand, située dans les Landes, où il pouvait accueillir des chefs d'État] pour en rendre compte au Président, mais il a dû y renoncer. Cela ne m'avait pas étonné outre mesure : j'avais su, dès le lendemain de l'attentat, que le chef de l'État refuserait de me revoir et que, si les choses devaient mal tourner, le ministre et moi-même serions sacrifiés. Un message très clair que j'ai reçu cinq sur cinq !

Au bout d'un long et pénible processus, qui a duré plusieurs semaines durant l'été 1985, divers signes ont montré que le Président, lui-même, avait pu croire que la « stratégie du mensonge » était en passe de réussir. Mais la divulgation à la presse du rapport Tricot [commandé par François Mitterrand au conseiller d'État,

Bernard Tricot, le rapport vise à blanchir la DGSE, en vain…], suivie des révélations sur « la troisième équipe », n'ont pas permis d'étouffer l'affaire. Le lendemain du jour où il venait de répéter publiquement qu'il n'était pas au courant, Charles Hernu a été contraint de démissionner de la Défense, confirmant ainsi la position que je n'avais cessé de défendre : l'affaire du *Rainbow Warrior* n'est pas due à une initiative imbécile de la DGSE, mais à un ordre du pouvoir politique.

Au Conseil des ministres du mercredi suivant, alors que mon successeur, le général René Imbot, venait d'être nommé, j'ai reçu à mon domicile un appel de Matignon. Le Premier ministre, Laurent Fabius, souhaitait me recevoir immédiatement en tête à tête, ce qu'il n'avait jamais fait pendant toutes les années où j'avais été le responsable de la DGSE. À ma grande surprise, il m'a demandé d'authentifier les informations que Paul Quilès, le nouveau ministre de la Défense, lui avait communiquées, en application des consignes que j'avais prescrites à mes anciens subordonnés avant de quitter le service : votre devoir est de communiquer au nouveau ministre toutes les informations et tous les documents relatifs à l'affaire ; rien ne doit lui être caché. Apparemment, une telle attitude avait étonné un Premier ministre qui croyait avoir affaire à un militaire insolent, rétif au pouvoir légitime. Il est vrai que j'avais récemment refusé de répondre à la question écrite qu'il m'avait fait parvenir *via* Charles Hernu, en expliquant pourquoi sa question mettait en cause la sécurité de plusieurs membres de mon service, ce que je n'aurais su accepter. Dans l'ouvrage que j'ai publié douze ans plus tard sous le titre *Un amiral au secret*[6], j'ai fourni des informations plus complètes sur les conditions et les détails de cette « stratégie du mensonge » qui a caractérisé le traitement de l'affaire du *Rainbow Warrior*.

Jamais un chef de service secret ne doit de lui-même dévoiler le nom de ses agents. C'est un principe, une ligne de fracture, un *non possumus*, une chose qu'on ne peut pas franchir. Parce que si un directeur du renseignement se met à accepter que des enquêteurs entrent dans son bureau et regardent le contenu de son coffre, ce n'est plus la peine d'avoir des services secrets, c'est la négation même de la fonction !

---

1. Voir son témoignage, p. 133.
2. Voir son témoignage, p. 177.
3. Henri Régnard, « L'URSS et le renseignement scientifique, technique et technologique », *Défense nationale*, décembre 1983. Voir pp. 181-182.
4. Voir l'ouvrage de Jean-Christophe Notin, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan 1979-2011*, Fayard, 2011.
5. Voir également pp. 278-279 ; 337-338.
6. Pierre Lacoste, *Un amiral au secret,* Flammarion, 1998.

Roland DUMAS

« Est-il exact que de Grossouvre effectue des missions pour vous ? » Mitterrand m'a répondu : « Surtout pas ! »

Fidèle parmi les fidèles de François Mitterrand, l'avocat Roland Dumas, né en 1922 et ministre des Affaires étrangères – de 1984 à 1986, puis de 1988 à 1993 –, n'a conservé de ses multiples vies qu'une forme de curiosité distante, sans amertume ni illusion. Aussi à l'aise dans l'ombre qu'en pleine lumière, cet homme qui a tout vu… et de toutes les couleurs, observe le monde du renseignement en expert de la chose publique, sans état d'âme.

« François Mitterrand avait une prévention contre les services de police. Par exemple, ils étaient depuis toujours organisés pour assurer la protection du président de la République avec des hommes triés sur le volet, adroits au tir… Mais c'étaient des policiers ordinaires. Dès qu'il est arrivé, Mitterrand a fait savoir qu'il n'en voulait plus, car il estimait qu'ils étaient noyautés par toutes sortes de services de renseignement. Il a donc opté pour une sécurité militaire. Pour lui, les gendarmes étaient plus sûrs que des officiers de la préfecture de

police ; il en avait beaucoup voulu à Jean Baylot [préfet de police de Paris de 1951 à 1954] au moment de l'affaire des Fuites.

[En 1953, des fuites de documents militaires ultra-confidentiels sur l'effort de guerre français en Indochine sont organisées à destination de Jacques Duclos, dirigeant du Parti communiste français. Le ministre de l'Intérieur François Mitterrand est soupçonné par les services secrets, et le président du Conseil Pierre Mendès France leur ordonne d'enquêter sur lui. Mitterrand l'apprendra en septembre, ce qui déclenchera sa fureur. Il ne sera définitivement lavé de tout soupçon que trois ans plus tard, alors qu'il est devenu garde des Sceaux.]

Il me confiait : « Les militaires, ils obéissent, ils ne trahissent pas. » Et c'est comme ça que s'est constitué le service de sécurité de l'Élysée, qui avait pour tâche, entre autres, de protéger le Président et Mazarine.

C'était une déviation, mais il y avait eu cet acharnement de l'écrivain Jean-Edern Hallier, qui se répandait dans tout Paris avec son manuscrit, le distribuant à tout bout de champ. Mitterrand, un jour, a pris la mouche. Je lui parle de cela, en lui demandant : « Mais pourquoi vous faites écouter les avocats ? » Il me réplique : « Mais je ne fais pas écouter les avocats, je fais écouter Jean-Edern Hallier, qui téléphone à des avocats, alors on ne peut pas [laisser passer cela]… » Et il m'avoue : « Il est cerné de partout, partout où il va, il est surveillé. » Je ne sais pas comment. Il avait mis une équipe là-dessus. Cela lui tenait tellement à cœur ! Il avait si peur pour Mazarine, qu'on enlève sa fille, qu'il a renforcé la sécurité. C'est pour cela qu'on a reproché à Mitterrand d'abuser des renseignements à des fins personnelles.

François de Grossouvre

François de Grossouvre a longtemps été un ami très proche de Mitterrand, probablement trop proche ; François Mitterrand cédait à l'amitié, toujours, et l'avait pris à son cabinet, et Grossouvre l'accompagnait tout le temps. Puis cela a vite dégénéré. Il avait une fonction à l'Élysée, mais il l'utilisait à d'autres fins : il voyait tous les gens des renseignements, faisait de la « politique-fiction » en rencontrant le roi d'Arabie Saoudite ou Mikhaïl Gorbatchev… Cela m'a même gêné quand j'étais au Quai d'Orsay, mais j'aimais bien de Grossouvre, il était très gentil… Il se servait un peu de moi, me rendait visite et me soufflait :

« Le roi d'Arabie Saoudite m'a dit qu'il voudrait me voir…

– Parlez-en au président de la République.

– Mais je n'ose pas, il va me dire non. Il faudrait que vous lui en parliez. »

Alors un jour j'ai demandé à Mitterrand :

« Est-il exact que de Grossouvre effectue des missions pour vous ? »

Il m'a répondu : « Surtout pas ! »

Il commençait déjà à divaguer. Comme il en voulait à Mitterrand qui ne lui donnait pas tout ce qu'il voulait, il a commencé à nouer des intrigues, à faire surveiller le fils du Président, à voir des journalistes d'extrême droite – j'en connais quelques-uns… – qui lui racontaient tout et n'importe quoi ; après il bavardait… Un beau jour, Mitterrand a donc été obligé de prendre une décision [et de l'éloigner de lui]. Grossouvre ne voyait plus Mitterrand, il restait en bas dans un petit bureau, avec beaucoup de crainte et de dépit. Il passait tous les soirs dans le bureau des secrétaires :

« Alors il est là ?

– Oui oui, toujours là…

– Vous me prévenez quand il veut s'en aller ! »

C'était comme un contexte amoureux qui aurait mal tourné. Il a mal pris que Mitterrand l'écarte et il s'est donné la mort. Beaucoup de légendes ont circulé à ce propos, comme avec Pierre Bérégovoy. Ce sont des légendes mais cela contribue à façonner un portrait en faux.

L'affaire Farewell

Nous étions suspects aux yeux des Américains, parce que nous avions pris des ministres communistes. Et quand Mitterrand a eu connaissance de l'affaire Farewell, il en a dévoilé l'essentiel en tête-à-tête au président américain Ronald Reagan, et lui a dit : « Nous avons maintenant la preuve d'un réseau d'espionnage en France ; je vais les expulser. » Et, à la fois pour des raisons personnelles et de justification aux yeux des alliés, il n'a donc pas hésité à faire renvoyer 47 espions. Il se trouve que j'avais écrit un livre sur la propriété littéraire[1]. Vous allez croire qu'on s'éloigne du sujet, mais pas tellement. Le chef du réseau soviétique, dont m'avait parlé la DST, s'était intéressé à la préparation de ce livre, cela m'avait paru bizarre. Il m'avait dit : « On va le faire traduire en russe… » C'était le chef des espions ici depuis cinq ou six ans, il était « dormant », parlait très bien le français et il a donc été expulsé dans la foulée. Et puis, quelques années après, l'ambassade à Moscou me signale que ce garçon – il avait de la suite dans les idées – était maintenant chef de la propriété littéraire et artistique en Russie !

Avec les affaires d'espionnage les choses sont très simples. On nie, on s'incline, puis on fait des représailles. Du temps où j'étais ministre des Affaires étrangères, le directeur de la DST voyait chaque début de

semaine mon directeur de cabinet ; les choses importantes, il les lui donnait, et mon directeur de cabinet ne m'en parlait que quand il y avait quelque chose d'important. Personnellement, je ne recevais jamais les services de renseignement.

Rainbow Warrior

On savait – ils parlaient beaucoup, et le service les surveillait – que les militants de Greenpeace allaient se rendre à Mururoa. Ils voulaient faire de la gesticulation là-bas… L'ordre était de les empêcher de nuire et donc de lancer une action militaire sans qu'il y ait de casse. Cette affaire s'est enclenchée, montée par la DGSE, avec des gens de qualité, car je les ai connus, les faux époux Turenge. Je les ai même reçus. Je considérais que tout le monde prenait des distances avec eux, que ce n'était pas convenable. Ils étaient fonctionnaires en service dans un acte qui a échoué. Ils ont été arrêtés et c'est bien le réflexe des services de renseignement, ils n'ont pas dit un mot, jamais ! Ils s'en étaient tenus à leurs pseudo identités, affirmant qu'ils faisaient du tourisme.

Finalement, un jour, le Premier ministre Laurent Fabius a demandé au président de la République de nous réunir, lui, le ministre de la Défense Charles Hernu et moi. Mitterrand m'a alors donné l'impression qu'il était protégé, ou qu'il ne savait pas. J'ai vraiment vécu la scène la plus pénible de ma vie quand j'ai vu Charles Hernu prétendre qu'on avait l'assurance que c'était un coup des Anglais monté contre nous ! Il transpirait… Personne n'a rien dit. Chacun avait son opinion. Moi, j'ai dîné avec lui le soir, et il était complètement défait. Ce qui me laisse penser que c'est lui qui a porté le chapeau et qui a dit à l'amiral Lacoste, non pas : « Il faut faire

sauter le bateau et tuer quelqu'un » ; mais : « Il faut les empêcher de nuire. Débrouillez-vous. » C'est vraiment un exemple d'un service commandé qui tourne mal ! C'était à la fois un acte imbécile, mais aussi malencontreux.

Je n'ai jamais vu quelqu'un d'aussi malheureux qu'Hernu. Le Président le regardait… Hernu était un gentil camarade. Il avait une fidélité à Mitterrand, il n'aurait jamais monté quelque chose sans lui en parler ; il a dû lui dire : « On a pris des dispositions », et Mitterrand n'a pas voulu en savoir plus. Les dispositions étaient prises, oui, mais nous aussi on était pris ! Je suis parti le lendemain de cette séance pour les Nations unies, où se déroulait l'Assemblée générale ; Mitterrand m'appelait toutes les trois heures pour me dire : « Tenez bon, ce n'est pas nous » !

Espions et diplomates

La DGSE possède un représentant dans chaque pays, c'est connu. Ces agents ont des fonctions diverses : attachés commerciaux, attachés militaires adjoints mais, en réalité, ils réalisent un travail d'espionnage et ils nous procurent des renseignements qui, en principe, devraient revenir par l'ambassadeur mais qui sont souvent détournés et qui vont directement au ministre dont dépend l'agent… Cela crée des complications, des rivalités, parce que, souvent, lorsque j'arrivais dans un pays, on me demandait : « Vous connaissez Untel ? » Je savais tout de suite qui c'était, mais aussi qu'il envoyait des télégrammes directement au ministère de la Défense, sans passer par les Affaires étrangères. Alors qu'un décret pris par le Premier ministre, Michel Debré, prévoit que tous les télégrammes officiels, strictement secrets, doivent passer par l'ambassadeur. La règle est

respectée, deux fois sur dix ! Avec Hernu, nous nous voyions toutes les semaines, une fois chez lui, une fois chez moi, on se disait les choses. Mais si c'est un rival qui attend votre place, il ne vous envoie rien ! C'est d'autant plus navrant en période de cohabitation. Par exemple, quand le Premier ministre de droite Jacques Chirac a pris le pouvoir en 1986, il avait ordonné au service du Chiffre [dans l'armée ou la diplomatie, l'unité chargée de transmettre et recevoir la correspondance secrète], qui dépend des Affaires étrangères, qu'on ne communique pas les doubles des télégrammes diplomatiques à l'Élysée. Mitterrand était un homme secret, qui aimait bien demander la même chose à plusieurs personnes. Puis il centralisait et il en faisait son miel…

---

1. Roland Dumas, *La Propriété littéraire et artistique*, PUF, 1987.

Gilles MÉNAGE

« Dans tous les cas, ils auraient pu mieux contrôler. »

Il aurait pu faire une carrière sans histoire dans la préfectorale, mais son destin l'a placé au cœur des intrigues et des œuvres complexes de l'ère Mitterrand. En pleine tempête, Gilles Ménage, né en 1943, n'a jamais manqué au Président qu'il avait choisi de servir jusqu'au bout et après, puisqu'il est aujourd'hui aux commandes de l'Institut François Mitterrand. Il jette sur le passé un regard dubitatif…

« Durant la campagne présidentielle de 1981, le mot « terrorisme » n'a pas été prononcé, ni par l'un, ni par l'autre candidat ! À l'égard des services de renseignement, et plus généralement à l'égard de la police, la gauche est assez méfiante. La défiance est réciproque. Les services craignent le pouvoir socialiste, mais toute la fonction publique est dans ce cas. Ses responsables, qui sont dans la mouvance du pouvoir depuis vingt-trois ans, ne connaissent pas la gauche et la présence de ministres communistes au gouvernement provoque un traumatisme. L'été 1982 constitue une période-clé. La gauche découvre le terrorisme, la France aussi, c'est un choc.

On réalise alors que, face à la menace terroriste, il n'y a pratiquement pas de services ni d'hommes compétents. Je ne dis pas

qu'on ne fait rien – le Pays basque ou la Corse sont suivis. Mais s'agissant du terrorisme moyen-oriental, il n'y a pas de spécialistes. On vit sur une fiction entretenue pendant des années, celle de gens venant régler leurs comptes en France, ou d'actes antisémites.

Après l'attentat de la rue des Rosiers, le 9 août 1982, François Mitterrand tient une réunion avec tous les responsables des services de renseignement. La conclusion qu'il en tire : « Je n'ai rien appris, il faut tous les changer ! » Ce qui se fera de façon échelonnée, quand on aura trouvé les personnes idoines. Pour Pierre Marion, la date était « le plus tôt possible » : il n'était pas fonctionnaire ! Pierre Lacoste a été nommé pour rassurer l'armée toujours dans un état fébrile. Il fallait vraiment mettre un militaire qui montre qu'on avait confiance ! À la DST, Marcel Chalet[1] allait partir à la retraite à la fin de l'année 1982, on a donc respecté la date sans le prolonger ni le faire passer dans un autre corps.

La seconde solution sera la nomination de Christian Prouteau[2]. Ce choix de François Mitterrand est le résultat d'un enchaînement de circonstances. Premièrement, il n'existe aucune structure antiterroriste ; s'il y en avait eu une, on s'en serait servi. Deuxièmement, Christian Prouteau avait adressé une note au Président pour lui demander de mieux coordonner l'antiterrorisme. Ce n'est pas une idée idiote. C'est plutôt la réalisation qui va poser problème, avec la confusion des genres et ses deux casquettes : Prouteau était à la fois chargé de la sécurité personnelle du Président, de sa famille et, en même temps, de la mission de lutte antiterroriste. À tel point qu'en septembre 1983, je rédige une note au président de la République suggérant : « Je crois qu'il faut arrêter, il faut remettre le terrorisme ailleurs qu'à l'Élysée. » Et cela n'aboutit pas, car Mitterrand ne veut pas désavouer Prouteau. Plus la campagne de presse se développe pour demander que la cellule soit rayée de la

carte, plus le Président refuse d'agir sous les oukases des médias, ou de ceux qui, au sein du gouvernement, lui demandent de trancher.

Contre le terrorisme, de bonnes et de mauvaises choses ont été réalisées. Au départ, on explorait des pistes, puis on les transmettait au service compétent ; c'est ainsi que la surveillance d'une partie de la communauté chiite en France est à l'origine de celle de la cellule antiterroriste. Ensuite, la DST s'en est occupée. La coordination, assez « amateur » au début, s'est vraiment mise en place avec l'arrivée de Pierre Joxe[3] à la tête de l'Intérieur en juillet 1984. Que le bilan soit mitigé, avec des réussites ponctuelles contre le terrorisme, je le reconnais volontiers. Mais les petites graines plantées à l'époque ont grandi, ont finalement survécu et ont permis la mise en place d'un appareil antiterroriste perfectionné et amélioré, qui perdure aujourd'hui.

Était-il légitime que François Mitterrand crée un système différent ? Il n'avait absolument pas confiance dans les services de police. Qu'il y ait eu parfois une insuffisance de contrôle, on peut en convenir, mais dans l'organisation générale, il était de la responsabilité du président de la République de décider, de réclamer en quelque sorte au gouvernement d'assumer ensuite ce qu'il demandait. En réalité, le système était biaisé, car la réponse des ministres de l'époque consistait à constater : « Quand le président de la République demandait, on ne pouvait pas refuser. » C'est la négation même de la responsabilité. Si vous êtes ministre, Premier ministre, et que vous dites cela, quelque chose ne va pas. Dans certains cas, ils auraient pu dire non, en en assumant les conséquences, sinon cela ne veut rien dire. Dans tous les cas, ils auraient pu mieux contrôler.

L’attentat du Drakkar

Quand l’attentat du Drakkar[4] est survenu en octobre 1983, j’étais de permanence à l’Élysée. Je reçois un appel de Charles Hernu, vers 6 heures du matin. Il m’explique ce qui s’est passé. François Mitterrand est prévenu tout de suite, très vite il décide d’aller sur place.

[En rétorsion, les Français donnent l’ordre à la DGSE de faire sauter une jeep bourrée d’explosifs contre l’ambassade d’Iran à Beyrouth. Exécutée dans la nuit du 6 au 7 novembre, l’opération échoue[5].]

Christian Prouteau m’apprend un jour que quelque chose s’est produit, que vraiment une très grosse bêtise avait été faite, qu’il va en parler à François Mitterrand. Évidemment, c’était catastrophique ! On n’avait pas réussi à faire exploser la jeep, on avait ensuite essayé de tirer dessus au bazooka, cela n’avait pas marché non plus, alors que l’adresse du concessionnaire qui avait vendu la jeep était carrément placardée dessus ! Voilà comment l’affaire a été présentée à l’Élysée. Si je raisonne en termes politiques, je pense que le vrai acte de représailles – avec une signature et une publicité marquant une volonté –, c’est davantage le raid aérien de Baalbek de novembre 1983 que l’épisode de la jeep à l’ambassade d’Iran ; c’est plus une déduction qu’une certitude…

La DGSE n’était pas performante au Liban. En 1986, le gouvernement de Jacques Chirac prend l’initiative, non pas de mener un réseau parallèle, mais de trouver le bon contact, qu’on avait sans résultat cherché à plusieurs reprises. Cela ne me paraît pas critiquable, car du point de vue du gouvernement ce n’était pas une initiative parallèle : Charles Pasqua charge Jean-Charles Marchiani[6] de travailler avec Iskandar Safa, ils arrivent à trouver un contact avec

la communauté chiite du Liban et à progresser. Cela peut être considéré comme un désaveu de la DGSE, mais ce n'en n'était pas un.

L'affaire Abdallah

Les FARL étaient un groupe de terroristes libanais d'origine chrétienne qui avaient des liens avec Action Directe. Au cours de l'année 1984, des arrestations ont lieu en Italie, puis on incarcère le dénommé Georges Ibrahim Abdallah, dont on perçoit tout de suite qu'il est probablement le chef du réseau des FARL en Europe ou en France. Mais il n'existe pas d'éléments à charge. Donc il est emprisonné, simplement poursuivi par la justice pour des délits mineurs. Quelques mois plus tard, intervient à Beyrouth l'enlèvement de Gilles Peyroles, le directeur du centre culturel de Tripoli. Une des revendications principales, c'est la libération d'Abdallah. On discute de cette question de façon très transparente entre la DST – Yves Bonnet –, la présidence de la République et les Affaires étrangères. Et on décide du scénario qu'on va proposer pour la libération de Peyroles. Il se trouve certes entre les mains de la justice, mais nous disons : « Il est poursuivi pour des faits mineurs, va passer quelques mois encore en prison, puis il sera jugé, la peine couvrira sa détention. Normalement, il devrait être libre dans le courant de l'été 1985. »

Bonnet[7] se rend à Alger car les services algériens, fortement et bien implantés au Liban, facilitent beaucoup cette négociation. Ils servent de lien avec les Palestiniens, dont la mouvance dissidente, avec lesquels ils ont des rapports parfois un peu compliqués. Et finalement, Peyroles est libéré, avec cet engagement qu'Abdallah restera peu de temps en prison. Malheureusement, quelques jours

après cette libération, la DST procède à une énième perquisition dans les multiples planques d'Abdallah et découvre une arme. Il s'avère qu'elle avait été utilisée pour des assassinats. Dès lors, il est impossible de libérer Abdallah. D'où naturellement un problème majeur et durable vis-à-vis des preneurs d'otages au Liban, qui considèrent que la France n'a pas tenu sa parole.

Entre l'Élysée et la DST s'installe un doute : le service a-t-il vraiment dit la vérité ? La DST connaissait-elle, ou pas, ce risque qu'Abdallah soit compromis à un tel point ? Je ne sais toujours pas. Je pense qu'on peut défendre les deux thèses, j'aurais plutôt tendance à dire que la DST ne savait pas. D'autres disent que les Américains le savaient, mais on ne saura pas exactement la vérité. En tout cas, le fait est que cela s'est produit avec des conséquences durables et dommageables pour les négociations que pouvaient mener les Français au Liban. Un petit pays où tout le monde a vu que dans ce cas particulier, la France n'avait pas tenu sa promesse.

François Mitterrand ne considérait pas que la DST lui avait joué un tour. Le problème était de savoir si la confiance entre le contre-espionnage et le président de la République était suffisante. Nous pensions, après le départ de Marcel Chalet, qu'une page avait été tournée. François Mitterrand voulait avoir un lien direct avec ces policiers, une relation sans équivoque. Il m'avait raconté des expériences négatives du temps de la IV^{e} République avec des fonctionnaires qui l'avaient trahi brutalement, il en conservait un vif souvenir. Son leitmotiv était : « Les ministres passent, moi je reste. » Après l'avoir choisi avec soin, nous avions donc nommé Yves Bonnet, qui entretenait des rapports étroits avec le président de la République et pas seulement avec ses collaborateurs. Nous attendions de la transparence et de la franchise.

Ce fut le cas, par exemple quand la DST a commencé à discuter avec le représentant d'Abou Nidal [Sabri al-Banna, *alias* Abou Nidal (1937-2002), dirige le Fatah-Conseil révolutionnaire, une structure palestinienne dissidente de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat. Abou Nidal se distingue tout au long des années 1970 par des séries d'assassinats de Palestiniens « modérés », devenant progressivement mercenaire au service de l'Irak de Saddam Hussein et de la Syrie d'Hafez el-Assad, notamment], ce qui était quand même un peu osé à l'époque. Ils en ont rendu compte au politique, on a gagné du temps : cela s'est passé sans que le Président conçoive le moindre doute.

Mais l'affaire Abdallah survient dans le contexte d'un rebondissement spectaculaire de l'affaire Farewell. Le 29 mars 1985, *Le Monde* révèle les raisons de l'expulsion des espions soviétiques, deux ans plus tôt[8]. François Mitterrand ironise : « À chaque fois que ça commence à aller mieux avec l'Union soviétique, la DST me sort quelque chose qui m'ennuie. » Le problème, c'est quand on cache ! Jusqu'en 1985, nous pensions que le pouvoir politique et la DST avaient pu faire des erreurs, mais ensemble. Or, à ce moment-là, les initiatives prises par le contre-espionnage dans le cadre de l'affaire Farewell se sont faites totalement à l'écart du pouvoir politique, sans son autorisation. Un vrai problème. D'autant plus que François Mitterrand avait choisi Yves Bonnet, justement sur une base de confiance.

Les oreilles de l'Élysée

Les écoutes de l'Élysée n'ont pas été pratiquées de façon clandestine. Elles sont le produit d'une décision collégiale du

gouvernement, du ministre de la Défense et du Premier ministre, qui ont attribué à la cellule un total de vingt lignes sur le contingent de la DGSE, pour autant que je m'en souvienne. Et la gestion des écoutes était assurée par le bureau réservé du ministère de la Défense. On n'a jamais réussi à le faire comprendre, alors que c'est pourtant simple : Prouteau était un « demandeur ». Il demandait une écoute ; que le motif soit bon ou mauvais, c'est un autre problème. Ce n'étaient pas des fils qu'on branchait dans la cave de l'Élysée, cela suivait le processus normal de décision gouvernementale. Aucune initiative importante n'était possible sans l'accord du président de la République.

Qui accepte maintenant d'endosser la responsabilité ? Lors du procès des écoutes, les explications n'ont pas été convaincantes, mais au moins on a expliqué. Quand le président de la République demande – je n'étais pas présent, j'étais à l'étranger – à Christian Prouteau de placer Edwy Plenel sur écoutes [après la parution de son article dans *Le Monde* sur l'affaire Farewell du 29 mars 1985[9]], il n'agit pas de façon clandestine. Il s'adresse à Charles Hernu qui le fait. Prouteau n'aurait jamais monté cela tout seul : il ne connaissait rien de l'affaire Farewell, le cloisonnement était total !

Bien des noms ont été mis en avant dans les écoutes, alors même que les personnes concernées n'ont jamais été visées. L'épouse de Laurent Fabius, Françoise Castro, téléphone à une personne écoutée, qui souhaite aider le journal que voulait lancer Jean-Edern Hallier. Elle n'y est pour rien, la pauvre… Le cabinet du Premier ministre transmet l'écoute, selon la règle prévue lorsque apparaissait une personnalité politique ou para-politique : dans ce cas, des doubles étaient transmis à l'Élysée. Cet exemple est assez symptomatique. Dire que Mme Fabius est écoutée, c'est une déformation, un gonflement. Dans le cas de l'actrice Carole Bouquet, elle a été

écoutée, sans que je sache vraiment pourquoi, c'est une affaire de Prouteau. Quand la personne visée qui vivait à son domicile, paix à ses cendres, est décédée, l'écoute s'est arrêtée.

Concernant Jean-Edern Hallier, c'est la même chose. Les instructions de François Mitterrand n'étaient pas d'écouter telle ou telle personne, c'était : « Je ne veux pas qu'on cède à son chantage ! » La cellule pratiquait des écoutes, mais du ministre de l'Intérieur Pierre Joxe au préfet de la police, chacun y allait de son rapport sur Edern Hallier. Pas un seul n'a dit qu'il était malvenu de le surveiller avec les moyens habituels de la police…

Le mensonge en politique

Lors des procès des écoutes, les avocats des parties civiles nous ont reproché de nous être parjurés, d'avoir dévoyé l'exercice du pouvoir. D'une certaine façon, c'est vrai. Mais devrait-on jurer d'être vertueux, alors qu'on sait très bien qu'on ne le sera pas vraiment ? C'est une question de dosage. Les déclarations les plus vigoureuses prétendant qu'on doit toujours dire la vérité, c'est le premier mensonge. Ce n'est pas toujours possible. Parfois les motifs sont nobles, parfois moins. Quand nous avons compris pourquoi Michel Seurat était mort [otage enlevé au Liban en mai 1985, mort de maladie en détention en mars 1986], on ne l'a pas dit. Nous avions appris, grâce aux Anglais qui avaient cassé le code de l'ambassade iranienne à Beyrouth, que ses ravisseurs avaient mis en scène son exécution !

Un président de la République doit-il toujours dire la vérité ? Je n'en sais rien. J'ai constaté qu'il ne peut pas être l'otage d'un seul point de vue. Vous ne saviez jamais avec François Mitterrand, quand

vous souteniez un point de vue, qui, à côté, en soutenait un autre. Or, il ne s'est jamais enfermé dans une vérité. Après, choisissait-il la bonne ? C'est un autre problème. Mais je trouve qu'il est excessivement dangereux d'affirmer : « Je vais tout vous dire. » Car la vérité n'est pas neutre. Mais les mêmes qui vont vous demander la transparence – par exemple sur une maladie qui ne vous empêche pas d'exercer vos fonctions – ne vont pas vous garantir la neutralité. Et c'est un peu la même problématique concernant Mazarine. Je dois dire, pour être honnête, que si son existence n'a pas été révélée, ce n'est pas uniquement à cause de la surveillance de Prouteau. C'est aussi parce que la presse l'a bien voulu !

François de Grossouvre

Dès 1981, François de Grossouvre est à l'Élysée, où il occupe apparemment une place éminente, à la fois de confident et de conseiller de François Mitterrand. Je vais être cruel : très vite, il ne joue aucun rôle, ou un rôle assez limité, concernant la police et le renseignement. Quand je suis arrivé « aux manettes » à l'automne 1982, François de Grossouvre n'avait plus du tout de pouvoir ni d'influence dans ce domaine. C'est lui qui avait suggéré le nom de Pierre Marion pour la DGSE, mais assez vite le vrai correspondant de la DGSE à l'Élysée est devenu le général Jean Saulnier, le chef d'état-major particulier.

Quand je deviens directeur du cabinet du président de la République en 1988, s'est posée la question de ce qu'on allait faire de ces gens en poste à l'Élysée. Des strates de collaborateurs s'étaient accumulées et j'ai observé : « M. le Président, on ne va pas continuer à conserver tout le monde, ne serait-ce que pour des questions de

place. » Il était d'accord. Et j'ai ajouté : « Il faut absolument que François de Grossouvre parte, ça ne va pas bien… » Il en convenait et, en même temps, ne pouvait pas franchir le pas. Un jour, dans son bureau, il me lance : « Mais il est encore là ? » Je réponds : « Oui. » Je sors du bureau du Président pour aller au secrétariat, et qui vois-je ? De Grossouvre ! Voila le résumé de la contradiction que François Mitterrand ne parvenait pas à résoudre. Fidèle en amitié, à la fois très critique à son égard et ne se pardonnant pas sa mise à l'écart. Si le Président avait procédé ainsi plus tôt, peut-être aurait-on évité ce qui s'est passé ensuite. Mais c'est difficile de se séparer d'anciens collaborateurs, alors qu'on les a longtemps aimés !

L'affaire Farewell vue de l'Élysée

La DST décide d'informer François Mitterrand en juillet 1981, avant qu'il aille rencontrer Ronald Reagan à Williamsburg. C'était nécessaire : qu'un service français mène une opération de cette envergure en territoire soviétique comportait des risques diplomatiques, il fallait au moins que l'autorité politique les connaisse et les assume. De plus, il était important de rentrer dans une phase de coopération plus étroite avec les Américains ; car une partie des informations recueillies par Farewell était excessivement sensible, concernait notamment la connaissance des contre-mesures radar des États-Unis pour se protéger d'éventuelles attaques de missiles. Il était urgent de les informer que leur système était démasqué et qu'il fallait qu'ils en changent. Enfin, la masse de renseignements technologiques recueillie ne pouvait être décryptée de façon satisfaisante que par les Américains, compte tenu de leur connaissance beaucoup plus avancée

des systèmes que nous. Donc il fallait partager. C'est ce qu'a décidé Marcel Chalet[10].

Quand Yves Bonnet lui succède à la DST fin 1982, Farewell a cessé d'être un informateur actif puisqu'il a été arrêté, on n'a plus de nouvelles de lui depuis septembre 1982. On ne reparle de l'affaire qu'au moment où Yves Bonnet propose au Président d'expulser un grand nombre de diplomates soviétiques. Cela sonne comme un coup de tonnerre. Au moins jusqu'à l'expulsion, la principale préoccupation consiste à garder le secret. Je n'ai jamais rédigé une seule note écrite sur Farewell. Je n'en ai jamais parlé, même pas au secrétaire général de l'Élysée Jean-Louis Bianco, *a fortiori* pas au ministre de la Défense, ni au ministre de l'Intérieur.

En même temps que François Mitterrand se montrait extrêmement ferme en expulsant 47 diplomates, il a pris soin, parallèlement, d'expliquer aux Soviétiques, par divers canaux, que cela ne changeait rien au fond de la politique française à l'égard de l'URSS. Ce n'est pas parce qu'on avait pris les Soviétiques les mains dans le pot de confiture qu'on allait modifier nos relations. C'est une constante dans le fonctionnement de François Mitterrand : quand il prenait des décisions qui allaient à l'encontre de ce qu'attendait sa majorité ou son électorat, il avait le souci d'expliquer la mesure.

L'un des grands problèmes de l'affaire Farewell réside à mes yeux dans l'ambiguïté de la relation entre la DST et la CIA. Sur la question de l'exploitation du document recueilli, il n'y a pas d'ambiguïté, cela s'est fait en plein accord avec le pouvoir politique. En revanche, la DST n'a pas dit toute la vérité sur l'étendue de sa coopération opérationnelle…

La CIA a-t-elle aidé la DST à Moscou ? Le service français a toujours prétendu que Farewell était son propre agent. Il organisait lui-même ses rendez-vous clandestins, dit-elle. Or, quand on met sur

pied de tels contacts, ils se déroulent sous protection, avec des filatures/contre-filatures d'approche pour choisir le lieu de rendez-vous. Toute une organisation est mise en place, surtout quand on joue aussi gros ! Prendre un agent de haut rang du KGB, le manipuler à Moscou, ce n'est pas évident. Et quand on demandait à la DST comment ils faisaient, ils répondaient : « C'est Farewell qui fait tout, il s'occupe de tout… » J'ai toujours été dubitatif, le général Saulnier également. Par la suite, j'ai appris qu'effectivement la CIA nous apportait à Moscou une aide opérationnelle importante. Et le choix des rencontres – mais la DST le démentira formellement – se faisait en concertation avec les Américains !

En 1983, une note, rédigée par mes soins et signée par Jean-Louis Bianco, interdisait formellement tout contact de la DST avec la presse, sauf autorisation spéciale. En 1985, avant que l'affaire Farewell n'éclate dans *Le Monde*, Yves Bonnet[11] m'a rendu visite pour me dire : « Je vais recevoir Edwy Plenel. » Je lui réponds : « C'est interdit ! Tu sais que tu ne dois pas le faire ! » Il n'était même pas question de l'affaire Farewell, mais d'informer le quotidien du soir sur la DST et ses activités. Pour moi, c'était impossible que le contre-espionnage révèle quoi que ce soit sur Farewell.

Mais le document le plus secret de l'affaire est finalement publié par *Le Monde*. Il démontrait qu'un dysfonctionnement majeur s'était produit au niveau le plus élevé de l'appareil russe. Cela mettait donc en cause directement son bon fonctionnement. Et c'est ce document que François Mitterrand voit publier, sans crier gare. Il ne comprend pas, c'est insensé cette histoire ! Il me charge, non pas de faire une enquête, mais de lui raconter ce qui s'était passé. Le directeur général de la police, Pierre Verbrugghe, m'informe : « Yves Bonnet vient de rentrer des USA, il m'a dit que Farewell est mort, qu'il venait de

l'apprendre. » Pourquoi ne l'avait-on pas su avant ? Cela paraissait bizarre.

François Mitterrand décide donc, à tort ou à raison, de placer Edwy Plenel sur écoutes, puis de remplacer Yves Bonnet, dans des conditions finalement assez douces, car on ne voulait pas faire de scandale. Cet événement a complètement détruit ce qui avait été édifié avant. On avait en quelque sorte rétabli le courant entre le pouvoir politique et la DST et, d'un coup, tout s'écroulait. François Mitterrand a raconté que, dans cette affaire-là, il avait été berné depuis le début. Tout ce qui avait été réalisé devenait suspect, à tel point que le Président se demandait si, en réalité, ce n'était pas une manœuvre totalement américaine ! On ne peut pas nier que la DST a produit un travail remarquable, que c'est une des plus grosses opérations du siècle. Mais son manque de transparence à l'égard du pouvoir politique a été préjudiciable, il aurait fallu tout dire. À la suite de l'article du *Monde*, Mitterrand m'a lancé : « Je vais vous nommer à la DST. Mais vous reviendrez à l'Élysée au début de la cohabitation ! » Je lui ai demandé trois jours de réflexion et lui ai répondu : « Il n'en est pas question, je préfère rester chez vous. » On était au mois d'avril 1985, Pierre Joxe n'était pas un ministre de l'Intérieur facile… Du coup, il a nommé Rémy Pautrat[12] à la tête du contre-espionnage.

L'affaire Greenpeace

Quand l'attentat d'Auckland se produit en 1985, je suis en vacances. Je l'apprends par la presse. Mais je suis à peu près certain qu'on a dû tremper dedans. Début août, le directeur général de la police nationale Pierre Verbrugghe me prévient : « Il y a le feu, il faut

absolument que vous alertiez le Président ; voilà ce qui se passe. » Les Néo-Zélandais commencent à demander des explications sur les coups de téléphone passés par les faux époux Turenge à un numéro parisien qui n'a pas été sécurisé. La PJ va elle aussi recueillir des informations. Dès le 3-4 août, on a suffisamment d'éléments pour informer François Mitterrand, que c'est nous, qu'il y a intérêt à le dire le plus vite possible, à faire démissionner l'amiral Lacoste, et puis : « Circulez y a rien à voir, c'est terminé. » Quand le Président lit cette note, il me demande de dire au Premier ministre, Laurent Fabius, ce que je lui avais expliqué la veille. Je me dis : « Ça y est, on va prendre des décisions », ce n'était pas compliqué à faire. La suite a été très surprenante pour moi, parce que cela s'est traduit par un échange de lettres « inversé », ensuite rendu public, dans lequel Fabius informait le président de la République, qui lui répondait : « Vous m'avez informé et je vous demande de faire toute la lumière sur cette affaire, etc. » Cette inversion des rôles a eu pour effet de rendre Fabius gestionnaire de l'affaire, donc de créer une opposition totale entre lui et Charles Hernu, le ministre de la Défense. On ne s'est jamais sorti de ça.

Fabius – qui gère l'affaire puisque le Président lui a écrit « Faites toute la lumière » – désigne le conseiller d'État Bernard Tricot[13] pour faire une enquête. J'ai dit à François Mitterrand : « C'est une très mauvaise idée. M. Tricot est un homme respectable, mais il va se faire rouler par les militaires. Tous les gars vont lui mentir. Il vaut mieux mettre le général Jeannou Lacaze [chef d'état-major des armées jusqu'au 31 juillet 1985]. Il connaît la DGSE, dont il a été directeur du renseignement, il est militaire, il sera mieux. » Réponse : « Non, non, non ! » Tricot avance. Je suggère que son rapport ne soit pas publié, mais Fabius s'y est engagé. Quand il est rendu public, il est

aussitôt vilipendé. Tricot s'effondre dès le premier jour en disant qu'il n'est pas sûr qu'on lui ait dit la vérité ! C'est une catastrophe totale !

Et, curieusement, François Mitterrand ne tranche toujours pas ! Alors qu'il a tous les éléments pour le faire, il laisse se poursuivre ce face-à-face entre Hernu et Fabius. Chose curieuse, pendant toute cette période, personne ne parle à l'amiral Lacoste. Tout le monde l'ignore et il ne sera convoqué par Fabius que quelques jours plus tard : pour un fait qui s'est passé à la mi-juillet, le Premier ministre n'a pas vu le directeur des services responsables de l'affaire avant fin septembre ! Cela se terminera par le sacrifice de Charles Hernu, dont je pense qu'il aurait été mieux ménagé si on avait lancé dès le départ l'opération chirurgicale sur ce pauvre amiral Lacoste, ce qui s'est passé par la suite.

Je me suis souvenu plus tard d'avoir rencontré Jean-François Dubos, l'un des conseillers de Charles Hernu, aux alentours du mois d'avril 1985 [quelques mois avant l'attentat]. On évoque la campagne de Greenpeace à Mururoa et il me confie : « On est très inquiet de ce qui va se passer. » « Tu rigoles ? À la marine française, vous avez peur de Greenpeace ? » Il avoue : « Oui, oui, ils ont de gros chalutiers, avec des coques comme ça, alors que nous on a des frégates mais c'est de la tôle, pour nous c'est très dangereux. » C'était une conversation de salon, si j'ose dire.

Second indice : quelques semaines avant le drame, je crois bien avoir assisté à une conversation durant laquelle Charles Hernu explique à François Mitterrand : « M. le Président, ce serait pas mal sur le plan stratégique qu'on envoie un sous-marin nucléaire d'attaque, à Nouméa pour le 14 juillet, montrer la présence française et l'importance de nos intérêts dans le Pacifique, etc. » Mitterrand dit oui, puis on passe à autre chose. À cet instant, le Président n'aurait jamais pensé que ce sous-marin avait en fait la mission d'aller

récupérer l'équipage de l'*Ouvéa* [le voilier qui a apporté les explosifs en Nouvelle-Zélande] une fois qu'il serait rentré. Parce que cette affaire est une affaire de marins. Du début à la fin, on trouve des bateaux partout !

J'ai la conviction que Charles Hernu a joué un rôle fondamental, c'est impossible autrement. L'amiral Lacoste soutient qu'il en a parlé au président de la République, qui lui aurait donné son feu vert. Mais il aurait donné son feu vert à quoi ? C'est là où les interprétations divergent. Il a donné son feu vert pour prendre toutes les mesures pour que la campagne Greenpeace ne gêne pas les essais nucléaires à Mururoa ? Si c'est cela la question, la réponse est probablement oui. Couler dans le port d'Auckland un bateau de Greenpeace ? Probablement non. Je sais bien qu'on ne pouvait pas envoyer une lettre au président de la République disant : « Vous m'avez demandé de couler le bateau, vous voulez bien me le confirmer par écrit ? » Cela ne se fait pas. Mais quel était le degré de précision de la question et celui de la réponse ? Pour l'avoir vu en fonction, même en tenant compte du coefficient de mauvaise foi du Président quand ça l'arrangeait, il y a quand même un moment où on arrivait à cerner le personnage et à lui faire dire oui ou non.

Maître Daniel Soulez-Larivière, l'avocat des faux époux Turenge, a très bien mené son opération. Dès le moment où on a plaidé coupable, il a déclaré : « Cela n'a aucune importance qu'ils prennent cinq, dix, quinze ans, ou perpétuité. Parce qu'à partir du moment où ils sont condamnés, tout devient politique. » Effectivement, tout est devenu politique…

Quand Paul Quilès[14] succède à Charles Hernu, il affirme : « J'ai tout trouvé en vingt-quatre heures. » C'est de la rigolade ! Le responsable qu'il désigne n'est autre que Patrick Careil, qui était le

directeur de cabinet d'Hernu et a assisté à toute l'opération ! C'est un peu se moquer du monde…

Démilitariser la DGSE

Le général René Imbot, qui avait succédé à la tête de la DGSE à l'amiral Lacoste après l'affaire Greenpeace, a été remplacé par le général François Mermet, un aviateur, toujours un militaire. Mais quand François Mitterrand a été réélu en 1988, la première chose qu'on a faite, c'est démilitariser la chaîne de commandement des services extérieurs. Ce n'est alors plus le chef d'état-major particulier qui s'occupait du renseignement, mais votre serviteur. J'ai récupéré la DGSE dans mon portefeuille. La leçon qu'on avait tirée de la période précédente, c'est qu'il ne fallait plus confier la DGSE aux militaires. C'est une de mes convictions depuis longtemps, non que les militaires soient de mauvaises personnes, mais ils ont une hiérarchie. Or, dans le renseignement, ce n'est pas forcément la hiérarchie qui prime sur l'homme de terrain. En outre, il est normal qu'il y ait des civils dans un service de renseignement. Parce qu'on a besoin de gens qui viennent d'horizons différents. Et on a nommé Claude Silberzahn[15], un préfet, à la place du général Mermet, pour bien marquer la rupture. Silberzahn, c'était le contrat de confiance avec le président de la République. Il allait le voir de temps en temps, ils discutaient en tête à tête. Avec toujours cette idée qu'une relation privilégiée s'établisse, à travers le patron, avec l'ensemble de la DGSE. Parce que je savais que Mitterrand le souhaitait. On organisait ainsi des rendez-vous entre lui, le directeur général de la police, le préfet de police, le directeur de la DGSE, le directeur de la DST… Il fallait que ce soit comme ça, qu'ils se voient. Et on a suivi cette règle…

1. Voir son témoignage, pp. 133-150.
2. Voir son témoignage, pp. 245-253.
3. Voir son témoignage, pp. 521-535.
4. Voir précédemment, pp. 261-263.
5. *Ibid.*
6. Voir son témoignage, pp. 361-364.
7. Voir son témoignage, pp. 188-191.
8. Voir également, pp. 172-173 ; 181.
9. Voir le témoignage de Christian Prouteau, pp. 245-253.
10. Voir son témoignage, pp. 133-150.
11. Voir son témoignage, pp. 177-181.
12. Voir son témoignage, pp. 423-440.
13. Voir précédemment le témoignage de Pierre Lacoste, pp. 263-266.
14. Voir son témoignage, pp. 295-300.
15. Voir son témoignage, pp. 503-519.

Paul QUILÈS

« J'ai découvert le fonctionnement des services secrets, en même temps que je plongeais dans leurs dysfonctionnements. »

Ministre des Transports, tombé dans l'affaire Greenpeace en succédant à Charles Hernu éjecté du ministère de la Défense, Paul Quilès, né en 1942, compte parmi ces politiques accomplissant leur devoir sans renâcler. Ce ne fut pas une mince affaire de replacer la DGSE sur les rails, et il n'a pas démérité dans cet exercice risqué !

« Durant les années 1981-1985, à la direction du parti socialiste, puis comme ministre de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, je n'avais aucune raison particulière de m'intéresser aux services de renseignement. Pourtant, le 20 septembre 1985, j'y suis confronté brutalement. J'assiste au vernissage d'une exposition avec l'ambassadeur d'Argentine. On m'annonce que le Premier ministre, Laurent Fabius, souhaite me parler d'urgence. Je l'appelle alors avec le gros téléphone de ma voiture. Il me dit sèchement : « Non, appelle-moi d'un téléphone fixe ! » Dans un café du côté des Halles, mon

officier de sécurité un peu nerveux évacue tous les gens qui se trouvent près des toilettes au sous-sol. Et le Premier ministre m'informe : « Le président de la République souhaite que tu remplaces Charles Hernu comme ministre de la Défense. » J'avais suivi toutes les péripéties du *Rainbow Warrior* dans les journaux… Je lui réponds : « Il n'en est pas question ! – Réfléchis bien, c'est important, dépêche-toi. » J'y ai réfléchi en consultant mes collaborateurs, en appelant ma femme pour lui demander son avis – qui n'était pas très positif… –, jusqu'à ce que mon directeur de cabinet prononce la phrase qui tue : « Tu ne peux pas refuser, faire ça au président de la République ! » Doté d'un certain sentiment du devoir – mon père était officier –, j'ai accepté… et je me suis aussitôt rendu à l'Hôtel de Brienne [le siège du ministère de la Défense] pour la passation des consignes. Une incroyable précipitation, mais il faut dire que l'ambiance était très étrange…

J'ai découvert le fonctionnement des services secrets, en même temps que je plongeais dans leurs dysfonctionnements. Il s'agissait d'une situation de crise, qui m'a laissé des souvenirs extrêmement forts : j'entrais soudain au cœur du dispositif régalien, dans un système où le passé des uns et des autres compte énormément. Celui des services, celui des hommes qui s'y trouvent, de leurs opérations qui ont réussi – dont on ne parle jamais, d'ailleurs – et de celles qui ont raté. Or, on ne parle d'eux que quand quelque chose échoue ! C'est un vrai problème pour les responsables qui ont le sentiment que ce sont des services qui vont d'échec en échec. C'est aussi un problème pour ceux qui doivent voter des budgets et se demandent pourquoi il faut y mettre de l'argent. Et c'est encore un problème pour les décideurs politiques ou les militaires, qui ont besoin de certaines informations et qui peuvent donner telle ou telle consigne pour les recueillir. C'est enfin un problème pour tous ceux qui

réfléchissent à la structure de ces organisations d'une extrême importance, existant dans tous les pays. On me demandait récemment s'il ne faudrait pas les faire disparaître… Tant qu'on y est, pourquoi ne pas vouloir aussi faire disparaître l'armée et la police ! Mais les sociétés étant ce qu'elles sont, il faut bien leur donner les moyens de se défendre. Le tout est de savoir comment on se défend.

Le week-end fut encore plus étrange : j'ai passé quarante-huit heures sans dormir, allant de l'Hôtel de Brienne à l'appartement de Laurent Fabius, puis à l'Élysée. J'étais une sorte de juge d'instruction qui aurait instruit une affaire à laquelle il ne connaissait pas grand-chose. Mais, très vite, je suis devenu le meilleur connaisseur de l'affaire, dans les moindres détails. Grâce à l'aide de mon directeur de cabinet, Patrick Careil, grâce à mon insistance et à cette forme de rigueur qu'on me reproche parfois, j'ai découvert la réalité[1]. Le dimanche, en fin d'après-midi, j'en ai informé François Mitterrand et Laurent Fabius. Ce qui a permis de dénouer l'affaire. Les responsables de ce fiasco ont été trouvés, on en a tiré des conséquences dans le choix des personnes et sur le fonctionnement des services secrets. Parfois l'Histoire procède par saccades. Charles Hernu m'avait dit que je trouverai les dossiers en bon ordre, ce qui fut le cas. Mais le plus intéressant n'était pas dans ses dossiers… On a interrogé les uns, les autres, dans une pièce puis dans une autre, on les a fait se contredire à plusieurs reprises, et on est arrivé à l'élucidation.

À mes yeux, les dysfonctionnements dans cette affaire tiennent essentiellement au mode opératoire de la DGSE, qui a beaucoup été modifié ensuite ; et aussi à des initiatives prises par le service Action, déduites un peu trop hâtivement de consignes politiques trop générales. Et on constate que les fautes étaient très largement partagées. J'ai raconté aux responsables, qui n'aimaient pas ma plaisanterie, qu'ils auraient pu empêcher le moteur du bateau de

fonctionner, en mettant un kilo de sucre dans le réservoir de carburant… peut-être même moins. Au-delà de tous les réaménagements auxquels on a procédé, l'enseignement que j'ai tiré de cette affaire, c'est qu'il ne fallait pas que ces services, indispensables pour notre sécurité, soient mis sur le devant de la scène à l'unique occasion de leurs échecs. Il faut aussi dire pourquoi ils sont utiles. Depuis, la DGSE a considérablement amélioré son analyse du contexte d'une opération donnée.

« Couper les branches pourries »

Il a fallu remplacer l'amiral Lacoste, qui dirigeait la DGSE. Avec l'accord du Président, j'ai accepté la proposition qui m'était faite de choisir le général René Imbot, un homme qui savait prendre des décisions, me disait-on. Il a été mis en place pour remettre de l'ordre dans une organisation qui avait failli. [Au journal télévisé de 20 heures, le 27 septembre 1985, le tout nouveau directeur général de la DGSE déclare : « J'ai découvert une véritable opération maligne de déstabilisation de nos services secrets. Bien entendu, j'ai aussi trouvé des gens qu'il fallait sanctionner. J'ai coupé les branches pourries ! »] Sa première déclaration médiatique était une initiative qu'il avait prise de lui-même ! Revers de la médaille : ce bon militaire, fonceur, loyal, n'était pas à l'évidence un spécialiste de la communication. Ce qu'il a fait ce soir-là, avec l'aide de quelques journalistes bien intentionnés, a été, avec le recul, assez drôle, puisqu'un de mes amis occupant un poste important dans l'appareil d'État m'a raconté avoir allumé la télévision en rentrant chez lui, quelques instants après le début du journal. Voyant sur son écran un général cadré, annonçant « j'ai coupé les branches, etc. », il avait

hurlé : « Ça y est, [c'est un putsch] ils nous ont refait le coup de Pinochet ! » Pendant trente secondes, il n'avait pas compris ce qui se passait…

Au-delà du changement de direction, nous avons également fermé le centre des nageurs de combat d'Aspretto, en Corse, qui étaient allés placer des mines d'exercice sur des bateaux de guerre français, sans prévenir quiconque ! L'amiral commandant la flotte n'avait pas apprécié. On a pensé qu'il valait mieux les envoyer dans les eaux un peu plus froides de la Bretagne, à Quelern…

Que François Mitterrand ait été obligé de se rendre à la raison quand il a vu que Charles Hernu avait une responsabilité dans cette affaire, certes. Mais il lui a conservé toute son amitié. Cela peut sembler un peu étrange aujourd'hui, à une époque où on poignarde allègrement les amis d'hier. J'ai l'impression qu'il s'est dit : « C'est une grosse maladresse, c'est une faute » ; mais que ce n'était pas une raison de lui retirer son amitié. On était dans le domaine des sentiments humains, pas de la raison politique.

Contrôle parlementaire des services de renseignement

En 1997, je suis devenu président de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale. J'y ai rapidement lancé une réflexion sur le contrôle parlementaire du renseignement. J'ai commandé un rapport à mon collègue Arthur Paecht, député du Var. Il a bien montré le retard de la France en la matière par rapport à l'Italie, la Grande-Bretagne et surtout les États-Unis. Et, à l'issue de ce travail, une proposition de loi a été présentée,

mais elle n'a jamais été portée à l'ordre du jour de l'Assemblée ni du Sénat… Entre-temps, s'est mise en place une commission de contrôle des « fonds spéciaux ». Elle est intéressante car, à travers l'examen des comptes, on remonte jusqu'au fonctionnement, aux objectifs, à la structure et aux moyens du renseignement. Au titre de cette commission, j'ai été amené à effectuer des contrôles « sur pièces et sur place » dans un poste à l'étranger. Cela m'a rendu très humble : j'en ai appris beaucoup plus sur le fonctionnement des services secrets que lorsque j'étais ministre de la Défense. On m'a tout ouvert, j'ai vraiment tout entendu dans les moindres détails et je demeure évidemment tenu au secret. À partir du moment où des services sont censés contribuer à la sécurité du pays, c'est la moindre des choses qu'il existe un contrôle démocratique. Non pas sur ses actions, c'est impossible, mais sur leurs modes de fonctionnement, sur les objectifs qui ont été fixés et sur les moyens dégagés. Il ne s'agit pas de les gêner, ni d'exercer une curiosité malsaine, mais de donner corps à ce qui constitue un des fondements de la démocratie : le contrôle de ceux qui ont le pouvoir et des moyens qu'utilise l'exécutif dans un domaine aussi crucial que celui-ci.

---

1. Voir également le témoignage de Gilles Ménage, p. 292.

V

BOUCLIERS

Face à l’hydre terroriste

La littérature, le cinéma, les séries télévisées nous montrent les agents secrets et les contre-espions, enquêteurs et combattants de l'ombre, comme des hommes si bien renseignés, si puissants, si compétents, que le mal – d'où qu'il vienne – ne serait pas de taille contre eux ! La réalité est bien loin de la fiction. Dans le monde complexe, qui a vu le terrorisme frapper nos démocraties dès le début des années 1980, il a fallu des mois, sinon des années d'efforts incessants pour commencer à comprendre ce qui se passait.

Alain Marsaud, magistrat antiterroriste, raconte cette bataille de la connaissance, ce long passage de l'impuissance à l'efficacité transitant par la mise en place de nouveaux outils juridiques, la mobilisation des services, la lente conviction des politiques. Et le courage des hommes de terrain. Dans un premier temps, le terrorisme moyen-oriental sponsorisé par la Syrie et soutenu par des services d'Europe de l'Est a constitué un casse-tête insoluble que décrit **Jean-Louis Bruguière**. Puis des bribes ont été saisies, il est devenu possible de comprendre que les bombes dans Paris étaient des messages envoyés par les Syriens, puis par les Iraniens, sur fond de guerres au Moyen-Orient et au Liban qu'évoque **Alain Chouet**.

Mais quand nos compatriotes ont été enlevés au Liban, les services français se sont trouvés désarmés. Personnalité étonnante, passée par le SDECE puis devenue un électron libre, à défaut d'être toujours autonome, **Jean-Charles Marchiani** est entré au nom du gouvernement français dans la complexe négociation visant à faire libérer les otages du Liban. Il nous livre son témoignage. **Louis Caprioli**, spécialiste de l'antiterrorisme à la DST, a vécu la transformation radicale de ce service, passé en quelques années d'une priorité contre les agents de l'Est à une autre, contre les poseurs de

bombe faisant de la France un champ de batailles qui ne la concernaient pas. À leur corps défendant, les Français particulièrement meurtris se sont trouvés contraints de comprendre avant les autres les menaces que faisait peser cette nouvelle forme de terrorisme, non plus soutenue par des États mais portée par une idéologie islamiste internationaliste qui allait atteindre son paroxysme à New York et à Washington, le 11 septembre 2001. **Jean-Jacques Pascal**, qui dirigeait la DST dans ces heures noires, n'a rien oublié de ce désarroi qui avait saisi ses homologues américains du FBI. Que n'eussent-ils entendu les avertissements des Français !

Alain MARSAUD

« Le terrorisme nous terrorisait. »

La lutte antiterroriste pratiquée par un État de droit exige du législateur qu'il dote les policiers et les magistrats qui organisent les enquêtes d'outils adaptés. Le magistrat Alain Marsaud, né en 1949, est de ceux qui ont fait évoluer le droit, après avoir expérimenté ses lacunes béantes lors des attentats pratiqués en France au début des années 1980.

« À partir des années 1975, on comprend que des gens issus de l'extérieur, notamment du Moyen-Orient, commettent des actions violentes. On commence à réfléchir à la manière d'y répondre. Mais on va bredouiller et tâtonner pendant une dizaine d'années. Au départ, on pense que l'acte terroriste est un acte de droit commun, un crime, un délit comme les autres. C'est la raison pour laquelle on va se prendre les pieds dans le tapis. En 1981, on croit encore que le terroriste est un homme bon et que c'est la société internationale qui l'a perverti. C'est très rousseauiste. C'est en cela qu'on a commis une erreur, et qu'il a fallu en tirer les leçons. À partir de 1982, on se rend bien compte qu'on a désarmé notre outil de répression sur le plan judiciaire, sur celui du renseignement et même de l'activité policière. Des gens des services, des politiques, des magistrats, comme moi-même, ont tiré la sonnette d'alarme : « Attention, ça ne va pas ! »

Que se passait-il ? Lorsqu'un réseau de terroristes de type moyen-oriental – prenons le cas du réseau Abdallah[1] – commettait des assassinats ou tentatives d'assassinats sur le territoire national, dans des lieux différents, autant de procureurs, de juges d'instruction, de services de police et de gendarmerie étaient saisis. On s'est rendu compte que les éléments recueillis par un magistrat sur ce dossier qui concernait un crime commis ailleurs [que dans sa juridiction] n'étaient même pas connus de son alter ego, sur place. C'est ainsi que les pièces qui pouvaient permettre de confondre Georges Ibrahim Abdallah, pour les assassinats et tentatives d'assassinats commis à Paris, se trouvaient chez le juge d'instruction de Strasbourg, qui n'avait jamais pensé à les communiquer à ses collègues… Les fonctionnaires de police, voire de la DST, qui travaillaient sur l'affaire, n'avaient pas pensé que c'était de nature à intéresser les magistrats qui, eux, travaillaient à Paris ! Véritablement, on a créé les conditions d'un fiasco extrêmement préjudiciable aux intérêts de la France, car on a mis longtemps à comprendre qu'on voulait nous punir pour des raisons de politique étrangère. Des groupes moyen-orientaux, des Palestiniens dissidents, venaient régler leurs comptes en Europe, principalement en Suisse et en France, en sachant pertinemment que notre riposte ne serait pas très vigoureuse.

Faire saigner la France

On a mis des années à comprendre la nature de la menace, on n'a commencé à le faire qu'en 1985, parce que le terrorisme nous terrorisait. On était en présence d'un État terroriste menant une forme de stratégie indirecte pour nous punir, mais on ne voulait pas le voir. Des groupes palestiniens dissidents, complètement inventés de

toutes pièces et instrumentalisés par la Syrie, avaient pour mission de faire saigner la France. Politiquement, ce n'était pas facile à cerner. C'est l'affaire de la rue des Rosiers d'Abou Nidal, c'est aussi celle de l'ASALA avec l'attentat d'Orly. Et on fermait les yeux ! Pendant cette grosse dizaine d'années, la Syrie nous a fait passer des messages verbaux, puis plus violents, de l'assassinat de notre ambassadeur, Louis Delamare, en 1981 jusqu'à l'attentat du Drakkar en 1983. Était-ce parce que nos ministres des Affaires étrangères étaient sourds, muets, aveugles, ou bien parce qu'ils se succédaient trop rapidement au Quai d'Orsay ? Nous étions un pays totalement autiste par rapport à la Syrie. Puis, nous le sommes devenus vis-à-vis de l'Iran.

On laisse la justice dans une ignorance crasse. On ne veut pas nous dire ce qui se passe, le magistrat ne connaît pas l'homme de renseignement. Lorsqu'il y avait une suspicion d'existence d'un réseau d'origine moyen-orientale – et que ce renseignement était parvenu à la DGSE, qui le communiquait éventuellement à la DST –, cela se terminait invariablement par une note anonyme, un « blanc » adressé à la Brigade criminelle de la préfecture de police de Paris (PP), qui disait : « Selon nos renseignements, il existerait, à tel et tel endroit, des individus, ou un stock d'armes, qui seraient susceptibles d'appartenir à un groupe moyen-oriental non identifié à ce jour. » Au vu de ce document, le patron de la crim' venait trouver le procureur de la République que j'ai été, ou même des fois un juge d'instruction déjà saisi d'une affaire connexe, et disait : « Nous prévenons que nous allons agir, qu'on va donc faire une perquisition ou interpeller. » Nous, magistrats, remettions les réquisitions demandées, ou on ouvrait une information judiciaire, avec saisie d'un juge d'instruction. Avec ce pouvoir d'agir, la police judiciaire intervenait, sans doute avec le service de renseignement qui avait donné l'information. Et on trouvait, ou on ne trouvait pas. Et on nous amenait les gens. Mais

nous ne savions absolument pas ce qui se passait en amont. Ni d'ailleurs ce qui se passait ensuite en aval ! La justice était totalement instrumentalisée, tout simplement au motif que le crime terroriste était alors une infraction de droit commun, traitée comme n'importe quelle autre.

Les amis de Carlos

Politiquement, il n'y avait rien à faire. Mais nous étions un certain nombre à souffrir de cet état de fait. Arrive l'affaire des amis de Carlos, Magdalena Kopp et Bruno Bréguet qui sont interpellés en 1982 dans un parking des Champs-Élysées, en possession d'un engin explosif dans le coffre de leur voiture. Un gardien va pour intervenir, ils lui tirent dessus, le pistolet automatique s'enraye. Il va falloir faire admettre à la justice qu'en fait M. Bruno Bréguet, terroriste international s'il en est, n'a pas voulu tuer le gardien ! Et la justice va l'accepter avant de faire passer ces deux individus devant le tribunal correctionnel. Pourquoi ? Nous le découvrons après : Carlos a envoyé une lettre de menaces au ministre de l'Intérieur Gaston Defferre, signant la menace de son empreinte. La justice ne sait rien de tout ça ; le juge d'instruction Jean-Louis Debré est convoqué chez le procureur général qui lui fait comprendre que ce n'est pas une affaire criminelle, qu'il va falloir juger cette affaire en urgence au tribunal correctionnel. On déshabille la justice, on l'humilie ! Carlos ne se laisse pas faire et veut punir la France. Le 22 avril 1982, il fait sauter une voiture piégée rue Marbeuf devant le journal *Al Watan Al Arabi*, qui fait un mort. Les messages sont clairs. La justice a été prise pour moins que rien ! Les victimes payent. À force de se montrer trop compréhensif, le pouvoir politique de l'époque ne se rend pas compte

qu'il renforce les réseaux terroristes, et que des victimes, françaises ou étrangères, vont le payer un jour. Ce qu'on a vu dans l'affaire dite du réseau iranien.

La manière dont ont été gérées ces affaires terroristes entre 1981 et 1986 est une véritable honte historique. J'ai été député de droite [député RPR de la Haute-Vienne, 1993-1997 et 2002-2007 ; député UMP des Français établis hors de France depuis 2012], peu importe, ce n'est pas une réaction de politique, mais de magistrat. Alors nous avons été amenés à réfléchir, magistrats, politiques et gens du renseignement, pour faire en sorte que des passerelles entre les services secrets et l'institution judiciaire soient enfin établies. Que ces gens-là se connaissent, se parlent et, surtout, évitent de se mentir.

Souvenez-vous de l'attentat des Galeries Lafayette et du Printemps au mois de décembre 1985. J'étais le juge d'instruction saisi de cette affaire. Le conseiller en communication du ministre de l'Intérieur de l'époque déclare : « Il s'agit d'un acte commis par un déséquilibré. » Deux bombes sautent à quinze minutes de distance dans deux magasins, et c'est un déséquilibré qui a fait sauter ça ? Soyons sérieux… Un jour, un renseignement anonyme me parvient : « La bombe était enveloppée dans *Al Watan Al Arabi*, un journal arabe. » Je convoque le patron de la Brigade criminelle que j'avais chargé de l'investigation et qui, dans mon bureau, m'avoue qu'il a reçu pour instruction du préfet de police de me mentir ! Aujourd'hui, une telle affaire déclencherait un scandale politique : le préfet de police serait viré, voire mis en examen, peut-être condamné. À l'époque, je n'ai pas eu ce courage, j'ai accepté qu'on m'ait mené en bateau, j'ai dit : « N'y revenez pas ! » Et nous avons poursuivi nos investigations avec les plus grandes difficultés.

Association de terroristes

Il fallait véritablement mettre un monde à l'écart pour en créer un nouveau, et c'est ce que nous avons fait lorsque nous avons décidé que le service de renseignement, en l'occurrence la DST, devienne finalement un service enquêteur pour le compte du magistrat. C'était une révolution possible, puisque au sein du contre-espionnage, des fonctionnaires avaient la qualité d'officiers de la police judiciaire. Nous avons créé la structure centralisée, le service central de lutte antiterroriste du parquet de Paris, avec ses correspondants et ses juges d'instruction. Il a fallu pour cela convaincre le Premier ministre [Jacques Chirac] et le garde des Sceaux [Albin Chalandon], tout à fait acquis à cette mesure, ainsi que le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, très hésitant. Le ministre délégué à la Sécurité, Robert Pandraud, était contrarié. J'ai mis ma démission en balance. Elle a été refusée, j'ai obtenu gain de cause. Depuis, cette collaboration entre services de renseignement et de justice fonctionne de manière très satisfaisante.

Il a aussi fallu qu'on imagine les meilleurs moyens de poursuivre juridiquement, dans le cadre d'un État de droit, les réseaux susceptibles de passer à l'action en France. C'est la raison pour laquelle nous avons imaginé, *via* la loi du 9 septembre 1986, un nouvel outil judiciaire qui s'appelait « l'association de malfaiteurs terroristes ». Comme en matière de droit commun, où la justice peut agir sur un groupe de malfaiteurs qui préparent des hold-up, sans être encore passés à l'acte, mais qui ont fait des repérages, acheté des armes…

Je suis allé présenter cet outil, avec le juge Gilles Boulouque, au FBI, à Quantico [près de Washington], en 1988. C'est à cette occasion que j'ai fait la connaissance de John O'Neal, un des agents en charge

du contre-terrorisme qui, hélas, a trouvé la mort dans l'attentat du 11 septembre 2001. Nous avons essayé d'expliquer à nos amis américains que c'était un outil formidable. Mais je me suis retrouvé en présence de gens qui nous regardaient comme des zombies ! On leur parle de terrorisme d'inspiration islamique et on se heurte à des responsables des services de renseignement américains qui nous répondent : « Oh ! Oui, mais, nous, le terrorisme, c'est d'inspiration écologique. Les gens qui mettent de la peinture sur les manteaux de fourrure, c'est d'inspiration néonazie ! » Pour eux, il n'est pas envisageable un seul instant qu'il puisse y avoir sur leur territoire un autre type de terrorisme. Notre idée ne les intéresse pas, ils ne se sentent pas concernés. Ils ont fini par évoluer un peu plus tard, sans pour autant reprendre à leur compte notre proposition.

Relations police-justice

La collaboration avec la DST dépendait en grande partie de ses chefs. Quelques-uns se rendaient compte que la justice était un point de passage obligé, qu'ils avaient intérêt à ne pas nous froisser, à ne pas trop nous raconter d'histoires, ou alors à le faire avec parcimonie. D'autres patrons, se croyant sans doute revenus à la mauvaise période où les responsables de services de renseignement « dirigeaient » le ministre de l'Intérieur, ont collaboré plus difficilement. J'ai bénéficié d'une période « mixte », avec de grands chefs et d'autres qui l'étaient un peu moins. On a quand même fait du bon travail. L'important, c'était que les patrons de la DST comprennent bien que l'autorité qui donnait les moyens judiciaires de faire des investigations, c'était bien le procureur de la République, mais aussi les juges d'instruction antiterroristes. Ces derniers, dotés d'un certain caractère, voire

parfois d'un mauvais caractère, ont fait en sorte d'asseoir leur pouvoir judiciaire sur la DST. Globalement, cela s'est relativement bien passé.

Prenons l'affaire du réseau Fouad Salah, liée aux attentats de 1986. On a d'abord soupçonné un peu tout le monde : la Libye, la Syrie, l'Algérie, etc. Et, un jour, grâce à une surveillance de la DST – par piégeage d'un appartement, *via* un système d'écoutes très indiscrètes et pas très légales… –, on se rend compte que des gens sont en train de préparer des attentats. Il faut dire que, précédemment, une taupe avait été recrutée par les services, lors d'une opération que j'avais initiée en février 1986. Le contre-espionnage est alors dirigé par une grande personnalité qui pense, dès cette époque, à la piste iranienne. C'est Rémy Pautrat[2], qui sera destitué par le pouvoir politique un peu plus tard.

La taupe de la DST revient un jour d'Iran et nous révèle : « Je sais qui a commis les attentats de 1986. » On la croit d'autant moins qu'elle demande une somme d'argent non négligeable. On n'a pas les moyens de la payer, mais on la fait espérer et les surveillances nous apprennent que, telle nuit, des individus vont transporter des explosifs en région parisienne ; on ne sait pas exactement où. Je pense alors qu'il ne faut pas les interpeller, qu'il faut les suivre pour essayer de confondre les autres membres du réseau, ou du moins les identifier.

Je suis procureur de la République et me trouve en présence d'un ministre délégué à la Sécurité, Robert Pandraud. Il se tourne vers moi, me certifiant : « Non, l'ordre public, c'est mon problème, si la bombe explose dans Paris et si j'ai des morts, ce n'est pas vous qui l'assumez, c'est moi. » Et je vais céder, puisque nous allons les interpeller sur place, lorsqu'ils vont sortir de l'appartement. C'est un vrai conflit, tranché entre le ministre et moi. On a peut-être sacrifié la réussite de l'enquête à cet impératif d'ordre public. Je ne le regrette

pas aujourd'hui parce que j'ai l'impression que, grâce à cela et aux investigations qui avaient été mises en place plus tôt, on a réussi à démanteler la quasi-totalité du réseau logistique ; hélas, pas l'opérationnel, constitué vraisemblablement de Libanais du Hezbollah, qui venaient ponctuellement à Paris pour poser leur bombe. Voilà comment on travaillait dans le cadre de l'association de malfaiteurs.

La crise avec l'Iran

Lors de la crise avec l'Iran, il faut comprendre que la France lui avait déclaré la guerre. Mais ni le ministre de l'Intérieur, ni celui des Affaires étrangères, ni celui de la Défense et, bien sûr, ni le Premier ministre, ni le président de la République, ne le savaient ! Nous devions de l'argent à l'Iran sur le contrat Eurodif[3]. C'était un emprunt que nous avions contracté auprès du Shah ; la République islamique d'Iran, succédant au Shah, nous demandait son remboursement. Comme les caisses de la France étaient déjà vides à l'époque, on faisait traîner. Cette affaire aurait pu se régler par une décision du tribunal international, on aurait été condamné et on aurait payé.

Seconde raison de la vindicte de l'Iran à notre égard : nous avions accueilli les Moudjahidines du peuple à Auvers-sur-Oise. Vus par Danielle Mitterrand, ce sont de sympathiques militants marxistes ; vus par les Iraniens, ce sont d'épouvantables individus qui assassinent régulièrement des mollahs, entretenant en Irak, sous Saddam Hussein, une petite armée à la frontière. Ils bénéficiaient d'un traitement assez favorable de la part des autorités de l'époque, de quoi vexer largement les Iraniens.

Cerise sur le gâteau – la main gauche ignorait ce que faisait la main droite et vice-versa –, on arme l'Irak ! C'est une diplomatie d'une grande hostilité à l'égard de l'Iran, personne en France n'a l'air de le comprendre. Le seul qui aurait pu, c'est François Mitterrand, mais cela ne lui est pas venu à l'idée. L'Iran fait passer des messages nombreux, répétés. Des messages oraux puis, de temps en temps, des messages terroristes.

Puisque la France ne comprend pas, l'Iran va organiser, par Hezbollah interposé, quelques prises d'otages de citoyens français, que l'on va retenir dans des culs de basses-fosses, à Beyrouth-Ouest. On ne comprend toujours pas, au contraire. Beaucoup d'escrocs vont intervenir dans le dispositif, mais il ne se passera rien. Jusqu'au jour où on a ouvert les yeux ! À Paris, ses hommes placent les premières bombes : aux Galeries Lafayette et au Printemps, suivis des Champs-Élysées, et cela se terminera par la rue de Rennes. Quelques dizaines de morts. C'est signé par le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes du Moyen-Orient (CSPPA). Ils exigent la libération de Varoujan Garbidjian, un Arménien, de Georges Ibrahim Abdallah, responsable des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), et d'Anis Naccache, un Palestinien en charge de l'assassinat de Chapour Bakhtiar. Et on ne comprend toujours pas. Mais nous avons une peur bleue. C'est plus tard qu'on comprendra que le CSPPA n'est rien d'autre que le faux nez du Hezbollah, qui lui-même est celui du gouvernement iranien qui ripostait à la « guerre » que nous lui avions déclarée.

L’affaire Gordji

Là-dessus, vient se greffer l’affaire Gordji en juin 1987. Qui était Wahid Gordji ? L’homme était officiellement l’interprète de l’ambassade d’Iran à Paris, soupçonné par la DST et un peu par la DGSE d’être le chef du service du renseignement iranien en France. Il présentait peu d’intérêt jusqu’à l’affaire de la rue de Rennes. On se rend alors compte que les poseurs de bombes possédaient une BMW de couleur noire. Or, il se trouve que Gordji en avait une. Une réunion a lieu au ministère de l’Intérieur, en présence de Charles Pasqua, de Robert Pandraud, de représentants du ministère des Affaires étrangères, de la Défense, et de moi-même, etc. Je leur annonce que le juge d’instruction, Gilles Boulouque, va faire interpeller Wahid Gordji. Mais, lorsque la DST se présente, l’oiseau s’est envolé. Et voilà qu’il réapparaît au journal de 20 heures, pour déclarer en direct de l’ambassade d’Iran qu’un fonctionnaire du Quai d’Orsay lui a conseillé de fuir ! Le monde s’écroule !

Gilles Boulouque me prévient : « Il n’y a qu’une seule solution : je vais entourer l’ambassade d’Iran, avenue d’Iéna. Il va bien falloir qu’on le déloge. » On fait arrêter tout un tas d’Iraniens qui s’étaient précipités vers les différentes frontières, notamment vers l’Allemagne. Ils étaient 60 au sein de l’ambassade d’Iran. On y avait caché quelques micros, dont un avait été passé par la cheminée ! Nous étions à peu près au courant des messages cryptés envoyés par le Chiffre iranien. Les choses vont s’accélérer, les relations diplomatiques sont rompues par le même ministère qui a prévenu Gordji. On décide d’envoyer la flotte dans le golfe Persique : nous voilà finalement à la veille d’un tremblement de terre comme on n’en a pas vécu depuis des décennies, tout cela parce qu’on a voulu faire interpeller Gordji ! Toute petite cause, énormes effets.

C’est alors que le ministre de l’Intérieur Charles Pasqua réfléchit. On a fait une prise d’otages avenue d’Iéna. Eux, ils en ont fait une autre à Beyrouth… Il faut entrer en relation, on va négocier Gordji contre nos otages.

Il faut savoir qu’entre-temps, les charges que nous pouvions avoir à l’égard de Gordji s’étaient complètement dégonflées. Derrière, Pasqua et ses réseaux ont pris langue avec les Iraniens pour obtenir la libération *via* le Hezbollah. Et puis les journalistes Roger Auque et Jean-Louis Normandin sont libérés, en contrepartie du renvoi de Gordji chez lui. Ce dernier a été entendu chez le juge en qualité de témoin et, comme il n’y avait pas de charge, il est remis en liberté immédiatement. Cela crée un incident politique très fort, dans la mesure où certains ont pensé qu’on avait, comme le dira le président de la République plus tard, échangé l’innocence – celle des otages – contre le crime –, à savoir Gordji. Mais il était innocent de ce dont on l’accusait. Le juge Boulouque a été considéré comme ayant cédé à la raison d’État, alors même qu’il n’a fait que rechercher la vérité, avec détermination et succès. Il a tellement mal vécu cette affaire que, quelques années plus tard, il s’est tiré une balle dans la bouche. Voilà la réalité sur l’affaire Gordji, il n’y en a pas d’autres…

Assassinat du général Audran

[Le 25 janvier 1985, l’ingénieur général de l’armement René Audran, directeur des relations internationales de la Délégation générale pour l’armement (DGA) du ministère de la Défense est assassiné par le groupe d’ultra-gauche Action Directe. Il était l’artisan du programme de soutien militaire de la France à l’Irak de Saddam Hussein, alors en guerre depuis plus de quatre ans contre l’Iran.

Certains, comme Jean-Charles Marchiani[4], considèrent que les ultra-gauchistes français ont été instrumentalisés par Téhéran.]

On a voulu nous raconter qu'Action Directe était en relation avec des Iraniens, et que si le général René Audran avait été assassiné, c'était pour éviter que l'on puisse exporter des armements français au profit de l'Irak. D'abord, le fait de tuer un général n'empêche certainement pas ce type de vente. Il n'y avait strictement aucun lien entre les Iraniens et Action Directe. C'est un mythe. Je vais vous faire une révélation : ils ont tué le général Audran comme ils ont tué Georges Besse [ingénieur des Mines, P-DG de Renault, assassiné le 17 novembre 1986], parce qu'à l'époque ils étaient idéologiquement en lutte autoproclamée contre ce qu'ils appelaient le complexe militaro-industriel nucléaire. Comme l'avaient fait les Brigades Rouges mais surtout la *Rote Armee Fraktion*, il s'agissait au fond de combattre l'OTAN, les éléments atlantistes du gouvernement et l'armement nucléaire. J'ai eu une discussion avec Jean-Marc Rouillan [l'un des leaders d'Action Directe] en aparté, durant sa garde à vue. Je lui ai demandé pourquoi son groupe avait assassiné Georges Besse. Il n'a pas reconnu le crime. Mais il m'a confié que si Besse avait été assassiné, c'est parce qu'il devait devenir le nouveau patron du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). D'ailleurs, l'épouvantable « prison du peuple » qu'ils ont préparée à Vitry-aux-Loges était destinée à séquestrer l'un des dirigeants du CEA…

---

1. Voir également, pp. 189-191.
2. Voir son témoignage, pp. 423-440.
3. Voir également pp. 335-336.
4. Voir son témoignage, pp. 360-361.

Jean-Louis BRUGUIÈRE

« Peu de pays appréhendaient la menace tant elle était diluée, éclatée, protéiforme, assez mutante et très peu lisible. »

Figure très en vue de la lutte antiterroriste, le magistrat Jean-Louis Bruguière, né en 1943, a imprimé sa marque à de nombreuses enquêtes, à tel point qu'il est devenu un expert, consulté par de nombreux pays étrangers et des organisations internationales. Il jette un regard acéré sur les relations entre la justice et les services de renseignement.

« En 1982, le groupe Abou Nidal, affilié à d'autres organisations islamistes, lance une série d'attentats contre des cibles israéliennes ou juives : l'attaque des grandes synagogues de Rome et de Vienne ; la tentative d'assassinat de Shlomo Argov, un diplomate israélien en poste à Londres ; et surtout l'explosion et la fusillade, rue des Rosiers, à Paris. On a pu démontrer que cette organisation, comme d'autres groupes palestiniens du « Front du Refus », avait bénéficié du soutien actif de certains pays de l'Est.

Après la chute du Mur, les Bulgares ont voulu collaborer. Ils m'ont confié, dans le cadre d'une enquête judiciaire, des éléments matériels

documentés, sur la doctrine de leur service de renseignement qui, à l'époque, était dite de la « non-confrontation ». Cela signifie que certains pays n'étaient pas impliqués directement dans le montage des opérations, mais contrôlaient les activités des organisations, et éventuellement les aidaient. Quelquefois beaucoup ! Lors de l'attentat contre la Maison de France, à Berlin-Ouest, le 25 août 1983, l'opération a été montée à Berlin-Est, par le « groupe Carlos ». Johannes Weinrich, qui a été condamné pour cela, avait reçu l'aide effective de la Syrie : les explosifs étaient envoyés par valise diplomatique et conditionnés dans les locaux de l'ambassade de Syrie, à Berlin-Est ; laquelle tenait un inventaire et fournissait tant de kilos de Semtex, ou tant d'armes et de munitions, aux groupes terroristes pour commettre des attentats, en particulier celui contre la Maison de France. La Stasi en était parfaitement informée…

Jusqu'au jour où certains pays de l'Est ont trouvé que ces individus devenaient incontrôlables et même dangereux pour leurs propres intérêts et leurs services de renseignement, et ont décidé de changer de stratégie. L'URSS, elle, n'avait pas ce souci, car le KGB ne s'est jamais directement impliqué. Moscou était déjà fortement mobilisé sur le front de l'espionnage de type classique, dans le cadre de la confrontation Est-Ouest, un domaine qui ne fut pas le mien… Mais, concernant le terrorisme qui a sévi pendant cette période, notamment en Europe, l'URSS s'est également inscrite dans cette confrontation à basse intensité, engendrée par l'équilibre de la terreur entre les deux blocs. Nombre d'organisations terroristes ont ainsi été « sponsorisées » par ses services, ou ceux des pays du Moyen-Orient gravitant dans l'orbite de Moscou.

Les années de plomb

À l'époque, la justice française collaborait bien sûr avec les services de renseignement, mais moins qu'aujourd'hui, en tout cas sur un plan opérationnel. Dans les années 1980, la DST ne souhaitait pas, pour des raisons de stratégie, être en première ligne dans le cadre des enquêtes judiciaires, alors qu'elle en avait la possibilité. Les préfets qui l'ont dirigée préféraient rester dans une posture de renseignement traditionnel : pendant la guerre froide, la priorité était le contre-espionnage classique, où la France et la DST brillaient. Le terrorisme, plus marginal, n'était pas considéré comme la priorité ; si bien que la plupart des affaires étaient traitées par la PJ, la Brigade criminelle de la préfecture de police de Paris, voire la 6e Division, spécialisée dans la lutte antiterroriste.

En 1981, après l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand et de la gauche, la France va affronter une situation sans précédent, avec des attentats qui se succèdent quotidiennement. Les années 1982-1987 sont celles d'Action Directe, liée à la *Rote Armee Fraktion* allemande, aux Brigades Rouges italiennes et aux CCC belges – l'Euroterrorisme –, ou encore celles des FARL de Georges Ibrahim Abdallah, d'Abou Nidal et du FPLP. On entre dans une confrontation directe, sans outil judiciaire dédié, avec des attentats aux origines diverses. De plus, la Cour de Sûreté de l'État n'existe plus ; ce fut une bonne chose de l'avoir supprimée, mais une erreur de ne pas avoir mis en place une législation antiterroriste… Notre système judiciaire va traiter le terrorisme avec les armes légales du droit commun, sans aucune centralisation. Il va falloir attendre 1986, et les lois du 9 septembre, consécutives à l'attentat de la rue de Rennes. Le législateur a alors pris conscience qu'on ne pouvait plus continuer à banaliser le fait terroriste. Et puis les choses vont changer après la

chute du Mur, lorsqu'on va assister à la naissance d'Al-Qaïda et de l'islamisme radical.

Lutter contre le terrorisme

Aujourd'hui, le problème est d'abord de savoir si un État de droit, une démocratie, un grand pays a le droit et le devoir de se défendre contre des menaces majeures. Réponse : assurément, oui. C'est une responsabilité politique. Si, demain, un attentat survenait à Paris ou ailleurs en France, provoquant des victimes, il est évident que le pouvoir ne pourrait pas rester impassible. Deuxième question : est-il nécessaire, pour cela, que l'État dispose de moyens spécifiques, avec une stratégie, pour pouvoir répondre à une menace potentielle ? Je réponds aussi par l'affirmative, c'est ce qu'a fait la France. Ce combat – car je suis opposé au concept de « guerre contre le terrorisme » de George W. Bush – suppose de disposer d'un arsenal juridique et judiciaire ; sans doctrine d'emploi, il ne sert à rien d'avoir des armes. Les lois de 1986 et celles qui ont complété notre outil juridique en sont une. L'autre repose sur une véritable synergie opérationnelle entre l'appareil de renseignement, à savoir la DST, la justice, et des dispositifs dédiés de PJ, c'est-à-dire un dispositif cohérent au service d'une politique d'anticipation. Une démarche proactive *versus* une posture réactionnelle. J'ai œuvré à la mise en place de cette synergie en privilégiant l'action de la DST – puis de la DCRI – dans les enquêtes sur le terrorisme islamiste. Cette stratégie de l'amont que nous avons développée a visé au démantèlement des structures logistiques et financières et à la neutralisation précoce du danger terroriste.

Ce système nous a permis de comprendre l'évolution d'une menace que peu de pays appréhendaient tant elle était diluée, éclatée, protéiforme, évolutive et surtout peu lisible en l'absence d'attentat. Il est vrai que l'émergence des réseaux islamistes algériens nous a contraints dès 1994 à prendre en compte l'acuité de ce péril. Nous avons compris que c'était une nécessité d'identifier les auteurs de l'attentat, mais surtout une exigence d'éviter qu'il ne soit commis. Changer l'approche du traitement du terrorisme était un impératif : mettre la répression au service de la prévention et associer dans cette démarche l'ensemble de l'appareil d'État. Une action en profondeur, légale et légitime, opposée à la politique de l'administration Bush après le 11 septembre 2001.

Nous possédons un dispositif robuste et équilibré, plaçant le curseur au bon endroit, permettant à la fois la protection des libertés individuelles, le procès équitable, mais aussi une prévention et une efficace répression du danger. Ce système a bien fonctionné puisque, de 1996 à 2012, date du drame de Toulouse, nous n'avons pas connu d'attentats en France, alors qu'il y en a eu en 2004 et 2005 à Madrid et à Londres. Preuve que, quoi que l'on en dise, notre système est performant.

Mais l'évolution rapide de la typologie de la menace, en particulier avec Internet et le conflit en Syrie, nous conduit à renforcer notre dispositif et nos méthodes d'action. On est loin des menaces terroristes émanant de groupes palestiniens. Le Liban a toujours été un enjeu politique pour la France. Or, c'est de là que tout est parti pour nous avec autour la Syrie, la Jordanie… Comme dans d'autres pays, un décalage est apparu entre l'analyse des services de renseignement et les politiques, pris au dépourvu, qui ne voulaient pas réagir. Il est vrai que la gauche a nourri – du moins dans les premières années qui ont suivi l'élection de François Mitterrand – une

vision assez romantique du terrorisme, conjuguée à des complaisances, voire des connivences dangereuses, de par leurs ambiguïtés, entre certains politiques et les milieux terroristes… Une situation qui a pris fin après la vague d'attentats des années 1985 et 1986. Depuis lors, gauche et droite, au-delà des clivages politiques, ont développé une vision commune sur la nécessité de lutter contre ce phénomène.

Émergence du terrorisme « théologique »

Après l'effondrement du Mur de Berlin et du communisme, on assiste à l'émergence d'un phénomène complètement nouveau : le terrorisme d'inspiration théologique, à savoir l'islamisme radical incarné par Al-Qaïda. Personne ne le voit venir. En 1993, les États-Unis sont frappés par un premier attentat, contre le Wall Trade Center qui sera assez vite oublié. Or, à la même époque, l'Égypte s'embrase, et un certain Ayman al-Zawahiri, alors chef du Jihad islamique égyptien, est en relation avec le GIA algérien. Un an après l'attentat de New York, le GIA s'empare d'un Airbus d'Air France Alger-Paris, avec l'intention de le précipiter contre la tour Eiffel. Soit sept ans avant le 11 septembre 2001…

Le GIA, qui est une organisation saadiste radicale de type Al-Qaïda, s'engage dans une stratégie de Jihad global, non pas uniquement en Algérie mais en exportant la violence terroriste en France avec, après le détournement de l'Airbus, les attentats de 1995 à Paris. Nous découvrons alors le rôle important joué par l'Afghanistan et d'autres « terres de Jihad », comme la Bosnie, le

Kosovo, la Tchétchénie, le Caucase ou le Cachemire… et aujourd'hui la Syrie. On a pris conscience de cette situation, car nous étions très touchés par ce phénomène et nous disposions d'un outil déjà performant qui allait s'affiner. C'est à cette époque que se nouent des liens beaucoup plus forts entre la DST et l'appareil judiciaire, que j'animais au niveau de l'instruction, avec le Parquet et aussi la PJ.

L'excellence de la DST

Incontestablement, la DST [aujourd'hui la DGSI] a été et reste encore un des meilleurs, si ce n'est le meilleur service au monde dans ce domaine. Avant 2001, on avait autant d'interprètes d'arabe – sinon plus, surtout pour les dialectes maghrébins – qu'aux États-Unis. Voyez la différence d'échelle de pays. Pourquoi ? Parce que la France est un pays méditerranéen, qui a des liens historiques avec le Maghreb et le Moyen-Orient et qu'on a beaucoup investi dans la lutte contre le terrorisme. De plus, on travaille plus sur les sources humaines, contrairement aux Américains qui privilégiaient le renseignement technique. Aux USA jusqu'en 2001, la prise de conscience du risque était quasi inexistante. Pour eux, le risque venait de l'Est. D'Europe, pas des États-Unis. Je ne suis pas l'inspirateur des services de renseignement, ce sont plutôt eux qui sont notre inspirateur. En amont, ils sont le fer de lance. C'est eux qui détectent les termes de la menace. Pourquoi je parle de la DST ? Parce que la DST est un service opérationnel pour nous ; pas la DGSE qui est un service de renseignement avec lequel nous n'avions pas de relations fonctionnelles quotidiennes ; même si nous avions tissé des liens bénéfiques, lorsqu'elle m'apportait éventuellement des renseignements extérieurs à la DST.

11 Septembre et prolégomènes

Le 11 septembre 2001 n'est pas un accident historique, mais la résultante d'une évolution complexe, qui s'est faite à bas bruit, depuis le début des années 1990 partout dans le monde. La DST était mobilisée sur cette évolution de la menace, ainsi que la DGSE et l'ensemble de la communauté du renseignement en France avec ses partenaires, notamment sur la situation dans la zone pakistano-afghane, foyer et chaudière de cette évolution. Parallèlement, je suivais toutes les affaires de terrorisme, principalement sous l'angle de l'association de malfaiteurs. Une action nécessaire en termes de prévention de la menace, mais peu visible, car se situant en amont de l'acte terroriste. Peu visible, voire peu crédible, pour les Américains qui n'avaient pas réellement fait l'expérience de la menace terroriste de type Al-Qaïda.

À cet égard, l'affaire Ressam est typique. Elle fait référence au nom d'un Algérien, dont nous avions détecté la présence, avec la DST, par le biais d'un trafic de faux passeports marocains, en marge de l'affaire dite de Roubaix – cette opération criminelle faite de hold-up, d'assassinats et de tentatives d'assassinats avec des armes automatiques, en 1996, dans le Nord de la France, lancée par des militants islamistes, revenus de zones de combat en Bosnie. Ces éléments nous ont permis de comprendre la nébuleuse Al-Qaïda, ses réseaux et relais peu structurés avec, pour « l'affaire Ressam », des points d'appui en Turquie mais aussi en Asie du Sud-Est, en Australie, et sur la côte ouest du Canada, bien qu'il ait établi sa base à Montréal. Nous avons été des précurseurs dans la compréhension de cette menace planétaire qui s'inscrivait déjà dans le champ de la mondialisation : Ressam passe en Afghanistan, rencontre des gens d'Al-Qaïda comme Abou Zoubaida. On va lui demander en 1999 de

commettre un attentat sur le sol des États-Unis pour le passage du troisième millénaire.

Nos amis américains seront avertis. Non sans mal, on obtient d'un juge canadien le droit de perquisitionner des appartements clandestins du groupe à Montréal. La DST est présente. L'opération est fructueuse ; on trouve des éléments déterminants, des preuves confondantes sur la réalité du projet. Mais les Canadiens sont sceptiques et peu coopératifs. Ils ne croient pas à la réalité de la menace et n'appréhendent ni ses contours et encore moins son acuité. Comme les Américains qui n'ont jamais cru que leur sol était menacé.

C'est finalement une douanière qui, le 14 décembre 1999, arrêtera par hasard Ahmed Ressam, à bord d'un véhicule de location dans l'État de Washington… sans l'intervention des services américains. Cette arrestation fait à Washington l'effet d'une douche froide. Ressam se mure dans le silence, la menace était bien réelle et les services de police et de renseignement américains ne disposent d'aucune information et encore moins de preuve pour faire condamner Ressam pour faits de terrorisme !

Nous sommes alors sollicités. Par le biais d'une commission rogatoire, je communique à la justice américaine tous les éléments pertinents de mon dossier. Mieux, elle me demande de témoigner comme « témoin expert des États-Unis », devant la Cour fédérale de l'État de Washington, ce que je ferai en 2000 et 2001. Je devais convaincre le jury qu'il ne s'agissait pas seulement d'un transport illégal d'armes et d'explosifs, mais bien d'un complot contre les États-Unis. Ma démonstration fut complétée par la production d'une pièce que nous avions faite saisir au Canada : le carnet d'adresses d'Ahmed Ressam où figurait la liste des composants chimiques qu'il avait achetés pour confectionner la bombe. Ressam fut reconnu coupable et condamné. Il s'agissait de la première tentative de frappe d'Al-

Qaïda sur le sol américain. Malheureusement, la leçon n'a pas été retenue…

L'affaire Zacarias Moussaoui

Les Américains nous informent qu'un Marocain a été arrêté dans le Minnesota, dans une école de pilotage à Minneapolis. Son nom : Zacarias Moussaoui, un Franco-Marocain que la DST connaissait bien, avec un *background* de jihadiste. Alors en situation irrégulière, il est simplement interpellé par l'*Immigration & Naturalization Service* (INS). Pourtant son comportement est suspect : il suivait une formation sur simulateur de pilotage d'un Boeing 747-400, sans qualification de pilote de base et sans s'intéresser aux phases de décollage et d'atterrissage… Personne n'a cherché, ni voulu perquisitionner son attaché-case. Les Américains étaient sur le point de l'expulser en France, quand survient le 11 septembre. Il est alors interpellé par le FBI. Dans son porte-documents, des preuves de son appartenance au réseau Al-Qaïda sont trouvées. Moussaoui préparait manifestement une deuxième opération sur des vols transatlantiques. Il sera condamné à la réclusion criminelle à perpétuité.

Le cas de Strasbourg

Il ne s'est pas passé un jour depuis 1992, sans que nos services n'aient travaillé sur la menace terroriste. Aucun autre pays ne l'a fait avec autant de constance et de détermination. Les services britanniques sont pourtant parmi les meilleurs du monde. Notre

coopération avec eux a toujours été de bonne qualité. Mais leur priorité de l'époque était la lutte contre le séparatisme irlandais. Ils n'ont pas voulu ouvrir un deuxième front face à la mouvance islamiste installée sur leur sol, dès lors qu'elle ne représentait pas une menace réelle pour le royaume, d'où le développement de la place de Londres qui est devenue pour ces réseaux une sorte de « *hub* » entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afghanistan. Quant aux Allemands, leur système fédéral, conjugué à une législation moins contraignante que la nôtre, les a conduits à moins de résolution dans l'action. Les réseaux liés à Al-Qaïda en tireront profit en renforçant leur base dans ce vaste pays, notamment dans la région de Francfort et celle d'Hambourg. Pour la France, en revanche, la sécurité a toujours été une préoccupation prégnante et la lutte contre les réseaux islamistes une priorité.

Prenons l'exemple de la tentative d'attentat, en décembre 2000, contre la cathédrale de Strasbourg. La cible : le marché de Noël. La base du réseau : Francfort. Le renseignement est fourni par la France. La réaction policière et judiciaire est enclenchée en Allemagne, au niveau fédéral avec le BKA [*Bundeskriminalamt* : l'Office fédéral de police criminelle] et le Parquet de Karlsruhe et, au niveau local, avec le LKA [*Landeskriminalamt* : les offices régionaux de police criminelle] et le Parquet de Francfort. Cette dualité voulue par leur constitution n'est pas – surtout dans le cadre de la coopération internationale – un facteur d'efficacité. Mais la coordination européenne se met en place. Des perquisitions à Francfort permettent de découvrir de l'explosif et l'enregistrement vidéo d'un repérage de la cathédrale. L'opération projetée était dans sa phase finale. Un carnage a été évité de justesse. Le réseau ayant des ramifications dans d'autres pays européens, l'Italie, la Belgique et l'Espagne ont été

mobilisés à leur tour. La grande majorité des membres du réseau seront arrêtés.

Face à cette menace planétaire, éclatée et polymorphe, l'entraide internationale est indispensable ; aucun pays ne peut avoir la prétention de régler seul le problème. Tout le monde détient un morceau du puzzle. Un puzzle à géométrie variable qu'il faut actualiser constamment par de nouvelles pièces. La communauté du renseignement fonctionne très bien. Sur le plan judiciaire, c'est plus compliqué, car cette autorité se trouve au cœur de la souveraineté des États, avec des systèmes fondamentalement différents, notamment entre des pays de droit écrit, et ceux de *common law*, comme la Grande-Bretagne.

Parmi les dangers d'aujourd'hui, la radicalisation pose un problème majeur. Le terrorisme demeure très actif, sous toutes ses formes, *via* Internet et les réseaux sociaux, et il a une grande aptitude à s'adapter à l'évolution du monde. Ainsi, des relations opportunistes se nouent entre le crime organisé et les réseaux terroristes, en particulier dans la zone pakistano-afghane et le Sahel. Le terrorisme n'a pas disparu. Il a muté. Les formes anciennes n'ont plus cours. Al-Qaïda, au niveau central, a perdu la majeure partie de ses capacités opérationnelles. Mais des structures régionales se revendiquant de l'héritage d'Oussama Ben Laden restent en plein éveil, au Moyen-Orient en particulier. Des zones grises se développent à la faveur d'une faible gouvernance des États, qui sont autant de carrefours où se croisent terroristes et trafiquants. La lutte contre le terrorisme est l'affaire de tous : des États qui doivent renforcer leurs structures démocratiques, de la communauté internationale dans ses responsabilités diplomatiques et aussi des services en charge de la lutte contre ce fléau – le renseignement, la police et le judiciaire qui doivent renforcer leur coopération.

Alain CHOUET

« Quand les présidents ne s'intéressent pas au renseignement, ou de façon marginale ou temporaire, le service s'autodirige et s'auto-oriente. »

En matière de renseignement, si l'on veut crouler sous les honneurs, mieux vaut hurler avec les loups… Alain Chouet, né en 1946, ne s'y est jamais essayé. Libre de ses propos et de ses actes, c'est en exceptionnel spécialiste des mondes arabo-islamiques et éminente figure de la DGSE qu'il a abordé le terrorisme. Arabisant, connaissant comme sa poche l'Orient compliqué, il n'a pas son pareil pour présenter les enjeux du terrorisme, sans cacher ceux qui le manipulent.

« La DGSE est restée marquée par la façon dont elle a été constituée à ses origines. Je me rappelle avoir fait enlever la soudure de la porte blindée qui séparait les services extérieurs du contre-espionnage, lesquels vivaient bien, à l'écart l'un de l'autre, depuis 1946. Le premier des services était issu du BCRA, et l'autre des services de renseignement militaire de l'armée de l'armistice. Ce clivage existait

toujours à la fin des années 1990 ! Pas plus Alexandre de Marenches que les autres directeurs, sauf peut-être plus tard le préfet Claude Silberzahn[1], n'avaient jusque-là pris conscience de ces clivages. Ou si quelqu'un en a eu conscience, il n'a pas fait grand-chose pour en limiter les effets…

Quand les présidents ne s'intéressent pas au renseignement, ou seulement de façon très marginale ou temporaire, le service s'autodirige et s'auto-oriente ; c'est lui qui définit ses propres missions. Il n'y a pas vraiment en France – j'espère que cela changera avec les transformations qui sont en train de se produire – de pilotage réel et permanent des services de renseignement. Je n'évoque pas seulement le SDECE et la DGSE, mais également la DST et les RG. Après les élections présidentielles et législatives de 1981, l'alternance était redoutée par tout le monde dans cette maison. Pourtant, à part quelques rares dérives individuelles, que l'on peut compter sur les doigts d'une main, la DGSE a fait comme toute l'administration et toute la fonction publique française, en se montrant parfaitement républicaine. Elle a obéi aux ordres, même après le vent d'inquiétude né de la nomination de ministres communistes. Cela n'a jamais entraîné la moindre dérive au niveau des comportements, et les gens ont continué à assurer leur mission en toute honnêteté et fiabilité.

L'arrivée de Pierre Marion [directeur du SDECE, puis de la DGSE entre 1981 et 1982] a été vécue de façon plus contrastée, car le personnage était folklorique, très haut en couleur, colérique, excité, il avait beaucoup d'idées. Il intègre le service sans en connaître les clivages ni les traditions. Il s'est mis à bousculer tout le monde, mais la DGSE en avait besoin : elle continuait à vivre sur des schémas anciens, plus du tout efficaces ni performants. Il a mis un désordre salutaire, mais n'y a pas survécu ! Il avait tant voulu transformer la DGSE en une sorte de CIA à la française qu'il s'est heurté, non pas à

la structure, qui suivait tant bien que mal, mais au pouvoir politique. Pour le reste, sa mandature a été assez bien vécue. On a ironisé quand il s'est fait construire une espèce de petit Trianon au milieu de la cour du quartier Mortier pour y installer ses bureaux, on le trouvait un peu mégalomane. Mais je reconnais qu'il a commencé à donner une impulsion pour sortir la DGSE des guerres coloniales, du passé de la « plus grande » France, pour l'introduire dans le siècle et notamment dans toutes les problématiques de la guerre froide.

Terrorisme d'État

Nous avons perçu assez rapidement au milieu des années 1980 qu'on changeait de portage, qu'en face nous n'avions plus des terroristes s'inscrivant dans une dynamique d'affrontement est-ouest, de guerre froide, contribuant à déstabiliser l'Occident au profit du bloc de l'Est, qui ne leur apportait d'ailleurs qu'une aide limitée. On se trouve désormais dans un combat au cas par cas, politique, économique parfois, avec des pays étrangers, notamment l'Iran, à la suite de notre soutien à l'Irak dans le conflit Irak-Iran et du non-respect du contrat Eurodif.

[À l'initiative de la France, plusieurs pays européens décident de lancer une usine d'enrichissement d'uranium au Tricastin et créent le consortium Eurodif, dans lequel l'Iran entre en 1974 après un accord entre le Premier ministre français Jacques Chirac et le Shah d'Iran. Ce dernier prête au total 1,2 milliard de dollars aux Français, qui doivent rembourser le prêt à partir de 1981. Mais en 1979, le sort de l'Iran a basculé. L'ayatollah Ruhollah Khomeini a pris le pouvoir, le nouveau régime entend se retirer des projets nucléaires communs du Shah et de la France. Le gouvernement de Raymond Barre et le président

Valéry Giscard d'Estaing décident alors de punir le régime en gelant les avoirs iraniens dans Eurodif. Le CEA suspend le paiement de sa dette, capital et intérêts. Ces initiatives sont avalisées à partir de 1981 par François Mitterrand et sont la cause principale du contentieux franco-iranien dans les années suivantes, avec des conséquences dramatiques qui vont survenir au Liban[2].]

Avec également la Syrie, à la suite de nos prises de position au Liban et à un certain nombre de misères qu'on avait faites aux Syriens au plan politique international. Avec aussi la Libye, conséquences de nos rivalités en Afrique… Cette violence politique s'analyse comme un affrontement direct d'État à État, par le biais du terrorisme, cette arme du faible face au fort.

Un acte terroriste, c'est toujours un message. À la suite des règlements de comptes inter-palestiniens en France, au début des années 1980, on n'a pas toujours su décrypter le sens de ceux qui nous étaient envoyés. On se grattait d'autant plus la tête que nos adversaires de l'époque avaient tendance à nous surestimer, à penser qu'on savait directement lire leurs messages. Ils les rendaient donc volontairement opaques en se disant en substance : « Les responsables français comprendront, ce n'est pas la peine que l'opinion publique et la communauté internationale le fassent. Et puis on ne va pas signer, quand même ! » Concernant le Hezbollah, on a très rapidement compris qu'il n'agissait pas de son propre chef, mais pour le compte des Iraniens, avec de temps en temps un petit contrat pour les Syriens, puisqu'il était sous le contrôle des deux : d'abord les Iraniens, ensuite les Syriens situés sur le passage de leur ravitaillement, auxquels il fallait bien renvoyer l'ascenseur de temps en temps. Quand le Hezbollah s'en prend à des ressortissants français dont certains sont visés par la Syrie, d'autres par l'Iran, il n'agit pas de son propre chef, mais au départ, nos services s'interrogent un peu

sur le sens de ces actions. On a bien compris que le Hezbollah n'appréciait pas trop les prises de position françaises sur le Liban. Mais il n'était pas encore un parti de pouvoir ni de gouvernement, on se demande pourquoi il voulait donner son avis sur ces points.

On a mis du temps, nous services, pour comprendre l'existence d'un contentieux financier, jusqu'à ce que l'on prenne connaissance des éléments du contrat Eurodif. On apprend cet énorme contentieux financier avec l'Iran, on ré-analyse la revendication du Hezbollah, on s'aperçoit qu'elle le recouvre très exactement, sans oublier le soutien apporté par la France à l'Irak dans le conflit Iran-Irak. Le politique est réticent à faire part de ses turpitudes, y compris à ses propres services secrets…

Échec à Beyrouth

Avec l'attentat du Drakkar, le 23 octobre 1983, toutes les erreurs stratégiques qui seront ensuite faites par l'Occident sautent aux yeux ! L'incapacité à nous projeter dans des systèmes de guerre de rue et d'affrontements civils est patente. Dans ce genre de situation, l'armée française avait auparavant l'habitude de se disperser, de fraterniser avec les populations locales, de mettre en place un certain nombre de réseaux d'alerte. C'est la première fois qu'on regroupait tous nos personnels dans un seul bâtiment, en coupant toute forme de contact avec les populations locales. Nos militaires n'avaient plus aucun thermomètre pour prendre la température des lieux. Du coup, c'était plus facile de les faire sauter !

Après ce drame qui a provoqué la mort de 58 parachutistes, le service Action a lancé une tentative extrêmement maladroite pour viser l'ambassade d'Iran. Je n'ai pas été associé à cette opération

ridicule : une jeep piégée dans laquelle on a laissé le béret d'un parachutiste avec son nom au fond… Et l'explosif qui ne saute pas ! C'est tellement grotesque que j'essaye une autre explication : dans une opération clandestine, on ne laisse pas une jeep avec du matériel français. On a laissé tous ces indices, c'est ce que je veux croire aujourd'hui, parce qu'on voulait simplement donner un signal : « Ici c'est nous, on sait que c'est vous, si vous recommencez ce genre de choses, ça ira très mal. » Je n'imagine pas le contraire, sauf si cela procédait de la bêtise profonde d'un responsable local agissant sans ordre de Paris. Mais de toute façon, je suis assez mitigé sur la thèse de la responsabilité exclusivement iranienne dans l'attentat du Drakkar : je pense qu'il a été organisé par un condominium syro-iranien. Pour les gens de terrain de la DGSE qui sont à Beyrouth depuis 1946 et qui j'espère s'y trouvent toujours, c'est un épisode parmi d'autres. Il n'a pas de valeur particulière, malgré le coup terrible porté à l'armée française.

L'affaire Greenpeace

Lorsque s'organisent des campagnes d'essais nucléaires dans le Pacifique, on sait que Greenpeace va protester avec ses moyens habituels, consistant à se rendre à Mururoa avec ses bateaux. Par les canaux réglementaires, l'état-major de la marine, très ennuyé, a demandé que l'État fasse tout pour éviter qu'il se trouve confronté à Greenpeace *in situ*. Plusieurs solutions ont été envisagées. Les marins ont été invités à agir seuls, mais ont refusé en assurant qu'une action devrait se faire aussi discrètement que possible. Au service, ceux qui assuraient normalement le suivi intellectuel de Greenpeace se sont déchargés de l'opération, opposés à une opération de destruction

jugée contre-productive car refusée par l'opinion internationale. Il est néanmoins décidé que le bateau amiral de la flotte de Greenpeace doit être coulé préventivement. Ce qui a été fait. Tout le monde parle d'un fiasco. Techniquement, ce n'est pas le cas : Greenpeace n'a pas pu aller perturber les essais nucléaires…

Où se situe le fiasco alors ? L'échec – et il est patent – est d'avoir dévoilé que le bateau avait été coulé au nom et pour le compte de la République française, d'avoir soulevé les jupes de Marianne et montré son derrière à tout le monde ! Comme tous les services de renseignement extérieur, la DGSE est faite pour permettre à l'État de s'affranchir de ses engagements internationaux et de la légalité. C'est ne rien comprendre que d'accuser les services de renseignement de faire dans l'illégalité. Bien sûr qu'ils font dans l'illégalité, ils ne font même que ça ! Pour ses actions légales, l'État dispose de suffisamment de diplomates, de militaires, de juges, de policiers, pour les mener à bout. C'est pour pouvoir faire des opérations spéciales que tous les pays du monde entretiennent des services spéciaux. Je dis bien « spéciaux », pas « secrets », parce que ce ne sont pas des services secrets : tout le monde sait où sont la DGSE, la CIA ou le MI6. Si on s'affranchit de la légalité, on ne va pas le crier sur les toits. Et le crime, l'erreur, la faute absolue pour un service de renseignement, c'est de dévoiler son donneur d'ordres. S'il y a eu un fiasco de Greenpeace, il n'est pas ailleurs.

L'affaire dérape quand deux des membres du commando, qui auraient dû évacuer après la réussite de l'opération, décident de rester pour voir si tout se passe bien, se faisant prendre. Un certain nombre d'erreurs de montage permettent de remonter directement à l'employeur. C'est cela l'échec ! Sinon l'opération elle-même a été réussie. Soyons cyniques : dans une opération violente, le risque de dégâts collatéraux n'est jamais nul. Une vieille règle, qui ne

s'applique pas seulement aux services spéciaux, s'appelle la loi de l'emmerdement maximum ! Ce qui fait déraper l'action, ce sont les faux passeports, qui permettent immédiatement aux autorités néo-zélandaises qui appellent les autorités suisses, d'apprendre que ces papiers sont des faux.

Les conséquences de l'affaire Greenpeace sur le service ont été beaucoup atténuées par l'attitude extrêmement courageuse et digne de l'amiral Lacoste[3], qui a tout pris sur ses épaules, a mis sa casquette d'amiral sur la table en revendiquant la totale responsabilité de l'affaire. Il a ainsi mis l'ensemble du service à l'abri de la suspicion et de la sanction générales.

L'amiral Lacoste était très aimé dans la maison, très respecté. Dès lors qu'il se saborde pavillon haut, on ne pouvait rien faire de plus. Son départ a été ressenti avec peine, sans que les fondements de la DGSE en soient atteints. Cette dernière a continué à fonctionner normalement, y compris le service Action qui a dû se séparer de quelques collaborateurs, mais a repris son travail de base et de routine assez rapidement.

Les otages du Liban

Il est faux de prétendre que la DGSE n'avait pas d'informations sur les otages du Liban [enlevés en 1985] ou n'aurait pas su résoudre le problème. Notre implantation était suffisante au Liban pour savoir assez où, précisément, se trouvaient les otages. Un réseau de surveillance nous permettait d'observer en quasi-permanence le dispositif autour d'eux, les accès qui permettraient éventuellement de les atteindre. Ce n'aurait pas été possible en permanence, car ils ont été changés de place à plusieurs reprises, le dispositif a évolué. Mais

il y a eu des fenêtres d'opportunités où on aurait pu les sortir, au prix d'une opération pas très compliquée. Mais au fur et à mesure que le temps passait, cela devenait de plus en plus difficile : quand les ravisseurs détectaient les faiblesses de leur propre dispositif, ils essayaient d'y remédier. Le temps est crucial : plus il passe, et plus ça devient difficile.

Nous avons donc su assez rapidement par qui nos otages étaient détenus, dans quelles conditions, quelles étaient les revendications, tous les éléments permettant de leur porter secours ou de les libérer. Une décision politique s'imposait : que fait-on ? Intervient-on par la force ? Négocie-t-on ? Le problème a été posé par la DGSE au pouvoir politique. Celui-ci a repoussé l'idée d'une libération par les armes, pourtant techniquement réalisable avec 99,9 % de chances de sortir les otages indemnes et en bonne santé. Mais il est vrai sans l'assurance, compte tenu du tissu urbain dans lequel ils se trouvaient, qu'il n'y aurait pas de dégâts collatéraux dans les populations avoisinantes. Et François Mitterrand y a mis son *veto*.

Tout un train de négociations a commencé avec le Hezbollah et avec les Iraniens, pour voir comment on pouvait régler la chose au mieux des intérêts de chacun. Tous ceux qui sont allés marchander un tapis dans un souk savent très bien que le message est immédiatement très compliqué, le discours indirect, très allusif. On nous dit : « Ce n'est pas moi, c'est l'autre », ou : « Oui, vous savez très bien de quoi je vous parle », alors qu'on ne sait pas du tout ! La discussion est byzantine, complexe. On peut passer plusieurs jours, plusieurs semaines, plusieurs mois, parfois plusieurs années, avant d'arriver à comprendre exactement ce que veut l'autre en face, avant qu'on arrive aux choses sérieuses, concrètes, donc chiffrées. En fait on ne comprend rien, alors que nos interlocuteurs s'imaginent que si on ne leur répond pas, c'est qu'on a une idée encore plus subtile que la

leur ! Et nous voilà partis dans une inflation de schémas de deuxième, troisième ou sixième degré où plus personne ne comprend plus rien, ni eux ni nous… Il faut alors changer d'interlocuteur, en particulier de notre côté.

Quand l'alternance de 1986 s'est produite, les élections ont donné Matignon à la droite. Et la DGSE a été déchargée du dossier. On nous a dit : « Nous avons d'autres contacts, mieux à même que vous de sortir les otages par la négociation ! » Personnellement, je ne connais pas M. Marchiani[4], qui avait quitté le service avant que j'y entre, mais j'ai eu par la suite quelques contacts avec lui, téléphoniques ou autres… C'est un homme de réseaux, connaissant beaucoup de monde, qui fait quelques affaires, possède un bon carnet d'adresses au Moyen-Orient et ailleurs. À l'époque, après tout, on sait déjà que dans cette région tout fonctionne autour des services rendus ou à rendre, tel un système féodal ! Si le mieux placé peut agir avec les meilleurs contacts ou les meilleurs obligés pour venir à bout du problème, tant mieux ! Je ne sais pas trop comment Jean-Charles Marchiani y est parvenu, mais nous n'avions aucune raison de nous mettre en travers de ce qui nous était présenté par le pouvoir politique comme sa solution. Nous n'avions qu'à nous taire…

Terrorisme islamiste international

La DGSE connaît bien l'Afghanistan, en particulier depuis les années 1980 et le début de l'activité des moudjahidines : on a été mêlé, sur le terrain, à un certain nombre d'opérations face à l'occupation soviétique. Avoir du monde sur place nous permet de savoir ce qui s'y passe de même que dans la zone de repli du côté de Peshawar, Islamabad. Nous avons de ce fait vu l'émergence de la

phase terroriste qu'on connaît actuellement, celle du terrorisme qu'on dit salafiste, jihadiste, islamiste international. Cet « internationalisme vert » est beaucoup moins international qu'on ne le dit. Il apparaît au tout début des années 1990. La guerre en Afghanistan est alors terminée, tous les moudjahidines que les Occidentaux ont envoyés pour lutter contre les Soviétiques se retrouvent brutalement en panne de cause, de soutien militaire et de finances. Ils se retournent alors contre leurs maîtres, en particulier les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Pour toute la mouvance islamiste internationale, la Qaïda et autres, le premier objectif est l'Arabie Saoudite : il faut la punir pour avoir abandonné les volontaires en Afghanistan, tenter de capter ce pouvoir et la rente que la dynastie des Saoud s'est appropriée.

On assiste à l'émergence d'une nouvelle mouvance qui n'est ni un terrorisme d'État ni un terrorisme idéologique, mais un terrorisme de revanche. Plus décentralisé, il ne fait pas appel à des professionnels de la violence, contrairement au terrorisme europalestinien ou aux terrorismes d'État. Ces derniers nous envoyaient des armées constituées, avec un chef, une mission, des moyens, une tactique, des objectifs précis, des calendriers, etc. La nouvelle mouvance se compare plutôt au fondamentalisme chrétien et autres militants de la suprématie blanche américains, ou bien aux Loups Gris en Turquie. On a cette fois affaire à une masse de gens insatisfaits pour des raisons variées travaillés par des idéologues, d'où sortent des volontaires de la violence. Ils agissent où ils peuvent, comme ils peuvent, quand ils peuvent, pourvu que cela s'inscrive dans la thématique générale de la mouvance, sans objectif particulier ni précis. Il ne faut pas nous prendre pour des idiots et penser que ces gens-là veulent islamiser la planète, ce n'est pas vrai. Ils veulent ici, là ou ailleurs, s'affranchir des pouvoirs existants, et si possible prendre

ce pouvoir et les rentes qui lui sont liées. On se trouve dans une tout autre équation…

Le terrorisme des années 1990, islamiste international, est une mouvance de non-professionnels qui n'a pas de chef désigné, ni de tactique précise. La gestion n'est plus du tout la même, on change complètement de dimension. Il n'y a pas d'interlocuteur. Le temps n'est plus à la négociation, puisqu'il n'y a personne avec qui négocier. D'où vient la violence de cette mouvance, par quels chemins sociaux, économiques, financiers, culturels, passe-t-elle, dans quel terreau vient-elle s'ancrer ? On n'empêchera jamais un loup solitaire, un *lone wolf*, de passer à la violence, à moins de mettre un gendarme derrière chaque personne. Il faut assécher le vivier des volontaires potentiels et ce n'est pas seulement une question de services. C'est une affaire de politique générale, qui doit faire intervenir tout un tas de mesures économiques, sociales et culturelles.

Ben Laden

La menace est bien captée depuis le manifeste publié par Ben Laden à la fin des années 1990, ce manifeste contre « les juifs et les croisés », qui visait essentiellement la famille royale d'Arabie Saoudite et la présence américaine au Moyen-Orient. Cette menace on la connaît ; elle se concrétise ensuite au travers des attentats en Afrique de l'Est – Nairobi et Dar es Salam –, et contre l'*USS Cole*, bateau de l'US Navy dans le golfe d'Aden. On sait très bien, à l'été 2001, que cela bout dans la marmite, que quelque chose de majeur se prépare, on a eu plusieurs indications sur des attentats programmés contre des aéronefs américains dans le monde, mais à aucun moment les signes d'une opération particulière sur le territoire des États-Unis. Cette

hypothèse est d'ailleurs rejetée à l'époque par les Américains eux-mêmes, qui disent : « Chez nous ce n'est pas possible, c'est tellement bien cadré, contrôlé ! De plus, on est loin de tout, donc nous sommes menacés dans le monde entier, mais sûrement pas chez nous. Et puis chez nous, c'est chez nous, ne vous en occupez pas, on en fait notre affaire ! » On s'occupe donc du reste. Effectivement, on distingue un certain nombre de menaces contre des infrastructures, des personnes ou des intérêts américains dans le monde entier, y compris à Paris. Quant à ceux qui prétendent qu'on avait prévenu les Américains, qu'on savait tout, je leur laisse la responsabilité de ce qu'ils affirment, c'est faux. J'étais bien placé pour le savoir !

C'est la première fois dans l'histoire du terrorisme qu'un attentat provoquant des destructions de masse est commis par des non-professionnels de la violence, non munis d'armes par nature – un avion peut devenir une arme par destination mais ce n'est pas une arme par nature. Dans l'état de la législation américaine ce jour-là, personne ne pouvait s'opposer à ces jeunes gens montant dans les avions sans violer leurs droits civiques. Ils ne deviennent justiciables qu'au moment où ils forcent la porte du cockpit pour prendre le contrôle de l'appareil. La seule chose que le système sécuritaire américain n'avait pas prise en compte, c'est que les avions n'allaient pas atterrir ! Si ces attentats ont été possibles, c'est que tout le système judiciaire, policier et sécuritaire des services de renseignement américains n'était pas adapté à la réalité. Après, il l'est peut-être devenu trop, ou bien il a outrepassé les limites, mais à l'époque, il était totalement inadapté à la lutte contre ce type de terrorisme.

Le 11 septembre marque une innovation dans la violence, mais ce n'est pas tout : il réoriente tout le système sécuritaire américain vers d'autres voies, sur lesquelles nous, en particulier, sommes bien obligés

de nous aligner. Pour les services français, le 11 Septembre n'est pas un tournant, c'est un attentat de plus parmi tous ceux qu'on a eu à gérer depuis des années. Qu'il y ait 3 000 morts au lieu de 300 ou de trente, cela ne change rien. On a pu qualifier la Qaïda d'organisation hyperterroriste, parce qu'elle s'est attaquée à l'hyper-puissance.

La DGSE et le 11 Septembre

Bien avant le 11 Septembre, nous avions vu arriver dans la région de New York le militant aveugle Omar Abdel-Rahman, figure historique des Frères musulmans, sorti assez curieusement des prisons égyptiennes à la demande insistante d'organisations humanitaires américaines. Il avait obtenu sa *Green Card* en trois semaines après être passé par Khartoum et vitupérait depuis lors contre l'Amérique depuis des centres islamiques de la région de New York, jusqu'à commanditer le premier attentat contre le World Trade Center, en 1993.

Dans le New Jersey, de l'autre côté de l'Hudson, une cité genre HLM est située derrière une immense décharge. Habité majoritairement par des immigrés égyptiens, ce quartier s'appelle *Little Egypt*. Il était très travaillé par la propagande islamiste et, derrière le tas d'ordures, on ne voyait à l'époque qu'une chose de Manhattan : les deux tours du World Trade Center ! Dans les mosquées de cette zone, les imams menaçaient l'Amérique en désignant les tours, devenues le symbole de l'arrogance, de la richesse et de la volonté de domination des USA. Mais il n'existe pas chez eux, ce service que tout apprenti dictateur nous envie : les RG ! Les États-Unis ne disposaient pas d'un outil de renseignement intérieur susceptible d'alerter les autorités sur les possibles dérives de

ce genre de structure. Dans l'hypothèse inverse, ils se seraient rendu compte que, du côté du New Jersey ou à Brooklyn, montait en puissance un discours de haine et de violence. Le Premier amendement de la Constitution américaine permet ce type de discours, qui aurait dû servir d'indice d'alerte.

En France, c'est différent : on réagit toujours par coup de cœur, coup de sang ou coup de gueule. À l'été 2001, avant les attentats, j'étais en charge, entre autres, de la lutte antiterroriste à la DGSE. On m'a demandé de reconvertir la moitié de mes effectifs antiterroristes vers l'immigration clandestine. Ordre des plus hauts échelons de l'État. C'est vrai qu'un cargo avec 900 Kurdes faisait du canotage en baie de Saint-Raphaël, que c'était à la une de tous les journaux. Comme on sentait quand même que cela chauffait beaucoup dans le domaine du terrorisme, j'ai fait comme n'importe quel fonctionnaire d'autorité dans ces cas-là, c'est-à-dire : « Je ne vous entends pas, vous pouvez répéter la question ? » J'ai traîné les galoches, je me suis débrouillé pour couvrir l'immigration clandestine avec autre chose que les effectifs antiterroristes et bien m'en a pris ! Car, le 12 septembre 2001, on m'a ordonné de doubler mes effectifs antiterroristes qu'on m'avait demandé de diviser par deux, un mois auparavant… On sait bien que l'expert antiterroriste pousse comme les champignons au pied des platanes du boulevard Mortier, il suffit de se baisser pour le ramasser… Très conditionné par les médias, le pouvoir politique réagit dans l'urgence, mais ne change pas fondamentalement sa vision des choses en ce qui concerne le service…

Les soutes noires de la République

Le 17 juillet 2002, le directeur de la DGSE nommé en 2000, Jean-Claude Cousseran, est limogé par le président de la République Jacques Chirac. Trois jours plus tôt, il lui avait pourtant renouvelé toute sa confiance et toute son admiration… Je ne crois pas que cette décision ait eu quelque chose à voir avec les sentiments personnels que le Président pouvait nourrir à l'égard de la DGSE. L'explication de cette affaire est à chercher dans les soutes noires de la République, dans ses arcanes les plus sombres et les plus obscures. Je ne sais pas grand-chose de ce dossier. Sinon que le service a enquêté, comme c'était son devoir. Il avait été saisi en 1996 par le gouvernement Juppé d'une demande d'information concernant un financier japonais qui souhaitait investir à Paris. Lors de cette enquête, il est apparu que cet homme faisait l'objet de poursuites de la police et de la justice nippones, qui se sont soldées par un jugement et une incarcération. La présidence en a été avisée. Mais durant les recherches une rumeur non vérifiée est apparue selon laquelle une banque japonaise appartenant à ce financier aurait ouvert un compte au nom du président Chirac. Cette rumeur n'a jamais été confirmée ni étayée par quoi que ce soit. En tout cas, ce n'est pas ce que la DGSE recherchait quand elle a enquêté dans les années 1996 ou 1997, si ma mémoire est bonne.

Cette rumeur – mettant gravement en cause un de mes subordonnés – est ressortie en 2002 après les élections présidentielles et législatives, toujours sur le même thème : la DGSE aurait enquêté sur des avoirs du Président au Japon, ce qui est faux. Je le maintiens et je continuerai à le maintenir : jamais la DGSE n'a enquêté sur des avoirs quelconques du Président, au Japon ou ailleurs. Que cela ressorte après les élections législatives de 2002 est totalement

aberrant, car si des cadres de cette maison avaient commis des forfaitures consistant à comploter contre le Président, il faudrait qu'ils aient été sacrément abrutis pour ne pas avoir sorti de tels éléments avant les élections, s'ils en avaient possédé. Or, rien n'est sorti ! On navigue dans des eaux noires de la République, ce que les procédures judiciaires en cours finiront par nous expliquer. En tout cas je l'espère…

Je suis parti à l'époque de cette affaire. Je n'ai pas été écarté. J'ai considéré que mes liens professionnels et personnels avec le nouveau directeur général étaient tels que je ne pouvais pas servir un État qui, à travers lui, ne m'accordait plus sa confiance. Le fauteuil dans lequel j'étais assis, celui du chef du service de renseignement de sécurité, intégrant le contre-espionnage, le contre-terrorisme, la contre-criminalité, la contre-prolifération, est un siège éjectable. On ne peut exercer de telles responsabilités que dans une confiance partagée, mutuelle, totale avec l'exécutif. Si cette confiance n'existe plus, on doit partir. Je l'ai fait.

La France n'intervient pas en Irak

Quand le président Jacques Chirac décide début 2003 de ne pas engager la France contre l'Irak aux côtés des États-Unis, j'ai la faiblesse de penser que les services extérieurs ont contribué à cette décision. À cette époque, à la DGSE, j'ai en charge, outre le terrorisme, le service de contre-prolifération. Nous étions très sollicités sur l'existence éventuelle d'armes de destruction massive en Irak, mais nos nombreuses opérations de recherche nous avaient conduits à la conclusion qu'il n'y avait plus d'armes de ce type dans ce pays. Nous avons aidé les commissions des Nations unies qui

travaillaient sur le sujet, en apportant la preuve quasi absolue que les justifications données par l'administration américaine, les Britanniques et les Italiens n'étaient ni bonnes, ni recevables pour mener une opération en Irak. On a donné à l'exécutif français les arguments suffisants pour qu'à la tribune de l'ONU, Dominique de Villepin puisse annoncer qu'on ne pouvait pas agir sur la base d'un mensonge. Il n'aurait pas pu le faire sans disposer d'éléments solides. C'est en grande partie la DGSE qui les lui a apportés.

Postes de la DST à l'étranger

Bien avant que je quitte la DGSE en 2002, la DST avait commencé l'ouverture de postes à l'étranger. Cela ne m'a jamais gêné. À mes yeux, la distinction entre le travail de la DGSE et celui de la DST n'est pas géographique, mais fonctionnelle : on ne fait pas le même métier. Les gens de la DGSE à l'étranger ne font pas non plus le même métier que ceux des centres culturels, que les attachés agricoles ou que les attachés syndicaux. Chacun son métier : la DST fait son métier de police et de renseignement judiciaire. Elle a besoin pour cela de coopérer avec des services de police étrangers quand l'acte criminel est constitué ou suffisamment constitué pour donner lieu à des procédures judiciaires ; elle doit pouvoir le faire partout, tout le temps et loin. Qu'elle ait des postes à l'étranger me paraît normal et naturel. Ce que la DST ne fait pas, c'est le travail de la DGSE clandestin, en amont, illégal, qui relève du procès d'intention, le rôle des services extérieurs n'étant pas de réprimer des attentats qui auraient été commis, mais de faire en sorte que les attentats ne soient ni préparés, ni même conçus, si possible. On se trouve donc en dehors de toute légalité nationale ou internationale : rien ne vous

permet d'agir, parfois avec violence, sur la seule base du procès d'intention. La DST ne le fera jamais, c'est le travail de la DGSE. Je crois bien qu'actuellement, les patrons des différents services sont parfaitement conscients de ces problèmes, leurs instructions allant dans le sens des missions respectives. Si des frictions se produisent – ça peut toujours arriver –, il s'agit davantage de questions de personnes.

Les défis du renseignement français

Les défis actuels des services de renseignement, en particulier français, se situent dans leur capacité à comprendre un monde multipolaire, où les équations sont à *x* inconnues. Le second défi est celui de l'évolution technologique rendant les interceptions de plus en plus difficiles, avec des modes de cryptage toujours plus complexes, tandis que la plupart des gens prennent, à titre personnel, des contre-mesures efficaces. Il va donc devenir encore plus ardu d'organiser la continuité du renseignement technique avec le renseignement humain. La capacité d'une nation au renseignement humain est directement proportionnelle à sa puissance diplomatique et à sa politique globale. Sans crédibilité sur ce terrain, il devient extrêmement difficile de recruter des sources à l'étranger, car il n'y a aucune raison qu'elles fassent confiance au représentant d'un pays sans capacité. C'est un vrai défi, à l'heure où la politique américaine devient dominante dans le monde entier, et où la politique française a tendance à se diluer un peu dans une politique européenne qui n'est pas encore formée ni façonnée.

1. Voir son témoignage, pp. 503-519.
2. Sur ces points, voir les témoignages d'Alain Marsaud pp. 313-315 et de Jean-Charles Marchiani, pp. 361-364.
3. Voir son témoignage, pp. 263-266.
4. Voir son témoignage, pp. 359-363.

Jean-Charles MARCHIANI

« Ils se sont dit : “Si on réussit, on réussit ; si on échoue, Marchiani sert de fusible.” »

Au royaume des agents secrets, Jean-Charles Marchiani, né en 1943, ne rentre pas dans les cases ! Il n’a jamais renié les jeux dangereux, aux confins des pouvoirs et des affaires parfois scabreuses, mais question efficacité, il n’a pas de leçon à recevoir ! Détenus au Liban, en ex-Yougoslavie ou sous d’autres cieux encore… plusieurs otages français lui doivent la liberté et sans doute la vie. Il s’explique…

« Je suis entré au SDECE au printemps 1961, entre le putsch raté des généraux à Alger et l’attaque française de la base de Bizerte en Tunisie. À la suite du putsch, un certain nombre d’officiers avait été écarté de l’armée, pour sympathie envers les généraux. D’autres, surtout au SDECE, subissent le même sort pour avoir manifesté de manière un peu trop bruyante leur volonté de rester fidèles à la parole donnée et à l’Algérie française. À cette époque, j’étais étudiant à Aix-en-Provence, à la tête d’un syndicat étudiant qui ne cachait pas ses sympathies pour l’Algérie française. J’ai été contacté par le chef de poste du SDECE à Marseille, qui m’a demandé si j’acceptais d’aller en Tunisie ; on me donnerait la couverture pour faire des repérages et

obtenir un certain nombre de renseignements pour préparer l'attaque sur Bizerte, prévue pour juillet. J'ai été engagé comme pilotin, donc élève officier, sur un navire qui s'appelait l'*El Djezahir* et, dans un second temps, sur un autre bateau, le *Commandant de Cazalet*. J'ai accompli la mission demandée. À la rentrée universitaire suivante, ce chef de poste m'a contacté à nouveau en me disant que les services extérieurs recherchaient des étudiants en droit et en sciences humaines disposés à présenter le concours d'entrée du SDECE, à l'issue de leurs études universitaires. En contrepartie, ils seraient aidés financièrement, comme le faisaient à l'époque les douanes ou les impôts. Compte tenu de mes origines plus que modestes, j'ai accepté et, à la fin de mes études, j'ai réussi le concours de délégué [appellation, à l'époque, des fonctionnaires de catégorie A]. Je suis réellement entré au SDECE après ma sortie de l'école d'officiers d'infanterie, puis de celle des troupes aéroportées à Pau.

Je découvre alors des gens dans un état de déception, de tristesse et d'amertume assez considérable. La plupart d'entre eux ont participé au combat de la France libre, au BCRA, à la DGER, à la DGSS, les ancêtres du SDECE. Ils se sont battus en Indochine et en Algérie. Ils ont affronté les trafiquants d'armes FLN à l'extérieur des frontières, on leur a demandé parfois de faire le sale boulot, comme dans l'affaire Si Salah – où le général de Gaulle les a sommés de liquider la branche du FLN qui était d'accord pour négocier avec la France et trouver un compromis entre l'indépendance et l'Algérie française… Le seul ciment entre ceux qui sont restés fidèles au Général et ceux qui ont pris position pour l'Algérie française reste la lutte anticommuniste contre l'Union soviétique.

J'ai d'abord été affecté à l'exploitation du renseignement à la Centrale, à Paris. J'avais en charge les dossiers en provenance d'Afrique, essentiellement australe. Nous suivions alors la Rhodésie

du Sud, la rébellion en Angola et au Mozambique ; il commençait également à y avoir des problèmes en Afrique du Sud. Je rédigeais surtout des notes de synthèse, sur ce qu'envoyaient nos agents d'Afrique, ou sur les transcriptions des écoutes téléphoniques. On travaillait, bien entendu, en étroite collaboration avec M. Jacques Foccart et ses amis. Nous suivions quelques opérations destinées à défendre les intérêts français. Nous étions alliés des services portugais – puisque le Portugal était dans l'OTAN –, ainsi que des services de sécurité sud-africains. Nous avons eu quelques problèmes à résoudre lors de la sécession de la Rhodésie du Sud quand l'ONU a pris sa décision d'embargo. Il se trouvait qu'à l'époque la SEITA (Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes) s'approvisionnait beaucoup en tabac rhodésien. Le régime de Ian Smith étant sous embargo, nous ne pouvions plus nous ravitailler en tabac blond de Rhodésie, et nous avons donc été chargés, par le Premier ministre de l'époque, de mettre sur place un certain nombre de sociétés écrans dans des paradis fiscaux pour faire face aux besoins de la SEITA, en contournant les sanctions de l'ONU !

Le patron du secteur Afrique, le colonel Maurice Robert, était le représentant de Foccart au SDECE. Jacques Foccart avait la sympathie de la plupart des officiers et des fonctionnaires civils du SDECE : il était proche du général de Gaulle et les gaullistes étaient encore nombreux au sein du service. D'autre part, il n'avait jamais caché ses sympathies pour l'Algérie française. La plupart des officiers de la maison issus d'unités de choc – parachutistes, légion, commandos marine – étaient dans le même esprit. Certaines missions réussissent, d'autres échouent et, en général, personne, sauf les principaux intéressés, n'en connaît les résultats, sauf s'ils paraissent dans la presse. La maison est cloisonnée verticalement et horizontalement, dans les différents degrés de commandement.

L’affaire Ben Barka

À la fin des années 1960, nous subissions encore les suites, certaines fâcheuses, de l’affaire Ben Barka, qui a eu lieu en 1965. Le marocain Mehdi Ben Barka [principal opposant au roi Hassan II] n’était pas exactement une « cible » au sens où on a pu l’entendre après sa disparition, mais il était surveillé de très près. Il était le « chef » de l’organisation Tricontinentale, vitrine légale des services spéciaux cubains, qui n’étaient eux-mêmes qu’une filiale du KGB, ni plus ni moins. La France avait-elle un intérêt à son élimination ? Je l’ignore, car nos analyses à l’époque s’inscrivaient dans le cadre de la guerre froide. Mais il est évident que ce n’était pas un ami de la France. Ce n’était pas non plus un ami de nos amis dans le Maghreb, c’était un ennemi de l’Occident et des alliances occidentales.

Ben Barka était surveillé par la DST d’une part et par les services de police « normaux » d’autre part, puisque la Tricontinentale recevait deux sortes de financement. L’un, classique, venait de Prague ou de Moscou, comme pour toutes les organisations cryptocommunistes ou du tiers-monde. L’autre était le trafic de drogue, ce qui explique d’ailleurs que des inspecteurs de police de la brigade des stupéfiants ont participé à son interpellation, boulevard Saint-Germain, à Paris.

Le SDECE était censé le surveiller uniquement à l’extérieur. Mais il y avait obligatoirement des chevauchements sur les zones limites… Ainsi, le SDECE a également suivi Ben Barka dans la capitale. Il occupait un studio rue Lauriston, où il filait le parfait amour avec une journaliste d’un grand hebdomadaire chic. Nous le tenions à l’œil pour voir s’il avait d’autres contacts plus intéressants pour nous. Les moyens de surveillance et d’interception étaient alors beaucoup moins sophistiqués que maintenant, on était obligé de rester à très

courte distance des micros, c'était très délicat et à la limite du folklorique !

Une fois, les micros ont produit des bruits épouvantables. Les « techniciens » se sont aperçus que ce vacarme provenait d'une fuite d'eau, proche des micros. Un des officiers du service s'est déguisé en plombier, a tapé à la porte de Ben Barka en prétextant : « Nous venons réparer la fuite. » L'intéressé, surpris, a répondu : « Mais de quelle fuite s'agit-il ? Je n'ai demandé personne. » « Si si, il y a une fuite, venez voir… » Il est entré et il a réparé la fuite… Ben Barka s'est toujours demandé comment un plombier, gratuitement de surcroît, est venu aussi vite !

L'enlèvement de Ben Barka a été réalisé avec la complicité de policiers français et, semble-t-il, d'un officier et d'un agent du SDECE. L'affaire a capoté. Qu'elle ait été justifiée, c'est possible, mais ce n'est pas le chef de l'État français qui l'a ordonnée. Dans cette affaire, le service sera mis en cause *via* un officier supérieur, le commandant Leroy-Finville[1]. Et les principaux responsables ont été amenés à rendre des comptes, ce qui est tout à fait normal et légitime. C'est une opération qui s'est mal passée, comme toutes celles qu'on évoque publiquement. D'autres leaders des mouvements terroristes, subversifs, antioccidentaux, ont été éliminés sans que personne n'en ait jamais entendu parler…

La base Paris

Dans les années 1960, la base Paris du SDECE était installée aux Invalides. C'était un service qui était chargé de travailler, à partir de la France, sur l'extérieur. De Gaulle avait pris un décret en 1958 délimitant très précisément les domaines d'intervention des services

de renseignement : la DST à l'intérieur de l'Hexagone, le SDECE à l'extérieur. Nos objectifs se trouvaient donc à l'étranger, mais à l'époque les moyens de communication que nous connaissons aujourd'hui n'existaient pas : pas de téléphone automatique international, pas de photocopie non plus. Il fallait travailler avec des gens qui voyageaient pour leurs affaires, soit des journalistes, soit des particuliers pour des questions personnelles, familiales ou simplement touristiques. Il fallait les traiter, collaborer avec eux pour savoir ce qui se passait à l'extérieur. La base Paris réunissait un certain nombre d'officiers exerçant sous une identité fictive en toute illégalité et se partageant les objectifs géographiques ou techniques. Il y avait une section Afrique, une section pays de l'Est, une section pétrole, une section militaire, puisque je vous rappelle qu'à l'époque la Direction du renseignement militaire (DRM) n'existait pas, et que le SDECE disposait d'une division à l'intérieur qui s'occupait du renseignement militaire. C'était un travail classique de renseignement mais, sur l'étranger, au départ de la capitale.

Le Printemps de Prague

L'année 1968 a connu un certain nombre de répercussions en Europe, que nous avons suivies de près. En août, des troupes soviétiques envahissent la Tchécoslovaquie pour la mettre au pas. Un certain nombre de défections se produisent alors dans la population slave, parmi les services de l'État, notamment dans l'armée. Des gens essayent de passer à l'Ouest, certains réussissent, d'autres échouent et sont envoyés en camp de rééducation. L'armée et la police subissent des purges, tout comme les services spéciaux. Les services de renseignement occidentaux activent tous leurs contacts pour tenter

de profiter de ces défections et glaner le maximum d'informations sur le dispositif russe.

Nous sommes allés à la frontière slovaque, entre Vienne et Bratislava, à quelques kilomètres de l'aéroport de Vienne, pour intercepter un certain nombre d'officiers de l'armée de l'air tchèques qui voulaient passer à l'Ouest. Nous les avons interrogés avec le groupe militaire de l'époque, pour obtenir le maximum de renseignements sur l'aviation soviétique. Malheureusement, notre service n'avait pas le budget suffisant pour conserver ces pilotes et l'essentiel des renseignements qu'ils pouvaient apporter. Ce sont les Américains et les Canadiens qui les ont récupérés, parce qu'eux avaient les moyens de les installer chez eux, de leur fournir une identité fictive et de leur assurer un avenir. Mais ils sont restés en France quelques jours et on a pu dénicher des informations que nos « clients » militaires cherchaient.

Afghanistan, Irak, Iran

En 1980, deux événements se sont produits qui ont tout changé, et dont les historiens diront un jour s'ils ont un lien ou si c'est une simple coïncidence. C'est d'une part l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques. Et, quasi simultanément, le déclenchement d'attaques contre l'Iran par l'Irak. Les services de renseignement français ont assez mal analysé ces événements. La France a soutenu Saddam Hussein et le mouvement militaire anti-iranien. Parallèlement, elle a encouragé, de manière limitée mais effective, la résistance afghane à l'invasion soviétique, sans voir que les deux opérations étaient contradictoires : en alimentant la résistance afghane, nous devenions les alliés objectifs de l'Iran dans cette région

du monde. Et en appuyant l'attaque irakienne sur l'Iran, nous affaiblissions le régime des mollahs. Dès lors, un certain nombre de phénomènes se sont produits, dont nous n'avons pas identifié immédiatement l'origine et la motivation.

Quand la droite est arrivée au pouvoir en 1986, j'ai été amené à travailler au ministère de l'Intérieur sur ces questions, avec un certain nombre de dossiers laissés par la gauche, dont nous n'avons pas pris la mesure immédiatement. Trois étaient essentiels : nos otages détenus au Liban – à l'époque une douzaine –, les attentats terroristes qui ensanglantaient Paris et le groupe Action Directe. Nous avons progressivement compris que tout était lié : les attentats étaient d'origine iranienne, et non pas arabe comme le pensaient les services de police. Nous avons saisi également que les assassinats du général Audran et de Georges Besse étaient à inscrire dans le contexte de la lutte Iran-Irak, que très certainement les commanditaires initiaux de ces assassinats étaient les services iraniens, tout comme ceux des prises d'otages au Liban, ce que nous avons enfin perçu, au mois de juillet ou d'août 1986. De par notre expérience et nos traditions issues des schémas de la guerre froide, nous pensions que tous les mouvements terroristes, style Action Directe ou autres, dissimulaient un « chef d'orchestre » quelque part de l'autre côté du Rideau de fer. Il a fallu faire notre révolution culturelle. La DST a bien passé cet examen, la DGSE a mis plus longtemps à se faire à cette idée…

Je vous fais part de ma conviction pour avoir été le négociateur qui a mis fin à cette guerre avec l'Iran, tant en ce qui concerne les attentats que les otages ; on peut difficilement le démontrer, mais je suis persuadé que les commanditaires sont iraniens, et que la véritable raison de l'assassinat du général René Audran, ce sont effectivement les livraisons d'armes effectuées d'abord sur instruction de Jacques Chirac et ensuite par les socialistes. Je fais ici allusion à ce

qu'il est convenu d'appeler l'affaire Luchaire. [Entre 1982 et 1986, la firme Luchaire, alors dirigée par Daniel Dewavrin – fils d'André Dewavrin, le colonel Passy du BCRA –, a livré des centaines de milliers d'obus d'artillerie à l'Iran, alors que la France soutenait officiellement l'Irak. Avec l'accord du gouvernement, des autorisations officielles avaient été fournies à Luchaire sur la base de faux certificats de destination. Ce trafic a entraîné des soupçons de financement du parti socialiste. Une enquête judiciaire a conclu l'affaire par un non-lieu en 1989.] Notre erreur d'analyse en a entraîné d'autres, nous étions obnubilés par le danger communiste en URSS, on n'a pas vu que naissait dans cette région du monde un foyer de menaces, d'agressions, d'attentats qui a trouvé son point culminant le 11 septembre 2001. Je fais partie de ceux qui ont commis cette erreur d'analyse, ce n'est pas une condamnation des services.

Les otages du Liban

Mon intervention dans l'affaire des otages [qui démarre en mars 1985] s'explique par les circonstances très particulières de l'époque. Complètement traumatisée par l'affaire du *Rainbow Warrior*, la DGSE ne souhaitait pas se lancer dans une opération « illégale » à l'extérieur des frontières, dans un régime de cohabitation où le général René Imbot [directeur général de la DGSE nommé après la démission de l'amiral Pierre Lacoste, en septembre 1985], que j'ai rencontré à plusieurs reprises à cette époque, ne savait pas s'il devait obéir au président de la République ou au Premier ministre. Or, traditionnellement, les services spéciaux dépendent du Président, constitutionnellement chef des armées. Le

ministre de la Défense, André Giraud, était très réticent à entamer des négociations avec un État qu'on soupçonnait de mener des actions terroristes. Quant à Imbot, c'était un militaire qui venait d'arriver et ne connaissait pas ce métier. Jacques Chirac m'avait demandé d'aller le présenter aux services du Moyen-Orient. Il m'avait accompagné en Syrie où je l'avais fait rencontrer le vice-président syrien de l'époque, ainsi que le chef des services de renseignement. Le retour que j'avais eu de ces interlocuteurs a fait que je ne l'ai plus mis en contact avec d'autres… On a plutôt mis en avant les directeurs de la DST.

Pour mener ces affaires délicates, il fallait quelqu'un qui ait la confiance du gouvernement. En charge des attentats à l'intérieur du territoire français, le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua se trouvait donc également, de manière connexe, en charge des opérations à l'extérieur pour ces attentats et pour les otages. J'avais sa confiance, celle du Premier ministre Jacques Chirac et, par des biais personnels et familiaux assez lointains, celle de François Mitterrand et de François de Grossouvre. Ils se sont dit : « Si on réussit, on réussit ; si on échoue, Marchiani sert de fusible. » C'était d'autant plus normal que je travaillais sous une identité d'emprunt, avec un faux passeport diplomatique, et les gens que je recrutais ont été payés sur des fonds privés.

Nous avons activé les contacts que nous avions en Iran, comparé la situation qui nous était soumise à celle des Américains quelques années auparavant, regardé le dossier de l'Irangate, et nous nous sommes aperçu que le Premier ministre de l'époque, M. Mir Hossein Moussavi, avait été un des acteurs de cet Irangate. On a donc essayé de voir qui avait arrangé la situation entre Américains et Moussavi, et c'était un Iranien francophile, ancien des services du Shah, Manucher Ghorbanifar. Je l'ai donc contacté, lui ai demandé comment il avait

fait, et ses explications m'ont convaincu. J'ai demandé s'il pouvait recommencer pour nous. Il l'a fait, et par lui nous sommes entrés en contact, d'abord avec Moussavi au niveau politique et ensuite, par des contacts plus subalternes, avec les services spéciaux, les Gardiens de la révolution, et ceux qui avaient un contact direct avec les gardiens de nos otages au Liban. Une fois ces contacts établis, on a engagé des conversations pour voir comment on pouvait mettre fin à cet état de fait. L'ambassade iranienne à Paris était alors cernée par la police, sur décision du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, en accord avec le Premier ministre. Notre ambassade en Iran avait été bloquée également, il fallait mettre fin à cette guerre, obtenir des garanties sur l'arrêt des attentats et surtout récupérer nos otages en vie.

Les négociations comptaient plusieurs volets ; le plus dur a été le volet financier, c'est-à-dire le remboursement du prêt Eurodif consenti autrefois par le Shah d'Iran à la France, qui refusait jusqu'alors de rembourser, plus une interminable discussion sur le montant des intérêts. Tout s'est réglé à la dernière minute fin avril 1988 en Suisse, dans la résidence de l'ambassadeur d'Iran auprès des Nations unies à Genève, en présence du secrétaire d'État aux Finances iranien, et, côté français, de Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, et ses collaborateurs. J'étais parvenu à les réunir pour qu'ils parlent, en tant que techniciens, des modalités pratiques, techniques et financières de ce remboursement.

Les otages ont été libérés petit à petit : Jean-Louis Normandin et Roger Auque, le 27 novembre 1987 ; les derniers otages Marcel Fontaine, Marcel Carton et Jean-Paul Kaufmann, le 3 ou 4 mai 1988, à Beyrouth-sud quelques jours après le règlement du contentieux Eurodif, soldé la dernière semaine d'avril. Cela s'est fait juste avant l'élection présidentielle, ce qui a donné lieu à de nombreuses critiques… Cette libération aurait dû se faire à la Noël 1987, dans la

foulée de celle de leurs deux confrères. Mais c'est pour des raisons strictement techniques que le directeur du Trésor n'a pu négocier qu'au mois d'avril. Les derniers otages sont rentrés à Paris le 5 mai 1988. Et nous n'avons pas attendu les dernières heures avant l'élection présidentielle pour les faire revenir ? Non ! Ni Mitterrand, ni Chirac ne se seraient prêtés à ce genre de manœuvre, s'agissant de la vie de nos compatriotes.

Il n'y a pas eu un centime du budget de l'État dans cette affaire : la récupération des otages, l'arrêt des attentats et la normalisation avec la République islamique d'Iran n'ont rien coûté au contribuable. Ces financements privés m'ont valu, plusieurs années après, d'être condamné pour trafic d'influence passif et recel d'abus de biens sociaux, puisque des sociétés avaient fourni les fonds. J'ai été dénoncé par la DST en 2001, ainsi que Charles Pasqua et mes collaborateurs, semble-t-il sur ordre de Dominique de Villepin, alors secrétaire général de la présidence de la République. Accusé d'avoir détourné une rançon qu'on aurait dû verser aux Iraniens pour récupérer les otages, j'ai été envoyé en prison pour quatre mois, la procédure a duré neuf ans, puis nous avons tous bénéficié d'une ordonnance de non-lieu. Tout cela laisse un goût amer.

Algérie, la décennie sanglante

Tous les services de renseignement occidentaux savent, disent et écrivent depuis des années que du Maroc au Koweït, quand il y aura des élections libres, les islamistes accéderont au sommet de l'État. La démonstration en est faite lors des élections législatives algériennes, en décembre 1991. Les résultats du premier tour montrent, de manière arithmétique, que si le second tour est aussi « libre » que le

premier les islamistes prendront le pouvoir en Algérie. Ce n'est pas acceptable pour les Algériens, ni pour les Français, ni pour les Occidentaux d'une manière générale ; même les gouvernements arabes sont inquiets.

Entre les deux tours se nouent des contacts auxquels je participe modestement, entre des généraux algériens et la France. Je me rends à l'Élysée et François Mitterrand donne son accord de manière sibylline, pas de manière formelle mais très claire, pour que le second tour n'ait pas lieu ; ce qui se produit. S'ensuit une recrudescence des attentats, en Algérie d'abord, en France ensuite, avec un point culminant en 1995, qui nous oblige à mettre sur pied une coopération officielle entre services de police français et de sécurité algériens, doublée, comme toujours en pareil cas, d'une entraide beaucoup plus officieuse basée sur des rapports personnels entre responsables arabes et tricolores. D'où l'opération Chrysanthème de 1994 pour expulser de France de nombreux membres du FIS, d'où les prises d'otages en Algérie, d'où les tentatives de négociation plus ou moins opportunes avec tel ou tel mouvement islamiste, d'où des opérations comme le détournement de l'Airbus d'Alger, d'où des drames comme celui des moines de Tibhirine. Tout est parti du début de cette décennie sanglante qui a fait 150 000 morts en Algérie.

J'ai été impliqué personnellement, de manière très courte, dans le dossier des moines de Tibhirine[2]. On m'a demandé d'intervenir vers le 8 ou 9 avril 1996. Ma mission s'est arrêtée le 9 mai suivant sur instruction du gouvernement. J'ignore comment les moines ont été tués fin mai, ni par qui, ni sur l'ordre de qui. Ce que je sais, c'est comment ils ont été enlevés. J'avais trouvé, sur ordre, les bases d'un accord possible entre Zitouni, le chef du commando algérien, et la France. Ce que je sais, c'est que le leader terroriste avait accepté. Et c'est le ministre de l'Intérieur qui m'a appelé pour me dire qu'à l'issue

du Conseil des ministres, le chef du gouvernement Alain Juppé allait faire publier un communiqué par l'intermédiaire du Quai d'Orsay, disant qu'il était mis fin à ma mission. Le 21 mai, conformément aux menaces qui avaient été faites de manière publique par le GIA, les moines ont été tués. Plusieurs années après, Alain Juppé a déclaré à l'écrivain René Guitton que je ne lui avais pas transmis d'éléments probants, concrets, laissant espérer une issue favorable. Évidemment, puisqu'il n'était pas au courant de ma mission, c'était le président de la République qui l'était ! Il y a de quoi se poser des questions…

L'affaire des pilotes

En 1993, j'étais intervenu à la demande du gouvernement auprès des Serbes, pour faciliter l'évacuation de quelques Casques bleus dans une posture difficile sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie. Fin septembre 1995, on a fait de nouveau appel à moi, car j'avais eu un renseignement recoupé en allant sur place : nos deux officiers pilotes tombés au-dessus de la République serbe de Bosnie étaient vivants, alors que la DGSE annonçait qu'ils avaient été fusillés[3] ! J'ai donc été chargé d'en négocier la libération avec Radovan Karadžić, le président de la République serbe de Bosnie. J'ai trouvé un accord de principe pour démarrer les négociations, mais on ne m'a pas caché que cela n'avait aucune chance d'aboutir parce que le général Ratko Mladić, chef militaire de ce pays, poursuivi pour crimes de guerre et crime contre l'humanité, ne voulait pas relâcher les prisonniers tant qu'il ne serait pas considéré comme le chef d'une armée d'un pays souverain. Or, aucun État n'avait jamais reconnu la République serbe de Bosnie, sauf la Russie. Nous avons donc essayé de contourner cette difficulté ; on n'y est pas arrivé.

Envoyé par la DST, le général Pierre-Marie Gallois a confirmé la justesse de nos renseignements : c'est bien Mladić qui bloquait. Malheureusement, la DGSE a simultanément fait une nouvelle note disant que les deux pilotes étaient morts. Elle avait ses agents sur place, qui n'étaient pas les nôtres. Elle avait surtout des informations d'origine américaine. Or, les négociations avec toutes les parties sur la fin du conflit avaient commencé à Dayton. Les Américains ne voulaient absolument pas que nous ayons un début de commencement de reconnaissance de la République serbe de Bosnie.

Puis Karadžić a dit qu'il était prêt à rouvrir les négociations. Elles se sont faites en présence d'un représentant des services de renseignement extérieur russes, le colonel Koulitch ; l'interprétariat étant assuré par un membre du FSB, les services russes de renseignement intérieur, dont on avait obtenu l'appui grâce à Arcadi Gaydamak. Ce Franco-Israélien m'avait présenté à Moscou aux principaux responsables des services de renseignement, dont Ievgueni Primakov, futur Premier ministre. C'est grâce aux pressions des Russes sur Mladić et surtout sur Karadžić, qu'on a pu négocier la remise sans condition de nos deux officiers pilotes, que j'ai récupérés dans les heures qui ont suivi et qu'on a ramenés à Paris en relative bonne santé.

À l'arrivée à Villacoublay, Jacques Chirac m'a demandé de lui exposer quel avait été le rôle des Russes, avant qu'il ne prononce son discours quelques minutes après, retransmis par toutes les télévisions, dans lequel il a remercié Boris Eltsine et ses services. Quand, aujourd'hui, des personnes, certainement de bonne foi mais d'un âge avancé et qui n'ont pas une très bonne mémoire…, prétendent que les Russes n'ont servi à rien dans cette affaire, ils sont visiblement animés par d'autres motifs que la vérité historique.

1. Voir pp. 120-121.
2. Voir également, p. 193.
3. Voir également le témoignage de Raymond Nart, pp. 163-165.

Louis CAPRIOLI

« On nous a accusés d'être les porte-flingues des services algériens. Je suis tout à fait opposé à cette théorie. »

On peine aujourd'hui à imaginer les difficultés qu'ont rencontrées les spécialistes antiterroristes pour comprendre l'origine des attentats qui frappaient la France. Louis Caprioli, né en 1943, est de ceux qui ont passé des nuits et des jours à enquêter pour démêler l'écheveau.

« En 1983, j'ai pris mes fonctions dans les services de lutte antiterroriste de la DST. L'assassinat par Carlos, en 1975, de deux fonctionnaires du contre-espionnage avait été vécu comme un drame, c'étaient les premiers à être abattus en France depuis la guerre d'Algérie. Avec mon patron de l'époque, Jean-François Clair, nous nous sommes engagés à tout faire pour retrouver Carlos. Nous avons toujours eu la préoccupation de l'identifier et de le loger pour qu'il soit jugé et condamné devant une juridiction française. En juin 1975, l'ensemble des fonctionnaires de la DST, à Paris, va être impliqué

pour mener des auditions, des perquisitions, monter des planques, jusqu'au moment où les caches de Carlos vont être découvertes. Des personnes qui travaillent pour lui vont être interpellées, cette première étape cessera dès lors que nous aurons la conviction que le terroriste a quitté le territoire.

Il faut se souvenir qu'à partir de 1982, on le voit réapparaître sur notre sol – ou plutôt les membres de son organisation. C'est d'abord l'arrestation de son épouse allemande Magdalena Kopp – une ancienne de la *Rote Armee Fraktion* –, alors qu'elle prépare un attentat avec le Suisse Bruno Bréguet. Cette arrestation fera l'objet d'un bras de fer entre le gouvernement français et Carlos, qui débouche sur des attentats : contre le train Capitole en février – certains pensent, à l'époque, que Jacques Chirac aurait pu être une cible ; puis surtout en avril, rue Marbeuf à Paris. Une voiture explose et une femme enceinte est tuée. Carlos apparaît également dans des attaques commises au Liban contre les intérêts français et contre la Maison de France à Berlin en juillet 1983. Enfin, le 31 décembre 1983, deux autres crimes surviennent à la gare Saint-Charles, à Marseille, et dans un TGV qui explose à Tain-l'Hermitage. Les services de lutte antiterroriste mettent les bouchées doubles pour tenter de localiser Carlos et de le mettre sous les verrous, parce qu'il a pris l'État français en otage et qu'il a frappé la France.

Carlos est un mercenaire à la solde de certains États du Moyen-Orient, qui l'hébergent et, pour certains, le financent. Il dispose de nombreux points d'appui dans les pays du Bloc soviétique – Roumanie, Hongrie, Allemagne de l'Est… –, avec des facilités d'hébergement pour stocker l'argent, ses armes, ses munitions et les déplacer. Pour ces États, c'est à la fois un moyen d'affaiblir le camp occidental et de se prémunir contre ses attaques. À certains moments, Carlos disparaît, protégé derrière le Rideau de fer, ou au Moyen-

Orient. Puis, il va commencer à se lasser et réapparaître dans le spectre des échanges entre services. Au début des années 1990, on parvient à le situer d'une façon beaucoup plus facile, en Syrie. Nous savions où il habitait à Damas, puis il a tenté d'aller en Libye, avant de retourner dans la capitale syrienne, jusqu'au moment où il est parti au Soudan, où il a été « logé ». Quand il est arrivé sur le territoire français, on lui a notifié son mandat d'arrêt. Il fera l'objet d'un jugement, avec plusieurs condamnations[1].

[En 1997, il est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre des deux agents de la DST et de leur informateur en 1975. Le 26 juin 2013, il est de nouveau condamné en appel à une seconde peine de réclusion criminelle à perpétuité, cette fois pour sa responsabilité dans quatre attentats qui avaient fait 11 morts et 150 blessés : en mars 1982, un attentat contre le train Capitole Paris-Toulouse, 5 morts et 26 blessés ; en avril 1982, l'explosion d'une voiture devant le siège du journal *Al Watan Al Arabi*, 1 mort et 60 blessés ; en décembre 1983, deux attentats contre le TGV Marseille-Paris et dans la gare Saint-Charles à Marseille, 3 morts. Plus de quarante ans après les faits, une instruction judiciaire est toujours en cours contre lui pour l'attentat du Drugstore Saint-Germain qui avait tué deux personnes et en avait blessé 34 autres, en 1974, à Paris.]

Le terrorisme moyen-oriental

Dans les années 1985-1986, nous avons été frappés, sur le territoire national, par un terrorisme conduit par le Hezbollah libanais, sous commandite iranienne. C'est une véritable vague d'attentats qui débute, le 7 décembre 1985, au Printemps et aux Galeries Lafayette, puis se poursuit début février 1986, ensuite les 17

et 20 mars pour « honorer » la nomination de Jacques Chirac à Matignon, et enfin en septembre, notamment rue de Rennes, à Paris. C'est un terrorisme qui nous a préoccupés très tôt, bien avant qu'il ne nous frappe, car nous avions conscience, dès 1983, qu'un prosélytisme religieux iranien se développait chez nous.

La neutralisation du réseau responsable de ces attentats, en mars 1987, a été possible grâce aux opérations judiciaires menées par la DST, dès février 1986, qui avaient permis de recruter la source qui sera infiltrée, par la suite, dans le réseau de soutien du Hezbollah libanais. Que ce soit la DST ou les RG de l'époque, nous avons été attentifs à la mouvance religieuse extrémiste. Mais le fanatisme sunnite, matrice du terrorisme algérien, n'était alors pas encore notre priorité à la fin des années 1980. Il le deviendra les années suivantes par l'anticipation et la connaissance des crises à l'étranger. La DST présente l'avantage, même si elle est chargée d'assurer la sécurité du territoire, d'avoir une vision projetée sur l'extérieur, pour protéger nos intérêts contre les agressions préparées en dehors de nos frontières.

En effet, à partir d'octobre 1988, au moment des émeutes à Alger, lorsque les partis religieux, en particulier du Front islamique, sont légalisés, nous avons conscience d'un risque terroriste sur le territoire français. Nous l'avons anticipé à partir des élections locales de 1991 et des victoires du FIS. Nous avons commencé à être très vigilants à l'égard d'une structure, la Fraternité algérienne en France, que le Front islamique du salut (FIS) avait installée sur le territoire français et qui publiait une revue hebdomadaire, *Le Critère*. À la suite des manifestations de cette mouvance en France, puis surtout en septembre 1993 après les enlèvements et les assassinats de deux géomètres français à Sidi-Bel-Abbès, les rapts de diplomates à Alger en octobre, des mesures ont été prises – ce qu'on a appelé l'opération

Chrysanthème –, avec une série d'arrestations sur le territoire français : des individus, ciblés à la fois par les RG-PP, la Direction centrale des RG et de la DST et la police judiciaire, ont été interpellés début novembre 1993. Ce vaste coup de filet a eu pour effet de déstabiliser cette mouvance, qui a préféré s'installer dans les pays européens voisins, peu préoccupés par ce phénomène. À partir de 1994, les interpellations sont opérées par la Police de l'air et des frontières (PAF), à Perpignan. Une filière tunisienne, le Front islamique tunisien, fournisseur d'armes au GIA, est stoppée. La prise de conscience de la DST se traduit non seulement par des opérations judiciaires, mais aussi par une volonté d'interdire l'entrée sur le territoire à des individus venant d'Algérie ou signalés pour leur sensibilité pro-FIS et pro-GIA. Assez peu de dirigeants du FIS vont s'installer sur le sol français, lui préférant l'Allemagne, l'Angleterre, où ils vont créer ce qu'on appellera le « Londonistan ».

L'escalade algérienne

Le 26 décembre 1994, le détournement d'un Airbus vers l'aéroport de Marignane, près de Marseille, fait suite à une série d'attentats commis contre nos intérêts en Algérie, près de 40 Français ayant été exécutés. Le Groupe islamique armé (GIA) veut punir la France pour son soutien au gouvernement algérien, qui a refusé le vote démocratique après l'interruption des élections législatives en janvier 1992. En juin 1995, la revue du GIA *Al Ansar* publie en première page une tour Eiffel brisée en deux, c'est une menace de plus en plus directe contre la France, elle se concrétisera le mois suivant.

Lorsque les attentats de juillet 1995 frappent le sol français, les services réalisent rapidement que les centres de gravité de ce terrorisme sont situés entre Paris, Lyon et Lille et aussi à Londres. Les progrès de l'enquête ont été facilités par la découverte des empreintes digitales de Khaled Kelkal dans le cadre d'un attentat avorté sur la ligne de train Lyon-Paris. L'ensemble des services « logera » ensuite les terroristes de la région parisienne, arrêtera des éléments d'une cellule logistique à Lyon, et puis terminera par ceux de Lille. Ces opérations mettront fin, à partir de novembre 1995, à la vague d'attentats.

Il faut reconnaître que le terrorisme de l'époque était vécu par beaucoup de nos partenaires européens comme un symptôme postcolonial. Pour certains, si la France était frappée par le GIA, c'était tout simplement les séquelles de la guerre d'Algérie ! Ils n'avaient pas conscience qu'en réalité nous avions tous affaire à un islamisme jihadiste qui prenait son essor. La DST demandait, en novembre 1995, l'ouverture d'une information judiciaire pour travailler sur les « filières afghanes ». Cette décision de travailler en amont avec la justice permettra, à terme, de neutraliser les cellules terroristes avant les attentats.

Perpignan et les filières afghanes

Ces filières concernaient tous les individus installés en France, français ou étrangers, qui se rendaient en Afghanistan pour suivre une formation terroriste. L'émergence de la filière afghane était apparue à Londres, où beaucoup d'islamistes, des Algériens, Marocains et Tunisiens, avaient trouvé refuge. Autre élément : dans la revue *Al Ansar*, on voit apparaître des gens comme Ayman al-Zawahiri, à l'époque émir du Jihad islamique égyptien, ainsi que des

jihadistes libyens du GICL, des Syriens émules du Jihad moderne et un amalgame d'individus liés à la mouvance jihadiste internationale. Lorsque le réseau du Front islamique tunisien de Perpignan avait été démantelé en juillet 1994, on s'était aperçu que ses deux principaux responsables avaient fait des séjours en Afghanistan. Grâce à la législation française sur l'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, il existait une possibilité d'anticiper et de neutraliser ces réseaux. Nous sollicitions ainsi le parquet de Paris dès que nos sources nous permettaient de cibler de tels profils, comme ce fut le cas pour les « filières tchétchènes » en 2002.

Quand nous avons établi que les apprentis terroristes passaient par Peshawar, au Pakistan, avant de rejoindre l'Afghanistan, nous avons développé des contacts avec les services pakistanais, conscients que, dans ces relations avec des services étrangers, nous devions être toujours très prudents. Échanger avec eux, mais en faisant toujours preuve d'un esprit très critique. Nous avons établi des relations jusqu'en Asie centrale, par la suite avec la Russie, ou en Extrême-Orient et dans le Sud-Est asiatique. Nous sommes allés très loin… jusqu'en Thaïlande, Malaisie et Indonésie : nous craignions que la Jemaah Islamiya, qui avait perpétré les fameux attentats de Bali, réalise des attentats contre la France ! Pour maîtriser notre sujet, il était indispensable d'en connaître tous les aspects. En 2001, nous avons travaillé sur les réseaux installés en Angleterre qui alimentaient en faux papiers des terroristes pour se rendre en Afghanistan. Nous sommes alors tombés sur les gens qui avaient fourni des documents aux deux assassins du commandant Massoud et, en octobre 2001, sur une filière dite « des campeurs ».

Les réseaux qui allaient se former en Afghanistan s'entraînaient physiquement sur le territoire français. Nous les avons arrêtés avant qu'ils ne partent ; un seul nous avait échappé, protégé par un

pseudonyme nous n'arrivions pas à l'identifier. Nous découvrons au mois de septembre 2003, qu'il s'appelle Willy Brigitte et qu'il se trouve en Australie. Les Australiens vont le surveiller avant de l'expulser vers la France. Nous avions à l'époque suffisamment d'éléments pour que le magistrat instructeur nous donne l'autorisation de le mettre en garde à vue. Nous avons découvert quelque chose de nouveau : cet homme, début octobre 2001, était déjà parti en Afghanistan, quand nous avons déclenché « l'opération campeurs ». Il n'avait pas rejoint les camps d'Al-Qaïda mais, sous la conduite d'un officier des services pakistanais de l'ISI, il avait été envoyé dans ceux du Lashkar-e-Taïba, un mouvement cachemiri instrumentalisé par les Pakistanais pour frapper les intérêts indiens, comme ce fut le cas le 26 novembre 2008 à Bombay, avec au final plus de 200 victimes. La mission de Brigitte avait été de créer un réseau et d'attaquer des cibles militaires et une centrale nucléaire en Australie.

Oussama Ben Laden

Ben Laden devient pour nous un personnage important lors de la publication de ce fameux texte en février 1998, signé par le Front islamique mondial de lutte contre « les juifs et les croisés », où l'on voit apparaître pour la première fois son nom, ainsi que celui d'Ayman al-Zawahiri. Al-Qaïda commet des attentats en Afrique, alors que toute cette mouvance est réfugiée en Afghanistan. Nous sommes d'autant plus conscients de cette menace que des membres d'Al-Qaïda ont été interceptés par les Américains et que dans leurs ordinateurs, on a retrouvé des reconnaissances d'objectifs français en Afrique de l'Est.

La leçon de Roubaix

L'affaire Ressam commence pour nous en mars 1996, avec ce qu'on appelait le réseau de Roubaix. Ces gens avaient combattu en Bosnie et ont ensuite décidé de commettre des attentats, en particulier à Lille où le G7 devait se réunir. Pour ce faire, ils avaient besoin de moyens financiers. Ils ont donc fait des hold-up, légitimés par une fatwa du cheikh Abou Hamza à Londres ; ils ont tué des gens et ont loupé un attentat à la voiture piégée contre le commissariat de Lille. Le RAID est intervenu pour interpeller des « braqueurs » dans un immeuble à Lille, la plupart des gens ont été tués, certains se sont enfuis… Cette affaire n'a pas été traitée sur le plan du terrorisme mais – pour des raisons politiques, je pense – par un magistrat de droit commun.

À la DST et avec le juge Bruguière[2], nous avons néanmoins estimé qu'il s'agissait d'une mouvance terroriste. Nous avons donc pu obtenir de travailler avec la Division nationale antiterroriste (DNAT) sur les faux documents apparus dans ce « dossier de droit commun ». Nous avons découvert un réseau implanté au Canada comptant des individus qui avaient fait des séjours en France, en Italie, en Turquie et en Afghanistan. C'est ainsi qu'Ahmed Ressam, un Algérien connu de la DST et installé au Canada, est apparu. Il va être arrêté par les Américains, officiellement par hasard, le 14 décembre 1999. Un garde frontière à Port Angeles (État de Washington) avait découvert dans la roue de secours de sa voiture de l'explosif que Ressam avait fabriqué lui-même à Vancouver : le fameux TATP [triperoxyde de tricycloacétone] qui servira pour les attentats de Londres du 5 juillet 2005 et bien d'autres. Les Américains sont surpris, ne comprenant pas ce que les USA avaient à voir avec le GIA algérien.

En janvier 2000, dans le cadre d'une mission en compagnie du juge Bruguière et d'un de mes collaborateurs, nous nous rendons au siège du FBI, à New York. Ils nous remettent un document d'une page, trouvé sur Ressam, avec une série de numéros de téléphone sans indicatif de pays. Cinq ou six concernent les USA, et deux autres renvoient à des numéros sur lesquels nous travaillons depuis des mois, l'un à Londres et un autre à Peshawar. Nous avons dès lors la certitude que Ressam a suivi un entraînement en Afghanistan, qu'il n'a rien à voir avec la mouvance algérienne, mais qu'il est lié à un réseau d'Al-Qaïda basé à Londres, faisant la connexion entre l'Europe et Al-Qaïda en Afghanistan. Les Américains, eux, ne vont pas tirer les enseignements de cette opération au plan interne, car ils ont le sentiment qu'ils risquent plutôt d'être frappés surtout à l'extérieur, comme ils l'ont déjà été à Nairobi, à Dar es Salam, à Dharan, en Arabie Saoudite et ailleurs. Ils semblent « oublier » l'attentat contre le World Trade Center en 1993 ! Il avait été commis sous les auspices d'un cheikh aveugle, Abdel-Rahman, appartenant à la Gama'a al-Islamiyya égyptienne et lié à Oussama Ben Laden. Aux USA, chaque dollar est marqué de la devise « *In God we trust* ». Pour eux, un individu croyant en Dieu ne peut donc pas être mauvais, au contraire…

11 Septembre

Le 11 septembre 2001, je suis dans mon bureau, j'allume la télévision après avoir reçu un coup de fil m'informant qu'un avion s'est écrasé contre une tour du World Trade Center, j'appelle tout le monde pour regarder la télé devant laquelle je vais être scotché un bon moment. Rapidement, nous nous souvenons des préparations

d'attentats dans les années 1994 par Khalid Cheikh Mohammed et son neveu Ramzi Youssef, qui voulaient lancer une dizaine attentats contre des vols américains en Asie du Sud-Est. De plus, le 17 août 2001, le représentant du FBI à Paris m'avait informé de l'arrestation de notre compatriote Zacarias Moussaoui[3], prenant des cours de pilotage aux USA et connu de la DST pour ses liens avec la mouvance jihadiste. Je l'avais alors mis en garde sur sa dangerosité.

Rapidement, nous avons activé nos sources humaines et techniques, balancé des tas de télégrammes partout pour avoir de l'information, puisque la question qui se posait était : « Les Américains sont frappés, pourquoi ne le serions-nous pas ? » La vigilance a été accrue : contrôles aux frontières, contrôles des bagages et des personnes. Mais pour la DST, le plus important était d'avoir une information encore plus pointue, surtout grâce aux échanges avec les services étrangers.

Nous avons organisé dans la soirée du 11 septembre un point de la situation avec le représentant du FBI à Paris et avec ceux de la CIA. Nous avions la certitude que c'était un attentat commis par Ben Laden parce que les Américains, depuis mai-juin, nous alertaient sur d'éventuels attentats contre leurs intérêts à l'étranger. De plus, nous avions détecté, en 2000, un réseau que nous connaissions, les RG et nous-mêmes, dont une partie des membres était partie en Afghanistan, en passant par l'Allemagne pour certains, et avait atterri à Peshawar, au Pakistan, avant de gagner l'Afghanistan. Depuis juillet 2001, certains avaient commencé à réapparaître en Belgique. Et puis, comme nous avions établi des relations avec des services arabes, un individu que l'on soupçonnait d'être l'émir du groupe a été interpellé aux Émirats arabes unis. Quand on a mis tout cela bout à bout, on s'est aperçu durant l'été qu'un attentat se préparait contre l'ambassade américaine à Paris. Pour la DST, pour les RG, pour la

police française et la justice, c'était une continuité de la menace terroriste mondialisée ; mais pour beaucoup de pays, c'était seulement le début d'une prise de conscience. En effet, contrairement aux autres pays en Europe, depuis 1992, la France était sensibilisée, étant la cible du terrorisme islamique dont un foyer, né en Algérie, se propageait sur toute la planète depuis la zone pakistano-afghane.

Collaboration avec les services algériens

Je sais parfaitement que la DST a été accusée d'être le « porte-flingue » des services algériens et d'avoir été manipulée par la Sécurité militaire. Je suis tout à fait opposé à cette théorie, tout simplement fausse. Travailler avec les Algériens était une nécessité, les terroristes algériens du GIA étaient une menace pour la France et pour tous les Européens qui, longtemps, n'y ont pas cru. Nous avons exploité avec précaution l'ensemble des renseignements qui nous ont été communiqués et nous avons été très prudents et vigilants dans les échanges d'informations, comme la DST le fut toujours avec toutes les liaisons étrangères. Nous avons eu avant tout le souci de protéger les intérêts français. Avec les Algériens, on a bien pris la précaution de nous protéger d'abord. On peut bien sûr nous accuser de tout, y compris du sort des moines de Tibhirine, mais je m'insurge contre cela, nous n'avons jamais eu de complaisance avec quiconque. Je pense que les Algériens ont utilisé leurs moyens pour neutraliser les nombreux réseaux implantés chez eux, je suis incapable de vous dire lesquels, le recrutement de sources ayant fait évidemment partie des armes utilisées.

Je n'ai aucune capacité et aucune information pour dire : « Ils ont organisé des attentats à Casablanca, ils ont assassiné Mohamed Boudiaf. » [Allusion aux accusations d'opposants au pouvoir militaire algérien, faisant porter notamment par la toute-puissante Sécurité militaire la responsabilité d'attentats à l'étranger et l'assassinat du président Mohamed Boudiaf, le 29 juin 1992 à Annaba.] Pour moi, cela relève de la fameuse « théorie du complot » qui pollue encore aujourd'hui certaines enquêtes. À mon sens, le GIA n'est pas une création des services algériens, mais bien la première manifestation des mouvements djihadistes que nous connaissons actuellement à travers le monde, au Mali, en Tunisie, en Libye, en Syrie. On peut spéculer sur tout. Mais encore faut-il l'établir.

La coopération avec les Algériens a été positive, nous avons pu échanger et savoir que des individus se trouvant sur le territoire français pouvaient avoir des liens avec le GIA, puis plus tard avec le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Dans la lutte contre le terrorisme, le plus difficile n'est pas de trouver des terroristes, c'est de trouver *le* terroriste. Une multitude de personnes apparaît dans votre spectre. Il faut parfois laisser provisoirement des individus qui pourraient se radicaliser, mais qui n'ont pas encore sauté le pas, ce n'est pas la peine de s'exciter. On les a à l'œil, on verra plus tard mais on les garde sous la main. Et, surtout, il est nécessaire de rechercher des éléments concrets pour ouvrir une enquête judiciaire et les interpeller. Il faut parvenir à isoler ceux qui présentent le plus grand danger. Vous devez donc les cibler à travers vos sources humaines ou techniques et à travers vos sources à l'étranger, ce qui nécessite une réelle entente avec les services algériens, dès lors qu'il s'agit d'Algériens. Fin 1994, la DST avait été informée par ses propres sources que Ben Laden avait demandé à l'un de ses émissaires, un Égyptien basé en Italie, que l'émir du GIA,

Djamel Zitouni, responsable des attentats en France en 1995, lui fasse allégeance. Zitouni avait refusé, faisant valoir que, lui, disposait de plus de 15 000 moudjahidines qui allaient remporter la victoire. À l'époque, Ben Laden était juste un « fugitif » sans troupe au Soudan et… la première cible, à l'étranger, du GIA était la France.

---

1. Sur la traque et l'arrestation de Carlos, voir aussi le témoignage de Raymond Nart, pp. 162-163.
2. Voir son témoignage, pp. 321-332.
3. Voir également, p. 330.

Jean-Jacques PASCAL

« J’ai compris que cette affaire ayant fortement ému l’Élysée, dans l’éventualité d’une alternance, mon sort serait scellé. »

Jean-Jacques Pascal, nommé à la tête de la DST par le gouvernement de Lionel Jospin, après avoir été patron des RG au début de la décennie 1990, va se trouver confronté durant son mandat de cinq ans à la montée du jihadisme et à l’émergence du mouvement Al-Qaïda d’Oussama Ben Laden et Ayman al-Zawahiri. Né en 1943, il participera, notamment après le 11 septembre 2001, à la diffusion auprès des services étrangers des informations détenues par les Français.

« Ma réputation d’homme de gauche n’est pas totalement usurpée, mais la direction de la DST n’est pas un poste politisé, c’est un poste de confiance. Lorsque je suis arrivé en 1997 pour succéder à Philippe Parant, le ministre de l’Intérieur Jean-Pierre Chevènement ne m’a pas donné de directives précises. J’avais précédemment été directeur des RG et il m’a demandé s’il fallait les supprimer. J’ai répondu que ce serait une erreur, avant de m’engager à mettre en œuvre une

coopération très rapprochée avec ce service. Mon successeur, Yves Bertrand, avait été mon adjoint, je pensais donc qu'on pourrait collaborer. La tradition à la DST consiste à alimenter en « notes bleues » l'Élysée et Matignon, tout comme le cabinet du ministre de l'Intérieur et, plus ponctuellement, chacun des ministres concernés par une affaire. Durant cette période de cohabitation entre Lionel Jospin et Jacques Chirac, l'Élysée recevait tous nos documents sans aucune exception. La loyauté était totale.

Coopération avec les Algériens

La phase que j'ai vécue en arrivant suivait immédiatement les très lourds attentats commis à Paris, en 1995, par le GIA. Nous ne pouvions pas faire l'impasse sur la coopération avec les services algériens. Nous avons même servi de relais entre ceux-ci et d'autres pays qui avaient besoin de collaborer avec eux. Je ne cache pas que nous avions noué d'excellentes relations, je ne regrette vraiment pas ce travail commun et je leur en suis reconnaissant. Leurs informations n'étaient pas toujours confirmées à 100 %, mais elles étaient en général de qualité, et nous avons eu l'occasion, à différentes reprises, d'éviter des dégâts sur le sol français grâce aux renseignements qui nous venaient de l'Algérie. Lors de la Coupe du monde de football en 1998, des interpellations se sont produites sur la base de nos propres informations, mais aussi de celles émanant de la coopération internationale, entre autres avec les Algériens. Le renseignement est rarement bilatéral. Dans ce multilatéralisme, il joue son rôle, extrêmement utile pour nous et pour d'autres.

Lors de l'attentat que nous avons évité à Strasbourg[1], à Noël 2000, les renseignements utilisés étaient le fruit d'une coopération

avec les Algériens, les Anglais, les Allemands, les Italiens… Tout le monde y gagne ! À cette époque, nos amis allemands avaient du mal à « décrocher » des militants kurdes du PKK. Ils voyaient en eux le danger principal pour leur pays. Un gros travail d'explication a permis de leur faire comprendre que si le PKK ne devait pas être négligé, des risques beaucoup plus lourds existaient et ils s'y sont mis !

À la DST, j'ai ouvert des portes à peu près partout, j'ai pratiquement fait le tour du monde pour enclencher ou relancer des relations avec des services, dont aujourd'hui personne ne pourrait se passer. Par exemple, les services pakistanais… Je suis très fier d'avoir pu créer un rapport de confiance avec eux. Comment aurions-nous pu mesurer le danger couru, venant d'Al-Qaïda en particulier, si nous n'avions pas noué ce contact ?

Lors de ces échanges, nous prenons pour principe que les gens entrent dans une relation relativement transparente. Nous leur donnons des éléments d'analyse, voire des renseignements un peu plus précis sur des individus, et nous attendons évidemment la contrepartie, éventuellement pour participer à des opérations sous leur responsabilité, mais qui peuvent nous apporter davantage de sécurité.

Ces avancées ont été une initiative personnelle, mais toujours contrôlée. Je ne me serais jamais permis de me déplacer au Pakistan, en Chine, en Malaisie, ou Dieu sait où, sans disposer de l'accord préalable des cabinets des ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères. C'est d'ailleurs, peut-être, une des originalités aussi de mon passage à la DST : le resserrement considérable des liens avec le Quai d'Orsay. Je voyais son directeur de cabinet toutes les six semaines, avec l'accord complet de ma hiérarchie.

Mon travail de messager vis-à-vis de tous les services étrangers a consisté à leur expliquer ce qu'était cette filière qui partait de Londres. Un gros travail pédagogique a été accompli en direction des États-Unis et même de l'Europe, y compris les pays d'Europe centrale et orientale. J'ai expliqué que tout le monde devait se montrer solidaire de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne, où le danger était plus lourd. J'affirme sans détours que la DST constituait un outil de pointe, reconnu comme tel, dans la lutte contre le terrorisme islamiste. C'était une carte de visite tenant à l'efficacité de ses dispositifs d'analyse et de surveillance face au risque islamiste. Je me faisais alors un devoir de lire absolument toutes les notes de contact, tous les télégrammes diplomatiques provenant des ambassades des pays sensibles ; je recevais systématiquement leurs représentants, nous échangions nos analyses, et je fréquentais beaucoup les universitaires.

Les attentats du 11 septembre 2001

Dès le printemps 1998, nous avons adressé aux autorités françaises la première monographie sur Oussama Ben Laden. Pas grand monde alors ne parlait de lui… Durant un an ou deux, nous avons utilisé l'expression de « mouvance islamiste internationale » pour qualifier son réseau, avant de découvrir plus tard qu'on devait l'appeler Al-Qaïda. Les attentats du 11 septembre 2001 ne sont pas un tournant. C'est un changement de degré, pas de nature. Surtout, c'est la prise de conscience américaine du terrorisme. Bien avant ces événements, nous avions déjà une relation très proche avec les Américains, aussi bien avec la CIA que le FBI, aussi précieuse que celle établie avec le Royaume-Uni. Par définition, nous étions à leur

côté. Nous nous sommes vus très rapidement pour échanger à nouveau dans ce même climat de confiance, d'amitié, de solidarité qui s'imposait dans de telles circonstances. Mes liens personnels avec George Tenet, le directeur de la CIA, étaient vraiment étroits. Il n'y avait absolument aucun nuage entre nous, et on les a aidés autant qu'on a pu.

L'attentat de Karachi

Après le 11 septembre, j'ai expliqué à nos autorités qu'Al-Qaïda, qui avait en grande partie été démantelée à l'intérieur même de l'Afghanistan, allait se reconstruire dans deux pays distincts, au Pakistan – autour des zones tribales et de Karachi – et en Indonésie. Mon analyse s'est révélée exacte : c'est dans ce dernier pays que se sont produits les attentats les plus dramatiques qu'on ait connus après le 11 septembre. Heureusement, le gouvernement indonésien s'est montré radicalement efficace, en réussissant à désarmer complètement la Jemaah Islamiyah. Mais l'Indonésie demeure une zone de danger, comme l'ensemble Malaisie-Singapour. On est loin de s'être débarrassé du péril que représente toujours Al-Qaïda aujourd'hui.

J'ajoute que, compte tenu du potentiel de réfugiés d'Al-Qaïda qui se trouvaient à Karachi en mai 2002, l'attentat contre les Français a bien été commis par cette organisation, avec un double objectif. S'en prendre à l'un des joyaux de la marine pakistanaise, tout en visant un État mécréant, la France, qui a toujours figuré parmi les principaux objectifs d'Al-Qaïda. C'était d'ailleurs l'analyse de Nicolas Sarkozy, qui venait de s'installer à la tête de l'Intérieur, le matin même de

l'attentat. Il m'a convié dès l'après-midi et je lui ai fait part de cette analyse qui, je crois, l'a convaincu.

La protection du patrimoine

La protection du patrimoine est fille du contre-espionnage, comme l'intelligence économique. Pour nous, c'est de la défense passive. On doit protéger notre patrimoine contre des intrusions, mais se garder d'intervenir dans des domaines qui ne relèvent pas de notre responsabilité, comme la collecte offensive de renseignements au bénéfice de telle ou telle entreprise ou telle ou telle industrie. C'est pratiquement le seul domaine dans lequel j'ai reçu des instructions et qu'on m'a demandé de développer. Pour les autres secteurs, je rendais compte avec beaucoup de scrupules, mais j'avais une grande liberté d'action.

Le service était connu et apprécié de bon nombre de branches industrielles, tout comme des milieux de la recherche, bien que ce soient deux mondes imperméables et plutôt hostiles : nos interlocuteurs avaient réalisé qu'ils devaient faire attention à la protection des découvertes, des secrets de fabrication et de recherche.

Pendant longtemps, les entreprises françaises n'ont pas été suffisamment conscientes des risques, elles avaient besoin d'êtres sensibilisées. Aujourd'hui, les choses ont évolué, à tel point que des sociétés font appel à des officines pour se procurer les secrets de leurs concurrents. Il n'était évidemment pas du tout question que la DST entre dans ce jeu-là. Cela va de soi. À ce propos, c'est mon point de vue de citoyen, j'estime que de nombreux fonctionnaires de police émigrent un peu trop facilement vers ce secteur d'activité. Je veux bien croire qu'ils sont respectueux des secrets qu'ils ont pu accumuler

dans leur carrière, mais je déplore le mélange des genres. Quand il s'agit de fonctionnaires ayant servi à la DST ou aux RG, je pense que le code de déontologie devrait être encore plus scrupuleusement respecté.

L'intelligence économique se traite avec subtilité. Les entreprises doivent être vigilantes et prendre un minimum de précautions concernant les stagiaires dans les laboratoires, le matériel qu'emporte le doctorant quand il quitte les locaux ; sans faire les choses de manière trop policière.

Création de la DCRI

La création de la DCRI en 2008 est une bonne chose : un rééquilibrage s'effectue entre les services extérieurs, avec la DGSE, et intérieurs qui regroupent la DST et les RG. Ce service a désormais le niveau suffisant pour un dialogue plus égal avec la DGSE. C'est également très sain vis-à-vis de nos partenaires étrangers. Ils étaient prudents bien sûr, mais il leur arrivait malgré tout de jouer un service contre l'autre. C'est humain. Cela ne pouvait plus durer, il fallait mettre fin à ce petit jeu un peu malsain.

La différence entre la DST et les RG s'étant estompée, une fusion devenait nécessaire. Les RG avaient abandonné le renseignement politique pour se concentrer sur les éléments permettant d'anticiper un trouble majeur d'ordre public. Ainsi une feuille de papier cigarette séparait les deux services, par exemple en matière de lutte contre le terrorisme. La DST, c'est une tête pensante, analysante, puissante, irriguée en permanence par les renseignements qui lui viennent de ses liaisons extérieures, avec des directions zonales efficaces ; mais dont les ramifications au plan territorial sont sans comparaison avec

celles des RG qui avaient, pour leur part, l'avantage d'être représentées au niveau départemental et de pouvoir faire remonter des informations – par exemple, sur ce qui se passait dans les mosquées sensibles. Les temps étaient venus d'organiser ce rapprochement. Le schéma retenu est celui auquel nous avions pensé.

Le renseignement, une passion

Les cinq années que j'ai passées à la tête de la DST ont été les plus belles de ma carrière administrative. Quand on quitte un tel service, c'est toujours un peu triste. Mais je n'excluais pas l'alternance de 2002 et, dans cette éventualité, je me préparais à partir. Pourtant mon départ s'est produit dans des conditions qui m'ont laissé une grande amertume. Vers la fin de l'année 2000, nous avions pris connaissance de documents attestant de versements de fonds réguliers à une personnalité du monde politique et du renseignement. [Cette affaire a fait l'objet d'une instruction judiciaire et s'est conclue par un non-lieu général en 2010[2].] Je ne pouvais pas garder ces informations par-devers moi. L'article 40 du code de procédure pénale me faisait d'ailleurs obligation de les transmettre au procureur de la République. Mes autorités ont partagé ce point de vue, j'ai donc remis ces documents au préfet de police, intermédiaire logique entre les services de police et le procureur de Paris. Et quelle n'a pas été ma surprise, à peu près un an après, de voir apparaître intégralement cette note – tout à fait confidentielle, cela va de soi – dans un journal de province ! L'information a ensuite été largement reprise dans la presse parisienne. Cette note, destinée à recevoir une appréciation la plus objective possible de la justice, comportait une indication disant que, d'après notre informateur, l'argent aurait pu provenir de la

libération des otages du Liban. J'ai compris que cette affaire ayant fortement ému l'Élysée, dans l'éventualité d'une alternance, mon sort serait scellé. Cela fait partie des aléas du métier, je ne regrette pas d'avoir respecté la loi. J'ai ma conscience pour moi.

En revanche, la désinformation – j'ose utiliser le mot – qui a précédé mon départ a été désagréable. Un amalgame fallacieux a été établi entre, d'une part, une soi-disant enquête prêtée à mon homologue de la DGSE sur des comptes qu'aurait possédés le président de la République au Japon et, d'autre part, une prétendue enquête à laquelle se serait livré mon service sur des comptes hypothétiques de Jacques Chirac au Liban. Ces allégations calomnieuses m'ont profondément choqué, dès lors que, je le répète, mon départ était normal. Non pas que le poste soit politique, comme beaucoup le croient. Le directeur de la DST occupe un poste technique, on exige de lui une bonne capacité d'analyse qui dépasse les clivages politiques : lutter contre le terrorisme, ce n'est ni de droite, ni de gauche. C'est une politique d'intérêt national. La mise en scène dont j'ai été victime était, quant à elle, parfaitement inutile. Aucun fonctionnaire n'aurait eu l'idée saugrenue, contraire à la déontologie, d'aller enquêter sur les éventuels comptes du Président au Liban, c'est en dehors de notre domaine de compétences.

---

1. Voir également, pp. 330-332.
2. Voir également le témoignage de Jean-Charles Marchiani, p. 364.

VI

FRANCS-TIREURS

Décoder un monde fracturé

Si le monde du renseignement est si fascinant pour le grand public, c'est bien sûr en raison des événements qu'il provoque, évite, annonce ou explique. Sauf quand il y est aveugle ! Mais, pour les observateurs plus attentifs, côtoyant de façon durable cet univers sans équivalent, le plus fascinant demeure les personnalités qui le composent ! On y trouve de tout, aussi bien des experts en rupture de ban que de tortueux débonnaires, des savants déchaînés aux faux airs de comptables de sous-préfectures que des séducteurs sans scrupule, ou encore des archivistes à la patience d'entomologistes… Des francs-tireurs aussi, hommes libres capables des digressions les plus ébouriffantes, tout en demeurant dans la ligne de l'intérêt national : leur joyau de la Couronne !

Jean Pichot-Duclos est un spécialiste d'une forme très ancienne de recherche de l'information secrète : le renseignement militaire. Avant la Seconde Guerre mondiale, celui-ci fut l'apanage d'un exceptionnel soldat de l'ombre, dont il évoque ici la mémoire : Paul Paillole. Jean Pichot-Duclos, passé ensuite par la filière des attachés de défense, termina sa carrière en promouvant avec ardeur une expérience nouvelle, à tout le moins pour la France : l'intelligence économique. À la même époque, l'appareil clandestin de collecte du renseignement économique se mettait en place à la DGSE sous l'égide de Pierre Marion puis de Pierre Lacoste. **Xavier Guilhou**, qui en fut, en explique les ressorts et la manière dont les services secrets se sont alors mis à la disposition des entreprises nationales… Ce jeu dangereux n'est pas seulement français : toutes les nations développées le pratiquent. **Henri Plagnol** en sait quelque chose : haut fonctionnaire, il fut « tamponné » par la CIA qui voulait, par son entremise, connaître les positions françaises dans des négociations

commerciales cruciales. Nous vivons dans un monde cruel. Les agents secrets s'y livrent des guerres… secrètes, dont souvent les politiques ou les très hauts fonctionnaires, œuvrant hors du système sécuritaire, se désintéressent. Souvent, mais pas toujours ! Bref directeur de la DST, le préfet **Rémy Pautrat** est de ceux-ci ! Aux côtés du Premier ministre Michel Rocard, il a mis en avant, entre autres, l'importance pour l'État d'un dispositif de renseignement économique efficace.

Jean PICHOT-DUCLOS

« Le renseignement, une fonction noble. »

Après avoir connu quelques problèmes à l'issue du putsch d'Alger, durant lequel il était jeune officier au 1er REP, Jean Pichot-Duclos (1935-2011) est rentré dans le rang avant de se spécialiser dans le renseignement militaire et de diriger l'une des grandes écoles de linguistes, l'EIREL. Devenu général, il fut aussi l'un des pionniers en France de l'intelligence économique.

« Le colonel Paul Paillole [1905-2002], à la tête du contre-espionnage militaire et clandestin pendant la Seconde Guerre mondiale, est une haute figure du renseignement français, la plus grande peut-être. Lorsque j'ai souhaité monter une Amicale du renseignement militaire, dans les années 1990, il m'a reçu chez lui, magnifiquement. Nous avons sympathisé très vite, il m'a coopté dans son Association des anciens des services spéciaux de la Défense nationale (AASSDN) et, bien que je n'en sois pas issu, il m'a demandé : « Il faut que le renseignement devienne une vraie communauté, si vous intégrez l'Amicale vous allez amener avec vous tous ceux du renseignement militaire qui sont nombreux et qui sont aussi dignes que d'autres de venir chez nous. »

Officier issu de Saint-Cyr, Paul Paillole entre pratiquement dès sa sortie d'école, en 1935, dans les services de renseignement, au fameux 2 bis de la rue de Tourville, une annexe des Invalides disparue aujourd'hui. C'était La Mecque des services spéciaux. Comme toute sa génération, Paillole était germanophone. Il intègre donc la section allemande et, à la déclaration de guerre, devient le patron du contre-espionnage. Il se retrouve à Vichy comme tout le monde, dès le 25 juin 1940 ; puis tous les survivants des services se rassemblent à Agen, au séminaire de Bon-Encontre, où ils décident de mettre en place un service de renseignement clandestin – les clauses de l'armistice sont à peine connues mais, dorénavant, il va falloir lutter contre l'Allemagne. Et c'est donc le colonel Paillole qui va le mettre en place. Avec la complicité d'un haut fonctionnaire des Ponts et Chaussées, il crée un département bidon qu'on appelle le « service des travaux ruraux » (TR), qui intègre une grande partie des survivants des services spéciaux. Déguisés en inspecteurs, avec tous les documents convenables, ils vont pouvoir travailler partout, vérifier l'état des routes et des ponts. Ils mettent en place tout un réseau de contre-espionnage, puis d'observation, bien sûr, des troupes allemandes. Et ils alimentent Alger et les Anglais.

Cela vaudra à la Libération un mauvais traitement au colonel Paillole, auquel on a reproché de ne pas avoir travaillé pour le BCRA, les services secrets du général de Gaulle. Pourtant ses services ont très activement lutté contre les Allemands et ont arrêté des centaines d'agents nazis qui ont été jugés par une cour martiale, dont 43 fusillés sur place. Chaque fois que l'un deux était exécuté, Laval faisait des bonds dans le bureau du maréchal Pétain pour demander la peau de Paillole et de son chef, le colonel Louis Rivet [1883-1958] ! Le maréchal Pétain faisait un sourire chinois et cela a continué jusqu'à l'invasion de la zone Sud. Faute de pouvoir agir, le

colonel Paillole s'exile alors à Alger. C'est le colonel Verneuil qui lui succède. Un personnage digne du Père tranquille[1] que l'on trouve dans les films sur la Résistance, un homme tout rond, tout gros, déguisé en inspecteur de la sécurité sociale et qui était le patron des services spéciaux dans la France occupée.

Désormais aux ordres du général Henri Giraud, le colonel Paillole continue d'œuvrer à partir de l'Afrique. Après l'avoir traité de vichyssois, on va le qualifier de giraudiste, deux péchés infamants ! Le général de Gaulle débarque en 1943 à Alger et impose Jacques Soustelle comme chef des services spéciaux coiffant tout l'ensemble. Les gens du BCRA arrivent également dans une ambiance trouble ; car leur but, à peine déguisé, consiste dans la prise du pouvoir politique au service du gaullisme, alors que celui des services se limite à gagner la guerre. À la Libération, Paillole est poussé à la démission. Parmi les anciens qui avaient servi sous ses ordres, beaucoup partent écœurés. L'intrusion du politique a été très défavorable à la qualité des services.

Guerre froide en Tchécoslovaquie

À Saint-Cyr, quand j'ai dit que j'aimerais devenir officier de renseignement, on m'a regardé d'un œil bizarre, ce n'était pas dans les mœurs. Je suis allé en Algérie sans faire de renseignement puis, en 1968, j'ai demandé à suivre les cours du brevet technique en langues. On m'a envoyé aux Langues O' apprendre le tchèque et à Sciences Po suivre les cours de relations internationales. En 1971, j'ai commencé sur le terrain à Prague, comme attaché militaire. À quoi sert un poste diplomatique à l'étranger ? Observer l'effort de défense du pays hôte, c'est la formule consacrée, tout le monde sait ce que

cela veut dire. C'est faire du renseignement. Du renseignement ouvert, si possible. Pour ce qui est du renseignement secret, c'est normalement l'apanage des antennes de la DGSE. C'était très stimulant puisque les activités tolérées consistaient à lire le journal, aller aux réceptions et aux cérémonies officielles, point barre. Les contacts avec la population étaient difficiles : à Prague, les Tchèques nous fuyaient. Quand plus tard j'ai servi en Pologne, c'était le contraire : ses habitants recherchaient le contact.

Pour devenir un bon officier de renseignement, il faut parler les langues étrangères. Pour cela, les attachés militaires suivent tous des stages avant de partir en poste. Mais découvrir une langue en trois mois n'est pas suffisant, l'idéal serait de recruter des natifs ou des descendants d'immigrés. Néanmoins, nous avons une politique assez particulière. Quand les Américains recrutent de préférence un fils d'immigrés qui connaît la culture et la langue, nos services de sécurité ont tendance à s'en méfier comme de la peste et à faire de cette origine quelque chose de négatif. Je trouve cela curieux.

La pratique m'a enseigné qu'on ne trouve que ce qu'on cherche grâce à un plan préétabli, fourni par l'état-major des armées. Dès lors, sur place, on finit assez rapidement par distinguer les priorités, donc à orienter sa recherche en fonction des opportunités locales. Dans la rue, un signe inattendu peut donner lieu à une interprétation, surtout dans des pays où règne une certaine tension. Il est vrai qu'il existe plusieurs réalités selon qu'on se trouve dans un pays ami où on fait de la coopération, ou dans un pays hostile.

Même si, officiellement, l'attaché militaire ne fait que de la recherche ouverte, dans la pratique il est amené à s'intéresser aux zones grises. La zone « noire », protégée, concerne 5 % du total, contre 85 % pour l'information blanche. Entre les deux, c'est une

zone mal définie, ni vraiment interdite ni vraiment ouverte, à laquelle il n'est pas du tout conseillé de s'intéresser !

Pour chaque mission, nous suivons un plan de renseignement. Les questions peuvent être extrêmement pointues du genre : sur tel char produit dans telle usine, une protubérance nouvelle vient d'apparaître sur le bord gauche de la tourelle, qu'est-ce que c'est ? Vous ne trouverez pas ça dans le journal. C'est évident. Comment fait-on ? On est pris entre plusieurs logiques. Si on prend trop de risques, on se fera expulser. Or l'état-major formule des questions qui, souvent, sont plutôt du ressort du secret protégé que de la recherche ouverte. Alors on ne doit pas faire de peine à l'ambassadeur qui n'aime pas les histoires. Les problèmes locaux peuvent surgir de la présence de l'attaché militaire au mauvais endroit. Il faut gérer ces contradictions, tenir les trois ans, répondre aux questions qu'on vous pose et éviter les scandales.

J'ai toujours été bien accepté par les cinq ambassadeurs que j'ai connus, deux à Prague et trois à Varsovie. Il y avait des nuances : l'un préférait ne pas savoir ce que je faisais ; l'autre savait mais y était tout à fait favorable et, entre les deux, ils étaient de bonne composition. Ils me laissaient travailler, comprenaient très bien les difficultés de ma mission et sa nécessité.

« Ces cons du 2e Bureau »

Pendant longtemps, le renseignement a été déconsidéré. Il était courant de dire « ces cons du 2e Bureau », à propos du renseignement militaire. Aujourd'hui, la société de l'information s'étant développée, l'intelligence économique ayant envahi notre champ d'investigation, le renseignement devient une fonction noble. La preuve : autrefois à

l'état-major des armées, l'homme du renseignement était un énième adjoint. Désormais, le chef de la DRM est le numéro trois de l'état-major des armées. Cela a mis fin à une période certainement critiquable.

En 1940, nous disposions de toutes les informations permettant de savoir ce que ferait Hitler. Nous avons néanmoins pris une bonne raclée, car l'état-major n'attachait pas de crédit à ce que lui disaient ses services… En 1942, à Riom, au cours du procès tendant à établir les responsabilités de la défaite, le procureur général Gustave Cassagnau avait déclaré : « Je viens de parcourir des monceaux de documents et j'en arrive à cette conclusion absolue que notre 2e Bureau et notre service de renseignement ont fait savoir, avant la guerre, à notre commandement et à notre gouvernement tout ce qu'ils devaient connaître de l'Allemagne, de sa force et des projets de son Führer. » Pourtant nous avons été surpris et écrasés comme jamais. Le général Gamelin et son état-major avaient établi un plan préalable et ont refusé de le modifier malgré les renseignements précis, répétés et concordants qui indiquaient la percée des Ardennes !

Il demeure délicat d'évoquer des missions précises toujours couvertes par le secret-défense. Peut-on s'en affranchir vingt-cinq ans après ? C'est toute la question, à laquelle je réponds de façon oblique. La morale du légionnaire, c'est « pas vu, pas pris ». Lorsqu'un objet se trouve hors limite, vous y allez à vos risques et périls. Vous risquez l'expulsion si vous êtes pris. Si vous revenez sans histoire avec le document qui crédibilise vos dires, on vous applaudit. Mes camarades opérant en Allemagne de l'Est n'étaient pas astreints à l'hypocrisie diplomatique. Ils n'hésitaient pas à rentrer dans les zones dites interdites et à prendre des photos avec des arbalètes, c'est-à-dire des téléobjectifs pouvant aller jusqu'à 1 000 millimètres de focale !

Intelligence économique et renseignement

Comment passe-t-on du renseignement à l'intelligence économique ? En 1992, me voilà civil. Je suis aussitôt recruté pour ma connaissance des pays de l'Est par le général François Mermet, un ancien directeur de la DGSE que je connais depuis 1945 et qui avait été chargé par le ministre Jean-Pierre Chevènement de faire un rapport sur la réforme du renseignement. Là-dessus, je suis contacté par un civil inconnu de moi, Christian Harbulot qui avait remarqué un article que j'avais publié dans la revue *Défense nationale*, titré « Pour une culture du renseignement ». Il me parle d'intelligence économique et nous entrons dans une commission du commissariat général du Plan, composée d'une cinquantaine d'experts dirigés par l'ingénieur général de l'armement Henri Martre. Nous travaillons pendant dix-huit mois et produisons, en 1994, ce rapport, titré « Intelligence économique et stratégie des entreprises[2] », qui marque réellement le départ de la politique d'intelligence économique institutionnelle.

Le terme d'intelligence économique a été choisi par frilosité, j'avais proposé celui de renseignement économique. Cela faisait peur. On me répondait : « Renseignement, c'est glauque, ça va faire fuir les gens. » « Intelligence économique » fait référence au mot britannique « *intelligence* » à ceci près qu'en anglais il veut dire trois choses : « savoir », « agir », et « préparer », tout cela dans le cadre d'une politique d'influence. C'est cela l'intelligence au sens britannique. Et par la force des choses, c'est ce qui est en train de se mettre en place.

Voici dix-quinze ans, le mot influence était quasiment absent du vocabulaire officiel, aujourd'hui il y arrive. L'intelligence économique consiste pour une entreprise à comprendre qu'elle doit se renseigner

sur l'extérieur : l'évolution des produits, de la législation, de la réglementation, les pratiques concurrentielles licites ou non, la connaissance de réseaux d'information, les contacts avec des gens qui peuvent savoir. C'est former son personnel à recueillir ce genre de renseignement sans fausse honte, tout le monde le fait. Tout cela pour que l'entreprise puisse innover, protéger son savoir-faire et puis conquérir des marchés nouveaux. Ce qui distingue l'intelligence économique du renseignement, c'est que celui-ci est attaché à la notion de service étatique, pouvant se permettre des méthodes d'investigation qu'une entreprise ne peut pas s'autoriser. Si un État ou un service d'État se livre à des enquêtes poussées et que cela foire, cela donne l'affaire du *Rainbow Warrior*. Si une entreprise se livre à l'espionnage, elle meurt. Il lui faut donc former son personnel pour pousser le bouchon à la limite de la légalité et, ayant recueilli des informations, savoir les transformer en décisions positives pour l'entreprise.

Je me souviens m'être fait engueuler par un général qui débarquait dans l'intelligence économique en me disant : « La guerre économique, ça n'existe pas. » J'espère qu'aujourd'hui il n'ose plus dire ça. Elle existe entre les États qui pratiquent entre eux des boycotts, des blocus, des opérations agressives pour gêner l'expansion économique d'un pays concurrent. Elle existe aussi entre les grands groupes. Ils sont armés pour y faire face, ce qui n'est pas toujours le cas des PME.

Comment des entreprises peuvent-elles fonctionner avec les services ? Dans l'affrontement économique très violent d'aujourd'hui, à quoi des services de renseignement seraient-ils utiles s'ils ne servaient pas les intérêts premiers de la nation qui, ponctuellement, peuvent être purement économiques ? Il est certain que tout l'appareil de renseignement doit concourir à la recherche

d’informations utiles. Le fait-on directement à partir d’un grand service ? Faut-il transformer progressivement les postes d’expansion économique en structures capables de faire ce travail ? C’est une question de formation et de choix politiques.

---

1. Voir le film éponyme, réalisé par René Clément en 1946.
2. Commissariat général du Plan, « Intelligence économique et stratégie des entreprises », travaux du groupe présidé par Henri Martre, La Documentation française, 1993.

Xavier GUILHOU

« “De toute façon, le communisme est là pour 200 ans.” J’ai vraiment entendu ça ! 200 ans ! »

Venant du monde de l’entreprise, Xavier Guilhou, né en 1954, a été recruté dans les services secrets par Pierre Marion. Au début des années 1980, la DGSE travaillait peu au profit des grandes entreprises françaises. Les choses ont progressivement changé, de façon durable. Notre témoin évoque ici cette évolution.

« Pierre Marion [nommé directeur général du SDECE en juin 1981, il organisa sa transformation en DGSE, dont il fut le premier directeur d’avril à novembre 1982] avait exercé des responsabilités importantes au Japon et aux États-Unis, je comprenais très bien ses objectifs, ses préoccupations et la stratégie qu’il voulait impulser dans cette maison. Il a effectué un réel travail de dépoussiérage. Il avait du caractère. C’était un directeur extrêmement exigeant. Sur cette année que j’ai passée très près de lui – en termes de responsabilité, j’étais rattaché à la direction générale –, mon problème c’était de gérer mon

sommeil, car c'était un bourreau de travail : il était dès 6 heures à son bureau, nous avions intérêt à avoir bûché toute la nuit et préparé ce qu'il souhaitait pour commencer à discuter avec ses contacts, les ministres ou avec le président de la République dès 8 heures du matin. Il n'admettait pas l'incompétence ou la moindre faiblesse. De plus, il est arrivé à une période où nous avons connu un certain nombre d'événements majeurs sur le plan international, qui n'étaient pas évidents à traiter : en décembre 1981, la révolte de la Pologne de Lech Walesa face au général [Wojciech] Jaruzelski ; en janvier et février 1982, l'opération Paix en Galilée, avec l'assassinat de Béchir Gemayel [élu président de la République libanaise le 23 août 1982, assassiné le 14 septembre suivant], suivi par le massacre des camps de réfugiés palestiniens Sabra et Chatila [dans la nuit du 17 au 18 septembre]. Sans parler de l'Afrique, de la guerre Iran-Irak, du drame cambodgien, ou des conflits sud-américains qui se poursuivaient…

Toutes ces crises internationales mettaient en permanence sous tension l'organisation de notre maison. Pierre Marion aimait bien que les choses soient faites dans les temps, comme il avait demandé. Il a pratiqué ce qu'il connaissait dans le monde de l'entreprise : il a souhaité monter sa propre équipe, c'est à ce moment-là qu'il m'a recruté, tout en se séparant d'une grande partie des hommes de Marenches que j'avais connus et dont certains m'avaient repéré et démarché pour rejoindre les services. Pour autant, Marion n'a pas engagé une chasse aux sorcières, comme cela a été dit. Au contraire, il a confirmé à des postes de grande importance des gens qui n'étaient pas dans la sensibilité du moment, tout en étant de très grands professionnels sur leur zone géographique, ou incontournables dans leur domaine d'expertise. Il avait le respect de la compétence et du talent.

Mais il est indéniable qu'il y a eu quelques conflits de personnes, comme toujours dans ce type de situation. La gauche venait d'arriver, après pas mal d'années de gaullisme, ou de dérivés du gaullisme. Le SDECE était très représentatif d'une certaine approche de la diplomatie et de la défense gaulliennes que de Marenches incarnait personnellement. Il y eut un choc d'hommes, de caractères et de visions. Marenches était issu de la Seconde Guerre mondiale et de la décolonisation, Marion, lui, était déjà dans la mondialisation et la globalisation notamment des systèmes d'information.

Je suis arrivé en décembre 1981 et je me suis retrouvé projeté dans le *corpus* de direction du SDECE [qui va devenir la DGSE en avril 1982]. Nous étions deux jeunes recrues, un jeune polytechnicien et moi venant du monde privé. Nous n'étions pas marqués par l'histoire de cette maison et ses jeux de clans, nous avons été recrutés pour ouvrir de nouveaux champs de recherche et d'investigation, ce qui a généré forcément quelques chocs de culture et de génération…

Par exemple, lors du coup de force de Jaruzelski en Pologne, nous avons eu le malheur d'évoquer d'autres scénarios possibles, en soulignant les liens entre les ouvriers des chantiers navals de Gdansk avec les syndicats aux États-Unis, les diasporas polonaises, Jean-Paul II, qui n'était quand même pas neutre dans cette affaire-là, et ce qui se passait dans la société civile, la jeunesse polonaise et autres. Des scénarios qui n'ont cessé de se développer par la suite au Liban, puis en ex-Yougoslavie, avec l'émergence de la diplomatie humanitaire et d'autres voies de traitement des crises.

Dans la salle de réunion, nous avons vu des regards se tourner vers nous et on m'a dit *grosso modo* : « Jeune homme, calmez-vous, vous avez sûrement quelques idées très enthousiastes comme tout jeune, mais nous pouvons vous donner le mode d'emploi : ils vont faire comme à Budapest, donc ils vont nous rejouer du 1956 avec les

chars qui vont investir les rues, qui vont tirer dans la population [allusion à la répression sanglante par l'URSS de la révolution démocratique hongroise contre le joug soviétique], c'est une réplique comme nous en avons déjà connues, et de toute façon le communisme est là pour deux cents ans. » J'ai vraiment entendu ça ! Deux cents ans ! J'ai rétorqué : « Peut-être qu'il faut réfléchir à d'autres hypothèses de travail. Nous pouvons aussi avoir des effets de surprise dans la vie internationale. » J'ai vu que le modèle mental était calé sur le vécu de la guerre froide et de la décolonisation, qu'une grande partie du tour de table n'était pas apte à rentrer dans ces prémices de fractures, de ruptures que ma génération pressentait. Mais, comme nous avions affaire à des gens extrêmement intelligents, l'alchimie fonctionnait bien et ils acceptaient le questionnement. Ce type de maison est performant si le management à sa tête favorise l'ouverture et l'émulation entre les expertises et les compétences. C'était entre autres la force de Pierre Marion qui savait très bien pratiquer la maïeutique…

Le SDECE, historiquement tourné vers le renseignement militaire ou diplomatique, était en revanche très faible sur toute la dimension économique, financière, technologique, qui commençait à devenir assez préoccupante, notamment en termes de compétitivité pour la France, mais aussi sur la dimension civile dans la gestion des crises internationales. Marion m'a demandé de reprendre en main la production de cette maison et de remettre à plat, avec une petite équipe, l'ensemble du plan de renseignement qui n'avait pas été revu depuis la fin de la guerre d'Algérie !

Émergence de l'espionnage économique

Après le départ de Pierre Marion en novembre 1982, l'amiral Lacoste apporte du calme et de la sérénité. À la différence de son prédécesseur, il connaît bien les rouages de l'administration, pour avoir été le chef du cabinet militaire du Premier ministre. Il profitait également d'une certaine proximité avec le président Mitterrand, car il avait des vues assez novatrices sur la dissuasion. Et il bénéficiait d'un vécu important sur tout ce qui touchait au monde du renseignement. Il n'a fait que confirmer, organiser et mettre en ordre de marche avec beaucoup de diplomatie et de finesse ce que Pierre Marion avait déjà commencé à initier. Il avait surtout une vision globale et stratégique des enjeux du futur.

Il m'a demandé de mettre en place les prototypes qui ont permis ensuite de créer la direction du renseignement économique, technologique et financier, qui était alors très marginale dans cette maison comptant, je me rappelle très bien, 4 ou 5 fonctionnaires dans des soupentes… alors qu'ils avaient l'ensemble de l'économie mondiale à superviser ! On a redéployé, réorganisé et constitué un vrai dispositif de renseignement dans ce domaine. Quand je suis parti, une bonne centaine de personnes travaillaient sur ces dimensions.

Concevoir et mettre en œuvre un plan de renseignement est un exercice très difficile. Si vous décidez dans les années 1980 d'aller travailler un peu plus sur la Chine, cela signifie qu'il vous faut mettre en place un plan d'action sur vingt ans : il faut recruter tout de suite des gens qui seront très performants dans dix ans, pour atteindre des cibles dans vingt ans. Le plan gouvernemental peut fixer de grandes orientations, qu'il faut re-décliner en décisions et modes d'action très

concrets sur le plan opérationnel : choix des cibles, arbitrage des moyens, sélection et formation des hommes, organisation des capacités de recherche et d'exploitation dans chaque direction. Durant un an, nous avons remis à plat tout ce qui était dans les cartons.

Pierre Marion partait du principe que nous devions beaucoup plus écouter les patrons et avoir un contact avec les entreprises confrontées à des enjeux en termes de compétitivité qui étaient déjà très élaborés à l'époque. Avec les Américains, les Japonais, les Coréens, les tigres d'Asie qui émergeaient, le jeu très brutal sur le terrain devenait plus complexe. La question centrale dans les années 1980 était de soutenir un certain nombre de grandes signatures, mises en difficulté par la concurrence internationale. Nous sortions des grandes crises de la métallurgie, de la chimie, de la machine-outil, nous étions déjà dans la première phase de désindustrialisation de la France…

Nous avons d'abord été attentifs à tout le domaine régalien : armement, nucléaire, aéronautique, avec les grandes batailles entre Boeing et Airbus. Les grandes confrontations technologiques et commerciales ne faisaient que débuter. Ensuite, notamment avec l'amiral Lacoste, nous avons travaillé sur des niches à très forte valeur ajoutée : la recherche, le développement, où il n'y avait pas que des grands groupes ; de petites entreprises ou des entreprises de taille moyenne, voire ce qu'on appelle aujourd'hui des *clusters*, ces groupes d'entreprises travaillant sur des segments ou des secteurs particuliers, qu'il fallait aider pour leur permettre d'être dans les meilleurs mondiaux.

Le boulot de la DGSE, c'est d'être une pointe de diamant pour l'État en vue de le renseigner sur des objectifs stratégiques tout comme un certain nombre d'entreprises significatives en matière de

défense économique. Pour autant il ne faut pas se raconter d'histoires : j'ai vu des cas où nous avons apporté des informations cruciales et où les entreprises n'étaient pas organisées pour les traiter et remporter la victoire. Il faut maîtriser les deux paramètres, savoir recueillir mais aussi exploiter au bon niveau et au bon moment le renseignement, c'est une alchimie délicate.

Des relations existaient de longue date entre les patrons de ces entreprises et ceux de cette maison. Mais nous avons mis en place une nouvelle formule : le cahier des charges, les préoccupations de chacun, les enjeux communs étaient discutés en détail. C'était ensuite décliné au plan opérationnel, chaque patron d'entreprise désignant une personne en charge de la relation avec le service pour valider des cibles. Le processus reposait sur un très petit nombre d'hommes, pour éviter d'avoir une organisation trop complexe et trop de problèmes de sécurité à gérer… Tout était basé sur la confiance et le professionnalisme. Ces hommes étaient choisis en raison de leur passé, de leur cursus, de leur éducation et de leur culture du renseignement, un peu à l'anglaise, ou comme le font les Américains. Nous avions mis en place des règles et une éthique du traitement de ces informations, de façon à ne jamais dévoiler les sources.

Assembler le puzzle

Il faut, en permanence, être en mesure d'orienter correctement les gens sur le terrain, afin de faire remonter de façon adéquate les informations. Mais ce n'est pas parce que vous avez compris comment évoluent les environnements, les jeux d'acteurs, que vous les avez expliqués au politique, que pour autant il ira dans le sens que vous lui suggérez. Un service comme la DGSE conduit tous les jours des

centaines d'opérations. Il peut simplement s'agir de rencontrer une source qui va confirmer ou infirmer une information qui semble très marginale, mais qui va permettre à un ensemble ou à des faisceaux d'informations de se qualifier, ou de s'organiser. Cela peut occasionner des opérations… un peu physiques qui ont lieu dans tous les pays du monde. Tout le monde sait que dans les hôtels, les moyens de transport, ou au travers des systèmes d'information ou de télécommunication, tout est bon pour recueillir du renseignement naturellement et sans difficulté. C'est assez rare de tomber sur *le* document confirmé. On est plutôt dans l'addition de centaines de petits points de détail, comme un puzzle qu'on assemble. C'est un sport international. Les gens n'imaginent pas tout ce qu'on peut récupérer comme informations, sans avoir besoin de faire de gros efforts, il suffit d'agir en finesse. Je n'exerce plus ce métier, mais je n'en dévoilerai jamais les méthodes. C'est plus qu'une règle, c'est un principe fondamental !

Les sources sont sacrées, il n'est absolument pas question de les mettre en danger ou de les trahir. Des gens risquent leur peau pour apporter à notre pays des éléments favorables pour faire face à la compétition internationale ou aux questions de sécurité. De fait nous n'avons pas le droit d'en parler, c'est un devoir. Il peut arriver par exemple que le service Action soit amené, avec un processus de décision assez lourd, à aller très loin dans des mesures de réaction, de neutralisation ou de destruction d'un adversaire qui veut vraiment lancer des actions néfastes contre notre pays. Mais est-ce une raison pour faire n'importe quoi ? Surtout pas ! Du reste, si vraiment on faisait n'importe quoi dans cette maison, cela se saurait tous les jours. Et jusqu'à présent, hormis quelques cas qui ont défrayé la chronique sur le plan médiatique, vous n'entendez parler de rien, quasiment rien.

La culture du renseignement est aussi celle du risque. Nous vivons dans un système où l'État nous protège et dans une société qui cultive l'aversion au risque. Quand je vais dans les pays anglo-saxons, en Angleterre ou aux États-Unis, je suis reconnu comme « appartenant à la race des seigneurs » ! C'est la terminologie qu'ils utilisent dans la communauté du renseignement. Pour eux, servir dans un service d'« Intelligence », c'est le summum ! Chez nous, nous avons toujours l'impression d'être des marginaux, ou pas forcément très fréquentables. Si chez eux, c'est aussi bien admis, c'est parce que ce métier fait partie des bases de l'éducation, de la sécurité et de la durabilité de leur système de vie. La culture du renseignement se retrouve naturellement partout dans la diplomatie, dans le monde de l'assurance, de la banque et de l'entreprise. Elle est enseignée à l'université, dans les écoles. Chez nous, nous commençons à peine à en parler et à l'enseigner. Il nous reste un grand chemin à faire pour familiariser notre population avec ce qui devrait être une discipline de base.

Les nouveaux défis des services

Les nouveaux défis des services nous poussent du côté de l'Asie. Le centre du monde se déplace de l'Atlantique nord vers le Pacifique, et notamment le Pacifique nord, où nous retrouvons bien entendu les États-Unis et la Chine, un peu comme dans le jeu est-ouest, mais avec des acteurs infiniment plus complexes, qui ne sont pas du tout calqués sur nos modèles mentaux. Ce sont les Chinois, les Japonais, la Corée, les pays d'Asie du Sud-Est, l'Austrasie. Plus de 60 % du commerce mondial se joue là-bas, les grands rapports de force de demain s'y trouvent… Le deuxième enjeu est la relation avec notre

voisinage, notamment avec le monde arabo-musulman : nous avons un milliard de membres de la communauté musulmane à nos portes, avec des explosions démographiques, des enjeux complexes sur le plan socio-économique et politique, une Afrique avec près d'un milliard d'individus sur fond d'immense instabilité. De fait, nous ne pouvons plus travailler sur l'Afrique comme au temps du général de Gaulle, les niveaux d'enjeux, les masses critiques à traiter sur le terrain n'ont plus rien à voir avec les méthodes de la Françafrique. Nous y retrouvons du reste les Chinois, très présents, de même qu'un certain nombre de nouveaux acteurs, tels les Indiens, les Brésiliens, etc. qui nous ont remplacés ou qui veulent le faire. Le script se réécrit, il change radicalement, les services se trouvent devant des pages blanches, où il va falloir repenser les plans de renseignement et de recherche. Et surtout avoir les hommes qui correspondent bien à ces enjeux et aux modes d'action qui vont avec. Lutter contre le terrorisme islamique, par exemple, ou essayer de comprendre ce qui se passe dans la tête des leaders du monde économique chinois, c'est autre chose que la guerre froide. Finalement, ce n'est pas si compliqué que cela ! Excepté que nous sommes face à des enjeux qui n'ont rien à voir avec nos modèles mentaux, nos racines, nos langages, nos façons de voir, nos croyances et qui sont beaucoup plus exigeants et peut-être plus difficiles à vendre aux politiques. Pour ne prendre que l'exemple du terrorisme islamique, nous ne sommes pas dans le champ de la guerre classique, mais dans celui du sacrificiel. En termes de renseignement, ce n'est pas la même chose que de se battre contre les officines du KGB, c'est un autre jeu qui s'est ouvert… avec d'autres règles !

Henri PLAGNOL

« Je suis devenu la “Chèvre” de la DST, contre la CIA. »

Normalien, agrégé de sciences sociales, énarque, conseiller d’État : au début des années 1990, le jeune Henri Plagnol, né en 1961, est un haut fonctionnaire prometteur. Il est alors « tamponné » sans le savoir par la CIA, désireuse de faire de lui une taupe. La DST le prévient, il accepte de travailler pour elle et contribuera à intoxiquer les services américains sur de grandes négociations internationales. Il est furieux, mais son honneur est intact !

« C’était en 1992. J’étais Maître des requêtes au Conseil d’État, je donnais un cours de relations internationales à Sciences Po et j’intervenais un peu partout dans tous les forums qui s’intéressaient à ces questions. Un jour, je participe à une rencontre à l’UNESCO, sur la coopération administrative dans le domaine culturel. Lors du cocktail de clôture, on me présente Mme [Marianne] Baumgartner, la cinquantaine, Américaine typique de la côte Est. On sympathise et elle me dit qu’elle aimerait en savoir plus sur mon regard concernant les relations transatlantiques. On s’est revu, elle m’invitait à déjeuner dans divers restaurants, la dernière fois c’était chez elle. Elle se présentait comme chargée de représenter à Paris une fondation du

Minnesota. Par définition, je n'étais pas détenteur d'informations sensibles.

Pas un instant, je n'imaginais qu'elle puisse être liée aux services secrets d'une puissance étrangère. J'étais assez naïf, j'avais 30 ans et aucune connaissance particulière de ce monde-là. Un an après, étant nommé au cabinet du Premier ministre Édouard Balladur, je suis convoqué un week-end de Pâques par mon camarade de promotion à l'ENA Nicolas Bazire, directeur de cabinet. Il me dit avoir été informé par la DST que j'aurais des contacts avec la CIA, tout en me précisant que la DST n'avait pas de doutes sur ma probité. Je ne l'ai pas cru. Je me suis même un peu énervé, en disant que c'était une blague ! Car je ne voyais pas ce que je pouvais leur apporter. En fait, je l'ai compris bien après, les Américains étaient intéressés par ma capacité d'analyse pour les aider à interpréter des données. Par ma culture générale, mon réseau et mon profil de haut fonctionnaire versé dans les questions administratives et internationales, je pouvais anticiper les réactions qui seraient celles de tout gouvernement français. De plus, je pouvais prochainement me retrouver à un poste sensible et ainsi m'avérer utile.

J'ai immédiatement souhaité être interrogé par la DST. Je suis issu d'une vieille famille d'officiers, la simple idée qu'on puisse alléguer que j'aurais eu un contact avec un service étranger m'était réellement insupportable. Une demi-heure après mon entretien, je suis présenté au directeur de la DST Jacques Fournet, très correct. Puis je vois Raymond Nart[1] qui me fait état, simplement, de tout ce qu'ils savent sur Mme Baumgartner, les raisons pour lesquelles ils n'ont aucun doute sur ses liens avec la CIA. Après un interrogatoire classique, on entre dans le détail. Je me suis rendu compte qu'il valait mieux renoncer à toute fonction dans un cabinet sensible, et j'accepte d'être envoyé en mission. Je suis alors devenu une « chèvre ». À savoir que

je reste au Conseil d'État tout en prenant l'engagement verbal d'être dans l'équipe de la DST jusqu'à la fin des négociations du GATT, après accord de Matignon et de l'Intérieur.

À la différence de la Grande-Bretagne ou des États-Unis, nos services vivent en ghetto, coupés des élites administratives. Un haut fonctionnaire n'a aucun intérêt à collaborer avec eux. Moi, je suis fier de l'avoir fait. Je considère que c'est une de mes aventures les plus sympathiques et les plus droites de ma vie professionnelle.

Le plus ahurissant dans l'histoire, c'est que la ruse a marché. Comment expliquer à Mme Baumgartner que j'avais quitté Matignon et, ensuite, comment reprendre contact ? J'ai prétexté que ma fiancée de l'époque était tombée gravement malade, c'est passé comme une lettre à la poste ! En réalité, cela l'arrangeait de nouer des liens avec une source crédible qui la mettait en valeur vis-à-vis de sa hiérarchie sur un dossier très sensible à ce moment-là : les négociations du GATT, avec les deux points-clés sur lesquels la France se battait bec et ongles, l'exception agricole et culturelle. Puis, comme l'État n'avait rien à me reprocher, le cabinet du Premier ministre m'avait confié des missions un peu plus prestigieuses : j'ai dirigé une délégation au Festival de Cannes, ce qui me crédibilisait sur la culture. J'ai également pris en main une mission de la francophonie au Rwanda, à l'occasion des élections qui, ensuite, ont malheureusement débouché sur le génocide. Il y avait quand même des éléments qui montraient que j'étais toujours intéressant.

Mon rôle, c'est alors d'accréditer le fait que la France ne cédera jamais, en me basant sur des contacts que j'inventais. La thèse de fond est évidemment juste. La DST s'organisait pour enregistrer et filmer les entretiens, mais sans instruction du gouvernement. Je me donnais à moi-même les consignes, consistant à convaincre les Américains qu'ils ne feraient pas plier la France. À partir du mois de

mai 1992, Mme Baumgartner me propose d'être rémunéré. Au début, c'était très modeste, c'était quelque chose comme 500 francs pour un déjeuner. Et c'est devenu, à partir d'octobre, pour les trois dernières rencontres, autour de 5 000 francs. Je donnais l'argent à la DST et l'affaire était réglée. À ce moment-là, je comprends que la DST a raison, que quelque chose n'est pas normal. Le fonctionnement de la CIA dans cette affaire est quand même curieux. Par exemple, elle me faisait signer un reçu pour ces modestes sommes, comme une petite bureaucrate. On a quand même vraiment l'impression que tout cela n'était pas très professionnel…

Sur la fin, c'est monté en puissance. Pour les deux dernières rencontres, Mme Baumgartner est remplacée par un monsieur « Pastor ». Il se présente comme venant de la même fondation, mais pose des questions beaucoup plus précises sur l'agriculture et l'audiovisuel, tout en parlant des céréaliers du Minnesota. Il est vrai qu'aux États-Unis, les services collaborent avec toutes sortes d'intérêts économiques, de façon beaucoup plus transparente que chez nous. Pour la toute dernière rencontre, l'équipe DST était surexcitée : Pastor vient en compagnie d'une femme d'une soixantaine d'années qui, d'après nos services, était quelqu'un d'assez élevé dans la hiérarchie de la CIA, venue pour authentifier – ou pas – la source. Cela me paraissait exagéré par rapport à ce que je révélais, qui n'était jamais qu'une présentation astucieuse de ce qui était dans la presse tous les jours… D'après la DST, l'affaire du GATT était tellement sensible qu'une partie de ce que je racontais allait directement sur la table du conseil de sécurité du président américain ! Six semaines après, les négociations du GATT se concluent au profit de la France. Peut-être qu'à la marge ai-je contribué à convaincre les Américains que, quelles que soient leurs pressions, mon pays n'avait pas de marge de manœuvre sur ces dossiers trop sensibles.

Après cette dernière rencontre, Raymond Nart et Jacques Fournet me remercient d'une poignée de main chaleureuse. Ils considèrent, c'est la vérité, que j'ai fait mon devoir. Point. Je n'ai jamais attendu de cette mission les honneurs ou les fleurs. Et l'affaire s'arrête là pour moi. J'ai très mal vécu sa révélation par *Le Monde* en 1995. J'avais commencé à m'engager en politique, devenu conseiller général dans le Val-de-Marne. Je ne sais toujours pas, aujourd'hui, ce qui a conduit à la mise sur la place publique de cette affaire. À ma connaissance, c'est un événement quasiment sans précédent entre deux puissances aux intérêts aussi imbriqués que la France et les États-Unis. La presse américaine s'en est donnée à cœur joie pour ridiculiser la CIA…

---

1. Voir son témoignage sur l'affaire Plagnol, pp. 166-167.

Rémy PAUTRAT

« Un de mes collaborateurs me souffle, alors que je suis dans la maison depuis seulement quelques heures : “Monsieur, si vous nous demandiez de faire des opérations contre nos amis des services alliés, sachez que nous ne vous suivrions pas.” »

Si le renseignement n’est certes pas une culture partagée dans le haut appareil d’État, Rémy Pautrat, né en 1940, est l’exception qui confirme la règle. Préfet, éphémère directeur de la DST définitivement rétif aux ordres les plus sots, il est l’artisan d’une profonde réforme du renseignement et le père de son organisation moderne autour du coordonnateur en poste, depuis Nicolas Sarkozy, aux côtés du chef de l’État.

« Lorsque j’ai été nommé à la tête de la DST, en août 1985, après le départ de mon ami Yves Bonnet, j’ai été reçu par le président

François Mitterrand qui m'annonce d'emblée à propos de l'affaire Farewell : « Cette affaire est une manipulation totale des services américains, à laquelle la DST a prêté la main. » Il ajoute qu'il souhaite un rapport sur le sujet, car il n'avait pas été satisfait de celui qu'il avait demandé à Yves Bonnet[1]. J'ai donc travaillé à préparer ce rapport, dont certains éléments m'étaient connus depuis mon passage comme chef de cabinet du ministre des Relations extérieures, Claude Cheysson. Et mes conclusions ont été les mêmes que les précédentes : il s'agissait d'une action remarquable, initiée et conduite par la DST sous la direction de Marcel Chalet et de Raymond Nart. Mais le cabinet du président de la République m'a fait comprendre que ce n'était pas tout à fait ce qu'il souhaitait ! Il m'a donc été demandé de reprendre mon travail et j'ai produit un second rapport qui arrivait bien entendu aux mêmes conclusions que le premier… À partir de ce moment, on a dû penser que mes facultés de compréhension étaient certainement limitées… C'est qu'il m'a toujours été difficile de faire ce qui ne me paraissait pas conforme à la réalité, ou à quelques principes de conduite simples qui faisaient sens pour moi. Je dois dire que, malgré les désagréments qu'a pu parfois susciter ce trait irritant de mon caractère, ma hiérarchie ne m'en a jamais tenu rigueur dans mon parcours professionnel…

J'ai conservé un souvenir précis, forcément, de l'entretien qu'a bien voulu m'accorder le président François Mitterrand après ma nomination à la DST. J'étais impressionné, surtout lorsque après ses paroles empreintes d'une grande courtoisie, il ajoute : « Votre maison ne m'aime pas et depuis longtemps. » Je n'ai évidement pas demandé d'explications supplémentaires, me bornant à m'enquérir de savoir s'il avait des directives particulières à me donner s'agissant de l'activité de la DST. Le Président m'a répondu qu'il n'en avait pas et qu'il laissait au ministre de l'Intérieur le soin de m'éclairer sur ce sujet. En

revanche, et en souriant un peu, il a ajouté : « C'est une fonction où il faut agir en se faisant oublier. »

À mon arrivée, rue Nélaton, j'ai ressenti une hostilité très forte, physiquement palpable. Yves Bonnet y était très apprécié et son départ avait été mal vécu. Le jour de mon installation, Jean Rochet, directeur de la Surveillance du territoire de 1967 à 1972, envoya à l'AFP un communiqué très dur, m'accusant d'arriver avec des « préjugés tiers-mondistes » acquis au Quai d'Orsay, et qu'à ce titre ma nomination pouvait s'interpréter comme une « véritable atteinte à la sûreté extérieure de l'État » ! Le député de droite Alain Madelin déclarait pour sa part que « j'étais un cadeau fait à Gorbatchev ». Ce n'était évidemment pas de nature à susciter un grand enthousiasme ! Je pris conscience du chemin à parcourir pour faire ma place lorsqu'un éminent collaborateur me souffla, alors que je n'étais dans la maison que depuis quelques heures : « Monsieur, si vous nous demandiez de faire des opérations contre nos amis des services alliés, sachez que nous ne vous suivrions pas. »

L'ambiance était donc maussade, mais j'étais là pour faire du contre-espionnage, de l'antiterrorisme, pas autre chose. Le reste relevait des aléas professionnels qui ne doivent pas altérer l'enthousiasme de servir. Donc, en avant ! Je n'ai pas voulu changer l'équipe de direction, bien qu'on ait insisté vivement et, à plusieurs reprises, pour que je le fasse. J'en connaîtrai les raisons bien plus tard…

Je faisais mienne cette définition du renseignement de l'amiral Lacoste[2] [alors patron de la DGSE] : « Le renseignement consiste à apporter aux autorités responsables les informations secrètes ou cachées qui ne sont pas diffusées par les médias, qui ne sont pas à la disposition des experts et dont les autorités responsables ont besoin pour conduire la politique de la nation, pour promouvoir ses intérêts

légitimes ou pour garantir sa sécurité. » Lorsque je rencontrai l'Amiral à la DGSE, il m'accueillit avec ces paroles fortes : « J'espère que vous voyagerez moins à l'étranger que votre prédécesseur qui y passe son temps, créant une confusion préjudiciable. » Je m'efforçais de le rassurer sur ma volonté de travailler avec lui dans un climat de confiance et de saine émulation au service des seuls intérêts de notre pays. Je pressentais que la fonction demanderait de la force de caractère. Mon pressentiment se révéla fondé.

C'est ainsi que peu de temps après, j'ai été reçu par le directeur de cabinet du président de la République, Gilles Ménage[3], pour qui j'avais une amitié sincère et dont le soutien fut précieux dans ma vie professionnelle. Il me révéla l'existence à la DST d'une « brigade du chef », chargée de recueillir des renseignements, notamment d'ordre privé, qui pouvaient être utiles en dehors des activités de contre-espionnage. L'usage s'était établi d'une rencontre hebdomadaire entre le cabinet du Président et celui du directeur de la DST au cours de laquelle les documents recueillis par le service étaient remis.

En rentrant à la Direction, j'ai demandé la dissolution immédiate de cette unité. Cela a quelque peu compliqué mes rapports avec Gilles Ménage, qui m'en a voulu. Et j'en ai éprouvé de la tristesse tout en comprenant son point de vue. Mais, sur le plan déontologique et éthique, ma conception de la fonction publique et du service de l'État faisait qu'il était hors de question qu'une partie du personnel puisse consacrer du temps à rechercher des informations qui n'avaient rien à voir avec les missions fondamentales de la surveillance du territoire. C'est une question de principe. Cette maison n'était pas faite pour cela et moi non plus. C'est tout. Le premier devoir d'un fonctionnaire n'est pas seulement d'être d'une loyauté absolue envers le gouvernement. C'est également de lui dire les choses comme elles doivent être dites, si cela est nécessaire, et de ne rien faire qui soit

contraire aux principes de l'État républicain et aux valeurs qui sont le socle de notre « vivre ensemble ».

Opération Ardoise

Lorsque les attentats du CSPPA commencèrent à Paris, à l'automne 1986, nous n'avions que peu d'indications sur leur origine. Il nous semblait néanmoins probable que la mouvance islamiste radicale gravitant autour d'un foyer du Kremlin-Bicêtre n'était pas étrangère aux événements. Un coup de filet fut décidé avec l'accord du ministre de l'Intérieur Pierre Joxe, sous le nom d'opération Ardoise : le 13 février, on lança le filet, d'une façon suffisamment forte, pour créer une émotion dans la communauté intéressée, susciter un réflexe de crainte ou de peur, pour faire cesser les attentats, le tout en montrant à la population qu'on ne restait pas inactifs. Nous sommes intervenus dans toute la France, ciblant un certain nombre de personnes préalablement identifiées. Une opération sans précédent depuis la fin de la guerre d'Algérie. Cela conduira, au bout de quelque mois, à la destruction du réseau et à l'arrestation des coupables. Les attentats vont cesser provisoirement jusqu'à l'entrée en fonction de Jacques Chirac comme Premier ministre, après les élections législatives, le 20 mars suivant. Ce jour-là, un attentat tuera 2 personnes à la galerie commerciale du *Point Show*, aux Champs-Élysées. L'opération du 13 février allait également provoquer une séquence dramatique. Dans ce cadre, la décision fut prise d'expulser plusieurs ressortissants, suspectés de présenter un danger pour la sécurité nationale, en procédure d'urgence absolue.

Celle-ci fut décidée par le ministre et exécutée sous l'autorité du directeur général de la police nationale, François Roussely, par la

préfecture de police, la DST fournissant un support de personnels d'escorte. C'est alors qu'intervint un épisode pénible : l'expulsion vers leur pays de deux Irakiens interpellés dans le cadre de cette opération. Hamza Fawsi et Hassan Khair Al Din étaient des militants du mouvement chiite d'opposition au régime de Saddam Hussein, le Parti islamique Dawa, auxquels appartiennent aujourd'hui le Premier ministre Nouri el-Maliki [en poste depuis le 20 mai 2006. Toujours en fonction en juin 2014] et une partie du gouvernement irakien. À l'époque, nous considérions Dawa comme un mouvement fondamentaliste radical. Après leur arrestation, la DST les a remis à la préfecture de police pour expulsion et, privilégiant l'aspect opérationnel de l'action en cours, je ne me suis plus occupé de leur situation. J'ai eu grand tort…

Selon la procédure habituelle, les intéressés ont été questionnés sur le pays vers lequel ils souhaitaient être expulsés, lesquels ont refusé de les accueillir, et c'est là – c'est dire le drame ! – qu'on les a renvoyés vers leur pays d'origine, c'est-à-dire l'Irak. C'est avec une certaine émotion et irritation que j'ai découvert cette réalité. J'aurais dû me charger moi-même d'assurer un suivi de toutes les personnes interpellées. Personne ne l'a fait, ni moi, ni le directeur général de la police nationale, ni le préfet de police Guy Fougier, homme d'une rigueur remarquable, grand professionnel. Nous étions pris par l'urgence de prévenir des attentats, on n'a plus songé à la mise en œuvre de cette procédure d'expulsion. Les dossiers de ces personnes ont été traités comme des dossiers ordinaires, ce qu'ils n'étaient évidemment pas. Je prends ma part de responsabilité dans cette grave erreur d'appréciation.

Un déchaînement médiatique a alors accusé la France d'avoir livré volontairement ces opposants. Le Jihad islamique, qui détenait nos otages au Liban, a prétendu avoir assassiné notre compatriote Michel

Seurat en représailles, mais c'était une odieuse manipulation ! Nous savions qu'il s'agissait d'une mise en scène. Quelques mois plus tôt, nous avions eu la certitude absolue de la mort d'un de nos otages mais nous ne savions pas lequel. Lorsque nous avons vu la photo de Michel Seurat diffusée par le Jihad islamique et son communiqué, nous avons fait le rapprochement : l'otage manquant était à l'évidence Michel Seurat. Mais nous ne pouvions pas en faire état, l'origine de ce renseignement étant trop sensible. Il faut reconnaître que la DST s'est trouvée sérieusement déstabilisée, alors qu'elle avait marqué un point avec l'opération Ardoise, qui va conduire également, quelque temps plus tard, au recrutement de la source qui va révéler l'existence du réseau Fouad Salah, responsable des attentats du CSPPA. Les autorités politiques ont pourtant estimé que, pour aussi regrettable qu'ait été cette tragique méprise, il ne fallait pas porter atteinte à la stabilité des équipes en place contre le terrorisme. Nous avons été maintenus dans nos fonctions. Les deux Irakiens, Hamza Fawsi et Hassan Khair Al Din, reviendront d'ailleurs en France après les élections législatives. Peut-être s'y trouvent-ils encore, je ne sais pas.

Relations avec la DGSE

Ma première rencontre avec le patron de la DGSE, l'amiral Lacoste, se situe en pleine affaire du *Rainbow Warrior*, au moment où les choses deviennent très difficiles. Je participais, comme tous les directeurs de police active, aux réunions qui se tenaient tous les soirs dans le bureau du ministre et j'ai assisté aux discussions et aux demandes présentées par les Néo-Zélandais qui ont conduit à leur

fournir un certain nombre d'éléments. Dès lors, les rapports entre l'Intérieur et la Défense, la DST et la DGSE, vont se compliquer.

L'amiral Lacoste parti, le général René Imbot lui succède… Il cesse de se rendre aux réunions du Comité interministériel de lutte antiterroriste (CILAT), ce qui crée une rupture entre la Place Beauvau et l'Hôtel de Brienne. Les échanges de renseignements deviennent tendus, mais le général Imbot et moi-même sommes bien conscients qu'il faut continuer à nous voir. Au ministère de l'Intérieur, personne ne souhaite vraiment que je continue à avoir des rapports avec la DGSE. Mais nous le ferons d'une façon « conspirative », en prenant des petits-déjeuners chez des collaborateurs, chacun arrivant dans sa voiture et repartant de son côté… Ce qui n'aide pas à créer un climat propice à la coopération et à l'efficacité…

En débarquant à la DST, je n'ai pas trouvé de feuille de route – émanant du pouvoir politique –, définissant la stratégie et les activités à moyen terme. J'ai regretté à cette époque une « auto-orientation » excessive[4]. Les priorités n'étaient pas définies par le pouvoir, mais en fait par le service. J'ai proposé à Pierre Joxe de préparer un nouveau projet pour le contre-espionnage, appelé « Réflexions pour une stratégie de la riposte » et élaboré avec la participation de l'ensemble des personnels de la DST, à Paris et en province. Il en approuvera les orientations et l'alternance de 1986 en traduira un certain nombre dans les faits, notamment la création d'une division dite « T », chargée de la lutte antiterroriste et que j'ai confiée à l'excellent Jean-François Clair, brillamment assisté du colonel, à cette époque, Philippe Rondot qui avait rejoint la DST pour le plus grand profit de notre maison.

CILAT, pré-CILAT… et pré-pré-CILAT

J'ai très vite été obsédé par la coordination du renseignement. Le CILAT existait pour cela : une réunion avait lieu chaque jeudi, présidée par le ministre avec, autour de lui, les directeurs de cabinet des ministères de souveraineté : Défense, Affaires étrangères, Justice, Outre-mer, etc. J'appris à ce moment qu'avant le CILAT se tenait une première réunion, le « pré-CILAT », durant laquelle les directeurs de police et le préfet de police faisaient le tri des affaires, entre celles qu'il paraissait possible de communiquer aux collègues et celles jugées vraiment intéressantes qu'il fallait absolument garder pour nous ! Pourquoi une pratique aussi funeste ? Tout simplement parce que nous considérions le renseignement non comme une matière première à gérer collectivement dans l'intérêt général, mais comme un enjeu de pouvoir !

Le comble du ridicule était atteint lorsque après le pré-CILAT, nous quittions la place Beauvau – où nous venions de nous réunir –, pour arriver – après un tour du quartier – à 16 heures, en même temps que les autres participants au CILAT ! Mais ce que le ministre ne savait pas, c'est qu'à la DST se tenait déjà une réunion préparatoire au pré-CILAT pour savoir ce que la Direction y donnerait, ou pas ! On évacuait ce qui nous paraissait vraiment trop sensible pour être communiqué aux autres directeurs de la police active.

C'était un système d'une absurdité complète, dont je souffrais. Cela tient à une conception erronée de l'information dans notre pays et à une logique hiérarchique du secret s'opposant à celle de l'échange. On peut la résumer ainsi : même si elle ne me sert à rien, je garde l'information et surtout je la classifie : diffusion restreinte, confidentiel défense, secret-défense, secret Diamant, secret Rubis…

Je disais un jour au ministre de l'Intérieur que la seule classification qui n'avait pas encore été créée était « avaler après avoir lu »…

Guerre froide et contre-ingérence

À l'époque, il n'y a pas d'incertitude : l'adversaire est connu, ses méthodes aussi. La pression du monde soviétique est constante, on vit dans cette culture de la guerre froide. Le contre-espionnage est dirigé par Raymond Nart[5], un grand professionnel du renseignement, le père de l'affaire Farewell. Il est fondu avec l'antiterrorisme, la DST ayant reçu compétence pour lutter contre le terrorisme proche et moyen-oriental.

Parmi les événements qui m'ont frappé en 1985, la défection du patron du contre-espionnage de la République fédérale d'Allemagne (RFA), passé à l'Est, quatre ans avant la chute du Mur de Berlin, m'a particulièrement marqué.

[Directeur du *Bundesamt für Verfassungsschutz* (Office fédéral de protection de la Constitution) et connaissant à ce titre tous les secrets du contre-espionnage occidental, Hansjoachim Tiedge a fui vers l'Allemagne de l'Est, le 19 août 1985, provoquant un cataclysme politique à Bonn. Après la réunification allemande de 1990, il trouva refuge en URSS et mourut à Moscou en 2011.]

Peut-être aurions-nous pu interpréter plus profondément le message de Farewell, disant que le système soviétique était pourri et dans une déliquescence totale. Mais franchement, en 1985, nous n'anticipions pas la disparition du bloc de l'Est à si court terme.

Avec les services secrets étrangers, nous avions d'excellents rapports, ce qui n'empêchait pas non plus de se préoccuper de ce qu'ils faisaient. J'ai d'ailleurs remis en place le service de

renseignement de contre-ingérence – chargé de travailler sur les services amis en France – qui avait été dissous. Il faut bien sûr être coopératif, avoir vraiment confiance mais sans être naïf… En plusieurs circonstances, la DST a fait son travail fermement à l'égard de services alliés outrepassant les privilèges de l'amitié.

Réformer le renseignement

En 1988, je deviens conseiller technique auprès du Premier ministre Michel Rocard[6], qui m'appelle à son cabinet car il s'intéresse au renseignement et pense que j'ai quelques idées sur le sujet. On pressent bien que les services vont connaître une mutation considérable car le monde change très vite avec la dislocation du bloc soviétique, la mondialisation, le développement des TIC [les technologies de l'information et de la communication]… Je deviens ensuite son conseiller pour la sécurité, appellation destinée à faire comprendre qu'une politique de sécurité nationale globale est nécessaire. Le cabinet du président de la République s'opposera à la création de ce poste, mais Michel Rocard le fera néanmoins, conscient qu'il faut pousser l'effort de coordination. Nous souhaitions faire bouger un certain nombre de choses, notamment avec la création d'un conseil national de sécurité, d'un coordonnateur du renseignement, mais la présidence de la République n'était pas d'accord. Une solution de repli a consisté à réactiver un ancien mécanisme, créé par le général de Gaulle mais qui ne fonctionnait plus, le Comité interministériel du renseignement (CIR). Ce sera un authentique progrès culturel qui préparera la création du dispositif que nous connaissons actuellement.

La guerre froide et la décolonisation – les deux tendances lourdes qui avaient motivé les services de renseignement depuis des années – avaient fait leur temps, d'autres éléments arrivaient au premier rang : des États et des acteurs nouveaux, les menaces liées à la prolifération rendaient la coordination plus importante que jamais. De plus, notre appareil de renseignement était calibré pour faire face à des situations de crise, mais beaucoup moins adapté à l'anticipation. Enfin, notre pays n'accordait pas assez d'importance à ce qu'on appelait le renseignement ouvert, c'est-à-dire à l'expertise qui doit compléter la source secrète.

Michel Rocard a pensé qu'il était souhaitable d'avancer sur ces terrains, avec la création d'un plan national de renseignement et la mise sur pied d'un groupe permanent présidé par le directeur de cabinet du Premier ministre qui se réunissait toutes les quatre ou cinq semaines. Le chef de l'État approuvait les priorités proposées par le CIR. Dans le décret qui a réactivé le comité interministériel du renseignement en 1989, un article passé inaperçu n'a jamais été appliqué : il prévoyait la création auprès des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Intérieur de comités d'experts chargés d'animer la réflexion, d'aider et d'aiguillonner les ministères sur des faits complexes. C'est à propos de ce CIR que le président de la République a lancé à Michel Rocard : « Si ça vous amuse ! »

Il faut comprendre qu'un Président et un Premier ministre n'ont pas seulement les services à leur disposition, mais également leurs sources et leurs contacts personnels auxquels ils accordent du crédit, ce qui complique les choses. Mais c'est une donnée incontournable, une réalité.

Idées à effet différé…

J'étais de longue date favorable à la création de ce poste de coordonnateur du renseignement, finalement créé en 2008 par le président Nicolas Sarkozy. Il fallait auprès du chef de l'État quelqu'un possédant une vue synthétique de l'ensemble de la production ouverte et fermée, qu'il puisse en faire rapport. Ce n'est pas à mes yeux un *cow-boy*, il n'a pas non plus à donner des instructions aux chefs de service ! À mes yeux, c'est un bénédictin, traitant avec une petite équipe le renseignement qu'il valorise, tout ce fonds sous-utilisé mais essentiel pour notre compétitivité économique, pour notre réflexion stratégique. Tout cela relève de la stratégie du « veilleur de l'avant », celle qui permet de jouer le coup d'avance. Michel Rocard avait perçu très rapidement l'avantage que présente « le savoir en avant », cette anticipation, vocation même du renseignement, à l'articulation de la mémoire et du projet. Cette idée l'a tant passionné qu'il s'est rendu deux fois à la DGSE. Il respecte très profondément les hommes du renseignement, activité noble et mal connue. Avec cette vision que le renseignement est un élément de la stratégie politique et diplomatique, de la puissance de l'État, et qu'un pays qui en serait privé ne pourrait rapidement plus tenir sa place parmi les grandes puissances.

PARIS, le 25 janvier 1990

Le Premier Ministre

N° 38075

Monsieur l'Ingénieur Général,

Le recueil et le traitement du renseignement dépendent, pour une large part, des procédés et des techniques d'investigation dont peuvent disposer les services chargés de la sécurité du pays.

L'évolution des technologies de communication, leur mise en oeuvre et l'apparition de nouvelles capacités d'échange d'informations de toute nature modifient les conditions de collecte du renseignement (croissance du volume, diversification des sources, réduction des contacts physiques entre personnes, abolition des distances). Elles engendrent une augmentation des besoins des services spécialisés tant en moyens techniques adaptés qu'en personnels qualifiés.

Les programmes de modernisation actuellement en cours (plan de redressement des écoutes militaires 1984-1993 du ministère de la Défense en premier lieu) participent déjà à la recherche d'une plus grande efficacité en matière de technique d'interception.

Toutefois, face à la croissance et la diversité des besoins qui apparaissent (modernisation du groupement interministériel de contrôle notamment) et qui engagent le long terme, il convient de mener une réflexion d'ensemble sur la politique nationale dans ce domaine.

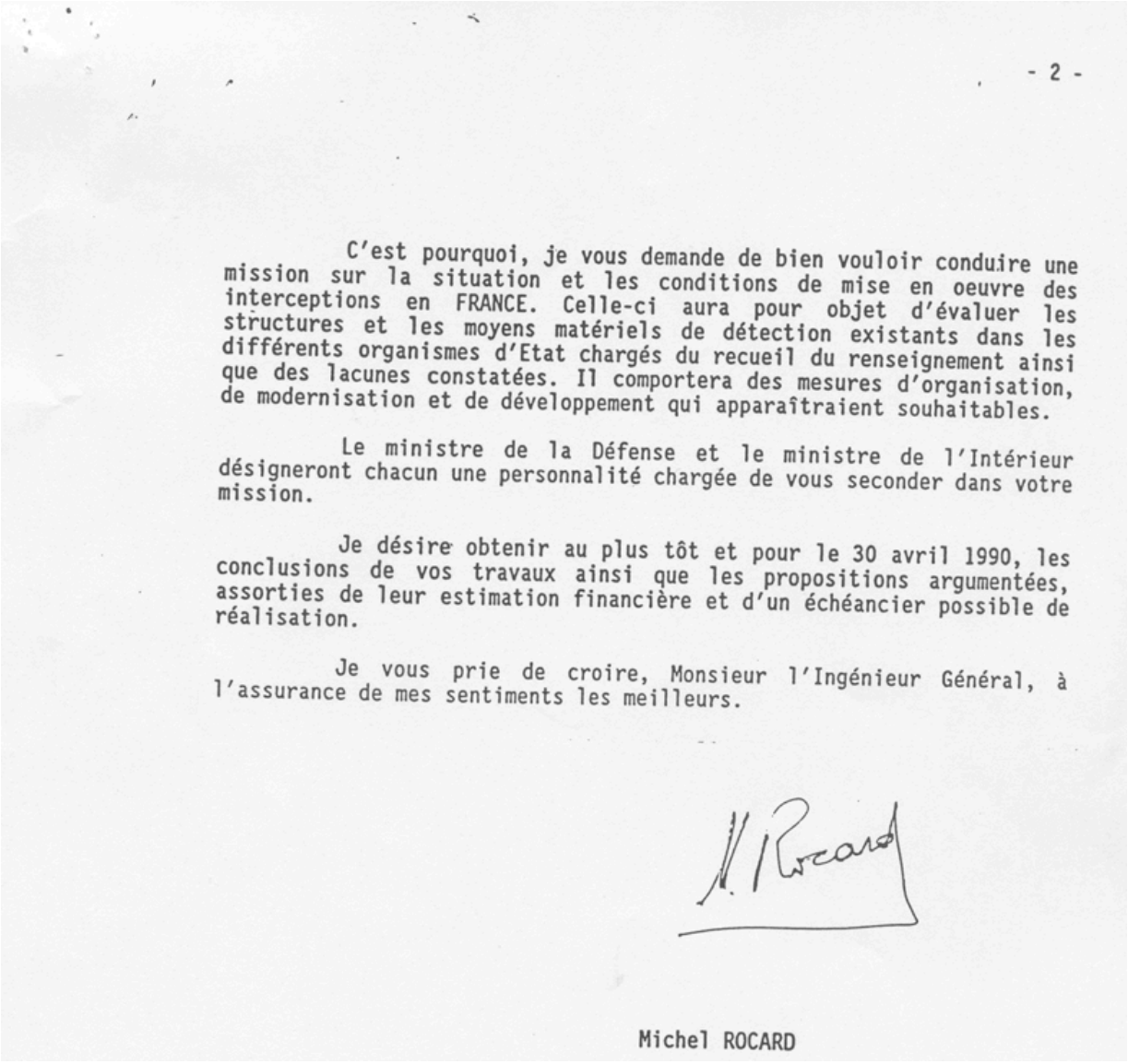
Monsieur Maurice DU MESNIL
Ingénieur général des télécommunications
191, rue d'Alésia

.../...

75014 PARIS

Lettre du Premier ministre Michel Rocard à l'ingénieur général des télécommunications Maurice du Mesnil sur les « conditions de mise en œuvre des interceptions en France ».

Son objectif de mettre en place un service comparable au GCHQ britannique ou à la NSA américaine ne s'est pas concrétisé à ce jour.
Archives des auteurs.



- 2 -

C'est pourquoi, je vous demande de bien vouloir conduire une mission sur la situation et les conditions de mise en oeuvre des interceptions en FRANCE. Celle-ci aura pour objet d'évaluer les structures et les moyens matériels de détection existants dans les différents organismes d'Etat chargés du recueil du renseignement ainsi que des lacunes constatées. Il comportera des mesures d'organisation, de modernisation et de développement qui apparaîtraient souhaitables.

Le ministre de la Défense et le ministre de l'Intérieur désigneront chacun une personnalité chargée de vous seconder dans votre mission.

Je désire obtenir au plus tôt et pour le 30 avril 1990, les conclusions de vos travaux ainsi que les propositions argumentées, assorties de leur estimation financière et d'un échéancier possible de réalisation.

Je vous prie de croire, Monsieur l'Ingénieur Général, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

M. Rocard

Michel ROCARD

Parmi ses projets, figurait la création d'un organisme semblable au *Government Communications Headquarters* (GCHQ) britannique, centralisant l'ensemble de la collecte technique et des interceptions.

Michel Rocard avait bien compris l'importance des interceptions. Il a saisi directement son homologue Margaret Thatcher, en lui disant qu'il mandatait un ingénieur général des télécommunications, Maurice du Mesnil, pour étudier les dispositifs techniques du Royaume-Uni. Mme Thatcher lui a répondu personnellement qu'elle donnait son accord à cette mission, qui n'a pas été très bien perçue en France, où le Premier ministre n'était pas attendu sur ce terrain…

Michel Rocard était également convaincu, comme je l'étais moi-même depuis longtemps, que le contrôle parlementaire des activités de renseignement était indispensable, à la fois comme garantie démocratique et comme élément de progrès du renseignement. C'est un stimulant qui oblige à rendre compte, à expliquer, à sortir de la logique du secret – nécessaire bien sûr, mais pour les opérations les plus pointues.

Le renseignement ouvert

À l'ENA, à Polytechnique ou dans les autres grandes écoles publiques, aucun enseignement n'est sérieusement consacré à la stratégie de l'information, à l'intelligence économique, ou à l'influence… Dans notre pays, nous n'accordons pas suffisamment d'importance à ce qu'on appelle le renseignement ouvert. Ce gisement considérable, accessible librement, sans utiliser les moyens professionnels, souvent clandestins, qu'exige la recherche de l'information secrète. « Ouvert » n'est pas synonyme de « simple » ! Il faut bien se rendre compte que le volume d'informations disponibles double tous les trois à quatre ans. Il n'existe toujours pas dans notre pays de pôle d'excellence capable de traiter comme il le faudrait sur une grande échelle, ce renseignement ouvert.

Michel Rocard avait parfaitement conscience de l'importance de ce gisement dans le domaine économique, son but étant de parvenir à la création d'un organisme parallèle au CIR qui serait, pour sa part, chargé de la compétitivité et de la sécurité économiques, mais dans le domaine du renseignement ouvert. Ses fonctions ont malheureusement cessé en mai 1991, avant d'arriver à cette phase que je reprendrai un peu plus tard quand je serai nommé secrétaire général adjoint de la Défense nationale, cette fois en prise directe avec le cabinet du Premier ministre Édouard Balladur. C'est finalement lui qui créera, en avril 1995, ce Comité pour la compétitivité et la sécurité économique composé de sept personnalités qualifiées, sans aucun fonctionnaire. Il s'agissait de Bernard Esambert, Jean Gandois, Philippe Jaffré, Jean-Luc Lagardère, André Lévy-Lang, Henri Martre et Luc Montagnier. À eux de dire au Premier ministre : « Dans les années qui viennent la survie ou le développement de nos entreprises sont subordonnés à la recherche de tel type d'information. » Malheureusement, ce comité tombera en désuétude et disparaîtra après le départ de monsieur Balladur, soit un mois après sa création ! Cette idée sera cependant reprise en 2003, avec le rapport du député Bernard Carayon[7] et la création du poste de Haut responsable pour l'intelligence économique, confié à Alain Juillet[8]. Entre le rapport Martre de 1993[9], premier document à tirer la sonnette d'alarme, et la nomination d'Alain Juillet, il faudra attendre dix ans pour doter l'intelligence économique d'un appareil de traitement systématique de l'information, à l'exception de quelques modestes expériences territoriales.

Parmi les éléments caractérisant la situation contemporaine, figurent la connaissance, la vitesse, la complexité et la guerre économique. Tous les coups sont permis, la déstabilisation à partir de l'information est une donnée constante. L'information est une matière

première, mais aussi une munition. C'est même la munition principale ! On se bat pour l'information, que les autres veulent obtenir sans votre accord. Une nation ou une entreprise moins informée que ses concurrents n'a pas d'avenir. Le coup d'avance, c'est difficile… Or, tous les pays utilisent leurs services secrets pour obtenir des renseignements scientifiques, commerciaux, politiques, culturels… Eh ! oui… Même culturels. Soyons réalistes ! Nos amis anglo-saxons, comme c'est curieux, règlent le problème sans même se poser la question.

---

1. Voir son témoignage, pp. 177-180.
2. Voir son témoignage, pp. 263-266.
3. Voir son témoignage, pp. 275-293.
4. Voir le témoignage d'Alain Chouet, pp. 333-334.
5. Voir son témoignage, pp. 151-169.
6. Voir son témoignage, pp. 491-500.
7. *Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale*, rapport au Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, La Documentation française, 2003.
8. Voir son témoignage, pp. 115-127.
9. Commissariat général du plan, « Intelligence économique et stratégie des entreprises », travaux du groupe présidé par Henri Martre, La Documentation française, 1993.

VII

SENTINELLES

Aux échauguettes des guerres modernes

Ils sont des soldats. Des officiers. Ils sont entrés dans la carrière après les chocs déstabilisateurs de la décolonisation. Par-delà les régimes, les aléas stratégiques, les réductions drastiques des formats des armées et de leurs effectifs, ils ont servi la France en portant l'uniforme ou pas, selon les périodes, et en alternant les postes de commandement dans les forces « régulières » ou moins ordinaires, avec des fonctions de conseillers militaires dans les cabinets politiques.

Jean Heinrich, un fantassin dur à cuire du service Action, spécialiste de l'ex-Yougoslavie, est passé par le cabinet du ministre de la Défense avant de reprendre du service dans le renseignement. Conscient de ses faiblesses et de son inadaptation à l'après-guerre froide, il a contribué à le réformer en devenant le premier directeur de la DRM. Pilote de chasse, **Bernard Norlain** a été successivement le chef du cabinet militaire de deux Premiers ministres, Jacques Chirac et Michel Rocard. Il a également contribué à la définition du nouveau modèle de conduite des services mis en place, plus tard, par Nicolas Sarkozy. Parachutiste au verbe haut, **Christian Quesnot** avait des idées de réformes, dont les deux présidents dont il fut le chef d'état-major particulier, François Mitterrand puis Jacques Chirac, n'ont pas voulu tenir compte. Ils étaient en cela les fruits de leur propre histoire… **Jacques Lanxade**, un amiral parfaitement à l'aise dans la galaxie politique, a mis à profit ses excellentes connexions pour contribuer à la modernisation et à une bien meilleure organisation du renseignement militaire. C'était indispensable, certes, mais pas gagné d'avance…

Jean HEINRICH

« Notre niveau de renseignement militaire était très, très faible. Je ne dirais pas qu'on était aveugles, mais pas loin ! »

Discret, efficace, connaisseur avisé de l'Est européen, diplômé de serbo-croate, officier au service Action dès l'aube de sa carrière, Jean Heinrich, né en 1940, sait aussi se mouvoir dans le monde politique. Après le désastre du *Rainbow Warrior*, il est désigné volontaire pour remettre sur pied le service Action. Et il sera le premier général nommé à la tête de la DRM.

« Beaucoup d'opérations s'étaient montées contre les Soviétiques, afin de pouvoir, à tout moment, être au courant du positionnement et du niveau d'alerte de leurs unités. En 1979, le SDECE avait très bien pressenti l'invasion de l'Afghanistan, après avoir observé que différentes divisions parachutistes se déplaçaient, se mettant en ordre de bataille face à l'Afghanistan. Connaissant la stratégie et la tactique des Russes, le SDECE a déterminé une date assez précise à laquelle ces troupes allaient entrer en Afghanistan. Il fallait également posséder une connaissance parfaite de leurs moyens. On était très orientés sur l'aspect militaire. Des opérations étaient montées pour se

procurer les armes et les missiles. Dès qu'un matériel sortait, les Occidentaux essayaient de s'en procurer un modèle pour l'étudier et préparer les contre-mesures.

Les Afghans ont rapidement commencé à organiser leur résistance. Ils savaient se servir de fusils, c'est à peu près tout, mais ils n'avaient pas de connaissances sur la manière de se battre en situation de guérilla. De notre côté, nous étions très intéressés par le niveau militaire de l'armée soviétique, comment ils se battaient, quelles étaient leurs méthodes sur le terrain. Nous avons ainsi formé des personnels en France, puis nous les avons envoyés sur le front pour mener des opérations, aux côtés des forces afghanes.

Nous n'étions quand même pas les seuls – il y avait également dans certaines régions des Américains –, mais nous avions réussi à mettre en place des méthodes qui ont permis à la guérilla de s'implanter. Le principe des Russes étant d'essayer de faire partir la population, le nôtre était de permettre à cette population de rester sur place pour qu'une guérilla puisse y vivre. Et nous avons bien réussi. On travaillait avec Massoud [Ahmed Shah Massoud, ami de la France surnommé le Lion du Pandjchir, fut d'abord un résistant à l'occupation soviétique, puis un opposant aux talibans. Il fut assassiné par Al-Qaïda, le 9 septembre 2001], puis avec les gens d'Amin Wardak. La France était en pointe dans cette affaire. Nous n'étions pas les seuls. Nous sommes toujours plus discrets que les Américains.

Après le *Rainbow Warrior*

J'ai commandé le service Action, en 1985, après l'affaire du *Rainbow Warrior*, dans une période difficile avec des personnels troublés, s'inquiétant pour leur avenir. Et, pour autant, les missions à

l'époque continuaient. Mon premier rôle a été d'apporter de la sérénité puis, dans un deuxième temps, de modifier les méthodes selon l'image que je me faisais de ce que doit être un service Action. J'ai tiré plusieurs leçons des enseignements opérationnels et sur la sélection des personnels… Mais, contrairement à ce qu'on pourrait croire, je n'ai pas de connaissances exactes de ce qui s'est passé à Auckland, parce qu'il n'y avait pas d'archives. Le directeur général de la DGSE, M. Claude Silberzahn[1], m'a demandé plusieurs fois que je lui remette celles de cette affaire. Ce n'est pas l'habitude, dans ce type de métier, de consacrer du temps aux archives. La mémoire, ce sont les gens et leur expérience, pas les papiers. Et dans ce cas, j'imagine que le peu de papiers qu'il y a eu a malencontreusement disparu… Je lui ai remis tout ce que j'avais, en réalité des coupures de presse et rien d'autre.

Globalement, je suis passé de modes d'action de type militaire ou de type forces spéciales vers des opérations et des moyens plus clandestins. Ce fut un retour aux sources. J'avais été formé à cette école-là. Si quelqu'un participant à ce type d'opération était pris sur le fait, il ne pourrait pas, quoi qu'il arrive, se revendiquer du service qui l'emploie… De mon temps, c'est arrivé une fois. Un agent a été pris dans une affaire relativement minime, du moins telle qu'elle a été comprise par la police de ce pays étranger. Il s'agissait de filmer un objectif, le seul moyen de le faire était à partir d'un appartement de luxe. Nous y sommes entrés par effraction, constatant qu'il était vide. Malheureusement, les propriétaires sont arrivés et le système d'alarme n'a pas fonctionné. Notre gars s'est donc fait prendre, se faisant passer pour un vulgaire voleur. Il a été jugé, condamné à six mois de prison et il a purgé sa peine. Nous n'étions pas censés le connaître, il savait très bien quels étaient les risques encourus. C'est la noblesse des gens de ce service ! On a fêté son retour.

Opérations réussies

Contrairement à ce qu'on peut penser, tous les jours des opérations réussissent et, tous les jours, une opération ratée pourrait déboucher sur un scandale du niveau du *Rainbow Warrior*. La différence, c'est que l'opération réussie, on n'en parle jamais, heureusement. Et c'est pour cela qu'il m'est difficile d'en parler, mais des succès on en a connu beaucoup…

Je peux parler d'une de ces opérations. On nous a demandé de récupérer un otage qui s'était perdu au Sud-Soudan avec un avion. C'est le seul renseignement que nous avions au départ, c'est quand même assez léger pour retrouver quelqu'un dans un pays plus grand que la France ! Nous avons pourtant réussi à le récupérer. Nous avons également sauvé un homme dans une prison d'Amérique du Sud où il était torturé, ainsi également que des otages au Congo et au Cabinda. Ces opérations étaient quotidiennes, nous avions tout le temps des gens dehors, sans aucun échec et sans que personne n'imagine que nous étions derrière.

Service Action et pouvoir politique

Personne ne peut imaginer que des opérations se font sans l'accord du pouvoir politique. C'est impensable. Mais il n'est pas nécessaire à chaque fois de demander le feu vert du Président. Il n'est pas impliqué dans toutes les décisions, il donne une grande ligne et, ensuite, le directeur des services nous fait travailler dans le respect de ce cadre, en cohérence et en respectant l'option politique définie par le Président. Le choix du directeur général de la DGSE est donc quelque chose d'essentiel. Qu'il soit militaire ou civil ne change rien.

Idéalement, il faudrait qu'il possède au moins un vernis de culture du renseignement, car du jour au lendemain il se trouve plongé dans un milieu qui a une déontologie et des principes totalement différents du monde extérieur. En clair, il va avoir affaire à des gens mettant toute leur intelligence à travailler dans l'illégalité. Ce n'est pas forcément évident pour un général ou pour un fonctionnaire qui, toute sa vie, a été éduqué pour respecter les lois et les faire respecter sur le terrain.

La réforme Silberzahn

En 1989, la réforme de Claude Silberzahn[2] [devenu patron de la DGSE en mars 1989] a été vécue sans problème, parce qu'elle était cohérente dans son principe. Il a modifié l'organisation générale des services extérieurs. Globalement, la direction du renseignement était beaucoup trop importante et le service Action lui était rattaché, ce qui n'était pas normal. M. Silberzahn a donc eu l'idée de créer deux directions supplémentaires : celle des opérations et celle de la stratégie, la mission de cette dernière étant de travailler essentiellement dans la prospective. La réforme s'est passée dans les meilleures conditions et a été approuvée par à peu près tout le monde.

Nouveau monde

Paradoxalement, la chute du Mur n'a pas représenté pour nous quelque chose d'important. Un an, ou un an et demi avant, nous avions reçu la visite du directeur des services allemands du BND.

C'était un homme de très grande qualité, de très grande culture, qui nous avait expliqué, d'une manière calme, l'effondrement du monde soviétique et la réunification de l'Allemagne, avec une assurance telle que, je m'en souviens, j'avais été fortement impressionné. Les événements se sont passés tels qu'il les avait prévus. En même temps, nous sommes entrés dans une période d'incertitude, nous demandant, sans nous en rendre réellement compte, comment allait évoluer le renseignement, puisque jusque-là tout était clair, codifié et, à la limite, facile. Tant qu'il y avait l'opposition Est-Ouest, on était dans un système, je dirais… rationnel : les bons d'un côté, les mauvais de l'autre. Il y avait une frontière très nette, très claire. On savait quelle langue parlaient les gens en face, on était tous solidaires en Occident, et on s'était partagé, comme un gâteau, le monde en face. Nous, Français, travaillions notamment sur la Tchécoslovaquie, une partie de la Russie, ensuite on mettait tout ce qu'on récoltait en commun, ce qui fait que globalement nous avions un niveau tout à fait remarquable de connaissance de notre ennemi potentiel. Quand un avion décollait sur une base tchèque, on savait combien d'heures de vol possédait le pilote, dans quel état était son appareil…

La chute du Mur nous a laissé entrevoir l'espoir que la paix allait s'installer, que les menaces allaient diminuer. Il n'en a rien été, puisque la tâche du monde du renseignement a été démultipliée. On s'est retrouvé face à un monde flasque, flou, sans limites et sans hiérarchie. On ne pouvait plus faire de grandes réflexions sur le papier à partir d'un petit morceau de connaissance. Le Nouveau monde était beaucoup plus diffus et difficile à pénétrer.

Stay Behind, le coup de sang de Mitterrand

Stay Behind[3] était une organisation dont la presse a parlé en termes négatifs, mais à tort. En réalité, il s'agissait d'un réseau extrêmement confidentiel, créé à l'issue de la Seconde Guerre mondiale par l'OTAN, dans l'ensemble des pays membres, y compris la France. Chaque pays avait la charge de créer un réseau clandestin dormant. Ce réseau aurait été activé si, par malheur, la France venait à être envahie par le Pacte de Varsovie. C'était quand même un enseignement majeur du conflit, quand la Résistance avait eu les pires difficultés à se structurer. Et pour cause, rien n'avait été prévu ! Là, on avait monté à l'avance une structure secrète sur l'ensemble du territoire français. Avec pour objectif, en cas d'invasion, de pouvoir dire à un gouvernement français qui se serait réfugié aux États-Unis ou aux Antilles : « Vous avez la possibilité de communiquer avec des Français en France, avec des personnels qui ont des postes radio, qui peuvent recevoir vos instructions, qui sont capables de faire du renseignement et qui, le cas échéant, sont également capables d'organiser de petites opérations de sabotage ou de destruction. » Cela n'avait donc absolument rien de répréhensible. Dans mon service, deux personnes seulement étaient au courant de cette structure, et leur fonction consistait exclusivement à rendre régulièrement visite aux personnels composant ce réseau, à les former et à les instruire de la manière la plus discrète possible. Ce réseau n'était pas quelque chose de capital, c'était une chose parmi tant d'autres, et le préfet Silberzahn avait beaucoup d'autres soucis, de préoccupations et, sans doute, ne se souvenait-il plus qu'un jour on avait abordé cette question.

Le président Mitterrand, lorsqu'il a appris l'existence de ce réseau – dont je tiens à répéter qu'il n'avait strictement rien de répréhensible –, a eu un coup de sang car, à ce moment-là, ou quelque temps avant, en octobre 1990, avait éclaté un scandale en Italie, que la presse a appelé « Gladio » [« Glaive » en italien]. Gladio était effectivement, comme je l'ai appris à ce moment-là, l'équivalent de notre réseau Stay Behind. Mais les Italiens l'avaient instrumentalisé à des fins de politique intérieure, complètement à tort et de la plus mauvaise manière.

Nous avons mis du temps à faire le rapprochement avec notre réseau Stay Behind, et le président Mitterrand s'est posé la question : « J'espère que nous n'avons pas le même type de réseau en France. » Réponse : « Si, nous avons le même type, seulement nous l'utilisons comme il était prévu à son origine, et d'une manière tout à fait normale et démocratique. »

Le Président m'a convoqué dans son bureau. Il ne m'a pas laissé parler, il était de mauvaise humeur – je dirais à tort – et il a exigé que l'on mette fin à ce réseau, essentiellement pour éviter les fuites et qu'on ne dise pas qu'en France on faisait la même chose. J'ai juste pu rappeler que l'existence de ce réseau était connue du ministre de la Défense. Lui non plus, d'ailleurs, ne se souvenait pas d'avoir été mis au courant, alors qu'il avait dans son armoire secrète un dossier de la DGSE, à l'intérieur duquel il y avait un petit sous-dossier traitant de ce problème… Le Président m'a demandé quelles étaient les personnes qui étaient dans ce réseau. Parce qu'il s'imaginait aussi qu'il pouvait y avoir une connotation de politique intérieure. Ce qui n'était pas le cas. Je ne lui ai bien sûr donné aucun nom ! C'est un principe élémentaire dans nos services de ne jamais livrer l'identité d'un agent. Si je fournis le nom d'un agent, je suis moi-même, vis-à-vis de mes collaborateurs, complètement grillé.

Quelle était la récompense que l'on pouvait donner à des gens qui acceptaient de figurer dans un réseau, de prendre des risques et de passer une partie de leur temps à acquérir des techniques ? Rien du tout ! La seule récompense, c'était de leur dire : « Merci, c'est bien ! » Ils le faisaient parce qu'ils avaient le sentiment de servir le pays. Et, donc, mon devoir prioritaire était de ne jamais révéler leur nom. Et je ne l'ai jamais révélé, même au Président. Quel aurait été l'intérêt pour lui de savoir qu'une bonne sœur ou un agriculteur avaient accepté de faire partie de ce réseau ? Cela n'avait aucun sens.

Le président Mitterrand était, comme on le sait, un homme intelligent, donc je ne peux pas dire qu'il a été très satisfait de nos réponses, mais il ne m'en a pas tenu rigueur. Et je suis resté en fonction. J'ai regretté la dissolution par la suite de Stay Behind. Les personnes qui avaient été recrutées là-dedans n'avaient aucun engagement politique. Il y avait sans doute aussi bien des gens de droite que de gauche, nous n'en savions rien du tout.

La guerre du Golfe

En 1990, la première guerre du Golfe a très clairement souligné les carences et les insuffisances de notre renseignement militaire. On s'est rendu compte que le seul renseignement de qualité était détenu par les Américains et que nous étions complètement tributaires de ce qu'ils voulaient bien nous dire. C'était une limite extrêmement grave à notre propre indépendance. Les Français n'étaient pas complètement nus, mais leurs moyens étaient dispersés dans les armées et ne travaillaient pas en cohérence. Notre niveau de renseignement était très, très faible. Je ne dirais pas qu'on était aveugles, mais pas loin !

Le Congrès américain avait établi un classement des pays alliés, avec ceux de niveau 1, comme les Britanniques, de niveau 2, comme les Allemands, et de niveau 3, comme les Français. Et leurs services de renseignement n'avaient pas le droit de nous laisser une photo satellite. Ils nous la montraient et c'est tout !

Création de la DRM

En septembre 1991, je suis directeur des opérations de la DGSE. Un jour, M. Silberzahn m'indique que le ministre de la Défense, Pierre Joxe[4], veut me rencontrer. D'une manière très brève – je dirais à la manière de M. Joxe –, il me dit que le renseignement militaire a été déplorable pendant la guerre. Je le sais bien. Et il m'informe qu'il a l'intention de monter un dispositif de renseignement digne de ce nom pour corriger complètement cette carence. Et il conclut : « Je vous désigne pour monter ce dispositif. » Je lui ai demandé ce qu'il entendait par là. Sa réponse a été habituelle : « Ce n'est pas moi le spécialiste, c'est vous. Nous sommes début septembre, je veux que ça marche début mai. Vous avez carte blanche, faites ce que vous voulez, venez me voir quand vous voulez. Vous n'avez pas d'autres questions à me poser ? » J'ai dit : « Non, je vais le faire ! »

Quand je rentre à la DGSE, j'en rends compte à M. Silberzahn, qui me met en garde : « Ni vous, ni quelqu'un d'autre, vous n'avez aucune chance de réussir. Parce que tout l'état-major, tout le monde va se mettre contre vous. Je vous connais, je connais votre caractère, donc dans trois mois vous allez claquer la porte, vous allez dire au ministre : "C'est impossible de le faire, je retourne à la DGSE". » Avant d'ajouter : « Et moi, je vous garde la place de directeur des opérations. Vous reviendrez ! » Je lui réponds, c'était une question

d'amour-propre : « Non, si j'échoue, je ne reviendrai pas. » Il m'a quand même gardé la place…

Et j'ai immédiatement commencé à travailler avec quatre collaborateurs : l'ingénieur général de l'armement, Marcel Séméria, un officier de l'armée de terre, le colonel Rotou, un autre de l'armée de l'air, le colonel Filaire, et un marin, le capitaine de vaisseau Yves de Kersauson. Et tous les quatre, nous avons monté la DRM. Avec d'ailleurs les difficultés qu'avait prévues M. Silberzahn : tous les états-majors nous ont mis des bâtons dans les roues. Ce sont des réflexes humains. Chaque armée avait peur de perdre des éléments. Chaque chef d'état-major craignait d'abandonner une partie de ses prérogatives, y compris d'ailleurs le chef d'état-major des armées. Donc tout le monde s'y est opposé, chacun à sa manière. Mais on avait derrière nous une force de frappe extraordinaire : la volonté indéfectible de Pierre Joxe. C'est grâce à lui qu'on a pu passer… On a eu la chance d'avoir un ministre de la Défense particulièrement sensibilisé aux problèmes de renseignement, qui a pris le problème à bras-le-corps. S'il n'y avait pas eu ce ministre, je suis persuadé qu'on n'aurait pas beaucoup avancé dans ce domaine.

L'intérêt de créer une nouvelle structure était tout d'abord d'identifier clairement la fonction de renseignement comme étant absolument indispensable pour le décideur militaire. Il fallait également lancer des projets interarmées, alors que nous disposions seulement de petits organismes répartis par armée, qui ne travaillaient absolument pas ensemble. Pour donner une vraie dimension au renseignement militaire, il fallait créer une direction, non pas autonome parce qu'elle est intégrée dans les armées, mais à leur service et à celui du ministre.

Nous n'avons jamais parlé de « renseignement militaire », mais de « renseignement d'intérêt militaire ». La nuance est de taille. Cela

veut dire que nous recherchons toutes les informations, dont le décideur militaire ou politique a besoin pour prendre sa décision. Prenons un pays comme la Somalie. Le renseignement militaire, ce serait de connaître l'armement des gens et leurs dispositifs. Ce n'est pas suffisant. Pour cet État africain, il faut connaître la distribution des clans, les motivations de chacun d'eux, leur mode de vie, leur culture… Sinon, vous ne pouvez pas agir dans un pays avec intelligence, vous ne pouvez pas prendre les bonnes décisions. Ce fut plus tard la même chose en Bosnie. Nous avions, dans les armées, un niveau de connaissance du problème yougoslave nettement supérieur à ce qui existait ailleurs.

Avec la DRM, nous avons réalisé de gros efforts sur la recherche technique, à la fois sur les interceptions et sur l'imagerie. Notre grande originalité a consisté à mettre au point un système de prospective, consistant à disposer de moyens d'investigation pour être prêt quand la crise éclaterait. J'ai créé cette organisation avec des universitaires et des militaires, auxquels j'avais fixé l'objectif de prévoir les crises qui allaient exploser d'ici un à cinq ans et dans lesquelles la France pouvait ou risquait d'être impliquée. Cela m'a permis de préparer à l'avance des linguistes, de lancer des reconnaissances dans les pays à risque et d'avoir une couverture photographique. Voilà globalement les fondements de la DRM.

La DRM en Bosnie

En Bosnie, la DRM a travaillé d'une manière tout à fait remarquable – je n'étais plus directeur du renseignement militaire à ce moment-là –, avec un principe : « Toute sortie, toute visite, toute opération doit permettre un retour d'expérience. À l'issue, on fait un

compte-rendu, on va voir un officier de renseignement. » C'était extrêmement contraignant pour les gens qui sortaient sur le terrain et rentraient fatigués, mais c'était obligatoire. Et, un jour, une équipe s'était simplement déplacée en hélicoptère au-dessus d'une zone que les personnels du renseignement considéraient comme importante car, disait-on, des fondamentalistes musulmans pouvaient s'y trouver.

Les pilotes sont allés voir l'officier de renseignement en l'informant : « On n'a rien vu, on a survolé tel village, on a vu simplement des femmes en tchador. » L'officier de renseignement a répondu : « C'est une zone musulmane, mais vous n'avez sûrement pas vu de femmes en tchador, puisque les Bosniaques portent des foulards de couleur. » Et ils ont dit : « Sûrement, mais là elles étaient habillées en noir avec des enfants, elles avaient bien des foulards noirs. » On a alors décidé de compléter le renseignement en envoyant une équipe du 13e RDP – Régiment de dragons parachutistes –, qui a opéré une infiltration discrète, s'est enterré à proximité et a réalisé des observations pendant plusieurs jours. Effectivement, ils ont constaté de nuit différents mouvements d'hommes barbus qui venaient dans certaines maisons. Il y avait des rendez-vous, toujours de nuit.

Et, à la fin, on a monté une opération sur ce hameau. Avec des hélicoptères, on a tout bloqué, et on est tombé sur des caches dans lesquelles se trouvaient des Afghans. Ils étaient parfois de nationalité française, mais ils avaient passé un moment en Afghanistan, où ils s'étaient formés, entraînés dans des camps, pour ensuite venir en Bosnie. Ces individus disposaient de jouets d'enfant, en réalité bourrés d'explosifs. N'importe qui pouvait jouer avec sans danger, ou les utiliser comme explosifs ! On a aussi trouvé les plans de notre poste de commandement ! À partir d'une observation absolument

anodine, on a donc réussi à démanteler une opération des moudjahidines. C'est aussi cela, le renseignement militaire…

Une manipulation américaine

[La création de la DRM a rapidement été accompagnée par l'entrée en service de satellites spécialisés dans le renseignement. Le premier satellite militaire français d'observation optique – Helios 1A – sera lancé en juillet 1995, avec une résolution de 80 cm.]

Hélios nous a beaucoup surpris car, dès la période dite « non-opérationnelle », j'avais demandé à mes experts de surveiller certaines zones pour qu'ils puissent s'entraîner. Je n'espérais pas, à ce stade, avoir d'autres résultats qu'une bonne amélioration de leur compétence. En réalité, ils ont réussi à me donner d'excellentes informations. Par exemple, grâce aux photos, ils ont prévu la date exacte d'une explosion nucléaire souterraine en Chine. Ensuite, ils ont également pu fournir des renseignements très importants sur l'évolution de la situation en Irak. La position de la France vis-à-vis de nos alliés a alors totalement évolué : les autres pays ne savaient plus ce que nous savions… Par conséquent, ils pouvaient s'imaginer qu'on savait, ce que nous leur laissions toujours entendre, d'ailleurs !

Nous avons alors connu un mini-incident. C'était un vendredi soir, c'est toujours à ce moment-là que tombent les affaires…, j'ai reçu un appel du directeur de la *Defense Intelligence Agency* (DIA) qui m'a averti : « Restez bien à votre bureau, je vais vous envoyer l'attaché de défense américain avec une photo. » Et l'homme est arrivé rapidement, un peu affolé, en disant : « Voilà une photo, il y a une nouvelle offensive irakienne vers le Koweït, regardez la photo. » Sur cette image – vous savez que vous n'êtes pas expert –, vous voyez des

colonnes de chars. J'ai donc appelé mes experts, qui ont un peu grommelé devant la photo, je leur ai dit : « Quand même, l'Irak, vous suivez ? – Ouais, ils m'ont dit, on suivait ça, on était au courant »…

L'Américain est reparti, et les experts sont revenus cinq minutes après avec les mêmes photos, mais en me disant : « Vous voyez, ces photos ? Nous, on les avait vues, mais on n'y a attaché aucune importance parce que c'était une manœuvre et là, sur ces photos, ils remontent vers le nord, vers Bagdad », alors que les Américains nous expliquaient qu'ils se dirigeaient vers le sud, vers le Koweït. Je n'en croyais pas mes oreilles. Et j'ai appelé le directeur de la DIA : « Écoutez, il y a un problème. »

Entre-temps d'ailleurs, j'avais eu un appel du chef des services allemands, également dans tous ses états, qui m'a déclaré : « Je dois vous dire quelque chose, les Américains, voilà ce qu'ils nous ont dit, et nos hommes politiques commencent à s'inquiéter. » Et je lui réponds : « Écoutez, rassurez vite vos hommes politiques, dites-leur que c'est un faux renseignement, qu'il ne se passe rien, nous avons toutes les preuves. » J'ai dû lui répéter trois fois pour qu'il soit bien sûr… Ensuite lorsque j'ai rappelé les Américains, ils ont un peu hésité puis ils m'ont rappelé en m'avouant : « Écoutez, c'est une erreur effroyable de nos experts, globalement ils ont confondu le nord et le sud » ! Par courtoisie, j'ai fait semblant de les croire. Mais je connais la qualité des experts américains : ils confondent rarement le nord et le sud !

---

1. Voir son témoignage, pp. 503-504.
2. Voir son témoignage, p. 507.
3. Voir également le témoignage de Claude Silberzahn, pp. 515-516.
4. Voir son témoignage, pp. 531-533.

Bernard NORLAIN

« Le renseignement, c'est
le pouvoir et le pouvoir
ne se partage pas.
Qui détient l'information détient
le pouvoir, donc il vaut mieux
diviser pour régner. »

Ancien pilote de chasse, Bernard Norlain, né en 1939, devient chef du cabinet militaire de Jacques Chirac en 1986, avant de demeurer en poste avec son successeur Michel Rocard. Il observera avec inquiétude les lacunes du renseignement lors de la vague terroriste des années 1980, avant de se trouver confronté à celles du renseignement militaire lors de la première guerre du Golfe.

« Quand je suis arrivé comme chef du cabinet militaire du Premier ministre Jacques Chirac, fin août 1986, nous avons connu quelques semaines plus tard l'attentat de la rue de Rennes. Je suis novice dans ce métier et dans ce milieu, et j'ai aussitôt une réunion chez François Mitterrand, en très petit comité : avec le Président derrière son bureau et, en face, le directeur de la DGSE, René Imbot, le directeur

de la DST, Bernard Gérard, peut-être le directeur des RG, Philippe Massoni, le directeur de cabinet du Premier ministre, Maurice Ulrich, et moi-même. Nous étions les cinq personnes qui, normalement, maîtrisions l'ensemble du renseignement, en particulier sur les organisations terroristes. Et là, j'ai assisté à une scène absolument surprenante pour moi qui débarquais, quand le président de la République nous a demandé en substance : « Qu'avez-vous comme informations ? »

J'ai été stupéfait de constater qu'on n'en avait pas ! Ou bien est-ce que chaque directeur de service ne voulait pas partager les siennes ? Je n'étais pas capable de répondre à la question, mais elle m'était tout de suite venue à l'esprit. Il était difficile d'imaginer qu'il n'y ait vraiment pas d'information. En revanche, on pouvait penser que le renseignement extérieur ne voulait pas partager avec l'intérieur. C'est une supposition, mais je pense qu'elle n'est pas loin de la vérité. À cette époque, il existait un cloisonnement très fort, une culture des services secrets et de la DST en particulier. On ne voulait pas échanger certaines informations, ni se coordonner.

Mais dans les années post-1990, on a fini par se rendre compte que cela devenait vraiment un handicap sérieux. François Mitterrand se méfiait beaucoup des services de renseignement et des rapports qu'on lui remettait. Une réflexion que j'ai souvent entendue à cette époque – et que j'ai entendue après –, qui ne venait pas du Président bien entendu, mais des principaux responsables, c'était que les rapports qui étaient remis par les services secrets, c'était à peu près ce qu'on trouvait le matin en lisant son journal ! Le politique éprouvait donc une certaine retenue, et même au-delà, un certain dédain pour ce que produisaient les services.

Chirac, Rocard et le renseignement

Jacques Chirac possède une très longue pratique gouvernementale puisqu'il a été ministre depuis les années 1960 jusqu'à la fin de ses mandats de président de la République. Il a donc connaissance de l'importance du renseignement, mais celle-ci remontait à son expérience passée, à toutes ces affaires un peu regrettables – c'est un euphémisme – qui ont agité le milieu des services dans les années 1950-1960 et postérieures. Il n'accordait pas une confiance totale au renseignement. L'absence de coordination sous sa présidence est consciente : on voulait en rester à une division des services, de manière à mieux les contrôler.

Après les élections de 1988 et la nomination du nouveau Premier ministre Michel Rocard[1], je suis resté en fonction. Pendant tout le temps où j'ai été chef de son cabinet militaire, j'ai toujours trouvé que ce dernier avait une très grande appétence pour les questions de renseignement ou stratégiques. Parmi ces questions de sécurité, le renseignement tenait pour lui une très grande place, si on y ajoute l'aspect économique. La preuve en est que Rémy Pautrat[2], en charge du renseignement au cabinet du Premier ministre à cette époque, et moi-même lui avions organisé une visite de la DGSE. Si mes souvenirs sont bons, il y avait très longtemps qu'un chef de gouvernement ne s'y était pas rendu ! Dans son allocution, il a bien insisté sur l'importance du renseignement, sur l'intérêt qu'il y attachait : il a vraiment œuvré pour qu'il retrouve une certaine influence.

Guerre du Golfe et conséquences

Pendant la première guerre du Golfe, alors que je commandais la défense aérienne française, nombre de mes unités se trouvaient engagées en Arabie Saoudite, au Qatar, à Abou Dhabi et encore ailleurs. Cette guerre a vraiment représenté un choc pour l'armée française ! On s'est rendu compte qu'elle était structurée pour faire face à un envahisseur du type soviétique qui déferlerait à travers les plaines orientales, avec une armée de conscription faite pour ça. Mais nous n'étions absolument pas prêts, du point de vue humain ou technique, pour conduire une guerre du type de celle d'Irak. C'était particulièrement vrai en termes de renseignement ! Pour ce qui concerne les actions aériennes, on savait alors très bien qu'on dépendait complètement des renseignements militaires américains. Nous n'avions quasiment aucune capacité en la matière, à l'exception de ce qu'on appelle les Mirages F1 CR, équipés pour faire du renseignement tactique, et quelques autres moyens de renseignement électronique. Mais nous ne disposions d'aucun moyen de renseignement satellitaire, ou pratiquement pas. [Durant la guerre du Golfe, les seules capacités françaises étaient représentées par les satellites civils SPOT-1 et SPOT-2, fournissant des images d'une résolution de 10 mètres !] On a pris conscience de l'immensité de nos manques non seulement en termes d'organisation, mais aussi de coordination entre les renseignements fournis par chacune des armées.

Les Américains ne nous donnaient que ce qu'ils voulaient bien : nous n'avions pas accès aux salles où se préparaient les décisions, nous n'étions là qu'en deuxième rideau. C'est la règle du jeu : à partir du moment où vous n'êtes que passif, en particulier dans la recherche du renseignement, on ne va pas vous donner tous les éléments vous

permettant de devenir un partenaire trop actif. Il ne fallait donc pas s'étonner que les Américains ne nous livrent que des informations parcellaires : celles qui correspondaient juste à ce qu'ils nous demandaient, c'est-à-dire des opérations ponctuelles, d'attaque au sol ou de défense aérienne pure, c'est-à-dire des renseignements strictement limités à l'objectif qui nous était assigné. C'était assez difficilement supportable, bien qu'au niveau opérationnel cela se passait très bien entre pilotes de chasse, combattants terrestres ou marins. Mais au plan supérieur, celui de la conduite des opérations, évidemment, cela pose quelquefois des difficultés et cela blesse… Ce n'est pas seulement une question d'amour-propre, mais il est fondamental de pouvoir disposer de sources d'information indépendantes. Si vous ne les avez pas, vous n'avez plus d'autonomie. Or, l'un des grands principes stratégiques reste celui d'acquérir, de développer et de conserver sa liberté d'action.

Genèse de la coordination du renseignement

À la fin de l'année 1994, j'ai participé à un groupe de travail réuni sous l'égide du SGDN, avec un mandat émis par la présidence de la République. Un certain nombre de spécialistes du renseignement, mais aussi des généralistes, dont je faisais partie, ont été réunis jusqu'au début 1995. Ces réunions étaient confidentielles, moi-même je n'ai pas eu connaissance du rapport final qui a été remis à la Présidence au printemps. Mais, bien entendu, on connaissait l'objectif et la nature du mandat : faire des propositions pour améliorer la coordination du renseignement. Le Mur de Berlin était tombé fin

1989. La guerre du Golfe est survenue l'année suivante. Le changement de contexte stratégique était complet, la nature de nos engagements militaires et de sécurité avaient mis en évidence le manque très cruel de coordination du renseignement en France.

Jusqu'alors le pouvoir politique s'en était accommodé, pour une raison assez simple : le renseignement c'est le pouvoir et le pouvoir ne se partage pas. Qui détient l'information détient le pouvoir, donc il vaut mieux diviser pour régner. Cela arrangeait d'une certaine façon le gouvernement de ne pas avoir une structure ou un homme qui coordonne le renseignement, qui soit dépositaire de l'ensemble de l'information. Or, nous sommes entrés dans un monde multipolaire et un phénomène très important est apparu tout au long de nos entretiens : l'irruption de l'économie. En termes de renseignement, les enjeux étaient très forts. Alors que les Américains avaient mis en place des structures dédiées au renseignement économique, c'était pour nous un fait nouveau.

Il est ressorti de nos discussions qu'il fallait mettre en place une structure de coordination, mais qu'elle ne devait pas s'inspirer du Conseil national de sécurité aux États-Unis. Pourquoi ? Parce qu'il a semblé pour la majorité des intervenants – dont je ne partageais pas l'opinion, d'ailleurs – que cela ne correspondait pas à la culture française, à l'organisation de l'administration et du gouvernement. Il existe, au moins en termes de défense, une dyarchie entre le Premier ministre et le Président, incompatible avec le fonctionnement américain.

Création du poste de coordonnateur

Avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée en 2007, la pression a augmenté. Le manque de coordination du renseignement s'était fait ressentir de plus en plus au fil des années, au point de devenir vraiment crucial. Lors de nos travaux, nous nous étions toujours heurtés à l'argument : « Un Conseil de sécurité n'est pas adapté, ça va déclencher des guerres, les ministres vont se sentir dépossédés, etc. » La résistance interne des administrations était très forte. Mais, quand le président Sarkozy est arrivé, des groupes de réflexion lui ont expliqué qu'il était absolument indispensable de mettre en place un Conseil national de sécurité, ou son équivalent. Il faut savoir que dans l'administration française, cela pose beaucoup de problèmes d'avoir quelqu'un qui va décider, qui va être le conseiller du Président de la République, donc de l'autorité suprême en matière de renseignement. J'imagine que cela gêne beaucoup de monde…

Le positionnement du coordonnateur du renseignement, auprès du Président, a quasiment fait l'unanimité. Sa création est une décision qu'on aurait dû prendre il y a bien longtemps. Le reproche a souvent été fait qu'il manquerait d'échelons intermédiaires, simplement pour gérer des crises. Faut-il pour autant tout remonter à la présidence et à la coordination ? Le coordonnateur n'est pas fait pour gérer les crises en direct. Une expression est apparue : c'est un « façonnier du renseignement », plutôt du côté du recueil et du traitement de l'information, dans l'analyse du renseignement, dans la façon dont il est présenté au Président, puis au Premier ministre. Mais le risque d'une nouvelle affaire du *Rainbow Warrior* existe toujours : si elle était transposée aujourd'hui, il serait difficile pour le Président d'y résister.

1. Voir son témoignage, pp. 491-500.
2. Voir son témoignage, p. 437.

Christian QUESNOT

« Mes deux rapports
ont eu le succès inespéré
de se retrouver dans un tiroir,
il ne s'est rien passé : c'est
lié à la méfiance viscérale
des décideurs français vis-à-vis
de services de renseignement
qui leur procurent – c'est parfois
justifié, parfois non – plus
d'inconvénients
que d'avantages. »

Officier parachutiste au verbe ardent, Christian Quesnot, né en 1938, ne s'attendait vraiment pas à être nommé chef d'état-major particulier du président de la République François Mitterrand. Un comble pour un homme réputé indocile, qui n'a jamais hésité à faire valoir ses points de vue, y compris sur le renseignement et les hommes qui le produisent. Une parole inhabituelle…

« En novembre 1983, je commande le 17e régiment du Génie parachutiste et je suis chef de détachement de « Diodon IV » à Beyrouth. Une jeep avait été placée par les services devant l'ambassade d'Iran. Je suis allé voir : les charges n'avaient pas été amorcées, il s'agissait soi-disant de donner un signal. Quand on connaît la détermination des Iraniens et des autres, j'avais trouvé cela assez puéril. L'histoire de la jeep ne me regardait pas, les gens qui avaient exécuté cette mission ne me semblaient pas être des interlocuteurs… corrects, à ce moment-là. Je ne les juge pas, ils ont exécuté des ordres qui ne me semblaient pas pertinents. Le service Action, ce sont quand même des professionnels : s'ils n'ont pas amorcé les charges, c'est qu'ils avaient reçu un ordre en ce sens. Je ne mets pas en cause les exécutants. Il y avait à cette époque un certain nombre d'actions curieuses et parallèles dont on ne connaissait pas très bien les origines qui, selon moi, ont été dévastatrices sur le terrain… Que les Affaires étrangères négocient avec la Syrie me semblait absolument normal. Mais qu'en période de tensions, le ministère de la Défense et le commandement militaire sur place ne soient pas prévenus pour qu'ils prennent des précautions supplémentaires, cela m'avait fortement déplu !

Nous avions débarqué à Beyrouth de nuit à bord de trois avions Transall, avec quand même sept tonnes d'explosifs et de petits engins. Un peu à mon initiative, j'ai fait de l'antiterrorisme avec mes propres moyens. Notamment en imaginant un certain nombre de contre-mesures, dont l'utilisation de moyens électroniques pour faire sauter les charges avant qu'on arrive dessus. J'avais analysé tous les attentats qui s'étaient produits contre les unités françaises et les autres et je m'étais aperçu que les gens utilisaient des télécommandes de jouets pour enfant qui fonctionnaient sur une fréquence de 22-29 MHz. On en avait acheté à Chypre, on avait tout démonté et, avec

un balayage de fréquence, on pouvait donner l'impulsion et faire sauter des charges. Les écoutes nous ont permis de savoir que ceux qui posaient les charges piégées étaient un peu surpris de disparaître, ils ne savaient pas pourquoi !

À l'Élysée

Lorsque je suis devenu chef de l'état-major particulier de la présidence de la République, en avril 1991, j'ai déclaré à François Mitterrand que, tant que je serais à ce poste, il n'y aurait pas d'autres *Rainbow Warrior*. Quand je suis arrivé, j'ai analysé cette affaire : c'était une usine à gaz. Pour les opérations militaires ou de renseignement, il existe un principe de base : pour que quelque chose fonctionne, cela doit être le plus simple possible. Je suis allé voir les services, j'ai tout visité, j'ai tout regardé, la technique et les gens. Je pense avoir établi avec la DGSE des rapports de confiance corrects. Claude Silberzahn[1] a été mon premier interlocuteur et je pense qu'on s'est très bien entendus. Il ne me disait pas tout, il n'avait pas à le faire non plus, mais on se rencontrait souvent, soit dans mon bureau, soit chez lui, soit aussi au Quai d'Orsay. Notre relation m'a semblé très convenable, d'autant plus que j'avais obtenu des Affaires étrangères d'être destinataire – ce qui n'était pas le cas de mon prédécesseur [l'amiral Jacques Lanxade[2]] – de tous les télégrammes diplomatiques.

François Mitterrand ressentait une grande méfiance pour les services. L'avantage qu'il avait, par rapport à d'autres présidents, c'est son réseau d'informateurs que je qualifierais d'extraordinaire, avec ce que j'appelle des « espaces non sécants ». Les gens ignoraient les relations qu'il avait avec d'autres. C'était un homme extrêmement

secret, qui aurait fait un excellent chef de service de renseignement s'il avait fait une autre carrière, et je pense que tout ce réseau d'informateurs – dont j'ignorais la plupart [des membres] et que la plupart de ses collaborateurs ignoraient, parce que tout tournait autour de lui – contribuait à le tenir informé à un bon niveau.

Une réforme enterrée

Une remarque générale est valable pour tout politique français, de droite ou de gauche. C'est peut-être lié à la culture ou à la personnalité, mais les présidents français craignent énormément les services secrets. Selon eux, les avantages qu'ils pourraient en tirer sont bien inférieurs aux inconvénients. Je le regrette mais c'est ainsi. C'est pourquoi ils nomment à la tête des services de renseignement des gens qui n'en sont pas issus, mais dont la première qualité est leur fidélité inconditionnelle au chef de l'État. Il arrive parfois que le choix soit bon, mais statistiquement ce n'est pas toujours le cas… Le détenteur d'un renseignement essentiel ne dispose jamais d'un accès direct au Président, contrairement à ce qu'il se passe notamment chez les Britanniques. C'est pour moi un inconvénient majeur du système d'information et de décision des chefs de l'État français.

Après son élection en 1995, le président Chirac m'a demandé de rester son chef d'état-major particulier. Je suis au service du président de la République, pas au service d'un homme. Je sers une fonction, jamais un homme. Je lui ai répondu : « Je suis un officier républicain, je n'ai aucun problème. La seule condition, c'est que je ne désavouerai jamais ce que j'ai fait au profit de votre prédécesseur. » Il m'a dit : « Ça ne pose aucun problème. » Je pense qu'il a un point commun avec le président Mitterrand sur les services de

renseignement : pour lui, je schématise un peu brutalement, ils ne servent pas à grand-chose. Jacques Chirac n'a pas du tout la culture du renseignement. Il avait une passion pour le téléphone et je lui disais à chaque fois : « Tout ce que vous dites est écouté par les Américains, ne parlez pas au téléphone ! » De ce côté-là, on ne pouvait pas le changer. Il ne faisait pas à ma connaissance un usage immodéré du renseignement régalien… alors qu'il utilisait les services parallèles.

J'ai eu avec lui la même conversation que celle avec le président Mitterrand : je leur ai dit à tous les deux que le système français, tel qu'il était organisé, ne m'apparaissait pas convenable. J'ai donc proposé à chacun une étude pour améliorer le fonctionnement des services. Tous les deux m'ont donné leur autorisation. J'ai consulté les plus grands experts, je suis allé aux États-Unis, en Grande-Bretagne, partout, pour voir comment cela fonctionnait. J'ai adressé un rapport au président Mitterrand, puis au président Chirac. Mes deux rapports ont eu le succès inespéré de se retrouver dans un tiroir, il ne s'est rien passé ! C'est lié à la méfiance viscérale des décideurs français vis-à-vis de services de renseignement qui leur procurent – c'est parfois justifié, parfois non – plus d'inconvénients que d'avantages.

Ma première idée était que le chef de la DGSE soit non pas un politique ou une personne choisie pour sa fidélité au Président, mais un homme du renseignement qui y ait consacré sa vie. La seconde était que cet homme puisse assister et participer aux cellules de crise, ce qui arrivait de temps en temps, mais aussi aux conseils restreints. Qu'il puisse donner un éclairage et répondre à des questions en direct au cours d'une réunion. Troisième idée : que l'homme de renseignement qui avait acquis une information essentielle puisse – avec son directeur – bénéficier d'un accès direct au Président. Je proposais également une réorganisation de l'information, de la

manière dont elle devait remonter, comment les ministres, le Premier ministre et le Président devaient être informés ; puis, enfin, la création d'un Conseil national de sécurité au niveau du Président. Le temps de la réflexion stratégique, celui du renseignement, n'est pas celui des impulsions politiques du moment. Il faudrait un sens suffisant de l'intérêt national pour qu'on analyse et anticipe les zones à risques, en lançant l'effort de formation humaine suffisant pour y être présent.

Pour former des spécialistes d'une zone, il faut une quinzaine, voire une vingtaine d'années, en particulier pour que ces gens-là puissent avoir un accès assez direct aux décideurs de cette zone. Il faut donc détecter à l'avance les gens avec du potentiel, au Proche-Orient ou en Afrique, et les accompagner au cours de leur montée en puissance. Huit ou neuf sur dix vont disparaître du système, mais si on est à côté du dixième, c'est intéressant. Il faut cet investissement, la formation aux langues, la vie sur place, le tout demande une vraie politique qui doit être menée quelle que soit la sensibilité du gouvernement au pouvoir. Prenons le cas de Philippe Rondot, pour moi le meilleur expert du Proche et du Moyen-Orient qui a travaillé pour la DGSE et pour la DST. Mais c'est une volonté individuelle qui l'a amené là, ce n'est pas un système de formation cohérent, pertinent.

Le plaisir du gourmet

Le renseignement le plus précieux est celui d'ordre humain. La technique aide, mais il ne faut pas que ce soit exclusif. Il est vrai que le métier d'officier de renseignement est un métier extrêmement difficile. Et qui est exercé par des gens qui, par certains côtés, sont

schizophrènes, parce qu'ils se méfient de tout ; même une partie de la substantifique moelle de la vitalité des individus est consacrée à essayer de contrôler l'autre à l'intérieur de son propre service. Il n'y a parfois pas de limite à cette paranoïa ! Je pense que si nos systèmes d'information et de renseignement ne sont pas tout à fait à la hauteur, même s'ils sont bons parfois, cela ne tient pas aux individus, mais aux choix ou aux non-choix des politiques. Vous n'avez pas du tout ce genre d'inconvénients – vous en avez d'autres – en Grande-Bretagne. Le système britannique demeure un modèle dont on devrait s'inspirer, même si, en termes de culture, c'est extrêmement différent. Mais regardez, même chez eux, cela n'a pas empêché le pouvoir politique de ne pas tenir compte des informations de leurs services de renseignement pendant la guerre d'Irak, puisque le politique avait décidé d'intervenir, quelles que soient les circonstances.

Pour moi, l'idéal pour un maître espion, c'est que personne ne le connaisse, qu'on n'entende jamais parler de lui, ni de ses réussites, ni de ses échecs. C'est le plaisir du gourmet, celui de tous ceux qui meurent dans leur lit d'une mort paisible, sans même que leur femme ne soit au courant de leur action, ni de leur métier. Mais cela reste un idéal.

---

1. Voir son témoignage, pp. 504-507.
2. Voir son témoignage, pp. 481-486.

Jacques LANXADE

« Dans nos relations avec
les États-Unis, il faut utiliser
toutes les cartes disponibles pour
faire comprendre
aux interlocuteurs qu'on attend
que, de part et d'autre,
on se comporte de manière
satisfaisante. »

Pour qu'une armée fonctionne, il faut de tout : des officiers aimant courir sus à l'ennemi sur le terrain et d'autres excellant dans l'organisation et la conduite des affaires politico-militaires. Jacques Lanxade, né en 1934, est plutôt de ceux-là. Résultat : quand le temps des réformes est venu en matière de renseignement militaire, sa convergence de vues avec Pierre Joxe a fait avancer les choses !

« Le président Mitterrand avait été très atteint par l'affaire du *Rainbow Warrior*, ayant transféré la tutelle des services à son directeur de cabinet ! Il voulait ainsi s'assurer que les services de renseignement ne conduiraient pas d'autres actions néfastes pour la politique française. Le service Action de la DGSE concentrait ses préoccupations. Il pensait que les militaires manquaient d'une vision politique de l'action diplomatique de l'État et qu'il valait mieux placer les services sous une responsabilité civile. C'est la raison pour laquelle il a fait en sorte que des préfets ou des diplomates soient en charge de la DGSE. Le président Mitterrand parlait relativement peu. De temps en temps, il vous disait quelques mots pour donner son

sentiment. Tous les responsables de l'Élysée devaient deviner en permanence ce qu'étaient la pensée et l'appréciation du Président.

La guerre du Golfe

En juillet 1990, nous avions bien observé un déploiement de force à la frontière entre l'Irak et le Koweït. Le 30 juillet, j'ai réuni à l'Élysée tout ce que l'État français comportait de services et d'experts sur l'Irak : services de renseignement, Quai d'Orsay, Défense. Il s'agissait d'établir un dossier pour le Président sur l'Irak, pour la rentrée de septembre. On a évidemment examiné la situation et, à l'unanimité, on a conclu qu'il s'agissait d'une démonstration de force et que cela n'irait pas plus loin. Cela pose un très important problème : comment connaître à l'avance les intentions des dirigeants militaires et surtout politiques ? Si dans ce cas, quels que soient vos moyens techniques, vous n'avez pas de gens très proches du pouvoir, vous aurez bien du mal à savoir où se situe la vérité. Ce fut pour nous l'une des conclusions de cette affaire : nous n'avions pas été capables de déceler les intentions de Saddam Hussein. Nous ne disposions que de très peu de renseignements sur le déploiement des forces irakiennes. Nous les connaissions pourtant bien pour avoir beaucoup coopéré avec elles, nous maîtrisions leurs systèmes de défense aérienne, mais n'avions pas d'éléments sur leur déploiement réel.

Dans la période qui a précédé la guerre du Golfe, durant toutes ces années où la France a soutenu l'Irak, nous avons d'abord sous-estimé la dangerosité de Saddam Hussein. C'était un système extrêmement protégé, on a fait des efforts mais ils n'ont pas été couronnés de succès. On avait bien des relations politiques avec son entourage immédiat, mais elles ne permettaient pas d'être

suffisamment introduits dans son système de décision pour comprendre ce qui allait se passer. Nous n'en avons pas été capables, les Américains et les Anglais non plus.

Mitterrand et les photos américaines

Compte tenu de notre dépendance vis-à-vis des services américains, beaucoup craignaient qu'ils ne nous cachent des informations sur l'état des lieux. J'étais personnellement d'un avis contraire. Et, pour éviter que le Président, lui-même, ne soit gagné par ce doute, j'ai demandé à la Maison-Blanche qu'on nous dévoile les clichés des satellites américains.

J'ai accompagné l'attaché de défense à Paris, l'amiral Philip Dur, auprès de M. Mitterrand. L'amiral est venu avec des photos qui ne pouvaient être montrées qu'au président de la République, où on voyait les mêmes objectifs avant et après des frappes. Je pense d'ailleurs que ceci a conforté le Président dans l'idée que les moyens de détection par satellite étaient extrêmement importants et qu'en réalité l'autonomie de décision de la France ne serait vraiment satisfaisante et complète que lorsque nous détiendrions ces moyens, ce qui est arrivé quelques années plus tard. L'amiral n'a pas laissé les photos au Président, il n'y était pas autorisé et il était vraiment très clair qu'elles étaient strictement réservées à François Mitterrand. Ce dernier les a regardées, a posé des questions sur les dates, fait relativement peu de commentaires : ce qui était important pour lui était d'avoir la conviction que les Américains jouaient franc jeu avec lui. Je pense que cet élément a été très important dans la relation de confiance entre le président français et le président George Bush père. Ceci a conforté le sentiment que la coopération avec les

Américains était complète, franche et qu'il n'y avait pas lieu de s'en préoccuper. François Mitterrand a ainsi pu répondre à ceux qui, autour de lui, prétendaient que les États-Unis nous menaient en bateau.

Renseignement militaire

Pierre Joxe[1] prend les fonctions de ministre de la Défense fin janvier 1991, après la démission de Jean-Pierre Chevènement. Il s'est aussitôt rendu compte qu'il fallait que la France dispose d'une capacité autonome d'analyse technique du renseignement. Il a compris qu'il faudrait créer nous-mêmes cet instrument que, plus tard, ensemble, nous avons mis sur pied : la DRM. Il faut admettre que la situation du renseignement militaire français avant, pendant et jusqu'à la fin de la guerre du Golfe, était très peu satisfaisante. Nous avions autant de services de renseignement que d'armées et la Délégation générale pour l'armement (DGA) disposait également de l'équivalent d'un service de renseignement. Tout ceci n'était pas du tout efficace, dès lors qu'on menait des opérations interarmées coordonnées. Il fallait disposer d'une vision synthétique de la situation militaire. L'idée étant qu'il faut non seulement aboutir à connaître la disposition des forces sur le terrain mais également d'être capable d'établir des dossiers d'objectifs. C'est-à-dire choisir des cibles et donner des éléments suffisants aux forces pour qu'elles puissent les attaquer le cas échéant. Cela suppose toute une organisation, des moyens humains et techniques relativement considérables.

Les renseignements techniques et humains sont complémentaires. D'un certain point de vue, le renseignement technique est facile,

puisque c'est une question de technologie et de budget. Dès lors qu'on a décidé de se doter des moyens, on progresse. Le renseignement humain est, lui, beaucoup plus complexe car il faut être capable de déployer, là où c'est nécessaire, des agents, des personnes qui soient en mesure d'obtenir des informations et de se tenir au courant. C'est extrêmement dangereux, terriblement difficile et c'est un des points sur lesquels, aussi bien les Américains, les Anglais que nous-mêmes, demeurons encore assez faibles…

Explication de gravures avec la CIA

En 1995, je me suis rendu aux États-Unis quelques semaines après l'expulsion par la France, sur décision de Charles Pasqua, de diplomates américains accusés d'avoir espionné certaines entreprises françaises. Je m'attendais donc à être interrogé sur cette question au cours de ma visite à Washington et cela n'a pas manqué ! Dès mon arrivée, le numéro deux de la CIA a demandé à me rencontrer, c'est la première personne que j'ai vue aux États-Unis. Il est venu dans la villa où j'étais logé et s'est étonné devant moi de cette décision. Je lui ai répondu que nous avions nous-mêmes des questions à poser aux services américains, notamment sur des livraisons d'armes en Bosnie en contradiction avec les dispositions de l'ONU. J'ai ajouté que cela m'inquiétait beaucoup en raison de l'utilisation qu'on pouvait en faire contre des soldats français. Cela a immédiatement calmé le jeu ! Dans nos relations avec les États-Unis, quel que soit le domaine, celui du renseignement comme les autres, il faut parler clairement, dire les choses telles qu'elles sont et utiliser toutes les cartes disponibles pour faire comprendre à nos interlocuteurs qu'on attend, de part et d'autre, que l'on se comporte de manière satisfaisante !

1. Voir son témoignage, pp. 521-535.

VIII

RÉFORMATEURS

Placer l’État en ordre de bataille

Quel avenir pour nos espions ? Quand un système ne fonctionne pas, ou mal, il convient de le changer. L'organisation du renseignement français de l'après-guerre avait été mise en place par le général de Gaulle selon sa vision si personnelle des institutions et du rôle du chef de l'État. Ses successeurs ayant connu la Guerre mondiale et ses méfaits s'en sont tous accommodés. Mais certains ont perçu plus vite que d'autres l'impérieuse nécessité d'une réforme.

Avec l'accord dédaigneux de François Mitterrand, **Michel Rocard** fut le premier à s'atteler à cette tâche. Il dessine avec humour cette besogne ardue, mais pas impossible ! La preuve ? Elle est apportée par **Claude Silberzahn** qui, le premier, a su imprimer une réorganisation profonde de la DGSE, d'abord en l'insérant à sa place – rien qu'à sa place, tout à sa place ! – dans l'appareil d'État qui s'en était éloigné. De grands fonctionnaires peuvent s'atteler à des réformes, présenter leurs idées. Mais pour les imposer, rien n'est possible sans des politiques certes convaincus, mais aussi influents, intransigeants, respectés. **Pierre Joxe** fut de ceux-là. Son expérience étonnante de la guerre du Golfe, vécue au ministère de la Défense, l'a convaincu de doter la France des outils modernes qui lui manquaient : la DRM et l'imagerie spatiale lui doivent leurs émergences. Quant à la relation avec les chefs de services de renseignement, il la décrit en homme à poigne…

Il est permis de penser que si le système français a si mal fonctionné sous la V^{e} République, c'est que les présidents de la République entretenaient tous une relation viciée avec le renseignement, sans doute considéré comme nécessaire, mais bien souvent jugé dangereux, sinon pervers. Il était important de changer le rapport du chef de l'État avec eux et d'introduire une relation

professionnelle et décomplexée, « normale » en somme. Une commission, à laquelle participa le diplomate **Jean-Louis Gergorin**, proposa en 1995 la mise en place d'une nouvelle organisation, autour d'un coordonnateur du renseignement installé à l'Élysée, auprès du chef de l'État. Jacques Chirac balaya ce projet d'un revers de main, mais il fut repris treize ans plus tard par Nicolas Sarkozy. Le premier titulaire de ce poste nouveau, **Bernard Bajolet**, en décrit la naissance et les premières années de fonctionnement. Cette organisation ne doit pas être si mauvaise, puisque François Hollande l'a conservée. Est-ce un hasard si les deux derniers présidents, sont aussi les seuls à ne pas avoir connu de déboires d'anthologie avec les services secrets de leur pays, à tout le moins jusqu'en juin 2014 ? Tant que ça dure…

Michel ROCARD

« Alors le Président réfléchit puis, à la fin, dans un grand sourire, il me regarde et dit : “Si ça vous amuse…” C’est ainsi que j’ai reçu carte blanche pour procéder à une réforme des services spéciaux. »

Parmi les hommes d’État de la V^e^ République, le Premier ministre Michel Rocard, né en 1930, demeure indiscutablement celui qui s’est montré le plus convaincu de la nécessité d’engager une réforme du renseignement. Sa volonté et son énergie ont fait merveille. Pour preuve de leur pertinence, la réorganisation qu’il a voulue demeure en vigueur deux décennies plus tard.

« Peu après mon arrivée à Matignon, le 10 mai 1988, j’ai dû traiter une affaire délicate avec les États-Unis. Une mission d’espionnage avait été engagée par la DGSE chez General Electric. Thomson/CSF, qui avait demandé cette opération, avait été un peu maladroit, les services extérieurs ne s’y étaient pas très bien pris et s’étaient fait

prendre la main dans le sac, ce qui était évidemment désagréable. Quand je suis saisi de la protestation américaine, je sais par ailleurs que l'espionnage industriel américain est absolument constant chez nous, partout. L'échange a été aigre, ils ont voulu nous faire paraître devant les tribunaux, pensant que jamais nous n'oserions insister sur ce que nous savions de leur propre comportement, au point de prendre le risque de rendre le tout public. Cela s'est quand même terminé par une espèce de *deal* avec une promesse de ne plus continuer, après pas mal de pressions et de désagréments. Mais je suis persuadé qu'ils n'ont jamais arrêté. Parce que la CIA a beaucoup moins de principes et de respect des droits de l'homme que les services européens. Nous ne sommes plus en guerre froide. Les enjeux ne sont plus militaires et se portent davantage vers la concurrence économique ou vers la recherche pointue à long terme. Cela dédramatise l'intensité conflictuelle de chaque événement.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Paris, le 12 janvier 1989

Monsieur le Premier Ministre,

Vous avez bien voulu, conformément aux dispositions du décret N° 89-258 du 20 avril 1989, soumettre à mon approbation le plan national de renseignement élaboré par le Comité Interministériel du Renseignement qui s'est tenu le 19 décembre 1989.

Je vous confirme que ce document reçoit mon agrément.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

François Mitterrand

François MITTERRAND

Monsieur Michel ROCARD
Premier Ministre

Hôtel Matignon
57, rue de Varenne

75007 PARIS

Lettre de François Mitterrand au Premier ministre Michel Rocard, le 12 janvier 1989, approuvant le nouveau PNR (Plan national de renseignement).
Archives des auteurs.

« Si ça vous amuse ! »

Si j'avais certaines compétences d'ordre économique et financier, je n'en avais aucune en diplomatie et surtout pas en matière de renseignement, sur ces services dits « spéciaux », que je ne connaissais absolument pas. Au bout de quelques mois, le préfet Rémy Pautrat[1] devient mon conseiller pour les affaires de sécurité. Je le connaissais mal, j'avais seulement lu qu'il avait été le patron de la DST. La Constitution établit clairement que le président de la République est le négociateur des traités, ce qui lui donne, en politique étrangère, une attribution constitutionnelle de plein droit. Or, le renseignement fait partie des infrastructures de la politique étrangère, je n'avais pas envie d'y toucher.

Mais le rituel veut que chaque soir j'essaye de débarrasser ma table, elle est vide chaque matin, mise à part la production des services de sécurité durant la nuit. Je la lis avant même la presse quotidienne. Et je m'aperçois rapidement que c'est assez déplorable, que les services nous envoient des informations brutes qu'un Premier ministre en fonction a du mal à classer, à analyser, à placer dans un contexte et à pondérer. Il m'est arrivé de lire des papiers qui ne donnaient pas tout à fait la même information, ce qui les rendait illisibles, en tout cas inutilisables. Je commence à me désespérer quand Rémy Pautrat m'alerte : « M. le Premier ministre, c'est scandaleux, ça marche très mal, personne ne coordonne les services, ils font ce qu'ils veulent, et c'est très mauvais. Il faut en parler au président de la République. Si vous obtenez de vous en occuper, je sais quoi vous proposer. »

Je résistais à l'idée d'ouvrir un nouveau conflit avec François Mitterrand ! Un jour de mars ou d'avril 1989, je suis arrivé à 9 heures pour mon entretien habituel d'avant Conseil des ministres avec le

Président. Et je lui dis : « M. le Président, puisqu'on a un peu de temps libre, je vais prendre le risque de sortir de mes plates-bandes pour entrer directement sur les vôtres. » Cela l'amuse, du coup il laisse de côté le parapheur qu'il était en train de signer, il me regarde, pose son stylo, et me demande : « Qu'est-ce qui vous arrive ? » Et je lâche : « M. le Président de la République, je voudrais vous parler des services spéciaux… » À ce seul mot, il me coupe, et me dit tout de suite ce mot inouï : « Ah, mon grand échec ! » Alors, je suis un peu ébahi, surpris, et c'est mon regard qui doit être un peu interrogatif, je ne me souviens pas avoir dit quoi que ce soit, il continue en disant : « Oui, ça marche très mal, je le sens bien. J'ai tout essayé, j'ai fréquemment changé les hommes, rien n'y fait. » Et moi, je lâche subtilement : « M. le Président de la République, justement, je voudrais vous suggérer que ça pourrait bien ne pas être un problème d'hommes, mais de structure, de procédure et de réglementation. » Il me regarde d'un air très dubitatif. Il résiste, parce que l'idée de voir le Premier ministre pénétrer dans son champ constitutionnel de travail ne lui plaisait pas. On peut très bien le comprendre : tout individu doté de pouvoir réglementaire tient à l'exercer, et n'aime pas voir une irruption sur ses plates-bandes ! Mais je tiens bon : « Mais enfin, M. le président de la République, on ne peut pas continuer de recevoir des informations disparates, parfois contradictoires, jamais complètement analysées ou, si analysées, sans convergence. » Alors le Président réfléchit puis, à la fin, dans un grand sourire, il me regarde et dit : « Si ça vous amuse… » C'est ainsi que j'ai reçu carte blanche pour procéder à une réforme des services spéciaux. François Mitterrand a eu la loyauté de rapporter intégralement cette conversation, y compris sa conclusion – peut-être pas avec le même vocabulaire… – à son secrétaire général de l'Élysée, cela a été estampillé et j'ai pu

m'atteler à cette vaste tâche. Et nous nous sommes mis au travail avec Rémy Pautrat.

Comité interministériel du renseignement

Une des raisons qui m'avaient alarmé, c'était une information selon laquelle la France était presque inexistante dans la communauté internationale du renseignement : chaque fois que la CIA, le BND allemand, le Mossad israélien, très actif et très puissant, ou le MI6 britannique, voulaient une information détenue par des Français, cela ne se faisait jamais. La guerre des polices n'est pas une affaire entre la police et la gendarmerie, c'est un problème général de structures trop polyvalentes. Le problème existait aussi de savoir si les services spéciaux agissaient selon leur propre autodétermination, ou est-ce qu'ils appliquaient une ligne politique dont découlent des besoins de recherche. Cela nous a conduits à reprendre une idée du général de Gaulle qui avait fait produire, en 1959, le premier Plan de renseignement de la République française (PNR), jamais renouvelé… Nous en avons donc établi un nouveau, solennellement adopté en Conseil de défense, sous l'autorité du Président. L'effet a été foudroyant car, jusque-là, ces activités de la République étaient pilotées par les seuls chefs de police, avec leur intuition, mais sans répondre à un besoin du ministère compétent. Dès que les ministères des Finances et de la Recherche se sont trouvés responsables du pilotage de leurs efforts, les missions sont devenues intelligentes, intelligibles, plus vastes. L'héritage, c'est TRACFIN (Traitement du

renseignement et action contre les circuits financiers clandestins) que tout le monde connaît aujourd'hui et respecte.

Résultats de la réforme

Je me revois arrivant un matin, à 8 h 30 comme d'habitude, trouvant la production des services de la nuit : écoutes téléphoniques, etc. Et puis une note sur la mission du porte-avions *Clémenceau* et les intérêts de la France dans le Moyen-Orient. Le titre me suffit, je dévore la note et je découvre une analyse extrêmement détaillée des réactions des puissances publiques – la Syrie, la Jordanie, l'Irak, l'Iran, Israël, l'Égypte, etc. –, des groupements non-étatiques et, à l'intérieur d'Israël, de l'extrême droite et de ses services. La note concluait sur des mesures à prendre pour améliorer la sécurité. J'ai trouvé que c'était remarquable, convaincant et, après ma lecture de la dernière page, je retourne le papier et je lis l'en-tête : « DPSD (Direction de la protection du secret-défense), DGSE, DST, SGDN. » Le premier document coopératif de tous nos services ! Un résultat direct de la réforme qu'on venait de mettre en œuvre. C'est le genre de boulot sur lequel on voulait s'appuyer. Inutile de vous dire que j'étais un peu fier et qu'au Conseil des ministres, lors de la réunion avec le président de la République la semaine suivante, on a évoqué ce document comme la preuve que notre réforme avait eu de beaux résultats !

Dans l'année qui a suivi, j'ai successivement reçu, sans qu'ils en aient parlé entre eux, le chef du Mossad, celui du BND et du MI6, ou encore l'obscur numéro 3 de la CIA en Europe. Tous sont venus me confier à peu près ceci : « Nos services de renseignement doivent travailler ensemble, travailler avec la France était infernal et

insupportable. Elle ne jouait pas le jeu de l'échange de renseignements à cause de ses difficultés internes. Puis, mystérieusement, on a vu cela s'améliorer petit à petit, et la France changer sous nos yeux, sans qu'on comprenne pourquoi. On s'est fait expliquer, et je viens vous dire merci. » C'était pas mal ! L'ennui d'une telle réforme, pour un homme politique, c'est que personne n'en sait rien. Il y eut juste quelques publications au *Journal Officiel*, c'est tout. Le bénéfice électoral est absolument nul. Mais la France marche un peu mieux, c'est une de mes grandes fiertés.

Visite à la DGSE

Lorsque pour la première fois j'ai rendu visite à la DGSE, elle était sous l'autorité d'un général de l'armée de l'air, François Mermet. J'y étais allé pour les saluer au pot apéritif d'un « Bon courage les gars ! ». Mais il a fallu que j'improvise une mise en perspective des intérêts de la France et de sa diplomatie internationale, en soulignant les besoins d'information et de renseignement. J'y venais aussi pour une autre raison : nous sommes un peuple curieux, une grande nation militaire. Et jamais nous n'avons reconnu la noblesse de cette fonction que les Anglais et les Américains ont appelé « Intelligence ». Quelle formidable dénomination ! En France on appelle ça « Renseignement », en méprisant ceux qu'on appelle des espions. Du coup, il n'y avait à l'époque que peu de civils à la DGSE. Les malheureux officiers qui y entraient étaient nommés sur ordre et n'avaient plus d'espoir de grimper dans la hiérarchie des armées. C'est vraiment un problème culturel, et c'est pour valider cette reconnaissance nécessaire que je suis allé saluer la DGSE. Une fois pour ouvrir la procédure et, une autre, pour les remercier de la

rapidité avec laquelle ils avaient appliqué cette réforme. C'était assez émouvant car nous savions tous que jamais aucun Premier ministre n'était venu les voir auparavant. Seulement 3 % de cette honorable assemblée avait peut-être voté à gauche une fois dans sa vie… Et voilà qu'arrivait un Premier ministre socialiste qui les saluait, en ne reconnaissant pas seulement leur bon travail, mais aussi l'importance de leur métier. J'en ai gardé un souvenir fort. Et eux aussi, paraît-il.

À l'occasion de tous ces travaux sur le renseignement, j'ai très vite été saisi par nos insuffisances budgétaires. Nous dépensions à l'époque à peine plus de la moitié de ce que dépensait l'Allemagne, moins du tiers de ce que dépensait la Grande-Bretagne, pays de taille comparable et douze fois moins que les États-Unis. Tout cela se ressentait dans le recrutement et l'importance des hommes, dans les équipements mécaniques, informatiques et radioélectriques nécessaires pour ces opérations. J'ai eu à développer le budget, augmenter les moyens de la cryptographie et des équipements d'interception. Le reste est une affaire de techniciens, je n'en sais pas plus, mais j'ai donné un sérieux coup d'accélérateur.

Réforme des écoutes téléphoniques

Les écoutes téléphoniques étaient une des plaies de la République depuis bien longtemps. Cela faisait partie des attributions du Président, mais il commençait à se savoir que la cellule de l'Élysée en avait abusé largement… On avait pris la main dans le sac une structure installée auprès de François Mitterrand et qui faisait franchement n'importe quoi ! Cette constatation ne suffisait pas à m'autoriser à pénétrer de nouveau sur ses plates-bandes…

Arrive un nouvel événement : une condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, pour irrégularité des procédures d'écoutes téléphoniques. Cette loi a fait l'objet d'une négociation extrêmement longue et difficile. Pour que les écoutes soient régulières, il fallait qu'elles soient autorisées. Il fallait donc qualifier les gens qui en avaient le droit et l'autorité. Il a fallu contingenter ces écoutes, établir une procédure de droit. Je me souviens encore d'une remarque du colonel qui commandait le GIC : « C'est une des fonctions régaliennes de l'État, vous en avez besoin, ne cherchez pas à tout clarifier, etc. » On planchait sur la création de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) et cela terrorisait mon bon colonel. On l'a fait quand même [loi n° 91-646 du 10 juillet 1991, relative au secret des correspondances émises par la voie des communications électroniques], je n'ai jamais plaisanté avec les affaires de droits de l'homme ! Je considérais que la civilisation commence par le fait qu'elle n'emploie pas les moyens des brigands pour se défendre, qu'elle se reconnaît jusque dans l'art de maintenir l'ordre et de préserver l'ordre public. Le colonel du GIC est venu me remercier en me disant que j'avais rendu sa dignité à tout son personnel.

Espions japonais contre pêcheurs bretons

Je cherchais à maîtriser toutes les informations permettant de faire comprendre et de valoriser, d'abord auprès de mes collègues du gouvernement, ensuite auprès des services civils, l'importance des fonctions de renseignement. Et voilà qu'on me raconte que, quelques

années auparavant, la marine nationale militaire française avait reçu de nouveaux sonars. Un ou deux navires reviennent éperdus de joie de leur expérimentation : « On a une portée beaucoup plus longue, la surveillance contre les menaces sous-marines qui pourraient nous frapper est bien meilleure. Rendez-vous compte, on localise même les bancs de poissons ! » C'est plein de Bretons, la marine, qui ont pris l'habitude de transmettre l'info aux chalutiers français, qui ainsi découvrent plus vite les bancs de poissons. Au bout de quelques mois, les choses changent un peu et, à chaque fois que deux ou trois chalutiers font route vers un gisement de poissons, ils trouvent sur place un chalutier japonais ou coréen…

On comprend petit à petit que les Asiatiques nous écoutent, nous parasitent et profitent de nos informations. C'est un enjeu grave. Une idée géniale nous vient : « On va vous téléphoner, vous faire passer les informations par radio en breton ! » Et de nouveau, nos chalutiers gagnent un an de tranquillité. Mais le savoureux de l'affaire, c'est que l'année suivante trois étudiants japonais viennent à l'Université de Rennes s'inscrire en DEUG de breton que, par ailleurs, mon gouvernement venait de créer ! Cette réjouissante anecdote prouve qu'au Japon l'espionnage fait partie des priorités nationales : les chalutiers travaillaient visiblement avec des outils d'écoute de la marine militaire et, de plus, des directeurs d'université ont accepté une demande des services spéciaux d'envoyer de jeunes étudiants japonais apprendre le breton… Il me reste un petit doute : je ne sais pas si la manière dont on m'a raconté cette histoire ne l'embellit pas un peu trop…

---

1. Voir son témoignage, pp. 423-440.

Claude SILBERZAHN

« François Mitterrand m'a choisi pour décider, pas pour lui poser une question, ni le placer dans une situation délicate. Là est la grandeur, la beauté de notre métier. »

Premier préfet nommé à la tête des services secrets français, Claude Silberzahn, né en 1935, avait été frappé durant l'affaire Greenpeace par la césure entre la DGSE et l'appareil d'État. Il consacra de ce fait l'essentiel des 1 500 jours qu'il passa à la tête des services à construire ce lien manquant, notamment en recrutant des cadres dans la police et au Quai d'Orsay. Vingt ans après son départ, ces relations perdurent…

« Lorsque Laurent Fabius débarque, en 1985, dans l'affaire du *Rainbow Warrior*, il n'en connaît rien, mais les institutions de la V^e^ République sont ainsi faites que c'est lui qui doit la gérer. C'est moi qui lui révélerais, ce qu'il mettra un certain temps à admettre, que c'est la DGSE qui a coulé le bateau. Cette révélation intervient dans l'opacité absolue que l'armée assure à cette institution qui est sienne.

La difficulté des rapports de la République avec ses services secrets m'apparaît alors brutalement.

Ce dossier ne devient le mien qu'une fois le bateau coulé. Puisqu'au cabinet du Premier ministre, je n'ai pas dans mes attributions le suivi de la DGSE assuré par le cabinet militaire. Je suis en charge de l'Intérieur et de l'Outre-mer et j'appartiens au corps préfectoral également présent à la tête de la DST et représentant l'État en Nouvelle-Calédonie, ce qui explique l'origine de mon information.

L'échec fait partie intégrante de la vie des individus et des institutions. Si chaque erreur devait aboutir à une épreuve politique comparable à celle du *Rainbow Warrior*, on ne sortirait jamais de l'état de crise. Le problème c'est la gestion de l'échec. Débutée dans le mensonge, cette affaire ne pouvait que dégénérer. J'en ai déduit que le divorce était grand entre le politique et la DGSE, dont les responsables ont reproché au ministère de l'Intérieur d'avoir joué contre elle, alors qu'ils n'avaient fait qu'accomplir la mission normale d'une institution démocratique. Cette exécrable gestion me conduit à m'intéresser de près aux services secrets et aux problèmes qu'ils posent à notre société. C'est ainsi que naît l'envie de m'en occuper.

Nomination à la DGSE

Après mon passage à Matignon, je reprends des fonctions préfectorales puis, au tout début du second septennat en 1989, le Président me demande ce que je veux faire. J'ai le sentiment d'avoir fait le tour de la carrière préfectorale et lui suggère de me nommer à la DGSE. Quand je sors de son bureau, après mon intronisation en mars 1989, je connais exactement ma mission : réintégrer la DGSE

dans le cadre des institutions de la République, ce qui suppose notamment de la démilitariser. Un service secret peut devenir un risque majeur pour la démocratie, s'il est confié à une structure ne jouant pas le jeu démocratique. Or, l'armée est extérieure au fonctionnement de celui-ci. Et c'est ce qui apparaît en pleine lumière lors de l'affaire du *Rainbow Warrior :* le système militaire n'a embrayé sur aucun autre ! J'ai retenu une autre chose essentielle de cette première conversation *ès* qualité avec le chef de l'État : chacun, avec sa morale, son passé et son histoire, doit jouer sur le même registre. Entre le Président et le patron de la DGSE, un accord profond est indispensable ! Ce fonctionnaire a des responsabilités particulières : doté notamment du pouvoir de transgresser la loi, il doit savoir pour quelles fins, et ne le faire qu'en accord avec les objectifs de la nation. Quand j'évoque la transgression de la loi, il s'agit principalement de la loi étrangère. Car le service fait tout son possible pour ne pas transgresser la loi française dans l'Hexagone…

Quand j'arrive en 1989, l'Empire soviétique est en train de s'effondrer, tout le monde le sait. L'espionnage d'alors, profondément lié à l'existence des deux blocs, est en voie de disparition, et la fonction contre-espionnage a déjà lentement cédé la place au contre-terrorisme en employant les mêmes techniques et soumis aux mêmes problématiques. Aujourd'hui, les Français l'ont un peu oublié mais ils s'en souviennent tout de même quand ils prennent l'avion…

Relations avec les politiques

Lors de ma prise de fonctions, la DGSE n'a aucun lien, ni humain, ni technique, avec le Quai d'Orsay. Je les établis donc, tout comme avec la Place Beauvau. Je mets également en place une relation avec

le pouvoir exécutif à son plus haut niveau, avec l'Élysée et Matignon. D'ailleurs, dès mon premier entretien avec le Président, je lui demande de quelle manière je dois concevoir mes relations avec le Premier ministre. Il me glisse : « Ne tenez pas compte de tout ce qu'on vous dira sur mes rapports avec Michel Rocard[1], je fais confiance à votre intelligence pour savoir exactement ceux que vous aurez avec lui. » J'ai répondu : « C'est lui qui rendra mes arbitrages budgétaires, j'aurai les meilleures relations avec lui. » Il me lance alors : « Vous êtes libre ! » Michel Rocard a continuellement arbitré en faveur de la DGSE. Je lui dois une fière chandelle. Quand je suis parti, son budget était passé de l'indice 100 à l'indice 170. Peu d'institutions de la République peuvent en dire autant ! Michel Rocard a apprécié la DGSE, peut-être notamment parce que le service lui permettait d'être associé à la politique étrangère de la France, quelquefois sous ses aspects les plus malins…

Il faut bien comprendre que le renseignement brut n'est pas diffusé au pouvoir politique. Il est analysé au service et seules les conclusions en sont transmises. Je ne raconte pas au pouvoir politique tous les jours que la DGSE est en relation avec X qui se trouve en exil en France mais qui va peut-être sortir comme le grand vainqueur des prochaines élections… ou avec Y actuellement dans un maquis au Soudan qui prendra demain le pouvoir au Tchad. Au pouvoir politique, j'indique ce qui me paraît utile à la conduite de la politique étrangère de notre pays. Le métier suppose d'ailleurs de prêter une oreille très fine à ce que font et pensent les uns et les autres à l'égard des pays étrangers. Car personne dans notre démocratie ne théorise la politique de la France vis-à-vis de tel ou tel État. Comme dans toutes les grandes nations, elle est le résultat de rapports de forces internes dont les équilibres changent en permanence. Quand la DGSE apporte une information, elle participe

à la définition d'une politique sur un pays donné, le Tchad un jour, la Croatie ou l'Algérie un autre.

La place de la DGSE dans les institutions

Quand vous êtes un haut fonctionnaire en charge d'une institution de la République, vous ne pouvez remplir votre mission que si vous en avez les moyens. Dans le cas contraire, votre devoir est d'en trouver, sinon il faut partir. Je suis arrivé dans une institution sans moyens, en retard sur tout : le renseignement technique et humain, les écoutes, le décryptage. Le budget de la DGSE plafonnait depuis des années. Si j'ai demandé au Président de rester au sein de la Défense, c'est que j'arrivais à ponctionner les Armées, chaque année, de quelques centaines de millions de francs. Oh ! Rien du tout par rapport à l'ensemble du budget militaire.

J'obtiens de Michel Rocard, cas unique dans l'histoire institutionnelle, la création de trois directions d'administration centrale ! Les grands corps de l'État sont une constante du système public français. Si je n'ai pas un diplomate haut placé à la DGSE, je ne rentrerai jamais dans le système du Quai d'Orsay. Je crée donc une direction de la stratégie qui devra sentir les lignes de force de la politique étrangère française, ses variations au fil des mois et des années. Je choisis un très bon diplomate que je ne peux attirer qu'en lui offrant un poste de directeur d'administration centrale. Si je ne dispose pas également d'un policier reconnu et hyperprofessionnel, je ne rentrerai pas auprès des RG ni de la DST. Et je construis le nouvel organigramme de la DGSE en créant enfin une direction de

l'administration chargée du personnel et des finances. Sur ce dernier point, je fais en sorte de rendre désormais impossibles les dérives du passé.

Le DC-10 d'UTA

Le 19 septembre 1989, le DC-10 de la compagnie française UTA assurant la liaison entre Brazzaville et Paris, *via* N'Djaména (Tchad), explose en vol au-dessus du Niger, où la DGSE est très implantée. 170 personnes, majoritairement françaises, sont tuées. Le juge d'instruction immédiatement saisi confie l'enquête aux services de police. Alors que la DST reçoit la commission rogatoire et s'apprête à envoyer cinq ou six hommes au Niger, les hommes de la DGSE s'y trouvent déjà et ratissent le terrain. Pourtant, ils n'existent pas, même sur le papier… J'en profite pour appeler Bernard Gérard, le directeur de la DST, et lui dis : « Tes gens partent, travaillons ensemble, mes gars vont les recevoir, ils vont les emmener, leur montrer ce qu'ils ont trouvé. » C'est je crois le premier exemple d'une telle collaboration dans l'histoire des deux services ! Elle se poursuivra avec Jacques Fournet[2]. Cette relation a été facilitée par le fait que j'ai choisi Michel Lacarrière comme directeur du renseignement car, ancien de la DST, il a aussi dirigé les RG-PP… Et que nous sommes tous trois préfets pratiquant une certaine solidarité de corps !

L'enquête judiciaire s'oriente rapidement vers la responsabilité de l'État libyen, mais je n'ai jamais pu écarter d'autres hypothèses. La possibilité syrienne, la piste libanaise, l'éventualité iranienne la plus marquée. Je n'ai jamais compris pourquoi la Libye aurait fait sauter cet avion, alors qu'elle n'en avait nulle raison, l'essentiel du contentieux entre nos deux pays étant réglé. Il est plus probable que

les services libyens aient été amenés à collaborer avec les vrais commanditaires. À mes yeux, le fait que la Libye ait finalement payé ne constitue en aucune sorte un aveu de culpabilité. C'est simplement de la *realpolitik* : la Libye voulait sortir de l'embargo qui l'asphyxiait économiquement et politiquement.

La chute du Mur

Je suis un Européen convaincu. De plus, pour moi l'Allemagne est une réalité très forte. Je suis né à 15 km de la frontière. Mon arrière-grand-père était pasteur, sa thèse principale sur la grâce chez saint Thomas d'Aquin est en français, sa thèse complémentaire en allemand… Mon grand-père est né allemand en Alsace après la guerre de 1870. De même, mon père au début du siècle dernier. Et ma mère pure gasconne était profondément imprégnée de culture germanique, par un goût personnel très profond. Et comme tous ceux qui aiment ce pays, je pense lors de ma nomination que la réunification est à la fois nécessaire et inéluctable. François Mitterrand en est tout aussi persuadé, mais il a une obsession : fixer la frontière de l'Est. Mes premières recherches à la DGSE sont sur ce sujet. Les Allemands de l'Est ont commencé à s'enfuir par le Sud, on sait donc très bien que le Mur va finir par s'effondrer. À quel moment ? Dès lors que Mikhaïl Gorbatchev a dit que les troupes soviétiques ne bougeraient pas, l'affaire est entendue ! Personne ne sait à quelle date exacte cela se produira, ce qui n'a guère d'importance au regard de l'histoire. Cela surviendra au moment où tout le monde se sera mis d'accord sur la forme, les frontières et la place de l'Allemagne réunifiée vis-à-vis des deux blocs.

Avec le patron du BND allemand, Hans-Georg Wieck, nous avons des vues concordantes. Nous avons notamment conçu un appareil technique commun de recueil du renseignement technique, comprenant satellites et écoutes. Quelques semaines à peine après mon entrée en fonction, mon alter ego m'a amené dans les endroits les plus intéressants du BND. Nous pensons tous deux mettre au point le noyau dur de l'Europe du renseignement.

La vraie question n'est pas le Mur, mais l'évolution de l'Allemagne à long terme. Helmut Kohl a confié à François Mitterrand être un fervent admirateur d'une forme constitutionnelle qui n'existe que dans un seul pays, la Suisse. Je partage « l'amour » du chancelier pour cette forme constitutionnelle puisque je m'en suis inspiré à Matignon en 1985 pour « inventer » les nouvelles institutions de la Nouvelle-Calédonie. Dans l'esprit de Kohl, germe l'idée d'une confédération avec l'Allemagne de l'Est. À cette époque, le problème des troupes soviétiques n'était pas résolu, entre 400 000 et 500 000 soldats russes y stationnaient encore. La question a été réglée avec des *deutsche Marks*…

Guerre du Golfe, un coup de tête contre un coup monté !

Lors de la guerre du Golfe, en 1991, nous avons eu un accrochage avec Rémy Pautrat[3] [conseiller de Matignon pour la sécurité], presque au point de nous fâcher devant Michel Rocard ! Rémy avait dit que nos collègues anglais étaient bien meilleurs que nous sur ce dossier et en règle générale ! J'ai suggéré au Premier ministre qu'il lui demande de lui montrer une note des services anglais, sur un dossier

quelconque qui nous soit commun, pour qu'on puisse comparer. Je le savais parfaitement incapable de sortir un tel document du MI6. Moi, je n'en ai jamais vu un seul, alors que j'étais devenu ami avec Sir Colin McColl [directeur du MI6 de 1989 à 1994]. Il ne m'a jamais confié une seule des notes qu'il donnait à Margaret Thatcher ! Des documents d'évaluation générale, transmissibles aux services secrets français, bien sûr ! Mais ceux transmis à Thatcher, jamais. Michel Rocard devait rendre visite à son homologue britannique quelques jours plus tard, et je lui ai demandé d'essayer d'obtenir ce que le MI6 avait écrit sur la guerre. J'étais particulièrement à l'aise, car j'avais rassemblé en un volume tout ce que la DGSE avait écrit lors des deux années précédentes sur l'invasion du Koweït par l'Irak, en août 1990. Et j'étais sûr que, sur ce dossier en tout cas, le MI6 n'avait pas été meilleur que la DGSE…

Après la guerre, de longues conversations ont eu lieu avec les services anglais et américains sur la nécessité ou non, de conserver Saddam Hussein au pouvoir. Pour tous, l'Irak était essentiel au Moyen-Orient, un élément d'équilibre. Et faire sauter le verrou irakien face à l'Iran aurait été pure folie. À la DGSE, nous le disons et nous l'écrivons. Nous avons joué une partie importante pour obtenir de nos pouvoirs politiques respectifs de ne pas renverser Saddam Hussein. Nous expliquons que l'invasion du Koweït s'est faite sur un coup de tête, qu'elle n'était pas programmée. Nous approchions d'assez près à cette époque le pouvoir à Bagdad et, de plus, mes amis américains n'ont jamais nié avoir poussé Saddam Hussein à la faute, en obligeant Al Jaber [Jaber al-Ahmad al-Sabah, émir du Koweït de 1977 à 2006] à se montrer intransigeant vis-à-vis de l'Irak. Cette affaire est un coup de tête contre un coup monté !

Quand l'armée française part là-bas, elle oublie le problème du renseignement ! Le renseignement militaire n'est pas l'affaire de la

DGSE, c'est à l'époque celle du Centre d'exploitation du renseignement militaire (CERM). Face à cette situation, j'ai contribué plus que largement à la création de la DRM que j'ai de fait initiée. J'ai d'ailleurs proposé au ministre d'y nommer le général Heinrich[4], directeur des opérations à la DGSE. Ce qu'il a fait. Je lui ai suggéré que l'outil « écoutes et interceptions » soit dirigé par la DGSE : nous disposions déjà de toutes les installations tout en étant les seuls en France à posséder la capacité cryptographique. J'ai parallèlement proposé une utilisation conjointe des moyens d'observation satellitaires, mais cette fois-ci sous la direction des Armées. D'autre part, j'ai tenté de faire en sorte que la DRM soit placée sous l'autorité directe du ministre de la Défense et non pas de l'état-major des armées. Sans succès.

Divergences sur le FIS algérien

J'ai connu bien des divergences au sein de l'appareil d'État français auquel j'appartenais. Elles étaient presque permanentes sur l'Afrique et la Yougoslavie, parce que tout le monde a son avis là-dessus. Les écoles de pensée étaient extrêmement différentes dans ce que j'appelle le système décisionnel, ce *melting-pot* mélangeant la technostructure administrative et le politique. C'est là que mûrit la décision qui sera prise au sommet. Sur la question de l'Algérie, où chacun a ses souvenirs et ses amis, des lobbies s'agitent dans tous les sens. Avant les élections que le FIS va gagner, nous sommes les seuls à prévoir cette victoire. Nous disons : « Il faudra que les islamistes aillent au pouvoir et nous défendons cette position. »

Tout d'abord, les Algériens ne sont pas chiites comme les Iraniens, le seul pouvoir islamique que nous connaissions alors. De plus, un

million et demi d'Algériens vivent en France. Surtout les islamistes progressent là-bas en raison notamment de la corruption des classes dirigeantes… J'ai fait valoir ce point de vue lors d'une réunion extraordinaire à Matignon : j'ai demandé, à la stupeur de l'ensemble des participants, qu'en cas de crise et de ruée d'Algériens vers l'Hexagone, la France accorde des visas aux pauvres gens et non pas aux bourgeois qui voulaient venir en France dépenser l'argent volé au peuple algérien… C'est une bataille que je perdrai totalement quand le pouvoir algérien, avec la bénédiction de notre pays, annulera les élections et que s'ouvrira la guerre avec le FIS. J'ai fait tous les bureaux – auprès de Roland Dumas, auprès de Jean-Pierre Chevènement, auprès du président de la République, auprès de tout le monde… –, j'ai arrosé tout Paris de notes annonçant la victoire du FIS et le besoin impérieux de travailler avec lui. Toutes les chapelles de Paris s'agitaient pour faire prévaloir chacune une politique française conforme à leurs vœux du moment. J'ai échoué sur toute la ligne.

Ex-Yougoslavie

Sur la Yougoslavie, nous sommes nombreux dans l'appareil d'État à pencher plutôt du côté serbe, au début des guerres de partition en 1991. Il est paraît-il honteux de le dire aujourd'hui. Mais on ne peut pas être français et ne pas penser à sauver l'unité yougoslave ! François Mitterrand pense la même chose que le patron de la DGSE et pourtant ce ne sera pas la politique de l'Europe. Parce que, entre autres, ce n'est pas le point de vue des Allemands qui ont toujours considéré qu'en Croatie, ils étaient en quelque sorte chez eux. Je suis alors dans mon rôle quand j'arrive dans une réunion en partisan de

l'unité de la Yougoslavie, pour dire qu'il faut trouver un terrain d'entente avec les Serbes qui en sont les seuls garants. Et que le pape Jean-Paul II peut aller se rhabiller avec ses Croates ! Le langage n'est pas exactement celui-là, mais sur le fond…

Clap de fin de la guerre froide

Après la fin de l'URSS, nous avons normalisé nos relations avec la grande Russie. Le communisme, en tant que doctrine agressive à l'égard de notre propre système, avait déjà perdu depuis un bon moment son aura et l'effroi qu'il pouvait semer. La reconversion intellectuelle et morale des personnels de la DGSE s'est opérée beaucoup plus rapidement qu'on ne l'aurait cru. J'ai même été assez surpris de la faculté de retournement des esprits. Un jour, nos anciens adversaires soviétiques sont venus boulevard Mortier ; ceux-là mêmes qui s'étaient battus contre nous, il n'y avait eu aucun changement dans leur maison. On les connaissait donc pratiquement tous sur le papier. On mettait un visage sur un nom : « Ah c'est lui ! » Tout le monde était aux fenêtres, c'était grandiose. Les Russes étaient conduits par Ievgueni Primakov, avec lequel j'ai tellement sympathisé qu'il m'a, à son tour, invité à Moscou. J'ai dû, malheureusement, quitté mes fonctions avant d'avoir pu réaliser ce voyage. Et juste avant qu'il ne devienne Premier ministre, il m'a écrit un mot : « Claude, mon invitation reste valable, j'aurai plaisir à vous recevoir à Moscou. » Nous y sommes allés avec ma femme et nous avons banqueté avec lui…

Dissolution de Stay Behind[5]

Stay Behind était une organisation entre pays alliés, au sens de 1945, née de la peur irrépressible qu'un jour l'armée rouge envahisse l'Europe. J'apprends son existence un peu par hasard quand le général Jean Heinrich, directeur des opérations, m'informe qu'il doit se rendre à une réunion de Stay Behind. Je n'y attache aucune importance, puis arrive un problème avec les Italiens. Nous avons des rapports difficiles avec eux, car l'équivalent de la DGSE dans ce pays, partie prenante du jeu politique, est instrumentalisé. Ils disposent d'un réseau dit Gladio qu'ils ont utilisé dans le cadre de la « stratégie de la tension » des années 1970. [Une enquête sur un attentat meurtrier commis le 12 décembre 1969, à Milan, a mis au jour un complot contre l'État italien, fomenté par un réseau néofasciste occulte, anticommuniste et terroriste, lié à la loge maçonnique P2.]

L'affaire Gladio éclate en Italie, et l'organisation Stay Behind apparaît dans la presse comme étant une association de comploteurs issus des services secrets. Mon « inter » [téléphone interministériel] sonne dans la foulée, un jour de novembre 1990, c'est François Mitterrand : « Venez me voir tout de suite ! » Je me précipite aussitôt et… survient le premier et seul accrochage que j'aie eu avec le président de la République : « Vous ne m'avez jamais parlé de ça, comment se fait-il ? Je débarque là-dedans, vous êtes engagés dans un système avec les Américains et les Anglais, sans que je ne l'aie jamais su ! » Je lui ai répondu que je l'avais moi-même appris tardivement, mais aussi que j'étais le sixième directeur de la DGSE nommé depuis 1981 et que je ne pouvais imaginer qu'aucun de mes prédécesseurs ne lui en ait parlé : « J'ai considéré moi-même que c'est un relent de la guerre froide, sans aucune importance. » Quand je suis parti, il était calmé, mais je ne savais pas si je serais encore en

poste le mercredi suivant. J'ai connu au final une relation pratiquement idéale avec François Mitterrand. L'homme, d'une culture immense, situe toujours l'importance relative des choses. Il ne donne pas d'instruction mais quand vous sortez de son bureau, ou d'une conversation à bâtons rompus autour des canards au bord du bassin de l'Élysée…, vous savez où il souhaite que vous alliez.

Contre-terrorisme et liberté d'action

À la tête de la DGSE, je ne fais pas du contre-terrorisme la priorité du service. Un autre aurait pu agir différemment, mais pour ma part je pense que le terrorisme est un petit moment de l'histoire. Il tient à des causes très profondes, on peut certainement empêcher un certain nombre d'actes mais, en réalité, ils naissent d'une grande pulsion venant de loin. Le terrorisme prend forme sur les efflorescences de la politique étrangère. C'est donc sur elle qu'il faut faire porter nos efforts en premier lieu. Le contre-terrorisme est un travail tout à fait particulier, spécial, commençant par la connaissance des hommes et de leurs réseaux. Il faut définir leurs liens : des quantités de spécialistes dans des bureaux passent leur temps à tirer des flèches entre les différents intervenants. La connaissance du terrain est également capitale, c'est pour cette raison également que le service est présent dans tous les pays concernés.

La République m'a placé à un poste dans lequel elle entend que je prenne des décisions. Un de mes prédécesseurs a écrit dans un livre[6] que François Mitterrand lui a refusé le droit de tuer un homme. À mon sens, c'est une question que l'on ne pose pas au Président. Il m'a choisi pour décider, pas pour lui poser une question ni le placer dans une situation difficile. Là est la grandeur, la beauté de notre métier

aussi. Aller demander au Président, « Est-ce que je vais tuer X ? », cela relève du rêve. S'il vous a nommé, c'est que vous avez une délégation. Vous n'avez pas à vous retourner vers le politique quand il faut prendre une décision difficile. Il vous a choisi avec votre morale, votre idéologie, votre système de pensée, il doit vous faire confiance. Si j'avais dû informer François Mitterrand que j'étais obligé de faire supprimer une personne, il m'aurait répondu : « C'était à vous d'en juger. »

Forces spéciales

Quand les « forces spéciales » vont au Rwanda ou ailleurs, c'est l'armée française qui se déplace. Elles ne sont pas « spéciales » du tout, c'est une usurpation de vocabulaire. Les forces militaires de la DGSE, elles, sont « spéciales ». Parce qu'elles se battent sans nom et sans uniforme… La République ne peut les utiliser que pour faire des opérations dont elle niera toujours la réalité. Le service Action existe justement pour faire des choses que l'appareil institutionnel de la République ne peut se permettre. Par définition, c'est un service qui ne doit pas apparaître, dont les actions doivent demeurer secrètes. Il est utilisé en matière de renseignement et de « coups ». Si vous avez besoin de placer des micros dans une pièce à Bangkok ou à Genève, ce ne sont pas les personnes en poste dans cette ville qui vont le faire, mais des spécialistes protégés par le service Action. C'est lui qui ira enlever un terroriste, donner un coup de main à un pays ami de la France…

La DGSE et Édouard Balladur

Entre les deux tours des élections législatives de 1993, j'accorde une interview au *Monde* [« L'Europe du renseignement se construit plus vite que l'Europe politique », 31 mars 1993]. J'entends replacer la DGSE sur l'échiquier. Édouard Balladur doit être nommé, j'ai la volonté qu'on sache que les services extérieurs existent, qu'ils tiennent une place importante dans l'appareil d'État. J'avais été très frappé lors de l'affaire du *Rainbow Warrior* par l'inconnu total que l'équipe de la DGSE représentait pour Matignon. Le Premier ministre aurait été incapable de vous dire à l'époque ce qu'elle faisait exactement, quels étaient ses moyens, ses effectifs… Ce n'est pas pour me protéger puisque je sais que mon successeur est prêt, que sa nomination a été concoctée dans les arrière-cuisines de la période préélectorale, longtemps à l'avance.

Par la suite, je serai très frappé que mes demandes d'audience auprès du nouveau Premier ministre, auquel je souhaitais, avant de partir, faire part des dossiers en cours les plus importants du service, soient restées lettre morte. De fait, dès son arrivée à Matignon, pour des raisons que je subodore, Édouard Balladur va œuvrer pour mon départ immédiat. Il déclare alors au Président, et François Mitterrand me l'a répété : « Claude Silberzahn n'a pas la confiance du gouvernement. » J'ai répondu : « Ça tombe bien, Monsieur Balladur n'a pas la confiance de Claude Silberzahn ! » Le problème de mon départ était réglé.

---

1. Voir son témoignage, pp. 491-500.
2. Voir son témoignage, pp. 215-222.
3. Voir son témoignage, pp. 423-440.

4. Voir son témoignage, pp. 454-460.
5. Voir également le témoignage de Jean Heinrich, pp. 451-453.
6. Pierre Marion, *La Mission impossible*, Calmann-Lévy, 1991.

Pierre JOXE

« Les marins ont horreur de voir les gars de Greenpeace – barbus, chevelus, avec des filles sans soutien-gorge, sur des bateaux pneumatiques qui envoient des signaux – se faire filmer à Mururoa. »

On n'arrête pas Pierre Joxe ! Aux ministères de la Défense et de l'Intérieur, il observa avec tant de surprise les insuffisances organisationnelles et techniques des services de renseignement placés sous son autorité, qu'il n'eut de cesse de les doter de nouveaux moyens humains et matériels et d'en réformer les structures. Mais cet homme, né en 1934, à la carrière sans équivalent, avait mille autres choses à raconter !

« Le hasard a fait que je me suis rendu très jeune en Union soviétique, où mon père [Louis Joxe] était ambassadeur de France, alors que j'étais étudiant. Chaque année, j'ai passé entre un et trois mois chez mes parents à Moscou, j'y allais en traversant la Pologne, la Tchécoslovaquie ou la Finlande. J'ai donc eu, dès les années 1950,

une vision de l'Europe centrale que peu de jeunes Français ont connue, étant toujours convaincu que cette société reposant sur la peur était tellement asservissante qu'elle finirait par pourrir. J'imaginais que si on mettait en mouvement les soldats soviétiques, ils chanteraient le cinquième couplet de l'Internationale : « Ils sauront bientôt que nos balles sont pour nos propres généraux. » Qu'il y ait eu des communistes rêvant d'une République française soviétique, c'est possible. Mais l'obsession de la droite anticommuniste d'une subversion ou d'une invasion soviétique n'était pas fondée. Mon père et d'autres diplomates qui le clamaient n'étaient pas très écoutés, on les traitait de faibles, de naïfs ou de gogos, alors qu'ils avaient raison !

Rencontre avec Georges Pâques

Je ne voulais pas faire la guerre en Algérie. Dans ma promotion d'élèves-officiers, j'ai travaillé comme un fou et j'en suis sorti premier ! J'ai ainsi pu choisir un poste proposé aux Invalides, au SGDN, dans la division de l'information, j'étais enchanté. Malheureusement, quelques semaines plus tard, mon père est entré au gouvernement de Michel Debré ! Et moi bien sûr, j'ai demandé à partir en Algérie : bien que je ne fusse là que par mon mérite scolaro-militaire, je ne pouvais pas rester à Paris, alors que 500 000 garçons de mon âge étaient au front ! J'y suis donc allé… Mais, en 1961, pendant les quelques semaines où j'étais affecté à Paris, je me suis retrouvé dans un bureau de trois personnes : avec le colonel Jean Gardes, qui a rallié par la suite l'OAS, un commandant qui a connu des ennuis avec la justice et Georges Pâques, espion soviétique[1] ! Un esprit curieux, cultivé, agrégé de l'université, connaissant bien

l'Afrique et très anticommuniste. Il était pour moi l'incarnation de la droite intelligente… Voilà comment j'ai connu – ou plutôt peu connu – Georges Pâques au cœur de l'état-major de la défense nationale !

François Mitterrand et le renseignement

François Mitterrand s'est, très jeune, fait vacciner contre les services spéciaux. Il avait été impliqué à tort dans l'affaire des Fuites, sous la IV^{e} République, et manipulé dans l'affaire de l'Observatoire. [Le 16 octobre 1959, des coups de feu sont tirés contre la 403 Peugeot du sénateur François Mitterrand, à proximité des jardins de l'Observatoire. Le 21, l'ancien député poujadiste Robert Pesquet affirme que la victime a, elle-même, organisé l'attentat. Le Premier ministre Michel Debré lance une violente campagne contre le sénateur. Ses pairs décident la levée de son immunité parlementaire. Il fut clairement démontré par la suite que cette affaire était une machination dirigée contre François Mitterrand.] Il a ensuite fait preuve d'une grande méfiance, mais pas assez ! Plus tard, il a eu raison de faire confiance à des officiers de gendarmerie pour leur courage physique. Mais pour ce qui était de la façon de travailler en matière de renseignement, il a été déçu et trompé, comme le prouve l'affaire des Irlandais de Vincennes.

[Le 17 août 1982, deux semaines après la création de la cellule antiterroriste de l'Élysée, le capitaine de gendarmerie Paul Barril arrête trois pseudo-terroristes irlandais en commettant d'innombrables irrégularités mettant notamment en cause Christian

Prouteau[2], responsable de la « cellule » mise en place par François Mitterrand. La procédure contre les Irlandais sera finalement annulée.]

En 1981, le programme de la gauche contient très peu de chose sur les questions de renseignement. Gaston Defferre, ancien résistant, très populaire dans nos rangs, président du groupe parlementaire de 1962 à 1981, est ministre de l'Intérieur. Les gens avaient l'impression que les choses étaient bordées du point de vue démocratique et juridique. Sur le plan militaire, Charles Hernu, né dans une gendarmerie, était ministre de la Défense, avec un côté fanatique de l'armée. L'attitude à l'égard des services spéciaux était donc : ignorance et tranquillité. Je pense que François Mitterrand s'est rendu compte assez vite que, contrairement à toute attente, Gaston Defferre, complètement absorbé par les lois de décentralisation, ne s'intéressait pas à la police en général, ni aux services de renseignement. Et Hernu, un homme charmant, était quand même naïf. Il s'est laissé embarquer par les gendarmes dans l'histoire de la construction de ce qu'est devenu le Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR) [mis en place en janvier 1983 par Christian Prouteau].

Je suis un ancien officier de réserve de la Sécurité militaire [devenue la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD) en 1981]. J'avais donc noué des relations de longue date avec les services. Dès que j'ai été élu député en 1973, je me suis retrouvé en contact avec les syndicats de police, notamment la Fédération autonome des syndicats de police (FASP). C'était une très puissante structure syndiquant la majorité des officiers de police, toujours dirigée par des hommes de gauche, dont certains ont connu des ennuis du temps de Raymond Marcellin [ministre de l'Intérieur de 1968 à 1974]. Être en charge des fonctions de police et surtout de

renseignement change les gens. L'accès à des informations rares, étranges, secrètes, souterraines, liées au crime, au terrorisme, à la drogue ou aux mœurs, peut donner l'impression qu'on a deux vies. Une vie comme tout le monde et une autre alimentée par des informations inquiétantes ou amusantes. Les gens peuvent devenir schizophrènes, avec un sentiment de supériorité, comme s'ils pouvaient voir à travers les murs ! Cela peut transformer des directeurs de police, voire des hommes politiques en vrais fous, comme Marcellin. C'était un républicain très posé et très intéressant, mais intoxiqué par les informations qu'il détenait. Après avoir quitté le ministère de l'Intérieur, il est devenu un sénateur plutôt centriste et très normal…

Je pense également à ce qui s'est passé avec François de Grossouvre, devenu « drogué » au renseignement. Formidable chasseur, qui ne ratait jamais un sanglier ou un faisan, ni même un lièvre, il s'était pris d'affection et de fascination pour les histoires de services secrets. Quand je deviens pour la première fois ministre de l'Intérieur, en 1984, je lui demande quelles sont ses missions et ses fonctions, il me répond : « François m'a fait confiance ! » J'en ai tout de suite parlé à Mitterrand, d'autant plus qu'entre-temps j'avais découvert qu'un contingent d'écoutes téléphoniques avait été attribué à l'équipe de Christian Prouteau. Mitterrand m'informe aussitôt que Grossouvre n'a rien à voir là-dedans, donc pour moi l'affaire a été immédiatement classée. J'ai mis un peu plus longtemps à obtenir du Président qu'il dissolve cette cellule de l'Élysée, structure complexe rattachée au directeur de cabinet Gilles Ménage[3]. Cette petite équipe travaillait au service de Mitterrand, on ne sait pas très bien comment elle fonctionnait, mais elle travaillait mal !

L’affaire Farewell, une manipulation ?

Dans les deux heures qui ont suivi ma nomination Place Beauvau, je suis informé, presque initié, sur l’affaire Farewell, d’ailleurs de façon incomplète, par le patron de la DST de l’époque, Yves Bonnet[4]. Quand j’en ai parlé à Mitterrand, il m’a dit : « On ne sait pas et on ne saura jamais si c’est une manipulation. » Aujourd’hui encore, je ne sais pas… En mars 1985, Bonnet a accordé une interview et a même organisé une visite des services de la DST en disant que c’était dans l’intérêt du contre-espionnage, pour l’image du ministère de l’Intérieur, « donc la vôtre Monsieur le ministre… » Moi, je pense que c’était la marque de l’ego dilaté du chef de la DST qui, à force de vivre dans l’ombre, ne peut pas s’empêcher de paraître dans la lumière. Ces fonctions vous font dégringoler sur la tête tellement de secrets qu’on a envie d’en parler. Il faut que les chefs de service en parlent à leurs ministres, sinon ils vont le raconter à d’autres.

Le jour de la parution de l’article du *Monde*, François Mitterrand m’a appelé de Bruxelles en me demandant de venir le chercher à l’aérodrome de Villacoublay. Il voulait une enquête, je lui ai répondu qu’elle était déjà faite : « C’est Bonnet. C’est un couillon, voilà ! » Il était sidéré, il commence à m’engueuler, je me défends : « Oui, d’accord, engueulez-moi, mais ce n’est pas moi qui ai nommé Bonnet ! » Il continuait à m’incendier, je lui demande de le virer le lendemain matin. Mais Mitterrand ne voulait se brouiller avec personne. Bonnet a finalement été muté à la préfecture de Quimper dans des conditions honorables, car s’il avait commis une terrible erreur, ce n’était tout de même pas un crime ! Son successeur, Rémy Pautrat[5], ne s’est pas laissé griser par les services, c’était un personnage froid, doté d’une grande culture internationale, et un

formidable patron de la DST qui a poursuivi ensuite une belle carrière…

L'affaire Greenpeace

L'origine de l'affaire est simple : les marins ont horreur de voir les gars de Greenpeace – barbus, chevelus, avec des filles sans soutien-gorge, sur des bateaux pneumatiques qui envoient des signaux – se faire filmer à Mururoa pour montrer que leur organisation lutte contre l'arme nucléaire française. Et les marins n'aiment pas jouer le rôle désastreux de CRS de la mer, ils détestent ça ! Donc plutôt que d'être emmerdés par les bateaux de Greenpeace, mieux vaut les couler ! Cette histoire serait banale et bête, s'il n'y avait pas eu un mort.

C'est moi qui ai appris l'affaire à Mitterrand dans des conditions très précises. Je suis alors ministre de l'Intérieur, tous les directeurs de la police se trouvent dans des bureaux pratiquement au-dessus de ma tête. Le directeur de la PJ déboule sans crier gare et me dit : « Oulalala, Monsieur le Ministre, regardez, c'est encore une connerie des services spéciaux ! » À la demande de la police néo-zélandaise, les Suisses voulaient qu'on authentifie des permis de conduire. La veille, le *Rainbow Warrior* avait explosé dans un port de Nouvelle-Zélande. Je suis tout de suite allé voir Mitterrand en lui disant que je n'étais pas au courant de cette histoire. L'affaire a évolué, et on a constaté que, malheureusement, une opération avait été menée d'une façon imbécile, devenant une affaire criminelle.

La Nouvelle-Zélande nous informe un jour que Mme Dominique Prieur, la « fausse épouse Turenge », a appelé tel numéro téléphonique. Je demande à l'amiral Lacoste[6], le patron de la DGSE,

de quoi il s'agit, il me répond que c'est un des numéros de grand secours de la DGSE. Nous avons alors attribué fictivement le numéro à un appartement vide, mais cela n'a tenu que dix jours… Nous avions des informations par Interpol, on faisait tout pour essayer de sauver ces agents français, tandis qu'Hernu était complètement enfumé par l'amiral Lacoste. J'allais deux fois par jour chez Hernu avec Lacoste. Je sortais les preuves les unes après les autres, je lui disais : « Mais amiral, vous mentez à deux ministres à la fois, c'est beaucoup, non ? » On a ramé à contre-courant pendant des jours…

Lacoste a eu deux responsabilités dans cette affaire : la première, c'est de l'avoir montée. La seconde, c'est qu'il n'a pas aidé à la résoudre. Il aurait peut-être mieux valu dire tout de suite qu'il s'agissait d'une énorme bavure, une faute lourde des services spéciaux ! Pendant un certain temps, la dénégation était telle que certains ont commencé à dire que Joxe voulait la peau d'Hernu, alors que c'était un ami, un vieux compagnon de lutte de gauche qui m'avait fait entrer en politique en 1965, trompé par l'amiral Lacoste. Honnête mais faible, Hernu n'avait aucune expérience ni aucun goût du commandement. Il n'était pas très travailleur. Être autoritaire, donner des ordres et vérifier, ce n'était pas son truc. Il avait de très bonnes idées sur la défense, pas du tout sur le commandement. Or, le ministre de la Défense ne commande pas les forces armées, leur chef est le président de la République. La seule chose qu'il commande, à part l'intendance et les cuisines, c'est la DGSE. Et il ne l'a pas fait.

Dans cette affaire, il voyait bien que je l'aimais assez pour ne pas l'accabler, mais également que je le soupçonnais de mentir, lui aussi. Il y avait deux problèmes : l'image de la France dans le monde et le sort de quelques gaillards, dont une jeune femme, envoyés en service commandé. Hernu n'a pas été lâché ! Il a subi la sanction d'une grave erreur politique et a été remplacé par Paul Quilès[7]. Sa responsabilité

est limitée, il a été trompé ! On ne peut pas me raconter n'importe quoi, je n'ai pas vu Lacoste mentir une fois, mais cinq, six, sept, huit fois ! Mentir au ministre de la Défense ! « Non ce n'est pas ci, c'est autrement, ne croyez pas, on n'y est pour rien… » Maintenant, il paraît qu'il est devenu consultant en géopolitique pour des chefs d'État. Je leur conseille de se méfier.

Lors des premières visites que j'ai rendues à la DGSE, en tant que ministre de la Défense, en 1991, j'ai réuni les cadres et je leur ai raconté un certain nombre de choses que je savais personnellement et qu'ils ne connaissaient pas. Je les ai informés du fait que non seulement les services de police n'avaient pas laissé tomber les gens de la DGSE, mais qu'au contraire ils avaient employé de gros moyens pour tenter pendant un certain temps de les sauver, puis de recueillir les informations nécessaires pour leur être utiles. Je crois qu'aujourd'hui les services extérieurs ont réalisé des progrès considérables et j'imagine qu'une affaire aussi désastreuse et aussi mal montée que l'affaire du *Rainbow Warrior* ne pourrait plus avoir lieu.

Guerre du Golfe

Quand je suis arrivé à la Défense, le 29 janvier 1991, Chevènement venait de démissionner et l'offensive terrestre était imminente. J'avais participé depuis le mois d'août précédent à tous les conseils de défense. Je me trouvais donc bien au courant de la situation, tout en étant frappé par le fait qu'on était mal informé et qu'on n'avait pas utilisé les informations disponibles. Avant l'invasion du Koweït, toutes les informations montraient des troupes irakiennes qui se massaient à la frontière. Ce n'était pas caché, mais interprété

de façon différente, les gens affirmant qu'il s'agissait juste de gesticulations. Personne n'y voyait une menace ! Cela accrédite l'idée évoquée par certains, à savoir que les États-Unis, en particulier certains services, ont abusé Saddam Hussein en lui disant qu'il pouvait y aller et qu'ils le laisseraient faire…

Dès ma nomination, on m'a fait tout un briefing sur les opérations prévues, les unités françaises qui devaient entrer en Irak depuis l'Arabie Saoudite. Tout de suite j'ai constaté qu'on recevait des photos aériennes extrêmement médiocres. Alors j'ai demandé à Mitterrand de m'autoriser à faire nos propres photos, ce dont nous n'avions théoriquement pas le droit parce que l'espace aérien était contrôlé par les Américains. On l'a tout de même fait, mais trois heures après l'ordre du Président, l'ambassade des États-Unis nous envoyait un officier. Il apportait enfin de bonnes photos mais j'ai refusé de le recevoir. Vous vous rendez compte ? Ils disposaient des photos à l'ambassade aux Champs-Élysées et nous, à l'Hôtel de Brienne, on ne les avait pas !

J'ai ressenti ce déséquilibre au niveau du renseignement une deuxième fois sur le terrain en Arabie Saoudite. J'avais été reçu par le général américain en chef, Norman Schwarzkopf, un grand colosse très sympathique d'ailleurs qui me fait un briefing dans sa cahute. Et puis, à un moment, apparaît une carte : « Celle-là, je ne peux pas vous la montrer » ; alors je dis pardon ! *I beg your pardon* ! Je tourne aussitôt les talons et lui annonce que je m'en vais. Il me répond : « Mais qu'est-ce qui se passe ? » Je lui rétorque qu'à partir du moment où il existe un seul renseignement que vous ne pouvez pas me montrer, je rentre à Paris dans l'heure… Alors, tout de suite, il m'a dévoilé les cartes, mais ces militaires américains ne nous voyaient pas du tout comme des alliés, juste des fournisseurs de quelques milliers d'hommes et, moi, j'étais un visiteur de base qu'on recevait poliment

et à qui on donnait du Coca-Cola frais… De cette expérience, j'en ai tiré qu'il fallait développer tous nos moyens de renseignement, d'autant plus que les technologies contemporaines permettaient à une puissance comme la France, mieux encore à des nations européennes alliées, de décrocher des informations comparables, sinon identiques, à celles des Américains. La leçon avait été rapide…

Création de la DRM

Mon intérêt pour les affaires spatiales est ancien. En 1961, le professeur Jacques Blamont, alors jeune physicien et futur grand-père de la fusée Ariane, était venu voir mon père qui s'occupait des affaires algériennes, pour le persuader de convaincre de Gaulle que la France pouvait devenir une puissance spatiale. Il expliquait que le spatial ne se limitait pas aux fusées pour transporter des hommes, que les satellites n'étaient pas seulement des satellites d'observation, mais aussi de télécommunication. Ces capacités technologiques extraordinaires ont l'avantage extrême d'être disponibles sans engager la vie d'un homme.

J'avais découvert lors d'une visite dans une casemate de l'ex-ligne Maginot que des militaires enterrés disposaient d'un certain nombre d'informations transcrites en cartes sur écran. Alors que j'avais été étonné deux mois auparavant, en 1991, de voir dans les sous-sols de la rue Saint-Dominique que des officiers fabriquaient des cartes à partir de listings américains. Ils m'avaient expliqué que les Américains nous donnaient les infos, mais pas les cartes. Et je découvre ces gars de la ligne Maginot, ailleurs, disposant de cartes complètes fournies par les Américains ! C'est une histoire incroyable, et je demande : « Ça fait longtemps que vous avez ça ? », « On l'a

toujours eu ! » me répondent-ils… À un bout de la France, des types disposaient de cartes qui ne servaient pas ! Et à l'autre, sous mes pieds, des gars s'escrimaient à transposer des infos chiffrées et quadrillées en données cartographiques… Les exemples de ce type étaient malheureusement innombrables. Il n'existait pas de service commun du renseignement. La marine avait le sien, la Force océanique stratégique (FOST), et ses sous-marins nucléaires en avaient un autre. L'armée de l'air avait sa façon de voir le renseignement, que je connaissais bien, l'armée de terre en avait une différente, sans savoir très bien où elle allait être engagée ! Et que dire du renseignement stratégique en Europe centrale et du renseignement microscopique au Gabon, pour savoir ce qui se passait dans la chambre à coucher d'Omar Bongo ?

J'ai imposé sans difficulté la création de la DRM, car personne n'avait de bons arguments pour s'y opposer. Heureusement pour moi, il existait un homme idéal pour devenir le chef de ce renseignement militaire rassemblé, le général Jean Heinrich[8]. Extrêmement intelligent, très instruit, il faisait l'unanimité en raison de ses qualités personnelles. Il a également été servi par les circonstances car, très vite, sont arrivées les affaires de Yougoslavie. Une chance, Heinrich avait été attaché militaire à Belgrade dans sa jeunesse et parlait serbo-croate. La réalité de cette direction du renseignement militaire a été validée par l'expérience et la présence d'un général de l'armée de terre. Cela a pansé bien des plaies, parce que cette dernière avait toujours l'impression que je voulais mettre des aviateurs partout. Il est vrai que je suis né l'année de la naissance de l'armée de l'air en 1934, que j'y ai servi durant la guerre d'Algérie. La marine a des traditions plus anciennes. L'armée de terre, elle, conserve celles de l'infanterie, de la cavalerie, etc., très respectables ! Je n'oublie pas

que les militaires vivent dans un univers où risquer la mort fait partie de la vie professionnelle.

Symbiose avec le politique

Les chefs de service de police ou de renseignement qui ne sont pas en symbiose avec leur ministre, donc avec le pouvoir politique, finissent par se sentir dépositaires de l'intérêt national. S'ils sont « traités », au sens où on traite un agent, par les services étrangers, en particulier par la CIA, ils s'entendent dire : « On peut se comprendre entre nous. Sous-entendu, votre ministre il s'en fout, ça ne l'intéresse pas, vous n'avez pas à lui en parler, c'est l'intérêt de l'Occident et du monde libre. » Et ainsi, insidieusement, des chefs de service de police ou de renseignement français sont captés par les États-Unis. Pour cette raison, il est très important que les ministres ou les responsables politiques consacrent le temps nécessaire à parler avec les patrons des services spéciaux. Je pense également que l'information, non pas de tous les parlementaires, mais de certains d'entre eux, peut être organisée dans des conditions acceptables. Dans le cas contraire, les activités de services peuvent déboucher sur des malhonnêtetés pures et simples, des détournements d'argent, des erreurs politiques, voire des crimes, ou des bavures extraordinaires du genre de l'affaire Greenpeace. C'est une nécessité fonctionnelle pour le pouvoir politique de dialoguer et discuter, entendre les chefs de service, parler avec eux, leur donner des ordres précis. Et pour les services spéciaux, c'est un devoir de rendre compte. Si on rencontre très régulièrement les chefs de service, comme je l'ai fait avec le directeur de la DGSE [Claude Silberzahn[9]] quand j'étais à la Défense [de janvier 1991 à mars 1993], les choses se passent mieux. Les services de

renseignement font partie de l'État, avec des objectifs et des règles de droit. Ils doivent recevoir des instructions et être contrôlés de façon d'autant plus routinière que ce qu'ils font n'est pas routinier du tout.

Terrorisme

Il est très difficile de parler vingt ans plus tard du terrorisme des années 1980. Ce terme a été abusivement utilisé et en quelque sorte transformé par George W. Bush avec le thème de la « guerre contre le terrorisme ». Historiquement le concept remonte à la Terreur et aux révolutionnaires. Ou encore aux nihilistes russes, ou plus près de nous aux terroristes juifs, qui ont lancé des opérations contre les Britanniques. Des gens se réclament du terrorisme en expliquant que l'attentat est le seul moyen de faire valoir leurs idées et de faire avancer leur cause. Dans ma génération, on sait très bien que beaucoup de résistants en France ont été condamnés et fusillés comme terroristes. Quand j'étais un petit garçon, je savais qu'un de mes oncles était lié à des opérations qui avaient fait dérailler un train et en avaient fait exploser d'autres, chargés de munitions allemandes. J'étais très fier de ce « terroriste ».

Un terrorisme polymorphe avait surgi dans les années 1980. Action Directe agissait et tuait aux quatre coins de Paris. Les Irlandais, les Basques, les Corses, les Arméniens, des groupes d'origine moyen-orientale organisaient des attentats qui provoquaient des dégâts matériels et entraînaient des morts, parfois de nombreux blessés, mais qui n'avaient rien à voir avec l'extraordinaire et stupéfiante affaire des *Twin Towers* de New York. Le 11 septembre a complètement changé le regard du monde sur ce phénomène. À l'époque dont je parle, le terrorisme était fragmenté et la seule chose

utile que j'ai pu faire dans ce domaine visait à faciliter la coordination entre services grâce à la création de l'UCLAT, en 1984, obligeant les services de police et de gendarmerie, les services de renseignement, dont la DGSE, à se réunir régulièrement une fois par semaine, comme on l'a fait pendant des années et comme je crois on le fait toujours.

---

1. Voir pp. 140-142.
2. Voir son témoignage, pp. 245-253.
3. Voir son témoignage, pp. 275-278.
4. Voir son témoignage, p. 177.
5. Voir son témoignage, p. 423.
6. Voir son témoignage, p. 257.
7. Voir son témoignage, pp. 295-300.
8. Voir son témoignage, pp. 454-460.
9. Voir son témoignage, pp. 504-507.

Jean-Louis GERGORIN

« Le Quai d'Orsay, depuis toujours, entretenait une relation complexe avec le monde du renseignement, reprochant aux services leur manque d'élégance. »

Polytechnicien, énarque, puis diplomate et stratège dans l'industrie d'armement, Jean-Louis Gergorin, né en 1946, est un cas à part dans l'univers du renseignement, qui n'a pas été très loin de le dévorer ! Pour autant, cet expert en analyse stratégique a su prendre du recul pour expliquer l'utilité du renseignement, de même que la nécessité pour un État moderne d'y consacrer des moyens.

« En matière de renseignement spatial, le premier projet s'appelait SAMRO [SAtellite Militaire de Reconnaissance Optique], lancé à la fin des années 1970, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre étant Premier ministre. Sa finalité était liée à la priorité de la politique française, à savoir la dissuasion nucléaire. Lorsque la réflexion a été lancée, la préoccupation portait sur les

systèmes soviétiques de défense antimissile. Ceux-ci avaient été limités par le traité ABM [le traité Anti-Ballistic Missile, signé entre l'Union soviétique et les États-Unis en 1972, interdisait de déployer un système pour défendre le territoire national contre une attaque de missile balistique stratégique. Un protocole signé en 1974 le modifie pour permettre à l'Union soviétique et aux États-Unis d'établir une zone de déploiement de systèmes antimissile pour protéger soit leurs capitales respectives, soit une zone de déploiement de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM)], mais il en restait quand même un à Moscou et un à Leningrad qui préoccupaient grandement les responsables politiques français. Le satellite SAMRO devait nous permettre de suivre l'évolution des défenses antimissiles de Moscou et de constater une rupture éventuelle du traité ABM. En 1981, des programmes ont été réévalués.

À l'époque, je dirigeais le Centre d'analyse et de prévision (CAP) du Quai d'Orsay ; ma collègue, chef du service des affaires stratégiques, et moi-même représentions le ministère dans les réunions de préparation du Conseil de la Défense. Et je me souviens que le représentant du cabinet de la Défense y a dit de la façon la plus nette qu'il était hors de question de maintenir le projet SAMRO. L'argument principal étant que désormais le ministère de la Défense disposait de suffisamment d'informations sur les défenses antimissiles de Moscou, que les capacités de pénétration et de frappes de dissuasion étaient parfaitement acquises, qu'il n'y avait pas d'autres utilisations possibles d'un satellite d'observation. Je me suis permis d'intervenir et j'ai dit que nous avions des crises à gérer, que la guerre Irak-Iran battait son plein, que cela bougeait en Afrique, etc. Un des représentants du cabinet de M. Hernu a alors lancé de façon superbe – on est à l'été 1981 : « La France socialiste ne fera plus d'interventions. » Quand on sait ce qui a suivi, cela donne une idée de

l'idéalisme de l'époque. C'est un petit point d'histoire, mais le projet de satellite a été complètement enterré !

J'ai quitté le Quai d'Orsay, fin 1984, pour devenir directeur de la stratégie du groupe Matra, la société pionnière en matière d'observation spatiale, qui avait réalisé le premier satellite dans ce domaine français et européen, SPOT. Mes collègues faisaient du lobbying pour un programme militaire. Mais le blocage a perduré jusqu'à l'arrivée de Pierre Joxe[1], qui a d'autant plus réagi que François Mitterrand ne supportait pas de recevoir des photos des Américains qui lui disaient : « Voilà ce qu'il faut faire, voilà ce qui se passe… » Et c'est à partir des leçons de la guerre du Golfe que le programme spatial militaire français a été relancé.

Au mois d'avril 1991, Noël Forgeard, président de Matra Défense Espace, et moi-même avons invité à Barbizon l'amiral Jacques Lanxade[2], qui quittait ses fonctions de chef d'état-major particulier du président de la République pour celles de chef d'état-major des armées. Lors de cette journée entière de réflexion stratégique, nous avons discuté des leçons qu'on devait tirer de la guerre du Golfe, notamment sur le plan des moyens technologiques. Deux sujets, devenus essentiels ensuite dans la politique de la défense française, ont été abordés : le satellite d'observation militaire et les missiles de croisière. C'est à ce moment-là que nous avons proposé pour la première fois ce qui est devenu la famille des missiles de croisière SCALP (Système de croisière autonome à longue portée). [Le premier tir opérationnel d'un missile de ce type s'est produit vingt ans plus tard en 2011, durant l'opération Harmattan contre la Libye.]

Le Quai d’Orsay et le renseignement

En tant que chef du CAP, je discutais à l’Élysée du temps de Valéry Giscard d’Estaing des affaires politico-militaires avec les chefs d’état-major particulier successifs, les généraux Claude Vanbremeersch et Bertrand de Montaudouin. Après l’élection de François Mitterrand, j’ai eu à ce sujet de nombreux contacts avec le général Saulnier, qui fut un remarquable chef d’état-major particulier avant de devenir chef d’état-major des armées. Avec le général de Montaudouin, nous avions confié ensemble une mission au lieutenant-colonel Philippe Rondot, responsable du secteur du Moyen-Orient au CAP à partir de 1979 : le suivi de la guerre Iran-Irak qui a commencé en septembre 1980. Notre préoccupation majeure consistait à savoir ce qui se passait, et le colonel Rondot nous livrait une masse d’informations tout à fait précieuses. Il possédait une connaissance extraordinaire de l’Irak. Son courage et son indépendance personnels faisaient qu’il ne se sentait pas tenu par les consignes interdisant à tout le personnel diplomatique ou militaire français de s’approcher du front.

Il se trouve que le Quai d’Orsay, depuis toujours, entretenait une relation complexe, fondée sur une incompréhension, avec le monde du renseignement, reprochant aux services leur manque d’élégance. Il s’inspirait peu ou prou de l’attitude de ce secrétaire d’État américain qui avait décidé de dissoudre le premier service de renseignement extérieur de son pays, créé durant la Première Guerre mondiale, au motif qu’« un gentleman ne regarde pas par-dessus l’épaule d’un autre gentleman » ; quant aux gens du renseignement, DST/SDECE, ils considéraient les diplomates comme imprudents, susceptibles de se faire piéger par distraction ou par de pulpeuses secrétaires…

Mais j'ai vécu le rapprochement très progressif du Quai d'Orsay avec le monde du renseignement, qui a commencé lorsque Jean François-Poncet[3] est devenu ministre des Affaires étrangères en 1978. Je me souviens d'une réunion de coordination avec la DST et la DGSE représentée par Michel Roussin[4], directeur de cabinet d'Alexandre de Marenches, et Alain Gaigneron de Marolles, directeur du renseignement. J'avais à l'époque de très bonnes relations avec la DST sur les affaires soviétiques, d'autant plus qu'elle avait accès aux bases de données sur les transfuges russes qui, pour un responsable de la prospective, constituaient une donnée tout à fait passionnante pour voir de l'intérieur comment le système soviétique évoluait et dégénérait.

Les leçons de l'affaire Farewell

Je n'ai rien su de l'affaire Farewell jusqu'à l'expulsion des diplomates soviétiques en 1983, mais, ensuite, j'ai été impliqué dans l'analyse des documents. J'ai notamment essayé de comprendre – cela faisait partie de mon travail de prospective – la nature du retard technologique soviétique, les forces et les faiblesses de l'URSS. Ces dossiers confirmaient ce que nous savions par ailleurs, par les transfuges et par une série de travaux sur l'économie soviétique, à savoir que celle-ci était beaucoup plus faible qu'on ne le pensait au départ. Les Soviétiques rencontraient un problème majeur : ils avaient totalement loupé la révolution électronique et informatique. Le complexe militaro-industriel soviétique VPK, qui existe d'ailleurs toujours sous un autre nom en Russie, avait comme priorité absolue tout ce qui était électronique, semi-conducteurs, software, logiciels, éléments décisifs dans leurs réorientations à l'époque. Mais il avait

une impossibilité totalement structurelle à s'adapter à une innovation décentralisée, fondée sur le système capitaliste, en Occident et aux États-Unis en particulier.

On a bien perçu à cette époque qu'autant la DGSE avait de très bonnes sources sur l'Afrique et le Moyen-Orient, autant elle en était extrêmement dépourvue sur l'Union soviétique. Très tôt, dans les années 1960 et 1970, le SDECE était arrivé à la conclusion que les moyens du KGB étaient tels qu'il n'était pas possible d'avoir des actions de renseignement en Union soviétique, parce qu'elles seraient nécessairement pénétrées et retournées. Ce renoncement est une des clés du succès de l'affaire Farewell, car les Soviétiques ne se méfiaient absolument pas des Français !

Dans mes fonctions de responsable de la planification et de la prospective au Quai d'Orsay, j'organisais de façon régulière des séminaires pour mon ministre. Je me souviens d'un en particulier qu'on avait organisé, je crois, pour Claude Cheysson, on en avait fait aussi pour Jean François-Poncet, où s'était réunie toute une série d'experts, dont Hélène Carrère d'Encausse et Georges Sokolov. Ce groupe de réflexion avait notamment conclu que la seule façon dont le système pouvait changer, c'était que le chef suprême décide de l'abolir. Et nous avions raison, cette conclusion était exacte ! Mais pas la deuxième partie ! Le groupe avait estimé que c'était très peu probable, car on ne voyait pas comment quelqu'un, issu du sérail de l'appareil, parvenu au sommet en donnant tous les signes de conformisme, déciderait de mettre fin au système. Or, c'est finalement ce qui s'est produit. Gorbatchev, poussé par son stratège, qui s'appelle Alexandre Iakovlev, a mis fin au système de monopole du Parti, a introduit le pluralisme et, à ce moment-là, c'était fini.

La question économique

La sécurité nationale est autant économique que stratégique. Elle conditionne la prospérité des Français et leur indépendance. Cela implique effectivement des actions offensives pour savoir ce qui se passe dans le monde et rechercher des marchés, de même que des actions défensives. Je vais prendre un exemple qui me préoccupe : les cyber-attaques. Nos grandes entreprises globalisées possèdent des informations absolument stratégiques, échangées par voie informatique. Exemple : le savoir-faire d'Airbus, que je connais bien, existe sous forme informatique. Il s'agit de la liste des fournisseurs, des connaissances techniques, des normes des matériaux utilisés, tout est sous forme informatique. Il est absolument vital de le protéger. Et tout aussi évident que les nouveaux concurrents émergents, la Chine en particulier, ont un intérêt majeur à se procurer ces renseignements. Or, c'est notre indépendance économique, notre futur, celui de nos enfants qui se joue. Il nous faut conserver cet avantage technologique. Parce que si nous ne préservons pas notre avantage dans des domaines comme le nucléaire ou l'aéronautique, où nous sommes au premier rang mondial, nous ne serons plus qu'un grand pays touristique et un producteur de produits de luxe. Ce n'est pas acceptable ! La protection du patrimoine technologique est primordiale et elle est de plus en plus menacée, en raison notamment de la vulnérabilité des systèmes d'information.

Dès la fin de la guerre froide, les services de renseignement ont été sensibilisés aux questions économiques, la DGSE en particulier, la DST avec la protection du patrimoine. Cela a marqué une réorientation naturelle. Mais ils l'ont fait plus de leur propre initiative que sur une demande gouvernementale. La DST a réagi très vite mais les services, selon l'expression de notre groupe de travail, se sont

« auto-saisis » face à une menace enfin perçue comme telle. Le seul moment où, en France, sous la présidence de François Mitterrand, la volonté d'une politique du renseignement à moyen terme est apparue, c'est lorsque Michel Rocard[5] était Premier ministre, entre 1988 et 1991.

Après son départ, les services ont défini eux-mêmes leurs propres priorités, d'ailleurs avec une certaine efficacité. La DGSE a effectivement fait le maximum pour aider les industriels, mais avec une contrainte qui subsiste toujours, puisque à la suite d'incidents et de maladresses, la DGSE s'est interdit toute activité de renseignement, de quelque nature que ce soit, visant des entités nord-américaines. Or, ce sont précisément nos principaux concurrents, ce qui a considérablement limité la capacité de soutien des services. Il existait et il existe toujours un embargo absolu sur toute activité de renseignement visant les intérêts des USA ; ce qui se conçoit entre alliés, à condition que ce soit réciproque… Or, début 1995, on a constaté qu'il n'y avait pas réciprocité, ce qui a provoqué un incident.

En matière de renseignement économique en 2010, le plus grand danger ne vient plus du tout des USA, mais de la Chine. Ce n'est pas être antichinois que de le dire, les Chinois défendent leurs intérêts et ne s'en cachent pas. Je suis en dehors de tout cela aujourd'hui, mais je ne suis pas sûr qu'on ait donné suffisamment tôt la priorité à la menace chinoise en termes de renseignement offensif sur le plan économique. Le président Sarkozy a initié des réformes. Avec un coordonnateur, une équipe permanente à l'Élysée, il y a quelqu'un pour assembler les morceaux d'un puzzle. Il faut introduire une coordination stratégique dans les services, c'est le rôle du coordonnateur et de son équipe. J'observe que la deuxième recommandation de notre groupe de travail a également été reprise dans les réformes du président Sarkozy. Il s'agit de la création d'un

Conseil consultatif du renseignement, avec des experts extérieurs. C'est très important ! Aux États-Unis, existe le *President's Foreign Intelligence Advisory Board* (PFIAB) permettant à de grands industriels et universitaires de déclarer : « Voilà une tendance majeure de la scène mondiale, il faut réorienter notre renseignement. »

Préparer une réorganisation du renseignement

Une série d'événements avait provoqué un intérêt pour une réflexion sur la réorganisation du renseignement. Le premier avait été l'élection du président américain Bill Clinton en novembre 1992. Dans une ambiance post-guerre froide, les États-Unis ont changé de priorités en matière de renseignement, en mettant l'accent sur les affaires économiques. Le directeur de la CIA, James Woolsey, appliquait une politique extrêmement agressive vis-à-vis des concurrents européens et asiatiques, essentiellement japonais à l'époque. La communauté française du renseignement paraissait ne pas avoir anticipé cette évolution majeure. Telle était la perception au niveau gouvernemental et au niveau industriel, où je me situais alors.

Or, il se trouve qu'il existait depuis 1978 une structure rattachée au Conseil de défense qui pouvait être activée par le président de la République, représentée par son chef d'état-major particulier, dont le secrétariat était assuré par le SGDN. Cette structure avait vocation à constituer des groupes de travail sur des thèmes spécifiques ; dans le passé, elle avait étudié des thèmes importants, notamment la question des euromissiles, ses travaux avaient eu une importance tout à fait significative sur la position française au début de la présidence

Mitterrand. Différents thèmes ont donc été analysés. Un consensus est vite apparu entre les différentes personnes s'intéressant à cette structure, et notamment l'état-major particulier de la présidence de la République [alors commandé par le général Christian Quesnot[6]], pour que l'organisation du renseignement devienne un thème d'étude. Un groupe a été constitué, j'en ai été un des membres.

L'organisation du renseignement qui me paraissait la plus performante, c'est le système britannique. Il compte trois services principaux, le MI6 (renseignement extérieur), le MI5 (service de renseignement intérieur) et le GCHQ, l'agence chargée de l'interception électronique et des télécommunications. Ils sont gérés par un coordonnateur, qui n'est pas nécessairement un homme du sérail.

Nous avons auditionné les patrons des services, ainsi que des représentants des ministères utilisateurs, Défense au premier chef, Économie et Affaires étrangères. Le plus passionnant dans nos travaux, c'est qu'aussi bien le patron de la DST [alors Philippe Parant] que celui de la DGSE [alors Jacques Dewatre] nous ont dit qu'ils ne recevaient jamais de priorités à moyen terme. La gestion de crise, oui, la priorité à court terme, sans aucun doute. Mais il n'arrivait pas en France qu'un gouvernant demande, comme Bill Clinton durant sa campagne, que tout l'appareil de la puissance publique soit réorienté au profit des exportateurs et de l'économie. On savait que tous les signaux étaient disponibles, que ce sujet était visible – c'était dans les télégrammes diplomatiques, c'était dans la presse –, pourtant personne n'a dit au patron de la DGSE ou au patron de la DST : « Voila la nouvelle priorité compte tenu de ce qu'a dit l'administration Clinton. » C'était vraiment une lacune.

Nous avons également constaté que chaque service était extrêmement jaloux de son autonomie et de son lien bilatéral avec la

présidence de la République. En particulier, les patrons de la DGSE considéraient qu'ils ne répondaient qu'à l'Élysée, il n'y avait pas du tout d'horizontalité. Malgré toutes les structures officielles, la méfiance était notoire face à la coordination latérale et horizontale entre les différents services. C'est ainsi que l'idée d'une structure de coordination nous est apparue souhaitable. Il s'agissait d'une initiative « cohabitationniste », visant à préparer les orientations pour le prochain septennat, et non pas pour celui de François Mitterrand. D'ailleurs, si mes souvenirs sont bons, le rapport a dû être achevé entre les deux tours de la présidentielle de 1995, ou juste avant. On était totalement en dehors du calendrier politique de l'ère Mitterrand, on préparait le successeur, quel qu'il soit.

Cette idée de coordination n'a malheureusement pas été retenue par Jacques Chirac et par Dominique de Villepin, son secrétaire général. Ce dernier était venu devant notre groupe de travail en tant que directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé. Autant il était d'accord sur la nécessité d'anticiper, surtout de disposer d'une planification à moyen terme des priorités du renseignement, autant je l'ai senti extrêmement réticent – c'est le moins qu'on puisse dire – sur l'idée d'un coordonnateur. Et je pense – je me trompe peut-être – qu'il anticipait son futur rôle de secrétaire général de l'Élysée : il nous a clairement signifié que ce coordonnateur serait dans une situation un peu conflictuelle avec lui…

Un des grands problèmes de toutes les structures de renseignement et de défense en France restait le hiatus institutionnel entre, d'une part, un président de la République au cœur du fameux domaine réservé – chef des armées, grand patron de la politique extérieure, de la défense et donc du renseignement – et, d'autre part, des institutions qui confèrent le pouvoir au Premier ministre. Le bras

séculier de toutes les structures de coordination qui existaient, il est vrai extrêmement théorique, était alors le SGDN. Au sein même de notre groupe, une sorte d'anxiété juridique s'est fait jour sur l'autorité de rattachement de cet éventuel coordonnateur du renseignement. Je me souviens avoir personnellement milité pour que notre recommandation s'ajuste au fait qu'en matière de politique étrangère, de renseignement et de défense, le patron demeure le président de la République. On avait finalement proposé une formule un peu ambiguë, où le coordonnateur était rattaché à la fois à Matignon et à l'Élysée.

Le problème a été résolu de façon radicale et, à mon avis, tout à fait légitime et efficace par Nicolas Sarkozy, lorsqu'il a créé en 2008 le poste de coordonnateur du renseignement, rattaché à l'Élysée. Une réforme qui, heureusement, s'avère pérenne. La question qui préoccupait tant Dominique de Villepin s'est révélée infondée : le coordonnateur fait partie de l'équipe élyséenne et se trouve donc sous les ordres du secrétaire général, point.

---

1. Voir son témoignage, pp. 531-532.
2. Voir son témoignage, p. 481.
3. Voir son témoignage, p. 229.
4. Voir son témoignage, pp. 231-242.
5. Voir son témoignage, pp. 491-500.
6. Voir son témoignage, pp. 471-477.

Bernard BAJOLET

« Débarrassé de ces aspects anachroniques, le renseignement peut être assumé par le pouvoir politique. »

Diplomate de terrain, fin connaisseur du monde arabe dont il pratique la langue, spécialiste des postes d'ambassadeur dans des pays culbutés (Bosnie, Irak, Algérie, Afghanistan), Bernard Bajolet, né en 1949, est devenu en 2008 le premier coordonnateur du renseignement, auprès de Nicolas Sarkozy. Expert en la matière, il a été nommé directeur de la DGSE par François Hollande en avril 2013.

« Le terrorisme a changé de forme depuis les années 1980. Nous ne faisons plus face à des logiques de terrorisme d'État. On assiste, à partir des années 1990, à une sorte d'internationalisation du terrorisme, avec l'action spectaculaire du djihadisme et d'Al-Qaïda. Des conflits qui, jusque-là, pouvaient apparaître comme locaux, en opposition à des gouvernements en place, se sont rattachés à une « cause » internationale. Le 11 septembre 2001, j'ai pris connaissance par Stéphane Hessel[1] de l'attentat contre les deux tours de New York lors d'une escale à Ljubljana. Je me rendais à Bruxelles pour assister à

une réunion du comité directeur sur la Bosnie-Herzégovine, donc on a pu voir quasiment en direct l'effondrement des tours. Depuis cette mise en lumière d'Al-Qaïda, la situation s'est beaucoup compliquée : avec des groupes plus ou moins franchisés et des individus autoradicalisés. Dans les différents postes que j'ai occupés, j'ai eu l'occasion de constater à quel point l'extrémisme islamiste est en contradiction totale avec l'islam lui-même, de constater combien les opinions publiques, les gens à qui j'ai eu affaire – en Jordanie, en Syrie, en Irak, en Algérie – désavouaient complètement l'utilisation de l'islam à des fins politiques et, pire, à des fins de terrorisme.

Otages en Irak

Entre 2004 et 2006, dans le contexte particulièrement difficile de l'Irak à l'époque, nous avons eu à traiter plusieurs cas d'otages français et étrangers, en tandem avec la DGSE. [Il s'agit notamment des journalistes Christian Chesnot, Georges Malbrunot – enlevés le 20 août 2004 et libérés le 21 décembre suivant – et Florence Aubenas – détenue du 5 janvier au 12 juin 2005.] Ce qui nous a permis de résoudre ces cas, ce sont les très nombreux contacts que nous avions, puisque la France parlait à tout le monde, en Irak, sauf à ceux qu'on pouvait considérer comme des terroristes. Ceux qui mettaient des bombes sur les marchés, qui décapitaient, on ne les voyait pas. Cette exception mise à part, on parlait à énormément de gens. J'ai alors fait la tournée de nombreuses mosquées, y compris salafistes, parfois dans des quartiers peu fréquentables de Bagdad. Là se sont révélés des interlocuteurs qui sont venus me voir ensuite et m'ont aidé à résoudre ces problèmes.

À l'époque, les Américains avaient beaucoup trop à faire pour s'occuper de nos histoires d'otages. En revanche, il est arrivé qu'ils nous remettent tel journaliste français égaré à Falloujah [la « cité des mosquées », située en Irak, en 2014 sous le contrôle d'une entité liée à Al-Qaïda], par exemple. Dans le cas des otages d'Irak, pour la première fois depuis les affaires du Liban, les services de l'État – DGSE et diplomatie française – ont montré qu'ils étaient capables de résoudre ces problèmes sans faire appel à des intermédiaires extérieurs. J'espère à cet égard que le temps des méthodes douteuses est révolu… Depuis les affaires d'Irak, il en a toujours été ainsi, parfois dans des conditions extrêmement difficiles.

Nos compatriotes n'imaginent pas la somme de moyens qu'il faut pour suivre une affaire d'otages. Quand des compatriotes sont enlevés, le devoir du gouvernement est d'obtenir leur libération. À cet effet, des moyens humains et techniques considérables sont mis en œuvre. Nous avons récemment connu une période où nous avions huit otages français dans le monde, et ceci représentait pour nos services, en particulier pour la DGSE, une tâche particulièrement lourde.

Une relation nouvelle et assumée au renseignement

Dans la tradition française du renseignement, le pouvoir politique, jusqu'à Nicolas Sarkozy, a tenu le renseignement à distance. À savoir que le président de la République utilisait le renseignement autant que de besoin, mais dégageait sa responsabilité dès qu'un incident survenait. Un des objets de la réforme menée par Nicolas Sarkozy

vise à débarrasser le renseignement d'un certain nombre d'aspects inacceptables qui nous paraissaient complètement dépassés : le renseignement politique tel qu'il était pratiqué autrefois par les RG, par exemple. [Ce témoignage, réalisé le 28 avril 2010, intervient au début de l'ère Bernard Squarcini, premier directeur de la DCRI et qualifié par la suite d'« espion du Président[2] ».] Débarrassé de ces aspects anachroniques, le renseignement peut être assumé par le pouvoir politique. Il n'y avait pas de raison pour que les services de renseignement échappent à un contrôle démocratique plus étroit, sous la coupe du pouvoir politique démocratiquement élu.

À la vérité, la coordination répondait à un besoin également ressenti par les services. Ceux qui n'étaient pas encadrés par une tutelle aussi précise s'auto-orientaient et avaient besoin qu'on leur indique leurs priorités[3]. De plus, les services ont besoin de travailler ensemble, car certaines thématiques, comme la lutte contre le terrorisme ou la lutte contre le crime organisé, la prolifération, le contre-espionnage, sont des thèmes à la fois extérieurs et intérieurs, avec des aspects autant civils que militaires.

« Connaissance et anticipation », priorité stratégique

Le Livre blanc de juin 2008 sur la défense et la sécurité nationale a recommandé d'ériger la fonction « connaissance et anticipation », dont fait partie le renseignement, en priorité stratégique ; le président de la République, dans la lettre de mission qu'il m'a adressée en juillet 2008, m'a chargé de suivre l'effort massif qu'il souhaitait en faveur de cette fonction. Il se traduit par un progrès en

termes d'effectifs, puisque le Livre blanc prévoit une augmentation de 700 personnes jusqu'en 2014. Surtout, un effort en matière d'investissement technique est engagé, qu'il s'agisse des renseignements électromagnétiques, ou de l'imagerie satellitaire ; c'est le programme européen Musis [*Multinational space-based imaging system for surveillance, reconnaissance and observation*] qui a été lancé et qui est en cours de réalisation. Le défi est d'abord technique, car il faut être à la hauteur de l'évolution technologique exponentielle, si on veut continuer à être efficace. C'est également un défi budgétaire. Enfin, c'est un défi humain, parce que la force du renseignement français réside dans l'équilibre de l'humain et du technique, les deux sont absolument nécessaires.

Dans la mesure où ces programmes d'investissement peuvent être européanisés, nous ne pouvons qu'y être favorables. Encore faut-il que nos partenaires soient prêts à nous suivre… En l'occurrence, nous avons décidé d'encourager Musis quoi qu'il arrive et de lancer le programme pour éviter une rupture capacitaire en 2016, lorsque le programme Hélios arrivera à la fin de sa période contractuelle, et en invitant naturellement nos partenaires européens, auxquels la porte est toujours ouverte, à nous rejoindre.

D'une façon générale, les services de renseignement français n'ont pas des effectifs aussi nombreux que certains pays de taille comparable. Malgré cela, je crois pouvoir dire que nos services sont parmi les meilleurs au monde, qu'ils sont extrêmement respectés. Bien sûr, ils ne sont pas excellents sur tous les sujets car ils doivent se concentrer sur nos priorités. Nous avons encore quelques « trous dans la raquette », qu'il serait souhaitable de combler. C'est pourquoi la DGSE a bénéficié d'un soutien particulièrement important. Pour autant, le renseignement intérieur n'a pas été oublié. La création de la DCRI [puis de la DGSI], qui résulte de la fusion entre la DST et une

partie des RG, le montre bien. C'est un effort qu'il faudra encore poursuivre au cours des années qui viennent, compte tenu de la priorité que représente pour nous le territoire national.

Nous manquons encore de spécialistes pour certaines régions du monde. On ne peut pas les faire surgir du jour au lendemain, ainsi il faut planifier les ressources humaines pour pouvoir être plus performant sur des zones géographiques où nous sommes démunis. D'autre part, un gros effort est fait sur les équipements techniques. Mais dans le contexte budgétaire difficile que nous connaissons, il faudra rendre des arbitrages. Les capacités d'analyse devront être également renforcées. On a conservé de l'ancien dispositif, le CIR, des groupes de travail qui rassemblent les différents services et les ministères sur des thèmes ou des zones géographiques. Il faudra renforcer cet aspect, car nos dirigeants ont besoin de synthèses incluant le renseignement proprement dit, mais aussi le travail des ministères et l'information ouverte.

Il reste enfin des efforts à faire pour que notre pays dispose d'une véritable culture du renseignement. En France, le renseignement conserve une image contrastée et ambiguë. Il fascine – de moins en moins, d'ailleurs – tout en paraissant scabreux… Un effort de communication demeure nécessaire à l'égard du public, pour montrer la nécessité du renseignement en faveur de la sécurité de la France et des Français, en complément de l'instrument diplomatique, qui vient à l'appui de notre défense. Nous devons également conduire un effort de formation et de mutualisation vis-à-vis des services de renseignement, de façon à créer une véritable communauté française du renseignement. C'est le but de l'Académie du renseignement.

Coordonnateur du renseignement

Le poste de coordonnateur national du renseignement a d'abord été créé pour faire travailler les services ensemble, en particulier sur la lutte contre le terrorisme, mais aussi contre la prolifération, la criminalité organisée, etc. Sa deuxième mission consiste à fixer les priorités des services, leur indiquer sous l'autorité du président de la République les domaines dans lesquels on perçoit une insuffisance de renseignement, comment planifier leurs ressources humaines, leurs moyens techniques. Une troisième mission vise à centraliser l'ensemble des renseignements recueillis par nos services civils et militaires, les sélectionner puis les faire remonter au Président et au Premier ministre. Il convient enfin de s'assurer que les services disposent des moyens de leurs missions, que la mobilité des personnels est suffisante, qu'ils puissent diversifier leur recrutement et former leurs agents.

Pourquoi le président Sarkozy m'a-t-il choisi ? Je ne le sais pas moi-même ! Avant ma prise de fonction, j'avais eu l'occasion de côtoyer les services de renseignement, à Paris ou dans mes différents postes. C'est un sujet qui m'a toujours intéressé, mais sans en posséder une connaissance technique approfondie. C'est surtout en Irak que j'ai été amené à travailler véritablement avec eux, en particulier avec la DGSE, puisque avec mon collègue directeur général, Pierre Brochand, nous avons constitué un véritable tandem pour tenter de résoudre les affaires d'otages que nous avons connues entre 2003 et 2006.

[En février 2011, Bernard Bajolet a quitté ses fonctions de coordinateur national du renseignement avant de devenir, le 10 avril 2013, directeur de la DGSE.]

La formule actuelle d'un Conseil national du renseignement, avec un coordonnateur, est le résultat d'une réflexion durant laquelle toutes les formules ont été mises sur la table. Mais il n'y a pas, dans l'absolu, de solution idéale. La bonne solution n'est pas celle qui existe chez les voisins, mais celle convenant aux réalités d'aujourd'hui, à notre culture, à notre histoire et à nos institutions. Nous ne sommes pas très éloignés d'un Conseil national de sécurité, avec ce Conseil de sécurité et de défense nationale présidé par le chef de l'État, qui succède au Conseil de défense. Cette formule permet d'aborder à la fois la sécurité intérieure, et la sécurité extérieure, dans différents formats dont celui, plus restreint, du Conseil national du renseignement (CNR). En France, l'exécutif comprend le président de la République et le Premier ministre. Celui-ci dispose de l'administration, il la coordonne. Pour cette raison, nous avons maintenu un Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). Mais nous n'avons pas retenu l'idée d'un conseiller unique placé auprès du président de la République qui, comme le conseiller du président des États-Unis pour les affaires de sécurité nationale installé à la Maison-Blanche, coifferait à la fois les militaires, les diplomates et les services de renseignement. Tout simplement parce que le vrai besoin qu'on avait en France, c'est celui d'une plus grande cohésion et d'un meilleur pilotage des services de renseignement. Pourquoi ? On a concentré la réforme sur le renseignement, le Conseil national du renseignement, le coordonnateur du renseignement. Et donc on a un chef d'état-major particulier du président de la République, on a un conseiller diplomatique, et on a – c'est la création la plus récente – un coordonnateur national du renseignement.

Le rôle de ce dernier n'est pas de faire le travail à la place des services, il ne le pourrait pas. Il n'a pas les moyens de se substituer à

eux. En revanche, il doit faire en sorte que la production des services corresponde aux besoins de l'État. À charge pour lui de vérifier que les sujets qu'ils traitent sont bien ceux qui intéressent les plus hautes autorités de l'État et que la façon dont ils les traitent correspond bien à celle attendue par ces hautes autorités. On est amené à préciser ces besoins aux différents services qui s'y adaptent sans difficulté.

Est-il dangereux pour le Président que le renseignement se rapproche de lui en la personne du coordonnateur ? Pour ma part, je considère que le renseignement n'est pas quelque chose de sale ou de honteux. Il est important que le pouvoir politique l'assume, de la même façon qu'il assume les forces armées et l'administration. Les services font partie de l'État, agissent dans l'intérêt de la nation, il y avait là au contraire une lacune à combler. Mais, en même temps, le renseignement doit être débarrassé des scories du passé, de ces choses que les services ne doivent pas faire. Cela implique aussi qu'ils agissent dans le cadre de la loi française, sous le contrôle du pouvoir politique, donc du président de la République élu au suffrage universel direct, mais aussi du Parlement – c'est toute la mission de la Délégation parlementaire au renseignement.

On ne peut pas refaire l'histoire mais il nous apparaît aujourd'hui tout à fait évident que l'opération contre Greenpeace, en 1985, était une erreur, qu'elle n'aurait jamais dû se produire. C'est la raison pour laquelle il est important que le pouvoir politique contrôle et assume ; c'est à lui de prendre les décisions. Il est quand même extraordinaire qu'avant 2007, il n'y ait pas eu de contrôle parlementaire, mis à part celui exercé par des commissions très spécialisées comprenant, entre autres membres, des parlementaires. Il n'y avait pas non plus de commissions chargées spécifiquement du renseignement, comme c'est le cas dans presque tous les pays démocratiques…

La fusion entre la DST et une partie des RG – l'autre partie des RG forme actuellement la sous-direction de l'Information générale –, en juillet 2008, au sein de la DCRI [devenue la DGSI] était absolument indispensable, puisque ces deux services se trouvaient dans une situation de non-coopération, voire de rivalité. Jusque-là, le pouvoir politique se révélait plus à l'aise avec un renseignement éclaté entre Place Beauvau et les différents ministères. Le président de la République a estimé que ceci n'était plus justifié et qu'au contraire il fallait favoriser le rapprochement de tous ces services. Cette réforme correspond à nos besoins, son efficacité dépendra de l'utilisation qui en est faite.

---

1. Voir son témoignage, pp. 23-33.
2. Voir le livre *L'Espion du Président. Au cœur de la police politique de Sarkozy*, Olivia Recasens, Didier Hassoux et Christophe Labbé, Robert Laffont, 2012.
3. Voir notamment le témoignage d'Alain Chouet, pp. 333-334.

Conclusion

Le monde du renseignement n'est peuplé que de femmes et d'hommes de passion. Ceux qui appartiennent à cet univers lui sont soumis corps et âme, de même que, bien souvent, ceux qui les côtoient, ou encore ceux qui lui donnent des instructions. Ils ne dissimulent qu'à grand-peine la fascination qu'il exerce sur eux. Mais ces spécialistes de l'ombre, de ses maléfices et de ses tourments, savent qu'en se pliant à ses exigences les plus strictes, ils se verraient dans l'obligation de se taire. En un sens, nos témoins ont enfreint cette règle en nous parlant… Il demeure bien sûr dommageable, à nos yeux, que tant de personnes de qualité se refusent encore à évoquer leur vie et leur expérience dans la partie secrète de notre République, dans ces sous-sols où se construit l'Histoire. Nous sommes de ce fait d'autant plus reconnaissants à nos témoins d'avoir bien voulu expliquer les enjeux de cette activité si mal ressentie en France : le renseignement.

En refermant ce livre, le lecteur aura compris que l'idée de nos témoins n'a jamais consisté à provoquer le scandale. Les secrets d'alcôve les intéressent beaucoup moins que la recherche du vrai renseignement d'utilité politique, judiciaire, militaire ou économique, celui qui sert les intérêts de la France. Ces hommes portent en eux une part de notre destin collectif. Ils ne sont ni des saints, ni des

brigands. Ils agissent dans un cadre complexe, fait de rigueur, de morale et d'éthique et parfois, c'est vrai, de dérapages spectaculaires. Quand les hommes du renseignement, espions ou contre-espions, sortent des clous, le couperet tombe. Ce monde n'est certainement pas parfait. Au fil des années, il a évolué en tentant de s'améliorer. Les acteurs, eux aussi, changent : les anciens se retirent quand de plus jeunes les remplacent. Le folklore et la débrouillardise cèdent le pas au professionnalisme et, souvent, au conformisme. Faut-il s'en plaindre ou simplement le constater ? Les organisations se transforment au fil du temps, de nouveaux dirigeants politiques sont élus. Et, toujours, le recul permet de voir les choses plus sereinement.

Notre propos n'était pas d'écrire à chaud, mais ces entretiens réalisés avant l'élection de François Hollande se révèlent tous d'une pertinence très actuelle. Les problématiques demeurent les mêmes, inchangées depuis soixante-dix ans : qui contrôle quoi ? De toute éternité, les responsables français ont cherché à instrumentaliser à leur profit les moyens humains et matériels des services de la République… La récente réforme du contre-espionnage français, passé de la DST à la DCRI, puis à la DGSI, a-t-il fait disparaître les vieux fantasmes ? Les « cabinets noirs », « cellules » diverses et variées, écoutes illégales et autres trapèzes volants judiciaires sont-ils passés aux oubliettes de l'Histoire du simple fait que leur disparition est systématiquement proclamée par les pouvoirs successifs ? Hélas non… Les hommes sont ainsi faits que notre pays indocile générera toujours des affaires d'autant plus insupportables qu'elles prospèrent sur le terrain qui voit aussi naître d'authentiques exploits.

Traiter le renseignement français depuis 1940, à travers les récits de ses témoins, nous a permis de rencontrer des hommes d'enthousiasme. Et nous ne pouvons pas nous empêcher de ressentir une émotion toute particulière, alors que nous avons mis en forme les

témoignages de personnalités aujourd'hui disparues, parfois très âgées ou d'une santé délicate quand nous les avions rencontrées. Qu'il nous soit permis ici de nous incliner devant la mémoire de Stéphane Hessel, Tereska Torrès-Levin, Paul Aussaresses, Raymond Muelle, Jacques Vergès, Marcel Chalet, Jean François-Poncet et Jean Pichot-Duclos. Avec leurs mots, ils nous ont permis de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Entre Locquirec et Paris, le 1er juin 2014

Index des noms

Abdallah, Georges Ibrahim, 1-2, 3-4, 5, 6, 7
Abdel-Rahman, Omar, 1, 2
Ahcene, Ait, 1
al-Ahmad al-Sabah, Jaber (émir Jaber), 1
Alliot-Marie, Michèle, 1
al-Zawahiri, Ayman, 1, 2-3, 4
Andropov, Iouri, 1
Arafat, Yasser, 1
Arendt, Hannah, 1
Arpaillange, Pierre, 1
Attia, Joseph Brahim 'Jo', 1-2
Aubenas, Florence, 1
Audran, René, 1-2, 3-4
Aulas, Michel, 1-2
Auque, Roger, 1, 2, 3
Aussaresses, Paul, 1, **2-3**
Ayat, Lakehal, 1-2
Badinter, Robert, 1
Bajolet, Bernard, 1, **2-3**
Bakhtiar, Chapour, 1

Balladur, Édouard, 1, 2, 3, 4-5
Barbie, Klaus, 1
Barre, Raymond, 1, 2, 3
Barsimentov, Yacov, 1
Baumgartner, Marianne, 1-2, 3-4
Bazire, Nicolas, 1
Beauge, Florence, 1
Ben Barka, Mehdi, 1, 2, 3-4, 5
Ben Boulaid, Mostafa, 1
Ben Laden, Oussama, 1, 2-3, 4-5, 6
Bérard, Jean, 1
Bertrand, Gustave, 1, 2
Bertrand, Yves, 1
Besse, Georges, 1, 2
Bianco, Jean-Louis, 1, 2-3
Bichelot, Raymond, 1
Boitel, Michel, 1
Bolloré, Gwenn-Ael, 1
Bolloré, Vincent, 1
Bokassa, Jean-Bedel, 1-2
Bongo, Omar, 1
Bonnet, Yves, 1, 2, 3, **4-5**
Bonnier de la Chapelle, Fernand, 1
Boudiaf, Mohamed, 1
Boulahrouf, Tayeb, 1
Boulouque, Gilles, 1, 2-3
Bouquet, Carole, 1
Bourbon-Parme, Michel de, 1
Bréguet, Bruno, 1, 2

Breton, Andre, 1
Brigitte, Willy, 1
Brochand, Pierre, 1, 2
Brossolette, Pierre, 1
Bruguière, Jean-Louis, 1, **2-3**, 4-5
Bush, George Herbert Walker, 1, 2, 3
Bush, George Walker, 1-2, 3
Caprioli, Louis, 1, **2-3**
Caraman, Mihail, 1
Careil, Patrick, 1, 2
Carrère d'Encausse, Hélène, 1
Carton, Marcel, 1, 2
Cassin, René, 1
Chaban-Delmas, Jacques, 1
Chalandon, Albin, 1
Chalet, Marcel, 1, 2, **3-4**, 5, 6-7, 8, 9, 10, 11, 12, 13
Challe, Maurice, 1
Charasse, Michel, 1
Ray, Charles, 1
Chaumien, Marcel, 1
Chesnot, Christian, 1
Chevènement, Jean-Pierre, 1, 2, 3, 4, 5
Cheysson, Claude, 1, 2, 3, 4
Chiffot, Frédéric, 1
Chirac, Jacques, 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8, 9, 10-11, 12-13, 14, 15-16, 17, 18, 19, 20, 21-22, 23-24, 25, 26
Chouet, Alain, 1, **2-3**, 4, 5
Churchill, Winston, 1, 2-3, 4, 5, 6, 7
Clair, Jean-François, 1, 2, 3

Clinton, Bill, 1-2
Coat, Fabrice, 1, 2
Cocu, Carmen, 1
Colin de Verdière, Hubert, 1
Cordier, Daniel, 1
Cornéa, Aurel, 1
Cousseran, Jean-Claude, 1
Crémieux-Brilhac, Jean-Louis, 1, 2, **3-4**,
Cresson, Édith, 1
Dacko, David, 1
Darnand, Joseph, 1
Debain, Jacky, 1-2, 3-4, **5-6**, 7, 8
Debré, Jean-Louis, 1
Debré, Michel, 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8, 9-10
Defferre, Gaston, 1, 2-3, 4-5, 6, 7, 8-9
Delamare, Louis, 1
Delestraint, Charles, 1
Descour, Marcel, 1
Deuve, Jean, 1-2
Devigny, André, 1-2
Dewatre, Jacques, 1
Dewavrin, André, (*dit* Passy), 1, 2, 3-4, 5-6, 7-8, 9-10, 11, 12, 13
Dewavrin, Daniel, 1
Diouf, Abdou, 1
Donatini, Jean, 1
Doublet, Christine, 1, 2
Dous, Raymond, 1
Dubos, Jean-François, 1

Duchamp, Marcel, 1
Duclos, Maurice, dit Saint-Jacques, 1, 2
Dufour, Maurice, 1
Dumas, Roland, 1, 2, 3, **4-5**
Dur, Philip, 1
Eltsine, Boris, 1
Fabius, Laurent, 1, 2, 3, 4, 5, 6-7, 8-9, 10
Favrod, Charles-Henri, 1
Fawsi, Hamza, 1-2
Filaire (Colonel), 1
Fille-Lambie, Henri (*dit* Morlane, Jacques), 1-2, 3, 4
Fleury, Jean, 1
Fly, Valerian, 1
Foccart, Jacques, 1-2, 3-4, 5, 6, 7, 8-9, 10, 11, 12, 13, 14
Follot, Nicole, 1
Fonvielle, Dominique, 1, **2-3**
Fontaine, Marcel, 1, 2
Forgeard, Noël, 1
Fourcaud, Pierre, 1
Fournet, Jacques, 1, 2, **3-4**, 5, 6, 7
Franceschi, Joseph, 1, 2-3
François-Poncet, Jean, 1, **2-3**, 4-5, 6-7, 8
Franks, Dickie, 1
Gaigneron de Marolles, Alain De, 1, 2
Gallois, Pierre-Marie, 1, 2
Galouzeau de Villepin, Dominique, 1, 2, 3, 4-5
Garaud, Marie-France, 1
Garbidjian, Varoujan, 1

Gardes, Jean, 1
Gaulle, Charles de, 1-2, 3, 4-5, 6-7, 8, 9-10, 11-12, 13-14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22-23
Gaydamak, Arcadi, 1-2, 3
Gemayel, Béchir, 1
Gérard, Bernard, 1, 2, 3, 4
Gergorin, Jean-Louis, 1, **2-3**
Ghorbanifar, Manucher, 1
Gilleron, Pierre-Yves, 1
Giraud, André, 1, 2
Giraud, Henri, 1-2, 3, 4-5, 6, 7
Giscard d'Estaing, Valéry, 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9-10
Golitsyne, Anatoli, 1, 2, 3-4, 5, 6, 7-8
Gorbatchev, Mikhaïl, 1, 2, 3, 4, 5, 6
Gordji, Wahid, 1-2
Greene, Graham, 1
Grossin, Paul, 1-2, 3, 4-5, 6
(Durand de) Grossouvre, François, 1-2, 3, 4-5, 6, 7, 8, 9-10, 11, 12
Guilhou, Xavier, 1, **2-3**
Guitton, René, 1, 2
Gutmann, Francis, 1
Guyaux, Jean, 1
Habache, Georges, 1-2
Halimi, Gisèle, 1
Hallier, Jean-Edern, 1, 2-3, 4, 5
Hansen, Georges, 1
Harel, Claude, 1
Heinrich, Jean, 1, 2, **3-4**, 5, 6, 7

Heisbourg, François, 1
Hernu, Charles, 1, 2-3, 4, 5, 6-7, 8-9, 10, 11, 12-13, 14-15, 16, 17, 18, 19
Herranz, Jean, 1
Hessel, Stephane, 1, **2-3**, 4, 5
Hitler, Adolf, 1, 2, 3
Hussein, Saddam, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
Iakovlev, Alexandre, 1
Imbot, René, 1, 2, 3, 4-5, 6, 7
Jarrot, André, 1
Jean-Paul II, 1, 2
Jospin, Lionel, 1-2
Joxe, Louis, 1
Joxe, Pierre, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9, 10, 11, 12, **13-14**, 15
Juillet, Alain, 1, **2-3**, 4-5
Juppe, Alain, 1, 2, 3, 4
Karadzic, Radovan, 1
Kaufmann, Jean-Paul, 1
Kelkal, Khaled, 1
Kersauson de Penandreff, Yves de, 1
Khair Al Din, Hassan, 1-2
Khomeini, Ruhollah, 1, 2
Kohl, Helmut, 1, 2
Kopp, Magdalena, 1, 2
Koulitch, Vladimir, 1
Kovaliov, Sergueï, 1
Krioutchkov, Vladimir, 1
Lacarrière, Michel, 1

Lacaze, Jeannou, 1
Lacoste, Pierre, 1-2, 3, 4, 5, **6-7**, 8, 9, 10-11, 12, 13, 14, 15, 16-17, 18, 19-20, 21-22
Lacoste, Robert, 1, 2
Lahoud, Imad, 1
Lamari, Smain (*dit* Smain), 1-2, 3-4
Lang, Jack, 1
Lanxade, Jacques, 1, 2, **3-4**, 5
Le Carré, John, 1
Lejeune, Pierre, 1
Lentin, Albert-Paul, 1
Leroy, Marcel (*dit* Finville), 1-2, 3, 4
Levitte, Jean-David, 1
Levy-Lang, André, 1
Locquin, Jacques, 1
Loutrel, Pierre (*dit* Pierrot le fou), 1-2
Mafart, Alain, 1
Magureanu, Virgile, 1
Malbrunot, Georges, 1
Maloubier, Robert 'Bob', 1, **2-3**, 4, 5, 6, 7
Malraux, André, 1
Manuel, André, 1, 2, 3, 4, 5-6
Marcellin, Raymond, 1-2
Marchiani, Jean-Charles, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, **10-11**, 12
Marenches (de), Alexandre (*dit* Porthos), 1-2, 3-4, 5, 6-7, 8, 9-10, 11-12, 13, 14, 15, 16-17, 18
Marion, Pierre, 1, 2-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11-12, 13
Markovic, Stevan, 1-2

Marsaud, Alain, 1, **2-3**, 4
Masson, Paul, 1
Massoni, Philippe, 1
Massu, Jacques, 1-2, 3
Mautaint, Edgar, 1
Mba, Léon, 1
Melnik, Constantin, 1, 2-3, **4-5**
Ménage, Gilles, 1, 2-3, 4, 5, **6-7**, 8, 9, 10
Mermet, François, 1-2, 3, 4
Messmer, Pierre, 1, 2, 3
Michelet, Edmond, 1
Michelin, François, 1
Miquel, Roger, 1
Mitterrand, Danielle, 1
Mitterrand, François, 1, 2, 3, 4, 5-6, 7-8, 9, 10, 11-12, 13-14, 15, 16, 17-18, 19-20, 21, 22-23, 24, 25-26, 27-28, 29-30, 31-32, 33, 34-35, 36, 37, 38-39, 40, 41-42, 43, 44-45, 46-47, 48-49, 50-51, 52, 53, 54-55, 56, 57, 58-59, 60-61, 62, 63-64, 65-66
Mladic, Ratko, 1, 2
Mohammed, Khalid Cheikh, 1
Mollet, Guy, 1, 2
Monod, Jérôme, 1
Montaudouin, Bertrand de, 1
Moreau, Jean, 1, 2
Morlane, Jacques (voir Fille-Lambie, Henri)
Moulin, Jean, 1-2, 3, 4-5, 6
Moussavi, Mir Hossein, 1-2
Moussaoui, Zacarias, 1, 2

Muelle, Raymond, 1, **2-3**, 4-5, 6, 7
Naccache, Anis, 1
Naftalski, Daniel, 1
Nart, Raymond, 1, **2-3**, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
Nidal, Abou (Sabri al-Banah), 1, 2, 3-4
Norlain, Bernard, 1, **2-3**
Normandin, Jean-Louis, 1, 2, 3
Notin, Jean-Christophe, 1
O'Neal, John, 1
Obadia, René (*dit* Pioche), 1
Ould Aoudia, Amokrane, 1, 2, 3-4
Oussedik, Mourad, 1-2, 3
Paillole, Paul, 1-2, 3, 4, 5-6
Pandraud, Robert, 1, 2, 3, 4
Papon, Maurice, 1
Pâques, Georges, 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8
Parant, Philippe, 1, 2
Pascal, Jean-Jacques, 1, 2, **3-4**
Pasqua, Charles, 1, 2, 3, 4, 5, 6-7, 8-9, 10
Passy (Colonel), Voir Dewavrin, André, dit Passy
Pautrat, Rémy, 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8-9, 10, 11
Pesquet, Robert, 1
Peyrefitte, Alain, 1
Peyroles, Gilles Sydney, 1, 2-3, 4-5
Philip, André, 1
Pichot-Duclos, Jean, 1, **2-3**, 4
Pierrot-le-Fou, *voir* Loutrel, Pierre
Pingeot, Mazarine, 1
Pinochet, Augusto, 1

Plagnol, Henri, 1-2, 3, **4-5**
Plenel, Edwy, 1, 2, 3, 4-5, 6, 7
Pompidou, Georges, 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9-10, 11
Prieur, Dominique, 1, 2
Primakov, Ievgueni, 1, 2, 3, 4, 5
Prouteau, Christian, 1, 2-3, 4, 5-6, 7-8, 9-10, 11-12
Quesnot, Christian, 1, **2-3**, 4
Quilès, Paul, 1, 2, 3, **4-5**, 6
Raffarin, Jean-Pierre, 1
Reagan, Ronald, 1, 2-3, 4-5, 6, 7
Reed, Carol, 1
Régnard, Henri, *voir* Nart, Raymond
Rejewski, Marian, 1
Rémy (Colonel), *voir* Renault, Gilbert
Renault, Gilbert, 1-2
Ressam, Ahmed, 1-2, 3-4
Rezah Pahlavi, Mohamed (Shah d'Iran), 1-2, 3, 4, 5
Ribière, Henri, 1
Riffaud, Claude, 1
Robert, Jacques, 1
Robert, Maurice, 1
Rocard, Michel, 1, 2, 3-4, 5, 6-7, 8, **9-10**, 11-12, 13-14, 15
Rochot, Philippe, 1
Rondot, Philippe (*dit* Max), 1, 2-3, 4, 5, 6
Ronin, Georges, 1-2
Roosevelt, Franklin D., 1
Rotou (colonel), 1
Rouillan, Jean-Marc, 1

ROUSSILLAT, Robert, 1, 2
ROUSSIN, Michel, 1, 2, **3-4**, 5
SADATE, Anouar el-, 1
SAFA, Iskandar, 1
SAINT-JACQUES, *voir* DUCLOS, Maurice (*dit* Saint-Jacques)
SALAH, Fouad, 1, 2
SALAN, Raoul, 1
SANCHEZ, Illitch Ramirez (*dit* Carlos), 1-2, 3, 4, 5-6
SARKOZY, Nicolas, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9, 10, 11-12, 13-14, 15
SASIA, Raymond, 1
SAULNIER, Jean, 1, 2, 3
SCHEER, François, 1
SCHLUTER, Otto, 1
SCHMIDT, Paul, 1
SENGHOR, Léopold Sédar, 1
SEURAT, Michel, 1, 2, 3
SILBERZAHN, Claude, 1, 2, 3, 4, 5, 6-7, 8, 9, **10-11**, 12
SMITH, Ian, 1
SOKOLOV, Georges, 1
SOULEZ-LARIVIÈRE, Daniel, 1
SOUSTELLE, Jacques, 1, 2-3, 4
SOUVIGNET, José, 1
STEPACHINE, Sergueï, 1
SZABO, Violette, 1
TCHETVERIKOV, Nicolaï, 1
TEITGEN, Paul, 1
TENET, George, 1
THATCHER, Margaret, 1, 2, 3

THUBE, Marc, 1
TIEDGE, Hansjoachim, 1
TORRÈS-LEVIN, Tereska, 1, 2, 3, **4-5**, 6
TRICHET, Jean-Claude, 1
TRICOT, Bernard, 1, 2
ULRICH, Maurice, 1
VANBREMEERSCH, Claude, 1
VERGÈS, Jacques, 1, 2-3, **4-5**, 6
VIE, Jean-Émile, 1
WALESA, Lech, 1
WALTERS, Vernon, 1
WARDAK, Amin, 1
WEYGAND, Maxime, 1
WIECK, Hans-Georg, 1, 2
WOOLSEY, James, 1
WYBOT, Roger, 1, 2, 3, 4, 5
YEO-THOMAS, Forest, 1
ZAMOUM, Ben Rabeh Mohamed (*dit* Si Salah), 1
ZEDONG, Mao, 1
ZÉROUAL, Liamine, 1
ZITOUNI, Djamel, 1, 2
ZORINE, Viktor, 1-2
SZWARC, Tereska, *voir* Torrès-Levin, Tereska

Remerciements

Nous tenons à faire part à chacun de nos témoins de notre vive gratitude.

Nous voulons également remercier l'équipe de Program 33 qui nous a permis de lancer ce vaste et beau projet, les producteurs Fabrice Coat et Christine Doublet ainsi que toute l'équipe technique. Leurs conseils nous ont été précieux.

Pour France Télévisions, Dana Hastier, Barbara Hurel, Clémence Coppey et Carlos Pinsky ont suivi le film de bout en bout. Sans leur soutien, le film n'aurait pas pu se faire et donc ce livre n'aurait pas pu être édité.

Nous souhaitons également remercier Olivier Stroh et la chaîne Planète.

L'idée de réaliser ce livre est venue ensuite de Roman Perrusset, éditeur à La Martinière. Il a su mettre en œuvre cette nouvelle étape, qui ne fut pas toujours une promenade de santé. Nous lui en sommes très reconnaissants.